

École des Hautes Études en  
Sciences Sociales

Università degli Studi di  
Bergamo



Discipline : Sociologie

**ANNALISA MAITILASSO**

**“Prêts à partir”**

**Histoires de Mobilité transnationale  
en temps de crise: le cas malien**

**Thèse dirigée par: Peraldi Michel et Bruno Riccio**

**Date de soutenance : février 2017**

- Jury
- 1 MIRANDA Adelina, MIGRINTER - CNRS, Université de Poitiers (rapporteuse)
  - 2 PERALDI Michel, IRIS, EHESS (co-directeur de la thèse)
  - 3 POTOT Swanie, URMIS, Université de Nice Sophia Antipolis (rapporteuse)
  - 4 REA Andrea, GERME, Université libre de Bruxelles
  - 5 RICCIO Bruno, Università degli Studi di Bergamo (co-directeur de la thèse)
  - 6 STREIFF-FÉNART Jocelyne, URMIS, Université de Nice Sophia Antipolis



## REMERCIEMENT

*À l'issue de cette recherche, je tiens en premier lieu, à remercier mes directeurs, Michel Peraldi et Bruno Riccio. D'une manière curieusement complémentaire, vous m'avez guidé tout au long de ce parcours en m'encourageant, en me stimulant, en me laissant prendre le temps d'élaborer mes analyses, en m'ouvrant de nouvelles pistes de recherche tout en disciplinant la prolifération de directions. Cette thèse est avant tout le produit d'un dialogue incessant et toujours passionnant avec vous.*

*J'exprime toute ma reconnaissance aux membres du Jury également, qui ont accepté de prendre part à ce projet.*

*Je remercie infiniment l'ensemble de mes informateurs en Espagne, en France, au Mali et en Italie. Ma recherche s'est nourrie largement de vos histoires, de vos projets, de vos voyages, de vos vies. C'est au cours des longues sessions d'entretiens avec vous, lors d'échanges, voire même aux détours de conversations en marge du travail, que j'ai redécouvert à quel point l'ethnographie peut devenir intrigante, touchante et personnellement engageante, au point de s'y retrouver accrochée.*

*Mes remerciements vont également à tous ces amies et collègues avec lesquelles j'ai pu échanger et me confronter : Audrey Lenoel, Liza Terrazoni, Anda David, Elisa Brey, Claudia Meschiari, Cristina Gorzanelli, Benedetta Guerzoni, Nazarena Lanza, Irene Bono. Il m'est impossible d'oublier Odélia Kammoun pour son aide précieuse : elle a non seulement relu mon français, mais m'a également aidé à améliorer mes compétences linguistiques et à enrichir mon vocabulaire.*

*Un grand merci aussi à toutes ces personnes (j'inclus mes parents, mes beaux-parents, mes amis, ma baby-sitter, mes hôtes à Paris et à Bamako) sans qui cette thèse n'aurait jamais vu le jour, puisqu'avec deux petites filles, les arrangements « logistiques » sont aussi importants que tout autre type de support. Merci pour votre temps, votre disponibilité et surtout votre patience (5 ans ne passent pas vite).*

*Un remerciement spécial à Javi qui me connaît bien et qui sait que je suis moins insupportable que je n'y parais lorsque je suis devant mon ordinateur, bloquée sur une phrase. Merci également à cette thèse, de m'avoir accompagnée pendant ces années cruciales de voyages, d'expériences et à la fois d'élargissement de la famille.*

*Je dédie ce travail à mes filles, Olivia et Leila.*

## RÉSUMÉ ET MOTS CLÉS

### *Résumé*

*Basé sur une enquête ethnographique multi-située, le présent travail de thèse aborde les pratiques circulatoires des migrants de nationalité malienne arrivés en Espagne à partir des années 1990. Les acteurs, les espaces, les stratégies, les conditions matérielles et symboliques de ces mobilités complexes font l'objet de ma recherche.*

*En portant mon regard sur un vaste espace de circulation compris entre le Mali, ses pays limitrophes et plusieurs pays européens, j'ai pourtant identifié un terrain d'observation spécifique afin d'analyser l'inscription territoriale de la mobilité dans un contexte social pouvant être délimité. L'Espagne à l'époque de la crise économique, de la contraction du marché de l'emploi et de la précarisation sociale des populations migrantes correspond à cet espace-temps clé de ma démarche.*

*Dans ce contexte en rapide évolution, on observe aujourd'hui l'essor d'un nouveau cycle de mobilités nationales et transnationales. Confrontés à l'érosion du salariat dans les secteurs qui les employaient autrefois, un nombre croissant de migrants maliens fait de la circulation une ressource capitale, permettant de saisir des opportunités d'affaires et d'embauches au sein d'un périmètre géographique élargi. Les mouvements pendulaires à la quête d'emplois précaires, les voyages dans le cadre d'entreprises d'importation de produits d'occasion, les déplacements saisonniers pour les travaux agricoles constituent autant d'exemples concrets d'une économie de la mobilité qui brouille les repères entre migration de travail et commerce transnational. J'ai prêté une attention particulière à la manière dont les acteurs interprètent leurs pratiques de circulation, ainsi qu'à l'évolution des représentations et des imaginaires mobilisés.*

*Du point de vue des acteurs en mouvement, la mobilité semble souvent participer d'une stratégie de recomposition des parcours migratoires exposés à la précarité ; dans certains cas, elle devient une manière d'aborder graduellement le retour dans le milieu d'origine en échappant aux écueils d'une réinstallation à long terme. En suivant les itinéraires et recueillant les histoires de vie, on découvre la variété, l'effervescence, mais aussi la fragilité des différents équilibres sociaux, familiaux et économiques, bâtis sur la mobilité. Ces équilibres renvoient à l'urgence de reformuler la relation avec les espaces et les sociétés investis selon des configurations souvent inédites et en perpétuelle construction.*

**Mots clés** = *mobilité transnationale, migration, Mali, Crise économique*

## ABSTRACT AND KEYWORDS

### *Abstract*

*Based on a multi-sited ethnography, this thesis studies the movements of Malian migrants that arrived to Spain since 1990. The people, their strategies, the locations, and the material and symbolic conditions of their complex movements make also part of this research.*

*Looking into the broad space of circulation, from Mali and their neighboring countries, to the European countries, I have identified a terrain for observing the mobility of migrants inside their social context. Spain, during the economic crisis, with the unemployment and social precariousness is the key point, in space and time, of my study.*

*In this context of rapid evolution, we observe today a new cycle of national and transnational mobility. Facing the reduction of the economic sectors that used to provide work in the past, a growing number of Malian migrants make circulation and mobility their key resource, allowing them to engage in business deals and trade in a larger geographical area. The suburban trips looking for short term jobs, the trips to different countries to sell second hand products, or the seasonal trips for working in agriculture, are just few examples of an economy of the mobility, that blurs the limits between migration and international commerce. I made specific attention to the way the migrants understand their circulation practices, and to the evolution of the imaginary of mobility.*

*From the migrant standpoint, mobility seems to make part of a strategy of reconstruction of emigrational paths exposed to precariousness; in some cases, it becomes a way to gradually face the return to their home countries avoiding the pitfalls of a long term stay there. Following these itineraries and gathering their histories we discover the variety and the thrill, but also the fragility of the different social, familiar and economic balances built on mobility. These balances take us to the urgency of reformulating the relationship with the spaces and the societies created around new and unusual situations and in constant evolution.*

**Keywords** = *transnational mobility, migration, Mali, economic crisis.*

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Introduction .....</b>	<b>10</b>
Une rencontre sur la route .....	10
Cartographier la mobilité.....	13
Circulations en temps de crise.....	14
À l'origine de mon sujet : une enquête sur le retour au Mali .....	16
Structurer le travail .....	18
Logiques de la mobilité et logiques politiques .....	21
 <b>Première partie – Les termes de l'enquête.....</b>	<b>23</b>
 <i>Chapitre 1 - Migration transnationale, circulation et mobilité. ....</i>	<i>24</i>
1.1. Le paradigme transnational .....	26
1.2. Une pensée à l'épreuve : risques et dérives du transnationalisme.....	28
1.3. Enjeux et perspectives de la littérature francophone sur la circulation migratoire .....	33
1.4. Migration pendulaire en Europe : faire de la mobilité une ressource.....	38
1.5. Carrières migratoires, mobilité et circulation : le vocabulaire du mouvement ..	40
 <i>Chapitre 2 - Interroger un « territoire circulatoire » : construction de l'objet de recherche et approches méthodologiques .....</i>	<i>43</i>
2.1. Un terrain, des bifurcations, multiples choix.....	43
2.2 Sur le terrain : de l'étape exploratoire au recueil des matériels ethnographiques. Facilités, obstacles, et « tensions morales » .....	46
2.3. La phase de maturité de la recherche : une enquête multisituée .....	50
2.4. Les entretiens biographiques : des outils au statut incertain .....	52
2.5 « Ni trop près ni trop loin » : négociations autour de ma place sur le terrain .....	55
2.6 Les « Maliens » : de quel cadre identitaire parlons-nous ? .....	59
 <i>Chapitre 3 - L'évolution de la migration malienne en Europe. ....</i>	<i>62</i>
3.1 Les Maliens en Europe : le début d'une histoire de mobilité ? .....	64
3.2 Les Soninkés en France : pionniers de la migration africaine.....	67
3.3 La migration dans la mémoire des Maliens.....	70
3.4. Franchir la frontière .....	74
 <i>Chapitre 4 - La migration malienne en Espagne : de l'expansion à la crise.....</i>	<i>80</i>
4.1 Une aperçue statistique de la crise.....	80
4.2 Routines de travail et styles de vie : le quotidien des Maliens en Espagne avant et après la crise .....	85
4.3 Les conséquences d'un chômage endémique : alarme « desahucios » .....	90

4.4. Vie associative : évolution et crise des associations maliennes en Espagne .....	92
4.5 Femmes en migration : entre vie familiale, vie associative, et travail.....	95
<b>Deuxième Partie - Formes, figures et lieux de la mobilité : .....</b>	<b>98</b>
Introduction à la deuxième partie .....	99
<i>Chapitre 5 - La circulation commerciale dans la filière des produits d'occasion.....</i>	<i>103</i>
5.1. Un premier aperçu .....	103
5.2 Les produits marchandés .....	108
5.3 Modes et lieux d'approvisionnement : un exemple en banlieue madrilène .....	112
5.4 Le voyage et la route : apprendre à circuler .....	119
5.5 Accords commerciaux : « informalité » et gestion des affaires .....	125
5.6 Alliances, formules d'associations et partenariat : des liaisons essentielles .....	130
5.7 Le marché bamakois de l'occasion : passion pour les « casses »! .....	134
5.8 Faire circuler sans circuler.....	140
5.9 Une circulation au féminin. ....	144
<i>Chapitre 6 - La circulation dans les couloirs du travail précaire .....</i>	<i>153</i>
6.1. « Prêts à partir ».....	153
6.2 Le retour à l'agriculture.....	158
6.3 Relations aux employeurs et circulation du « capital-confiance » : .....	165
les atouts qui font la différence.....	165
6.4 Les routes de l'agriculture : d'une circulation nationale à une migration pendulaire internationale .....	169
6.5 Les autres saisonniers : précarité et exclusion sociale dans les champs espagnols. L'exemple d'Albacete. ....	171
6.6 Migration circulaire de travail : mystification d'un concept en vogue.....	178
6.7 La mobilité en Europe : un véritable espace de « libre » circulation ?.....	180
6.8 Nouveau pays, nouvelle vie : le cas des « <i>Maliens d'Espagne</i> » à Paris.....	184
6.9. « Maliens de France » et « Maliens d'Espagne » : .....	186
l'essor d'une nouvelle frontière identitaire.....	186
<i>Chapitre 7 - D'une circulation à l'autre : .....</i>	<i>194</i>
7.1 La circulation des familles : les enjeux de la mobilité transnationale des ménages .....	195
7.2 Contraintes et opportunités : la circulation non choisie des enfants.....	198
7.3 Pères et maris à distance : quand la crise ébranle la raison d'être de la migration masculine .....	202

<b>Troisième Partie - Le sens du mouvement. Interprétations et représentations des pratiques circulatoires :</b> .....	<b>206</b>
Introduction à la troisième partie.....	207
<i>Chapitre 8 - La mobilité et sa mise en scène :</i> .....	208
8.1. Mobilité et migration : deux représentations confrontées .....	210
8.2 Entrepreneurs transnationaux au tournant : des identités qui se balancent .....	213
8.3 Regards croisés sur le commerce transnational : travailler à son propre compte ou travailler pour le compte d'autrui .....	217
8.4 Le prestige historique et la mauvaise réputation : la matière composite d'un imaginaire ambivalent .....	220
<i>Chapitre 9 - Retourner ou s'installer dans l'entre-deux ?</i> .....	224
9.1 Le retour : les enjeux d'une transition difficile .....	225
9.2 « Rester tout en retournant » : le retour à l'âge de la circulation transnationale .....	231
9.3 Mise en perspective des pratiques circulatoires : quel statut pour quelle mobilité ? .....	234
<b>CONCLUSIONS GENERALES</b> .....	<b>237</b>
Mobilité, migration et crise .....	238
Les circuits de la mobilité : .....	240
nouvelles tensions, transformations en cours .....	240
Réseaux transnationaux, dispositifs d'informations et solidarités défailantes .....	242
Saisir la mobilité du point de vue des acteurs .....	243
<b>ANNEXES :</b> .....	<b>266</b>
Liste des informateurs .....	267
Les entretiens collectifs .....	286
Exemple d'entretien retranscrit .....	288
Articles de presse écrite et online .....	296
Glossaire Bambara.....	304
Résumé de la thèse en Italien .....	306



## TABLE DES ENCARTS ETHNOGRAPHIQUES :

---

<i>Encart ethnographique n° 1 Mes informateurs et moi. Complicité, réciprocité et prise de distance</i>	58
<i>Encart ethnographique n° 2 Souvenirs d'une migration.</i>	71
<i>Encart ethnographique n° 3 Hamid : les métamorphoses d'un jeune entrepreneur en migration</i>	100
<i>Encart ethnographique n° 4. Les entrepôts de Leganés : de véritables grottes d'Ali Baba.</i>	114
<i>Encart ethnographique n° 5. À la douane : le casse-tête administratif des droits à payer.</i>	120
<i>Encart ethnographique n° 6. Aziz et Elimane : une histoire de mésententes.</i>	133
<i>Encart ethnographique n° 7. L'histoire des produits de « casse » racontée par Broulaye.</i>	136
<i>Encart ethnographique n° 8. Mariam : l'importance du capital social.</i>	146
<i>Encart ethnographique n° 9 Aissata : portrait d'une commerçante combattive.</i>	149
<i>Encart ethnographique n° 10« Caporalato » en Italie et intermédiaires en Espagne : des variantes typologiques d'une même grammaire de l'exploitation.</i>	161
<i>Encart ethnographique n° 11 Campements, cabanes, appartements partagés :</i>	172
<i>Encart ethnographique n° 12. Vivre au foyer : lieu de passage ou espace d'ancrage ?</i>	188
<i>Encart Ethnographique n° 13. Les défis de partir en famille : extraits d'un débat entre femmes.</i>	199
<i>Encart ethnographique n° 14. Moussa : histoire d'un homme d'affaire entreprenant.</i>	213
<i>Encart ethnographique n° 15. Karim : un double regard sur le marché de l'occasion .</i>	215
<i>Encart ethnographique n° 16. La coopérative : le développement au service du retour.</i>	229

## TABLE DES ILLUSTRATION :

---

<i>Image 1. Stationnement des véhicules à la frontière marocco-mauritanienne</i>	11
<i>Image 2. Chauffeurs en attente</i>	12
<i>Image 3. L'entrepôt de Karim et sa fourgonnette</i>	114
<i>Image 4. Frigos dans l'entrepôt de Sali</i>	115
<i>Image 5. La cour de l'entrepôt de Sali.</i>	116
<i>Image 6. L'art de la négociation</i>	
<i>Image 7. L'entrepôt de M. Camara</i>	116
<i>Image 8. Matelas usagés chez Camara.</i>	
<i>Image 9. Appareils d'occasion.</i>	117
<i>Image 10 et Image 11: magasins de casses du Marché de l'Hippodrome, Bamako.</i>	135
<i>Image 12, Image 13 et Image 14: les produits du commerce de Mariam</i>	148
<i>Image 15. Aissata devant son camion.</i>	151
<i>Image 16. Un « asentamiento », une baraque qui héberge des saisonniers maliens. Albacete, zone industrielle.</i>	175
<i>Image 17. Deuxième « asentamiento » visité. Albacete, zone industrielle.</i>	176
<i>Image 18 et Image 19. « Campamento », champ de constructions préfabriquées hébergeant les saisonniers. Zone Dehesa. Albacete.</i>	176
<i>Image 20. Foyer de travailleurs migrants de la Rue Jean Allemane (Rosny-sous-Bois)</i>	190
<i>Image 21 et Image 22. À l'intérieur du foyer.</i>	191

## Introduction

### Une rencontre sur la route

J'étais en route avec un groupe d'activistes en direction du Forum Social Mondial de Dakar de 2011<sup>1</sup>. Nous étions hébergés dans la cour intérieure d'un petit restaurant attaché à la frontière entre le Maroc et la Mauritanie. Peu familiarisés avec les normes de la circulation transfrontalière, nous avons mal estimé le temps qu'il nous faudrait : la fermeture du guichet de police à six heures de l'après-midi nous avait bloqués du côté marocain jusqu'au lendemain. Il n'y avait qu'un restaurant, deux boucheries équipées de leur barbecue et un magasin vendant des produits alimentaires et des cartes téléphoniques : les lumières d'un tout petit village, construit en fonction des exigences des voyageurs, reluisaient dans le noir du désert.

Le lendemain, le panorama avait changé du tout au tout et la sensation d'être arrivé au bout du monde avait complètement disparu. Il était à peine six heures du matin, mais la route était déjà encombrée de dizaines et dizaines de véhicules (voitures surchargées, vieilles fourgonnettes, grands camions) en ligne devant les fonctionnaires du poste de police. Les conducteurs, pour la plupart des Africains, allaient et venaient du restaurant à la voiture, bavardaient, allumaient leur réchaud pour prendre du thé, revoyaient la stabilité de leur chargement ou leurs papiers. La longue attente ne paraissait pas les déranger. Ils venaient surtout d'Espagne et de France, mais aussi du Maroc. Ils partaient en direction du Sénégal, de la Côte d'Ivoire, du Mali, du Bénin ou

---

1 Je participais à « la caravane des migrants », un rassemblement de militants, membres d'associations et migrants se déplaçant en autobus depuis le Maroc jusqu'à l'île de Gorée. Celle-ci était le site choisi pour accueillir pendant trois jours les travaux collectifs de ratification d'une « charte internationale des migrants », une initiative liée au Forum Social Mondial de Dakar. Un reportage de la photographe free-lance Laetitia Tura a très bien capturé les participants, le paysage et l'esprit de ce voyage : <http://www.laetitiatura.fr/cms/2011/02/18/new-title-in-french-2/>

du Burkina. On entendait principalement des langues africaines, quelques phrases en français, des mots en *darija*<sup>2</sup>.

La situation rappelait une nouvelle bien connue de Julio Cortázar, « l'autoroute du Sud », où un embouteillage spectaculaire finit par être le lieu de production d'une société autoroutière alternative, aussi soudée que provisoire, fondée sur l'impossibilité de s'éloigner de sa voiture. À l'instar de ce qui se passe dans la fiction de l'écrivain argentin, les circonstances d'un arrêt obligatoire facilitaient la multiplication des possibilités relationnelles parmi ceux qui se retrouvaient à stationner sur le bitume. Le temps d'attente n'était pas perdu : les conducteurs n'avaient qu'à tirer profit d'une situation qui leur apportait un échange d'informations utiles.

En ce qui me concerne, j'ai également pu profiter de l'occasion : après un petit quart d'heure de conversation avec trois Africains en attente (conversation en réalité anodine, portant sur les pays de provenance et de destination, les marchandises chargées, l'objectif de notre voyage à Dakar, etc.), j'ai pu tout de même bénéficier d'arguments solides permettant de me rassurer quant à l'intérêt et la pertinence de mener une recherche sur les trajectoires de ces hommes en transit (il n'y avait alors pas de femmes en vue).



**Image 1. Stationnement des véhicules à la frontière marocco-mauritanienne**

---

2 Le mot *darija* désigne l'arabe dialectal parlé au Maroc.



**Image 2. Chauffeurs en attente**

Le travail de thèse que je présente trouve son origine dans ce propos initial : contribuer à la compréhension des acteurs, des stratégies et des conditions matérielles et symboliques qui sont à la base des pratiques circulatoires entre l'Europe et l'Afrique. Je me concentre sur l'analyse d'un cas concret, à savoir la mobilité nationale et transnationale des migrants maliens<sup>3</sup> à partir du territoire espagnol. Bien que j'envisage de porter mon regard sur un vaste espace de circulation - comprenant le Mali et ses pays limitrophes d'un côté, l'Espagne, la France et l'Italie de l'autre -, je trouve indispensable d'établir un terrain d'observation privilégié, afin de raisonner sur l'inscription territoriale de la mobilité dans un contexte social pouvant être délimité. L'Espagne à l'époque de la crise économique et de la précarisation sociale des populations migrantes correspond à cet espace-clé de la recherche<sup>4</sup>. En d'autres mots, afin d'aborder l'agencement des circuits de mouvement des personnes, il a été nécessaire d'interroger les conditions d'ancrage territorial des acteurs en transit, ainsi que la segmentation des espaces juridiques, économiques et sociales qui façonnent leurs expériences de vie.

---

3 La catégorie de "migrant malien" est ici utilisée de manière provisoire et fonctionnelle pour une première approche du sujet de recherche. Elle sera problématisée et remise en question dans le chapitre 2.

4 À propos des raisons du choix de l'Espagne comme terrain privilégié de la recherche, voir également le chapitre 2.

## **Cartographier la mobilité**

La scène évoquée à l'instant sert un objectif double : en premier lieu, j'avais l'intention d'évoquer, dans mon parcours de recherche, mon premier contact de terrain avec une réalité que je connaissais indirectement, grâce à la littérature académique sur la circulation marchande en Afrique, mais également grâce aux histoires rapportées de mes informateurs au Mali. En deuxième lieu, je voulais pointer du doigt les aléas de la recherche, car paradoxalement, cette rencontre à la frontière a été la première, mais aussi la dernière occasion de croiser les acteurs en action, « sur la route ».

Suite au coup d'État de 2012 au Mali et les bouleversements politiques qui s'en sont suivis, le pays est devenu la plaque tournante d'une région extrêmement instable, concernée par les actions violentes d'une constellation de groupes armés (MNLA, AQMI, Ansar Eddine, entre autres) : voyager dans cette zone s'est avéré d'autant plus compliqué en raison du risque élevé de séquestration (notamment dans le nord du pays, mais aussi dans la vaste région semi-désertique qui sépare le Mali de la Mauritanie). Mon projet initial prévoyait qu'une partie importante de l'enquête de terrain se fasse en suivant physiquement les déplacements de mes informateurs entre l'Europe et l'Afrique. Je voulais observer les stratégies d'action et les compétences mobilisées dans les différentes phases du voyage, la capacité des migrants à contourner les limitations imposées par les états à la circulation de personnes, produits et capitaux, ainsi que les arrangements et les négociations opérés entre ceux-ci et les fonctionnaires de police ou de douane. Bref, je voulais capter sur la route, la mise en pratique ce « savoir circuler » qui caractérise souvent les entreprises commerciales transnationales (Arab 2008, Peraldi 2001).

Cela étant impossible en raison du danger de la route, je suis parvenu à reconfigurer ma recherche autour d'une structure alternative dans laquelle des questions qui étaient initialement à peine touchées, ont pris une nouvelle ampleur et une certaine centralité : je pense surtout à l'impact de la stagnation de l'emploi en Espagne (et en Europe en général) sur la mobilité des migrants. Le changement de cadrage méthodologique a donc entraîné une évolution nécessaire des questionnements théoriques qui ont alimenté le développement de ma démarche. Le résultat est une enquête de terrain construite par l'assemblage de quelques lieux prégnants : en définitive, il s'agit d'une enquête "multisituée" (Marcus, 1995 ; Garneau 2010), à l'inverse d'une enquête "en mouvement" (Choplin, Lombard, 2010).

Le choix des terrains d'enquête a été réalisé dans le but de comprendre les réseaux de circulation des Maliens en tant que composantes d'un système interdépendant dans lequel le passage d'un circuit de mobilité à l'autre s'opère d'une manière plutôt fluide. J'ai voulu saisir les liens mobilisés, ainsi que les passerelles créées grâce un effort collectif (car continuellement

reproduit et socialisé) de repérage des éléments d'opportunité et de contrainte offerts par les différents scénarios. Je suis ainsi passé des quartiers ouvriers de Madrid à la campagne d'Albacete et des foyers parisiens aux marchés de Bamako, à travers un itinéraire de recherche tracé en suivant les destinations les plus récurrentes dans les échanges avec mes interlocuteurs. Le développement des récits des informateurs m'a ainsi guidé d'un lieu à l'autre, contribuant à l'identification d'une série de points d'observation pertinents. C'est donc à partir d'une démarche inductive que cette thèse a pris la forme qu'elle incarne aujourd'hui.

Il en découle une volonté de réaliser, sans prétention d'exhaustivité, une cartographie de la mobilité visant à reconstruire l'emboîtement des territoires, le croisement des trajectoires personnelles et la construction sociale des pratiques de circulation. Dans ma thèse, la mobilité sera associée à une variété d'activités hétérogènes et différemment orientées, souvent imbriquées les unes avec les autres dans un même projet de vie. On y retrouve le commerce de voitures d'occasion, les entreprises d'import-export, la circulation saisonnière liée au secteur agricole, les déplacements fréquents entre deux ou plusieurs pays, les voyages d'affaires, les visites familiales et les missions organisées dans le cadre des projets financés par les associations des migrants.

Répertorier les multiples usages de la mobilité géographique permet, entre autres, d'entrevoir comment les acteurs interprètent et se représentent le champ d'action dans lequel ils se situent, à la manière d'un jeu présentant un certain nombre d'initiatives possibles, de pièges et de mécanismes de promotion sociale bien définis. À partir de cette analyse, j'entreprends de repérer les identités contextuellement mobilisées par les individus : migrant/e, commerçant/e, salarié/é, père ou mère de famille, malien/ne, africain/e, sans papier, etc.

## **Circulations en temps de crise**

L'évolution du contexte socio-économique constitue un facteur clé dont l'impact sur le parcours des migrants ne peut être négligé dans l'analyse. La situation de crise structurelle en Espagne (et plus généralement en Europe) a produit une forte contraction du marché de l'emploi, surtout dans les secteurs qui embauchaient autrefois la grande majorité des migrants africains peu qualifiés, à savoir le secteur du bâtiment et celui des services (restauration, nettoyage, etc.). En conséquence de l'avancée du chômage, la circulation des personnes en quête d'opportunités de travail a considérablement augmenté.

Selon le point de vue des Maliens qui se sont retrouvés soudainement sans emploi, l'accès aux circuits de la mobilité traduit l'urgence de récupérer une certaine stabilité économique et d'échapper à la menace d'un retour précoce ou mal préparé. Ainsi la circulation, qui était il y a quelques années l'apanage d'un petit groupe de commerçants et d'aventuriers, représente

aujourd'hui un élément plutôt ordinaire du quotidien des migrants maliens en Espagne : ceux-ci se déplacent sur des circuits commerciaux, mais aussi (et toujours plus fréquemment) sur des circuits de travail temporaire<sup>5</sup>.

À présent, l'ampleur de ces phénomènes demeure assez difficile à évaluer, à cause notamment d'un manque de données statistiques, mais aussi en raison de la difficulté qu'il y a à délimiter les diverses typologies de mouvement et la variété d'acteurs en circulation : on y retrouve des profils très hétérogènes sur le plan de l'âge, de la condition juridique, de la situation familiale, de la position statutaire, sociale et économique. D'ailleurs, comme relevé par Camille Schmoll (2005) dans son analyse des circulations féminines entre l'Italie et la Tunisie, cette grande diversité de situations sociales peut être considérée comme le symptôme d'une période de popularisation de ce genre de pratiques. Ayant ciblé le mouvement pendulaire d'un groupe de femmes tunisiennes entre Tunis et Naples, l'auteure parvient à remarquer que :

« La circulation n'est plus le privilège des migrantes installées durablement en Europe, ni même des seules commerçantes. Naples est à la fois un lieu d'achat pour des entrepreneuses avisées et une destination de shopping transnational pour des voyageuses occasionnelles. La distinction entre ces deux figures peut même parfois sembler artificielle, car les commerçantes tirent également profit leurs voyages en Europe pour effectuer des achats destinés à leurs besoins personnels et à leur entourage » (Schmoll 2005 : 131-132).

Les réflexions de Schmoll sont parfaitement applicables au cas qui nous concerne : je montrerai qu'il existe une certaine continuité entre les trajectoires des entrepreneurs transnationaux les plus expérimentés, de ceux qui se dédient au commerce sporadiquement, ou de ceux qui se déplacent d'un travail occasionnel à l'autre, à la recherche d'un capital qui leur permettra de démarrer une activité commerciale.

Cela soulève plusieurs questions : dans quelles situations la mobilité est-elle envisagée en tant que ressource stratégique ? Comment sa conversion en capital social et économique s'effectue-t-elle ? Quel est le rôle joué par les réseaux communautaires dans la construction des circuits de circulation ? Quand et pourquoi les acteurs choisissent-ils la mobilité parmi d'autres stratégies d'action ? Ces questions ouvrent différentes pistes d'analyse que j'envisage d'explorer dans les prochains chapitres.

---

5 C'est en ce sens que j'utilise dans le titre de la thèse, l'expression « prêts à partir » : je reprends intentionnellement le passage d'un article essentiel de Mirjana Morokvasic (1999 : 5) auquel je fais référence à plusieurs reprises tout au long de mon analyse : « On voit resurgir une économie parallèle fondée sur la mobilité, sur des solidarités précaires et changeantes, dont les acteurs sont ces femmes et ces hommes toujours prêts à partir, indifférents aux frontières et aux distances ».

## À l'origine de mon sujet : une enquête sur le retour au Mali

Je considère le présent travail de thèse comme le prolongement naturel d'une recherche précédente, réalisée en 2009, autour de la migration de retour au Mali. Dans le cadre d'un mémoire de master, j'ai eu l'opportunité de réaliser une mission de terrain au Mali en janvier 2009, puis une autre entre les mois de juillet et septembre de cette même année. À partir des données récoltées à cette occasion<sup>6</sup>, j'ai pu reconstruire le parcours migratoire de 35 personnes retournées dans leur milieu d'origine, après une expérience d'émigration en Europe. Les résultats de l'enquête ont été analysés et systématisés dans un mémoire titré : « Migrants à l'épreuve du retour : parcours post-migratoires au Mali ». Trois articles ont été par ailleurs publiés (Maitilasso 2012a, 2012b, 2014) sur des aspects concrets issus de cette recherche<sup>7</sup>.

De manière générale, l'analyse du terrain a révélé des trajectoires de retour assez compliquées : loin de correspondre à une phase de recomposition spontanée des équilibres familiaux préalables au départ, le retour s'avérait être un passage biographique extrêmement controversé et ambivalent. D'après mon observation, les migrants retournés sont invariablement exposés au poids des attentes, des soupçons, des pressions exercées par ceux restant au pays, marque d'une société qui investit encore fortement sur l'émigration des jeunes, tant sur le plan matériel que symbolique. Il en découle une difficulté pour les retournés de trouver un équilibre satisfaisant entre deux tendances : d'un côté, le besoin de retrouver une voie d'inclusion sociale dans le tissu relationnel de la société d'origine et de l'autre, la nécessité de maintenir une certaine autonomie décisionnelle voire dans certains cas, l'ambition d'acquérir une certaine position sociale et une aisance économique<sup>8</sup>.

---

6 J'avais réalisé une série d'entretiens biographiques auprès de migrants de retour. Mon échantillon comprenait tant des migrants retournés volontairement, que des expulsés et des refoulés. Des entretiens collectifs auprès des familles, et des rencontres avec les opérateurs des entités engagées dans la gestion de programmes d'aide au retour avaient été également réalisés.

7 Le texte, publié dans la revue « *Mondi Migranti* » (2012a) puis republié dans une version révisée dans la revue « *Archivio Antropologico Mediterraneo* », aborde l'expérience sociale du retour en mettant en garde contre une lecture simpliste de ce moment délicat de la vie des migrants. Le point central de l'analyse est devenu la pression des attentes collectives (de la famille, des voisins, des amis et, en général, de la communauté de village ou de quartier) sur le projet migratoire individuel.

Dans l'article présenté sur « *Afriche e Orienti* » (2012b), je mets l'accent sur les projets de réinsertion et sur les dynamiques d'accès au statut social et à la stabilité économique suite au retour (voir note 7). Finalement, un troisième article paru dans le « *Cahier des Études Africaines* » (2014) est consacré aux problématiques de la « mise en mot » de l'expérience du retour. Le texte tente d'attirer l'attention sur le processus de fabrication des histoires de vie des migrants, construites comme des performances littéraires et adaptées à un certain public de chercheurs, reporters et journalistes. Je reprendrai dans le deuxième chapitre certains éléments de cet article.

8 En ce qui concerne la gestion des ressources économiques accumulées à l'étranger, le comportement des migrants de retour est souvent ambivalent (Maitilasso 2012b). J'ai pu d'une part observer la mise en œuvre de pratiques de redistribution sociale (traduisant une adhésion, du moins formelle, au modèle de la solidarité communautaire) et relever d'autre part, l'adoption par les acteurs de



Un aspect ayant notamment capté mon attention lors des entretiens avec les Maliens retournés était le souhait de « reprendre la route », énoncé paradoxalement dans un moment d'apparente stabilisation sur le plan social et géographique. Le désir de repartir était décliné sous différentes formes : on y retrouvait tant l'envie de réactiver certains contacts intéressants en Europe afin de planifier des voyages d'affaires, que l'intention d'entreprendre une formation à l'étranger, ou encore l'idée d'augmenter davantage le capital accumulé afin de démarrer une activité entrepreneuriale au Mali, voire tout simplement des projets de vacances en famille. Il s'agissait souvent de projets peu concrets, volatiles, qui restaient dans certains cas à un état embryonnaire, en dehors d'un horizon réel de faisabilité, du fait de l'inaccessibilité des visas ou de budget insuffisant.

Et pourtant, l'envie de partir semblait traduire le malaise d'une société obsédée par la projection d'un espace extérieur dynamisant : pour ceux ayant expérimenté l'ambivalence statutaire du retour et de ses contradictions, l'Europe était vécue, encore une fois, comme une manière d'évoluer professionnellement et individuellement, de relancer son destin et d'éviter le blocage d'un parcours dans une condition insatisfaisante<sup>9</sup>. Cette représentation de l'Europe comme espace de dynamisation des initiatives personnelles se combinait parfois avec une dimension d'évasion et un désir de revanche. Notamment dans les cas de retours forcés, l'attrait d'un nouveau départ correspondait à une nécessité de « requalification » personnelle, voire de reconquête d'un crédit social perdu au moment du retour forcé<sup>10</sup>.

Les exemples cités en note représentent le début typique d'histoires de mobilité, lorsque la circulation prend la place de la migration à long terme, et les allers-retours se substituent à un retour définitif dans les projets de vie des acteurs. J'ai donc construit mes hypothèses à partir de ces pistes de recherche : l'inscription de nombreux migrants dans une économie de la circulation semblerait être profondément liée à la nécessité de reconfigurer la relation avec la société

---

différentes stratégies de contournement, afin d'éviter les effets pernicieux de ces pratiques, notamment pour ceux étant parvenus à construire une activité entrepreneuriale : changement de résidence, limitation de manière calculée des visites familiales, éloignement périodique du milieu d'origine, tentative de « blinder » le capital de l'entreprise par le recours au crédit. Différentes stratégies qui partagent le même objectif : se soustraire aux demandes continues d'aide économique de la part des familiers et amis.

9 Parmi d'autres cas, le parcours d'Alpha (nom fictif), entrepreneur bamakois ayant voyagé plusieurs fois en France, traduit parfaitement cette tendance à se mettre chroniquement en quête d'une nouvelle occasion de départ vers l'Europe : « *J'ai décidé d'aller voir encore en France, mais dans le cadre de me perfectionner davantage. Non seulement chercher des compétences, mais essayer de travailler dans d'autres domaines pour avoir un peu de sous, et puis faire un transfert de compétences* » (Entretien réalisé le 21/07/2009 à Bamako).

10 Les mots de Mahdi (nom fictif), un jeune de 26 ans expulsé de France, expriment bien cette attitude de revanche : « *Aujourd'hui je suis là au Mali. Ma famille n'était pas très contente de mon retour : parce qu'au Mali si tu n'as pas de travail, si tu n'as pas d'argent, on te considère pas ; le temps que j'ai passé en Europe, j'ai construit une maison, ma famille était contente avec ça. J'ai acheté trois motos pour la famille, j'ai donné des femmes à mes grands frères qui m'ont demandé des sous pour se marier. C'est pour ça que, si je trouve une solution pour le visa, je vais partir encore. Je veux créer ma société au Mali, un garage de réparation de moto, un salon de coiffure, une pharmacie...* » (Entretien réalisé le 14/07/2009 à Kayes).

environnante et de trouver une solution de compromis pour faire face à la précarité, à l'appauvrissement, à la détérioration statutaire. J'ai été également poussée à approfondir mon analyse dans cette direction par des lectures suggérant que l'articulation d'un mode vie fait de déplacements pendulaires entre deux ou plusieurs pays pouvait être considérée comme une manière d'accéder à une certaine stabilité sociale et économique (Sinatti 2011 ; Peraldi 2007 ; Manry 2007). Une stabilité de long terme, en somme, quoique toujours susceptible d'être remise en cause (voir notamment ch. 8 et 9).

En définitive, l'enquête sur le retour a constitué ma première véritable expérience de recherche ethnographique vis-à-vis d'un terrain complexe, pouvant être explorée sur une période de temps prolongée. Elle a été pour moi un moment fondamental d'élaboration conceptuelle des multiples enjeux soulevés par les phénomènes migratoires dans un pays comme le Mali. Interroger le retour a représenté, en somme, un mode d'approcher d'autres questions capitales, telles que la construction culturelle du fait migratoire dans la société malienne, la dépendance matérielle et immatérielle de la rente migratoire, la prégnance symbolique de l'*aventure* à l'étranger, les identités mobilisées par les migrants dans les différentes phases de leur parcours. Ainsi, à la place de transformer radicalement mon sujet pour recommencer intégralement, j'ai préféré exploiter cette richesse analytique en développant l'une des différentes interrogations alors laissées en suspens<sup>11</sup>.

## **Structurer le travail**

L'intérêt de cette thèse se trouve en syntonie avec une tendance actuelle de la recherche sur les phénomènes migratoires : au cours des quinze dernières années, un nombre croissant d'enquêtes ont été consacrées aux enjeux de la mobilité transnationale, comme je le démontrerai dans le premier chapitre. À l'aune de ce corpus grandissant, j'ai façonné ma démarche ethnographique en suivant des parcours semblant brouiller les repères entre sédentarité, migration de travail, et circulation marchande. Afin d'éclaircir le travail de modelage conceptuel qui a fait évoluer cette thèse jusqu'à sa forme actuelle, **la première partie** sera dédiée à thématiser les termes de référence de mon enquête.

Il s'agira, d'abord (*chapitre 1*), de revenir sur les éléments de cadrage théorique soulevés par mon approche : je prendrai en considération le paradigme transnational, avec ses potentialités et

---

11 Il faut dire que la continuité existant entre un sujet et l'autre a mené à un parcours analytique moins linéaire que prévu : la construction de l'objet de recherche n'a pas été exempte de problèmes, révisions et questionnement successifs, au fur et à mesure du terrain, comme je le décrirai dans le deuxième chapitre.

ses limites, le concept de territoire circulatoire, ainsi que la littérature ethnographique dédiée au « commerce à la valise » notamment entre l’Afrique et l’Europe. Cela me permettra de mieux définir la spécificité du prisme que j’ai choisi pour approcher les pratiques de mobilité. L’intention de ce chapitre n’est pas d’enfermer la recherche dans le périmètre d’un cadre théorique contraignant, mais plutôt d’explorer l’arrière-plan de la littérature sociologique et anthropologique sur la mobilité internationale.

Dans le *chapitre 2*, j’aborderai des questions méthodologiques, en orientant la réflexion sur les conséquences des différents choix ethnographiques réalisés sur le terrain. Il me semble très important d’explicitier le processus de définition des instruments d’enquêtes, les critères de sélection de mon échantillon d’acteurs, tout comme les modes d’accès au terrain et leurs conséquences sur le plan éthique et heuristique. Toute thèse représentant un défi important, mais aussi une formidable occasion d’apprentissage des techniques de la recherche, cette enquête s’est démontrée particulièrement ardue en raison de la complexité d’un sujet très large et difficile à délimiter : à plusieurs reprises, je me suis retrouvée à questionner et reconsidérer les choix méthodologiques sur lesquels s’appuyait ma démarche. Les enjeux liés à la difficulté de négocier ma position de chercheuse sur le terrain seront également approfondis au cours de ce chapitre, puisqu’ils ont représenté une part fondamentale de l’exercice ethnographique.

Dans les deux chapitres suivants je ferai le point sur l’évolution de la migration malienne en Europe (notamment en France et en Espagne), depuis les années soixante jusqu’aux bouleversements socio-économiques de l’époque présente. Le *chapitre 3* explore cette période à travers les travaux d’auteurs comme Manchuelle (2004), Quiminal (1991) et Timera (1996 ; 1997), ainsi qu’à travers le regard et les récits familiaux des Maliens enquêtés. Parallèlement, nous réfléchirons à la pertinence des modèles interprétatifs qui théorisent la fin de l’ère fordiste des migrations, et l’ouverture d’une nouvelle phase de dynamiques migratoires. Le *chapitre 4* soulève directement la situation de crise économique en Espagne, par la mise en lumière de son impact sur le marché de l’emploi et sur la vie professionnelle, familiale et associative des migrants maliens de ce pays.

Dans **la deuxième partie**, j’approfondirai les diverses configurations des pratiques circulatoires. J’essaierai de répertorier les itinéraires des acteurs en identifiant les différents circuits, ainsi que les activités principales qui s’articulent au sein de cet espace de mobilité transnationale. Au cœur de l’analyse, la réflexion sur l’enchaînement entre les différentes typologies de mobilité prend une importance particulière : comme nous le verrons dans le détail, les histoires de vie récoltées montrent qu’un même parcours peut héberger différents modes de mouvement, en passant du voyage d’affaires, aux déplacements en quête d’un emploi salarié, ou encore à des visites familiales. Souvent, les sujets utilisent la mobilité comme une ressource stratégique impulsant et réorientant leurs projets migratoires (Morokvasic 1999). Dès lors, il

devient intéressant de capter les éléments de continuité et de discontinuité caractérisant ces trajectoires de vie qui évoluent dans le temps.

Une question méritant une attention spécifique sera l'observation de la dimension de genre des pratiques circulatoires. On essaiera de relever l'accès différencié des hommes et des femmes à la ressource de la mobilité, ainsi que les rôles de genre sous-jacents ces pratiques (cf. Miranda et al. 2011). Moins libres de leurs mouvements que leurs partenaires, les femmes maliennes occupent pourtant une place considérable dans l'organisation des pratiques de mobilité. Comme je le montrerai, elles entretiennent leur propre réseau transnational et parfois promeuvent et arrangent le déplacement de la famille. Dans certains cas, elles profitent de la mobilité des hommes pour entreprendre des activités commerciales autonomes, sans pour autant se déplacer dans l'espace (voir chapitre 5.9).

Le *chapitre 5* propose d'analyser la circulation dans le cadre de « business » transnationaux, dont notamment les déplacements pendulaires entre l'Europe et l'Afrique, de ressortissants maliens impliqués dans des activités marchandes. La filière du commerce de produits d'occasion, créneau porteur pour les migrants en Europe, sera particulièrement étudiée : la description des lieux d'approvisionnement et de vente, des produits marchandés, des étapes du voyage, des alliances commerciales et des réseaux familiaux intervenant dans ces entreprises transnationales permettront de dresser un tableau le plus détaillé possible du fonctionnement d'un secteur étroitement lié à une économie de la circulation.

Le *chapitre 6* est consacré à un autre type de mobilité : je suivrai les pratiques de circulation liées à la quête d'un emploi au sein des pays européens. Le marché européen du travail précaire, saisonnier, submergé est le contexte d'un flux de mouvements, souvent pendulaires, de migrants aspirant à redynamiser leur situation d'inactivité. Dans la variété des métiers précaires et hors tutelles qui absorbent ce flux de travailleurs désœuvrés, nous distinguons deux circuits caractéristiques, l'un amenant aux travaux saisonniers dans le milieu rural, l'autre aux emplois peu qualifiés en milieux urbains. Dans les deux cas, nous assistons à des phénomènes de fragilisation sociale, de précarisation économique, voire parfois de stigmatisation et de difficulté à s'intégrer dans le nouveau contexte. Dans ce chapitre, il s'agit incidemment de montrer l'autre visage du processus d'intégration européen, en tant que mécanisme politique d'ouverture à la circulation de travail, assorti pourtant de nombreuses entraves administratives empêchant la liberté de mouvement en plénitude de droits aux résidents étrangers.

Le *chapitre 7* porte l'attention sur la circulation se produisant en dehors de « la logique migratoire de travail » (Faret 2004 : 149) : j'analyserai les voyages dans le cadre des visites familiales, des déplacements et déménagements d'unités familiales entières, ou de fragmentation des foyers dans l'espace transnational. Le chapitre aborde transversalement une série de questions (d'une complexité telle que celles-ci pourraient tout à fait être le sujet d'une thèse doctorale

parallèle) dans le but de compléter une vision de la mobilité, abordée principalement à travers le prisme économique.

Dans *la troisième partie*, nous apporterons des clefs d'analyse permettant de comprendre comment les acteurs parviennent à interpréter et à raconter leurs pratiques circulatoires, en mobilisant des représentations et figures relevant de différents champs sémantiques. Il s'agit d'une partie complémentaire à la précédente, insistant d'une part sur la perception des migrants et d'autre part sur le lien entre mobilité géographique et mobilité sociale (Thélot, De La Gorce, Blum, 1985).

Comme j'essaierai de le mettre en exergue au cours du *chapitre 8*, l'engagement dans un circuit de mobilité peut être vécu comme une voie de promotion sociale ou à l'inverse, comme un parcours de déclassement et de perte de stabilité. Dans certains cas en effet, on espère atteindre par la mobilité une certaine autonomie ainsi qu'un niveau de réalisation professionnelle ; on s'y lance avec une attitude confiante et un esprit d'aventure entrepreneuriale. Dans ces cas, les migrants font appel à une représentation positive directement liée à la tradition de voyages transsahariens des grands marchands du passé. Dans d'autres cas, les déplacements fréquents sont présentés par les sujets comme le signal visible du glissement social vers le bas. La dévalorisation de la circulation s'attache alors à la considération négative des activités qu'on réalise en circulant : l'agriculture saisonnière, les emplois occasionnels, la récupération et la revente au Mali de produits destinés au dépotoir, ou abandonnés dans les rues européennes. Ces occupations sont souvent interprétées comme un pas en arrière pour ces Maliens qui, auparavant, travaillaient de manière stable à des postes salariés. Il est intéressant d'observer que ces deux représentations peuvent coexister dans une même narration de parcours, symptôme de trajectoires de vie marquées par l'alternance de différentes expériences de la circulation.

Finalement dans *le chapitre 9*, nous aborderons la relation entre mobilité et retour. Comme déjà mentionné, la perspective du retour influence largement le regard que les migrants portent sur leurs pratiques de mobilités. Souvent, la mobilité devient une manière d'approcher le retour graduellement, en assouplissant les inconvénients et les écueils de la réinstallation définitive.

## **Logiques de la mobilité et logiques politiques**

Pour conclure cette partie introductive, je voudrais porter ma réflexion sur un sujet qui ne sera approché que d'une manière fragmentaire dans cette thèse, mais qui semble une direction intéressante vers laquelle cette recherche pourrait évoluer dans le futur : je fais référence à la manière dans laquelle les institutions des pays d'accueil approchent la mobilité transnationale des migrants. À ce propos, il semble y avoir un certain décalage entre la diffusion progressive, parmi

les migrants en Europe, d'un mode de vie caractérisé par une circulation chronicisée et les initiatives promues par les administrations nationales et locales. L'évolution rapide des dynamiques sociales concernant la population migrante ne trouve pas de correspondance dans la capacité de réaction des instances politiques : les lois, les mesures et les programmes visant les migrants en Europe évoluent à une autre vitesse, ou bien restent ancrés à un modèle intégrationniste des mouvements migratoires, bâtis sur l'idée que l'achèvement spontané de toute mobilité soit la stabilisation résidentielle (rendant nécessaires des actions politiques vouées à promouvoir ou à empêcher, selon la posture idéologique, cette tendance « naturelle » à l'ancrage).

Et d'ailleurs, aujourd'hui plus que jamais, dans une Europe qui se confronte à de nouvelles circulations de réfugiés et immigrés, il paraît urgent d'engager une réflexion de caractère général sur le clivage entre logiques de la mobilité et logiques politique, entre le projet des personnes en mouvement et l'agenda des institutions nationales et internationales. Afin d'atténuer cette distance, il ne semble pas y avoir une autre voie que celle de tenter de comprendre le point de vue des acteurs, alors qu'ils sont nombreux à plaider pour des normes facilitant la circulation commerciale et les voyages de court terme, comme l'énonce explicitement Broulaye un migrant malien rentré au Mali depuis un certain temps :

*« Moi, je ne suis pas un ministre, je ne sais rien. Mais je sais qu'aucun immigré ne veut pas rester éternellement en France, on veut tous, à un moment, aller pour un temps et revenir. L'immigration ? on peut trouver une solution à l'immigration, ce n'est pas difficile ! On ne veut pas le faciliter parce que le système est profitable pour la France. Il faut faire ce qu'on appelle des titres de séjour professionnels, des visas professionnels pour ceux qui veulent seulement aller travailler pendant un temps bien déterminé, deux, trois, quatre mois et puis revenir. Voilà, ça veut dire régulariser des allers-retours. Maintenant, s'ils te donnent un visa d'un an, tu n'es pas autorisé à travailler. Et ça, c'est quoi ? Par contre avec un visa professionnel d'un an, tu n'as rien à craindre, tu sais que tu n'es pas menacé par la police, tu as droit à travailler. Et quand t'as envie de revenir au pays, voir tes parents, tes amis, tu reviens ! Tu respectes la date et la prochaine fois tu renouvelles la même chose. Tu aides la France, toi même tu es aidé, tu aides les parents et tu es chez toi. C'est tellement simple »<sup>12</sup>.*

---

12 Entretien avec Broulaye (n°45, liste des informateurs, annexe 1) réalisé le 20/07/2014, à Bamako

*Première partie*

**Les termes de l'enquête**

### **Migration transnationale, circulation et mobilité.**

#### **Quelques pistes pour la définition d'un cadre théorique de référence**

Dans cette partie, je commencerai par esquisser le cadre théorique dans lequel j'inscris ma démarche de recherche. Plutôt que de présenter un panorama exhaustif du débat anthropologique entourant les thématiques traitées, je voudrais plus modestement permettre au lecteur de comprendre le parcours d'analyse que j'ai suivi : il sera donc question d'identifier les enjeux théoriques avec lesquels interagit le matériel ethnographique collecté sur le terrain. Cela n'exclut cependant pas le fait qu'au fil des chapitres, lorsqu'une question concrète requiert d'être contextualisée dans un débat académique plus large, je fasse appel à quelques repères théoriques nécessaires.

La construction de ma problématique se situe au croisement entre deux approches visant à renouveler les études en matière de migrations internationales : celle-ci se nourrit d'une part de la réflexion théorique liée au développement du concept de transnationalisme, et d'autre part de nombreux travaux empiriques s'intéressant à l'étude des « dispositifs de circulation commerciale »<sup>13</sup> — un corpus de recherches où la migration joue un rôle important, mais non exclusif, comme nous le constaterons par la suite. Ce dernier ensemble de travaux s'est surtout développé du côté francophone, tandis que le débat académique autour de la notion de transnationalisme s'est initialement construit dans le monde anglophone (particulièrement aux États Unis) et s'est par la suite alimenté des contributions, critiques et révisions d'auteurs provenant d'autres contextes nationaux.

Les deux courants partagent une sensibilité renouvelée vis-à-vis du point de vue des acteurs, et adoptent une attitude critique face aux modèles assimilationnistes qui ont longtemps

---

13 Se référer entre autres aux ouvrages collectifs publiés sous la direction de M. Perladi "Cabas et Containers Activités marchandes informelles et réseaux migrants transfrontaliers" (Peraldi 2001), "La fin des norias ? Réseaux migrants dans les économies marchandes en Méditerranée" (Peraldi 2002), "Des femmes sur les routes. Voyages au féminin entre Afrique et Méditerranée" (Cheikh, Peraldi 2009), ou au numéro 1224 de la revue *Hommes et Migration*, « Marseille carrefour d'Afrique ».



dominé les études migratoires. L'idée que l'immigration amène tôt ou tard à un nivellement des différences culturelles et à une assimilation complète des migrants dans leur milieu d'accueil — ou que cela représente un objectif à poursuivre — a en effet été rendue obsolète par une nouvelle compréhension des dynamiques multipolaires de construction des identités et des attachements sociaux, culturels, économiques, politiques, religieux, etc. (Malkki 1995 ; Vertovec 1999 ; Grillo, Riccio 2004). En outre, mettre l'accent sur la « transnationalisation » des migrations contemporaines induit également le rejet explicite de ce qui a été appelé « nationalisme méthodologique » (Wimmer et Glick Schiller 2002 ; Beck 2005 ; Dumitru 2014 ; Chavel 2014). Cette formule implique une conception des phénomènes sociaux comme susceptibles d'être compris tout en restant attachés à des enjeux d'intérêt national ainsi qu'à un périmètre géographique n'excédant pas les frontières étatiques<sup>14</sup>.

En phase avec un questionnement plus général sur la relation entre culture et localité développée notamment au sein des *cultural studies* (Gupta, Ferguson 1992 ; Clifford 1992 ; Bhabha 1994 ; Appadurai 1996), ces nouvelles approches théoriques démontrent à quel point les migrants, les commerçants « à la valise », les navetteurs ne sont guère des individus déracinés. D'une part, les migrants ne doivent pas être pensés comme des sujets coupés d'un territoire national afin d'être intégrés et « acculturés » à leur pays de destination (Riccio, Lagomarsino 2010) et d'autre part, les circulants ne doivent pas non plus être vus comme des migrants en défaut d'adaptation, qui vont et viennent du fait de leur incapacité à participer à la vie sociale, culturelle et économique de la société d'accueil (Beltrán, Sáiz 2007). Les chercheurs s'intéressant au transnationalisme et à la mobilité proposent aujourd'hui un regard multipolaire, s'opposant à la bipolarité dichotomique des trajectoires de migration (cf. Cortès, Faret 2009). À la notion de double absence proposée par Sayad (1999a), ces auteurs substituent l'idée d'une double, voire multiple, présence, dans des espaces organisés en champs sociaux et interconnectés par le mouvement des acteurs, des informations, des capitaux et des marchandises (Basch, Glick Schiller, Szanton-Blanc 1994 ; Smith, Guarnizo 1998 ; Vertovec 1999). Cette nouvelle « boîte à outils » conceptuelle a l'avantage de « déplacer assez radicalement le regard des chercheurs hors du champ national identitaire à l'intérieur duquel ils se cantonnaient lorsque la question de l'intégration, des modes et processus d'assimilation et leur viscosité, semblait être le seul horizon valide pour examiner le vécu des migrants » (Peraldi 2002 : 15).

Dans les sous-chapitres suivants, je voudrais explorer l'évolution de ce cadre théorique en analysant dans un premier temps le développement des théories de la transnationalité, et dans un deuxième temps la littérature portant sur la circulation marchande et les mouvements pendulaires

---

14 À propos du débat actuel sur le nationalisme méthodologique, se référer au numéro thématique de la revue « *Raisons Politiques* » (n° 54, 2014/2) : « Les sciences sociales sont-elles nationalistes ? ». Dans l'éditorial ainsi que dans le chapitre introductif, Speranta Dumitru (2014) reprend l'histoire de cette définition en citant le géographe, John Agnew. Il est un des premiers chercheurs à mettre en exergue la façon dont les sciences sociales présentent les états comme des « conteneurs » de la société (Agnew, 1994).

en Europe. Par la suite, je tenterais d'éclaircir la terminologie qui sera utilisée tout au long de mon analyse.

### **1.1. Le paradigme transnational**

Dans les années 1990, un groupe d'anthropologues américains rassemblé autour de N. Glick Schiller a fondé, à partir de plusieurs études de cas, le concept de transnationalisme, afin de rendre compte de ce qui semblait être un double processus d'évolution dans le champ des études migratoires : une transformation de l'objet d'étude ainsi qu'un changement de perspective. Il s'agissait en effet d'aborder des sujets nouveaux — des comportements migratoires semblant animés par des logiques insolites, tels que des allers-retours très fréquents, des activités de participation sociale et politique à distance, ou l'entretien d'une entreprise commerciale basée sur une présence intermittente —, avec une approche capable de rendre compte de cette nouveauté. D'un côté, les chercheurs se confrontaient à l'étude d'un nouvel « âge de migration », (Castles 2009), perçu comme le produit d'un monde globalisé où les avancées technologiques et la popularisation des transports ont entraîné une intensification sans précédent des échanges et des connexions entre pays lointains. D'un autre côté, une manière inédite de concevoir les phénomènes migratoires s'affirmait, provoquant une prolifération de recherches empiriques adoptant une méthode d'enquête multisituée (Marcus 1995).

Dans les premières formulations (Glick Schiller et al. 1992 ; Basch et al. 1994), le concept de transnationalisme entend surtout insister sur le fait que les migrations, loin de produire des ruptures sociales, sont des vecteurs de connexions et de construction de relations longue distance :

« We define transnationalism as the processes by which immigrants forge and sustain multi-stranded social relations that link together their societies of origin and settlement. We call these processes transnationalism to emphasize that many immigrants today build social fields that cross geographic, cultural, and political borders » (Basch et al. 1994: 7).

Dans ces conceptualisations initiales, on entend surtout souligner cette capacité à être simultanément « ici » et « là-bas » (Grillo, Riccio, Salih 2000 ; Levitt, Glick Schiller 2004), c'est à dire, à manifester une présence sociale réelle et concrète dans des espaces éloignés, grâce entre autres aux innovations technologiques. Dans le même esprit, Glick Schiller et ses collègues (1992) définissent la notion de « transmigration » comme un phénomène qui produit des ancrages et des identifications multipolaires. Le « transmigrant » serait alors ce migrant dont l'action sociale, l'identité et le tissu relationnel s'inscrivent dans une réalité spatiale éclatée, qui renvoie à

des constellations supranationales d'individus interconnectés. La distance géographique qui sépare les différentes communautés locales serait ainsi traversée par les réseaux de sociabilité des transmigrants.

Au cours des deux dernières décennies, la notion de transnationalisme a été reprise, clarifiée, redéfinie et nuancée, notamment en réaction aux critiques qui lui ont été adressées, sans pour autant perdre sa prégnance conceptuelle<sup>15</sup>. Alejandro Portes et ses collègues ont été parmi les premiers à réviser et faire évoluer ce cadre théorique (Portes et al. 1999). Leur analyse ajoute un regard économique et une dimension quantitative aux études ethnographiques développés jusqu'à ce jour. Dans leurs travaux, on discerne clairement une volonté de mesurer l'ampleur des mouvements transnationaux. Le but est notamment de réagir aux soupçons affirmant que l'objet d'étude du transnationalisme découle d'une réalité marginale et limitée, dont l'importance dépend plutôt du regard des chercheurs que du phénomène en lui-même.

« Les études qualitatives de cas s'intéressent constamment à la variable dépendante, c'est-à-dire qu'elles informent en détail les caractéristiques des immigrants engagés dans des activités transnationales, mais qu'elles n'apportent que peu d'informations sur ceux qui ne le sont pas. Il résulte de cette orientation méthodologique que ces études donnent l'impression que le transnationalisme est devenu la forme première de l'adaptation des immigrants – sur le plan politique et économique. Cette impression peut – ou non – être exacte » (Portes 2002 : 52).

Malgré les efforts de quantification, A. Portes reconnaît la difficulté intrinsèque d'une telle opération, d'ailleurs contestée par d'autres chercheurs (Levitt, Glick Schiller 2004). Ceux-ci jugent sa définition de transmigrant limitée et « essentialisante », car elle opère une division nette entre les transmigrants et les immigrants sédentaires. Ce mode d'estimation de l'impact du transnationalisme omet l'existence de pratiques qui ne se manifestent pas directement par des déplacements physiques, alors qu'elles possèdent pourtant une valeur clairement transnationale. Comme le démontre mon expérience de terrain que j'aurai l'occasion de détailler, des engagements socio-économiques multisitués, des filières marchandes internationales et des réseaux de contacts disséminés sur deux continents peuvent être aussi bien mobilisés par des acteurs sédentaires, que par des acteurs inlassablement mobiles.

En d'autres mots, ce classement dichotomique des migrants — d'une part les immigrants installés, et d'autre part les transmigrants mobiles — apparaît dans le cas étudié comme très peu pertinent : d'ailleurs, un style de vie fondamentalement sédentaire peut facilement glisser, sous des pressions conjoncturelles, vers des pratiques de mobilité très poussées et, vice-versa, un

---

15 Kivisto et Faist (2010) fournissent un état de l'art très complet de la littérature en la matière, et mettent en évidence la manière de laquelle le concept de transnationalisme a progressivement été raffiné et reconfiguré.

« habitué » de la circulation peut se retrouver à un moment donné dans une situation d'immobilité absolue<sup>16</sup>. Je me trouve pour ces raisons, plus en accord avec des démarches d'enquête prônant une application « relationnelle » du transnationalisme : de ce point de vue, plutôt qu'exprimer un attribut des acteurs, le transnationalisme traduit une propriété des relations sociales créant une prédisposition à la mobilité et à la mise en liaison d'espaces lointains. L. E. Guarnizo (1997) parle par exemple de « **habitus transnational** » pour évoquer à la fois une pratique active de la mobilité et un mécanisme de projection dans des ailleurs rendus concrets par un flux continu d'informations, d'histoires et de récits. L'« habitus transnational » prend ainsi la forme d'une relation entre des individus et des ailleurs réels ou imaginés, qui peut être variable selon la position sociale et générationnelle, ou le genre.

Pour échapper à l'ambiguïté des différents usages, parfois discordants, de la notion de transnationalisme (cf. Kivisto, 2001 et Smith & Guarnizo, 1998), Stephen Vertovec (1999) opère une distinction entre six modalités distinctes, quoique partiellement superposables, d'approcher le concept. En parlant de transnationalisme on peut, alors, identifier : 1) une « morphologie sociale » ayant trait à des formations sociales dépassant les frontières nationales, 2) une « conscience diasporique » entendue comme autoreprésentation, réverbérant une image faite d'attachements multiples, 3) un mode de reproduction culturelle autrement qualifié de syncrétisme, créolisation, bricolage culturel ou hybridité, 4) une voie d'accumulation de capital pour les entreprises des migrants, 5) un espace d'engagement politique dont les influences se propagent entre des communautés éloignées, 6) une reconfiguration des notions d'espace, de société locale et de contexte national dans la situation de mondialisation.

Suivant Vertovec, cette déclinaison d'emplois nous aide à délimiter le périmètre conceptuel au sein duquel la notion de transnationalisme montre clairement sa validité et sa prégnance analytique.

## **1.2. Une pensée à l'épreuve : risques et dérives du transnationalisme**

Comme il a été suggéré plus tôt, il existe aujourd'hui une littérature abondante au sujet du transnationalisme, qui va bien au-delà des études migratoires et aborde des phénomènes très différents les uns des autres, variant par exemple de la dissémination à échelle globale des mouvements sociaux, aux réseaux criminels internationaux. On peut d'ailleurs faire le constat, avec J. Friedman (2000), d'un processus d'affirmation voire même d'institutionnalisation dans les sciences sociales d'une pensée (qualifiée par l'auteur de « vulgata transnationale ») mettant

---

16 C'est le cas, par exemple, des migrants retenus dans un centre d'expulsion.

l'accent sur les mobilités, les connexions, le franchissement des frontières et la déconstruction de tout élément de fermeture ou de limite à la circulation. Devant l'attrait de ces thèses, maints auteurs ont néanmoins élevé des voix critiques. Les causes en sont nombreuses : la nouveauté escomptée de l'approche, le risque d'un assemblage prêtant à confusion de phénomènes dissemblables, le danger méthodologique d'une généralisation arbitraire des pratiques de mobilité transnationale et d'une surestimation de leur impact réel (cf. la citation de A. Portes évoquée tout à l'heure), ainsi que finalement, l'éventualité qu'une « glamorization » (Salazar, Smart 2011) du transnationalisme puisse conduire à une célébration hâtive de la mobilité et de ses acteurs.

En ce qui concerne l'originalité théorique du transnationalisme ainsi que la nouveauté même des migrations transnationales<sup>17</sup>, il faut dire que les formulations initiales ont été considérablement redimensionnées. Les questionnements d'auteurs, comme Kivisto (2001), Waldinger et Fitzgerald (2004) ou Riccio (2006) entre autres, rappellent l'existence d'une littérature anthropologique qui avait déjà abordé des phénomènes d'entretien de liens sociaux durables entre les communautés de migrants et leur société d'origine. À titre d'exemple, B. Riccio (2006) mentionne les travaux de Constance Sutton (citée dans Bash et al. 1994) réalisés dans les années 1970 à propos des ressortissants des îles Barbade émigrés aux États-Unis, les recherches de R. Rouse (1991) et de M. Kearney (1996) sur les circuits migratoires des Mexicains, ou encore les travaux de C. Quiminal (1991) et de M. Timera (1996) mettant en évidence la force des liens tissés entre les Soninkés installés en France et les communautés de villages du Mali (ces recherches seront reprises dans le chapitre 3). Riccio pointe également la nécessité de faire dialoguer la littérature transnationaliste avec l'anthropologie africaniste traitant de la colonisation et de la post-colonisation<sup>18</sup>. La construction de réseaux commerciaux (Grégoire E., Labazée P., 1993), de circuits de mobilité entre les milieux urbains et ruraux ou la ri-articulation internationale des migrations internes (Manchuelle 2004) représentent, entre autres, des sujets largement abordés par les africanistes, anticipant sous de nombreux aspects la sensibilité des chercheurs du transnationalisme. Finalement, la tradition d'études des communautés diasporiques et de leur relation avec un lieu d'origine réel ou imaginaire (Hall 1990 ; Gilroy 1993 ; Clifford, 1994) constitue elle aussi un antécédent important des théories du transnationalisme<sup>19</sup>.

---

17 Guarnizo, Portes et Haller mentionnent par exemple une *nouvelle* classe d'immigré: « it is the rise of a new class of immigrants, economic entrepreneurs or political activists who conduct cross-border activities on a regular basis, that lies at the core of the (transnational) phenomenon » Guarnizo, Portes, Haller (2003 :1213).

18 Riccio fait référence, entre autres, à des auteurs de l'envergure de Balandier, Amselle, Mitchell, Mayer.

19 À propos du rapport entre transnationalisme et diaspora, voir le texte de Bruneau (2004 :192) : l'auteur conceptualise la différence entre une communauté transnationale et une diaspora, la première née des migrations de travailleurs qui « conservent un ancrage fort sur leur lieu même d'origine et aussi un lien de citoyenneté ou institutionnel avec le pays d'origine », tandis que la deuxième, dépourvue de cet ancrage disparu à la suite d'un événement traumatique, « a une existence propre, en dehors de tout État, s'enracine dans une culture forte (religion, langue...) et de temps longs ».

Par ailleurs, sans représenter une véritable nouveauté sur le plan des concepts mobilisés ou des phénomènes décrits — les personnes en mouvement ont toujours été les protagonistes de la construction de champs sociaux franchissant les frontières des États et les territoires ethniques bien qu'aujourd'hui ces processus s'opèrent avec une intensité sans précédent —, l'approche transnationale reste néanmoins le catalyseur d'une nouvelle vague d'études qui a su s'approprier une sensibilité post-moderne, en l'appliquant efficacement aux flux migratoires (Smith & Guarnizo 1998 ; Glick Schiller et Salazar 2013). Cette approche est en syntonie avec les thèses de modernité liquide (Bauman 2007), de fluidité structurelle des échanges et des connexions dans le panorama mondiale (Appadurai 1996), de mobilité constitutive du cadre d'interprétation de la réalité contemporaine, à savoir d'une « métaphasique du nomadisme » (Cresswell 2006) par opposition à la « métaphysique de la sédentarité » (Malkki 1995). De ce fait, le paradigme de la transnationalité s'est affirmé comme incontournable dans les sciences sociales. Comme observe Waldinger (2010 : 22), « the transnational approach as considerable appeal: most importantly, it reminds us that to say international migration is to say cross-border connections ».

Une autre critique récurrente prend racine dans la facilité avec laquelle ce concept peut être mobilisé dans les champs disciplinaires les plus divers. Il a été remarqué que, avec l'affirmation de l'approche transnationale, on assiste à la tendance à substituer la catégorie plus ample de mobilité à celle de migration (Cortès, Faret 2009 ; King, Skeldon 2010 ; Glick Schiller, Salazar 2013). La critique reproche le fait que soit réuni dans cette catégorie un mélange embrouillé de phénomènes sociaux différents (du tourisme aux flux de réfugiés, du trafic de personnes à la circulation marchande) risquant de compromettre la clarté et le sens de la démarche analytique. L'essor de recherches visant à observer le mouvement d'étudiants, de trafiquants, de retraités, de demandeurs d'asile et d'hommes d'affaires sous le même prisme analytique (Urry 2000 ; Hannam et al. 2006 ; Sheller and Urry 2006; Urry 2007) laisse place aux commentaires ironiques de Glick Schiller et Salazar (2013 : 184) qui écrivent :

« Some writers began to insist that all forms of movement, from walking across the room to the flowing of water downstream, be addressed within the same 'new mobilities' research paradigm [...]. The new emphasis on mobility as an inclusive category echoed and renewed concerns expressed in 1980s migration research, such as that on population mobility in developing countries ».

Finalement, l'objection visant le plus directement la matière de mon enquête s'intéresse à la connotation émancipatrice fréquemment associée aux pratiques transnationales depuis les années 1990. Les promoteurs les plus acérés du transnationalisme ont souvent célébré le caractère libérateur de la mobilité (cf. Bahbah 1990 ; Urry 2000) : ils présentent les migrants et plus généralement les circulants, comme des acteurs engagés dans une dialectique de résistance vis-à-

vis du pouvoir hégémonique des états et des multinationales, alors qu'une logique explicite d'opposition semble être rarement présente parmi les raisons poussant au mouvement (Glick Schiller et Salazar 2013). De ce point de vue, les recherches de Tarrus (2002) envisagent l'idée d'un « monde » de migrants transnationaux et de commerçants tirant leur épingle du jeu de la mondialisation en construisant des espaces d'autonomie où l'initiative marchande prend la forme d'une transgression, à travers le contournement des frontières politiques, des forces économiques dominantes et de certaines rigidités sociales. Or, selon Smith et Guarnizo (1998 : 5), cette vision des circulants serait davantage le fait d'un regard spécifique porté sur ces pratiques. Il s'agirait d'une opinion influencée par le désir des chercheurs d'identifier une nouvelle classe populaire s'opposant aux logiques capitalistes<sup>20</sup>, à l'âge du déclin des luttes syndicales et du pouvoir des associations des travailleurs :

« Given the declining political influence of working-class movements in the face of the global reorganization of capitalism, all sorts of new social actors on the transnational stage are now being invested with oppositional possibilities, despite the fact that their practices are neither self-consciously resistant nor even loosely political in character ».

Loin d'être l'expression consciente d'une attitude subversive et anti-hégémonique, ou plus simplement d'une résistance populaire, l'exercice de la circulation tel qu'observé dans cette recherche s'apparente plus à une réponse collective — quoiqu'individuelle dans sa mise en pratique —, à de mauvaises conjonctures. Nous découvrirons (cf. chapitres 5, 6, 7) des trajectoires poussées par des logiques individualistes, des alliances uniquement circonstanciées et un désir fréquent, parmi les migrants interrogés, de se démarquer des assignations identitaires auxquelles ils sont généralement identifiés. Il manque alors un discours de classe articulé de manière cohérente : la vision d'un « nous » collectif s'installe sous formes diverses : « nous, les étrangers » en opposition à la population nationale, « nous, les Maliens d'Espagne » en opposition aux Maliens de France (voire chapitre 6), « nous, nouvelle génération de migrants » en opposition à ceux qui sont arrivés avant les années 2000. Cependant, ce sujet collectif n'est jamais construit autour d'une revendication commune ou d'une conscience politique « résistante ». Comme le rappelle Aihwa Ong (1993 et 1999) dans ses travaux sur les communautés chinoises aux États-Unis, les pratiques transnationales peuvent aussi bien alimenter un discours opportuniste d'assimilation culturelle, qu'un discours de questionnement des logiques étatiques. Dans cette

---

20 Les lectures établissant le transnationalisme comme un phénomène de réaction « par le bas » portés par des acteurs « marginaux » aux logiques imposés par les États et le capitalisme mondialisé, représentent une tendance convergente entre la littérature anglophone sur le transnationalisme (cf. Portes 1996 ; Bhabha 1990 ; Kearney 1991) et la littérature francophone (Tarrus 2001 et 2002).

optique, le transnationalisme correspond faiblement à l'idée exposée par Bhabha (1990) d'une « contra-narrative de l'État Nation ».

En lien avec cette dernière critique, maints auteurs ont considéré nécessaire de nuancer certaines visions déterritorialisées du transnationalisme (Smith et Guarnizo 1998<sup>21</sup>), ainsi que les scénarios postnationaux qui y ont été associés (Grillo 1998 ; Riccio 1999 et 2006). Selon ce point de vue en effet, la mise en place d'un espace transnationale d'interaction sociale coïncide avec un affaiblissement parallèle de la force contraignante des États (Chambers 1994 ; Urry 2000). Pour les plus radicaux, la hausse contemporaine des mobilités préfigure le déclin irréversible du découpage géopolitique des sociétés dans des unités nationales et l'émergence de « sociétés de migrants » (Tarrus 2001). Cette lecture de la mobilité agissant comme un facteur de bouleversement des juridictions nationales et de l'autorité territoriale des États, oublie parfois la force avec laquelle les législations et les dispositifs policiers contrôlent matériellement la circulation des personnes. Ce contrôle peut tout aussi bien prendre la forme de barrières sociales ou statutaires, que celle plus palpable et plus violente de murs, de fils barbelés, de centres de rétention et de charters opérants les expulsions (Fassin et al. 1997 ; Grillo 1998 ; Riccio 2007). En outre, les auteurs célébrant l'émergence d'une culture cosmopolite, nomade et déterritorialisée (Bhabha 1990 ; Soja 1996 ; Urry *op. cit.*) oublient que paradoxalement, l'expansion des pratiques transnationales a souvent comme résultat une réessentialisation des identités nationales et un renforcement des attachements, des obligations et des loyautés qui relient les migrants à leur milieu d'origine (cf. Kane 2012 ; Riccio 2002).

En conclusion, il apparaît clairement que le paradigme transnational, et d'autant plus le débat scientifique qui l'entoure, interpelle directement le sujet de ma recherche. Par ailleurs, comme déjà suggéré, l'intention de cette thèse est également de mettre en perspective voire de questionner certaines dérives du transnationalisme à partir du matériel issu du terrain.

---

21 En particulier Smith et Guarnizo (1998:11) observent que: "Transnational practices do not take place in an imaginary "third space" (Bhabha 1990; Soja 1996) abstractly located "in-between" national territories".



### 1.3. Enjeux et perspectives de la littérature francophone sur la circulation migratoire

Je considère qu'il est essentiel à mon travail théorique, de construire le dialogue entre la littérature anglophone sur le transnationalisme et la production francophone traitant de thématiques très proches comme les réseaux marchands transnationaux (exposés entre autres dans les ouvrages collectifs rédigés sous la direction de Adelhah et Bayart 2007; Cesari 2002; Peraldi 2001, 2002 ou les travaux de Tarrus 1995, Bava 2003, Battegay 2003, Bertoncello et Bredeloup 2004, Schmoll 2007, Lesourd 2009), les espaces transfrontaliers de mobilité, notamment en Afrique (Missaoui 1995 ; Bennafla 1999 ; Choplin et Lombard 2010), la circulation des travailleurs pendulaires entre l'Europe occidentale et l'ancien bloc soviétique (Morokvasic 1999 ; Potot 2007) et la tradition du commerce africain international (Grégoire, Labazée 1993 ; Bredeloup 2007). À l'image de la littérature anglaise, de nombreuses recherches françaises se sont attachées à repenser le modèle assimilationniste des migrations par l'identification de circuits complexes de mobilité transnationale. Partant d'une approche plus sociologique que culturelle, ces travaux ont exploré la construction d'espaces très vastes de circulation de personnes, de capitaux et de marchandises<sup>22</sup>.

Sur ce sujet, le concept de « territoire circulatoire » proposé par Alain Tarrus (1992, 1993, 2001) a fait école :

« Les lieux fréquentés, habités, traversés, sont saisis comme éléments de vastes ensembles territoriaux supports aux réseaux et références des diasporas. Il s'agit de territoires circulatoires, productions de mémoires collectives et de pratiques d'échanges sans cesse plus amples, où valeurs éthiques et économiques spécifiques créent une culture et différencient des populations sédentaires. Tout espace est circulatoire, par contre tout espace n'est pas territoire. La notion de territoire circulatoire constate une certaine socialisation des espaces supports aux déplacements. Les individus se reconnaissent à l'intérieur des espaces qu'ils investissent ou traversent au cours d'une histoire commune de la migration, initiatrice d'un lien social original » (Tarrus 2000 :77).

Dans la construction d'un territoire circulatoire, Tarrus assigne une valeur décisive au processus de sédimentation d'une mémoire collective basée sur des pratiques de mobilité qui remontent loin dans le temps. C'est grâce au souvenir d'anciennes routes commerciales ou migratoires et à la socialisation de nouveaux sites d'échange, de transit ou d'installation que des « espaces » de circulation parviennent à prendre la forme de « territoires » : dans la notion de

---

22 Comme le signalent Rea et Tripier (2008) l'objectif de ces recherches était de substituer une "sociologie de la circulation" à la "sociologie de l'intégration".

territoire, en fait, l'espace n'est pas un support neutre au déplacement mais un cadre collectif d'investissement culturel, économique, historique ou identitaire. Cette conception du territoire et de la circulation introduit deux aspects novateurs : d'une part, elle suggère l'idée d'une **spécificité culturelle des communautés transnationales** valorisant les compétences et l'éthique de la mobilité (à la différence « des populations sédentaires ») ; d'autre part, **elle impose la nécessité d'« investir des sens social le mouvement spatial »** (Tarrus 2000 :77). En ce sens, l'auteur entend asseoir une conception de la circulation renvoyant autant à une dimension spatiale qu'à une lecture sociale, culturelle et relationnelle du mouvement, puisqu'il articule dans une même démarche, une prise en compte des mobilités horizontales (dans l'espace) et verticales (au sein des hiérarchies sociales) :

« Cette approche suggère un paradigme de la mobilité débordant des seules mobilités spatiales : en effet, se déplacer dans l'espace c'est toujours traverser les hiérarchies sociales » (Tarrus 1993 : 52).

À l'instar de Tarrus, qui affirme vouloir substituer le couple de concepts **immigration/insertion** à celui de **migration/territoire**, d'autres auteurs (Peraldi 2002 ; Cortés et Faret 2009 ; Dumitru 2014) ont mis en exergue une même volonté de dépasser le cadre analytique de l'«insertion» propre aux États-nations, au profit de nouvelles perspectives de recherche. On revient alors sur la question du nationalisme méthodologique, et sur le cantonnement des chercheurs à certaines thématiques d'intérêt national (l'intégration, le contrôle des flux, l'identité nationale, la gestion des comportements déviants), mais cette fois de la part d'auteurs francophones. Alors que Sayad (1999 b) dénonce la violence institutionnelle d'une pensée d'État construisant des catégories permettant de classer les étrangers et d'imposer leur altérité culturelle, un petit groupe de chercheurs, pour la plupart anthropologues, choisit un chemin alternatif afin de questionner les approches à la migration jusqu'alors en vigueur. Ce groupe offre une nouvelle centralité à des **acteurs tirant parti de leur mobilité, au détriment du « travailleur migrant salarié », figure-clé de la sociologie des migrations depuis les années 1960.**

Dans les années 1990 en effet, des recherches pionnières (Tarrus et Missaoui 1995 ; Peraldi 1999 ; Bertocello, Bredeloup 1999 et 2004) s'attachent à l'étude des différents circuits de mobilité se déployant autour de la ville de Marseille<sup>23</sup>, carrefour emblématique de routes commerciales et migratoires depuis plus d'un siècle<sup>24</sup>. Le va-et-vient des marchands, marins,

---

23 Entre les travaux pionniers sur les activités marchandes des migrants en milieu urbain il faut également mentionner les recherches dans la ville de Lyon de Joseph et Battegay (1987) et de Belbahri (1989). Ces auteurs avaient diffusé en France les études de Bonacich et Modell (1980) sur l'« ethnic business » et les solidarités communautaires.

24 Le numéro 1224 de la revue Homme et Migrations, titré «Marseille Carrefour d'Afrique», est un bon exemple de l'effervescence des travaux s'articulant autour de la cité phocéenne.

colporteurs, « *shop touristies* », migrants sans autres ressources que leur disponibilité au voyage, tenanciers de cafés et restaurants capture l'attention des ces chercheurs, à une époque où Marseille — et plus particulièrement le quartier de Belsunce —, représente encore<sup>25</sup> ce « grand marché frontalier » (Peraldi 2002 : 17) où viennent s'approvisionner des dizaines de milliers de grands et petits commerçants originaires du Maghreb, de l'Afrique Subsaharienne et du Moyen-Orient.

Avec des sensibilités et modalités diverses, ces auteurs soulignent l'apparition de formes entrepreneuriales autres que celles retracées habituellement dans les études dédiées à l'« ethnic business ».<sup>26</sup> À l'inverse de l'enclavement économique attendu d'entreprises ouvertes par et pour des groupes d'immigrés, les activités et les trajectoires observées à Marseille relèvent beaucoup moins du repli communautaire que du déploiement de dispositifs marchands à grande échelle qui paraissent franchir tant des frontières nationales que des barrières ethniques, sociales et culturelles. Plus complexes qu'une collection de magasins ethniques, ces « chaînes entrepreneuriales » (cf. citation ci-dessous) n'hésitent pas, le cas échéant, à tirer avantage d'alliances intercommunautaires ou associations avec les citoyens des pays d'immigration (Bredeloup, Bertoncetto 2000). M. Peraldi (1999 : 2/3) en parle ainsi :

« On voit en effet se développer aujourd'hui des réseaux d'entreprises et d'acteurs migrants, désormais capables d'organiser des circulations de marchandises et des “*filères*” marchandes à l'échelle internationale, entre les pays originaires et les pays de migration, dans un sens ou dans l'autre selon la nature du produit ; en somme, non pas des entreprises culturellement solidaires et économiquement concurrentes, mais des “*chaînes entrepreneuriales*” combinant les activités séculaires du négoce et du colportage à rayon international ».

L'inscription de ces réseaux transnationaux dans des contextes de transition sociale et de restructuration économique est un autre dénominateur commun à ces travaux. L'essor du commerce transnational viendrait alors combler le déclin du salariat comme moteur de carrières des migrants. Son apparition dans l'espace urbain, à Marseille comme ailleurs, incarne la bifurcation de trajectoires d'un groupe émergent de migrants en quête de promotion sociale. Bredeloup et Bertoncetto (2000 : 14) décrivent ainsi ce phénomène :

« Les parcours professionnels des migrants africains installés aujourd'hui à Marseille semblent inexorablement déboucher sur une activité commerciale à multiples facettes. À l'évidence, dans un contexte de crise et de restructuration des économies mondiales, le commerce

---

25 Comme l'attestent différents auteurs (cf. Peraldi 2009), au cours des années 2000, Marseille perd progressivement son rayonnement économique au profit d'autres villes comme Istanbul et Dubaï.

26 Se référer par exemple aux travaux de Bonacich et Modell (1980) ou Waldinger et al (1990).

devient un moyen de mobilité sociale et un débouché rémunérateur pour des populations qui ont testé les limites du salariat et de l'université ».

Après Marseille, d'autres villes attirent l'attention des chercheurs : Istanbul (Pérouse 2002), Dubaï (Marchal 2001), Naples (Schmoll 2002, 2003 ; Miranda 2007), Alicante (Sempere Souvannavong 2000), Milan (Palidda 2002), Lyon (Battegay 2003) pour citer quelques exemples. Des filières concrètes sont explorées (dont celle des voitures d'occasion analysées par Rosenfield, 2009) et des réseaux particuliers sont également creusés, comme c'est le cas des confréries mourides engagées dans le commerce transnational (Schmidt di Friedberg 1994b ; Bava 2003 ; Riccio 2006) ou des migrants procédant d'une même communauté villageoise en Italie (Miranda 1997).

Dans cette vaste littérature, l'approche transnationale est abordée de manière très pragmatique, et appliquée à des démarches empiriques mobilisant cet outil analytique au côté d'autres instruments et perspectives d'enquête. L'anthropologie urbaine joue par exemple un rôle essentiel, étant donné que la plupart de ces travaux **placent la ville au cœur de l'analyse**. Connectées et interdépendantes, **les villes prennent la place des états comme lieu privilégié d'observation de la mobilité** (Marfaing, Boesen 2007). Les villes représentent ces **« espaces discrets de la mondialisation »** (Pliez 2003) où le global assume une forme locale, directement observable sur le terrain (Berry-Chikhaoui et al. 2007). Particulièrement évident dans le cas de Marseille, le milieu urbain est à la fois **centre opérationnel de gestion des affaires, espace de sociabilité quotidienne, et cadre identitaire** d'une multitude d'acteurs divers, qui ne sont pas seulement des commerçantes et ne sont plus uniquement des migrants.

L'intérêt de cette lecture « urbaine » de la mobilité tient au fait qu'elle rend évidente la mixité des profils, des carrières et des parcours des circulants : ces villes-comptoirs, avant d'être des lieux d'immigrations, sont tout d'abord des territoires d'échanges, de transits, de commerce, de travail, de construction d'alliances, etc. En observant la ville d'un œil attentif, la connexion entre les « migrants » et cette population composite de circulants, dont les mouvements s'inscrivent peu ou pas du tout dans des logiques migratoires, est difficile à ignorer. C'est ainsi qu'au sein de la littérature française, on repère une plus forte considération des rapports de continuité et d'imbrication (mais aussi de bifurcation et de différenciation) entre dynamiques migratoires et dynamiques de circulation marchande (Adelkhah et Bayart 2007). Dans cette optique, le transnationalisme a été transposé en France dès le départ, moins comme l'analyse des connexions entre les immigrés et leur famille dans leur pays d'origine, que comme un cadre analytique au périmètre variable permettant d'englober les travailleurs migrants autant que les commerçants itinérants, les « shop-turisties » ou les étudiants internationaux, mais surtout d'interroger et parfois de questionner le découpage de la réalité réalisé à partir d'un classement préconçu des personnes en mouvement.

À titre d'exemple, nous citons le parcours de recherche de Martin Rosenfeld (2013a) sur le commerce de véhicules d'occasion entre la Belgique et le Bénin. Tout en partant d'un sujet migratoire, l'auteur se rend rapidement compte que pour saisir les enjeux économiques de la filière, il est nécessaire de se débarrasser de la tentation de vouloir utiliser uniquement une grille de lecture migratoire. Il explore ainsi un circuit transnational « sans transmigrants » animé par des acteurs dont l'activité commerciale est la raison principale de leur présence en Europe : tout en gardant certaines caractéristiques du profil migratoire, les importateurs enquêtés par Rosenfeld (2013a, 2013b) ne développent pas un double attachement ; leur investissement dans les lieux d'approvisionnement, tel que Bruxelles, reste très limité. L'auteur mobilise alors d'autres outils conceptuels pour saisir la spécificité d'acteurs au profil hybride et complexe.

Dans un sens plus général, le commerce de voitures d'occasion, tout comme d'autres filières transnationales<sup>27</sup>, s'inscrit peut-être moins dans le passé migratoire de l'Afrique, que dans la tradition du commerce africain de longue distance. Les femmes d'affaires mauritaniennes des années 1950 (Lesourd 2015) ou les commerçantes maliennes du chemin de fer (Lambert 1993) sont les *Nana Benz* et les *trabendistes* d'hier (Schmoll 2005). Pareillement, les marchands haoussas (Gregoire 1993), mourides (Ebin 1992 ; Bava 2003), ou le commerce soninké à l'ère du « navétane »<sup>28</sup> (Manchuelle 2004), prouvent que l'histoire de l'économie en Afrique et la transformation des territoires en de vastes régions d'échanges, ne peuvent être compris sans tenir compte des traditions de mobilité marchande auxquels s'apparentent les réseaux circulatoires émergents aujourd'hui. Les anciennes routes et filières ont certes changé, mais les liens entre circulation commerciale et circulation de travail (Manchuelle 2004), la persistance d'une régulation sociale et morale des échanges (Vuarin 1994), ou encore le succès des marchés transfrontaliers profitants des différentiels de richesse entre espaces « connectés » à travers une frontière (Bennafla 1999 ; Bennafla et Peraldi 2008), affichent visiblement un lien de continuité avec le passé africain.

Comme je le démontrerais, ma démarche demande à la fois une prise en compte de cette tradition historique du commerce longue distance, et une attention particulière à la mixité des profils et au mélange entre circulation en quête de travail, circulation commerciale et circulation à caractère familial. C'est à travers cette perspective que je voudrais explorer les transformations statutaires vécues par des acteurs dont le passé s'inscrit clairement dans une dynamique d'émigration pour ainsi dire « fordiste », tandis que leur expérience présente et leur vision du futur semblent évoluer vers d'autres formes de relation avec les espaces traversés et investis.

---

27 C'est le cas du *trabendo* en Tunisie (Schmoll 2005) ou Algérie (Peraldi 2007; Manry 2007), et du commerce de la fripe (Bredeloup Lombard 2008)

28 Le *navétane* était une pratique de circulation migratoire qui liait les zones côtières de culture de l'arachide dans l'arrière-pays du Sénégal et du Mali. Il s'agissait d'une migration économique prenant par occasion, la forme d'une circulation commerciale (cf. Adams 1977).

#### 1.4. Migration pendulaire en Europe : faire de la mobilité une ressource

Un autre terrain d'observation formidable de ces « nouvelles »<sup>29</sup> formes migratoires est le mouvement de population qui a fait suite à la chute du mur de Berlin, entre les pays de l'ancien bloc soviétique et l'Europe occidentale. Dans les années 1990, ces circulations ont attiré l'attention de nombreux chercheurs<sup>30</sup> dont les recherches de terrain contredisaient le sentiment dominant d'une opinion publique s'attendant à subir l'« invasion » des populations de l'Est européen. Les vagues migratoires aux proportions étonnantes qu'on annonçait à l'époque de l'effondrement de l'Union soviétique et de la fin des interdictions de sortie ont déclenché un véritable vent de panique (Zolberg 1999) dans le débat politique des pays occidentaux, mais ne se sont jamais matérialisées, ou du moins pas sous la forme attendue : celle d'un flux de travailleurs migrants attendant l'ouverture des frontières pour se lancer dans une émigration d'installation vers l'Ouest. À la place, une multiplicité de parcours migratoires, n'ayant souvent pas vocation à l'enracinement, a vu le jour en Europe orientale et occidentale. On souligne particulièrement la fréquence de « migrations pendulaires » (Morokvasic, 1992), à savoir le déplacement à caractère récurrent de travailleurs poussés par le différentiel de richesse entre pays géographiquement proches, ainsi que par le besoin de garder une stabilité familiale dans leur pays d'origine. Swanie Potot (2003 : 10), dans sa recherche sur les réseaux de circulation des travailleurs roumains, éclaire ainsi cette variété morphologique de mouvements :

« Si l'on peut encore distinguer des schémas clairement identifiables comme la migration des étudiants, ou encore l'émigration définitive de migrants "ethniques", beaucoup d'autres ont tendance à combiner différentes modalités migratoires : travail temporaire des élites à l'étranger, étudiant (vrai ou faux) qui profite de son séjour pour accumuler un pécule en vue de son retour, travailleur temporaire-demandeur d'asile, touriste-commerçant ou touriste-travailleur clandestin en sont quelques exemples. Les mouvements pendulaires et les nouvelles formes migratoires vont alors devenir les principaux objets des recherches sur les migrations européennes. C'est à l'ensemble de ces mouvements, souvent plus proches de la mobilité que de l'émigration que l'on fait référence lorsque l'on s'interroge sur les nouvelles migrations en Europe ».

---

29 Comme mentionné, cette nouveauté est liée à un changement d'approche des chercheurs, plutôt que à de phénomènes véritablement inédits et émergents.

30 Voir notamment les numéros dédiés aux mobilités transeuropéenne de la « Revue Européenne des Migrations Internationales », *L'Europe de l'Est, la communauté européenne et les migrations*, vol.8/ 1992 et de « Hommes et Migrations », *Migrations Est-Ouest*, n°1155, juin 1992 et *Migrants, Réfugiés, Tsiganes, d'Est en Ouest*, n°1205, Janvier-Février 1997. On peut citer également les ouvrages collectifs publiés sous la direction de M. Morokvasic et H. Rudolph (1996), *Migrants. Les nouvelles mobilités en Europe*, ou de A. De Tinguy et C. Wihtol de Wenden (1995), *L'Europe et toutes ses migrations*.

Au sein de cette diversité, Potot (2003 : 12) observe que, même lorsqu'il s'agit d'une migration de travailleurs salariés, on se situe dans un tout autre scénario en comparaison aux paradigmes traditionnels encadrant le travail migrant. À l'ère de la dérégulation libérale et de la précarité laborieuse « les opportunités offertes sur le marché du travail ressemblent à celles qui apparaissent dans les milieux commerçants ». Elles sont temporaires, contingentes, dispersées sur un territoire très vaste et peuvent être saisies par toute personne flexible, adaptable et surtout prête à se déplacer. À l'instar d'Andrea Rea (2013), on peut aujourd'hui faire le constat en Europe de la vitalité d'une migration de travail s'alimentant soit de travailleurs intermittents et précarisés en provenance des pays de l'Est, soit de migrants extracommunautaires dont la situation juridique est fragile et instable. Cette force productive *low-cost* répond aux exigences d'une économie globalisée nécessitant de réduire au maximum le coût du travail au sein de secteurs ne pouvant pas être délocalisés<sup>31</sup> (j'approfondirais davantage ces questions au cours du chapitre n° 6).

Par ailleurs, les migrations circulaires, faisant parfois de nécessité vertu, répondent également aux exigences « *d'une population certes prête à partir, mais pas forcément à émigrer* », comme le souligne Mirjana Morokvasic (1999 : 2). En ce sens, dans un article célèbre<sup>32</sup>, l'auteure propose de considérer la mobilité comme une ressource stratégique à disposition des migrants, permettant à un nombre croissant de personnes de saisir des opportunités de travail disponibles à l'étranger, tout en gardant une certaine continuité dans les relations familiales et sociales de leur milieu d'origine. Morokvasic (1999) invite ainsi à assimiler les migrants salariés pendulaires aux commerçants transnationaux, puisque les uns comme les autres utilisent leurs compétences circulatoires au profit d'un projet personnel de promotion sociale, la « mise en route » correspondant carrément à « une mise à son compte ». En effet, cette manière de construire la mobilité comme une forme d'entreprise individuelle est tout aussi vérifiable dans le cas du salariat pendulaire, que dans celui du commerce transnational.

C'est sur la base de ce constat que, dans la présente démarche, j'ai choisi d'observer conjointement les itinéraires des Maliens se déplaçant en quête d'un contrat saisonnier dans l'agriculture ou d'un emploi non déclaré dans le bâtiment, et les aventures marchandes de Maliens dans le commerce transnational des produits d'occasion. Les uns et les autres sont animés par la même stratégie :

---

31 Comme le fait remarquer Swanie Potot (2003 :13) «Tout comme les migrations des années soixante appartenaient à un contexte économique et social particulier, celui de la décolonisation à l'ère industrielle, les migrations actuelles doivent être replacées dans le contexte économique et social international qui permet d'en comprendre le sens ».

32 Morokvasic M., 1999, « La mobilité transnationale comme ressource : le cas des migrants de l'Europe de l'Est ». Cultures & Conflits, 33-34.

« Pour éviter d'être marginalisés par des bouleversements socio-économiques de la société, ils se lancent dans une "économie liée aux voyages" (l'économie du bazar) et cherchent à améliorer leur situation en restant mobiles aussi longtemps qu'ils le peuvent » (Morokvasic 1999 : 4)

Ces réflexions dédiées par Morokvasic aux « circulants » de l'Europe de l'Est pourraient être également appliquées aux Maliens rencontrés sur le terrain. D'autant plus qu'il existe souvent, dans un même parcours, une continuité biographique reliant une forme de mobilité à l'autre. D'un côté, une embauche temporaire dans un autre pays peut servir à accumuler le capital nécessaire à un voyage commercial tandis que d'un autre côté, la faillite d'un projet marchand peut ramener à un emploi salarié.

### **1.5. Carrières migratoires, mobilité et circulation : le vocabulaire du mouvement**

À la lumière des considérations évoquées précédemment, il est maintenant nécessaire d'asseoir le sens dans lequel j'utiliserais trois notions clés de ma recherche : celles de carrière migratoire, de circulation et de mobilité.

En ce qui concerne la première, l'idée de qualifier de « carrière » un parcours de migration est proposée dans les travaux d'auteurs tels que Massey et al. (1993), Bordreuil (2002), Schmoll (2006), Peraldi (2002) ou Rosenfeld (2009). Il s'agit, selon ce dernier, d'un « outil des plus utiles dans l'étude du parcours migratoire des personnes interrogées. En introduisant la dimension diachronique, cet outil permet de saisir le parcours des migrants dans toute sa complexité et ses nuances, que celles-ci soient liées au passage d'un statut à un autre, à l'évolution du projet migratoire ou encore aux bifurcations empruntées par le migrant » (Rosenfeld 2009).

La notion de carrière met ainsi l'accent sur la temporalité d'une trajectoire et sur sa dimension évolutive. Celle-ci évoque également l'analogie structurelle pouvant exister entre une histoire migratoire et un parcours de promotion professionnelle au fil duquel on parvient à accumuler des compétences spécifiques et une expérience toujours plus vaste. Nous retrouvons en effet l'idée que la mobilité s'apprend sur le terrain tout comme un métier, et est censée être toujours plus efficace, et de moins en moins amateur ou improvisée, à l'image d'une profession. Enfin, penser la mobilité géographique comme une carrière révèle de façon évidente son lien avec la mobilité sociale.



On arrive par ces considérations à définir ce qu'on entend dans cette recherche par circulation et mobilité, ainsi que le rapport entre ces concepts très proches, quoique non équivalents : plus qu'essayer de discerner les deux concepts séparément, il nous semble en effet plus opportun de saisir la relation qui les unit. Si le terme de « circulation » se confronte à l'exercice récurrent du déplacement dans l'espace, la « mobilité » amène à une caractérisation du mouvement d'ordre supérieur : non seulement le fait de partir fréquemment mais celui d'une catégorie plus générale déclinable sous différentes facettes. Dans un effort de systématisation, Jocelyne Streiff-Fénart (2002 : 490) articule la mobilité autour de trois blocs :

« Mobilité/circulation, celle des acteurs économiques que sont les négociants, les passeurs, les colporteurs et autres “fourmis”, mobilité/nomadisme, celle des cultures et des identités “cosmopolites” attribuées à ces commerçants (cosmopolitisme qui trouve ses lettres de noblesse dans la figure de l'étranger de Simmel), mobilité/fluidité, celle qui caractérise les compétences sociales et cognitives spécifiques mises en œuvre par ces acteurs (l'innovation permanente, le bricolage, le savoir détourner, etc.) ».

Lorsqu'on l'aborde sous ses multiples dimensions, la mobilité évoque une pratique (*mobilité/circulation*), une référence identitaire (*mobilité/nomadisme*) et un ensemble de dispositions et d'attitudes spécifiques (*mobilité/fluidité*). Autrement dit, elle annonce une dynamique de mouvements fréquents, incarnée à la fois par une *disponibilité* au mouvement fréquent, et par une conscience diasporique bâtie sur des attachements multiples.

Au travers de ce texte, à titre de principe, nous nous tiendrons à cette définition multifocale de la mobilité, marquant une différence de rang par rapport à l'idée de circulation. Cela n'exclut pas que dans de nombreux passages de cette thèse, la possibilité d'une coïncidence sémantique entre un terme et l'autre s'ouvre, lorsque le concept de mobilité est utilisé dans son sens primaire de mobilité/circulation<sup>33</sup>.

Fréquemment, certaines catégories endogènes de la mobilité seront également invoquées. Les Maliens désignent leurs pratiques circulatoires avec les expressions « faire le va-et-vient », « faire la navette », ou plus simplement « voyager », verbe généralement associé aux champs des

---

33 Il faut dire que l'usage de termes mobilité et circulation migratoire en tant que synonymes est répandu entre bon nombre de chercheurs (cf. Arab 2008). Voilà par exemple la définition de Stéphane de Tapia (1996 :70) : « le concept de circulation migratoire, issue de celui de migration fait référence à la mobilité des hommes avec leurs itinéraires, leurs moyens de transport et de communication, la pratique effective et affective de l'espace parcouru, entre l'espace d'origine et l'espace de résidence. Il s'appuie sur les travaux de géographes (R. Beteille, G. Simon, M. Poinard...) qui ont conçu le champ migratoire comme essentiellement dynamique ».

affaires, très lointain d'une sémantique du tourisme et du loisir. En bambara<sup>34</sup>, cette idée est parfois traduite par le mot « woyasi », vocable directement transposé du français. Plus souvent, on évoque les déplacements d'affaires en se servant du lexique du commerce : pour se définir, on parle de « djula » (commerçant, en tant que figure historique et sociale) ou du « feerekela » (vendeur, terme générique se référant à l'action de marchander toute sorte de produits)<sup>35</sup>. Nous reprendrons dans le chapitre n° 8 les implications, en termes identitaires, de ces associations lexicales.

---

34 Le bambara représente seulement une des langues parlées sur le territoire malien, mais elle représente une des langues véhiculaire et commerciales les plus utilisées, non seulement au Mali, mais partout en Afrique de l'Ouest.

35 Cf. Annexe n°5: Glossaire Bambara.

### Interroger un « territoire circulatoire » : construction de l'objet de recherche et approches méthodologiques

#### 2.1. Un terrain, des bifurcations, multiples choix

Le sujet de cette thèse, comme je l'avais anticipé au moment de l'introduction, a considérablement évolué par rapport à celui initialement envisagé. Dans un premier temps, j'entendais suivre des parcours de circulation débouchant sur des « unsettled retours » (Sinatti, 2011), c'est-à-dire des retours au milieu d'origine, pensés comme définitifs, puis prenant finalement la forme d'une réinstallation provisoire précédant un nouveau cycle de mouvements. Je voulais en somme interroger le paradoxe selon lequel ce tournant crucial du parcours, étant censé mettre un point final à une histoire de migration, incarne en réalité toute autre chose et devient une porte ouverte à la mobilité. D'ailleurs, qui mieux qu'un migrant de retour est « préparé » à la circulation ? Il dispose des compétences, des opportunités, mais aussi des motivations pour « *repandre la route* » et échapper à un milieu parfois perçu comme trop contraignant, ou faiblement dynamique. Dans son analyse de problématiques très similaires, Giulia Sinatti (2011) analyse comment les migrants sénégalais multiplient les retours de court terme, tout en repoussant constamment la réinstallation définitive. Aux yeux de ces acteurs, le retour définitif demeure un horizon idéal d'accomplissement de leur projet migratoire, comme le souligne l'auteure :

« Even in the transnational age, permanent return is the ambition of most migrants. This goal, however, is often hard to attain, and many Senegalese engage indeterminately in transnational lives, thus practicing forms of unsettled return » (Sinatti 2011 : 154).

À l'issue d'une recherche sur l'impact du retour sur les équilibres familiaux et sur les hiérarchies locales au Mali (Maitilasso 2012a, 2012b, 2014), j'avais envisagé la thèse de doctorat

comme un prolongement cohérent de ce parcours. Pour cela le choix du terrain semblait un choix arrêté : il fallait retourner au Mali et se concentrer à nouveau sur les migrants de retour, puis suivre les routes (du moins quelques-unes) que ceux-ci empruntaient.

J'ai progressivement pris conscience de deux faits majeurs. En premier lieu, un ensemble de facteurs, dont l'instabilité politique de cette partie de l'Afrique occidentale, mais aussi ma situation familiale, entravaient la possibilité de réaliser une enquête de terrain au Mali étalée sur une longue durée, ce qui me semblait indispensable afin de creuser en profondeur les « retours mobiles »<sup>36</sup>. Suite au coup d'État survenu au Mali en 2012, l'avancée dans le nord des groupes armés salafistes et indépendantistes a augmenté le risque d'enlèvement et d'attentat : il était devenu de moins en moins sûr de circuler au Mali, et d'autant plus risqué de suivre des commerçants maliens entre le Sahara occidental, la Mauritanie et le Mali. Par ailleurs, même en ayant décidé d'assumer les dangers du voyage, je n'aurais pas disposé de la liberté et de la tranquillité dont j'avais besoin pour m'adapter aux exigences et aux conditions de voyage empruntées par mes informateurs (nuitées passées dans la voiture, éventuels détournements de l'itinéraire, etc.). J'ai donc assez rapidement abandonné l'idée de suivre physiquement<sup>37</sup> les allers et retours des Maliens entre l'Europe et l'Afrique, ainsi que la possibilité de considérer le Mali comme terrain principal de l'enquête.

En deuxième lieu, j'ai pris conscience de l'opportunité qui m'était offerte d'explorer des nouvelles pistes à partir des données dont je disposais<sup>38</sup>. Dans ce cadre, l'entrée par la migration de retour pouvait être alors convenablement complétée par d'autres points d'approches (le traçage des filières commerciales des migrants, l'observation des mouvements pendulaires en Europe, la circulation des unités familiale, etc.). De la même manière, les espaces initialement désignés comme terrain d'enquête (les villes maliennes de Kayes et Bamako, principaux sites de concentration des migrants de retour, cf. Ndione, Lombard 2004) perdaient leur prééminence en faveur d'autres espaces.

---

36 J'ai tout de même pu bénéficier d'une bourse de mobilité "Aires Culturelles" m'ayant permis de mener à bien une courte mission (limitée à l'agglomération urbaine de Bamako) au cours de l'été 2014, une période relativement tranquille du point de vue sécuritaire.

37 L'objectif initial était de réaliser une enquête « *en mouvement* », à l'exemple de la méthodologie proposée par Choplin et Lombard (2010) dans leur travail sur les espaces transfrontaliers de circulation.

38 L'enquête, menée en 2009 dans les villes de Bamako et Kayes et dans le village de Baroueli (Segou), m'avait permis de retracer le parcours de 35 migrants réinstallés dans leur pays d'origine (19 migrants de retour volontaire et 16 migrants de retour forcé). Dans les entretiens - réalisés auprès de migrants de retour, mais aussi d'associations et d'agences d'appui au retour - la question des nouveaux départs ou de la « re-émigration » (cf. aussi Cassarino, Guarnieri 2007) émergeait avec force : la faillite d'une activité entrepreneuriale, le malaise du contrôle social, l'envie de reprendre un parcours interrompu, de réagir à une expulsion ou plus simplement l'ambition de capter des opportunités à l'étranger ou de redonner une dimension cosmopolite à sa routine de travail, sont autant de raisons que certains migrants de retour citaient en me parlant de leur envie de repartir. Dans l'échantillon analysé par Ndione et Lombard (2004) basé sur 161 Maliens de retour dans une démarche volontaire, les « re-émigrations » atteignaient 12 %. À cela, il faudrait ajouter le départ des expulsés et refoulés (cf. la trajectoire de Aziz, n°23 liste des informateurs, annexe 1).

Finalement, j'ai saisi l'opportunité de cibler un terrain plus vaste, redessinant les lieux de ma recherche pour y inclure en premier plan le contexte européen (avec un focus particulier sur l'Espagne) observé dans un moment historique crucial de transition et de crise économique. Guidée par une intuition initiale, qui a révélé sa pertinence sur le terrain, j'entrevois l'intérêt d'interroger la relation entre retour, circulation et crise économique en Europe. J'allais ainsi aborder un terrain se présentant comme extrêmement dynamique, mouvant et très stimulant du point de vue de la recherche.

Or, si la crise peut toujours être considérée comme un facteur entraînant une évolution rapide dans les paysages nationaux et internationaux, ces transformations semblent prendre une allure accélérée dans le cas des populations migrantes. Souvent plus exposés aux instabilités conjoncturelles, les migrants ont tendance à être également plus souples et adaptables aux métamorphoses des cadres investis. On voit ainsi des migrants installés depuis plus d'une dizaine d'années en Espagne émigrer à nouveau vers un autre contexte national, des migrants de retour faire valoir leurs papiers encore en vigueur pour aller travailler comme saisonniers en Europe ou encore des familles entières changer soudainement de résidence ou s'éparpiller entre plusieurs pays. Du point de vue des sujets, mobilité et crise peuvent être lues comme deux facettes d'un même tournant biographique, marqué par le basculement et la recomposition successive des trajectoires. Aborder ces deux sujets dans les entretiens signifiait évoquer une période de volatilité des attachements, et de remise en cause des ancrages.

J'ai sélectionné l'Espagne comme pays où conduire une enquête de terrain de longue durée. Ce choix s'est imposé pour plusieurs raisons : l'Espagne est un des pays où la crise économique a touché le plus durement la population et spécifiquement les classes moyennes et les milieux populaires, qui ont vu leurs niveaux de vie s'effondrer à une vitesse étonnante. Par ailleurs, il s'agit également d'un pays qui figurait depuis peu parmi les nouveaux espaces d'immigration en Europe, à l'instar de l'Italie, la Grèce et le Portugal. Ces pays ont en commun le caractère relativement récent d'une immigration de masse, ainsi qu'un modèle d'intégration « post-fordiste » de la population migrante <sup>39</sup> : ce modèle ne se fonde plus sur l'encadrement des étrangers dans le tissu productif de la grande et petite industrie, mais sur leur embauche précaire dans d'autres secteurs de l'économie, liés principalement à l'agriculture et au tertiaire. La relation des migrants au marché du travail est devenue plus instable, fragmentaire et dépourvue des garanties du salariat (cf. chapitre 5).

Une autre raison déterminante dans le choix du terrain s'attache à la possibilité de profiter de mes connaissances sur la migration malienne en Espagne, accumulées au cours de mon travail pendant une période de six mois (d'avril à octobre 2011) au sein du projet « Codéveloppement Mali », promu par le gouvernement malien avec le financement et l'encadrement institutionnel du

---

39 À ce propos, Pugliese (2000 ; 2010) formule le concept de « modèle migratoire méditerranéen ». Cette notion sera abordée dans le chapitre 4.

Fonds européen de Développement (FED). En qualité de coordinatrice de la « Cellule Relais » des associations migrantes en Espagne, j'ai eu l'occasion de profiter d'un point d'observation privilégié dans la découverte de la migration malienne du pays, et notamment dans sa dimension associative. Ce poste m'a également ouvert l'accès à une série de contacts qui se sont révélés des voies d'entrée fondamentales sur le terrain.

En conclusion, le choix du terrain d'enquête repose sur un processus qui s'est alimenté tant d'opportunités que d'obstacles, de rencontres fortuites que d'occasions saisies, mais aussi de contraintes personnelles et de changements traumatiques du contexte politique. En somme, tout au long des premières années de doctorat, ma démarche s'est déployée grâce à une série de choix successifs, dont aucun n'a été aisé, marquant une posture largement influencée par des variables subjectives, des sensibilités individuelles et un certain vécu préalable.

## **2.2 Sur le terrain : de l'étape exploratoire au recueil des matériels ethnographiques. Facilités, obstacles, et « tensions morales ».**

J'ai conduit ma recherche dans une approche délibérément qualitative, mon questionnement requérant une démarche empirique et une immersion sur le terrain de type ethnographique. Par conséquent, d'un point de vue méthodologique, la première étape de mon parcours (préalable à la définition même des instruments à utiliser) a été la construction d'une proximité relationnelle avec les acteurs ciblés. J'ai commencé par la fréquentation du milieu des associations maliennes en Espagne (et notamment à Madrid), facilitée par l'engagement professionnel cité plus haut. Dans ce milieu, j'ai pu entamer de bonnes relations avec des informateurs privilégiés, observer le déroulement de la vie associative d'une série d'organisations, ainsi que recueillir des informations à caractère général sur l'ambiance régnant parmi les Maliens d'Espagne dans les années 2011, 2012 et 2013 : les inquiétudes, les espoirs, les projets, les tendances pouvant être observées. Dans cette première phase d'approximation, j'ai récolté quelques histoires personnelles, principalement des histoires rapportées, des anecdotes, des opinions, des indications sur la routine, les papiers, la vie familiale et associative de la population malienne.

À partir de 2013, puis tout au long de l'année 2014, je me suis penchée sur le terrain d'une manière plus systématique et continue : dès lors, j'escomptais approfondir un certain nombre de parcours migratoires pour y observer l'imbrication des pratiques de mobilité et des pratiques d'ancrage territorial. J'avais à l'origine conçu l'utilisation des associations comme une porte d'accès aux individus et à leurs trajectoires. Bien que la vie associative avec ses équilibres, ses mécanismes de prise de décisions, ses conflits et ses rivalités internes ne concerne

qu'indirectement mon sujet d'enquête, les associations demeuraient pour moi un espace d'engagement personnel, d'échange et de tissage de relations de confiance : je pouvais en somme compter sur une liaison bien établie qui ne demandait qu'à être alimentée. Lorsque j'analyse rétrospectivement cette stratégie, la sensation d'une continuité relationnelle concernant mon implication sur le terrain est dans mes souvenirs bien plus forte que l'impression d'un choix purement méthodologique à caractère instrumental.

Or, si cette démarche s'est avérée très féconde à de nombreuses occasions, je me suis retrouvée dans d'autres cas coincée dans la position de facilitatrice du fonctionnement associatif, ainsi que dans le rôle de technicien de projet<sup>40</sup>, qui risquaient d'entraver plutôt que faciliter l'avancement de ma recherche. Le passage de la situation collective et publique de l'assemblée, à la situation personnelle et privée du « face à face » indispensable à un échange en profondeur, n'était guère évident. Et d'ailleurs, en vertu de cette identification, je me trouvais à suivre d'interminables assemblées, généralement en bambara, ou à être sollicitée de la part des leaders associatifs afin de prêter un appui technique ou matériel aux associations, d'une manière ou d'une autre. La question posant le plus de problèmes était de nature déontologique, car implicitement, poursuivre mon travail d'accompagnement aux associations signifiait maintenir une certaine ambiguïté autour de mon rôle et de mes objectifs et, en quelque sorte, alimenter une vision trompeuse de ma présence parmi eux. Je me trouvais confrontée à une situation similaire à celle expérimentée par Bénédicte Havard-Duclos (2007). L'auteure, engagée sur un terrain réclamant sa participation militante, s'interroge sur les risques d'un « enrôlement » facile et fructueux du point de vue de l'enquête, mais subjectivement couteux et exposant à certaines contradictions :

« L'enquête ethnographique, parce qu'elle implique un engagement personnel et de longue durée du chercheur, et la construction de relations fortes et longues avec ses interlocuteurs, conduit inévitablement à des tensions morales. Cet engagement personnel, consubstantiel au « *fieldwork* », prend toutefois une coloration tout à fait particulière quand il a lieu dans des collectifs d'engagement, associations, partis, mouvements militants, dont un des enjeux est de produire de l'adhésion et de l'*enrôlement* ».

Les tensions morales dont parle Havard-Duclos concernent, d'une part, la relation avec les enquêtés - une relation qui est marquée par la dynamique contraignante du militantisme et qui oblige à négocier opportunément une « sortie » du terrain une fois la recherche achevée - et, d'autre part, la production d'une analyse qui saurait aborder son sujet sans conditionnement idéologique et même questionner, le cas échéant, certains aspects des mouvements étudiés. Dans

---

40 La facilité avec laquelle je me voyais assigner ce rôle est largement liée au fait que celui-ci était parfaitement en ligne avec mon ancienne charge au sein du projet de « Codéveloppement Mali ».

mon cas, même si je ne me confrontais pas directement aux dilemmes d'un militantisme à part entière, je ressentais tout de même la responsabilité de traiter avec les associations avec la plus grande honnêteté, pour endosser finalement la casquette de chercheuse, tout en renonçant définitivement à celle de travailleur social.

Ralentissant graduellement le rythme de ma participation associative, j'ai tenté de réorienter les liens construits au sein du milieu associatif, les convertissant en relations à caractère personnel. Ce chemin n'était pas pourtant dépourvu d'écueils, comme je le montrerais. Dans un sens plus général, la question de ma relation avec les informateurs mérite d'être davantage creusée. Nous en reparlerons par la suite. Pour le moment, je voudrais simplement suggérer quels étaient les défis à la fois méthodologiques et éthiques, auxquels je me confrontais.

Dans la pratique, en cherchant une voie d'issue à cette situation, j'ai essayé d'explorer d'autres entrées, en dehors du monde associatif : en reprenant en main mon carnet d'adresses, j'ai mobilisé des amis d'amis, contacté des collègues, et approché l'assemblée des sans-papiers de Madrid, ainsi qu'un groupe de bénévoles qui organisait un programme d'enseignement linguistique destiné aux femmes maliennes<sup>41</sup>. La construction de nouveaux cadres relationnels me permettant d'échapper à l'identification équivoque avec le milieu des ONGs<sup>42</sup>, et servait d'ailleurs un deuxième objectif : je visais à diversifier la typologie d'informateurs afin de ne pas limiter ma démarche aux membres des associations et à leurs contacts<sup>43</sup>. Sans perdre de vue les relations déjà tissées, j'ai ainsi travaillé à la mise en place de nouveaux liens avec des acteurs divers. Le résultat de cette démarche a été le rassemblement d'un total de 25 parcours aux profils divers selon l'âge, le sexe, la position juridique, la condition sociale, la situation actuelle (voir le tableau des informateurs).

Réalisés principalement dans la province de Madrid, les entretiens et les observations de cette phase de la recherche s'étendent sur une période suffisamment large pour mettre en lumière les indices d'un changement en cours. Si les premières rencontres datent de 2011, les derniers échanges ont été réalisés en 2014. Souvent, entre une réunion et l'autre, les priorités, les projets et l'état d'esprit de mes informateurs avaient évolué, parfois radicalement. L'intérêt d'une observation diachronique s'est ainsi avéré immédiatement évident, rendue possible dans le cas

---

41 Ce contact a été particulièrement utile : en participant en tant qu'observatrice aux rencontres hebdomadaires des bénévoles avec les femmes maliennes du quartier de Entrevias (Madrid), j'ai commencé à entamer des relations privilégiées avec quelques-unes d'entre elles, puis à organiser des séances de débat collectif sur des thématiques diverses, de l'impact de la crise, à leur relation avec les institutions scolaires ou sanitaires, ou encore le bilinguisme des enfants.

42 J'aborderais par la suite cette question : cette deuxième série d'entretiens a engendré d'autres impasses identitaires, cf. l'encart ethnographique n°1.

43 Il faut reconnaître, tout de même, que dans le milieu malien, les associations ont une diffusion réticulaire et très large, au point que dans le cas de certaines associations de village, les membres parviennent à coïncider avec la quasi-totalité des ressortissants de ce village ; cette entrée n'est donc pas si limitante qu'il semblerait.



d'informateurs privilégiés avec lesquels j'ai pu échanger à plusieurs reprises<sup>44</sup>. Bien que seulement à l'état d'esquisse – puisqu'il aurait fallu disposer d'une période beaucoup plus longue pour appliquer systématiquement une analyse longitudinale à l'entièreté des parcours identifiés –, cette perspective d'enquête m'a permis d'envisager certaines régularités et d'entrevoir les tendances évolutives d'un scénario en mouvement.

En ce qui concerne les instruments utilisés, j'ai cherché à diversifier mes outils pour les adapter aux situations spécifiques rencontrées. En parallèle au récit, d'autres instruments ont été pris en considération : entretiens collectifs, moments d'observation participante, animation de débats informels, etc. À de nombreuses occasions, la construction d'une dynamique collective était simplement plus en accord avec la situation d'échange qui s'était naturellement créé entre mes informateurs. Toutefois, l'entretien individuel sur le parcours migratoire s'est imposé comme un instrument incontournable. Il s'agit en effet d'un outil spécifiquement adapté à l'étude des phénomènes migratoires, puisque capable de révéler la composante dynamique et séquencée d'une trajectoire dans l'espace, qui est également inscrite au sein de structures sociales complexes. En outre, le recueil d'histoires personnelles présente l'avantage de rattacher aisément le niveau microsocial au niveau macrosocial (en basculant, par exemple, d'un épisode de contournement de frontière, au sujet des enjeux politiques de la gestion des flux migratoires).

Quant au traitement des données, j'ai essayé dans la mesure du possible d'enregistrer les échanges. Une période assez significative de la recherche a alors été consacrée au travail de transcription littérale et, le cas échéant, de traduction en français des entretiens. La langue utilisée était généralement choisie par les informateurs eux-mêmes, auxquels je faisais savoir que je maîtrisais aussi bien le français que l'espagnol. Le bambara n'a été utilisé qu'exceptionnellement et à l'aide d'un interprète. Néanmoins, la connaissance de quelques expressions dans cette langue, suscitant inmanquablement les plaisanteries et les commentaires amusés de mes interlocuteurs, m'aidait à asseoir un climat spécialement détendu et confortable en vue d'entamer un dialogue ouvert et fluide.

---

44 Burawoy (2003), entre autres, rappelle l'importance de retourner plusieurs fois, à intervalles de temps distincts, sur un même terrain et d'y rencontrer à nouveau les mêmes acteurs. Il pointe l'attention sur une méthode d'analyse capable de saisir la temporalité des phénomènes.

### 2.3. La phase de maturité de la recherche : une enquête multisituée

Le terrain d'enquête, initialement limité à la capitale espagnole, s'est considérablement élargi. Le type d'exploration ethnographique que je souhaitais développer était difficilement réalisable à partir d'un point d'observation unique. En ce sens, le texte désormais classique de Marcus, « *Ethnography in/of the World System: The Emergence of Multi-sited Ethnography* » (1995) présente les arguments de la nécessité d'appliquer une approche multisituée à une recherche comme la mienne. Dans cet article, l'auteur formule une manière alternative de penser le champ ethnographique. Celui-ci devrait se construire non plus comme un espace local connecté à un contexte global, mais comme un système spatialement et temporellement élargi observé à partir de ses multiples localisations ethnographiques. Dans les paroles de l'auteur :

“Ethnography moves from its conventional single-site location, contextualized by macro-constructions of a larger social order, such as the capitalist world system, to multiple site of observation and participation that cross-cut dichotomies such as the « local » and the « global », the « lifeworld » and the « system ». Resulting ethnographies are therefore both in and out of the world system » (Marcus 1995 : 95).

L'application de cette posture méthodologique dans la pratique ethnographique pose néanmoins un certain nombre de problèmes : la multiplication des espaces met à l'épreuve la capacité de l'ethnographe à pénétrer en profondeur dans l'analyse de chaque milieu ciblé (Hage 2005). Une autre question soulevée concerne la difficulté à sélectionner les sites d'observation dans un enchaînement potentiellement interminable de lieux interconnectés. Sans vraiment résoudre ces aspects problématiques, Marcus (1995) suggère d'adopter un principe consistant à suivre la circulation des « personnes », des « objets », des « métaphores », des « intrigues, histoires ou allégories », des « biographies » et des « conflits » dans leurs propres itinéraires. Dans le même essai, l'auteur propose également une alternative pragmatique à la recherche multisituée au sens propre : une ethnographie réalisée sur un « site unique », mais « stratégiquement situé ». En d'autres mots, on invite à garder un emplacement principal, à la limite unique, tout en intégrant à l'analyse d'autres espaces, considérés comme essentiels à l'appréhension des dynamiques globales telles qu'elles se manifestent localement. La manière dont j'ai composé et délimité mon terrain s'attache davantage à cette seconde option.

J'ai envisagé un site d'observation privilégié (Madrid), tout en établissant d'autres lieux d'enquête grâce à une série de missions de terrain planifiées sur la base des destinations qui revenaient de manière récurrente au cours des entretiens, afin de mettre en pratique l'invitation de Marcus à « suivre les personnes » et leurs « biographies ». D'après les récits répertoriés, la crise

économique avait en fait poussé les Maliens dans un espace de circulation élargi dont les principales destinations s'inscrivaient dans trois ensembles géographiques : en premier lieu, il y avait les autres pays européens (la France en tête et, notamment, la région parisienne) ; deuxièmement, les principaux sites de production agricole en Espagne (Jaén, Albacete, Huelva et Lérída) et finalement, le Mali, qui était évidemment au cœur de ce système de mobilité.

Entre mars et juillet 2014, j'ai donc organisé des missions à Paris, Albacete<sup>45</sup>, Rome et Bamako<sup>46</sup>. En France, j'ai réalisé une série d'entretiens individuels auprès de sept Maliens, installés auparavant en Espagne et qui avaient quitté la péninsule ibérique depuis au maximum trois ans. J'ai également mené un entretien collectif dans un foyer d'hébergement de travailleurs migrants à Rosny-sous-Bois, en banlieue parisienne : je visais surtout à explorer les modes d'insertion sur les marchés français du travail et du logement des Maliens provenant d'Espagne, ainsi que la relation de ces nouveaux arrivants avec la communauté malienne établie depuis longtemps dans le pays (cf. ch. 6.7).

À Albacete, j'ai mené une enquête auprès des saisonniers Maliens venus pour la campagne de l'oignon et de l'ail (cf. ch 6.3 et 6.4) ; parmi eux, j'ai réalisé plusieurs entretiens collectifs et trois entretiens individuels.

Un voyage à Rome a été également organisé. Toutefois, du fait de sa courte durée, ce séjour ne m'a permis d'interroger que deux migrants maliens avec des histoires plutôt attachées au contexte italien et sans lien évident avec mon terrain principal. Ces informateurs étaient arrivés de manière irrégulière à Lampedusa, ils avaient participé aux événements dramatiques des émeutes des saisonniers à Rosarno - cf. Ventura 2010 - puis ils s'étaient installés de façon stable dans la capitale italienne. Finalement, j'ai tout de même considéré qu'il était important d'enregistrer leurs témoignages, et d'inclure leurs parcours dans l'encadrée de synthèse finale (voir Annexe n°1). Par ailleurs, ces entretiens n'ont que faiblement contribué à la construction de mon cadre d'analyse.

À Bamako, j'ai cherché à intercepter tant les trajectoires de circulation des acteurs, que celles de leurs marchandises. Au fur et à mesure du terrain, l'entrée par le commerce des produits d'occasion s'est avérée une manière très féconde d'enquêter sur la mobilité, étant donnée la formidable diffusion de cette activité parmi les migrants maliens désœuvrés en Europe (cf. chapitre 5). Cette approche a permis de porter un double regard sur la mobilité, afin de suivre en parallèle l'impact local de la circulation des personnes (les recompositions des réseaux familiaux, les pressions du milieu d'origine, les conséquences au Mali de la crise en Europe), tout comme l'impact économique et social de la circulation des marchandises (les conséquences de l'entrée

---

45 Parmi les destinations en milieu rural, j'ai choisi Albacete en raison du nombre de contacts dont je disposais dans cette ville.

46 Le séjour dans la capitale malienne a été réalisé dans le cadre de la bourse Aires Culturelles ouverte aux doctorants de l'EHESS pour l'accomplissement de missions à l'étranger de courte durée.

massive des migrants dans les différentes filières du commerce d'occasion, l'évolution du secteur, sa visibilité dans le milieu urbain, les oscillations statutaires des acteurs impliqués, etc.). De ce point de vue, la ville de Bamako constitue une véritable plaque tournante dans l'agencement et dans l'imbrication des réseaux commerciaux et migratoires : dès lors, une démarche combinant différentes échelles et perspectives d'enquête s'est clairement imposée.

En définitive, dans les différents espaces considérés, j'ai suivi un total de 55 trajectoires individuelles. La table des informateurs (voir annexe 1) retrace d'une manière très synthétique le parcours des personnes enquêtées.

Lors du déroulement du terrain, chaque nouvel espace exploré contribuait à susciter d'autres questionnements et à faire évoluer ma vue d'ensemble sur la mobilité. Il a été particulièrement stimulant d'analyser, dans un jeu de regards croisés, la perception de certains espaces évoqués par des acteurs, rencontrés dans d'autres. J'ai ainsi pu entrevoir le milieu rural à travers les récits des Maliens à Madrid ou à Paris, croiser les descriptions collectées au Mali ou en Espagne à propos des hébergements collectifs en France avec mes observations menées sur place, reconstituer les espaces de la vie quotidienne des migrants à Madrid à partir des narrations des migrants de retour à Bamako. La complémentarité des perspectives contribue à complexifier une analyse s'alimentant de l'expérience directe des acteurs rencontrés sur le terrain, de ma propre pratique d'observation, mais également de l'expérience indirecte ou décalée dans le temps de ceux se trouvant ailleurs. Dans un système d'espaces interconnectés par la circulation des sujets, le point de vue de ceux qui se trouvent dans un certain lieu n'est pas plus pertinent sur le plan épistémologique que celui des migrants qui y ont vécu ou y ont transité dans le passé. Les histoires d'autrui, les anecdotes et les récits rapportés ont joué, eux aussi, un rôle non marginal dans la composition d'une image globale des pratiques de mobilité investissant ces espaces.

#### **2.4. Les entretiens biographiques : des outils au statut incertain**

Il convient maintenant de réfléchir au statut épistémologique des récits de migration. Nous pourrions, critiquer la validité d'un outil qui présuppose toujours un certain degré de « manipulation » des faits racontés, ne serait-ce que par le filtre de ces faits *objectifs*, opérés par la sensibilité et la compréhension *subjectives* de chaque informateur. À cela, il faut ajouter les enjeux liés à la construction du sujet dans l'entretien biographique : tout récit oral s'établit dans une situation d'interaction interpersonnelle bien précise, dépendant des rôles, des attentes et des assignations projetées par les interlocuteurs. Tout récit est donc également un espace d'investissement identitaire et de mise en scène du sujet narrateur ou, comme l'a exprimé Bourdieu (1986 : 70), un « support » qui se prête à une « présentation officielle de soi ».

De ces deux traits suspicieux (le caractère subjectif et l'influence d'une dimension autoréférentielle de présentation du sujet narrant), le premier vient se greffer sur une querelle placée au cœur de l'anthropologie contemporaine : il s'agit du débat entre ces chercheurs qui sont partisans d'une méthode ethnographique conçue comme un instrument de lecture de la réalité sociale fondé scientifiquement et faisant autorité et les courants d'inspiration post-moderne qui renoncent à la production d'une connaissance *objective*, les faits sociaux étant traités non plus comme « des choses », mais « comme des textes » à interpréter (Geertz 1973). En effet, du point de vue de l'anthropologie « textualiste » de C. Geertz (1973) et J. Clifford (1988), l'ethnologue ne serait autorisé qu'à avancer une interprétation subjective des interprétations des autres, construisant un parcours de « fiction » à partir des multiples fictions narratives composées par ses informateurs sur le terrain. Ces postures suscitent les réactions critiques de Michel Agier (1997), entre autres, visant à restituer à une discipline en crise une certaine légitimité basée sur sa valeur sociale :

« Est-ce la fin des « vrais » terrains de l'anthropologie ? Une fin qui justifierait le renoncement proposé, de fait, par certains collègues américains : trop de rhétorique faisant écran aux « vraies » données, l'ethnologue ne serait plus qu'un lecteur de l'interprétation des autres, toutes les interprétations se valant a priori [...]. Il faut reconnaître que la critique textualiste part d'une prise de conscience salutaire pour la déontologie professionnelle des ethnologues. Mais elle n'apporte pas de solution concrète, sinon celle d'une anthropologie transformée en exégèse littéraire. L'existence de l'anthropologie peut encore être défendue sur le terrain. Là, elle dépend de notre capacité à renouveler les modes d'observation ethnographique et les formes de l'engagement intellectuel, en les adaptant aux contextes, aux demandes sociales et aux acteurs sociaux, tels qu'ils se définissent aujourd'hui » (Agier 1997, 70).

La posture d'Agier, vouée à une réflexivité vigilante, mais aussi animée par un sentiment de responsabilité sociale de la recherche, constitue le cadre de définition de ma propre réflexion autour de la nature des informations recueillies. J'ai toujours considéré d'un œil critique les matériaux issus des entretiens, sans pour autant m'enfermer dans le piège d'un subjectivisme radical, dépouillant la recherche de son intérêt heuristique et de son impact social. Au fil de ma rédaction, j'ai essayé de faire émerger explicitement les contradictions, les ambiguïtés, les représentations partielles d'une réalité. Par la juxtaposition de descriptions contrastées et d'arguments contradictoires, j'ai souhaité construire un parcours d'enquête visant à transformer la pluralité et l'incohérence des voix individuelles enregistrées, en une complexité cohérente de l'ensemble. Je reste, d'ailleurs, convaincue que ces incongruités, ces perspectives égocentrées et ces modes de piloter consciemment ou inconsciemment le déroulement de l'entretien ne rendent pas mes matériaux invalides, mais plus denses et prégnants.

En ce sens, comme le montre Alain Marie (1997 : 12), des récits de vie particuliers, subjectifs, partiels peuvent très bien contribuer dans leur ensemble à l'appréhension de l'évolution sociale des milieux investis :

« Bien entendu, un récit de vie n'est pas en soi "représentatif" des tendances profondes et des évolutions sociales. Mais tout sujet social est confronté, de sa place, aux contraintes qui s'exercent sur lui, il interprète et agit en fonction de celles-ci, des possibilités et opportunités qu'elles recèlent. Tout récit d'une histoire individuelle est traversé, de manière particulière chaque fois, par les rapports économiques, sociaux, ethniques, historiques et politiques, et tout discours construit des places sociales symboliques et imaginaires. Du point de vue du sens (vécu, interprété) il est toujours représentatif ».

Pour revenir sur le deuxième point polémique (la construction du sujet narrateur), les critiques les plus tranchantes proviennent d'un texte de Bourdieu (1987) significativement titré « l'illusion biographique ». Partageant le caractère de fiction propre à toute emprise narrative, cet « artefact sociologiquement irrépissable que l'histoire de vie » (1986 : 68) représente selon Bourdieu un outil tout aussi populaire qu'abusif, car « entré en contrebande dans l'univers savant » (1986 : 67) par la voie du faux naturalisme des notions de sens commun. L'auteur questionne en particulier les présupposés philosophiques nichés dans sa construction (notamment l'idée qu'une vie puisse être pensée comme une histoire cohérente faite de séquences ordonnées dans l'espace-temps).

Et pourtant, alors que Bourdieu récuse l'usage de matière biographique dans les sciences sociales, d'autres chercheurs (Clot 1989, Passeron 1990, Heinich 2010, de Coninck, Godard 1990) profitent du débat faisant suite à l'article cité pour alimenter une réflexion épistémologique plus vaste, réaffirmant en définitive la valeur de ces méthodes d'enquête. Ils insistent sur l'importance d'utiliser de manière opportune l'entretien biographique en rendant explicites les structures sociales, psychologiques, émotionnelles qui participent à son élaboration. Le problème relèverait alors moins de la nature fictive des histoires de vie que de la définition d'une méthode appropriée (de Coninck, Godard 1990). L'importance d'utiliser convenablement la matière biographique dans les sciences sociales demeure l'une des préoccupations principales des chercheurs, y compris de ceux se montrant plutôt critiques, voire suspicieux, envers l'introduction systématique de ces matériaux, à l'image de Jean-Claude Passeron (1990 : 10) :

« On voit que l'hésitation porte sur les choix de traitement et non de matériau : le matériau biographique est du matériau historique comme un autre et souvent plus complet qu'un autre, en tout cas toujours organisé autrement ; la question est de savoir qu'en faire » (Passeron 1990 : 10).

Autrement dit, la dimension manipulée, autoréférentielle et culturellement construite du récit de vie, plutôt que d'entraver la connaissance sociologique, y apporte une contribution essentielle, qui passe par la compréhension des modes d'autoreprésentation et de représentation du social par les acteurs impliqués (Maitilasso 2014a). À ce propos, Ricoeur (1999) nous invite à étudier la narration d'une vie, non pas pour atteindre une reconstruction précise des événements vécus, mais pour creuser le façonnage d'une « identité narrative ». En ce sens, le sujet se dégageant d'une histoire de vie serait le produit de l'interaction de trois plans : tout d'abord par le croisement d'une « identité personnelle » et d'une « identité sociale » (voir Lipiansky 1990<sup>47</sup>), se matérialisant à l'intérieur d'un échange concret. Ensuite, le troisième plan serait défini par l'identité relationnelle découlant de la situation d'entretien.

Dans un article publié dans la revue *Cahier des Études Africaines* (Maitilasso 2014), j'insiste précisément sur l'importance d'énoncer les aspects implicites de la relation entre l'interviewer et les interviewés, dans l'entretien ethnographique afin de mettre en lumière la manière dont les chercheurs influencent les opérations de mise en récit des histoires de vie. Je souhaitais « attirer l'attention sur une question souvent reléguée aux coulisses du travail de terrain, à savoir le processus de fabrication des histoires de vie des migrants et ses multiples implications sur le plan social et politique » (Maitilasso 2014 : 260). Mon texte visait à démontrer la création d'une demande spécifique d'histoires de migration de la part d'ethnographes, journalistes ou reporters et le développement d'un véritable « marché de mots » où les migrants peuvent capitaliser leur expérience migratoire et troquer leurs récits contre une position de prestige dans le monde associatif, une reconnaissance internationale et même occasionnellement, de l'argent.

## **2.5 « Ni trop près ni trop loin » : négociations autour de ma place sur le terrain**

Les réflexions sur la manière dont les informateurs se servent stratégiquement de leurs ressources narratives et de leur lien à l'enquêteur peuvent être également appliquées au terrain de cette thèse. Nous revenons à ce stade sur cet espace de relations ambivalentes qu'est l'entretien ethnographique : j'ai déjà mentionné le défi de parvenir à concilier opportunément proximité et prise de distance par rapport au milieu étudié, engagement personnel et honnêteté quant au

---

47 Selon Lipiansky (1990 : 173) identité personnelle et identité sociale sont intimement liées et s'influencent réciproquement : « Ces deux faces du phénomène identitaire, tout en étant distinctes ne sauraient être dissociées, pour une part, l'identité personnelle constitue l'appropriation subjective de l'identité sociale : la conscience qu'un sujet à de lui-même est nécessairement marquée par ces catégories d'appartenance [...] et par sa situation de relation avec autrui. En même temps, les multiples dimensions de l'identité sociale seront plus ou moins investies et chargées de sens selon la personnalité du sujet ».

positionnement du chercheur. Au cours de mon expérience, la recherche d'un équilibre entre ces dimensions de l'immersion ethnographique s'est souvent avérée être une entreprise délicate, impliquant de nombreuses négociations et se heurtant constamment à l'assignation de rôles autres que celui d'observatrice. En effet, la fréquentation d'un réseau de relations interpersonnelles comme celui auquel j'ai été confrontée semblait solliciter ma participation active dans la dynamique d'entraide propre du réseau. En d'autres mots, il était impensable de poursuivre une proximité relationnelle, sans s'impliquer dans la chaîne d'échange de faveurs et de services.

Échappant aux tentatives des uns de m'engager comme partenaire commercial, accueillant les requêtes des autres à prêter mes valises pour le transport de cadeaux et marchandises ou pour rédiger des invitations pour l'obtention d'un visa (voir l'encart ethnographique suivant), je me trouvais encore une fois confrontée à la même incertitude : devais-je suivre le jeu de mes informateurs, participer dans leurs « business » ou les aider à démêler des situations compliquées ? Ou alors reculer, m'excuser, réfuter mon implication directe dans des plans autres que celui de la recherche ethnographique<sup>48</sup> ?

La réponse des sciences sociales à la question concernant la place de l'anthropologue sur le terrain (une question ancienne, quoique réactualisée en permanence, dès qu'un chercheur entame une nouvelle expérience de terrain<sup>49</sup>) peut être résumée par la formule : « ni trop proche, ni trop éloignée » (Agier 1997 : 75)<sup>50</sup>. Aujourd'hui, le consensus du monde académique consiste en fait à établir pour l'anthropologue une position intermédiaire, évitant les risques d'une adhésion inconditionnée au monde des acteurs observés (à leurs perspectives, à leur plan d'action). Comme relève M. Agier (1997 : 76) :

« Un des effets induits par le précepte illusoire de l'observation participante a été de pousser l'ethnologue à vouloir se faire accepter par ses hôtes en se faisant passer pour un autre ».

L'auteur considère qu'il est primordial d'insister sur l'honnêteté d'un rapport avec les interlocuteurs dans lequel la figure professionnelle du chercheur est clairement identifiée et reconnue. La construction d'une relation aussi honnête et dépourvue d'ambiguïté que possible devrait nous permettre de reconnaître « chez nos hôtes les sujets qu'ils sont dans toute leur autonomie revendiquée, en même temps que nous nous mettons en position d'engagement critique garantissant notre propre autonomie de chercheur et de citoyen » (Agier 1997 : 76).

---

48 Sur ce thème voir également Geertz (1973). Dans son célèbre essai sur les combats de coqs à Bali, l'auteur explore la relation problématique entre les clés de compréhension que donne une empathie partagée et la possibilité d'être "instrumentalisé" par les acteurs étudiés.

49 Voir également Buscetto (2010) et Broqua (2009).

50 « C'est d'abord en défendant la possibilité d'une place d'observateur, ni trop proche ni trop éloignée, que l'anthropologue peut prétendre être utile » (Agier 1997 : 75).



Cette approche du terrain, marquée par une nécessité de rigueur éthique, n'élimine évidemment pas la difficulté pour le chercheur de mettre en œuvre concrètement dans sa pratique, une ligne de conduite à définir au gré des différentes situations auxquelles il se confronte. En ce sens, je considère que l'adoption d'une certaine posture sur le terrain est une question qui ne peut être tranchée au préalable de l'enquête et une fois pour toutes : le terrain prend souvent des tournures imprévisibles pour lesquels un positionnement emprunté à l'idéal de la « proximité extérieure » et du non-engagement devient une posture intenable. L'ouvrage collectif « *Terrains sensibles. Expériences actuelles de l'anthropologie* » (Bouillon, Frésia, Tallio 2006) tend clairement vers cette direction. Les auteurs s'interrogent sur la pratique ethnographique dans des terrains particulièrement compliqués, hostiles ou à l'accès difficile. Dans de tels contextes, le chercheur s'expose plus qu'ailleurs aux risques de son métier<sup>51</sup> et au malaise éthique de basculer entre le désir de ne pas briser la confiance des informateurs, et l'impossibilité pratique ou éthique d'assumer certains compromis.

Bien qu'attaché à des objets limites, l'ouvrage entend néanmoins proposer des pistes pour une réflexion touchant les aléas du travail ethnographique en général. Dans une contribution particulièrement intéressante du point de vue de mon terrain, Florence Bouillon (2006), situe le « contre-don » au cœur de la relation ethnographique. L'auteure évoque, à ce titre, différentes typologies des contre-dons qui vont du secours matériel (comme l'aide dans les démarches administratives des migrants par exemple) à l'écoute et à la gratification symbolique, car un entretien est aussi bien un moment d'attention exclusive à une histoire personnelle, qui prend de l'importance dans la mesure où elle suscite un intérêt scientifique. Après une expérience de terrain jalonnée de moments d'hésitation et de révision de mon approche méthodologique, je souscris entièrement à cette manière d'assumer que la rencontre ethnographique ne relève pas de l'échange désintéressé. Elle ne peut d'ailleurs non plus se réduire à son opposé : une relation bâtie exclusivement sur un principe d'opportunisme et de calcul. Je me situe, en définitive, sur une voie intermédiaire d'« engagement pragmatique » (Cefai 2010), qui consiste à garder une vigilance éthique sur les modes de relation avec les informateurs ainsi que sur le traitement des matériaux recueillis, tout en se démarquant des approches surestimant la neutralité de l'ethnologue.

---

51 Dans les nombreuses contributions de ce texte, les auteurs explorent soit les risques liés à des situations d'illégalité, soit ceux dépendant de la possibilité de se voir coupé l'accès au terrain à cause, par exemple, d'un épisode d'incompréhension ou d'un échange maladroit avec les informateurs.

## Encart ethnographique n° 1

### Mes Informateurs et moi : complicité, réciprocité et prise de distance.

À la veille de mon départ pour Bamako j'observe mes bagages: un petit trolley contenant mes affaires et une grande valise remplie d'articles divers : pochettes, produits de beauté, sacs à main, chaussures à talon haut, bijouterie (« pour faire plaisir à mes tantes et à ma mère »<sup>52</sup>), mais aussi des énormes boîtes de thon (« là-bas c'est très cher »), de mayonnaise ou de tomate (« nous avons une grande famille là-bas »), plus 50 euros pour la fête (« l'Aïd approche et il faut acheter le mouton »).

Ce sont les colis de Mariam (n° 9 du tableau des informateurs) que j'apporterais à sa famille au Mali. Mariam est une jeune fille malienne avec laquelle j'ai eu l'occasion d'échanger à plusieurs reprises, elle a également été pendant plus d'une année la présidente de l'association des femmes maliennes de Madrid. Sa fréquentation a désormais pris la forme d'une amitié ; une amitié non exempte d'une dimension d'utilité réciproque dans laquelle le sentiment de sympathie et d'intimité semble être tout à fait compatible avec la possibilité de tirer avantage l'une de l'autre.

En me proposant d'apporter ses affaires, j'ai par contre eu l'opportunité de connaître sa famille au Mali et d'enquêter sur la relation familiale et commerciale que Mariam entretient avec sa mère, propriétaire d'une petite échoppe dans le quartier de Korofina à Bamako, où Mariam s'approvisionne pour son activité de vente à domicile en Espagne. À d'autres occasions, je l'ai aidé à écrire des invitations officielles pour le compte de son association, à organiser un événement le 8 mars ou à rédiger son Curriculum Vitae. De son côté, elle m'a ouvert la porte de sa maison où j'ai connu d'autres informateurs, et m'a mise en contact avec ses connaissances maliennes en France. Notre relation s'est naturellement installée sur une situation d'échange où le rapport donneur-receveur était pensé par les deux parties en terme de réciprocité (Bouillon 2006).

Plus généralement, cette manière d'alimenter et de stabiliser dans le temps des liaisons par le biais d'un appui matériel réciproque, s'inscrit dans un schéma maîtrisé par mes interlocuteurs. Il s'agit en effet d'un comportement cohérent avec la spécificité de certaines dynamiques relationnelles du milieu ciblé, la centralité des mécanismes d'entraide étant une dimension essentielle de la sociabilité des Maliens à l'étranger. En ce sens, la présence de tontines, caisses de secours, liens d'alliance, de dépendance et d'échange de prestations semblerait conforter cette analyse.

J'avoue qu'une relation de ce genre implique un investissement personnel conséquent : elle n'est donc extensible qu'à un nombre très limité d'informateurs privilégiés. Le plus souvent, mon rapport avec les enquêtés était plus superficiel, tandis que ma contribution à la dynamique relationnelle restait de l'ordre d'un contre-don symbolique (voir encore Bouillon 2006).

Dans certains cas, cette relation de proximité débouchait sur d'autres horizons d'alliance. À la suite d'une série de rencontres, Karim parvient à solliciter ma collaboration comme partenaire commerciale : « Avec toi, je veux faire des contacts. On peut mettre des photos sur internet, les gens peuvent voir les matériaux, ils t'appellent au téléphone pendant que tu es chez toi. Par exemple, j'ai un ami qui a une amie qui fait ça ; elle se charge de mettre les photos sur internet et les clients le voient »<sup>53</sup>. Ou encore à une autre occasion : « Ça c'est facile pour toi, de chercher des voitures sur

52 Ceci, tout comme les extraits suivants, est issu d'une conversation avec Mariam, réalisée à Madrid le 15/07/2014. Voir le tableau des informateurs n° 9.

53 Extrait issu de l'entretien avec Karim (n° 3 du tableau des informateurs) réalisé à Madrid le 15/01/2014.

*internet ? En France ou en Allemagne ? Si tu me trouves des bonnes voitures pas chères je suis partant pour aller les chercher là bas »<sup>54</sup>.*

Face à l'offre d'une collaboration commerciale visant à capter mon sens des affaires (« *on peut se mettre dans les poches beaucoup d'argent, ça ne t'intéresse pas ?!* »), j'ai adopté une posture différente, testant ainsi les limites de mon engagement. J'ai cru opportun de ne pas me positionner comme acteur économique directement impliqué dans le commerce transnational. Ce renoncement doit être interprété comme le fruit d'une réticence personnelle (m'improviser commerçante aurait été un choix artificiel relevant du stratagème voire même de la parodie), mais relève aussi d'une prise de position déontologique visant à limiter la prolifération des identités ambiguës que j'aurais pu projeter sur le terrain.

Dans sa recherche de thèse sur le commerce de voitures d'occasion, Martin Rosenfeld (2013 : 19) se confronte à ce même défi. Il s'oriente finalement vers un type de positionnement semblable au mien :

« Je suis ici face à face avec un importateur à qui j'étais venu serrer la main en signe d'au revoir et qui semble refuser de la lâcher tant que je n'ai pas répondu à sa proposition. Soit, j'accepte de devenir un intermédiaire dans la filière, j'économise sur mon salaire pour acheter une vieille Toyota dans le quartier Heyvaert et je l'envoie à Cotonou pour voir ce qui se passe. Soit, je me range derrière le besoin de neutralité qu'impose ma position de chercheur. C'est finalement cette seconde option qui sera la mienne. Non pas que je me fasse de grandes illusions sur cette prétendue neutralité, mais plutôt parce que j'ai l'intuition que si rentrer dans le commerce va immédiatement m'ouvrir certaines portes, cela conduira en même temps à en renfermer d'autres. À commencer par celles de nombreux importateurs aux yeux desquels je serais alors aussi devenu un compétiteur ».

## **2.6 Les « Maliens » : de quel cadre identitaire parlons-nous ?**

Les 55 interlocuteurs de cette recherche sont tous de nationalité malienne, cela ne signifiant pas qu'ils se sentent tous appartenir à une même « communauté nationale », assortie de propriétés d'homogénéité et de reconnaissance identitaire<sup>55</sup>. De ce point de vue, cette enquête pourrait entrer dans l'ensemble des travaux que Glick Schiller et ses collègues (2006) critiquent, puisque fondée sur un découpage de la réalité qui met en avant les catégories nationales. D'autres recherches<sup>56</sup>, soulignant le risque d'essentialiser les appartenances nationales, ont également renoncé à cibler les migrants par le truchement de leur lien à un État d'origine, optant pour une approche attachée plutôt à identifier la production de la localité dans la fragmentation d'un contexte globalisé.

---

54 Ibidem.

55 Je vais d'ailleurs montrer dans le chapitre n° 6 la production de nouvelles frontières identitaires entre la diaspora malienne « de France » et « d'Espagne ».

56 Voir, entre autres, Caglar (1997) et Glick Schiller (1999).

Selon mon point de vue, alors que je souscris entièrement à l'idée que les catégories nationales ne devraient pas faire l'objet d'un usage hâtif tendant à les naturaliser, je suis également convaincue qu'elles ne peuvent non plus devenir des tabous dans les études migratoires. Dans l'analyse proposée ici, l'identification d'une immigration *malienn*e émane de processus sociaux, historiques et politiques ayant contribué à la production d'une appartenance nationale, superposée à d'autres modes de reconnaissance collective. Ce cadre identitaire constitue une référence importante pour les acteurs : parfois sous des formes explicites, saillantes, surchargées de valeur, d'autres fois selon des modalités plus faibles, qu'on pourrait qualifier d'« inscriptions nominales », l'identité nationale est tout de même fréquemment mobilisée (« nous les Maliens »), à l'instar d'autres marqueurs identitaires (« nous les Soninkés », « nous les migrants », « nous les musulmans », par exemple).

En principe, je parle donc de Malien/ne dans le sens de catégorie *émique* (De Sardan 1998<sup>57</sup>) : c'est-à-dire que j'entends faire référence à des mécanismes d'appropriation situationnelle du lexique nationale, visant à marquer une conscience de groupe et une différence qui sépare de l'autre (les citoyens des pays européens, les autres migrants). À défaut de pouvoir attribuer de manière cohérente une identité « culturelle » malienne à mes informateurs, j'ai opté pour le constat d'une appartenance dynamique, dont l'apparition est évidemment en lien avec le jeu de segmentation identitaire du contexte d'immigration.

Jocelyne Streiff-Fénart (2002 : 493) se penche sur ces thématiques lorsqu'elle réfléchit au fonctionnement de l'ethnicité. L'auteure souligne que les distinctions ethniques et nationales sont des éléments omniprésents dans le quotidien des migrants. Toutefois, alors que ces distinctions sont reprises par les chercheurs, on devrait se poser la question de savoir si « l'usage intensif de ces catégorisations ethniques pour qualifier les acteurs, signifie autre chose que la difficulté que nous avons nous-mêmes, chercheurs, à nous affranchir des catégories d'ethnie et de nation, qui continuent à informer en arrière-plan notre lecture du social, même lorsqu'il s'agit d'en réfuter la pertinence ».

Pour trouver une sortie à ces paradoxes, sans vraiment être en mesure de les résoudre en se débarrassant définitivement des inscriptions ethniques et nationales, il est indispensable de « penser que l'identité de façon générale est beaucoup plus labile et fluctuante, et que de la même façon qu'on n'est pas arabe, juif ou soninké une fois pour toutes, tout le temps et dans toutes les circonstances, on peut douter que le « nomadisme » soit endossé comme un trait permanent, fondamental et substantiel de l'identité de ces migrants ». (Streiff- Fénart 2002 : 492). Ainsi, les

---

57 En se référant à Kenneth L. Pike (1954), Olivier De Sardan récupère la distinction *emic/etic* pour conceptualiser une analyse s'appuyant sur la construction langagière de la réalité de la part des acteurs étudiés : « En termes d'épistémologie pratique, une stratégie de recherche qui fait le départ entre les données tirées du discours des acteurs et les données d'observation et de recension semble plus productive qu'une stratégie qui les confond. (...) La démarche émique s'appuie donc sur la maîtrise consciente ou inconsciente du langage qu'ont les sujets » (De Sardan 1998 : 151-152).

identités nomades, cosmopolites, errantes sont aussi dynamiques et bien plus volatiles que les identités nationales et ethniques, puisque ces dernières s'appuient sur un ancrage fort dans les lieux des origines.

Pour conclure, je voudrais terminer cet aperçu méthodologique par une dernière réflexion. Ma démarche de délimitation du terrain n'a pas la prétention à l'exhaustivité ni à la représentativité, étant donné qu'elle laisse dans l'ombre un certain nombre d'espaces et de plans d'analyse. Par exemple, un marché de produits d'occasion en Allemagne aurait pu constituer un lieu intéressant à observer, étant donné le rôle clé de ce pays dans le circuit d'approvisionnement de véhicules d'occasion revendus au Mali par les migrants. Enquêter auprès des migrants maliens en Belgique ou en Suisse aurait pu se démontrer également pertinent. Du point de vue des pistes thématiques restant à explorer, l'une des plus flagrantes est, par exemple, celle de l'identité religieuse des migrants enquêtés. La dimension religieuse, rarement abordée dans les récits de mes informateurs (ce qui est la raison principale de son absence dans cette thèse), aurait pu être interrogée de manière plus insistante et profonde.

Et d'ailleurs, il me semble opportun, à ce stade, de trancher la longue liste des pistes manquées avec un constat aussi banal qu'inévitable : une enquête (et notamment dans le cadre d'une formation doctorale) demeure toujours un terrain de choix et de limites. Une fois que l'ambition à l'exhaustivité a été abandonnée, ce qu'il reste est toujours le produit d'une segmentation nécessaire, quoique jamais vraiment arbitraire, d'un découpage partiel, mais pas incohérent, d'un parcours de construction de sens qui aurait pu être sensiblement différent si un espace au lieu d'un autre avait été privilégié, une entrée thématique plutôt qu'une autre.

## L'évolution de la migration malienne en Europe.

### De l'ère fordiste à une nouvelle phase de dynamiques migratoires

*« À présent, on ne voit pas le nombre de retours (parmi les Maliens) qu'il devrait y avoir à cause de la crise. Et si on ne les voit pas, c'est parce que les gens vivent dans un mensonge. Les gens vivent une réalité qui sur le long terme, ne ressemblera pas à ce qu'ils voient à la télé et à ce qu'ils racontent aux familles. Les familles aussi vivent dans le mensonge. Les gens n'ont pas les pieds sur la terre. Chaque jour, ils écoutent à la télé que l'année prochaine les choses vont aller mieux, que l'économie est en train de remonter... ils ne se rendent pas compte ! Parce que, tu vois, même si la situation s'améliore vraiment, nous sommes les derniers des derniers. Les premières sont les familles espagnoles, ils seront les premiers à en bénéficier s'il y a une reprise. Et, encore, il reste un long chemin avant que l'Espagne ne se stabilise et que les immigrés aussi puissent récupérer leur travail. On parle d'un très, très long terme dont les immigrés ne sont pas conscients, et leurs familles moins encore. (...) Moi, je parle avec beaucoup de monde ici, la famille leur met de la pression »<sup>58</sup>.*

La crise économique en Espagne est certainement un fait incontournable auquel tous mes informateurs se voient confrontés. S'ils sont quelques-uns à minimiser ses effets ou à se montrer confiants en une évolution positive du contexte économique, d'autres ont une vision beaucoup plus sceptique du futur. Parmi ces derniers, Lamine, un ressortissant de Guetala (région de Kayes), arrivé en Espagne en 2002. Son histoire migratoire (voir n°26 de la liste de informateurs, annexe 1) est une véritable « success story » de promotion personnelle<sup>59</sup>. Sa profession de médiateur culturel et sa prédisposition à l'analyse font de lui un fin observateur de la réalité

---

58 Entretien avec Lamine (n° 26, liste des informateurs) réalisé à Albacete, le 26/06/2014.

59 En l'espace de dix ans, il parvient à passer d'une situation très précaire - sans papiers, travailleur journalier dans l'agriculture et sans résidence fixe - à une position relativement aisée, jusqu'à atteindre un poste de médiateur culturel auprès de la Mairie d'Albacete. Cela grâce à un parcours centré d'un côté sur la formation professionnelle, et de l'autre sur la capacité à entamer des relations solides à la fois avec l'administration locale et avec la communauté des Maliens d'Albacete, dont il est un point de référence grâce à son rôle associatif.

environnante, dans une ville à forte immigration malienne comme Albacete, ainsi qu'un interlocuteur précieux avec lequel j'ai pu échanger à plusieurs reprises.

« *Les gens vivent dans un mensonge* » : c'est l'idée sur laquelle Lamine insiste le plus. Il soutient que la représentation pourtant répandue de la réalité est en fait le produit d'une fiction. Les médias en sont les principaux responsables, en encourageant et diffusant un optimisme jugé nécessaire à la reprise économique. Lamine critique, d'un ton amer, la situation d'impasse dans laquelle se trouve un grand nombre de Maliens, retenus en Espagne dans l'attente inutile d'une redynamisation du marché du travail. La suspension des projets de retour sur le court terme serait alors la première conséquence de cette fiction. Il s'agit, selon Lamine, d'une suspension seulement temporaire — jusqu'à que l'illusion d'une amélioration s'évanouisse — alors que dans le long terme, le constat des attentes frustrées devrait produire des vagues successives de retours.

Au-delà de la validité de ses prédictions, et de la conviction que le retour constitue l'unique sortie de crise pour ses compatriotes, il est intéressant de constater que deux questions ressortent particulièrement du discours de Lamine. Comme mentionné, la première concerne l'impact de la stagnation européenne sur les stratégies actuelles, et la vision du futur des migrants. La deuxième s'attache à la centralité, plus que de la crise en elle-même, de la *représentation* de la crise et de ses multiples impressions métabolisées, déformées et mises en circulation dans un espace transnational. Les projections de scénarios futurs diffusées par les médias, captées par les migrants, puis transmises aux familles restées au Mali, forment des chaînes de représentations en décalage avec la conjoncture vécue par les migrants en Europe. Ces « mensonges », nous dit Lamine, prennent la forme de vérités indiscutables, alimentant la pression exercée par les familles sur les migrants : « il faut être patient, la crise va terminer »<sup>60</sup> est l'argument se situant au cœur d'une vision du présent traversée par de fortes tensions sociales.

C'est précisément cette dynamique qui nous servira de point de départ dans une analyse du contexte de l'émigration malienne en Europe. Ce chapitre aura pour objet de décrire l'histoire d'une migration internationale, de ses cycles, de ses caractéristiques et de ses transformations au gré de l'évolution des politiques migratoires, des mutations sociales et des bouleversements du paysage économique. Il sera également question de relire cette histoire à la lumière des représentations et des interprétations des acteurs impliqués. En sommes, nous entendons nous concentrer tant sur l'évolution des pratiques de mobilité des Maliens en Europe, que sur sa narration et sur sa « métabolisation » sociale, le but étant de saisir comment l'héritage, souvent familial, de cette narration influence les pratiques, les projets et le cadre identitaire des migrants et des circulants d'aujourd'hui.

---

60 Entretien avec Lamine (n° 26, liste des informateurs) réalisé à Albacete, le 26/06/2014.

Pour revenir sur le passage cité tout à l'heure, bien que la vision de Lamine semble être une préfiguration fataliste du dernier chapitre de la migration malienne en Europe, nous tenterons de remonter au début prometteur de cette histoire.

### **3.1 Les Maliens en Europe : le début d'une histoire de mobilité ?**

La migration malienne en Europe remonte aux premières décennies du XXe siècle. La France est initialement la destination privilégiée, pour ne pas dire l'unique, jusqu'à une époque relativement tardive (Barou 2011 ; Manchuelle 2004 ; Fall 1986). Les deux conflits mondiaux constituent des épisodes de mobilisation accélérée de la main-d'œuvre africaine pour l'effort de la guerre, notamment dans la marine. Les « tirailleurs sénégalais »<sup>61</sup>, recrutés d'une manière plus ou moins forcée dans les colonies, débarquent en France pour aller gonfler les masses de soldats, matelots, cuisiniers et mousques de l'armée française (Bertoncello, Bredeloup 1999 ; 2004). Il s'agit d'un chapitre de l'histoire des Africains en France qui a acquis, avec le temps, la connotation d'une sorte de mythe fondateur alimenté par une série de figures légendaires, telle que celle de « Magatte Colossale » (voire encore Bertoncello, Bredeloup 2004).

Souvent, cette main-d'œuvre avait tendance à prolonger son séjour à l'étranger dans l'après-guerre, pour essayer d'être embauchée sur les bateaux de la marine commerciale. Beaucoup de ces marins parvenaient à s'installer dans les ports français (Marseille, Bordeaux, Le Havre), où ils travaillaient comme dockers, ou encore à Paris, où ils étaient ouvriers, journaliers, porteurs. Voici le récit de ces premiers épisodes migratoires en France, dans les souvenirs de deux ex-migrants rentrés au Mali depuis plus de vingt ans :

*« Nous avons commencé l'immigration depuis 45, avec les bateaux qui partaient : il y en avait qui étaient cuisiniers sur le bateau, vers Le Havre... tout ça. Mais c'est juste après l'indépendance que les gens ont découvert qu'on pouvait aller en France pour travailler »<sup>62</sup>.*

---

61 Les tirailleurs sénégalais étaient à l'origine un corps militaire spécifique de l'armée coloniale française, recruté principalement sur les territoires de l'Afrique occidentale. L'appellation de « sénégalais » se doit au fait que c'est au Sénégal que s'est formé en 1857, le premier régiment de tirailleurs africains. Par la suite, cette formule sera utilisée pour désigner, par extension, l'ensemble des soldats ressortissants de l'Afrique noire enrôlés dans l'armée française.

62 Entretien avec Khalilou, réalisé à Kayes le 17/8/2009. Cet extrait comme le suivent sont issus des entretiens réalisés en 2009 dans le cadre d'une enquête de terrain sur les stratégies de retour des migrants maliens. J'en ai fait mention dans l'introduction, ainsi que dans le chapitre 2.



« La région de Kayes, c'est une région d'immigration<sup>63</sup>. Même au sein de ma famille, l'immigration c'est de père en fils. C'est traditionnel, parce que mon père il était d'abord ancien combattant de l'armée française ; après l'armée française, maintenant il est parti en France comme salarié. Il travaillait d'abord comme salarié avec ses frères, et puis avec mes frères »<sup>64</sup>.

Comme évoqué, la migration des Maliens en France acquit progressivement (et surtout à partir des années 1960) une certaine ampleur, grâce à la demande croissante de travailleurs dans les usines françaises, mais aussi du fait de la mise en place d'un dispositif social facilitant la circulation des personnes. À une époque beaucoup moins obsédée par l'endiguement des flux, les migrants allaient et venaient d'une manière relativement fluide, profitant d'une législation favorisant l'entrée en France des travailleurs africains provenant des ex-colonies. Dans ces conditions favorables, on assiste d'un côté à l'établissement durable d'une communauté nombreuse de Maliens en France et, de l'autre, au maintien dans le temps d'un mécanisme de « noria » (Peraldi 2002), produisant une migration à court terme organisée en fonction de la chaîne des remplacements. Les familles essayaient d'arranger la migration des jeunes en jouant sur un système de substitution des travailleurs à l'étranger, en vue d'assurer le retour progressif de leurs membres (spécialement de ceux qui étaient censés occuper des positions importantes dans la hiérarchie familiale au Mali). De cette manière, les cadets succédaient aux aînés, les fils aux pères, les neveux aux oncles, dans l'émigration en France.

À ce point, il convient de rappeler, avec l'historien François Manchuelle (2004), que la présence en France d'une « migration de travail »<sup>65</sup> avec les caractéristiques qu'on vient de décrire (fort encadrement social, prédominance des hommes, vocation au retour) est à relier à une longue histoire de mobilité au sein du continent africain. Nous soulèverons de nouveau la question dans le chapitre 3.2.

Cette tendance à la migration circulaire commence à changer au milieu des années 1970. L'instauration du permis de séjour obligatoire en 1974<sup>66</sup> correspond à un tournant crucial pour l'histoire de la migration en France, toutes nationalités confondues. D'une part, les questions migratoires prennent une place significative dans le débat français, et on assiste à la construction

---

63 Khaled parle d'*immigration* pour désigner l'*émigration* malienne. Immigration est le terme courant au Mali pour parler de migration, ce qui dénote l'assimilation d'un vocabulaire « eurocentrique » superposé aux catégories endogènes.

64 Entretien avec Khaled, réalisée à Kayes, le 12/08/09 (voir note 62)

65 « À ses débuts, vers les années 60, la migration des Africains noirs en France présentait toutes les caractéristiques d'une migration de travail. Il faut définir le terme : la migration de travail désigne une forme de migrations temporaires, motivée par des facteurs économiques. Ces migrants sont majoritairement des hommes jeunes originaires des régions rurales, souvent célibataires. Leur intention n'est pas de s'établir à l'étranger, mais de faire la navette entre leur village et leur lieu de travail » (Manchuelle 2004 : 12).

66 En réalité, le permis de séjour existait déjà auparavant, mais c'est seulement à partir du 5 juillet 1974 – date à laquelle André Postel-Vinay, chef du Secrétariat d'État français décide de suspendre l'immigration des travailleurs non européens – que l'attribution du titre de séjour pour raisons de travail devient de plus en plus difficile.

dans l'opinion publique de l'opposition entre migration régulière et irrégulière ; de l'autre il s'agit d'une époque décisive en ce qui concerne la délimitation, dans un sens toujours plus restrictif, du statut juridique et social des personnes migrantes. « Plus les restrictions au séjour se multiplient, plus le nombre d'irréguliers s'accroît et ce de manière sélective, touchant les catégories sociales les plus démunies, ne leur laissant d'autres issues que le travail au noir » écrivent Quiminal et Timera (2004 : 22).

Les années 1980 et 1990 ne font que progresser dans cette direction. En raison de la prolifération de lois qui limitent les conditions d'entrée, de permanence, et d'accès aux services des étrangers (lois Pasqua, lois Joxe, lois Méhaignerie, lois Debré, etc.), les stratégies circulatoires des Maliens et de leurs familles sont secouées, les projets d'émigration obligés de se transformer, tandis que le quotidien de l'ensemble des personnes migrantes devient de plus en plus malaisé et constellé de contraintes (Fassin et al. 1997).

*« Partir en Europe c'est devenu de plus en plus difficile. Au temps où nos pères partaient, c'était facile ; à partir de là, maintenant, c'est devenu de plus en plus difficile. Donc vous pouvez avoir un emploi, mais pour vous faire remplacer par un frère ou un fils pour qu'ils restent, ce n'est pas facile »<sup>67</sup>.*

C'est le début d'une époque de frustrations où l'instauration de politiques toujours plus rigides - supportée par la rhétorique de l'immigration choisie et puis de l'immigration zéro - bouscule la possibilité d'accomplir le cycle familial des allers et retours. Les projets migratoires planifiés à partir du milieu d'origine ne collent plus avec le contexte d'insertion des migrants dans le pays de destination, avec un décalage toujours plus évident entre les attentes et les opportunités réelles. Le récit de Mahdi est un exemple clair d'un projet migratoire marqué par des attentes frustrées :

*« J'avais une petite idée dans la tête que je devais aller en France, travailler un an, faire des économies et renforcer mon commerce. J'avais mon magasin en ville [Kayes], ma ligne téléphonique, ma ligne d'électricité, tout. Mais malheureusement la France que j'imaginai dans ma tête c'était le contraire. Pendant trois années ça a été la galère. Sans papier vous n'avez pas de droits là-bas. Le seul droit que vous avez c'est de retourner »<sup>68</sup>.*

Par rapport à leurs prédécesseurs arrivés dans les années 1960 et 1970, les grands établissements industriels, touchés par la crise du pétrole et annonçant de grandes

---

67 Entretien avec Khaled, réalisé à Kayes le 12/08/2009 (voir note 62)

68 Entretien avec Mahdi, réalisé à Kayes le 14/08/2009 (voir note 62)

restructurations, ne seront plus le cadre privilégié de l'intégration laborieuse des migrants des années 1980 et 1990. Pour ces derniers, l'entrée dans le salariat se fera principalement dans les PME et PMI (Quiminal, Timera 2004 : 23), « marquant par rapport aux générations précédentes un relatif isolement et une moindre intégration dans les appareils et cadres socioprofessionnels traditionnels ».

En revanche, on assiste à partir des années 1990 à une convergence des représentations des noirs en France basée sur un ensemble de stéréotypes que Timera (1997 : 45) résume selon l'appellation de « syndrome malien » : « La perception [des Africains noirs] se modifie fortement au cours de cette décennie, en même temps qu'elle se trouve incarnée par l'image des ressortissants de la vallée du fleuve Sénégal improprement désignés comme Maliens, terme générique désignant aussi bien des Sénégalais et des Mauritaniens, des ethnies soninké, bambara, poular, etc. ».

« Malien » devient ainsi synonyme de l'immigré dont l'intégration pose problème, puisqu'on croit y retrouver concentrés tous ces éléments considérés comme entraves à l'établissement d'une cohabitation pacifique, telle que la polygamie, le repli communautaire de la vie sociale, le faible niveau d'études, le peu d'intérêt porté à l'insertion des enfants dans le système scolaire français, etc. La somme de ces attributs généralisés contribue à cristalliser une image fortement négative des Africains en général, et des Maliens en particulier.

### **3.2 Les Soninkés en France : pionniers de la migration africaine.**

La mise en œuvre d'une migration à fort contrôle familial a été observée, notamment auprès d'un groupe ethnique<sup>69</sup> à propos duquel il existe une vaste littérature sociologique en France : je fais principalement référence aux travaux sur la diaspora<sup>70</sup> soninké de Catherine Quiminal (1991 ; 1998, 2002), de Mahamet Timera (1996) et de François Manchuelle (2004). Ce dernier par exemple, cite les données de Souleymane Diarra, publiées dans un essai daté de 1968 qui reportent :

---

69 En parlant de groupe ethnique, j'entends emprunter l'usage subjectif et relationnel (cfr. Martiniello 2013) qu'en font les auteurs cités (Quiminal, Timera, Manchuelle). Dans leurs travaux, l'appellation de soninké est utilisée pour identifier la définition endogène d'un groupe humain qui se reconnaît dans une histoire commune, un territoire d'origine et la connotation identitaire d'une série de pratiques sociales, dont la circulation migratoire.

70 Dans ce chapitre, tout comme dans les prochains, j'utiliserai le concept de « diaspora » en ligne avec l'usage de Hall (1990) et Clifford (1994), entre autres. Cette notion ne sera pas mobilisée dans l'acception proposée par Brouneau (2004) qui oppose le fonctionnement du groupe diasporique à celui de la communauté transnationale (voir ch. 1.2).

« Des faits surprenants : 85 % des migrants [noirs en France] provenaient d'une seule région d'Afrique de l'Ouest, un triangle de 520 x 480 x 210 kilomètres entre les villes de Boghé en Mauritanie et Nioro et Bafoulabé sur le sol malien. À l'intérieur de ce triangle 85 % des migrants appartenaient à un seul groupe ethnique, appelé Sarakolé au Sénégal, mais qui se nomment eux-mêmes les Soninkés, un peuple du groupe mande » (Manchuelle, 2004 : 16).

Comme indiqué, la grande concentration en milieu urbain des ressortissants de ce triangle, correspondant à la vallée du fleuve Sénégal, parvient à générer un phénomène d'hyper visibilité et de stigmatisation de la communauté africaine en France. Considérée comme l'exemple le plus frappant d'une logique de séparation ethnique, l'immigration soninké inquiétait également l'opinion publique en raison de l'efficacité de ses réseaux de circulation des personnes. Les arrivées continuelles de nouveaux migrants bravant les contrôles de frontières étaient au cœur du débat, tandis que les retours ne jouissaient pas de la même couverture médiatique.

L'existence d'une structure organique liant les Soninkés de l'étranger et leurs villages d'origine reste un élément de compréhension clé des dynamiques migratoires de cette communauté. François Manchuelle (2004), dans son ouvrage majeur présentant l'histoire et la genèse de la diaspora soninké, considère indispensable de relier ce système d'organisation complexe à la formation de circuits régionaux de circulation des personnes, remontant à l'époque précoloniale, puis coloniale. Bénéficiant d'une position géographique stratégique de crémaillère entre zones de production complémentaires, la vallée du fleuve Sénégal était, déjà au XXVII<sup>e</sup> siècle, une plaque tournante du commerce de longue distance. Les Soninkés étaient parmi les premiers commerçants itinérants de l'Afrique de l'Ouest, les « *djula* », et parmi les pionniers de la pratique du « *navétane* », une migration saisonnière de travailleurs agricoles en direction des champs d'arachide sénégalais. Selon l'auteur, il existe une continuité fonctionnelle entre la circulation de travailleurs au sein même de l'Afrique, et les vagues successives de migration vers la France.

En évitant les risques d'une explication « ethniciste »<sup>71</sup>, ainsi que la rigidité idéologique d'une pensée structuraliste, attribuant les migrations internationales à la domination capitaliste des empires coloniaux<sup>72</sup>, Manchuelle nous montre l'évolution historique d'une société tournée

---

71 Les premières analyses interprétatives de la migration de l'époque coloniale se concentraient autour du facteur ethnique, attribuant une prédisposition culturelle à la mobilité de certaines ethnies face à d'autres.

72 Très populaire dans les années soixante-dix, la théorie de la « dépendance néocoloniale » considérait les mouvements migratoires comme un symptôme de l'appauvrissement et de la déstructuration socio-économique des populations qui habitaient les territoires des ex-colonies. Au-delà des dérives les plus radicales, plusieurs auteurs partagent certains aspects de cette analyse. Quiminal (1991), entre autres, parle d'un « système d'autosubsistance assistée » pour définir l'économie des villages sahéliens fragilisée par la colonisation, et dépourvue de l'activité commerciale existant auparavant. Selon l'auteure, ces sociétés de commerçants étaient désormais dépendantes de la rente migratoire. Amselle (1976) lie également les

vers l'extérieur, en équilibre précaire entre captations des opportunités de travail et des échanges commerciaux offerts par la colonisation française, et protection des mécanismes d'autoproduction agricole, garantissant la subsistance. Les jeunes aristocrates, en particulier les cadets, puis par la suite les membres d'autres classes sociales également, profitaient de la saison sèche, période improductive du cycle agricole, pour entreprendre une migration saisonnière hautement rentable. Ce dispositif d'accumulation monétaire servait à alimenter le processus de promotion sociale des jeunes, dans une société strictement gérontocratique, par le biais de pratiques clientélistes de redistribution de l'argent rassemblé. Les capitaux constitués ailleurs se répercutaient ainsi sur le bien-être de la collectivité.

En définitive, les thèses de Manchuelle revendiquent l'importance d'une tradition de circulation régionale dans la construction d'un mouvement diasporique de longue distance du type de l'émigration des Soninkés vers la France. Les deux systèmes migratoires (l'un dirigé vers les pays voisins, l'autre vers l'Europe) avaient en fait en commun la recherche individuelle du profit (au détriment d'une vision misérabiliste des migrations africaines), ainsi que l'exigence collective de mobilisation de ressources financières. Un aspect de cette analyse me semblant particulièrement intéressant concerne l'idée que la société soninké favorisait le départ en migration des jeunes, avant leur accès à certaines positions de gestion du pouvoir, comme une sorte de rite de passage avec une valeur propédeutique légitimant la carrière politique de nouveaux notables locaux.

Les travaux de C. Quiminal (1991 ; 1997) traitant des migrations soninkés, vont effectivement dans cette direction : l'intention est d'approfondir les dynamiques internes du façonnage et du déroulement des projets d'émigration des hommes et des femmes soninkés. L'accent est mis sur la force, mais aussi sur l'ambivalence, du lien d'appartenance que les ressortissants en France entretiennent avec leur village d'origine. Parmi les motivations régissant les choix des migrants ainsi que leurs modes de vie à l'étranger l'auteure identifie une combinaison complexe d'esprit d'émancipation, de besoin d'inclusion sociale, d'attraction mais aussi de désillusion vis-à-vis de la société française, de récusation puis d'adhésion aux codes de comportement demandés par la communauté diasporique.

Pareillement, Quiminal dévoile une société d'origine scindée entre la nécessité grandissante du recours à l'émigration pour sa stabilité économique, et la crainte d'une déstabilisation de l'ordre hiérarchique traditionnel dérivant de la mobilité des jeunes à l'étranger. Cela mène au développement d'une image ambiguë du migrant parmi ceux qui restent au pays. Le ressortissant est considéré comme responsable des conséquences négatives provoquées par l'émigration internationale. Par ailleurs, l'impact de son argent sur la vie du village le légitime. Les stratégies

---

bouleversements économiques produits par la colonisation, aux phénomènes d'exode rural et de migration internationale.

des classes dominantes se concentrent alors sur le contrôle de la circulation et de l'argent des immigrés.

Les travaux de M. Timera (1996 ; 1997) poursuivent dans la lignée de l'exploration des stratégies identitaires et relationnelles des Soninkés en France. Timera soulève, entre autres, la question générationnelle, une question qui devient centrale à partir des années 1980, avec le passage d'une circulation concernant majoritairement des hommes célibataires, à l'installation de familles entières. L'implantation en France des ménages suppose plusieurs changements, à commencer du fait que le dispositif juridique du regroupement familial facilite la recomposition de familles nucléaires dont les intérêts sont en compétition avec ceux de structures parentales et lignagères complexes, réparties entre le pays d'origine et la France. On retient avec l'auteur, l'importance d'étudier l'évolution d'un groupe qui se diversifie à travers le temps, comprenant de nouveaux arrivants, mais aussi des migrants installés depuis des dizaines d'années ainsi que les fils et filles de ces derniers. Les jeunes Français d'origine soninkés réinventent leur rapport au pays de leurs ancêtres, à la citoyenneté française, au milieu de résidence, à leurs familles « ici et là-bas », sur la base d'un processus de socialisation et de définition des appartenances s'alimentant d'expériences différentes de celle de la génération antérieure (la scolarisation en France, la vie familiale, les vacances au village, etc.).

Aujourd'hui, parmi les Maliens d'Europe, les Soninkés ne sont plus ce groupe ethnique surreprésenté qu'ils étaient autrefois en France. Dans la dernière vingtaine d'années, la diaspora malienne en Europe s'est progressivement diversifiée, et les destinations largement multipliées. L'Espagne, l'Italie, la Belgique, et plus récemment l'Allemagne et l'Angleterre, sont entrées progressivement dans la géographie migratoire des Maliens, et commencent à être bien connues au Mali. La France reste pourtant une référence centrale dans l'imaginaire et dans l'histoire de la migration malienne, telle qu'on le verra par la suite.

### **3.3 La migration dans la mémoire des Maliens**

L'histoire de la migration en France appartient à la mémoire collective du Mali : les vicissitudes des premiers Maliens recrutés pendant la guerre ou embauchés sur des navires commerciaux français, l'installation à l'étranger et le retour des premiers migrants de France constituent une portion de l'histoire commune, avec laquelle les Maliens ont une certaine familiarité.

### Souvenirs d'une migration

Je vais présenter un extrait plutôt important de l'entretien avec Khalilou, un ex-migrant de soixante-sept ans, originaire de Kayes, rentré de France depuis une vingtaine d'années, qui a vécu à l'étranger pendant une période cruciale de l'histoire reconstruite ci-dessus. J'ai tenu à ne pas interrompre le fil narratif de son récit, qui reconstruit les premières vagues d'émigration jusqu'aux années quatre-vingt-dix. Son discours, extrêmement dense et prégnant, expose avec lucidité un point de vue concret sur certains passages de l'histoire des Maliens de France :

« Annalisa : *Quelle a été votre expérience à l'étranger ?*

Khalilou : *L'émigration a toujours existé en milieu soninké<sup>73</sup>, mais c'était une migration saisonnière. À partir des années 1960, les premières personnes sont parties en France »<sup>74</sup>.*

### Les navétanes et la circulation régionale

« *C'était une migration un peu plus longue parce que les gens avaient l'habitude de se diriger vers le Sénégal ; je ne sais pas si vous avez entendu parler du "navétane" : il s'agit d'une migration saisonnière pour aller cultiver les champs d'arachide. Il y avait une motivation pour ça, parce que la colonisation forçait les jeunes à aller cultiver l'arachide et alimenter les troupeaux qui sont au Sénégal. C'était seulement pendant la saison sèche. Les gens rentraient sans problèmes<sup>75</sup>. Mais après, avec la migration en France, les gens ont découvert qu'on pouvait aller en France pour travailler ».*

### Une migration à gestion familiale : la noria.

« *Bon, nous on n'était pas dans la première vague, on était encore jeunes. C'était exactement le 67 quand on est parti ; il n'y avait pas beaucoup de problèmes de sécheresse ici : nous on partait parce que déjà ça fait partie de notre culture, de voyager... Quand on va là-bas, on a quand même l'idée de changer notre état. Nous on est parti pour ça. Les premières personnes qui partaient en France, une fois retournées, elles ne repartaient plus là-bas. Ils se faisaient remplacer par quelqu'un de la famille, un frère ou un fils ».*

### La fin du va-et-vient

« *Khalilou : Maintenant, juste en '75 avec l'introduction de la carte de séjour, on ne trouve plus ça : avant, avec la simple carte d'identité on pouvait rentrer<sup>76</sup> ! Mais avec la carte de séjour, les gens ne peuvent plus faire le va-et-vient. Parce que, soit je reste — parce que j'ai ma carte — soit je pars... mais mon frère ne peut plus venir ! C'est à ce moment-là que l'immigration commence à être beaucoup plus permanente.*

73      Assertions similaires (« *On ne demande même pas à un jeune soninké, comme je suis, pourquoi vous partez ? C'est la tradition* », Oumar, entretien enregistré à Kayes le 12/8/2009) recourent souvent dans les entretiens réalisés dans la région de Kayes, évoquant une idée de migration qui participe largement à la construction identitaire des Soninkés. Khalilou ajoute à cela une perception claire du passage historique d'une migration saisonnière régionale à une migration internationale à caractère plus ambitieuse.

74      Cet extrait, ainsi que les suivants, sont issus de l'entretien avec Khalilou (17/08/09, Kayes) réalisé en 2009 dans le cadre d'une enquête de terrain portant sur les stratégies de retour des migrants maliens. Il en a été fait mention dans l'introduction ainsi que dans le chapitre 2.

75      Khalilou ne serait pas en accord avec le point de vue de Manchuelle: à la différence de l'auteur, il considère la pratique du *navétane* (voir Glossaire Bambara, annexe n°5) comme une imposition du régime colonial. Sur la question continuité/rupture, Khalilou partage avec l'historien l'idée qu'on puisse placer son expérience migratoire en France au sein de la tradition de mobilité de son peuple.

76      Avant l'apparition des lois instaurant le permis de séjour, les ressortissants de ce qu'était la colonie française du Soudan avaient libre accès à la métropole. Pour entrer, une carte d'identité suffisait.

*Annalisa : Avec la mise en place de la carte de séjour ?*

*Khalilou : Oui, à ce moment-là, l'immigration commence à être un peu permanente. Sinon, autre fois, le vieux qui était en France, après il revenait au village, sans problèmes. Donc avec l'avènement de la carte de séjour et avec la sécheresse qui s'est passée ici en '72, '73 et '74, comme ceux qui étaient là-bas ne pouvaient plus rester, il y a eu une nouvelle vague de gens qui partaient sans la carte de séjour, qui tombaient dans le piège de la migration irrégulière.*

*Annalisa : C'était quelle période ?*

*Khalilou : Bon, ça, c'était en '76, '77, '78. C'était le moment où on ne pouvait plus y aller sans la carte de séjour. Mais le flux migratoire continue à être alimenté. C'est à ce moment-là, on a des migrants et non plus des gens venants ; les gens se cachent pour la carte de séjour, mais ils continuent à y aller ! »*

### **Une situation de plus en plus difficile**

*« La nouvelle vague, ils sont plus jeunes ; mais malheureusement, il y avait aussi des moins jeunes qui partaient à l'époque. Il y avait aussi des gens qui étaient déjà partis et rentrés de France, mais avec la sécheresse ils souhaitaient y aller encore, même s'ils n'avaient pas la carte de séjour. Donc eux aussi se sont jetés à l'eau de ceux qui n'avaient jamais été en France. En fait, on ne peut plus savoir si c'est des jeunes qui n'ont pas la carte de séjour ou des vieux. Ça devient tout assimilé.*

*Donc, à cette époque, le problème du travail se posait ; même le logement ça posait énormément de problèmes parce qu'on était obligés d'être plusieurs dans les mêmes chambres. Jusqu'aux élections de Mitterrand en '81 qui a fait une légalisation massive, donc tous ceux qui étaient là à partir de '75-'78 ont été régularisés. Après il n'y a plus eu de régularisations massives, il peut y avoir des régularisations au cas par cas ».*

### **Le passage empêché**

*« Finalement le passage a évolué au fur et à mesure. Il n'y a pas de cartes de séjour là-bas, ou très, très peu. Mais ce n'est pas tout à fait fermé ! En tout cas, c'est devenu de plus en plus difficile. C'est pour ça que nous, on a des vagues de gens qui sont à Bamako depuis 4 ans, qui cherchent à y aller et qui n'ont pas les moyens d'y aller. Ils reviennent de temps en temps revoir la famille, mais ils restent à Bamako (...), c'est des gens qui sont en permanence sur la route. Ils cherchent la route pour y aller<sup>77</sup> ».*

### **Les retours**

*« En même temps, il y a des vagues de gens qui sortent d'Europe pratiquement tous les jours. Je crois que vous avez rencontré ici l'association des migrants de retour, qui sont retournés soit volontairement, soit par retours forcés, menottés. Donc voilà la situation actuelle ».*

Parmi les nombreux passages intéressants de ce témoignage, je retiendrais la description des conséquences du contrôle migratoire instauré à partir de 1974 avec la mise en place du titre de séjour obligatoire. Khalilou affirme que *« c'est à ce moment-là qu'on a des migrants et non plus des gens venants »*, phrase qui exprime la conscience d'un événement décisif : l'histoire de l'immigration malienne en Europe avait été jusque là une histoire de circulation, de déplacements

---

<sup>77</sup> Khalilou évoque la condition précaire de ceux qui demeurent dans la capitale dans l'attente d'une occasion de partir en Europe. À ce propos, voir également les articles de Streiff-Fénart et Poutignat (2006, 2014) traitant des reconfigurations en milieu urbain des trajectoires migratoires. Ces parcours qui semblent cantonnés à une situation de blocage témoignent néanmoins d'une grande capacité de réorientation vers d'autres objectifs et itinéraires.



temporaires, sur la base d'opportunités contingentes. Parmi les raisons de ce changement, Khalilou mentionne également une période prolongée de sécheresse au début des années soixante-dix qui a contribué à ébranler l'équilibre productif dans toute la zone du Sahel, accroissant la dépendance à la rente migratoire. Dès lors, les dispositifs politiques de contrôle des flux produisent paradoxalement la consolidation de l'ancrage en France de la communauté africaine, sans pour autant décourager de nouveaux départs par les voies de l'immigration irrégulière (cf. De Haas 2007a). La catégorie du clandestin est ainsi construite, comme le reconnaît une enquête de l'ILO réalisée par Abdou Salam Fall en 1995 :

« L'illégalité est un concept récurrent dans l'analyse des migrations ouest-africaines. Les candidats au départ disposent généralement de titres de voyage et de visas nécessaires à l'entrée dans le pays d'accueil. Seulement, ils ont fait appel à des réseaux officieux. La grande partie des émigrés africains établis en Europe après 1974 restent au-delà de la durée légale de séjour que leur confère le visa de tourisme ou de transit en attendant une régularisation de leur statut de résidence. On assiste à une fin des migrations de main d'œuvre et des migrations tournantes vers la France depuis l'instauration de la carte de séjour et du visa d'entrée » (Salam Fall, 1995: 8).

D'un côté, la prolongation et la transformation des projets migratoires de ceux qui parviennent à obtenir un permis de séjour participent à un phénomène plus général de stabilisation familiale et de féminisations des flux, comme le suggère Tiemoko (un migrant de retour rentré en 2006 au Mali, sans avoir pu être régularisé) :

*« C'est un facteur qui fait que l'immigration continue : une fois qu'on te donne une carte de résidence là-bas, maintenant tu es condamné à rester parce que la famille a plus besoin de toi là-bas qu'ici au Mali. Parce qu'en étant là-bas on peut participer encore mieux à la famille qu'en étant ici [...]. Donc maintenant, nous allons là et on fait comme les Européens : on amène nos femmes, on naît là-bas<sup>78</sup>. Mais c'est une nouveauté de maintenant, sinon avant ce n'était pas comme ça, c'était rare »<sup>79</sup>.*

D'un l'autre côté, les candidats au départ commencent à explorer de nouvelles routes au fur et à mesure que l'accès par des visas touristiques (principale porte d'entrée à l'irrégularité en Europe, cfr. De Haas 2007b) est rendu de plus en plus compliqué. De par leur proximité

---

78 Il est intéressant d'observer le commentaire de Tiemoko vis-à-vis des pratiques d'intégration familiale en France, de ses compatriotes : amener les femmes et donner naissance à des enfants en France signifie pour lui « faire comme les Européens » et adopter des habitudes étrangères à la dynamique reproductive de la société malienne, selon laquelle la migration resterait un fait d'hommes seuls et intermittents, dans une famille qui maintiendrait toujours son centre de gravité au pays.

79 Entretien avec Tiemoko réalisé à Kayes le 12/08/09 (voir note n°61).

géographique, l'Italie, mais surtout l'Espagne deviennent des destinations à la fois de passage et d'installation.

*« Les Maliens on est à Paris depuis beaucoup d'années. Ici en Espagne ceux qui sont là depuis quinze années sont très rares. Ça fait maximum dix ans que les Maliens ont commencé à venir ici. Nous, avant on ne connaissait pas l'Espagne. Moi, par exemple, quand j'étais à Paris, si on me racontait de l'Espagne je demandais : l'Espagne, c'est où ça ? Moi je pensais que là-bas il n'y avait que de l'agriculture, mais après, les gens ont commencé à me dire que voilà l'Espagne, maintenant c'est comme Paris. Moi de l'Espagne je connaissais seulement les matchs de football. »<sup>80</sup>*

Après sa deuxième expulsion de France en 2005, Aziz décide de repartir en prenant le chemin de la frontière espagnole sur la base d'informations commençant à circuler au Mali, à propos de conditions favorables qui se profileraient en Espagne. À partir notamment de la fin des années 1990, puis de manière toujours plus organisée et articulée dans les années 2000, sur les routes reliant l'Afrique occidentale à l'Afrique du Nord, les voyageurs et commerçants habituels côtoient des centaines de migrants en route vers l'Europe et espérant franchir une frontière de plus en plus militarisée.

### **3.4. Franchir la frontière**

Salif (35 ans, originaire de Bamako, entré en Espagne en 2001 par la frontière de Ceuta) est un de ces Maliens qui se dirigent vers l'Espagne, après plusieurs tentatives avortées d'obtenir un visa d'entrée en Europe.

*« D'abord, moi, je voulais rentrer par avion, mais comme tout le monde le sait, la situation des visas pour nous c'est pas facile. Même si t'as à côté de l'argent pour pouvoir dire que tu peux prendre un visa pour venir ici, ils ne te rendent pas les choses plus faciles. Moi j'ai essayé : je suis même parti au Sénégal et en Guinée pour chercher un visa, mais c'était impossible. Alors je suis rentré au Mali pour saluer la famille et après j'ai pris la route »<sup>81</sup>.*

---

80 Entretien avec Aziz (n°23, liste des informateurs) réalisé le 22/06/2014 à Madrid.

81 Entretien avec Salif (n°4, liste des informateurs) réalisé le 15/01/2014 à Madrid.

« *Prendre la route* » est une de ces expressions couramment utilisées au Mali, qui inscrit l'expérience individuelle dans la démarche collective. Bien que je n'aie pas eu l'intention, au cours de mes entretiens, d'insister sur le voyage vers l'Europe et les circonstances du passage de la frontière, puisque mon sujet est tout autre, il s'agit néanmoins d'un épisode dont certains parlent très volontiers, notamment parmi les migrants arrivés depuis moins de cinq ans. L'importance accordée à ce passage semble moins motivée par la proximité temporelle que par l'importance symbolique nichée dans le « franchissement », moment emblématique de l'imaginaire contemporain de la migration. C'est la dimension héroïque de ce passage, souvent le seul moment de gloire d'une expérience anodine marquée par la précarité et l'irrégularité persistante, qui est affichée dans le récit des migrants. Les cas d'Omar et d'Hamidou, deux Maliens sans-papiers, arrivés en Espagne depuis respectivement cinq et trois ans, survivant grâce à des petits travaux non déclarés ainsi qu'aux aides de quelques associations caritatives, sont un clair exemple de ce phénomène. Les deux ont centré nos échanges sur les péripéties du voyage, les deux ont évoqué la date précise à laquelle ils ont mis le pied pour la première fois sur le sol espagnol.

*« Hamidou : Je suis arrivé en Espagne le 14 janvier 2011.*

*Annalisa : Tu te souviens précisément de la date ?*

*Hamidou : Mais bien sûr ! Qui peut l'oublier ?! Je suis rentré en nageant, j'ai franchi comme ça la frontière de Ceuta »<sup>82</sup>.*

À l'image d'Oumar et d'Hamidou, Salif me raconte dans le détail son trajet du Mali à l'Espagne. L'histoire de son long voyage – les étapes en Algérie et au Maroc, la permanence dans le campement informel de Gourougou, le passage rocambolesque de la barricade de Ceuta — évoque l'archétype de l'aventure migratoire, présentant les mêmes séquences et le même style narratif qu'un grand nombre d'autres récits, écoutés ou lus à d'autres endroits<sup>83</sup>. Sans vouloir par ailleurs nier la véracité de ces histoires, il est question de remarquer ici la fonction allégorique de la mise en scène d'une épopée collective, par laquelle on essaye de rendre intelligibles des

---

82 Entretien avec Hamidou (n°18, liste des informateurs) réalisé le 27/5/2014 à Madrid.

83 Je reprends ici l'argument principal de l'article « raconte-moi ta migration, l'entretien biographique entre construction ethnographique et autonomie d'un nouveau genre littéraire » (Cahier des Études Africaines, n° 213-214, 2014) où j'observe que les récits migratoires font l'objet d'un processus de codification de plus en plus évident. À cela, contribue soit la circulation informelle des narrations, soit la médiatisation de témoignages, récits de voyage et histoires de migration diffusées sous différents formats et pour les objectifs les plus divers (du reportage de dénonce, au rapport d'activité d'un projet d'insertion professionnelle). Ces histoires se caractérisent ainsi par leur similarité narrative et s'inscrivent dans une sorte d'« hypertexte » faisant référence à des codes partagés.

expériences individuelles. Voici à ce propos un petit passage de l'entretien avec Salif, concernant l'arrivée à la forêt de Gourougou<sup>84</sup>, et la première tentative de franchir le mur.

*« Quand on arrive là-bas (à Gourougou) c'est quand on commence l'attaque de la barricade. Il faut dire qu'il y a beaucoup de gens qui arrivent épuisés : après dix jours de marche jour et nuit depuis la frontière, il y en a qui arrivent malades et qui doivent s'arrêter des semaines dans le campement avant de faire le premier assaut. C'est un chemin très difficile. Mais il y en a aussi qui arrivent bien, comme moi heureusement. Justement, le jour même de notre arrivée on a fait la première tentative. On était venu pour ça ! Donc voilà, la première nuit j'étais déjà là en train d'essayer de passer, parce que pour moi c'était déjà un rêve de pouvoir arriver à toucher la barricade ! »<sup>85</sup>.*

Dans le geste de poser les mains sur la *barricade*, emblème de ce « consortium répressif »<sup>86</sup> de blindage des frontières déployé par l'Europe sur le sol africain, se condense la valeur symbolique d'un passage chargé d'espoirs. L'alternance de l'utilisation dans l'entretien d'un sujet collectif (« *on était venu pour ça* ») et d'un sujet individuel (« *la première nuit, j'étais déjà là* ») participe à un schéma narratif destiné, d'un côté, à mettre en évidence la dimension sociale des situations vécues par les aventuriers sur le chemin et d'un autre côté, à célébrer l'audace personnelle.

Dans un tout autre registre, le témoignage de Bagigui mobilise avant tout le sentiment de terreur et de fragilité face à une épreuve inhumaine. La composante épique de l'aventure disparaît, pour ne laisser place qu'à la brutalité de la traversée par la mer, ainsi qu'à la déception face à l'inutilité d'un passage qui n'entraîne pas le progrès personnel espéré :

*« Le voyage dure 3 ou 4 jours, on est 30 personnes, on est tous assis avec les genoux pliés. Quand on est arrivé, moi j'avais les jambes mortes. Je ne pouvais plus marcher. J'ai eu très peur ! Nous, au Mali, on n'a pas la mer, on n'a que des grands fleuves. La mer est infinie, elle ne termine jamais et moi, je n'avais jamais vu la mer. À Nouakchott, avant de sortir, j'ai pensé que je ne voulais pas monter sur le bateau, mais j'avais déjà payé le voyage. Les vagues te tirent en haut et en bas, le bateau montait en haut et puis tombait en bas et quand il tombait on dirait qu'il s'écrasait sur le sol, mais c'était juste de l'eau. J'ai eu très, très peur, j'ai pensé que si Dieu*

---

84 Tristement célèbre, le campement informel monté dans la forêt de Gourougou, est un emplacement isolé à quelques kilomètres de la frontière espagnole qui a accueilli, dans des conditions de grande précarité, des milliers de migrants en transit vers l'Europe, avant d'être démantelé par la police à différentes occasions.

85 Entretien avec Salif (n°4, liste des informateurs) réalisé le 15/01/2014 à Villaverde (Madrid).

86 Cfr. Migreurop (2006), "Le livre noir de Ceuta et Melilla", disponible sur le site [www.migreurop.org/rubrique177.html](http://www.migreurop.org/rubrique177.html).

*allait m'aider pour arriver bien, après tout allait se passer bien. Mais ici en Espagne les choses ne vont pas bien du tout »<sup>87</sup>.*

Saturant l'espace médiatique, le débat sur l'entrée illégale des migrants dans l'espace Schengen valide dans le discours politique ainsi que dans l'opinion publique, l'association invariable entre phénomènes de circulation des personnes et situation d'urgence, dont on souligne inlassablement le caractère exceptionnel (une exception paradoxalement persistante au fil des années)<sup>88</sup>. Cependant, en comparaison au nombre d'entrées légales validées par les consulats européens, le passage des « clandestins » n'atteint qu'un faible pourcentage du total des entrées, comme le démontrent les données présentées par Michel Peraldi et Ahlame Rahmi (2007)<sup>89</sup>. Les auteurs pointent du doigt une représentation tendancieuse et partielle de la réalité migratoire, qu'ils qualifient de « paterisme », à savoir « une vision combinant apitoiement et stigmatisation sur fond de conception exclusivement policière, voire criminalisante, des mouvements migratoires, qui centre le regard et la réflexion sur les “passagers” clandestins vers l'Europe, au détriment de la pluralité des formes et dynamiques de circulation entre Maghreb, Afrique et Europe. » (Peraldi, Rahmi, 2007 :67). Cette déformation médiatique de la réalité migratoire est particulièrement évidente lorsqu'on considère l'ensemble de la population migrante.

Toutefois, à l'issue d'une recherche soulignant précisément l'existence d'une pluralité dans les formes de mobilité reliant l'Afrique à l'Europe, je constate, parmi mes enquêtes, la prédominance de parcours démarant d'une manière analogue : un franchissement « irrégulier » de la frontière, suivi d'une période de précarité juridique. Ils existent, en somme, des récurrences importantes dans les trajectoires des migrants maliens vers l'Espagne, qui commencent d'une façon très similaire avant d'embrasser une multitude de destins, en fonction des opportunités de chacun et des prédispositions personnelles à la mobilité. En considérant le cas des hommes interviewés qui ont résidé aux moins deux ans en Espagne, 24 personnes sur 33 sont entrées en Europe sans visas en franchissant des frontières terrestres (par Ceuta ou Melilla) ou maritimes (notamment par les îles Canaries).

Par contre, parmi les 10 femmes interviewées résidentes en Espagne<sup>90</sup>, toutes ont profité d'un visa de regroupement familial. J'ai tout de même eu l'occasion de croiser une Malienne arrivée avec un visa d'études, qui semble malgré cela être un cas peu fréquent. L'inégalité dans l'accès aux visas (le regroupement familial est plus accessible à une femme, que l'obtention par

---

87 Entretien avec Bagigui (27 ans, originaire de Djougounté, région de Kayes, arrivé en Espagne depuis 2007) réalisée à Madrid le 23/06/2014.

88 La crise actuelle des réfugiés syriens n'est que le dernier exemple de ce phénomène.

89 Sur ce sujet, voir également De Haas 2007b.

90 J'ai interviewé 4 femmes dans le cadre d'entretiens individuels (voir concrètement le parcours de Mariam, Oumou, Latifa, Awa. Annexe 1, liste des informateurs) et 6 dans le cadre de deux entretiens collectifs (Annexe 2)

un homme d'un visa de tourisme ou de commerce) est évidemment la raison d'un mécanisme de segmentation de genre, confirmant l'image traditionnelle des cycles migratoires : les hommes d'abord, livrés aux ruses et dangers d'un parcours de promotion individuelle, les femmes ensuite, livrées à leur famille et à une position subsidiaire. Or, les exemples des Maliennes engagées dans le commerce transnational (chapitre 5.8) contredisent clairement la validité de ce paradigme.

En règle générale, la recherche de fissures perméables dans le dispositif européen de contrôle des flux conduit une bonne partie des Maliens à choisir l'Espagne comme destination. À ce propos, nous avons déjà fait mention du cas d'Aziz (n°23 de la liste des informateurs, annexe 1), un Malien expulsé deux fois de France, puis rentré en Europe par le Maroc. Nous comptons également quelques exemples<sup>91</sup> de personnes arrivées en France par avion, grâce à un visa touristique, puis s'étant dirigées par la suite en Espagne, afin d'accéder à la procédure de régularisation juridique de l'« *arraigo social* » (enracinement social en français). Cette démarche de régularisation de fait, cas presque unique en Europe, admet la demande de permis de séjour en présence de certains prérequis (à savoir la possibilité de démontrer une présence continue sur le territoire espagnol de minimum trois ans, ainsi qu'un contrat de travail en vigueur)<sup>92</sup>. Par ailleurs, il est important de souligner que le nombre de Maliens empruntant le parcours inverse — de l'Espagne vers la France — semble également significatif. Parmi mes interviewés, j'ai pu observer ce parcours dans le cas de sept personnes, et les informations recueillies me laissent supposer qu'il s'agit d'une pratique extrêmement courante, comme nous le constaterons au cours du sixième chapitre. Pour de nombreux Maliens, une fois les papiers obtenus et l'allocation chômage épuisée, l'Espagne d'aujourd'hui semble n'avoir rien d'autre à offrir à des travailleurs n'arrivant plus à se réintégrer sur le marché du travail.

*« Aziz : Des Maliens que je connaissais, il en a beaucoup qui sont partis. Moi, je peux dire que mes meilleurs amis sont partis presque tous, presque tous n'habitent plus ici.*

*Annalisa : Ils sont où ?*

*Aziz : En France, normalement, parce qu'ici ils ne trouvaient plus ni de travail, ni les aides, donc c'est mieux de sortir ».*<sup>93</sup>

En définitive, si on ne peut d'un côté pas négliger l'influence d'un cadre juridique et économique relativement favorable dans l'essor de circulations migratoires dirigées vers

---

91 Voir les parcours de Ibrahim (n°14, liste des informateurs), Drissa (n°25), Ousmane (n°33) et Yacouba (n°39).

92 Avec l'entrée en vigueur en juin 2011 du dernier règlement d'application de la loi 4/2000 sur les étrangers en Espagne, on conseille également de compléter le dossier de demande d'autorisation de séjour avec un « rapport d'intégration » rédigé par les administrations locales. Il a été observé que le caractère optionnel de ce prérequis ne fait qu'augmenter le caractère arbitraire de l'octroi des cartes de séjour.

93 Entretien avec Aziz (n°23, liste des informateurs) réalisé le 22/06/2014 à Madrid.

l'Espagne au cours des années 2000, on observe de l'autre que la contraction progressive du marché du travail depuis 2008 engendre un phénomène de chômage structurel encourageant le redémarrage d'un nouveau cycle de mobilité.

## **La migration malienne en Espagne : de l'expansion à la crise**

### **4.1 Une aperçue statistique de la crise**

Comme mentionné dans le rapport « la población inmigrada ante la crisis, mirando hacia el otro lado » (Colectivo Ioé, 2013 :1) :

« Pendant la période 1994-2007, la société espagnole a vécu un cycle notable d'expansion économique. Le produit intérieur brut a crû de 70 % et la population active de 67 % (de 12,2 à 20,4 millions de personnes). Basée sur la facilité d'accès au crédit, sur la spéculation financière, sur la dérégulation foncière ainsi que sur la construction de grandes infrastructures, cette phase de prospérité a engendré une demande importante de main-d'œuvre dans le secteur du bâtiment, dans les entreprises auxiliaires du secteur du ciment et dans les services de marché, en produisant parallèlement une hausse des emplois dans le secteur public. En parallèle d'une offre de travail stable et bien rémunéré, on assiste à la prolifération de postes précaires, temporaires et mal rémunérés. C'est dans ce contexte que se produit la vague d'immigration la plus importante de l'histoire espagnole contemporaine : la population étrangère passe de 2,5 millions de personnes en janvier 2001 à 6,5 millions en 2008 ».

Le rapport relève, d'ailleurs, que l'intégration sociale et professionnelle de cette population s'appuyait d'un côté sur la grande disponibilité d'emplois, quoique subordonnés et précaires, et d'un autre côté sur l'inscription dans un système d'aides sociales garantissant, jusqu'à très récemment, un accès généralisé à la santé publique et à certaines prestations sociales, y compris



pour les migrants en situation d'irrégularité juridique<sup>94</sup>. Nous pouvons ajouter un troisième niveau à la formule d'intégration espagnole — il s'agit là d'une singularité particulièrement intéressante — relevant de l'accès de la population étrangère à la propriété immobilière grâce, notamment, à la facilité d'obtention d'un crédit bancaire. L'endettement croissant des migrants (et de leurs familles) représente la conséquence la plus dangereuse de ce modèle d'intégration qui encourage le désir, largement partagé, de s'approprier des codes de réussite de la classe moyenne espagnole par la conquête de ses principaux biens fétiches, dont notamment la propriété d'une maison. Cependant, la question des investissements immobiliers des immigrants mérite d'être creusée davantage : nous l'aborderons plus tard.

Je voudrais d'abord suggérer qu'en comparaison à l'histoire des dynamiques migratoires en France, la migration des Maliens en Espagne s'inscrit dans un cycle migratoire n'entrant plus dans le cadre « fordiste » du salariat industriel, mais appartenant à un nouveau paradigme d'intégration socio-économique : les mouvements migratoires vers l'Espagne ne sauraient, en effet, se comprendre en dehors de la transformation progressive de l'économie espagnole vers un modèle productif post-fordiste, basé sur l'essor des services, la hausse de la consommation privée, et l'exploitation du secteur du ciment (Oso et Ribas-Mateos 2012) . Dans ce contexte, les migrants constituaient l'élément flexible et adaptable de la force productive par excellence, puisque les emplois qu'ils occupaient habituellement ne requéraient pas de formation, étaient interchangeables, relativement peu protégés et mal rémunérés.

En règle générale, la forte segmentation du marché du travail, le cantonnement des étrangers aux « 3D jobs »<sup>95</sup>, leur intégration préférentielle dans les secteurs des services et de l'agriculture (plutôt que de l'industrie), sont des traits spécifiques au modèle migratoire méditerranéen (cf. Pugliese 2000, King et Ribas Mateos 2002). Ce modèle a été conçu afin d'attirer l'attention sur une série de caractéristiques communes aux phénomènes migratoires concernant les pays de l'Europe méridionale (concrètement l'Italie, l'Espagne, la Grèce et le Portugal). Ayant expérimenté le passage assez soudain du statut de pays émetteurs à celui de pays récepteurs de flux migratoires, ces espaces nationaux partagent un certain nombre de similarités internes. Il s'agit de contextes où l'économie souterraine est particulièrement répandue, l'accès des migrants aux aides publiques et aux services sociaux demeure limité et l'agriculture est un secteur d'embauche crucial pour les migrants, tout comme le secteur des services et des soins aux

---

94 En avril 2012, le gouvernement espagnol approuve un décret de loi concernant le système de santé publique qui, entre autres, exclut les migrants dépourvus de permis de séjour de l'assistance sanitaire. Les secours sanitaires d'urgence, l'assistance aux enfants et aux femmes enceintes continuent à être garantis de manière généralisée.

95 Selon une formule anglaise reprise par Rea (2013), les 3D Jobs (*Dirty, Dangerous and Demeaning* ou *Dirty, Dangerous and Difficult*) sont ces emplois caractérisés par des conditions de travaux extrêmement difficiles, dangereuses et physiquement épuisantes.

personnes. Ces similarités sont également liées à la période historique dans laquelle l'afflux de migrants vers leurs territoires est devenu massif. Comme le montre Pugliese (2000 : 100) :

*« Mediterranean immigration comes about in an age in which borders are closed and legal immigration on a vast scale is limited. This has significant implications both on the situation of the immigrants (very often illegal) and the way in which the migration policies are produced and applied. The presence of a high quota of clandestine (and, in general, non regular immigrants) and the practice of amnesty laws for the illegal immigrants is a common characteristic of all the Mediterranean immigration countries »*

En somme, l'immigration en Espagne s'inscrit dans une époque de régulation et limitation des entrées légales. Ces restrictions se produisent alors que le besoin de main-d'œuvre migrante augmente, en raison du cycle d'expansion économique mentionné plus haut.

En se concentrant à présent sur les données quantitatives relatives à la population malienne<sup>96</sup>, on peut observer une hausse spectaculaire des présences dans les années 2000, coïncidant avec la phase de croissance économique déjà citée. Selon les données du registre municipal de résidence (« Padron »)<sup>97</sup>, le nombre de résidents de nationalité malienne s'est multiplié par dix en passant de 2.320 à 22.860 personnes entre les années 2001 et 2009. Les données mettent en exergue deux éléments. Si on s'intéresse premièrement à la répartition par sexe, on observe un déséquilibre important entre le nombre d'hommes et de femmes. En 2008, par exemple, les hommes maliens atteignent une population de 21.100 personnes (soit 92,3 % du total des personnes de nationalité malienne), tandis qu'on recense seulement 1.760 Maliennes. Cette population est jeune, représentant une deuxième particularité émergeant avec force de l'analyse démographique : 94,6 % des maliens/nes résidents/es en Espagne en 2008 se trouvait dans la tranche d'âge des 20-

---

96 Les données mentionnées dans le présent paragraphe renvoient à trois sources : les données globales relatives aux fluctuations du taux de chômage en Espagne sont extraites du rapport réalisé par le Collectif IOE (2013). Les données démographiques sur les Maliens résidents en Espagne font référence au rapport réalisé par le CEImigra ([http://www.ceimigra.net/observatorio/images/stories/mirada\\_mali\\_vfb.pdf](http://www.ceimigra.net/observatorio/images/stories/mirada_mali_vfb.pdf)). Finalement, les données spécifiques sur la situation occupationnelle et sur le niveau de formation des Maliens ont été élaborées sur la base d'une requête d'informations à l'Institut National des Statistiques, dans le cadre d'un travail d'état de lieux de la diaspora malienne en Espagne. Cette activité faisait partie du projet « Dynamisation d'une cellule relais de codéveloppement avec le Mali en Espagne », projet auquel j'ai participé en tant que coordinatrice en 2011 (cf. ch. 2).

97 Les données du "Padrón" refléchissent assez fidèlement la situation démographique réelle. Les migrants en situation irrégulière y sont généralement comptés : ces derniers sont en effet, encouragés à demander l'inscription comme résidents dans le registre municipal afin de pouvoir documenter leur présence prolongée sur le sol espagnol. Cela fait partie des prérequis d'octroi d'un permis de séjour selon le principe de l'« arraigo social » (enracinement social).

39 ans. Il n'y avait alors que 22 personnes âgées de plus de 60 ans. En dépit du faible nombre de femmes, la croissance du nombre d'enfants entre 0 et 9 ans évoluait à un rythme soutenu<sup>98</sup>.

L'année 2009 marque un tournant décisif en Espagne avec l'accélération du processus de destruction de l'emploi démarré en 2007, année durant laquelle la courbe de croissance avait commencé à ralentir. Cette inversion de tendance se manifeste globalement dans une diminution du nombre de personnes actives en Espagne. Selon les données de l'enquête déjà mentionnée (Colectivo IOE, 2013), entre 2007 et 2013, le taux d'emploi diminue de -20,9 % pour ce qui concerne la population migrante, et de -17,5 % pour la population de nationalité espagnole. La montée du chômage parmi les Maliens avance à un rythme encore plus rapide, tel qu'on peut l'apprécier à travers le graphique sur la population active, élaborée à base des données fournies par l'INE (l'Institut National de Statistique).

**Tableau 1. Population totale, population active, employés, chômeurs\***

	POP. TOTAL			ACTIFS			EMPLOYÉS			CHOMEURS		
	TOT.	HOM	FEM	TOT.	HOM	FEM	TOT.	HOM	FEM	TOT.	HOM	FEM
<b>2008</b>	<b>15,1</b>	15,0	0,1 (1%)	<b>15</b>	15	0	12,7 (85%)	12,7	0	2,2 (15%)	2,2	0
<b>2009</b>	16,6	14,4	2,3 (14%)	13	12,5	0,5	8,9 (68%)	8,9	0	4,1 (32%)	3,6	0,5
<b>2010</b>	21,4	18,2	3,2 (15%)	19,7	17,9	1,9	10,7 (54%)	10,7	0	9,1 (46%)	7,2	1,9
<b>2011</b>	22	19,1	2,9 (1%)	18,6	17,9	0,7	9,6 (52%)	9,4	0,1	9 (48%)	8,5	0,5

\* Valeurs en milliers, relatives au premier trimestre de chaque année

\* Données relatives à la population de nationalité malienne en Espagne majeure de 16 ans.

Le taux de chômage passe de 15 % en 2008, à 48 % en 2011. À cela, il est nécessaire d'ajouter que, si en 2008 le total de la population malienne résidente âgée de plus de 16 ans coïncide presque avec le total de la population active, on constatera dans les années suivantes qu'un groupe important de personnes semble sortir de la population active (de laquelle font partie les travailleurs, ainsi que toute personne inscrite sur les listes de recherche d'emploi). Cette valeur peut être expliquée, d'une part par les départs de personnes maintenant leur résidence en Espagne, mais se désinscrivant des registres du Service Public d'Emploi et, d'autre part, par l'avancée du travail au noir. Parallèlement, à partir de 2009, nous assistons à une hausse de la population féminine, tandis que la population masculine diminue légèrement, puis augmente encore à partir de 2010 : entre 2009 et 2010, les données sembleraient témoigner d'une nouvelle vague d'arrivées<sup>99</sup> se maintenant dans la proportion 85 %-87 % hommes, 15 %-13 % femmes. Un

98 Pour une analyse plus exhaustive de l'évolution démographique des Maliens en Espagne, se référer au rapport « Nuevos ciudadanos de Mali en España » réalisé par le «Centro de Estudios de la Fundación CEImigra ».

99 L'Institut Nationale de Statistique, qui a fourni les données, conseille aux usagers de manipuler avec précautions les données en dessous du 0,9 (900 personnes), pouvant être sujet à des approximations liées à la petite taille de l'échantillon.

élément intéressant à souligner concerne la faible, voire presque nulle, participation des femmes au marché du travail régulier. Quant au travail au noir, même s'il est très difficile d'en évaluer le poids, est vraisemblablement conséquent, surtout dans le cas des femmes.

Les données sur le niveau de formation (tableau n° 2) confirment qu'une bonne partie des Maliens d'Espagne n'a pas reçu d'éducation secondaire.

**Tableau 2. Répartition par niveau d'instruction\***

Année	Total	Jusqu'au premier cycle	Deuxième cycle et formation supérieure	Pourcentage de formation supérieure
2008	15,1	13,4	1,7	<b>11 %</b>
2009	16,6	13,2	3,4	<b>20 %</b>
2010 <sup>100</sup>	21,4	-	-	-
2011	22	14,9	7,1	<b>32 %</b>

\* Valeurs en milliers, relatives au premier trimestre de chaque année

\* Données relatives à la population de nationalité malienne en Espagne majeure de 16 ans.

Les données semblent indiquer une croissance rapide du pourcentage de personnes formées, s'apparentant probablement au processus que Jaques Barou (2011) qualifie pour la France de « migration bimodale », c'est-à-dire d'un flux concernant à la fois des personnes sans aucune formation, et des personnes d'un niveau d'études supérieur à la moyenne nationale.

En conclusion, les données que nous venons d'analyser témoignent d'un moment crucial dans la transformation des dynamiques migratoires, et relevant de la combinaison de différents processus connectés. Nous assistons à une fragilisation de la situation occupationnelle (avec un taux de chômage toujours plus préoccupant), se produisant en parallèle d'une certaine féminisation des flux, et d'une instabilité grandissante de la population masculine, visible à travers les oscillations importantes. À partir de 2010, le rythme de croissance de la population malienne semble ralentir considérablement, vraisemblablement parce qu'aux Maliens entrants, il faut soustraire un flux croissant de personnes sortant du pays (quoique dans la période 2008-2011, le solde reste positif). Si on disposait de données fiables relatives aux années 2012-2015, il est fort probable que cette tendance se confirmerait.

Toutefois, les informations collectées sur le terrain révèlent clairement une reprise des pratiques de mobilité internationales, dont l'ampleur est difficilement identifiable à partir des statistiques. Une portion considérable des départs vers d'autres pays (en particulier la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et le Mali) ne peut être enregistrée, car elle n'implique pas de perte de résidence espagnole. Excepté lorsqu'il s'agit du déplacement de familles entières, l'urgence de

100 Pour ce qui concerne l'enregistrement statistique du niveau d'étude des Maliens en Espagne en 2010, l'Institut National de Statistique (INE) ne dispose pas de données fiables.

la scolarisation des enfants et de l'accès aux prestations sanitaires et sociales nécessitant la formalisation d'un changement de résidence, la circulation des Maliens prend généralement la forme d'un mouvement considéré comme temporaire et potentiellement réversible, du moins dans une première phase. En effet, les Maliens ayant quitté l'Espagne pour un autre pays veillent au maintien et au renouvellement de leur titre de séjour espagnol, un laissez-passer garantissant, faute de mieux, l'entrée et la circulation au sein de l'espace Schengen (même s'il n'habilite plus à l'emploi dans certains pays comme la France, par exemple). L'acquisition de la nationalité espagnole est alors considérée comme le moyen d'accéder à une condition privilégiée, ouvrant la porte à une mobilité potentiellement illimitée en plénitude de droit (cf. Chapitre 6.7).

#### **4.2 Routines de travail et styles de vie : le quotidien des Maliens en Espagne avant et après la crise**

Renversant un cadre de croissance exceptionnel, pénétrant rapidement dans les finances domestiques des couches sociales les plus fragiles, imprévisible tant aux yeux de la population autochtone qu'à ceux de la population provenant d'autres pays, la crise économique espagnole est perçue comme une véritable catastrophe, capable de balayer d'un seul coup des projets de vie bâtis au fil de longues années.

*« Personne n'imaginait que la crise allait frapper si fort. En 2007 avec tout le travail qu'il y avait en Espagne ! Tu vois ? Et maintenant... imagine-toi qu'en 2007 mon entreprise cherchait des gens et n'en trouvait pas suffisamment ! C'était une entreprise internationale et maintenant la boîte est fermée ! Tu t'imagines comment vont les choses maintenant ? ! C'est ce qui se passe, nous on ne pense pas aux conséquences et la migration te prend. Maintenant on est pris ! »<sup>101</sup>*

*« Moi, je ne crois pas à la crise. En Espagne en réalité il n'y a pas de crise : c'est les gens qui commandent sur les pauvres ici qui ont volé l'argent. Cet argent est là, enfermé quelque part dans les banques. Et ici les gens souffrent ! Je ne crois pas que la crise peut arriver tout d'un coup. Ce n'est pas possible, normalement la crise devrait arriver petit à petit. Mais non ! Ici, dans une seule année, on ne trouvait plus de boulot nulle part. Il y a quelque chose là dessous. Tu sais, la majorité de nous travaillait dans le bâtiment et du coup les maisons qu'on a construites sont vides, personne n'a plus l'argent pour les payer »<sup>102</sup>.*

---

101 Entretien avec Abdoulaye (n° 10, liste des informateurs) réalisé le 31/01/2014 à Madrid.

102 Entretien avec Momo (n°16, liste des informateurs) réalisé le 12/03/2014 à Madrid.

Ces quelques exemples montrent l'incrédulité qui a accompagné cette brusque transformation du contexte économique. Des entreprises pourtant bien placées sur le marché international ferment leurs portes, l'emploi chute, le secteur immobilier se paralyse et le pouvoir d'achat des classes moyennes s'effondre. Abdoulaye et Momo évoquent les éléments principaux de ce nouveau paysage économique, caractérisant l'Espagne des dernières six années. Implicitement, ils expriment aussi une sorte de « syntonisation » sur les appréhensions, le malaise et les reproches des classes populaires espagnoles avec lesquels ils ressentent une certaine proximité de conditions matérielles, mais aussi une même indignation vis-à-vis de la corruption et de la mauvaise gestion politique, considérée comme responsable de la situation actuelle. Il s'agit d'une contiguïté « morale » formée dans une situation de familiarité et de partage des espaces de vie et de travail qu'on observe notamment en milieu urbain (une proximité qui n'existe pas en milieu rural, où on se trouve à la limite d'une ségrégation spatiale et sociale très rigide, cf. Chapitre 6.4). Abdoulaye, un homme de 49 ans arrivé en Espagne en 1998, et ayant travaillé quinze ans dans la même usine de fabrication de structures métalliques destinées à la construction, représente un cas évident de cette proximité :

*« Je peux dire qu'ils (mes chefs) ne m'ont pas vraiment licencié, c'est l'entreprise qui a arrêté. Ils me traitaient bien, surtout les dirigeants. Le salaire de base c'était d'entre 1200 et 1300 euros, mais après il y avait une partie variable ; plus je produisais, plus je gagnais. J'arrivais à toucher 1700 euros mensuels. Il me plaisait, même si c'était dur. Dans la boîte, on était que deux Maliens, on travaillait avec des Espagnols. Je m'entendais bien avec eux, ils habitent ici dans le quartier, c'était des gens qui travaillaient là bas depuis trente ans, maintenant ils sont au chômage »<sup>103</sup>.*

Par ailleurs, une certaine séparation des réseaux de socialisation constitue le revers de la médaille. Les Maliens passent leur temps libre entre Maliens, ils reconstruisent une vie sociale calquée sur les pratiques de leur milieu d'origine, dont une des expressions principales est notamment le « grin »<sup>104</sup>. Le grin représente un espace d'échange d'informations utiles, de construction de réseaux et d'alliances et, parfois, de recherche de travail.

---

103 Entretien avec Abdoulaye (n°10, liste des informateurs) réalisé le 31/1/2014 à Madrid.

104 Le grin est constitué par un groupe d'amis se réunissant pour bavarder autour d'un thé. Véritable institution au Mali, le grin est une habitude essentiellement masculine qui présente des éléments assez codifiés (il a un chef de grin, l'endroit et l'ordre de service du thé suivent des règles précises), tout en restant dans un contexte informel d'échange.

*« Ce sont nos coutumes ! On ne peut pas l'oublier quand on part à l'étranger. On est là, on visite quelqu'un, on s'assoit chez lui, on bavarde, on prend du thé. Comme ça on se connaît. Et il y en a même certains qui trouvent du boulot dans les lieux comme ça : moi, j'ai connu un gars dans un "grin" comme celui-là. Lui, il m'a amené où il travaillait et m'a présenté son chef. C'est comme ça que j'ai eu le travail à Mercamadrid. C'est ce qui se passe; quelqu'un dit : j'ai rencontré un ami, son chef a besoin de travailleurs. Et l'autre répond : ah oui ? Je viens de connaître un gars qui cherche du boulot, je lui dis de passer demain... et voilà ! »<sup>105</sup>*

La transmission d'informations n'est évidemment pas l'unique clé de compréhension du mode d'organisation du temps libre des Maliens en Espagne. Le domicile devienne un espace de rassemblement à caractère semi-institutionnel : cela traduit aussi bien un besoin de reconnaissance identitaire qu'une volonté de préserver des habitudes culturelles de convivialité, assurant une continuité avec celles entretenues au Mali, ainsi qu'une nécessité non négligeable de construction de liens solides d'entraide matérielle.

Dans une situation de difficulté économique généralisée, cette solidarité se montre de plus en plus nécessaire (cf. Portes 2000), surtout quand il s'agit de partager un repas ou de trouver un toit dans un moment de fragilité particulière. Lors d'entretiens individuels ou collectifs, je me suis souvent retrouvée soudainement mêlée à un repas convivial rassemblant jusqu'à une quinzaine de personnes. L'ensemble des personnes présentes arrêtaient généralement leurs activités, d'autres sortaient des différentes pièces de la maison et, s'appropriant sans préambule à consommer un grand plat placé au milieu de la salle.

Au dire des quelques informateurs d'ailleurs, les pratiques de secours mutuel des Maliens en Espagne sont considérablement au-dessous des standards de la diaspora en France. Voici les impressions d'Aziz :

*« Quand je suis arrivé en Espagne, j'étais étonné par le comportement des Maliens ici. Nous à Paris, quand tu arrives comme ça, tu vas vivre comme nous on vit : on te donne tout, logement, nourriture... il y a tout. Jusqu'à que tu n'arrives pas à gagner de l'argent, on mange tous ensemble et on ne te demande rien. Ici, par contre, quand tu arrives et tu vas vivre chez des Maliens, ils sont toujours en train de te demander de sortir l'argent pour la nourriture. En France si t'es neuf, tu peux rester beaucoup de temps sans payer rien et même quand tu commences à travailler ils te laissent tranquille jusqu'à six mois, car on entend que tu peux avoir des dettes à payer pour rembourser l'argent payé par ta famille. Les Maliens ici, par contre, sont*

---

105 Entretien avec Massi (n°15, liste des informateurs) réalisé le 12/03/2014 à Madrid.

*très fermés et ce n'est pas une question d'argent. En 2006 tout le monde travaillait et on arrivait à gagner même 1700 euros par mois, mais les gens ne regardaient pas ça ».*<sup>106</sup>

Pour Aziz, il s'agit surtout d'une question ethnique. Dans la suite de l'entretien, il m'explique qu'en France, les dynamiques relationnelles des Maliens suivent l'éthique et le mode d'organisation des Soninkés, en raison de leur présence ancienne, tandis qu'en Espagne, se sont les Bambaras qui prévalent. En réalité, les impressions d'Aziz formulent en termes ethniques la constatation d'une différence palpable, dans les structures d'organisation des réseaux migratoires. D'autres informateurs partagent l'idée que l'importance - voire le pouvoir contraignant -, des articulations familiales dans la protection et le contrôle des individus au sein des communautés maliennes de la diaspora, est beaucoup plus forte en France qu'en Espagne. Dans ce dernier pays au contraire, on semblerait mobiliser un concept de migration moins noué à des logiques familiales, et plus attaché à la valorisation de la performance individuelle (tout en restant dans des dynamiques migratoires à fort engagement familial)<sup>107</sup>.

Entre autres, le discours d'Aziz témoigne aussi de l'atteinte fréquente d'un train de vie assez aisé, dans la période précédente à la crise : « tout le monde travaillait » ; le niveau salarial moyen conférait une certaine tranquillité économique. Dans la période d'expansion économique, le salaire des Maliens en situation régulière atteignait généralement entre 1500 et 2500 euros mensuels, dépendant de bonus extraordinaires dus à la production. Les ouvriers spécialisés arrivaient à gagner jusqu'à 3000 euros par mois. Les grands et petits chantiers de construction, ainsi que les entreprises directement ou indirectement liées au secteur du bâtiment, absorbaient la majorité des travailleurs maliens, immédiatement suivis par les entreprises agricoles.

Une différence concernant l'aspect « statutaire » émerge cependant des entretiens, et touche les deux types d'emploi. Si les travaux agricoles représentaient une antichambre fluctuante au marché du travail (on pouvait y travailler au noir au début, puis espérer obtenir un contrat utile à la régularisation), les travaux dans les chantiers puis, l'embauche dans les entreprises du secteur du bâtiment en qualité d'ouvriers spécialisés, constituaient les étapes successives marquant une amélioration des conditions salariales et sociales. Malgré cela, c'est la petite entreprise agricole qui est restée, au fil des années, le secteur le moins sujet aux troubles de la crise économique, un espace où les Maliens ont su entretenir des relations de confiance avec les propriétaires espagnols (cf. 6.3 et 6.4). Grâce à ces liens, ils ont été nombreux à repartir vers les campagnes, alors que le manque de travail en milieu urbain devenait chronique. Le cas de Thierno nous montre une trajectoire assez commune : après les premières mauvaises expériences de recrutement dans l'agriculture, il parvient à établir un lien de confiance avec un tenancier agricole :

---

106 Entretien avec Aziz (n°23, liste des informateurs) réalisé le 22/06/2014 à Madrid

107 Je vais reprendre dans le chapitre 6.8 et 6.9 la relation complexe et ambivalente qui existe entre les migrants maliens installés en France et ceux qui viennent d'Espagne.



*« Je suis arrivé ici en 2003. D'abord j'ai travaillé à Jaén, dans la campagne de l'olive. C'était mon premier travail, mon chef nous faisait dormir dans un endroit plein de monde, la pluie rentrait dedans. Pendant le jour, on travaillait tout le jour dans des conditions pénibles. Après la campagne de l'olive, j'ai eu mes papiers. En 2004 j'étais encore à Jaén. J'ai travaillé pour un monsieur, Miguel Fernandez. Tellement il m'aimait que j'étais le dernier à partir de chez lui et quand il me déposait à la station, finalement, il pleurait [...]. Jusqu'à 2005, j'ai fait la campagne chez lui »<sup>108</sup>.*

Comme en témoigne Thierno, à un moment donné, le passage par la campagne devient stratégique dans l'obtention de papiers. Si on ne dispose pas d'un employeur de confiance disposé à réaliser gratuitement la démarche bureaucratique nécessaire, on « paye » l'émission d'un contrat, ce qui devient progressivement une pratique plutôt routinière. Voici quelques exemples :

*« Je suis parti à Huelva pour chercher un chef pour qu'il me fasse les papiers pour le permis de séjour. J'avais un ami qui travaillait là bas dans l'agriculture, il a parlé avec son chef ; le chef il m'a dit de venir et puis il m'a fait un contrat »<sup>109</sup>.*

*« Je suis parti à Albacete, j'avais un ami là-bas. Il m'appelle et il me dit qu'il y a un chef qui peut me faire un contrat, mais que je dois payer 1500 euros. Moi j'avais besoin de ça et je n'avais pas de travail, donc je suis parti. J'ai eu le contrat et puis j'ai eu mes papiers. Chaque semaine de travail, mon chef me prélevait une partie du salaire. J'avais déjà payé en avance 500 euros et les 1000 qui restaient j'ai pu les payer petit à petit. J'ai fait deux ans là bas à Albacete. Et puis je suis parti à Madrid et un ami m'a expliqué comment ça marche ici et comment chercher du boulot »<sup>110</sup>.*

Actuellement, la campagne est en train d'absorber une partie des travailleurs désœuvrés et écartés du marché du travail urbain. Le reflux vers les campagnes est un dernier recours nécessaire face au chômage de la ville, tout en étant la preuve d'un retour en arrière, vers une condition de précarité emblématique des étapes difficiles du parcours migratoire. Dans les entretiens, ce passage relate une perte de statut et une redécouverte de la condition de marginalité sociale, qu'on croyait avoir laissée définitivement derrière soi (cf. ch. 6.2).

---

108 Entretien avec Thierno (n°1, liste des informateurs) réalisé le 17/12/2011 à Madrid.

109 Entretien avec Massi (n°15, liste des informateurs) réalisé le 12/3/2014 à Madrid.

110 Entretien avec Ibrahim (n°14, liste des informateurs) réalisé le 12/3/2014 à Madrid.

### 4.3 Les conséquences d'un chômage endémique : alarme « desahucios »

J'ai déjà mentionné le fait qu'une des composantes de la participation des immigrants au cycle d'expansion capitaliste des années 2000 en Espagne a concerné l'accès à la propriété immobilière. Dans un moment de forte spéculation et d'augmentation des prix d'achat des maisons, les banques ont tenté de profiter de la disponibilité financière momentanée des migrants en leur proposant des investissements immobiliers. Un nombre conséquent de Maliens ont effectivement acheté un bien à crédit, généralement des petits appartements de deux ou trois pièces situés dans un quartier périphérique. À l'instar de la population autochtone, les migrants en Espagne ont largement participé à la hausse de l'endettement privé. Il paraît, en somme, que la facilité d'accès au crédit bancaire a contribué bien plus que certaines politiques d'intégration impulsées par les institutions espagnoles à la réalisation (en apparence) d'une illusion de parité sociale entre Espagnols et étrangers.

« *Les agences immobilières étaient de mèche avec les banques* »<sup>111</sup> me révèle Moussa, en avouant qu'il arrivait fréquemment, alors qu'on cherchait une maison à louer, de tomber sur une agence qui orientait sur une solution de crédit très avantageuse pour l'acquisition d'un logement. Des travailleurs du bâtiment sous contrat temporaire parvenaient même à être considérés comme des candidats potentiels à la contraction d'un crédit pour l'achat d'une maison. Il est aisé de deviner les conséquences néfastes de cette fièvre collective du bien immobilier. Dès que la courbe de croissance inverse son cours, les migrants sont confrontés à un chômage persistant et peinent à rassembler le montant mensuel de l'hypothèque. Ils sont finalement contraints d'arrêter le paiement.

Depuis 2009, les « desahucios », à savoir les expulsions judiciaires de créanciers n'arrivant plus à payer leur dette à la banque, constituent une question sociale à l'ordre du jour en Espagne, où l'application d'une loi sur les expulsions particulièrement abusive touche les Espagnols autant que les migrants. Il s'agit d'une loi datant de 1946 et ne prévoyant pas l'annulation de la dette lors de la cession du bien immobilier aux établissements bancaires. Sans déroger à la législation en vigueur, le gouvernement a approuvé en 2012 des mesures urgentes de protection des créanciers, qui donnent la possibilité de négocier la dette et, en présence de certaines conditions de fragilité, de s'affranchir des obligations envers l'entité créditrice après la cession du bien.

Il est difficile de déterminer le nombre de Maliens qui ont été confrontés à des situations de ce type, mais il semblerait que celui-ci soit non négligeable. J'ai répertorié cinq histoires différentes d'acquisition et perte de la maison. Il y a l'exemple de Salif (n° 4 de la liste des informateurs) qui a perdu la maison dans laquelle il vivait avec sa famille en 2009, ou celui

---

111 Entretien avec Moussa (n°2, liste des informateurs) réalisé le 18/11/2012 à Madrid.

d'Awa (n° 26 de la liste des informateurs), une Malienne arrivée en Espagne en 2006 à la suite de son mari, au chômage depuis 2009. Actuellement, il arrive à couvrir les frais quotidiens de sa femme et de ses deux petites filles par le biais d'un commerce de voiture d'occasion entre l'Espagne et le Mali, mais les revenus de cette activité ne lui suffisent pas à rembourser les mensualités de l'hypothèque sur la maison qu'il a cessé de payer il y a quelques années. Après un pénible périple de deux ans entre avocats, renégociation du crédit et recours aux associations d'assistance aux consommateurs, Awa a décidé de jeter l'éponge : sa maison a été expropriée en septembre 2014. Awa décrit son expérience avec détresse, en insistant sur le sentiment de honte qu'elle a éprouvé, notamment pendant les deux essais d'expulsion neutralisés grâce à l'intervention de la PAH (« *Plataforma de afectados por la Hipoteca* »)<sup>112</sup>, un mouvement populaire prenant parti des victimes du système de crédit hypothécaire, avec des actions d'entrave du procès d'expropriation :

*« Tout le monde nous regardait, les gens de la PAH ont fait beaucoup de bruit. Finalement, la police est partie, mais moi je ne veux plus ça. Nous, on n'a rien fait, tous les voisins nous regardaient. Je préfère être expulsée que passer encore par ça ».*<sup>113</sup>

Dans une conversation informelle avec Karim et Mahdi, la question des « desahucios » est encore une fois associée au scandale public. Karim raconte l'histoire d'un ami, une histoire qui n'est pas la sienne, et qui traduit pourtant un malaise plutôt partagé, vis-à-vis des situations qui obligent à exposer publiquement ce que l'on considère comme des misères personnelles :

*« C'est difficile maintenant en Espagne. Les gens sont troublés. Beaucoup ont perdu leurs maisons. Le problème des "desahucios" touche beaucoup de Maliens. Regarde, par exemple, un gars qui vivait ici dans cette rue a été chassé de sa maison ; même la télé a été reprise ! Tout le monde l'a vu ! Ils l'ont chassé comme ça ».*<sup>114</sup>

Par la suite, la conversation se déplace sur les raisons qui ont amené de nombreux Maliens à l'acquisition à crédit d'un appartement : Karim et Mahdi m'expliquent que ce n'est pas qu'un problème de persuasion pernicieuse et d'abus de confiance de la part des banques. Selon eux, il existerait une exigence réelle liée à la difficulté d'accès aux logements en location :

---

112 Pour plus d'informations sur la PAH, voir le site web de la plateforme : <http://afectadosporlahipoteka.com/>

113 Entretien avec Awa, réalisé le 21/06/2014

114 Conversation avec Karim et Mahdi enregistrée le 12/01/2014, à Madrid.

*« Il faut dire que d'abord les gens n'arrivent pas à trouver une location. Moi même j'ai acheté une maison. Réussir une location c'est un vrai problème ; et après, quand t'as loué une maison, le propriétaire n'est jamais d'accord avec ce que tu fais chez toi. Tous les jours il vient regarder : regarde dans quel état est la salle de bain ! Regarde la cuisine ! Ce n'est pas possible, tu dois partir le mois prochain ! Et cela s'ajoute à tous les soucis qu'on a déjà au quotidien. La plupart de nous a acheté pour ça. La vie personnelle de chacun dans sa maison... Moi-même j'ai acheté une maison en me disant que le jour que je pars je revends la maison. J'ai aussi acheté une maison pour mon frère. En plus le loyer c'est une arnaque »<sup>115</sup>.*

À l'époque de la spéculation immobilière, une vieille question comme celle de la pénurie des logements de location accessibles aux immigrés, en raison notamment de la méfiance des propriétaires autochtones (Timera 1997), trouve une solution dans la pratique de l'achat à crédit. Mêmes problématiques, nouvelles solutions qui produisent différents scénarios. En France dans les années 1960, 1970 et 1980, la concentration de la population migrante dans lesdits « quartiers sensibles » a façonné une géographie urbaine de la segmentation, constellée de frontières invisibles (Quiminal, Timera 2002). En Espagne au contraire, faute d'une politique du logement social pour les étrangers, les migrants se retrouvent aujourd'hui plutôt éparpillés dans le tissu urbain des grandes villes<sup>116</sup>. Cependant, dans ce pays, la détérioration rapide du marché du travail a déstructuré, à raison de quelques années, une situation d'installation qui s'est révélée soudainement très fragile : dans le cas de la population malienne, les maisons achetées ont été pour la plupart avalées par les banques, et le tissu communautaire d'entraide a commencé à révéler ses défaillances (cf. 6.9). Celui-ci ne dispose pas des ressources économiques et sociales suffisantes pour amortir les secousses de la crise. Dès lors, les départs se multiplient à rythme constant.

#### **4.4. Vie associative : évolution et crise des associations maliennes en Espagne**

Dans ce contexte critique, les associations sont amenées à jouer un rôle important dans la mobilisation de la solidarité collective. Véritables piliers dans la construction des réseaux de coopération et d'entraide, les associations se trouvent au cœur de l'histoire de la diaspora malienne en Europe (cf. les travaux sur les associations de Maliens en France de C. Daum, 1998). La place centrale qu'occupent les associations dans la gestion des envois collectifs d'argent a

---

115 Ibidem.

116 On ne peut pourtant pas nier une certaine densité de Maliens dans des quartiers et municipalités comme Lucero et Entrevias à Madrid ou Matarò à Barcelone.

représenté le premier exemple spontané de codéveloppement, entendu, génériquement, comme mécanisme de participation organisée des immigrés dans le développement du territoire d'origine.

En Espagne également, les associations se sont progressivement développées comme des espaces de rassemblement construits autour de nécessités d'ordre pratique, tant identitaires que relationnelles. En règle générale, les associations se sont organisées sur la base de deux critères principaux : elles rassemblent les ressortissants d'un même village au Mali, ou les Maliens d'une même ville de résidence en Espagne. De nombreux Maliens sont membres de plusieurs associations en même temps, sans compter leur participation dans les instances qui chapeautent les associations locales, telles que le Haut Conseil des Maliens de l'Extérieur ou le Conseil de Base des Maliens en Espagne.

Malgré leur propagation sur la totalité du territoire espagnol, les associations vivent à présent un moment de faiblesse et de transformation profonde, comme le témoignent les extraits qui suivent. Le premier est tiré de l'entretien collectif avec les membres de l'Association des Maliens du village de Guétala (voir annexe 2) ; le deuxième est issu d'une conversation avec Karim, Président de l'Association des Maliens de Madrid :

*« Tiemoko (le président de l'As. Maliens de Guétala) : - Nous avons l'association depuis beaucoup d'années ; avant elle fonctionnait très bien, mais maintenant avec la crise, tu sais, on est sans travail, donc l'association est faite de gens du village, pour aider le village, mais maintenant on va aider les gens d'ici d'abord. Les gens d'ici ont la priorité. On fait des choses comme ça : par exemple, si quelqu'un a un problème d'argent ou autre chose... nous à chaque mois on cotise de l'argent. Actuellement avec la crise les choses vont mal et on a arrêté la cotisation. Mais on a encore un peu d'argent dans la caisse. Si quelqu'un souffre d'un accident ou d'une maladie grave qu'on ne peut pas traiter ici, on l'aide à rentrer au village.*

*Annalisa : - Vous êtes combien dans l'association ?*

*Doudou (le secrétaire) : - Nous sommes 97 en Espagne du village de Guétala.*

*Annalisa : - Comment savez-vous qu'il y a précisément 97 personnes de Guétala en Espagne ?*

*Doudou : - Parce que nous sommes en contact permanent avec le village, quand quelqu'un sort du village pour venir ici nous, on sait déjà qu'il doit arriver »<sup>117</sup>.*

*« Quand les choses vont bien, elles vont bien pour tout le monde. Les choses marchent bien quand tout le monde travaille et ne marchent pas si moi seulement je travaille. Il faut comprendre ça : si moi j'ai du travail, mais il y a dix autres qui ne travaillent pas, ça ne va pas. Maintenant de chaque cent, il en a dix qui travaillent. On n'est pas libres parce qu'on ne fait pas*

---

117 Entretien collectif réalisé à Albacete le 26/06/2014 (Annexe 2).

*les choses tout seul. Par exemple les associations on les fait ensemble. Tu vas voir aujourd'hui, à la réunion, combien de gens viennent : très peu ! Avant les gens étaient beaucoup et dès qu'ils arrivaient à la réunion, chacun devait mettre l'argent pour les activités. Maintenant on le fait plus, tu sais pourquoi ? Parce que sinon les gens ne viennent pas ; ce n'est plus comme avant. Moi-même, j'ai travaillé dix ans dans une même boîte et depuis 2011 je ne travaille pas »<sup>118</sup>.*

Ces extraits soulèvent plusieurs réflexions. En premier lieu, ceux-ci démontrent la nécessité d'un changement de priorités dans l'activité associative, se rabattant sur l'aide mutuelle et mettant temporairement entre parenthèses les actions de codéveloppement. Il est intéressant de noter envers qui les actions de secours, et notamment l'aide économique, sont prioritairement dirigées. Le président de l'As. Maliens de Guétala mentionne l'exemple du rapatriement des membres affectés par des lésions ou maladies graves. Cela peut être interprété comme la combinaison de deux éléments : d'un côté, l'importance symbolique de garantir un retour « extrême », permettant de passer les derniers moments parmi les siens et d'être enterré sur la terre de ses ancêtres (cf. Petit 2002) et, de l'autre, l'idée qu'un handicap permanent puisse représenter la négation de la raison d'être d'une migration, qui se veut encore fondamentalement légitimée par sa relation au travail et à l'envoi d'argent.

En deuxième lieu, ces témoignages permettent également de ressentir qu'en raison de la réduction drastique de la capacité de cotisation, les associations ont aujourd'hui un pouvoir d'action limité et souffrent d'une désaffection passagère. Les participants aux réunions périodiques diminuent, et les réunions elles-mêmes sont perçues comme des lieux à éviter, puisqu'on y exige un engagement financier qu'on ne peut plus se permettre. Cela s'avère surtout dans le cas des associations construites autour du lieu de résidence en Espagne (cf. deuxième extraits), et ne renvoyant pas à une référence identitaire forte, comme le lien au village d'origine. Le premier extrait témoigne en effet de la présence d'une continuité sociale significative entre le village et l'association de la diaspora. Le cordon ombilical avec le milieu d'origine demeure solide, comme le prouve la correspondance entre les ressortissants de Guétala et les membres de l'association : la totalité des personnes sortant du village pour entrer en Espagne semble être automatiquement recrutée dans les filets de l'association.

Un dernier aspect reste à noter : d'après les paroles de Karim, les associations traduisent la dimension collective et interdépendante de la migration (« *On n'est pas libres, parce qu'on ne fait pas les choses tout seul. Par exemple les associations on les fait ensemble* »). En suivant la logique de cette réflexion, la détérioration de la participation associative semble n'être que la dernière manifestation d'un processus d'atomisation et de fragmentation, comme si, face à la crise, les réponses les plus efficaces se situaient au niveau de l'individu.

---

118      Conversation avec Karim (n°3, liste des informateurs) enregistrée le 12/01/2014 à Madrid.

#### 4.5 Femmes en migration : entre vie familiale, vie associative, et travail

Dans un milieu migratoire favorisant un modèle de mobilité à tendance masculine, le déplacement des femmes n'est généralement pas vécu par mes informateurs de sexe masculin, comme un acte de migration en soi. Aux yeux des hommes, la migration féminine incarne souvent la dimension familiale de leur migration, et semble n'être qu'une phase dans l'évolution de leur parcours. Par conséquent, tel qu'on peut l'apprécier dans l'extrait suivant, le manque de femmes symbolise pour eux, un recul dans la démarche de stabilisation socioéconomique et de construction d'une unité familiale :

*« Annalisa : - Il y a des femmes dans votre association ?*

*Lamine : - Non, pour le moment il n'y en a pas.*

*Tiemoko : - Tous ceux que tu vois ici (à Albacete), nous n'avons pas amené nos femmes. Mais à Madrid ou dans d'autres villes, elles sont là. Ici, on est que des mecs. Parce que, si les choses vont très mal, on ne peut pas amener la famille comme ça. Regarde la situation dans laquelle on est maintenant. On est seuls et on peut bouger, les hommes se déplacent partout, mais si t'as une femme c'est beaucoup plus compliqué de bouger. Tu vois, maintenant, Lamine nous amène à manger de la banque alimentaire, mais si on avait une femme et des enfants, impossible d'amener à manger pour tout le monde »<sup>119</sup>.*

Dans le discours de Tiemoko, un caractère éminemment passif est attribué à l'arrivée des femmes. Elles sont en premier lieu considérées comme « *nos femmes* » : on ne conçoit pas que les femmes puissent émigrer suite à une décision autonome, sans avoir recours au dispositif juridique du regroupement familial. Les femmes sont considérées comme un luxe qu'on ne peut se permettre en temps de crise, leur présence marque l'aboutissement d'une conquête de bien-être et d'aisance, incluant la construction d'une famille. Et d'ailleurs, elles sont beaucoup plus présentes en milieu urbain et notamment dans les grandes villes comme Madrid ou Barcelone (où il existe une plus longue histoire d'installation familiale de la communauté malienne), que dans les petites villes comme Albacete, ou encore en milieu rural. D'autre part, la présence des femmes (et des enfants) est vécue comme une entrave à la mobilité, un problème limitant la marge de manœuvre des hommes (« *si t'as une femme, c'est beaucoup plus compliqué de bouger* »).

Bien qu'il existe plusieurs exemples contredisant cette conception purement subsidiaire des Maliennes en migration (exemples montrant des femmes ayant émigré de manière autonome dans

---

119 Extrait de l'entretien collectif réalisé à Albacete le 26/06/2014.

le cadre de leurs études, ou des femmes actives se substituant à leurs maris dans l'entretien de l'économie domestique<sup>120</sup>, ou encore de femmes commerçantes<sup>121</sup>), l'inertie de cette opinion repose, entre autres, sur une situation dans laquelle la plupart des femmes ne travaillent pas, n'étudient pas, et dépendent de l'argent et des décisions de leur mari. Au cours des entretiens avec les femmes, l'évocation de cette dépendance est souvent mentionnée afin d'alimenter un discours donnant aux hommes la responsabilité de la précarité vécue au quotidien :

*« Les choses vont mal, nous on survit grâce aux 426 euros mensuels de l'aide<sup>122</sup>, et puis c'est fini, nos maris ne travaillent pas. Maintenant, à cette heure-là, c'est sûr qu'ils sont encore au lit à la maison, en train de dormir »<sup>123</sup>.*

Ces mots, que Mariam prononce en souriant, comportent malgré tout un ton de reproche vis-à-vis des hommes, qui gâchent leur temps au lit, désormais incapables d'accomplir leur devoir économique envers les femmes. Au cours des dernières années, avec la mise au chômage des maris, elles se sont de plus en plus penchées sur la recherche d'un travail comme cuisinières, employées domestiques, auxiliaires de nettoyage, ouvrières dans le secteur agroalimentaire, etc. Cependant, d'après mes échanges, les espoirs d'embauche restent assez faibles pour des candidates généralement sans expérience et souvent limitées dans leurs déplacements et leurs horaires en raison de la responsabilité de la garde des enfants (responsabilité qu'elles ne partagent pas avec leurs maris, mais parfois avec d'autres femmes maliennes du quartier).

L'implication associative reste une dimension très conséquente de la vie des Maliennes en Espagne. Les femmes ont leurs propres associations, dédiées principalement à l'organisation des fêtes, baptêmes et célébrations (*« c'est très important pour nous d'organiser les fêtes, nous voulons amener un peu de joie au milieu de toutes ces difficultés »<sup>124</sup>*), mais fonctionnant aussi comme des réseaux d'aide mutuelle, grâce aux tontines réalisées à l'occasion des naissances, mariages ou situations particulièrement critiques vécues par les membres de l'association. Les associations féminines sont organisées sur base locale, et n'ont généralement pas de vocation transnationale ni de mission de codéveloppement<sup>125</sup>. En outre, la participation des femmes dans

---

120 C'est le cas de Oumou, n°12 de la liste des informateurs.

121 Voir les profils de Mariam et Aissata, respectivement n°9 et 38 de la liste des informateurs.

122 La « Ayuda familiar » est une subvention d'intégration du Service National de l'Emploi qui fait place à l'allocation chômage une fois que s'achève le droit à cette dernière. Elle dure un maximum de 2 ans et demi pour les âgés de plus de 45 ans avec des charges familiales.

123 Entretien collectif avec 6 femmes, réalisé le 12/3/2014.

124 Ibidem

125 J'ai attesté pourtant le cas d'une association féminine des Lériada qui a participé à un programme d'accompagnement et de formation au codéveloppement réalisé par la mairie, à la suite duquel a démarré une démarche, jamais aboutie, de coopération avec un village au Mali sur un projet d'accès à l'eau potable.



les instances de coordination associative (tel que le Haut Conseil des Maliens en Espagne par exemple) reste très limitée.

*Deuxième partie*

**Formes, figures et lieux de la mobilité :**

**Vers une cartographie de la circulation**

## **Introduction à la deuxième partie**

### **Explorer la mobilité : du terrain à l'analyse**

L'étape de révision de l'ensemble du matériel collecté sur le terrain, mais surtout de « mise en cohérence » est toujours une phase particulièrement ardue de la recherche ethnographique. Cette complexité a cependant représenté dans mon cas un véritable tournant, notamment en raison d'un effet de dispersion des informations répertoriées, du fait de la variété des contextes géographiques, des subjectivités identifiées, mais aussi des questions abordées. Je me suis trouvée confrontée au défi de restituer une narration globale, systématisant une multitude de parcours aux trajectoires non linéaires, sans ni pour autant gommer l'hétérogénéité des projets mobilisés par les acteurs ni omettre la fréquence des passages d'une forme de circulation à l'autre.

Toutefois, considérées dans leur ensemble, ces biographies composites semblent toutes être révélatrices d'une nouvelle manière de comprendre et pratiquer la mobilité, une manière brouillant les repères entre migration de travail, circulation marchande et sédentarité. Ces modalités mettent en lumière les processus de métamorphose qui ont caractérisé les scénarios migratoires de ces dernières années, en Europe comme en Afrique, révélant l'incidence profonde de transformations économiques et sociales sur les destins d'une génération entière de personnes en mouvement.

C'est pour cette raison que j'ai prêté une attention particulière aux points d'inflexion, aux détours et, de manière générale, aux éléments de discontinuité émergents dans les récits de vie considérés. Il en découle un premier facteur de synthèse analytique permettant de repérer certaines régularités dans une réalité éclatée : la mobilité, dans la représentation relatée par mes informateurs maliens, occupe habituellement la place d'un marqueur de discontinuité sociale au sens large, pas nécessairement dans une perspective négative de perte statutaire (même si le cas revient souvent). Si on considère l'exemple du contexte espagnol, la popularisation des pratiques de circulation transnationale traduit aujourd'hui un mécanisme de rupture à l'égard des perspectives d'une communauté engagée dans un parcours de stabilisation fortement territorialisé.

Tel qu'on le verra par la suite, des stratégies de mobilité ont caractérisé depuis longtemps les carrières professionnelles des migrants maliens en Espagne, notamment celles d'une minorité de migrants-commerçants. Cependant, ces carrières se reconfigurent actuellement sur la base d'une nouvelle sensibilité vis-à-vis de la précarité environnante.

En ce sens, les performances marchandes, les aventures transnationales, le va-et-vient des colporteurs, tout comme des travailleurs saisonniers, nous racontent l'effervescence, la débrouillardise, mais aussi la grande fragilité d'un monde flottant en quête permanente de solutions individualisées face à une crise systémique. Se « remettre à flot » est plutôt perçu comme l'affaire d'individus atomisés que comme le fragment d'une histoire collective qui pourrait faire place à des revendications partagées, puis au façonnage d'une conscience politique.

Une deuxième clef de compréhension du matériel ethnographique sera alors une relecture de l'expérience des mobilités sous l'angle des discours élaborés par les acteurs eux-mêmes : je me réfère, ici, à l'importance de capter leur interprétation des activités qu'ils ont réalisées et plus concrètement, leur manière d'attribuer une légitimité publique et une signification sociale aux pratiques circulatoires (cf. chapitres 8 et 9).

Ces deux composantes, sans être des perspectives prédominantes, seront un fil conducteur dans l'analyse des typologies de la circulation malienne entre l'Europe et le Mali. À titre d'exemple, avant de procéder à une exploration en profondeur des différents circuits de mobilité identifiés, je voudrais attirer l'attention sur le cas d'Hamid (n°31 de la liste des informateurs – Annexe 1), révélateur d'un parcours segmenté par le passage à travers de nombreuses discontinuités imposantes une grande capacité d'adaptation et en même temps une reconfiguration sans cesse des horizons de l'action.

### Encart ethnographique n° 3

#### **Hamid : les métamorphoses d'un jeune entrepreneur en migration**

Âgés de 31 ans, l'air prudent, le discours posé, Hamid me raconte d'un ton très franc les étapes de son expérience en Europe lors de notre premier rendez-vous dans un bar de la Gare du Nord à Paris. Il arrive en Espagne en 2005 avec une promesse d'embauche obtenue grâce à l'aide d'un grand frère installé à Madrid depuis 2001. Malgré un commencement relativement aisé (n'impliquant ni long voyage ni passage clandestin de la frontière), Hamid, rapidement embauché comme ouvrier dans une entreprise d'infrastructures de génie civil, ne se montre pas satisfait de son arrivée en Europe.

Au Mali, Hamid s'était construit un réseau commercial l'amenant à réaliser des voyages fréquents d'approvisionnement dans la sous-région. Grâce à l'aide financière de son frère émigré, il avait ouvert à Bamako un magasin de vente de matériel électronique d'occasion, qu'il achetait principalement au Bénin et au Nigeria. Malgré son jeune âge, il avait réussi à faire fructifier son affaire. « *Je n'avais pas des problèmes d'argent en Afrique, mais je pensais que ma situation allait améliorer encore en Europe* »<sup>126</sup>. Obligé à se débarrasser de toutes ses affaires avant son départ, il

126 Tous les passages cités dans l'encart n°3 sont issus de deux entretiens réalisés avec Hamid à Paris et enregistrés le 1/5/2014 et le 2/5/2014 (n° 31 de la liste des informateurs).

perçoit l'émigration à la fois comme une manière d'avancer dans son parcours et comme une perte de liberté et d'un certain état d'âme insouciant.

### **L'expérience migratoire en Espagne**

*« Une fois en Espagne je me suis rendu compte de la réalité ! Parce qu'au Mali, j'avais mes business ; je ne me levais pas avant dix heures du matin, je faisais ce que je voulais et à la fin de la journée j'avais mon argent. Par contre, en Espagne il fallait se lever à 5 heures du matin pour aller travailler par quelqu'un d'autre... Mon frère me demandait : ça va ? Ça te plaît ici ou pas ? Et moi je ne pouvais pas répondre. Et en tout cas, j'avais tout laissé derrière moi, j'étais obligé de rester : pas d'autres possibilités ».*

Il travaille sans interruption dans la même entreprise jusqu'à 2010 tout en étudiant pour réussir son permis de conduire valable pour poids lourds.

### **La crise, le commerce de voitures d'occasion et de vêtements.**

À partir de 2010, il commence à travailler de manière occasionnelle sur des contrats à durée déterminée. C'est pour lui l'occasion de se relancer dans les affaires grâce à un petit capital de 5000 euros économisé petit à petit.

*« On était tous là bas, on travaillait tous. Mais après avec la crise... mon chef m'a dit qu'il n'y a plus de boulot. Souvent il m'appelait, je faisais une semaine de boulot, deux semaines ; ça ne suffisait pas. Donc j'ai décidé de faire autre chose. C'est pour cela donc, j'achète des voitures, je les ramène au Mali, je les revends là-bas et puis je retourne. Avec ce business j'ai ouvert une boutique au Mali ».* Il a appelé sa boutique Hispan-Shop et y vend des vêtements et des chaussures qu'il achète en gros en Espagne, dans un grand dépôt à gestion chinoise, dans la zone industrielle de Cobo Callejas. En dépit de ses efforts, il se trouve rapidement sans argent pour poursuivre ses projets commerciaux. Il décide donc de partir pour la France où il espère épargner un capital suffisant.

### **Départ en cachette à destination de Paris.**

*« En Espagne j'ai fait trois ans sans travailler. Mon frère aussi il ne travaillait pas. Donc, finalement, j'ai décidé de venir en France sans le communiquer à personne. Je n'avais pas de choix [...]. Quand j'ai appelé mon frère, il était fâché, il me cherchait partout. Je l'ai appelé pour lui dire que j'ai préféré de venir ici pour me défendre en peu et si les choses vont bien, je retourne en Espagne ».*

Hamid m'explique qu'avec les documents espagnols de résidence il ne peut pas être embauché régulièrement en France ; après quelques mois de recherche, il arrive à travailler au noir, quelques jours par semaine, comme magasinier dans un hypermarché. Il me confie qu'il n'aime pas la France et qu'il aimerait revenir vers l'Espagne une fois que sa situation s'améliore. Au-delà de sa position juridique, il perçoit qu'en France il doit faire face à différentes barrières ; entre autres un certain mécontentement de la part de ses compatriotes qui ne voient pas d'un bon œil l'arrivée des Maliens d'Espagne (cf. chapitre 6.9).

### **Projets pour le futur : reprendre l'importation de marchandises d'occasion**

*« Ici en France, c'est juste pour mettre quelque chose dans la poche et puis je vais recommencer à faire mes boulots... l'activité que je suis en train de faire au Mali. Je suis en train de m'organiser, parce que je veux acheter un camion poids lourd. Avant j'achetais des mini-camions, maintenant c'est un grand camion. Si le camion arrive là-bas et on a un peu de fonds, je vais retourner en Espagne pour acheter des équipements pour ma boutique au Mali ».*

La complexité biographique émergeant de l'histoire d'Hamid se retrouve dans un bon nombre d'autres parcours. Dans un même récit interviennent des pratiques de mobilité aux

logiques très variées. Se déplacer signifie pour Hamid monter un réseau commercial en Afrique, partir en Europe pour travailler, échapper à une situation de chômage structurel en Espagne, déménager temporairement en France en quête d'argent, transiter entre l'Europe et le Mali pour commercialiser des produits d'occasions. La configuration et reconfiguration successive des routines de travail sur des coordonnées géographiques extrêmement élastiques suit un rythme très fragmenté, inévitablement affecté autant par la recherche d'opportunités d'amélioration personnelle que par des éléments externes contraignants. On ressent dans le récit d'Hamid, l'effort de planifier à nouveau un futur à chaque changement forcé du parcours, d'autant plus qu'un certain idéal de progression individuelle semble bannir les résipiscences et les retours en arrière (*« j'avais tout laissé derrière moi, j'étais obligé de rester : pas d'autre possibilité »*). Le discours se balance d'une manière très évidente, entre la perception d'une force de nécessité incontournable derrière les étapes du périple et la construction d'une personnalité entreprenante attachée à la détermination des initiatives individuelles (*« j'ai décidé de faire autre chose », « j'ai préféré de venir ici pour me défendre en peu », « je suis en train de m'organiser »*).

En règle générale, le cas exposé représente un premier exemple du caractère multidimensionnel des histoires de circulation. Si d'une part, une explication unilatérale attribuant l'accélération des pratiques de mobilité uniquement à la précarité économique est insuffisante, d'autre part, il n'est pas non plus possible de négliger les éléments contraignants produisant certaines ruptures biographiques telles que la perte d'un travail, la fragmentation d'une famille ou l'expulsion de la maison.

### La circulation commerciale dans la filière des produits d'occasion

#### 5.1. Un premier aperçu

*« Tout ce qui est jeté en Europe,  
c'est de l'argent ici »<sup>127</sup>*

Pour de nombreux Maliens ayant perdu leur travail en Europe, contraint de faire face à une soudaine fragilisation de leur situation sociale et économique, le commerce de produits d'occasion est considéré comme un débouché professionnel à la portée de toute personne disposant d'un permis de conduire et d'un capital de départ suffisant à l'achat d'un véhicule usagé. La formule est souvent la même : afin de rentabiliser le voyage, le véhicule acquis est utilisé (une voiture, une fourgonnette, un camion) comme « container » servant au chargement d'autres marchandises, ou au transport payant de colis et bagages pour compte de tiers. On profite ainsi de l'existence d'une demande permanente de systèmes *low cost* d'expédition de biens entre les immigrés d'Europe et leurs familles au Mali. En effet, dans une période d'assouplissement de la disponibilité d'argent, un frigidaire usagé, un ballot de vêtements ou une valise de produits de beauté (destinés à la vente ou tout simplement à la consommation) parviennent à remplacer les transferts de fonds des migrants aux familles. Ces colis deviennent une forme de substitution de l'apport matériel destiné aux proches restés au pays.

Le véhicule ainsi chargé de biens est conduit au Mali en passant par le Maroc et la Mauritanie ; il est ensuite dédouané et revendu ou dans certains cas, utilisé dans le démarrage d'une activité entrepreneuriale de transport en commun ou de taxi confiée à la gestion d'un frère ou d'un parent proche (une autre manière de chercher une répercussion au niveau familial d'une affaire individuelle). Le porteur de l'activité, qui généralement s'occupe personnellement de

---

127 Entretien avec Alpha (n° 43 liste des informateurs) réalisé le 19/07/2014 à Bamako.

conduire la voiture jusqu'à destination, rentre en Europe par avion après avoir réglé ses affaires. Parfois, il profite du déplacement pour passer quelque temps chez lui avec sa famille, mais jamais au-delà d'une certaine limite de temps : un long séjour peut se transformer en de longues vacances risquant d'épuiser les bénéfices réalisés. À titre d'exemple, voici le récit d'Ibrahim relatant ses débuts dans le commerce des véhicules :

*« En 2008, je suis parti me marier au Mali et à mon retour il y avait ici la crise. L'entreprise où je travaillais ne m'a plus appelé, alors je suis parti travailler à Huelva et à Albacete dans la campagne, mais en 2010 j'ai terminé l'allocation chômage. De là j'ai eu l'idée de me lancer dans les affaires. J'achète des véhicules, je les vends là-bas et puis je rentre rapidement ici. Je reste par là une ou deux semaines, ça dépend du véhicule, si c'est un bon véhicule je le liquide rapidement. Je cherche aussi des trucs à amener, je sors la nuit pour récupérer des choses que les gens jettent dans la rue, des télévisions, des ventilateurs, des habits ; ce qui est important est qu'ils soient un peu propres et qu'ils soient bien. Parfois j'achète des téléphones... ce que je trouve. Ça marche bien »<sup>128</sup>.*

Pour ceux disposant de moyens limités, les rues des villes d'Europe sont de grands réservoirs de produits pouvant se recycler et se revendre ailleurs. On y trouve de vieux matelas, meubles, chaussures usagées, sacs de vêtements à proximité des conteneurs de récolte textile ou encore des télé abimées et électroménagers abandonnés à même le trottoir.

*« Il y a toujours quelqu'un qui a jeté des trucs à la rue : des lits entiers, des choses... tu n'as pas vu tout ce qu'on jette ici ? Moi je ramasse tout, si ce n'est pas en bon état, je le démonte par pièces dans mon garage, et je revends le fer ici. Hier je suis rentré à trois heures du matin. Ça fait beaucoup de temps. Parfois à partir de quatre heures du matin je suis déjà dans la rue. Les gens regardent le football le soir et je suis dans la rue avec ma fourgonnette »<sup>129</sup>.*

L'étape suivante dans la récupération de produits usagés est l'interception de marchandises de seconde main avant que celles-ci rejoignent un point de recyclage ou une décharge. Plusieurs informateurs ont affirmé pouvoir compter sur l'aide des personnes intervenant dans l'acheminement de biens usagés vers les décharges. Karim par exemple, est en contact avec l'employé d'un grand établissement de vente et livraison d'appareils électroménagers. Par cette voie, il parvient à détourner des machines usagées de leur chemin habituel vers la mise au rebut :

---

128 Entretien avec Ibrahim (n° 15 liste des informateurs) réalisé le 12/03/2014 à Madrid.

129 Entretien avec Karim (n° 12 liste des informateurs) réalisé le 12/01/2014 à Madrid.



« Karim : - Le partenaire avec lequel je travaille connaît un client qui travaille pour Carrefour. Eux, ils « libèrent » beaucoup de vieux frigos. Lui c'est la personne qui va chez les gens pour délivrer les appareils neufs, après il prend en consigne les appareils vieux.

Annalisa : - J'imagine que ces frigos devraient en principe aboutir dans un point de recyclage.

Karim : - Normalement oui. Mais c'est des choses que nous on peut récupérer »<sup>130</sup>.

En effet, en se lançant dans ce genre d'aventures commerciales, ce n'est pas seulement le différentiel de prix des produits commercialisés qui est intéressant. Les entrepreneurs mettent également à profit le décalage existant entre la structure productive de l'Europe tendant à réduire la vie utile des biens en les excluant rapidement des circuits commerciaux, et la dynamique consumériste de l'Afrique se traduisant en une forte demande de produits bon marché, demande relativement peu couverte par les grandes surfaces d'importation (Bredeloup, Lombard 2008 ; Peraldi 2007<sup>131</sup>). La connexion entre ces deux circuits est assurée par des figures d'intermédiaires (tel que les livreurs cf. extrait suivant) ou par le biais de groupes, ethniquement identifiés, qui sont spécialisés dans le ravitaillement des navetteurs africains :

« La majorité des gens qui revendent là-bas en France c'est des gitans ; en Allemagne c'est des Turcs, donc aussi des étrangers, qui cherchent et qui ramassent. Nous, on achète partout, surtout dans les brocantes. Quand tu es là-bas, tu laisses ton numéro aux gens et puis aux livreurs aussi. Les livreurs c'est les gens qui travaillent pour les grands magasins. Quand ils livrent un frigo neuf chez quelqu'un, ils reprennent l'ancien pour descendre avec. Eux, chaque jour ils font 20 ou 30 frigos. Ces gens quand ils finissent leur travail à 18 heures, ils t'appellent »<sup>132</sup>.

Un autre élément rendant possible ce transfert de biens consommables d'un marché à l'autre est le faible coût de la main-d'œuvre dans les pays africains. En effet, la grande habileté développée par les réparateurs maliens dans les activités de dépannage permet de donner une deuxième ou troisième vie à des produits très endommagés. Parfois, ces pratiques stimulent le

---

130 Ibidem.

131 Pour rendre compte de ces phénomènes, Peraldi (2007 : 100) développe la notion de place marchande : « la place marchande relance le cycle des marchandises dont le destin était terminé aux conditions modales du marché mondial, c'est le cas des occasions que les normes ou les goûts des occidentaux condamnent au rebut. Or cette relance ne suppose pas seulement un accès aux stocks, mais des transformations adaptées aux marchés vers lesquels les marchandises trouveront une seconde vie. La place marchande se présente donc comme un complexe économique qui articule un énorme potentiel d'informations disponibles et pertinentes sur les lieux, les stocks et leurs moments de disponibilité, avec savoir-faire et compétences qui rendent possible la relance des cycles interrompus de marchandises ».

132 Entretien avec Fousseini (n°47 liste des informateurs) enregistré le 21/07/2014 à Bamako.

développement d'un discours qu'on peut interpréter comme une sorte d'apologie de la récupération. Ces interprétations rappellent de loin une version à l'africaine de la décroissance joyeuse de Serge Latouche (2003), condamnant la dévalorisation programmée des biens en Europe, tout en célébrant avec fierté les capacités techniques des dépanneurs offrant aux produits abimés un fonctionnement à long terme.

*« Si ça vient de France, on peut le réparer ! Un Africain qui laisse un appareil en panne sans le réparer, ce n'est pas un Africain. En Europe si le moteur est fatigué on préfère garer la voiture, mais chez nous on démonte le moteur, on essaye de réparer et puis, si ça ne marche pas, on démonte encore et on recommence. Ou bien on sépare les pièces : tu peux trouver que le moteur c'est pas bien, mais les chemises (de piston) sont en forme »<sup>133</sup>.*

Un discours moins apologique accompagnant fréquemment les activités de recyclage d'objets en provenance d'Europe est celui interprétant ces pratiques comme un signe indéniable de la pauvreté et de l'état de besoin dans lequel vivent les populations en Afrique :

*« Nous, on dépanne tout ici au Mali ! Ça marche bien, surtout si tu trouves de la bonne qualité, parce qu'il y a des gens qui amènent des choses pourries, des choses qui ne sont pas utilisables... Et quand même, il faut dire que même les choses vieilles ramassées dans la rue chez vous, ça se vend ici. Je ne sais pas si t'as fait quelques voyages dans le Mali, tu vas comprendre la situation du pays : à Bamako ça va un peu, mais dans les brousses, tout ce que tu trouveras en Europe ça peut se vendre ; et même si se vend pas, ça pourra faire le bonheur de certaines personnes ici. À Bamako il y a plus de marchés, mais les choses que les Bamakoises ne veulent pas, ça peut se vendre dans la brousse »<sup>134</sup>.*

Les paroles de Baba introduisent d'une part une réflexion sur la disposition consumériste des Maliens (nous y reviendrons par la suite), et indiquent d'autre part l'existence de plusieurs circuits de ventes interconnectés, organisés par niveau de qualité des produits reliant les marchés de la capitale avec les marchés des petites villes et villages. À ce propos, une précision générale doit être faite avant de poursuivre la description des différents segments agençant le fonctionnement de ce commerce : la filière d'acheminement de biens d'occasion à destination du Mali constitue un secteur d'affaires extrêmement vaste se réalisant à plusieurs échelles, selon différents modes d'action et par le biais de canaux d'exportation variant selon le produit et l'envergure du chiffre d'affaires.

---

133 Entretien avec Wagané (n° 49 liste des informateurs), enregistré le 21/07/2014 à Bamako.

134 Entretien avec Baba (n° 41 liste des informateurs) réalisé le 18/7/2014 à Bamako.

Cependant, l'attention portée dans cette recherche sur le fonctionnement de ce type de filière restera limitée par l'intention d'appréhender et de décoder avant tout les logiques d'un groupe restreint de petits commerçants, pour la plupart liés à une histoire migratoire personnelle ou familiale. En se concentrant non pas sur le commerce de produits d'occasion en soi, mais sur la relation entre ce secteur et les histoires de bricolage professionnel d'acteurs provenant d'autres expériences, il devient possible de se faire une meilleure idée des transformations qui affectent aujourd'hui les pratiques de circulation transnationale.

Je n'ai pourtant pas manqué par ailleurs de contextualiser ces pratiques dans des chaînes économiques plus larges qui mobilisent un nombre formidable de figures spécialisées. Lors de mon séjour de terrain à Bamako notamment, mais aussi à Madrid de manière plus épisodique, j'ai intercepté et interviewé des grossistes, des intermédiaires, des réparateurs et des importateurs avec une capacité d'intervention économique beaucoup plus large que celle des navetteurs, colporteurs et commerçants à la valise, dont j'ai suivi de près les parcours. En ce qui concerne ces derniers, nous observons dans l'ensemble un manque de spécialisation et une certaine dose d'improvisation (voire même de spontanéisme) dans la planification des opérations commerciales. Les grands importateurs affichent au contraire un niveau de professionnalisation et de compartimentation des tâches beaucoup plus évolué.

On peut vite s'apercevoir qu'au fur et à mesure de l'augmentation du chiffre d'affaires, la nécessité des déplacements se réduit de manière considérable, en raison d'un fractionnement de la filière en différentes opérations dont le déroulement est confié à des figures spécifiques (transitaires, chauffeurs, commissionnaires, etc.). C'est intéressant à ce propos le cas d'Idrissa (n° 47 de la table des informateurs, annexe 1), un commerçant bamakois qui s'est spécialisé dans l'importation des petites voitures. Il s'agit d'un marché de niche au Mali, spécifiquement orientée aux familles de fonctionnaires qui nécessitent un deuxième véhicule :

*« Je ne me déplace pas, je fais tout au téléphone maintenant. J'ai des chauffeurs, à chaque fois que les véhicules arrivent au port, je leur donne l'argent pour les frais. Pour régler les formalités à partir de Dakar, c'est des personnes que je connais au niveau du port. C'est leur travail, c'est des transitaires. Ils prennent un pourcentage. Si c'est beaucoup de véhicules, c'est mieux, une seule voiture coûte cher »<sup>135</sup>.*

À l'inverse, la grande fréquence des voyages ainsi que le manque de spécialisation demeurent des caractéristiques propres à ce groupe émergent de petits commerçants issus de l'immigration, ne pouvant pas compter sur l'économie d'échelle. Pour ce contingent d'extravailleurs salariés d'Europe, entrés dernièrement sur un marché déjà saturé, il semble beaucoup

---

135 Entretien avec Idrissa (n°46 liste des informateurs) enregistré le 21/07/2014 à Bamako.

plus difficile d'évoluer vers un positionnement économique d'envergure et vers une organisation suffisante à réduire les déplacements et à permettre une gestion à distance. En effet, le passage du voyage par route au volant d'un seul véhicule à l'envoi par bateau de plusieurs exemplaires demeure pour certains informateurs un projet aux contours utopiques. Lorsque cette évolution se réalise, elle est vécue comme une promotion statutaire à un plus haut niveau professionnel. Cela demande un degré de « préparation » qui n'est pas à la portée de tous, comme suggéré par Thierno :

*« Pour faire le bateau, ça demande quand même un peu de moyens, car si tu passes par le port, tu dois payer les taxes du port et beaucoup de choses. Donc pour le moment, je ne suis pas en mesure de le faire. Je suis en train de chercher un partenaire qui pourra me faciliter ça. Il faut quelqu'un qui est là bas, qui me facilite les choses pour pouvoir acheminer les véhicules sur Bamako ; ça demande de la préparation »<sup>136</sup>.*

Finalement, nous faisons le constat d'un clivage évident quant à l'ordre positionnel des différents acteurs impliqués dans la filière de produits d'occasion. Sans vouloir pour autant véhiculer l'idée d'une division dichotomique entre grands et petits, on entend souligner la *densité* (au sens de stratification sociale, telle que développée par C. Geertz, 1973) d'un marché extrêmement bien articulé se trouvant aujourd'hui à un tournant important.

## **5.2 Les produits marchandés**

*« Je connais plein de gens qui font ça (la navette commerciale), et puis j'ai des amis en Europe et des parents aussi ; et, à travers eux, je vois qu'il y a beaucoup de choses en Europe, en général, dont nous on a besoin ici : il y a des voitures, des machines, des électroménagers, des vêtements des chaussures et même la nourriture ; et, comme dans le commerce le besoin c'est la première nécessité, donc là il y a ce besoin [...]. On peut tout amener avec la voiture : des choses d'occasions et même des choses neuves comme des parfums, des gels de douche, des petits téléphones, des pâtes de dentifrice ; même dans l'alimentaire, on peut amener des pâtes, du lait, du fromage. C'est moins cher en Europe et, vu que tu ne payes pas le transport en venant<sup>137</sup>, tout*

---

136 Entretien avec Thierno (n°1 liste des informateurs) réalisé le 17/12/2011 à Madrid.

137 Baba se réfère au fait que les frais de transport sont amortis par la vente du véhicule.

*ce que tu peux amener c'est du gain. Et puis il y a des choses qu'on vend très bien ici : il y a les pièces détachées, les moteurs... »<sup>138</sup>.*

La liste de produits dressée par Baba (28 ans, Bamakois, cadet de 9 frères et sœurs, dont cinq installés depuis longtemps en France) retrace la liste typique d'objets qu'on peut trouver dans les voitures, les camions et les containers des Maliens. Pareillement, son « business plan » se fonde sur une analyse des nécessités reprenant un canevas bien connu. Uniquement limité par l'obtention du visa, Baba planifie d'acheter une voiture en Europe qu'il pourra « *remplir d'objets, de pièces détachées, de tout ; ça dépend de la capacité de la voiture* ». Il me confie aussi que l'étape suivante sera d'« *acheter des minicars où bien des petits vans de 100 tonnes pour avoir plus d'espace et prendre plus de choses* », car il considère que, dans ce genre de commerce, le volume de la cargaison est la variable fondamentale qui génère les bénéfices, vu que sur la vente du véhicule les marges sont réduites<sup>139</sup>. L'envie boulimique de « tout amener » semble être une donnée récurrente parmi les entrepreneurs lors de leurs premières expéditions commerciales. Par la suite, on assiste généralement à une phase de maturation du projet et de sélection des produits, tel que le relate Lucien, un Camerounais naturalisé malien récemment entré dans le commerce de matériel d'occasion :

*« Au départ tout ce que tu trouves, tu amènes sans vraiment trier, mais après ce sont les clients maintenant qui t'orientent, qui te font des commandes, il y a des besoins. La prochaine fois, quand tu repars, tu sais ce qu'il faut acheter. »<sup>140</sup>*

En règle générale, quoique la longue liste de biens commercialisés fasse l'objet de fluctuations continues liées à la découverte de nouveaux articles<sup>141</sup> ou à la chute en popularité d'autres<sup>142</sup>, les produits phares de ce commerce restent quasiment identiques au fil des années:

---

138 Entretien avec Baba, (n° 41 liste des informateurs) réalisé le 18/07/2014 à Bamako.

139 D'après Baba: « *en effet le gain ce n'est pas l'argent que tu peux avoir par rapport à la vente de la voiture, mais c'est plutôt l'argent que tu peux avoir par rapport au matériel que tu as amené : l'argent de la voiture c'est pas beaucoup, vu que le dédouanement est cher et la traversé est par la route*».

140 Entretien avec Lucien (n°51 liste des informateurs) réalisé le 22/07/2014 à Bamako.

141 A titre d'exemple, au moment où j'ai mené la recherche de terrain, les produits de parapharmacie comme les flacons de vitamines et les boissons énergétiques semblaient faire l'objet de ventes spécialement prometteuses.

142 C'était le cas dernièrement des téléviseurs usagés en raison du passage de la transmission analogique à la transmission digitale prévue au Mali en juin 2015. J'ai également noté quelques indices quant à l'effondrement temporaire du commerce de matelas en raison d'une épidémie de punaises déclenchés à Madrid durant l'été de 2014. (cf. [http://ccaa.elpais.com/ccaa/2014/07/11/madrid/1405106105\\_957488.html](http://ccaa.elpais.com/ccaa/2014/07/11/madrid/1405106105_957488.html)). D'après le commentaire d'un commerçant : « *Les matelas maintenant ça marche plus. Maintenant on commence à bruler des matelas à Bamako. Il y a des gens en Espagne qui ont glané des poubelles des matelas avec ces petits animaux* ».

frigidaires, pièces détachées de voitures, moteurs, fripes, sans oublier certains modèles et marques de véhicules d'occasion très bien identifiés.

*« En ce moment, j'avais acheté deux véhicules : un Peugeot 406 et puis une Mercedes que j'avais achetée en Allemagne chez ma petite sœur. Je savais que c'est deux véhicules que les gens aiment beaucoup au Mali. [...] Le Mali c'est un pays chaud, ce n'est pas tous les véhicules qui supportent la température là-bas et en plus l'état des routes ! Il y a des voitures qui sont bien adaptées à nos routes : tu dois prendre un véhicule qui peut plaire aux gens »<sup>143</sup>.*

*« Le premier voyage que j'ai fait, c'était un Peugeot, après c'était un Mercedes, deux fois. Le Mercedes ça se vend rapide. Après j'ai roulé un Nissan et un Toyota aussi. Le dernier voyage c'était le Toyota d'un ami qui m'avait fait une commande »<sup>144</sup>.*

*« Pour les camions, ici au Mali les gens n'aiment que des Mercedes »<sup>145</sup>*

La grande popularité de certains véhicules d'occasion au Mali et en général, en Afrique (cf. Rosenfeld, 2009) correspond à une demande structurée par des critères paradoxalement très exigeants, malgré le fait qu'il s'agisse d'un marché de récupération. Les marques sélectionnées ont gagné sur les pistes africaines une réputation de résistance, solidité et durabilité ; ces voitures doivent être à la fois accessibles économiquement à des couches sociales élargies, ce qui n'est pas le cas des véhicules proposés par les concessionnaires et vendeurs officiels. Enfin, il faut des véhicules pour lesquels il existe un marché bien implanté de pièces de rechange, en vue de la fréquence des accidents et pannes sur les routes africaines.

En ce qui concerne le marché de l'informatique et de la téléphonie, les articles usagés souffrent de la même dynamique d'obsolescence progressive, quelque peu décalée dans le temps, que les produits neufs. Il faut dire que la provenance européenne semble être au Mali une garantie suffisante de qualité, comme l'explique Hussein, un jeune revendeur de matériel électronique travaillant avec un partenaire en France :

*« Ce qui peut venir de l'Europe, qui se vend beaucoup ici, c'est très souvent de l'occasion. Le neuf provenant de l'Europe c'est un peu cher, donc on considère que c'est de la qualité, mais pas donné à tout le monde. Par contre de la Chine et de Dubai, on importe que du neuf. Mais les*

---

*noirs...les punaises. Les gens qui ont acheté là-bas ont eu une mauvaise surprise ».* Entretien avec Drissa (n°25 liste des informateurs) réalisé le 24/6/2014 à Madrid.

143 Entretien avec Thierno (n° 1 liste des informateurs) réalisé le 17/12/2011 à Madrid.

144 Entretien avec Ibrahim (n° 15 liste des informateurs) réalisé le 12/03/2014 à Madrid.

145 Entretien avec Aissata (n° 39 liste des informateurs) réalisé le 17/07/2014 à Bamako.

*Maliens, par rapport à ce qui vient de Chine, disent que ces choses ne sont pas de qualité. C'est pour ça qu'ils préfèrent toujours acheter des "casses", c'est-à-dire de l'occasion »<sup>146</sup>.*

Au Mali, les commerçants et les détaillants affichent avec fierté l'origine européenne de leurs achats. Ce phénomène s'observe sur la totalité de l'éventail de produits marchandés. En ce qui concerne le textile usagé (vêtements, chaussures, sacs, pochettes, tissus, etc.), cette provenance proclamée prend une tournure paradoxale puisque l'inscription « Made in China » est bien lisible sur les étiquettes. Il faut dire que les marchands font plutôt référence aux standards moyens des produits disponibles sur le marché européen qu'à leur lieu de fabrication. La formule « *ça vient d'Europe* » qu'on entend fréquemment de la bouche des marchands ambulants et colporteurs africains est un label de qualité auquel une plus grande confiance est attribuée qu'aux étiquettes.

Et d'ailleurs je conviens avec certains informateurs que, dans la profusion océanique de la production chinoise, on identifie des mécanismes de morcèlement des produits selon la destination : ce qui est destiné au marché européen devrait être d'une qualité supérieure à ce qui est fabriqué pour les marchés chinoise ou africain; en outre, les produits « Made in China » qu'on trouve en Europe sont souvent sélectionnés en amont par des firmes reconnues opérantes un contrôle minutieux sur la fabrication délocalisée de leurs articles.

Au-delà de ces considérations, il me semble important de relever que le crédit accordé aux produits en provenance d'Europe repose sur une tradition d'importation des marchandises d'occasion remontant aux années soixante-dix (cf. l'encart ethnographique n°7). L'importation de Chine est beaucoup plus récente et est dépourvue de la valeur symbolique émanant des produits de l'Europe riche et consumériste. Par ailleurs, l'équation « *ça vient d'Europe : c'est de bonne qualité* » traduit également un jugement préconçu sur le sérieux des fabrications européennes et leur niveau de fiabilité technique. Ainsi, l'affichage de la provenance européenne devient souvent une stratégie de marketing profitant de l'association avec un imaginaire de qualité technique, de luxe et de confort, comme en témoignent les mots d'un commerçant au marché : « *quand tu dis à quelqu'un, ça, c'est venu de l'Europe, ça augmente sa valeur, même si c'est quelque chose de pourri* »<sup>147</sup>.

Si le commerce d'occasion est un marché porteur, il est également important de mentionner que dans la cargaison des véhicules des navetteurs maliens, on trouve également des articles de première main. Il s'agit surtout de vêtements, chaussures et accessoires achetés auprès des grossistes chinois en Europe<sup>148</sup>. Nous pouvons également constater la présence de gels douches,

---

146 Entretien avec Hussein (n° 43 liste des informateurs) réalisé le 18/07/2014 à Bamako.

147 Entretien avec Baba (n° 40 liste des informateurs) réalisé le 18/07/2014 à Bamako.

148 C'est le cas d'Hamid qui achète vêtements, sacs et chaussures dans la zone industrielle de Cobo-Calleja, une énorme surface commerciale intégralement régie par des entrepreneurs chinois. Situé à

produits de beauté, vitamines, médicaments de parapharmacie ou même des produits alimentaires (pâtes, conserves, boîtes de thon, etc.). Le différentiel de prix sur ces marchandises (trouvées facilement dans des supermarchés discount en Europe et pouvant être vendu plutôt cher au Mali) rend ces activités des entreprises viables, en dépit des marges limitées de bénéfices dégagés.

En définitive, si nous considérons l'ensemble de la gamme de biens identifiés, on ne peut manquer d'observer le parallélisme avec l'inventaire réalisé par Michel Peraldi (2007 : 81, 82) dans son analyse du « trabendo » en Algérie. Cela semble particulièrement révélateur de la présence de certaines régularités dans des dispositifs marchands répondant à des besoins, aussi bien matériels que symboliques, assez similaires :

« Le trabendo fournit en priorité des objets-fétiches qui marquent un désir de participation aux codes de la culture mondiale, des antennes paraboliques aux téléviseurs, des jeans et baskets aux cosmétiques et dessous féminins. Le trabendo assouvit en somme un désir largement partagé d'accès aux processus mondialisés de subjectivation (Bayart 2004) par l'affichage concret d'"allures" qui forment un complexe d'objets, vêtements et attitudes. Mais il peut tout aussi bien subvenir aux besoins plus élémentaires de la consommation quotidienne, sucre, café, produits ménagers, par exemple, de même qu'il peut fournir les boutiquiers en produits industriels, pourvu qu'ils gardent des dimensions qui les rendent transportables dans un coffre de voiture ou dans un cabas ».

### **5.3 Modes et lieux d'approvisionnement : un exemple en banlieue madrilène**

Quant aux modes d'approvisionnement des marchandises en Europe, j'ai déjà cité différents créneaux : nous venons d'évoquer, par exemple, les entrepôts chinois de vente en gros. En ce qui concerne le marché de l'occasion, le drainage de marchandises usagées peut provenir directement de la rue ou transiter par des circuits organisés de récolte et d'interception de marchandises destinées à la décharge. Ce type d'activité fait aujourd'hui l'objet d'un marché en expansion qui s'est progressivement structuré. On y trouve impliqué d'un côté des grossistes et des intermédiaires organisant le stockage d'une grande quantité de marchandise et de l'autre, une armée croissante de migrants désœuvrés et sans revenu s'organisant de manière autonome ou sous

---

Fuenlabrada, à une vingtaine de kilomètres de Madrid, ce quartier s'étend sur 16.000 mètres carrés et est connue comme la Chinatown de l'Europe ; y sont localisées 377 entreprises chinoise de confection, chaussures, accessoires, articles électroniques vendus en gros et au détail à des prix très concurrentiels. Un écho dans la presse espagnole : [http://www.teinteresa.es/espana/poligono-Cobo-Calleja-Chinatown-Europa\\_0\\_793120988.html](http://www.teinteresa.es/espana/poligono-Cobo-Calleja-Chinatown-Europa_0_793120988.html), <http://www.elconfidencial.com/espana/2012/10/18/el-silencio-y-los-fajos-de-billetes-siguen-reinando-en-el-chinatown-de-cobo-calleja-107465>



les ordres d'un patron pour patrouiller dans les rues à la chasse de tout ce qui peut être revendu, quels que soient les revenus dérisoires de cette vente :

*« Il y a plein de gens qui vont très mal, qui ne savent pas de quoi vivre. Eux ils cherchent des choses dans les rues et puis l'amènent à d'autres qui les achètent. Moi, j'achète mes choses à Lucero (quartier périphérique de Madrid) chez un Malien qui cherche des trucs dans la poubelle, les entasse chez lui à la maison et les revend. Chez lui j'achète plein de choses à 50, 60 centimes »<sup>149</sup>.*

Au-delà des domiciles privés, il existe des espaces spécifiques permettant le dépôt et l'écoulement de marchandises usagées à destination de l'Afrique. J'en ai visité un ; il se trouve dans la périphérie industrielle de Leganés, ville ouvrière à proximité de Madrid. Sur une vaste surface s'alignent des dizaines et des dizaines d'entrepôts de moyennes et petites dimensions. C'est à cet endroit que Karim (l'un de mes informateurs privilégiés à Madrid, n° 3 de la liste des informateurs) a loué un petit entrepôt pour le stockage de ses marchandises. C'est là aussi que j'accompagne Abdou (n° 30 – table des informateurs) une matinée de juin pour une première reconnaissance des prix pratiqués par les revendeurs en vue d'un voyage commercial au Mali qu'il planifie de réaliser à l'automne suivant. À deux reprises, je suis impressionnée par l'animation de ce lieu périphérique et quelque peu éloigné de l'autoroute : le va-et-vient de véhicules et de personnes est permanent. Au niveau de la voie d'entrée, plusieurs camions et quelques remorques sont garés en attente du départ pour l'Afrique.

---

149 Entretien avec Aziz (n°23 de la liste des enquêtés) réalisé le 22/06/2014 à Madrid



**Image 3. L'entrepôt de Karim et sa fourgonnette**

#### **Encart ethnographique n° 4.**

##### **Les entrepôts de Leganés : de véritables grottes d'Ali Baba.**

Lors de ma première visite avec Karim, se déroulant un dimanche, nous observons un mouvement continu de véhicules. Karim s'avère connaître une majorité des personnes se trouvant sur place, en particulier des Marocains, des Ivoiriens et des Maliens : « *T'as vu comme il va charger ce camion ! C'est d'un ami à moi. Voilà un autre camion qui va bientôt partir. Les matelas que j'ai dans la fourgonnette sont pour ce gars-là. Il m'a dit de les lui chercher. Deux autres camions viennent de partir. Celui-là est prêt : il y a 10 tonnes de trucs dedans* »<sup>150</sup>.

Nous descendons de la fourgonnette et Karim me présente ses voisins : une famille de Marocains, le père et ses deux fils, me montrent leur grand entrepôt organisé comme un véritable magasin. Il contient des dizaines d'appareils électroménagers d'occasion bien rangés. Dans un coin une énorme pile des matelas atteint le toit. On y trouve aussi des balles de vêtements, des meubles, un lit bébé et deux chaises hautes. Après avoir échangé quelques plaisanteries avec son voisin, Karim me montre son propre local : une version petite et beaucoup plus désorganisée que l'entrepôt de la famille maghrébine.

La deuxième visite, avec Abdou cette fois-ci, s'effectue un mardi matin, l'endroit étant beaucoup plus calme. Abdou habite en Espagne depuis presque dix ans, il ne réalise qu'occasionnellement des expéditions en camion au Mali afin de compléter les revenus du petit magasin alimentaire qu'il

150 Entretien avec Karim (n°3 liste des informateurs) réalisé le 12/01/2014 à Madrid.

géré à Recas (une petite ville à forte présence malienne dans la région de Castilla la Mancha). Nous visitons différents entrepôts ; Abdou examine soigneusement la marchandise, discute avec les propriétaires, deux Maliens et un Ivoirien, avec lesquels il marchandise en bambara pendant un bon moment. Finalement, il n'achète rien. Il a tout l'air d'un client scrupuleux et difficile à convaincre. Il me confie ensuite qu'il était venu uniquement pour réunir toutes les informations utiles à la planification du budget de son prochain voyage.

**Dans l'entrepôt de Sali** (images n° 4, 5, 6)

Un hall mesurant entre 200 et 300 mètres carrés héberge tout type de marchandises, dont principalement des frigos, des fours, des téléviseurs, mais aussi des moteurs de machines industrielles, amassés dans un coin, qui ne semblent pouvoir jamais plus fonctionner. En réalité Sali m'explique qu'il s'agit des marchandises de la plus grande valeur : il vend les frigos et téléviseurs pour arrondir ses fins de mois.

En face de l'entrepôt, trois ouvriers d'origine malienne sont en train de démembrer et remonter des pièces détachées de voitures et de machines dans une grande cour.

Sali me raconte qu'il y a quelques années, il était le chef d'une entreprise de 35 travailleurs spécialisée dans l'installation électrique domestique. L'entreprise s'appelait « *Sali Ferrallas* » et pouvait être chargée parfois de l'équipement électrique d'un bâtiment de plusieurs étages. À présent, les employés ne sont plus que 4 et ont été contraints de diversifier leurs activités « *Maintenant que le bâtiment ne donne plus du boulot, il faut bouger pour travailler* » m'explique Sali.

**Dans l'entrepôt de Camara** (images n° 7, 8, 9)

Le deuxième entrepôt que nous visitons est encore plus spacieux que le premier. À l'intérieur, c'est le scénario habituel : un chaos apparent de marchandises entassées de toute part puis en faisant attention, un ordre précis et fonctionnel. J'arrive à compter au moins une centaine de matelas usagés. Des pneus de camion, des frigos, des téléviseurs, des ordinateurs, des sommiers, de grandes quantités de meubles.

Je discute brièvement avec le propriétaire qui se présente comme Camara : il me raconte comment il s'approvisionne en matelas. M. Camara est en contact avec un réseau d'hôtels. Chaque fois qu'un établissement hôtelier ferme ou se renouvelle, le responsable contacte lui ou l'un de ses « *collègues* ». Ils viennent avec leurs fourgonnettes et se chargent d'évacuer les chambres des meubles, lits, téléviseurs, etc. Ils achètent ce qui les intéresse à des prix très bas, et dans certains cas prélèvent gratuitement les meubles en mauvais état pour lesquels il y a urgence de se débarrasser.



Image 4. Frigos dans l'entrepôt de Sali



**Image 5. La cour de l'entrepôt de Sali.**



**Image 6. L'art de la négociation<sup>151</sup>**



**Image 7. L'entrepôt de M. Camara**

---

151 Le visage de Sali a été partiellement obscurci pour des raisons d'anonymat.



**Image 8. Matelas usagés chez Camara.**



**Image 9. Appareils d'occasion.**

L'espace décrit ci-dessus occupe une place centrale dans l'agencement d'un circuit commercial qui semble en voie de structuration progressive, du moins en Espagne. Ce lieu retiré, dont l'accès n'est guère signalé, s'écarte intentionnellement du périmètre de visibilité des activités urbaines et s'inscrit dans une filière qui sans chercher une véritable invisibilité, aspire néanmoins à une certaine discrétion. Il faut dire que les transactions commerciales opérées ici s'effectuent souvent en l'absence de facture et sans aucun type de traçabilité fiscale. Si les propriétaires des entrepôts les plus grands parviennent à justifier fiscalement une partie de leurs activités, cela n'est pas le cas ni des commerçants de taille moyenne (comme Karim), ni souvent des acquéreurs. Cela constitue une raison supplémentaire de ne pas attirer l'attention et de conserver ce milieu et ces pratiques dans une dimension de semi-opacité stratégique. À titre anecdotique, je peux mentionner un épisode révélateur du caractère de circonspection entourant ce lieu et les acteurs qui y travaillent. Du fait de l'intérêt que montre une amie journaliste pour mon sujet de thèse, je sonde auprès de Karim la possibilité d'aller visiter son entrepôt tous les trois. Je rencontre alors des résistances importantes, notamment à partir du moment où je mentionne que mon amie travaille comme reporter pour « El País », le journal à grand tirage en Espagne. Karim m'assure que ce n'est pas une bonne idée ; il accepte de se rendre disponible pour une interview anonyme, mais refuse de nous montrer son magasin. Il ne veut pas risquer de

gâter les bonnes relations entretenues avec ses voisins : « *les autres ne vont pas être contents s'ils voient par là des journalistes* »<sup>152</sup>.

Le régime d'invisibilité partielle des espaces dédiés au stockage et à la revente des marchandises d'occasion se propage à l'ensemble des activités d'approvisionnement. Des séances nocturnes de recherche d'objets abandonnés, jusqu'au détournement d'électroménagers de leurs parcours d'élimination contrôlée, tout ce qui concerne le dispositif commercial de prélèvement des produits du marché européen et réorientation vers un nouveau marché en Afrique s'effectuent de manière pratiquement parallèle aux réseaux officiels de l'import-export. En d'autres termes, les espaces empruntés, les stratégies de captage des biens et les arrangements verbaux représentent autant d'éléments qui témoignent d'une activité reléguée aux coulisses de l'économie locale ; activité qui se prête, en effet, à des discours ambivalents, tel qu'on le verra plus en détail dans le chapitre 8. Par ailleurs, le fait qu'il s'agisse d'un commerce mis en œuvre par des groupes issus de l'immigration et destiné à un marché extérieur aux frontières nationales participe également à sa position marginale et peu visible.

D'après mes observations de terrain, *Camara* et *Sali* sont deux exemples représentatifs de la figure polyvalente du revendeur en gros : issus d'autres activités plus rentables, principalement du secteur du bâtiment, ils ont cultivé à travers le temps le commerce d'articles d'occasion comme une source de revenu complémentaire à présent devenue indispensable. Le dynamisme de leur réseau de personnes-ressources (contact avec les entreprises hôtelières par exemple, mais aussi avec les transporteurs et les revendeurs en Afrique) constitue un capital social d'une importance primordiale, grâce auquel ils se montrent capables de proposer une offre diversifiée de produits, en relativement bon état, qui répond aux exigences variables d'une demande générée à des milliers de kilomètres de distance.

Ainsi, sans arrêter de marchander « *un peu de tout* », comme les deux l'affirment, ils se sont spécialisés dans la vente de certains produits concrets – l'un, les moteurs de machines industrielles et l'autre, les matelas et les meubles – en fonction de leurs prédispositions professionnelles et des contacts dont ils disposent. Leurs grands magasins sont d'ailleurs l'indice d'un processus en cours de consolidation territoriale et d'une expansion progressive du secteur.

Il convient de remarquer qu'il s'agit d'un phénomène assez récent en Espagne, alors qu'en ce qui concerne le commerce d'occasion entre la France et le Mali, on parle d'une filière structurée depuis au moins une trentaine d'années. Ce phénomène est très évident si on s'intéresse aux histoires de ces commerçants : *Sali* a commencé à se dédier professionnellement à cette activité depuis « que la crise a commencé », c'est à dire, vraisemblablement, entre 2008 et 2010 ; *Karim* affirme que son début dans les *affaires* est encore plus récent. Celui-ci ne datait que de quelques mois au moment de notre premier entretien en janvier 2014. Il venait d'acheter une

---

152 Entretien avec *Karim* (n°3 liste des informateurs) réalisé le 15/03/2014 à Madrid.



fourgonnette et de louer l'entrepôt que j'ai décrit. En ce qui concerne Camara, il avait un autre emploi auparavant ; la revente de produits d'occasion a commencé à prendre une place importante seulement après son licenciement.

#### **5.4 Le voyage et la route : apprendre à circuler**

Nous avons déjà mentionné le fait que l'expédition par voie maritime des marchandises demeure l'option de transport préférée par les grands exportateurs. Pour les autres, le voyage par route reste généralement la meilleure ou même l'unique possibilité. D'après les informations récoltées, le trajet depuis l'Espagne dure en moyenne cinq jours, et deux jours supplémentaires en venant de France. Il est nécessaire de traverser trois postes de frontières et passer par de multiples contrôles. L'organisation du voyage mobilise une série de compétences gestionnaire et relationnelle indispensables à l'affrontement des défis rencontrés sur le chemin : « le *savoir-circuler* et le *savoir-faire circuler* des marchandises entre pays riches et pays pauvres », pour citer Alan Tarrus (2001 : 51), constituent des compétences s'acquérant autant par la pratique que par la fréquentation d'un milieu transnational qui génère de manière permanente des indications utiles à l'entreprise de ce type de carrières marchandes.

En ce qui nous concerne, nous pouvons identifier au moins trois types de savoir-faire développés par les commerçants maliens en termes de maîtrise du voyage. En premier lieu, un exercice continu de mise au point d'un bagage de connaissances pratiques : il s'agit, en effet, de savoir repérer un grand nombre d'informations précises et actualisées sur les étapes de la route. Les débuts commerciaux d'un navetteur sont habituellement précédés par une intense campagne de renseignements auprès d'autres commerçants, de familiers et de personnes de confiance aussi bien en Europe qu'au Mali. Deuxièmement, nous remarquons un entraînement progressif à des attitudes relationnelles rendant plus fluides les interactions avec les « opérateurs » ayant un pouvoir institutionnel sur les pratiques de circulation : les policiers, les agents douaniers, les péagers, mais aussi le personnel des consulats et ambassades. Finalement, il existe une dimension de gestion avisée des ressources mises à disposition pour le voyage comprenant des astuces, précautions et calculs afin de maximiser la rentabilité de l'expédition commerciale.

En reprenant le premier point, la partie la plus consistante de cet apprentissage concerne les démarches à réaliser sur le plan administratif, et les règles à suivre au niveau législatif : comment réussir une plaque d'immatriculation provisoire permettant le transit en Espagne ? Quels types de contrôles sont-ils réalisés à la frontière ? Quelles sont les interdictions en vigueur concernant le transport et la vente de marchandise d'occasion au Maroc et en Mauritanie ? Quels sont les procédures et les frais de dédouanement au Mali ? Etc. Connaître dans le détail l'ensemble des

étapes administratives du transit par route, le cadre juridique dans lequel celui-ci s'inscrit, ainsi que les risques encourus en cas d'infraction, demeure évidemment une partie fondamentale de l'expertise des acteurs de la circulation.

On m'explique par exemple que le Maroc a récemment amorcé des mesures législatives afin de réduire la vente de produits d'occasion européens. S'il était jadis possible d'écouler une partie des marchandises au Maroc afin d'amortir en cours de route les frais du voyage, cette pratique entraîne désormais des amendes consistantes. En rentrant au Maroc, les véhicules en transit font l'objet d'un contrôle et d'un inventaire en vue du prélèvement d'une caution de 500 euros, qui est retournée au propriétaire à la sortie du territoire marocain si les produits listés n'ont pas été vendus. Certains commerçants continuent pourtant à vendre leurs marchandises de petite taille (téléphones, sacs, chaussures, etc.) dans les stations d'essence marocaines ; il suffit simplement de prêter attention à ce que ces articles, cachés parmi d'autres ou dissimulés dans les couvre-siège de la voiture, ne rentrent pas dans l'inventaire de la douane.

Évidemment, la maîtrise des formalités administratives entraîne une expertise parallèle, des ruses et possibles stratégies de contournement. En règle générale toutefois, d'après les entretiens, il ne s'agit que de petites astuces et infractions observées peu fréquemment, alors que la majorité des commerçants assure une adhésion pleine (et parfois orgueilleuse) aux normes établies par les institutions de chaque pays. Bien qu'existants, les cas de fraude semblent demeurer des exceptions.

L'étape du dédouanement à la frontière malienne représente un autre passage clé, dont il faut bien maîtriser les procédures et surtout prévoir les frais. Le calcul des droits de douane de la frontière malienne est très loin d'être une mince affaire, alors que celui-ci constitue un élément conditionnant en amont le choix du véhicule, le volume de marchandise à charger et, en général la rentabilité globale de l'opération commerciale. L'étalement des règlements tarifaires imposables aux différentes classes de véhicules importés atteint un tel niveau de complexité qu'il devient fréquemment l'objet de longues conversations entre les commerçants débutants et les marchands les plus avisés. La fenêtre ethnographique ci-dessous porte précisément sur cette complexité.

#### **Encart ethnographique n° 5.**

##### **À la douane : le casse-tête administratif des droits à payer. Conversation avec un marchand expérimenté.**

Contrairement à d'autres pays de la sous-région comme le Sénégal, la législation malienne ne mentionne pas de limitation d'âge pour l'importation de véhicules d'occasion, bien que celle-ci prévoit des dispositions tendant à décourager l'importation de véhicules usagés.

L'affaire n'est pas aussi simple que cela, tel que l'affirme Hamid (n° 31 de la liste d'informateurs) qui se considère un expert en la matière. Il me confie qu'il est continuellement sollicité par des compatriotes en quête d'informations précises sur les droits de douane, avant de démarrer une affaire. Hamid me montre à quel point les frais de dédouanement influencent la faisabilité de l'entreprise



commerciale. Pour une voiture Mercedes 190, très appréciée par la clientèle malienne, on parvient à des frais de dédouanement équivalents à la somme déboursée pour l'achat d'occasion en Europe. Ainsi, les marges de bénéfices rendues possibles par les prix pratiqués au Mali se réduisent et il devient plus rentable d'amener d'autres véhicules.

*« Avant on amenait beaucoup des Mercedes 190. Maintenant le dédouanement est très cher, parce qu'une Mercedes minimum a 18 ou 19 ans, c'est des voitures anciennes. Les gens là-bas préfèrent ça, parce qu'il y a beaucoup de résistance dans ces voitures là. Maintenant, tu peux acheter un bon 190, ici en France, à 1500 ou 1800 euros. Après, pour descendre là-bas, t'as besoin de 800 euros. Pour le dédouanement là-bas tu payes 625.000 FCFA (950 euros). Après si le véhicule a 18 ans c'est encore 400.000 FCFA (600 euros) à payer pour les Affaires économiques, donc tu dois la revendre à 3.500.000 (5.320 euros). Il n'y a pas assez de bénéfices »<sup>153</sup>.*

Cet extrait de l'entretien avec Hamid est intéressant du point de vue de l'analyse fiable des lignes budgétées dans les calculs de commerçants pour l'importation de véhicules. D'autres entretiens coïncident avec cette évaluation des flux de trésorerie des navetteurs. Il faudrait également ajouter le vol de retour en Europe qui se situe entre les 400 et les 500 euros, aux frais listés par Hamid. Finalement, le bénéfice net sur la vente d'une voiture d'occasion au Mali en utilisant ce système atteint entre 500 et 1000 euros selon le véhicule. Les différentes marques de voitures correspondent à des tarifs de paiement variant sensiblement :

*« Maintenant les gens ont changé un peu... on préfère amener des Toyota Corolla ; le dédouanement tu le payes moins cher. Si c'est un véhicule qui a 10 ans, les droits de douane ça fait 350.000 FCFA plus 250.000 FCFA ; tu le revends là-bas à 4.000.000, ou 4.500.000 FCFA si t'as la chance (6.000 ou 6850 euros), donc c'est bien. Pour les camions, les poids lourds, le dédouanement, c'est moins cher, mais ça dépend toujours des marques : il y a des marques qui sont moins chères, il y a des marques qui sont très chères. Je ne sais pas pourquoi... c'est la douane ! »*

L'âge constitue également une variable capitale dans la recherche du tarif douanier le plus avantageux. L'idéal selon Hamid, serait un véhicule âgé de 10 ans :

*Après, si le véhicule a 10 ans c'est des véhicules usagés, d'après la douane ils comptent ça. Mais si le véhicule a 9 ans on le considère comme un véhicule neuf, c'est-à-dire qu'on dédouane comme des neufs, c'est très cher. Donc l'idéal c'est un véhicule de 10 ou 11 ans. Il faut bien connaître tout ça avant de se lancer dans ce truc. Parce qu'il y a beaucoup de gens qui ont eu des problèmes sur ça. Ils amènent n'importe quel véhicule et après ils se bloquent là-bas. Ils n'ont pas les moyens de dédouaner, donc le véhicule va rester dans la douane. Et là, t'es obligé de vendre à une autre personne qui aura les moyens de dédouaner ».*

En définitive, une erreur dans le calcul des frais nécessaires au dédouanement peut coûter la faillite de l'opération commerciale et la perte des investissements réalisés. Les cas de commerçants bloqués à la frontière malienne par manque de liquidité sont de plus en plus fréquents. C'est pour cela, qu'on voit un nombre croissant d'entrepreneurs maliens se spécialiser dans l'activité lucrative de rachat à perte des biens arrêtés à la douane. Harouna (n° 49 de la liste des informateurs) bamakois de 52 ans, engagé depuis 20 ans dans le commerce et la réparation

---

153 Cet extrait comme les suivants sont issues d'un entretien avec Hamid (n°31 liste des informateurs) enregistré le 01/05/2014 à Paris.

d'appareils d'occasions, fait partie de ces entrepreneurs profitant du manque d'expérience des navetteurs maliens. Il me raconte qu'il a commencé avec une échoppe de dépannage de téléviseurs usagés. Sa source privilégiée de ravitaillement dérive maintenant des marchandises dont il finance le dédouanement à la frontière, ou au port de Dakar.

*« Moi, en tout cas, je ne voyage pas ; mais il y a des gens qui font leur chargement en Europe et après en venant ici, à la frontière malienne ou bien à Dakar ils n'ont pas suffisamment d'argent, ils sont bloqués : donc je fais le financement, je ramène les bagages ici. Après, ce qui m'intéresse je prends, ce qui ne m'intéresse pas il y a d'autres personnes qui veulent. Ces gens sont arrivés en Afrique, mais pour les frais de dédouanement, ils n'avaient pas bien fait les calculs. La plupart des fois je travaille sur ces cas-là. J'ai des contacts avec les gens au niveau de la frontière du Mali à Nioro et à Djiboni et même au niveau du port de Dakar, partout ! Ils ont mes coordonnées, ma carte de visite, ils m'appellent. En principe je paye seulement la sortie de la douane, et dès que la personne vend les marchandises et fait du liquide, me rembourse. Mais, s'il y a quelque chose qui m'intéresse, je prends ça. Par exemple si c'est des matelas, je prends. Je prends aussi les télé cassées que je dépanne »<sup>154</sup>.*

Tout au long de l'entretien, Harouna souligne à plusieurs reprises qu'il est bien installé dans le milieu du marchandage des produits d'occasion, même s'il ne prend pas part aux déplacements fréquents auxquels se soumettent habituellement les entrepreneurs de ce secteur. Dans son cas, l'absence de mobilité semble être largement compensée, d'une part par l'extension de son réseau de connaissances (qui comprends des fonctionnaires portuaires, des transitaires, des agents de douane, mais aussi des commerçants venant d'Europe et des grossistes) et d'autre part, par sa capacité à mobiliser d'autres personnes de confiance voyageant à sa place (par exemple, des frères qui se rendent à la frontière afin de récupérer les marchandises bloquées à la douane). Le cas de Harouna doit être considéré comme un autre exemple révélateur du fait que le dispositif circulatoire du commerce d'occasion cache dans ses plis une multitude de figures bien situées qui savent faire valoir leur position ou leur carnet d'adresses pour faciliter, voire profiter de la circulation autrui.

Pour revenir sur le sujet du bagage d'expertises nécessaires à l'exercice de la mobilité, une deuxième composante concerne les interactions avec les acteurs rencontrés sur la route. Il est indispensable par exemple, de savoir traiter avec les fonctionnaires des postes de police afin d'éviter que les demandes de bakchichs et de commissions abusives ne rognent pas davantage sur le budget prévu. Les interviewés signalent unanimement la Mauritanie comme l'étape la plus pénible en ce qui concerne cet aspect. Ils racontent qu'ils expérimentent invariablement l'avidité

---

154 Entretien avec Harouna (n°48 liste des informateurs) réalisé le 21/07/2014 à Bamako.

des agents de postes de frontières essayant de prélever leur pot-de-vin. Voici le témoignage de Yacouba (n° 40 de la liste des informateurs), un Malien récemment réinstallé à Bamako après 10 ans en Europe (en France, puis en Espagne). Yacouba réalise depuis deux ans des voyages à cadence mensuelle en Espagne (aller par avion, retour par camion) afin de se ravitailler en électroménagers d'occasion qu'il revend dans son magasin de Niamakoro à Bamako.

*« Sur le chemin il y a beaucoup de problèmes, il y a beaucoup de postes, chacun veut pour sa poche. Ils te disent : cadeaux, cadeaux ! Et c'est des cadeaux obligatoires [...]. Surtout en Mauritanie c'est de la merde. En Mauritanie ils te demandent les papiers de ton véhicule. Quand ils ont ça dans leurs mains, ils rentrent dans leur bureau et ils s'assoient... Qu'est ce qu'il y a ? Rien ! Vraiment ils abusent de ta patience. Après ils te disent : ce papier ne vaut pas ! Ils cherchent quoi ? ! Toi tu as tout, ton permis de conduire, tes factures, t'as tous tes papiers en ordre, mais ils viennent chercher un défaut dans ton camion. Ils ont leur plaque de policier. À chaque fois je me fâche grave ! »<sup>155</sup>.*

La description d'épisodes d'escroquerie analogues à celui-ci revient très fréquemment au cours des entretiens. L'attitude des policiers mauritaniens vise à souligner leur position de pouvoir vis-à-vis de la régulation du passage. L'invention de procédures fictives de contrôle, la rétention de documentation et la recherche de défauts administratifs font partie d'une mise en scène réalisée moins dans le but de donner une couverture de légitimité à des prélèvements abusifs que pour rappeler symboliquement la force de l'autorité dans un jeu de relations inégales.

Par ailleurs, comme j'ai moi-même pu l'expérimenter lors d'un voyage à travers la Mauritanie<sup>156</sup>, cette forme de théâtralisation de la supériorité institutionnelle ne résiste pas longtemps : son caractère fictif est si évident qu'il suffit souvent d'une dose suffisante de temps et de patience pour avoir l'autorisation à transiter. Dans d'autres cas, il est impossible d'éviter les requêtes avancées par les agents. Cependant, du fait de cette variabilité des équilibres relationnels, le paiement ne parvient pas à devenir une pratique établie : il fait toujours l'objet d'une intense et fatigante négociation entre les deux parties. Parfois, le pouvoir du fonctionnaire prévaut, tandis que d'autres fois le commerçant arrive à éviter ou minimiser le montant du « cadeau ». La capacité d'interagir convenablement avec les policiers devient alors un atout indispensable.

Un troisième aspect de l'équipement immatériel du navetteur concerne la gestion du budget de voyage : afin de maximiser les bénéfices, les dépenses sur la route se réduisent généralement au minimum. De nombreux navetteurs préfèrent dormir dans leur véhicule plutôt que de chercher

---

155 Entretien avec Yacouba (n°39 liste des informateurs), réalisé le 17/07/2014 à Bamako.

156 J'ai mentionné dans l'introduction ce voyage en autobus entre le Maroc et le Sénégal à destination du Forum Social Mondial de Dakar (janvier 2011).

un logement payant. Aussi la durée du voyage est comprimée sur cinq jours durant lesquels il n'y a pratiquement pas d'espace pour d'autres activités que celle de conduire. Il faut par ailleurs être prêt à s'adapter aux éventuels obstacles pouvant se présenter en cours de route (une panne, un accident, un vol ou le paiement d'un bakchich afin de résoudre un problème administratif imprévu, etc.) et savoir recalculer en conséquence le budget restant à disposition. Parfois, une répartition des ventes sur les différentes étapes du voyage peut servir à amortir les frais d'essence, comme le rappelle Ibrahim :

*« Si tu n'as pas assez de sous pour le voyage tu peux commencer à vendre au Maroc. Mais si tu n'as pas vraiment besoin d'argent, ce n'est pas la peine de vendre là-bas : au Maroc il y a trop de choses comme ça, ils te baissent le prix. Par contre, en Mauritanie ou au Mali, c'est un bon prix. En Mauritanie on vend même très bien. Moi je vends la majorité de mes trucs là-bas. Avant d'arriver au Mali, j'essaye d'avoir peu de choses dans le véhicule pour payer moins à la douane. Et puis comme ça le véhicule est plus léger et je dépense moins d'essence »<sup>157</sup>.*

La répartition des ventes à travers les différentes zones commerciales touchées tout au long de la route est une stratégie combinant la possibilité de commencer à récupérer très tôt une partie de l'investissement réalisé, avec l'avantage de rendre le voyage moins cher (moindres frais à la douane, moindres dépenses d'essence). Et pourtant, hormis certains cas comme celui d'Ibrahim, cela demeure une solution d'urgence. La majorité des commerçants préfère arriver au Mali avant de démarrer la phase de vente. C'est au Mali que les voyageurs maliens peuvent profiter, en premier lieu, de l'appui économique et social de la famille (en termes d'hébergement, de support logistique, de possibilité de déléguer une partie des transactions à des familiers), en deuxième lieu de la connaissance de l'espace urbain (dont ils maîtrisent la géographie, les codes de ventes et de captage de la clientèle) et, finalement de la familiarité avec un réseau professionnel de soutien aux activités marchandes comprenant des garagistes, des dépanneurs, des détaillants, etc. D'autant plus que dans la circonstance assez fréquente d'un processus de vente qui se prolonge dans le temps, la possibilité de confier les articles invendus à une personne de confiance avant de repartir représente une variable déterminante.

D'ailleurs, en considérant le parcours de Ibrahim qui a choisi Nouakchott comme étape fixe de ses voyages pour la vente de produits d'occasion, on découvre qu'il a travaillé dix ans en Mauritanie avant d'émigrer en Espagne et que par conséquent, il a accumulé une connaissance solide de l'espace urbain et de ses marchés. Ibrahim a aussi des amis et familiers sur place qui peuvent l'aider et l'héberger pendant sa permanence. En l'absence de ce type de support local, une alternative possible pour les commerçants souhaitant se défaire d'une partie de leur

---

157 Entretien avec Ibrahim, (n°14 liste des informateurs) enregistrée le 12/02/2014 à Madrid.

marchandise, est la revente à des grossistes stationnés aux frontières (Harouna en est un exemple) à des conditions de vente plutôt défavorables.

Une pratique beaucoup plus fréquente ainsi qu'avantageuse consiste en des « petites ventes » en cours de route, à savoir le marchandage d'articles faciles à écouler (vêtements, chaussures, sacs, téléphones portables) qui ne requièrent ni temps ni espace d'exposition spécifique, et pas même la nécessité de sortir de l'autoroute. Ainsi me l'explique Massi :

*« Massi : Dans le dernier voyage, j'avais amené beaucoup de chaussures de femmes. Avant d'arriver au Mali, c'était tout vendu.*

*Annalisa : Tu sors de l'autoroute pour partir vendre en ville ?*

*Massi : Non. En fait, dans n'importe quelle station d'essence quand tu descends, les gens te reconnaissent et viennent : qu'est ce que t'as à vendre ? J'ai des chaussures et des sacs ! Eux, ils regardent, s'ils aiment ils achètent. Ils voient la plaque, la voiture pleine et ils savent que ce véhicule vient de l'Europe ! »<sup>158</sup>*

Les ventes dans les stations d'essence, lieux emblématiques du transit occasionnel, peuvent être pensées comme l'exemple évident de la composante la plus volatile et éphémère d'une circulation commerciale s'inscrivant en permanence dans une géographie changeante. Ces lieux traduisent l'« extrémité déterritorialisée » d'une activité ambivalente qui est à la fois victime et redevable des hasards du voyage.

## **5.5 Accords commerciaux : « informalité » et gestion des affaires**

Le commerce des produits d'occasion, tel qu'il est agencé par des acteurs sociaux au passé migratoire, prend la forme d'un dispositif économique soudé par les éléments caractéristiques de l'« économie du face à face » (Peraldi 1999). Nous retrouvons sur le terrain toute la panoplie de ces caractères : prédominance de l'oralité, arrangements rarement contractualisés, valeur contraignante de la confiance, interactions codifiées et ancrées dans la dynamique de rôles statutaires de la société malienne, etc. De plus, la configuration transnationale de cette activité suppose des engagements censés demeurer efficaces sur de longues distances géographiques.

Il est surprenant de remarquer que la dimension « informelle » de ces échanges n'entraîne aucunement de l'insécurité dans les transactions ou du manque de contrôle dans les conditions d'échanges. Les opérations commerciales se sécurisent et s'équilibrent par des moyens autres,

---

158 Entretien avec Massi, (n°16 liste des informateurs) enregistrée le 12/02/2014 à Madrid.

mais pas moins contraignants, que des clauses et dispositions légales. Il en résulte donc que l'usage de la notion d'informalité ne traduit certainement pas un « manque de forme » des activités observées, qui se distinguent d'ailleurs par leur niveau de structuration et d'organisation.

À ce propos, il convient d'évoquer l'existence d'un débat anthropologique amorcé depuis les années 1970 sur la définition du concept d'informalité dans les sciences sociales<sup>159</sup> ; débat dont on ne retracera ici ni la complexité ni la diversité des enjeux soulevés, à l'exception de deux réflexions pouvant faciliter l'interprétation des pratiques observées. La première concerne la nécessité d'opérer une distinction sémantique entre ce qui relève de l'*informel* et de ce qui relève de l'*illégal* (« clandestin », « noir », « irrégulier », « souterrain » d'après le répertoire de termes cité par Lautier et al. 1991). Maints auteurs ont cherché d'asseoir la notion d'informalité (cf. Charmes, Adair 2014) afin d'échapper aux ambiguïtés et, notamment, éviter la confusion avec le monde de l'illégalité.

Dans le cas malien, le circuit commercial de l'occasion tombe sous la caractérisation de l'informalité, surtout dans le sens où il repose sur des performances marchandes qui ne sont pas enregistrées sous forme d'accords ou de contacts officiels, mais beaucoup moins dans le sens d'une pratique qui s'exerce explicitement hors du cadre légal établi par les états. Même si des contournements de la loi (qui d'ailleurs ne sont pas les mêmes du côté européen qu'africain de l'activité) s'opèrent, ils ne concernent généralement pas l'objet du commerce : soumis à certaines restrictions en Europe, les produits d'occasion ne font l'objet d'aucune prohibitions au Mali. D'ailleurs, les opérations de franchissement des frontières et des douanes semblent se dérouler conformément aux normes.

Malgré l'existence d'une directive européenne interdisant le commerce de déchets, son application au niveau des Etats Membres est opérée de manière très diverse et partielle, laissant une grande marge de manœuvre aux exportateurs. D'après mes informateurs, les contrôles à la frontière entre le Maroc et l'Espagne visent uniquement à garantir que ni le véhicule ni les marchandises transportées ne cachent des armes ou de stupéfiants et ne soient volés. L'exportation par voie maritime à partir de pays comme la Belgique, la Hollande ou la France donne lieu à des procédures plus restrictives, notamment dans le cas de produits réglementés pour des questions environnementales comme les réfrigérateurs au fréon. Toutefois, au lieu d'initiatives de transgression des normes et de recherche de complicités parmi le personnel administratif, j'ai plutôt observé des stratégies de réorientation commerciale de la part des commerçants maliens. Voici par exemple le cas de Foussemi :

---

159 Pour une restitution détaillée de la genèse et de l'évolution de la notion d'informel, se référer à Bangasser (2000) : si la paternité de cette notion est à attribuer à Hart (cf. Hart 1995), sa popularité s'attache à l'adoption de la catégorie « secteur informel » par le Bureau International du Travail. À ce propos, il faut aussi mentionner le texte de Janet MacGaffey (1988), référence principale en ce qui concerne le débat sur la relation formel-informel.

*« J'ai laissé même les frigos. Après cet arrivage il n'y aura plus de frigos, j'ai d'autres opportunités maintenant dans les produits cosmétiques. Il y a beaucoup de problèmes maintenant en Europe avec les frigos... les frigos sont difficiles. Il y a un certain nombre de gaz qui sont interdits, les anciens gaz, quand on te prend avec un camion plein de frigos comme ça au port, directement c'est la destruction et tu payes la destruction. Moi j'ai des amis qui ont eu ce problème ; et puis quand on te prend une fois c'est fini pour ton commerce. Le montant de la destruction par la société de recyclage c'est dans les 6.000, 8.000, même 10.000 euros »<sup>160</sup>*

Nous ne pouvons non plus parler d'une économie souterraine, parallèle ou invisible : en effet, l'opacité entourant le déroulement de ce commerce en Europe (principalement liée à une déclaration fiscale partielle des produits acquis) est remplacée par des pratiques exposées à une visibilité totale dans l'espace public malien (voire ch. 5.7).

Le deuxième élément que je voudrais éclaircir afin de nuancer l'adoption de la notion d'informalité dans ce texte, concerne la relation entre l'État et le commerce informel. Si d'un côté, on constate avec Rubbers (2007) et Hibou (1997) que l'informalité se construit en miroir de ce que l'État désigne comme formel et légalement valide ; d'un autre côté, l'emploi des procédures officielles et reconnues par la loi se mesure constamment avec l'extension et l'efficacité de l'application pratique de cette loi. En d'autres mots, la « bureaucratisation » des opérations économiques se voit fortement limitée dans un contexte où l'institution étatique n'arrive pas à offrir une garantie fiable de protection citoyenne contre l'éventualité de situations abusives. Alors que ce cadre de tutelle est perçu comme limité, les acteurs économiques cherchent d'autres modèles de régulation des relations commerciales.

Il s'agit maintenant de savoir quelles sont ces formules garantissant une relative prédictibilité des échanges dans le cas du commerce transnational de produits usagés. Une première forme d'assurance, lors de la phase de négociation, est l'engagement de témoins pouvant faire foi des compromis assumés par les deux parties. Le caractère « légal » des témoignages oraux relève de l'héritage d'une culture commerciale bien implantée dans la société malienne. On reconnaît aussi une matrice religieuse qui contribue à la légitimation répandue de l'usage des « témoins visuels », dans la plus pure tradition du droit islamique. Voici cette pratique en œuvre dans l'explication de Daouda (n° 7 de la liste des informateurs), commerçant occasionnel résidant à Madrid ; il me donne l'exemple d'un accord entre un transporteur et une personne souhaitant envoyer un colis au Mali :

*« Daouda : Normalement il n'y a aucun papier dans ces choses, juste des accords par voix. À priori, il y a des témoins, c'est une chose qui existe dans notre culture.*

---

160 Entretien avec Fousseni (n°47 liste des informateurs) enregistré le 21/07/2014 à Bamako.

*Annalisa : Des témoins ?*

*D. : Oui, d'autres personnes qui voient ça. Mais, s'il y a confiance, on peut aussi rester à deux.*

*A. : Donc c'est uniquement si tu n'as pas confiance en quelqu'un que tu appelles des témoins ?*

*D. : C'est ça. Si t'as des témoins après tu peux réclamer. Il y a beaucoup de gens que quand tu lui donnes tes valises à transporter, après ils les vendent sur le chemin et après c'est tout un mensonge : ils te disent que la douane les a bloqués ou que les choses ont été volées. Mais c'est des histoires ! Cela ne passe pas souvent, mais il y a des gens comme ça »<sup>161</sup>.*

La réclamation d'un service impayé ou d'un colis non livré nécessite une instance sur laquelle pouvoir s'appuyer afin de faire respecter les accords conclus. C'est dans le fonctionnement des relations sociales (ou pour le dire avec le langage de Foucault<sup>162</sup>, dans « la microphysique du pouvoir » de la société malienne) qu'on peut identifier le cadre d'exécution de cette nécessité. Dans une structure sociale possédant une forte composante normative en effet, la pression exercée sur la famille et la communauté environnante est ressentie comme suffisante pour la réorientation des comportements considérés déviants par rapport aux règles de sociabilité. Tenir son engagement rentre indubitablement dans l'ensemble de ces règles. Comme nous pouvons le lire dans le prochain extrait issu de l'entretien avec Harouna, en présence d'un abus, il suffit d'actionner les réseaux de connaissances mutuelles afin de parvenir à interpeller les proches (frères, parents, oncles, etc.) de celui s'étant soustrait au paiement d'une dette. C'est devant eux que les « preuves » de la transaction sont présentées (les témoins, mais aussi les récépissés du virement d'argent) car c'est à travers eux que l'on espère pouvoir régler rapidement la question.

*« Harouna : Tout ça, c'est un truc verbal, il n'y a pas des papiers. C'est un truc de confiance !*

*Annalisa : Explique-moi mieux...*

*H : Si c'est une chose de confiance, t'es obligé d'être sérieux ! Je t'explique : si tu ne m'as pas payé un truc, et tant que tu vas rester à Bamako ici... tu vois, je suis dans ce travail, tu ne peux pas rentrer ici, faire un déchargement, une fois, deux fois, sans que moi je t'attrape tôt ou tard. Pour m'assurer, pour me dire que voilà j'ai envoyé tel montant à telle personne, moi j'ai les témoins aussi. Et puis, je vais voir un frère de la personne, je lui dis : voilà ton frère doit m'envoyer ça ! Si ça ne va pas, je l'appelle. Tout ce que je fais, je le fais avec les papiers, l'arrangement aussi je le fais avec des papiers. Je dis à tes frères : voilà vraiment j'ai envoyé*

---

161 Entretien avec Daouda (n° 7 table des informateurs) enregistré le 28/01/2014 à Madrid.

162 Foucault M., 1993 [1975], *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard.



*l'argent et je n'ai rien reçu. Eux-mêmes ils vont commencer à lui dire : vraiment il faut envier son truc ! Il faut être honnête ! Et par-ci par-là... Mais les cas comme ça c'est spécial, ce n'est pas normal. En tout cas, je garde le papier de la transaction que je t'ai fait : j'ai la facture de Money Gram, ça veut dire qu'on est tombé d'accord et que je t'ai envoyé l'argent. Si tu n'as pas fait ta partie, c'est bon, je vais à la police. Mais normalement, ça n'arrive pas. »<sup>163</sup>*

Harouna mentionne l'autorité policière comme dernier recours de dissuasion vis-à-vis des escroqueries. Il est intéressant d'observer dans son discours la combinaison stratégique de formes orales et écrites au sein de l'arrangement commercial, ainsi que l'imbrication complexe entre mécanismes d'assurance relevant du mode traditionnel de gérer les affaires (mécanismes pouvant être relégués à la catégorie d'informalité) et mesures pour ainsi dire « officielles » de protection juridique, telles que la conservation de documents ou la dénonciation aux autorités. En d'autres termes, le couple formel/informel ne doit pas être perçu comme l'opposition de deux systèmes alternatifs. Il s'agit de plutôt s'en tenir à une compréhension situationnelle et évolutive de ces catégories, utilisée uniquement pour définir deux typologies de ressources combinables.

Par ailleurs, toujours dans cet esprit d'usage combiné des instruments à disposition, une autre méthode intervenant fréquemment comme mode de renforcement des engagements oraux est le versement d'une caution préventive sur le prix d'un produit. Cette forme de gestion commerciale universellement répandue ne repose ni sur l'autorité de la loi ni sur le poids conditionnant de la société, mais sur la dynamique interne des intérêts en jeu :

*« Thierno: Maintenant les gens m'appellent pour me faire leurs commandes : on m'appelle à l'avance et je leur achète le véhicule.*

*Annalisa : Et comment tu sais qu'à ton arrivée au Mali la personne est encore partante pour t'acheter le véhicule ?*

*T. : Effectivement. C'est pour ça que je demande toujours une avance, c'est un peu moins de la moitié du prix. Avec ça la personne s'engage parce qu'elle a son argent là-dedans. Bon avec tout ça, si j'arrive là-bas et la personne n'est pas prête à payer, l'argent qu'elle a donné elle ne peut pas le réclamer »<sup>164</sup>.*

Le respect répété des accords constitue une base pour construire des liens durables de confiance, permettant d'éviter le recours aux mesures de contrôle. La *confiance* (terme souvent utilisé dans les entretiens) doit se comprendre comme un attribut individuel, une sorte de label de

---

163 Entretien avec Harouna (n° 48 liste des informateurs) réalisé le 21/07/2014 à Bamako.

164 Entretien avec Thierno (n°1 liste des informateurs) réalisé le 17/12/2011 à Madrid.

créance qui certifie le curriculum d'un commerçant et consolide son réseau commercial. Ainsi me l'explique Idrissa :

*« Je vends à des magistrats et à des fonctionnaires. Il y a trop de confiance sur moi, si tu as eu la confiance une fois seulement, il ne faut pas essayer de la perdre, il faut vendre de bons véhicules. Pas de la politique de petits grains pour donner aux gens des choses qui ne sont pas bonnes ! »<sup>165</sup>.*

## **5.6 Alliances, formules d'associations et partenariat : des liaisons essentielles**

La construction de relations de confiance constitue un enjeu primordial dans le milieu malien des affaires <sup>166</sup>. Les commerçants y consacrent beaucoup de temps et d'efforts. Par ailleurs, trouver un partenaire commercial fiable avec lequel s'associer durablement ne semble pas être une entreprise facile. Jusque-là nous avons principalement abordé le cas de relations commerciales occasionnelles. Un certain nombre de commerçants affirme préférer être libre d'engagements permanents et gérer de façon autonome toute la filière depuis l'achat jusqu'à la vente. Dans la plupart des cas cependant, on assiste à la création de véritables chaînes commerciales, plus ou moins organisées et comptant différents degrés d'association.

Un modèle classique de partenariat comprend un émigré en Europe, en charge de l'approvisionnement en marchandises, et un membre de sa famille ou de son entourage au Mali, en charge de la vente intégrale ou partielle des biens envoyés. Le premier est intégré à un circuit d'acteur s'occupant du repérage et du ravitaillement des produits d'occasion, le deuxième alimente un réseau de détaillants liés par des relations parfois stables, parfois circonstanciées. En définitive, les arrangements relationnels par lesquels la circulation de marchandises s'organise, s'articulent autour de divers types d'associations définis par différents niveaux de proximité : on peut aller d'une connexion contingente créée sur la base d'un besoin ponctuel (qui peut être tout simplement une requête d'information), à une relation de proximité construite durablement dans le temps et soudée par une confiance mutuelle.

Paradoxalement, en considérant les relations économiques entre parents proches on s'aperçoit d'un fait singulier : si celles-ci semblent représenter la forme la plus spontanée et fréquente de partenariat ; elles posent néanmoins de nombreux problèmes. Les points de

---

165 Entretien avec Idrissa (n°46 liste des informateurs) enregistré le 21/07/2014 à Bamako.

166 Il convient de remarquer que la confiance revêt un rôle central dans tous les milieux d'affaire. Il existe une littérature très abondante sur ce sujet ; voir entre autres Gambetta (1988), Alesina et La Ferrara (2009).

désaccords, plaintes, reproches réciproques, ou les cas de mauvaise communication paraissent plus fréquents que dans d'autres situations d'alliance marchande. Ce phénomène devient moins surprenant si l'on tient compte du fait que précisément dû à leur « prédisposition sociale », ces partenariats plutôt imposés que choisis, fonctionnent relativement en dehors des mécanismes de sauvegarde des intérêts privés. Dans ce type de relations, l'équilibre entre les deux parties est fortement influencé par les relations hiérarchiques, les rôles assumés dans la famille ainsi que les jalousies<sup>167</sup>, rancœurs et vieilles fâcheries alimentant de manière plus ou moins avouée les rapports familiaux. De plus, l'implication de proches dans les affaires n'est pas réalisée sur la base d'un simple calcul de gains, mais suppose des logiques beaucoup plus complexes : l'intégration d'un frère, d'une sœur, d'un neveu ou d'un cousin dans la gestion d'une activité de commerce transnationale relève souvent d'une dynamique redistributive, visant à l'implication de la famille dans le processus d'accumulation de richesses individuelles.

En d'autres termes, cette implication découle plutôt des prérogatives du projet migratoire que d'un projet purement entrepreneurial, spécifiquement quand cette activité est pensée comme supplément (ou substitution) à l'envoi de fonds liquides. Nous avons là une reconfiguration du « contrat social » (cf. Daum 2005), idéalement dressé au moment du départ entre l'émigré et sa famille, par lequel l'expatriation trouve sa raison d'être dans la promesse de compenser une *absence* physique par une *présence* économique. Sans pour autant vouloir transmettre l'idée qu'il n'existe ni intérêts purement particuliers ni processus individualistes dissimulés derrière ces relations, il paraît tout de même évident que les rapports économiques au sein d'un groupe familial fonctionnent à double vitesse : on y trouve des logiques d'accaparement personnel mélangées à des logiques contributives et redistributives. C'est donc pour cela que la recherche d'un profil compétent et fiable n'est pas le premier critère dans la sélection d'un proche comme partenaire.

Analysons l'exemple proposé par Abdoulaye, un Malien installé en Espagne depuis 1998 qui a essayé plusieurs fois de réaliser des investissements entrepreneuriaux au Mali, au bénéfice de différents membres de sa famille. Premièrement, le démarrage d'une exploitation agricole de mangues confiée à ses neveux et, pas la suite, une activité de transport en commun livrée à la gestion de son grand frère. La faillite rapide des deux initiatives a découragé Abdoulaye à un tel point qu'il a suspendu son projet de commerce de véhicules d'occasion, jusqu'au moment où il serait en mesure de se charger également du côté malien de l'activité. Voici la relation avec son grand frère, décrite dans son récit :

---

167 Les interactions entre frères font spécialement l'objet de frictions et jalousies, d'autant plus que dans les sociétés mandingues la compétition entre frères et l'exhibition de la réussite constituent des attitudes culturellement codifiées et encouragées. Le concept de *fandanya* (littéralement les enfants du père) désigne la rivalité entre les membres d'une même fratrie, considérée un moyen positif de stimuler l'audace et l'initiative individuelle. La famille traditionnelle malienne s'avère ainsi être un milieu hautement compétitif, traversé de tensions potentiellement explosives.

*« Il n'y a pas moyen qu'on s'en sorte bien, j'ai essayé plein de choses. Par exemple, j'ai amené une fourgonnette au Mali. C'était pour mon grand frère. Je lui ai dit : pour ce véhicule j'ai dépensé en total 7000 euros. J'avais même payé les taxes pour sa mise en circulation comme Sotrama<sup>168</sup>. Je lui ai dit : tu arrives à gagner 8000 euros et après la fourgonnette est à toi. Mais il n'a même pas gagné 100 euros. Ça fonctionnait bien, tous les jours il y avait des gains. Mais après il a commencé à faire des bêtises et si le moteur tombait en panne, il ne le réparait pas. Mon idée c'était de l'aider. Il devait me le rembourser et puis il pouvait garder l'affaire pour lui. Mais ça, c'était impossible. Il l'a vendu sans me consulter et en plus il a dépensé tout l'argent !! Mais moi je le savais déjà parce que ma mère me disait au téléphone : la fourgonnette aujourd'hui n'est pas rentrée, t'as demandé à ton frère qu'est ce qu'il a fait avec ? »<sup>169</sup>*

Les différentes logiques mobilisées sont particulièrement évidentes dans le discours d'Abdoulaye : ce qui est présenté de prime abord comme un geste d'aide vers un frère est à la fois explicitement inscrit dans un dessein de recherche de profit individuel. Les conditions d'engagements ne semblent pas non plus totalement avantageuses pour son partenaire : démarrer une activité de transport avec une dette de 8000 euros au Mali n'est pas un cadeau totalement désintéressé. Pour sa part, le grand frère, s'appuyant sur les privilèges de sa position d'aîné, s'approprie et vend le véhicule, en marge des accords avec Abdoulaye.

L'enrôlement de membres de la famille se réalise selon des modalités variables : si la confiance n'est pas suffisante, la collaboration est limitée à des services ponctuels, à des tâches pratiques de moindres importances ou même tout simplement à des demandes de renseignement sur les prix pratiqués au Mali. Dans le cas contraire, certains vont jusqu'au partage des démarches et des bénéfices. La modalité de coopération la plus fréquente reste cependant la concentration de la propriété de l'entreprise et de ses profits dans une seule paire de mains, puis le paiement de services au partenaire sous forme de salaire.

Les malentendus naissent souvent d'une mauvaise communication surtout en ce qui concerne les prix de vente des produits :

*« La plupart des gens en Europe, ils envoient seulement leurs affaires à leurs frères ici ; c'est un truc qui est très dangereux. Tes frères, eux ils ne savent pas que tu as acheté une chose à 100 euros, ils peuvent vendre ce que tu as acheté à 100 euros à 20 euros. Et c'est ça qui fait écouler tout le monde. Si le prix est trop haut, ça va bloquer et si c'est trop bas, ça va se vendre vite et ça va effondrer le marché. C'est pour cela que, même si c'est fatigant, je fais toujours le*

---

168 Au Mali, on appelle *Sotrama* les fourgonnettes à gestion privée réalisant un service de transport en commun sur des courts trajets urbains.

169 Entretien avec Abdoulaye (n°10 liste des informateurs), réalisé le 31/01/2014 à Madrid.

voyage. *J'envoie les choses ici et tant que je ne suis pas là, personne n'ouvre mon container. Parce que c'est moi qui sais le prix de chaque chose* ». <sup>170</sup>

Le va-et-vient est encore une fois présenté comme pénible, mais nécessaire, du moins à un stade d'évolution ne permettant pas de compter sur des partenaires totalement fiables. Il est d'ailleurs très fréquent d'entendre dans les entretiens du côté européen des plaintes liées aux risques de la gestion à distance d'une activité entrepreneuriale, ainsi que les récits de faillites commerciales dues à une faible surveillance des actions des associés ou employés du côté africain. D'autre part, ces derniers se lamentent du manque de fluidité dans les échanges, empêchant de profiter convenablement des informations de première main dont ils disposent, à propos de l'évolution du marché malien et de sa demande. Dans l'encart ethnographique proposé par la suite, on trouvera un exemple particulièrement saillant de la relation complexe entre deux frères (Aziz et Elimane), engagés dans un commerce de vêtements usagés.

#### **Encart ethnographique n° 6.**

##### **Aziz et Elimane : une histoire de mésententes**

Aziz est émigré en Europe depuis 2000. Il est premièrement arrivé en France et puis, après un épisode d'expulsion, s'est installé en Espagne. Il réside aujourd'hui à Madrid où il travaille de manière intermittente dans une entreprise de jardinage. Pour améliorer ses revenus, mais également pour contribuer aux besoins économiques de sa nombreuse famille au Mali, il a tenté de démarrer un commerce transnational de vêtements, sacs et chaussures de femmes dans lequel il a impliqué son frère Elimane, résident à Bamako. Les ventes n'ont pas pris l'ampleur espérée, Aziz me confie même ne pas avoir été capable de récupérer l'argent dépensé. Afin de dynamiser les ventes, les frères ont loué une petite échoppe dans un quartier central de Bamako, mais sans succès. Aziz se dit assez découragé par l'expérience. Il m'explique ainsi sa vision de la situation :

*« Une fois que les choses arrivent là-bas, moi je ne contrôle pas : des cousines viennent à la maison et elles prennent un sac... Je ne peux pas savoir ce que fait la personne qui doit vendre là-bas. Quand j'ai l'occasion de partir, j'achète plein de choses et puis je profite que je suis là-bas et je me mets à vendre un mois, deux mois. Avec ça j'ai des gains, mais sinon... oui, je pourrais changer de personnes, mais ils ne vont jamais vendre les choses comme je le ferais moi-même. Sur ma famille, pour le moment, j'ai vu que je ne peux pas faire confiance. J'ai confiance en mon père et en ma mère, mais des frères et des cousins pas vraiment. Eux, ils pensent : ça c'est à mon frère, ce n'est pas grave... ils dépensent comme ils veulent ce que je leur ai envoyé. Ma mère par contre elle veut que j'aie une bonne vie et je sais qu'elle va faire mes intérêts, alors que mes frères s'en fichent. Ils dépensent tout ce qu'ils sortent de la vente et ma partie n'arrive jamais »* <sup>171</sup>.

La réflexion amère d'Aziz semble ne pas laisser place à d'autres interprétations : la difficulté à faire progresser l'activité tiendrait à la mauvaise gestion des ventes au Mali, du fait du désintérêt et du désengagement des frères. Notons également la référence générique à l'ensemble des frères alors que

170 Entretien avec Fousseni (n°47 liste des informateurs) réalisé le à Bamako le 21/07/2014.

171 Entretien avec Aziz (n° 23 liste des informateurs) réalisé le 21/06/2014 à Madrid.

seulement Elimane s'occupe de la vente, suggérant l'idée d'une coalition d'intérêts s'opposant à la réussite de l'entreprise. Ces jugements négatifs sont présentés sous une lumière tout à fait différente alors qu'une fois à Bamako, je pars à la rencontre d'Elimane, le frère d'Aziz. Elimane a une certaine expérience comme boutiquier, car il a travaillé auparavant dans un magasin au Grand Marché de Bamako. Il m'explique les grandes difficultés à se faire une place dans le secteur des marchandises usagées au Mali.

*« Ici, pour faire du commerce ce n'est pas facile, même si t'as quelqu'un en Europe qui t'envoie les choses. Parce qu'avant d'envoyer, "je t'envoie ceci, je t'envoie cela", il faut réfléchir un peu, il faut demander aux gens ici ce qu'on vend sur le marché. Si ça ne marche pas, c'est la catastrophe, t'as investi un million dans le matériel pour l'envoyer ici et puis, ça ne marche pas. Alors tu fais quoi ? C'est pour cela qu'il faut recenser d'abord ce qui marche et ce qui ne marche pas. Aziz a envoyé beaucoup de sacs ici sans demander, il a investi de l'argent, si ça ne marche pas, c'est du gaspillage ! Imagine-toi, avant qu'on rassemble tout cet argent... »<sup>172</sup>.*

Elimane me raconte qu'au début Aziz a commencé à lui envoyer des *boubous*, des tenues traditionnelles trois-pièces très diffusées au Mali. Mais à Bamako ces articles ne marchaient pas du tout ; il est donc parti en brousse pour pouvoir écouler une partie de la marchandise, sans pourtant en sortir grand-chose. Dans la cargaison suivante, Aziz a essayé avec les chaussures de femmes, un article qui fonctionnait mieux, mais qui aujourd'hui n'est pas aussi rentable qu'avant :

*« Aujourd'hui au Mali il y a beaucoup de chaussures qui viennent de Dubaï, de Chine, il y a aussi des boubous qui viennent de là-bas. Les téléphones aussi. C'est ça... donc avec quelqu'un il faut toujours dire la vérité, si à un moment donné quelque chose ne marche plus il faut laisser ! Aziz c'est mon frère, toi tu le connais. Je suis toujours en train de lui dire les choses, mais il n'écoute pas. Il est trop rapide ».*

En définitive, cette faillite entrepreneuriale est à lire plutôt comme une somme de défaillances : défaut de recensement dans les demandes du marché, défaut de communication entre partenaires, une certaine dose de méfiance réciproque, ainsi qu'absence d'un système permettant de comptabiliser et rendre transparente les opérations réalisées de chaque côté.

## **5.7 Le marché bamakois de l'occasion : passion pour les « casses »!**

*« Quand tu seras à Bamako, tu dois juste demander du matériel casse, tout-le-monde connait »* me suggère Karim (n°3 de la liste des informateurs, annexe 1), lors de notre dernière rencontre à Madrid, à la veille de mon départ pour Bamako. Je m'aperçois bientôt que sous l'appellation de « casses », on découvre un marché florissant et très visible dans l'espace urbain bamakois, contenant tout type de produits de seconde main, ayant en commun leur provenance d'Europe et de moindre mesure, d'Amérique. Je peux même dire qu'en me promenant dans la

---

172 Cet extrait ainsi que le suivant sont issus de l'entretien avec Elimane réalisé le 21/07/2014 à Bamako.

ville, tout en me concentrant sur le repérage des traces urbaines de ce commerce, j'ai l'impression de discerner un paysage nouveau redessinant une géographie que je connais pourtant déjà bien. Les *casses* sont vendues un peu partout ; il n'y a pas de quartier spécifiquement dédié à ce secteur. Tout le monde semble savoir clairement comment trouver et acheter ces produits.

Pour certains articles spécifiques, on observe un effet de concentration dans certains quartiers : les pneus et pièces automobiles sont facilement repérables dans les nombreux établissements jalonnant la zone du marché de l'Hippodrome (voire image n° 8), où l'on peut trouver n'importe quelle pièce détachée des principales marques de véhicules importées en priorité au Mali (Mercedes, Peugeot, Toyota, Nissan). On trouve également des chaussures usagées en haute concentration dans certains espaces dans la ville. Cependant, on remarque en général une certaine dissémination de ce genre de commerces sur toute l'étendue de la ville. À partir des informations récoltées, on comprend que les produits d'occasions parviennent à rejoindre les marchés des villages maliens les plus reculés.



**Image 10 et Image 11: magasins de casses du Marché de l'Hippodrome, Bamako (21/07/2014).**

Grâce à l'aide d'Alpha (n°43 de la liste des informateurs), une connaissance bamakoise de longue date à qui je ne manque jamais de rendre visite quand je me trouve dans la capitale malienne, j'arrive à reconstruire, sinon l'histoire précise, du moins une vision courante de l'évolution du commerce des produits d'occasion depuis ses débuts. Selon sa restitution, le marché de « casse » est indissociablement lié à l'expérience des migrants en Europe (voir l'encart ethnographique présenté par la suite).

Alpha s'accorderait avec les propos de Nassima Driss (2001 : 277) qui affirme qu'« aux origines était la valise de l'émigrée ». En effet, comme expliqué pour les cas algérien (Driss 2001 ; Manry 2007 ; Peraldi 2007) et tunisien (Schmoll 2005), on peut situer le commencement de ce commerce dans les pratiques ostentatoires des émigrants qui rentraient chez eux pour les vacances annuelles chargés de produits provenant de ces mondes lointains qu'ils veulent associer à leur réussite. Ce flux de marchandises devenu de plus en plus consistant a commencé à

alimenter progressivement des circuits commerciaux capables de pénétrer les marchés des villes africaines. Les familles des migrants bénéficiaient ainsi de la revente des « cadeaux » amenés par les parents vivant en Europe. Très vite, le secteur cesse d'être l'apanage des émigrés : les marchands maliens rejoignent ces derniers et réorganisent certains secteurs comme celui de l'importation des véhicules ou celui des fripes<sup>173</sup>. Cela provoque un phénomène de concentration du marché d'occasion ainsi que la création de quelques fortunes considérables, accumulées à travers les revenus de l'importation à grande échelle. Dernièrement, nous assistons à une ultime transformation du secteur, liée à l'émergence d'une nouvelle génération d'émigrants maliens, pour la plupart chômeurs ou travailleurs précaires en Europe, décidés à profiter de leur carte de séjour Schengen pour se faire une place sur un marché à l'apparence très rentable.

### Encart ethnographique n° 7.

#### L'histoire des produits de « casse » racontée par Alpha

##### Le début avec les voitures d'occasion

*« En ce qui concerne les problèmes de casses, tout a commencé à partir de l'Europe. Les gens ayant séjourné là-bas, qui avaient leur carte de séjour, ils ont vu que vraiment pendant leurs vacances quand ils venaient ici, s'ils achètent un véhicule d'occasion en France, s'ils l'amènent ici, malgré l'âge de ce véhicule, les gens trouvent que ce véhicule est neuf ici. Ils ont commencé à le vendre pour avoir un bénéfice et à donner ça dans la famille pour essayer de faire face à des dépenses. Ça, c'est un créneau qui a beaucoup marché.*

*Ça, c'était les années '72 ou '73. Pour les pièces détachées des voitures, ça, c'est venu à partir des années '80. Les gens ont trouvé que les pièces « casses » non seulement ça dure et puis aussi que le prix est un peu bas par rapport à la pièce neuve. Donc c'est comme ça qu'ils ont commencé à amener les moteurs casses pour remplacer certains moteurs qui s'étaient étouffés ici »<sup>174</sup>*

Selon la restitution d'Alpha, les émigrés sont les véritables pionniers de ce commerce qui prend sa source dans un souhait de contribuer à l'économie domestique des familles au Mali. Il reconnaît que la construction progressive d'un marché porteur à partir de ces voyages occasionnels est par ailleurs soutenue par une dynamique interne, basée sur la préférence du matériel usagé par rapport au neuf.

##### Les « yougou-yougou » et les « au revoir la France » : un vocabulaire changeant.

*« B : En ce qui concerne les friperies, cela a commencé aussi depuis les années '70. On appelle la friperie : « yougou-yougou ». C'est le premier mot qu'on a utilisé ici. Ces yougou-yougou venaient toujours d'Europe.*

*Moi : - ça signifie quoi yougou-yougou ?*

*B. : - yougou-yougou, c'est-à-dire qu'on a une balle d'habits avec toute sorte de pièces : il y a les T-shirt, il y a les pantalons, il y a les chemises, les culottes... Ça vient bien emballé d'Europe et quand*

173 Le travail de Bredeloup et Lombard (2007) sur l'histoire du commerce des fripes dans trois pays ouest-africains (Côte d'Ivoire, Sénégal, Cap-Vert) montre une dynamique évolutive analogue au cas malien : les auteurs retracent le passage d'une phase ascendante de concentration des capitaux (« l'âge d'or du commerce de la fripe » p. 395) à une phase de déstructuration et déclin du secteur dû à la concurrence des migrants internationaux ainsi qu'à l'importation de produits chinois.

174 Les extraits présentés dans cet encart sont issus de l'entretien avec Alpha (n° 43, liste des informateurs), réalisé le 19/07/2014 à Bamako.



*on essaye de déballer pour prendre une chemise par exemple, il faut prendre d'un côté et puis...tirer ! yougou-yougou ça veut dire : tirez-tirez ! (...).*

*Comme j'ai eu à te dire, ceux qui amenaient les voitures dans le temps, au lieu de les appeler les voitures casses, ils les appelaient les « au revoir la France ». Donc c'est ce terme-là qui a été le langage courant pendant des années. Mais ensuite, dix ans après, on ne dit plus « au revoir la France » on dit des voitures casses ou des voitures d'occase. ».*

« Yougou-yougou », « au revoir la France », « casses », « voitures d'occase » : la production de tout un glossaire d'expressions populaires pour se référer aux objets marchandés témoigne de la vitalité de ce commerce à travers le temps, mais aussi de sa prégnance sociale et de sa popularité au Mali depuis ses débuts.

#### **L'évolution du commerce de « casses »**

*« Il y avait des grands magasins de friperie dans le temps passé, tel que le magasin de Monsieur Diakité. Il avait un grand magasin de stock à Korofina (quartier de Bamako). Moi j'ai été dans son magasin de ravitaillement en France à Seine-Saint-Denis. Il a maintenant cessé parce qu'il y a beaucoup d'autres qui ont commencé.*

*C'est à partir de ça que maintenant beaucoup de gens ont commencé en masse... maintenant le marché malien est inondé. Mais cela a aussi des effets dangereux parce qu'on ne sait plus d'où est la provenance de ces casses : ça peut venir des poubelles dont les gens essayent vraiment de se débarrasser. Actuellement pour les trucs de la maison, les matelas et les vêtements ça amène beaucoup de danger dans la famille : il y a eu un problème de punaises dans les matelas usagés<sup>175</sup> ».*

Dans le récit de Alpha, l'évocation du magasin de Monsieur Diakité nous renvoie l'image d'un marché qui suit un modèle économique de concentration, succédée par une dispersion des capitaux. Bien qu'il n'y ait jamais eu de phase de monopole du commerce de « casse », on remarque tout au long des années 1980 et 1990 une tendance à la structuration d'une filière d'importation à grande/moyenne échelle, de la part des commerçants en gros. L'inversion récente de cette tendance, avec l'entrée sur le marché d'une multitude de nouveaux intervenants, est vécue par Alpha comme un phénomène pernicieux d'invasion non contrôlé du marché, par des produits potentiellement dangereux sur les plans environnementaux et sanitaires.

L'inquiétude de Alpha fait écho aux messages ambivalents véhiculés par la presse malienne (cf. les articles présentés dans l'annexe n°4). Si d'un côté on signale l'opportunité pour les « petits portefeuilles » d'accéder à certains produits de consommation à prix abordable, on mentionne de l'autre la « prolifération incontrôlée » et le « danger pour la santé publique » tout en condamnant fermement le manque de limites fixées à l'importation. Ce phénomène est attribué à une absence de volonté politique, puisque le Mali a signé sans ratifier plusieurs conventions internationales sur le transport, la vente et le traitement de marchandises polluantes.

Tel qu'on l'apprend dans l'article publié par le quotidien malien l'Essor le 7 mars 2014 (voir annexe 4) :

« Le commerce de matériels récupérés dans les décharges des pays industrialisés est devenu une activité très lucrative pour certains de nos compatriotes en Europe qui y ont d'ailleurs

---

175 cf. note n° 142 à propos de la transmission « transnationale » d'une épidémie de punaises de lit.

fait fortune. Actuellement, Bamako est littéralement submergée par les matériels électroménagers de récupération, les fripes, les jouets usagés, les vieux matelas, les anciens téléviseurs. Cas extrême, on peut même trouver sur certains marchés du matériel sanitaire mis au rebut ».

L'argumentation du journaliste s'appuie sur des statistiques présentant une hausse des importations, semblant conforter la thèse alarmiste de *la prolifération*. Son analyse présente comme un fait incontestable, la provenance des décharges du nord de tout produit marchandé, ainsi que le contrôle de la totalité du trafic par les « Maliens d'Europe », alors que nous avons démontré plus tôt l'existence d'une situation plus complexe et brouillée. Le reportage de Mali web cité ci-dessus n'hésite guère à qualifier brutalement les expatriés maliens de « videurs de poubelle ».

Malgré leur ton alarmiste et accusateur, ces prises de position pointent du doigt une conséquence incontournable de l'intensification des flux de marchandises d'occasion, en soulignant les enjeux environnementaux d'une saturation de biens consommables, qui seront tôt ou tard démantelés dans un pays dépourvu d'infrastructures à même de procéder convenablement. Cependant, en ce qui concerne l'opinion publique, le constat d'un marché surchargé n'entache que faiblement la bonne réputation d'un commerce permettant de rendre disponibles des produits de meilleure qualité que ceux provenant d'orient<sup>176</sup>. Dans l'espace urbain, la manifestation de cette abondance est tout à fait évidente : les déchargements et les ventes ne s'opèrent pas seulement dans les boutiques et dans les magasins, mais occupent également les places publiques, les trottoirs ainsi que les cours des maisons. Aujourd'hui à Bamako, il n'est pas rare d'observer une petite foule rassemblée auprès d'un camion garé au bord de la route, les portes arrière grandes ouvertes afin de permettre le marchandage frénétique des produits récemment débarqués de l'Europe. Cette scène produit un effet d'attraction irrésistible sur une clientèle persuadée que les premiers acquéreurs auront accès aux meilleures affaires.

*« Quand ils arrivent à Bamako, ils ont beaucoup de clients sur le coup, parce que tout le monde veut avoir les meilleurs produits. Ce qu'ils font souvent, c'est partir chez leurs boutiques et déposer leurs choses là-bas ; mais il y en a aussi beaucoup qui n'ont pas de boutique et vendent leurs choses au bord de la rue. C'est un peu l'anarchie ! Ici tout le monde peut s'installer où il veut pour vendre ses choses. Par exemple, dans l'après-midi si vous faites la route de*

---

176 Un commentaire de lecteur consultable sur Mali-web à la suite de l'article cité traduit très bien le sentiment des maliens vis-à-vis des discours incriminants à propos du marché des casses : « On peut parler d'objets de seconde main, mais en aucun cas de déchets. [...]. Les commerçants dont vous parlez importent des produits très bas de gamme de Chine qu'ils vendent sans garantie comme les vendeurs de casse, donc c'est normal que les gens se ruent vers les casses car moins chères et surtout de meilleure qualité. Un frigo de 20 ans importé de France vaut mieux qu'un chinois neuf. [...] Les produits chinois bas de gamme sont 1000 fois plus dangereux que les casses, aucune norme de sécurité, encore moins environnementale, n'est respectée pour arriver aux prix les plus bas possibles ».

*Niamakoro (quartier de Bamako), là-bas il y a beaucoup de gens qui vendent des choses d'occasion, tout ce qu'on appelle ici des casses »<sup>177</sup>.*

L'irruption des « casses » sur la place publique devient ainsi le signe d'une mobilisation commerciale qui dépasse les lieux classiques de l'échange marchand, pour adopter l'apparence effervescente et non régulée (« *c'est un peu l'anarchie* ») d'un phénomène en plein essor. Fousseni (n° 47 de la liste des informateurs), un commerçant que j'ai approché spontanément en observant comment il marchandait depuis son camion garé au bord de la route, me raconte sa surprise lors de son premier voyage commercial en constatant l'accueil très favorable de la clientèle malienne :

*« Quand je suis arrivé ici j'ai du rien faire : j'ai juste garé les deux véhicules devant la porte de chez moi et puis les gens se rapprochent pour venir acheter les choses que j'amenais d'Europe »<sup>178</sup>.*

L'attroupelement des acheteurs impatients autour d'un point de vente improvisé fait plutôt écho aux traditions de foires itinérantes qu'à la routine de vente d'un commerce établi : ce fait démontre à quel point la symbolique de la circulation demeure au cœur de la représentation collective de ce monde marchand. La présence temporaire du vendeur sur place, qui joue de la promesse de faire profiter les clients des meilleures aubaines, fait partie des stratégies marketing des navetteurs transnationaux. Ce mode de marchandage fait appel à un public très varié. En effet, lorsque je pose la question du profil type du client achetant des produits d'occasion, je reçois souvent une réponse générique soulignant la diversité d'une clientèle appartenant à toute couche sociale. Voici quelques commentaires à ce propos :

*« Les clients ils achètent parce qu'ils ont besoin, tout le monde trouve son compte : ça veut dire que des riches, des non-riches, des pauvres chacun trouve son compte ! »<sup>179</sup>.*

*« Maintenant il y a beaucoup de gens qui vendent, mais il y a beaucoup de gens qui achètent aussi : les Maliens veulent bien des casses, ils aiment les casses, parce que c'est des trucs de qualités, malgré que c'est utilisé en Europe »<sup>180</sup>.*

---

177 Entretien avec Hussein (n°41 liste des informateurs) réalisé le 18/07/2014 à Bamako.

178 Entretien avec Fousseni (n°47 liste des informateurs) réalisé le 21/07/2014 à Bamako.

179 Entretien avec Lucien (n°51 liste des informateurs) réalisé le 22/07/2014 à Bamako.

180 Entretien avec Harouna (n°48 liste des informateurs) réalisé le 21/07/2014 à Bamako.

La saturation du marché, du fait de la multiplication d'espaces et d'acteurs dédiés au secteur de l'usagé, provoque l'inquiétude des commerçants implantés depuis longtemps. Entre les boutiquiers les mieux organisés et la foule de vendeurs à la sauvette, la concurrence est évidente. Les premiers peuvent garantir la stabilité de leur établissement de vente auprès duquel il est possible de retourner en cas de problème, les autres disposent d'une flexibilité organisationnelle (et parfois aussi d'une nécessité de liquidité rapide) leur permettant de baisser les prix considérablement. Cette concurrence déloyale est souvent attribuée aux immigrants installés en Europe, et notamment en Espagne. Voilà le sentiment de deux marchands bamakois :

*« Avant les Africains n'avaient pas les yeux dans le commerce des choses d'occasion. Maintenant tout le monde est rentré dedans. Maintenant aussi des petits qui sont partis pour l'Espagne, la Belgique, la France, eux aussi ils ramènent des choses : on les voit partout ici à Bamako, on les voit au bord du goudron en train de décharger les marchandises »<sup>181</sup>*

*« C'est surtout les Espagnols, c'est-à-dire les Maliens qui sont en Espagne, qui font ces commerces. Ils nous font la concurrence. Eux ils font des prix bas, c'est ça qui gâte un peu le marché »<sup>182</sup>.*

## **5.8 Faire circuler sans circuler**

*« Beaucoup de gens n'ont pas des voitures pour amener leurs choses. Mais, par contre, ils ont des valises »<sup>183</sup>*

Une partie considérable des revenus des navetteurs transnationaux est générée par le transport de bagages pour compte de tiers. Un certain nombre de commerçants finit par préférer ce type de services procurant des gains assurés, au commerce indépendant, plus rentable, mais plus risqué. La transformation de commerçant à transporteur n'est cependant jamais totale. Généralement, même si un certain nombre des navetteurs se débarrassent de la gestion des ventes au Mali, ils continuent de s'occuper d'une partie des transactions, dont notamment la revente de leur véhicule. Finalement, les types d'arrangements commerciaux possibles sont presque aussi nombreux que les cas analysés, d'autant plus que ceux-ci évoluent constamment : on peut, par

---

181 Entretien avec Wagané (n°49 liste des informateurs) réalisé le 21/07/2014 à Bamako.

182 Entretien avec Bemba (n°42 liste des informateurs) réalisé le 18/07/2014 à Bamako.

183 Entretien avec Daouda (n°7 liste des informateurs) réalisé le 28/01/2014 à Madrid.

exemple, acheter un camion sur commande, le remplir de marchandises appartenant à autrui, puis, lors du voyage suivant, assumer à part entière l'acquisition de voiture et de matériel.

Le dispositif circulatoire esquissé ici ne peut d'ailleurs pas être simplement compris comme une infrastructure d'importation commerciale, précisément en raison de sa capacité surprenante à mobiliser un système de liaisons permanentes entre les composantes les plus mobiles et les plus sédentaires (ou les mieux implantées) de communautés dispersées sur des territoires extrêmement vastes. Grâce à ces liaisons, ceux qui se déplacent comme ceux qui ne se déplacent pas participent activement à la même mécanique circulatoire, au même cycle de captation, de drainage et de transfert de biens d'un pays à l'autre. Ainsi, derrière les voyageurs, les colporteurs et les commerçants, se déploie un réseau social d'acteurs qui alimentent l'économie de la circulation sans pour autant prendre la route : les envois de colis, la location d'espace dans un camion ou un container, le recrutement d'un chauffeur pour conduire un véhicule représentent autant de manières de mettre à profit la circulation sans pour autant circuler.

À ce stade, une réflexion peut être formulée : ces performances ne sont pas toutes motivées par les mêmes exigences, car la participation indirecte au marché de la mobilité rend compte de situations socio-économiques placées aux antipodes. Pour certains, la limitation voire l'abandon d'une routine rythmée par la circulation annonce l'accession à une position « managériale » de gestion des affaires. Elle est la manifestation ostensible d'un pouvoir qui se base sur le contrôle de la mobilité des autres par l'établissement d'un ensemble de relations interpersonnelles de subordination économique<sup>184</sup> et de dépendance sociale (cf. Viti, 2007). Nous avons déjà cité différents exemples ethnographiques de cette approche à la circulation<sup>185</sup>.

Dans d'autres cas au contraire, cette relation indirecte à l'économie de la mobilité est vécue comme une participation incomplète, pouvant être due à une insuffisance de moyens, à des contraintes familiales, à des engagements professionnels ou encore à l'absence d'autorisation juridique à la résidence permanente au sein de l'espace Schengen : sans visa ou permis de séjour en cours de validité, toute possibilité de circulation entre l'Afrique et l'Europe est évidemment proscrite. De ce point de vue, les différents niveaux d'accès à la mobilité révèlent l'image d'une ressource irrégulièrement distribuée parmi les membres d'un même collectif transnational ; cela

---

184 À ce propos, on peut se référer à l'analyse que Rober Vuarin (1994) formule au sujet de l'importance symbolique, dans le milieu entrepreneurial malien, d'afficher la réussite par l'ampleur du circuit de personnes « contrôlées », c'est-à-dire mobilisable le cas échéant. Selon les propos de l'auteur (1994 :255) : « Comme, certainement, des milliards d'autres êtres humains aujourd'hui, les Bamakois sont à la poursuite, jour après jour, d'argent ; mais tout aussi essentiel pour eux est d'accumuler de la *mogotigiya* (littéralement : « le fait de disposer de monde »). Or, ces deux quêtes sont étroitement mêlées : l'argent leur permet d'avoir « du monde », et le monde d'avoir de l'argent. Avoir du monde c'est disposer d'un capital de relations familiales, amicales, de voisinage, professionnelles ou politiques, important et solide, c'est-à-dire que cela implique estime et confiance, du capital social donc. C'est en quelque sorte la personnification du crédit dont on dispose ».

185 Se référer par exemple aux cas de Harouna ou d'Idrissa (n°48 et 46 de la liste des informateurs, Annexe 1).

traduit un clivage important entre ceux qui en disposent, et ceux qui n'en disposent pas. Les premières victimes de cette segmentation sont inévitablement les sans-papiers en Europe, et les « demandeurs de visa » en Afrique. C'est le cas de Baba (n° 40 de la liste des informateurs), un jeune provenant de Segou projetant de se lancer dans le commerce d'occasion. La présence de certains facteurs l'identifiant aux yeux des administrations consulaires comme un possible « candidat à l'émigration » (sa jeunesse, ses faibles moyens, son statut de diplômé chômeur) affecte la crédibilité de sa demande d'un visa d'affaires et l'éloigne ainsi de la mise en œuvre de son projet commercial :

*« Moi, si j'arrive à avoir un seul visa qui me permettra de faire la navette, aller-retour... moi je ne compte pas m'installer [...]. Mais à chaque fois, les gens cherchent des visas et ils ne le trouvent pas, même ceux qui ont des dossiers vraiment surs ne le trouvent pas ! Actuellement si je pars à l'ambassade avec mon âge, avec les moyens que j'ai aussi, personnellement tout mon chiffre d'affaires c'est un million de F. CFA et je lui dis que je veux faire la navette, ils ne vont pas me croire. C'est pour ça que je cherche l'aide de la part de quelqu'un, un Européen qui m'aide. Et puis une fois que j'ai fait la navette une, deux fois, il sera plus facile pour avoir encore le visa »<sup>186</sup>.*

En réalité, les personnes impliquées dans ce type commerce depuis longtemps se confrontent tout de même à chaque voyage, au processus pénible et toujours aléatoire de demande de visa. Aissata (n°38 de la liste des informateurs), une Bamakoise de 27 ans qui malgré son jeune âge a déjà réalisé plus d'une dizaine de voyages commerciaux, avoue qu'elle a toujours rencontré des difficultés, particulièrement au début. D'ailleurs, lorsque je lui pose directement la question de savoir comment elle a obtenu son premier visa, elle élude habilement la question :

*« Aissata : Avoir un visa c'était pas facile. Pas du tout ! Au début surtout c'était tellement difficile, avant de trouver le visa la première fois, j'ai eu trop, trop, trop de choses, pas mal de difficultés.*

*Annalisa : Et finalement comment as-tu réussi ?*

*Aissata (en riant) : Bon en effet, ça c'est une autre chose... je peux seulement te dire que c'est toute une histoire...sinon ce n'est pas facile, vraiment ! »<sup>187</sup>*

Les ruses d'obtention des visas constituent probablement la partie la plus « sensible » de l'activité des commerçants maliens. Les contacts mobilisés, ainsi que les escamotages mis en

---

186 Entretien avec Baba (n°40 liste des informateurs) réalisé le 18/07/2014 à Bamako.

187 Entretien avec Aissata (n°38 liste des informateurs) réalisé le 17/07/2014 à Bamako.

œuvre semblent faire partie d'un ensemble d'atouts non transférables, dont on parle avec réticence.

Un autre obstacle important à l'implication active dans le circuit des déplacements transnationaux est le manque de capital de départ permettant de réaliser les investissements jugés nécessaires à la réussite. Le montant minimum pour le démarrage d'une affaire demeure une question de perspectives. Les estimations sont différentes en fonction des personnes : si pour certains il est inutile de s'engager sans disposer d'un capital de 10.000 euros, d'autres limitent l'investissement à quelques milliers d'euros pour l'achat d'un véhicule et les frais du voyage.

En ce qui concerne les responsabilités familiales, elles ne constituent généralement pas une entrave pour les hommes, tandis que les femmes doivent nécessairement s'y confronter : ce point sera détaillé dans le dernier paragraphe. D'autre part, l'engagement dans un travail salarié limite le temps pouvant être dédié à la mobilité, sans pour autant interrompre irrémédiablement la dynamique circulatoire. Plusieurs informateurs manifestent leur volonté de rendre compatible une occupation salariée en Europe, avec la poursuite des activités de circulation et ont recours à diverses stratégies : concentration des vacances sur une période définie, demande de congés non rémunérés, et utilisation de formes contractuelles à temps déterminé afin d'obtenir des pauses d'un ou deux mois entre la cessation d'un contrat et le démarrage du suivant. Deux informateurs m'ont même confié avoir refusé un contrat à temps indéterminé, car celui-ci se prêtait moins à ce type d'arrangements.

Dans le cas d'une impossibilité de circuler, ou d'une circulation très limitée, il est important de noter que les individus se permettent de voyager également par le biais de leurs équipages. Ce formidable flux de marchandises montre bien que le transfert de produits de consommation entre le Mali et l'Europe n'est pas qu'une activité commerciale simplement orientée vers la recherche du profit. Elle est également le résultat d'une démarche de mise en lien de deux univers sociaux, constituant une composante cruciale de cet ensemble de connexions culturelles, politiques et économiques que les communautés de migrants construisent et maintiennent à distance avec leur milieu d'origine (Riccio 2007). Autrement dit, ces circulations de biens matériels doivent être placées au cœur de la production d'un champ social transnational (Glick-Schiller et al. 1992). En effet, les coffres des voitures, les camions et les containers transportent aussi bien des articles destinés à la vente que des cadeaux, car la finalité marchande de ces expéditions se mêle au « shopping transnational » (Schmoll 2005 : 131) et à l'envoi occasionnel de produits à destination de la famille. Les mots de Aissata (n° 39 de la liste des informateurs, Annexe 1) expliquent bien cette imbrication :

*« Annalisa : C'est quoi que les gens envoient comme colis normalement ? »*

*Aissata : Il y a des gens qui envoient des habits, des petits trucs, des gazinières : ils envoient ça à leurs parents, ils achètent des petits cadeaux. Après il y en a d'autres qui achètent des barriques, des grandes barriques en plastique pour envoyer beaucoup de choses.*

*An. : C'est des choses destinées à la vente ?*

*Ai. : Oui. Mais, en toute sincérité, il y a beaucoup de gens qui envoient ça pour donner ça à ses proches comme cadeaux »<sup>188</sup>.*

## **5.9 Une circulation au féminin.**

Le cas de Aissata nous rappelle qu'il n'y a pas seulement des hommes impliqués dans les activités de commerce transnational entre le Mali et l'Europe. La participation des femmes s'inscrit dans la lignée d'une longue tradition de commerce féminin dans la région ouest-africaine, comme l'ont bien montré, entre autres, S. Bredeloup (2007), L. Marfaing (2007) et C. Lesourd (2009). En ce qui concerne le cas malien, le travail d'Agnès Lambert (1993) illustre de manière significative l'importance et la vitalité des réseaux commerciaux mis en places par les femmes maliennes sur le circuit Dakar-Bamako. Son analyse des modes d'organisation de ces commerçantes, dans la période entre 1930 et 1990, indique à quel point il ne s'agissait non pas d'aventures commerciales sporadiques, mais plutôt d'un dispositif économique bien implanté utilisant comme axe de transport le chemin de fer sénégal-malien. En comparaison avec le pouvoir emblématique de certaines figures féminines décrites par Lambert, le panorama des expériences de commerce féminin que j'ai pu répertorier dans mon enquête de terrain est plutôt maigre. Le milieu des navetteurs transnationaux maliens semble être un espace de circulation fréquenté par des hommes, avec quelques exceptions saillantes, comme le cas de Aissata. Cela est certainement dû à la nature dangereuse de la route traversant le Sahara occidental et la Mauritanie, ainsi qu'au mode de transport par véhicule privé. Ces deux éléments découragent indéniablement la participation des femmes, traditionnellement habituées à une circulation commerciale à bord de transport public, ne les exposant pas aux risques d'un voyage solitaire sur de longues distances (Choplin, Lombard 2010).

La disposition à voyager des femmes se voit aussi conditionnée par d'importantes limitations familiales. Elles sont chargées à part entière de la responsabilité de prendre soin des enfants et, même dans le cas de situations libérées d'engagements familiaux (femmes célibataires, sans enfants ou dont les enfants sont en âge d'être indépendants), elles ne disposent pas la même autonomie de mouvement que les hommes. De plus, dans le contexte de la migration malienne en

---

188 Entretien avec Aissata (n°38 liste des informateurs) réalisé le 17/07/2014 à Bamako.



Espagne, milieu sur lequel j'ai concentré mon observation de terrain en Europe, il faut dire qu'une très forte majorité des femmes ont un parcours de regroupement familial. Par conséquent, les femmes célibataires, sans enfants ou âgées ne sont guère nombreuses.

Il est, alors, beaucoup plus fréquent que l'inscription des femmes dans le commerce transnational s'opère à travers des stratégies de participation distinctes des démarches circulatoires des hommes. Ainsi, les femmes procèdent au « commerce à la valise », sans pourtant de se déplacer. Ces performances marchandes organisées depuis l'espace domestique sont facilement minimisées et jugées avec légèreté de la part des époux et des proches de femmes commerçantes. Les hommes sont enclins à considérer ces pratiques moins comme des activités économiques, que comme des passe-temps. Les mots de Moussa illustrent ce propos :

*« Il n'y a pas vraiment des femmes marchandes maliennes en Espagne. En France oui, mais ici, les femmes ne sont pas aussi dégourdies parce que la majorité n'a pas étudié et n'a pas le sens des affaires. Il y a des femmes qui, de temps en temps, achètent de grands boubous qu'elles vendent ici. Mais comme il n'y a pas une grande communauté comme en France ça n'est pas grand-chose »<sup>189</sup>.*

Cependant, malgré le fait que les Maliennes soient moins « mobiles » et moins visibles dans leurs engagements commerciaux que les hommes, elles possèdent leurs savoir-faire spécifiques et leurs stratégies d'insertion dans les affaires. Elles entretiennent leur propre réseau transnational de fournisseurs, de sous-traitants, de clients, mais surtout de clientes, car souvent les produits marchandés s'adressent spécifiquement à un public féminin (cf. Manry 2007). Pour saisir le fonctionnement de ses pratiques, analysons le cas de Mariam (n° 9 liste des informateurs, Annexe 1), une femme de 34 ans arrivée en Espagne il y a 4 ans à la suite de son mari.

---

189 Entretien avec Moussa (n°2 –table des informateurs), réalisé le 18/11/12 à Madrid.

## Encart ethnographique n° 8.

### Mariam : l'importance du capital social

Mariam provient d'une famille inscrite dans une certaine tradition de femmes commerçantes. Sa mère gérait un commerce de poisson séché entre la Mauritanie et le Mali ; actuellement, elle est propriétaire d'une boutique que Mariam approvisionne en produits cosmétiques, produits d'hygiène féminine, sacs et chaussures achetés en Espagne. Les expéditions de marchandises se font dans les deux sens, car Mariam reçoit également de sa mère des colis alimentant son activité de colportage : bijoux en or ou en argent, robes trois-pièces en *bazin* brodé et produits alimentaires difficiles à trouver sur le marché espagnol.

Mariam écoule ses produits parmi les amies, voisines et membres de l'association féminine dont elle est récemment devenue la présidente, rassemblant un réseau étendu de femmes maliennes qui se connaissent et se fréquentent régulièrement. La densité relationnelle liant ces femmes contribue à faciliter les opérations de vente. En général, Mariam tend à minimiser ses affaires, alors qu'il s'agit d'un revenu non négligeable pour son économie domestique. D'une manière très discrète, elle qualifie de « petits trucs » les marchandises commercialisées :

*« Mariam : — Je fais du commerce de bijoux, je vends les bazins, je vends ces petits trucs là et aussi des condiments de chez nous. Voilà je me débrouille, parce que sinon il n'y a rien ».*

*Annalisa : — C'est toi qui pars au Mali chercher les marchandises ?*

*Mariam : — Non je ne pars pas. Depuis que je suis à Madrid, je ne suis jamais partie au Mali. On m'envoie ça ici. Mon mari il travaillait, mais comme maintenant il ne travaille pas, il part souvent au Mali. Il m'amène les choses. »<sup>190</sup>*

La composante « mobile » du commerce de Mariam est son mari Ibrahim (n° 14 de la table des informateurs). Depuis qu'il a perdu, il y a deux ans, son travail de maçon en Espagne, il s'est immédiatement lancé dans le commerce de voitures d'occasion, jusqu'à réaliser deux voyages au Mali par mois. Tout en restant à la maison, Mariam profite de ces déplacements pour envoyer et recevoir des valises chargées de produits. Les ventes s'effectuent à la maison, lors de réunions informelles et particulièrement à l'occasion des fréquentes fêtes, événements et célébrations organisés par l'association de Mariam. Les bijoux, ainsi que les vêtements en *bazin* brodés (voir image n° 11 et n° 12) sont des marchandises associées aux occasions spéciales possédant une valeur symbolique très importante dans la dynamique sociale des Maliennes expatriées, tout en étant des produits matériellement très chers par rapport au pouvoir d'achat de cette clientèle d'ailleurs obligée de réaliser les paiements par tranches.

*« Je vends ces habits à 150, 170, 180 euros, il en a même qui valent 200 euros. Mes clientes les achètent et puis les payent par tranches, pendant 3 ou 4 mois. J'ai un gars, un Ivoirien qui accommode les vêtements à la taille de la personne. Si tu en veux un, on va prendre les mesures de ta taille et puis je les donne à ma mère. Tu vois, si j'avais 3000 euros, je pourrais amener beaucoup plus de vêtements et gagner plus d'argent. Comme ça j'en vends un ou deux par mois. C'est rien ça ».<sup>191</sup>*

Mariam me confie qu'elle a comme projet de développer son circuit de vente en utilisant comme vitrine sa page Facebook ou en créant un blog spécifiquement dédié à ses produits. Sa condition de femme mariée sans enfants joue en faveur de ses affaires, lui conférant plus de temps qu'aux femmes de son entourage, qu'elle peut dédier directement à son entreprise, et indirectement à l'entretien d'un

190 Entretien avec Mariam (n°9 liste des informateurs), réalisé le 31/01/2014 à Madrid.

191 Ibidem

riche capital social de contacts et de connaissances. D'après elle cependant, l'éventualité future d'avoir à se charger des enfants n'empêcherait pas la poursuite de ses activités commerciales.

Une dernière réflexion à propos de l'activité de cette entrepreneuse porte sur sa relation avec les affaires de son mari. À l'occasion d'un entretien collectif au domicile d'Ibrahim et Mariam (réalisé à Madrid le 09/03/2014, annexe 2), j'assiste à un échange de plaisanteries qui semble bien refléter l'état du rapport qu'ils entretiennent :

*« Annalisa : Ibrahim, m'a parlé de son business, mais, Mariam, toi aussi tu fais du commerce, n'est pas ?*

*Mariam : Je vends beaucoup de choses. Regarde (en me montrant un placard rempli de produits de beauté) : ce gel de douche je l'achète ici à 1 euro et je le vends au Mali pour 4 euros.*

*Ibrahim. : Moi je lui amène les choses. Je donne directement à sa mère sans qu'elles ne me payent même pas un euro (en se souriant). Elle a son propre business, moi je n'y rentre pas. Elle devrait quand même payer le transport, non ? Mais non, ma chérie achète, gagne et puis met de côté ».*<sup>192</sup>

Sur un ton amusé et sans intention de se plaindre, Ibrahim ne manque pas d'attirer l'attention sur l'autonomie avec laquelle sa femme gère la comptabilité de son entreprise, sans pour autant empêcher l'implication gratuite du mari dans le transport des marchandises. Cette situation rappelle de près l'analyse d'Agnès Lambert (1993) à propos des savoir-faire féminins appliqués au commerce : elle souligne l'habileté des Maliennes à jouer sur leur position de genre afin de gagner la protection, ainsi que certains services gratuits de la part des hommes.

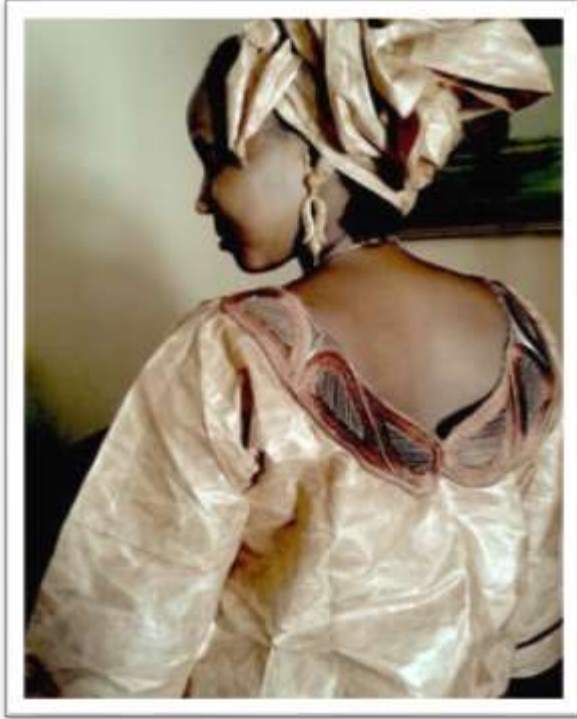
En dehors de ses plaisanteries par ailleurs, Ibrahim montre du respect et un certain goût pour le sens des affaires de Mariam, qui font d'elle une femme économiquement indépendante. Cela contribue à un projet familial de progression sociale pour lequel ils s'efforcent l'un et l'autre d'avancer dans la même direction :

*« Ibrahim : — Nous on fait de tout pour vivre ! Il y a plein de nourriture africaine qu'on ne trouve pas ici comme le poisson séché. J'amène 46 kilos de trucs dans l'avion de retour et Mariam les vends : des pagnes, des vêtements africains, de la nourriture. Pour nous, la chose la plus importante est que les choses avancent »*<sup>193</sup>.

---

192 Entretien collectif avec Ibrahim, Mariam et autres réalisé le 09/03/2014 à Madrid.

193 Ibidem



**Image 12, Image 13 et Image 14: les produits du commerce de Mariam**

Si la plupart des femmes maliennes ajustent leur participation au commerce transnational sur les opportunités offertes par la mobilité des hommes, il existe quelques exceptions importantes. L'expérience de Aissata (n° 38 de la liste des informateurs, annexe 1) illustre, de manière certes insolite, le développement autonome d'une entreprise de transport et de revente de matériel d'occasion, pouvant se placer en concurrence directe avec les commerces à gestion masculine. Aissata reconnaît les difficultés d'avoir à opérer dans un milieu monopolisé par les hommes dans lequel la performance marchande nécessite des expertises traditionnellement d'apanage masculin : le choix du véhicule à acheter, la familiarité avec le fonctionnement des moteurs, la conduite d'un camion sur un long trajet reliant l'Europe à l'Afrique rentrent, sans doute, dans une sphère d'activités dominée par les hommes. Grâce à sa patience, à ses contacts ainsi qu'à l'appui de son entourage familial, elle est néanmoins parvenue à s'affirmer dans ce monde apparemment exclusif des femmes.

### Encart ethnographique n° 9

#### **Aissata : portrait d'une commerçante combattive**

Âgée de 27 ans, célibataire, diplômée en hôtellerie et tourisme, Aissata a démarré ses activités commerciales juste après ses études afin d'échapper à la perspective d'un chômage prolongé. Aissata est originaire de cette classe moyenne bamakoise qui a largement investi dans la formation des nouvelles générations (aussi bien filles que garçons) et qui encourage aujourd'hui, face à la paralysie de l'embauche dans les secteurs publics et privés, toute initiative d'entrepreneuriat provenant de ces jeunes diplômés chômeurs. Ce fait s'avère également exact dans le cas d'activités inédites en ce qui concerne les catégories ordinaires de division par genre.

*« Dans ma famille, ils acceptent bien ça ; ils m'aident beaucoup même ! Eux ils m'aident beaucoup parce que c'est eux qui me donnent le courage de le faire. Quand je ne suis pas à Bamako et j'ai besoin de quelque chose, j'appelle quelqu'un de ma famille, ils font ça pour moi, surtout mes frères, ils m'aident beaucoup. Tout-le monde sait que c'est important, et puis quand j'arrive ici avec le camion c'est eux qui m'aident pour faire le déchargement. Ils surveillent les affaires des gens. Ils savent que ce n'est pas facile »<sup>194</sup>.*

Entre frères et sœurs, les relations de compétition mentionnées ci-dessus (*fandeny*) font place à un sentiment de protection et d'appui des uns envers les autres (cf. Lambert 1993).

Aissata a démarré ses affaires il y a quelques années : elle se rend régulièrement à Paris où elle est hébergée chez des parents. Paris est la base opérationnelle d'où elle organise le voyage vers le Mali : elle procède au recrutement d'un chauffeur, à l'achat de marchandises, à l'acquisition d'un camion (elle voyage souvent jusqu'en Espagne pour trouver un véhicule à un prix abordable). Elle mobilise ses contacts pour intercepter les bagages que ses parents, amis, ou amis d'amis souhaitent envoyer au Mali et prend finalement la route en direction de Bamako.

---

194 Tous les passages cités dans l'encart n°9 sont issus de l'entretien réalisé avec Aissata le 17/07/2014 à Bamako.

L'embauche d'un chauffeur, un homme qui accompagne Aissata tout au long de son périple, est un élément révélateur d'une émancipation féminine restant prudente, d'une gestion des risques très bien calculée et confortée par la recherche d'une sécurité personnelle. Malgré cela, les difficultés rencontrées pendant ces expéditions sont multiples : il n'est pas aisé, par exemple, de se rendre crédible en tant que femme au moment de négocier avec les fournisseurs ou d'acheter un camion.

*« C'est un secteur d'hommes. Mais si toi, en tant que femme, tu décides de le faire, il faut que tu te battes ! Ce n'est pas facile, je travaille avec des hommes, comme c'est un milieu pratiquement où il n'y a que des hommes... Mais j'essaye de faire de mon mieux. [...] Le camion, je le choisis moi-même. Et puis, surtout quand on est une femme, il y a des hommes qu'ils pensent que toi... ils ne font que te piétiner, c'est ça qui est le plus lourd. Souvent, il y a des hommes qui demandent qui est le propriétaire du camion ; si je dis moi, ils disent, non, ce n'est pas à vous, ça c'est pas un travail de femme. Donc c'est très difficile ! »<sup>195</sup>*

D'ailleurs, la satisfaction de Aissata vis-à-vis de ses performances marchandes est proportionnelle à la taille des obstacles surmontés. Aissata m'assure que les avantages de ce genre de travail résident d'un côté dans la possibilité de se construire un réseau solide de relations, et de l'autre dans les opportunités de « shopping » individuel ouvertes par ce commerce, sans oublier l'importance de conserver une image de soi construite sur l'autodétermination et l'indépendance économique.

*« Annalisa : Il y a des avantages dans ce boulot ?*

*Aissata : Beaucoup même, en effet pas dans le travail en soi, mais dans le fait d'avoir des connaissances, pour moi la connaissance c'est tout. Et puis, le fait de ramener des choses chez moi. En terme de produits, j'arrive à acheter des choses pour moi qui m'intéressent, les ordinateurs, les trucs électroniques ; c'est l'avantage même, et puis il faut dire que je ne dépends de personnes. Je suis fière de ça ! C'est ça qui me donne le courage de le faire : aller mendier chez quelqu'un d'autre, non, c'est pas mon genre ».*



**Image 15. Aissata devant son camion.**

(le visage d'Aissata a été partiellement obscurci pour des raisons d'anonymat).

Ce type d'exemple montre la présence des femmes maliennes dans le commerce transnational et leur investissement d'espaces économiques fréquentés majoritairement par les hommes. Par ailleurs, il est nécessaire de signaler que nous ne sommes pas ici en présence de femmes en rupture de ban, dont l'engagement marchand mine la respectabilité sociale : l'activité commerciale féminine est vécue au Mali comme une manière honorable de contribuer aux économies domestiques.

En définitive, parmi les différents acteurs participant à l'économie de la circulation transnationale, les femmes maliennes constituent une composante importante, quoique limitée en nombre. Celles-ci font habituellement face à certaines résistances culturelles lorsqu'elles se livrent à l'exercice direct de la mobilité marchande, notamment dans des secteurs comme celui du commerce de véhicules, considéré habituellement d'apanage masculin.



### La circulation dans les couloirs du travail précaire

*« On voit resurgir une économie parallèle fondée sur la mobilité, sur des solidarités précaires et changeantes, dont les acteurs sont ces femmes et ces hommes toujours prêts à partir, indifférents aux frontières et aux distances ».*

Mirjana Morokvasic<sup>196</sup>

#### 6.1. « Prêts à partir »

Une deuxième expression de l'exercice de la mobilité transnationale, pour ce qui concerne le cas étudié, correspond à l'essor des mouvements pendulaires et des pratiques d'itinérance professionnelle dans le contexte d'un scénario européen de raréfaction des opportunités de travail. À l'instar des circulations marchandes, les itinéraires des travailleurs maliens ne sont guère le produit du hasard : les acteurs parcourent des routes relativement bien tracées au gré des expériences préalables, des liaisons familiales ou tout simplement des informations transmises de bouche à oreille au sein des communautés transnationales implantées en Europe. Ces chaînes d'informations, souvent mêlées à des rumeurs et à bon nombre d'indications imprécises, permettent pour autant de s'orienter, on le verra, sur un marché du travail où les chances d'embauche se manifestent d'une manière morcelée, intermittente, saisonnière et surtout disséminée sur un périmètre extrêmement large.

L'agriculture, le bâtiment, les services, l'hôtellerie sont les secteurs principaux qui fabriquent en permanence cette demande de main-d'œuvre non qualifiée, flexible, interchangeable (cf. Rea 2013). Il peut s'agir de travailler dans la cueillette de l'oignon à Albacete, de se faire embaucher « à la journée » pour un déménagement à Barcelone, de poser du carrelage dans un appartement à Paris, d'être payé à la tâche pour charger et décharger les camions aux marchés généraux de Madrid, de travailler dans l'arrière-boutique d'une échoppe de Rome, ou comme magasinier dans l'entrepôt d'une grande surface commerciale, de remplacer, pendant son absence, un proche employé dans un abattoir de Toledo ou de réaliser du nettoyage

---

196 Morokvasic M. (1999: 5), "La mobilité transnationale comme ressource : le cas des migrants de l'Europe de l'Est".

industriel en banlieue parisienne. Cet éventail d'emplois précaires (tous mentionnés dans les entretiens réalisés) est le résultat d'une demande et d'une offre qui se rencontrent dans un marché sauvagement compétitif où tout se joue sur la disponibilité immédiate et sur la capacité d'intercepter des opportunités ponctuelles, qui apparaissent et disparaissent rapidement. La carrière d'un même travailleur peut rassembler plus d'une dizaine d'emplois analogues à ceux qu'on vient d'évoquer, dans un nombre non négligeable de localités différentes.

D'ailleurs, cet enchaînement perpétuel de travaux sporadiques définissant l'horizon professionnel d'une bonne partie de la population migrante en Europe, ne constitue guère une nouveauté. De nombreux ouvrages consacrés à l'insertion des immigrés sur le marché du travail ont mis en relief l'affirmation graduelle, depuis au moins deux décennies, des phénomènes de flexibilisation extrême de la main-d'œuvre migrante, ainsi que les transformations structurelles qui ne concernent pas exclusivement la population d'origine étrangère, mais l'ensemble des salariés.

Qu'on décrive ces formes d'emploi de « délocalisation sur place » (Terray, 1999), qu'on signale le rôle du salariat irrégulier dans la préfiguration de la dérive libérale et dérèglementée de l'entièreté des relations contractuelles à l'âge des économies mondialisées (Marie 1999), ou encore qu'on parle d'une fragilisation juridico-économique des travailleurs migrants qui « n'est que la manifestation caricaturale d'une évolution plus générale » (Morice 1997 : 19), la conclusion semble être la même : la précarité, le caractère temporaire et la discontinuité qu'on observe de manière généralisée dans l'embauche des immigrés (et notamment des immigrés « sans papiers », précaires parmi les précaires) marquent une tendance globale dans un marché du travail toujours plus sauvage qui met à l'écart du salariat stable et assorti de droits des fractions grandissantes de la population active. Certains constatent (Morice op. cit. ; Rea 2003 ; Palidda 1999) la fonctionnalité stratégique, à l'égard d'importants secteurs de l'économie européenne, d'une politique migratoire qui produit intentionnellement des catégories hors tutelles, prédisposées naturellement à l'enrôlement au noir et à l'exploitation<sup>197</sup>.

Le régime d'incertitude permanent lié à l'instabilité du travail investit de près les récits de vie recueillis. Néanmoins, dans ce paysage socio-économique en équilibre instable il est possible de reconnaître des mutations de poids. En ce qui concerne le milieu étudié, j'ai pu observer que les travailleurs maliens en Espagne ont dû se confronter à une précarité qui a changé radicalement de visage en l'espace de quelques années. Avant 2008, ils vivaient des situations de fragilité « ordinaire » liée à la fluctuation d'un poste à l'autre. Cependant, à partir de cette date, cette manière normalisée d'assumer une précarité persistante a progressivement évolué vers des scénarios plus préoccupants. Soudainement, les Maliens ont dû faire face à une situation

---

197 Dans les mots de Morice (2004:2) « L'utilitarisme migratoire peut se définir comme cette propension qu'ont les sociétés à régler la question migratoire sur l'intérêt (ou le désavantage) escompté des étrangers qu'elles font ou laissent venir, principalement sous le rapport de la force de travail fournie ».

d'épuisement des possibilités d'emploi qui, sans aboutir à une véritable paralysie de l'embauche, a largement été perçue comme telle. Sans vouloir pour autant résumer la complexité des transformations en œuvre sous la seule étiquette de la récession économique, il est nécessaire de prendre en considération l'inversion de tendance qui se produit à partir du 2009 sur le marché de l'emploi espagnol et ses conséquences sur le déclenchement d'une nouvelle phase, beaucoup plus radicale, de désarroi et de perte des repères.

L'histoire migratoire des Maliens dans la péninsule ibérique n'a jamais connu une époque « fordiste », d'intégration solide de la force laborieuse dans le système productif national (cf. chapitre 4). La stabilisation territoriale des travailleurs, alors qu'elle s'est produite, s'est appuyée sur la disponibilité plus ou moins persistante d'emplois flexibles. Dès lors, la durée limitée des rapports de travail étant devenu une dimension aussi bien incontournable qu'assumée, les acteurs ont su jouer de la souplesse des relations contractuelles, des occupations à temps déterminé et des pauses entre un contrat et l'autre comme de moyens pour gagner des espaces de manœuvre utilisables à leur propre avantage. Ils ont d'ailleurs appris dès le début à placer leurs carrières dans un horizon de diversification des occupations et des sources de revenus, la flexibilité devenant ainsi un mode de gestion des engagements multiples sur différents fronts d'activités : un emploi saisonnier dans l'agriculture pouvait être facilement concilié avec des voyages d'affaires, des visites familiales et un travail occasionnel dans la ville pendant l'hiver.

On se rapproche plutôt ici des analyses de Morokvasic (1992, 1999), développant la notion de « rotation autogérée » (le montage personnalisé d'un style de vie pendulaire capable de rendre compatible différents arrangements professionnels et familiaux), que des travaux mentionnés en début de chapitre sur l'exploitation néolibérale de la force de travail migrante. Les exemples d'abus, de précarisation structurelle et d'exploitation systématique de la fragilité sociale des migrants ne sont pas en réalité moins présents, mais à la lumière des observations menées, cette clef de lecture ne semble pas suffisante. S'il ne manque pas de projets d'émigration aspirant manifestement à la stabilisation de la vie professionnelle dans le salariat traditionnel, la majorité des parcours atteste d'un mélange d'ambitions relevant de la volonté de garder ouvertes diverses portes d'accès au monde du travail.

Les plus audacieux et disposant des meilleures compétences entrepreneuriales, ont utilisé des emplois salariés occasionnels comme des passerelles vers le monde des affaires. Une grande porosité entre ces deux secteurs a permis plusieurs aller-retours du salariat à l'auto-emploi, au gré des contingences du moment et des aptitudes personnelles. L'expérience de Moussa est en ce sens, un bon exemple d'un parcours de vie dans lequel l'élan entrepreneurial se nourrit largement des ressources et des conditions de l'emploi précaire :

*« En Espagne, j'ai beaucoup travaillé dans des garages. Je suis mécanicien de profession, mais comme je suis ambitieux, je n'ai jamais cherché un travail... comment dirais-je...*

“sérieux” ! Parce que, avec un travail sérieux, tu n’as que deux ou trois semaines de vacances chaque année. Avec ça, comment je peux aller et venir de l’Afrique ? Comme j’ai toujours voulu mener mes propres affaires, je me suis dit, je vais faire un travail qui me permet de partir quand je peux, quand je dois voyager pour mes business. Le travail qui était comme ça, c’était de mécanicien dans les pistes de l’aéroport de Barajas. Je le conciliais avec autre chose »<sup>198</sup>.

Ce type de positionnement « à la carte » à l’égard du monde du travail s’est alimenté, pendant l’époque de croissance, de l’accès à des salaires relativement élevés, notamment dans le secteur du bâtiment, qui permettait de capitaliser dans maintes activités les revenus d’un emploi ouvrier. D’ailleurs, les travailleurs pouvaient souvent compter sur une certaine tolérance des entreprises face aux interruptions dans la continuité du travail. La discontinuité des prestations venait se greffer sur l’habitude des migrants de s’adapter à différentes formules de contrat intérimaire, ce qui faisait aussi bien l’intérêt des employés que des employeurs. À ce propos, les exemples d’Abdoulaye et d’Ibrahim sont représentatifs d’une tendance plutôt répandue, d’intermittence volontaire :

« Avant de me faire un contrat à temps indéterminé, mes chefs me disaient toujours : bon, si tu dois partir, tu pars un mois, on te raye du contrat de travail et après on te recrute encore à ton retour. Pas de problèmes »<sup>199</sup>

« Après avoir réussi mes papiers dans la campagne, je suis venu ici à Madrid. Entre 2006 et 2007, j’ai travaillé dans différents chantiers. Je travaillais sept ou huit mois et puis je laissais le travail pour rentrer en Afrique. Dans les mois de travail, je gagnais 1800, 2000, 2500 euros. Je travaillais le jour et la nuit, mais je gagnais bien. Après, je suis parti encore quatre mois au Mali pour me marier et, à mon retour ici, il y avait la crise. Là où je travaillais, ils ne m’ont plus appelé, alors je suis parti à Albacete et une entreprise m’a appelé pour travailler encore jusqu’à 2010. Après le travail c’est terminé et j’ai achevé aussi l’allocation chômage »<sup>200</sup>

Le cas d’Ibrahim montre bien l’arrivée abrupte d’une crise de l’emploi qui marque un passage crucial dans la réorganisation des projets de vie. Le désavantage objectif de la flexibilité (le manque de perspective d’emploi à long terme), qui avait été converti en avantage, certes relatif, conférant une plus grande liberté (liberté d’expérimenter différentes carrières, de mener plusieurs activités en parallèle, d’éviter les couts sociaux d’une absence trop prolongée du milieu d’origine), se transforme à nouveau en un pénible fardeau pour les acteurs, alors que le travail se

---

198 Entretien avec Moussa (n°2 liste des informateurs) réalisé le 18/11/12 à Madrid.

199 Entretien avec Abdoulaye (n°10 liste des informateurs) réalisé le 31/01/14 à Madrid.

200 Entretien avec Ibrahim (n°14, liste des informateurs) réalisé le 12/03/14 à Madrid.

fait volatile et de plus en plus difficile à trouver. La possibilité de bénéficier des aides sociales à la réinsertion professionnelle<sup>201</sup> produit une période d'inertie de quelques années qui accompagne pour les travailleurs désœuvrés, les tentatives de sauvegarder provisoirement les équilibres bâtis sur l'intermittence professionnelle.

Malgré cela, arrivés au terme des allocations de protection sociale, les Maliens se trouvent confrontés à une incertitude nouvelle et plus radicale, obligeant à réaliser des choix difficiles, parfois en rupture avec la cohérence des projets envisagés auparavant. C'est précisément cette phase récente de circulation (ou de remise en circulation) qui nous intéresse. Pour décrire le sentiment des acteurs à l'égard de ce processus, il est seulement nécessaire de présenter quelques commentaires parmi les plus récurrents qui jalonnent quasiment tous les entretiens réalisés du côté européen (cf. aussi les extraits proposés dans le chapitre 4.2).

*« Ce n'est pas possible ! Normalement la crise devrait arriver petit à petit. Mais non ! Ici, dans une seule année, on ne trouvait plus du boulot nulle part »<sup>202</sup>.*

*« Avec la crise, pour nous, les Maliens, c'est la galère. On va très, très, très mal ! J'ai plein de copains qui ne travaillent pas depuis longtemps. Beaucoup de monde part, car ça fait des années qu'ils ne font rien. Le peu qui dureraient ici, c'est parce qu'ils sont optimistes et ils croient que les choses iront mieux. Mais il y en a beaucoup qui sont parti déjà à l'étranger ou sont dans l'agriculture ; et même comme ça ils ne trouvent pas de boulot. Même ceux qui travaillent, comme moi, ça va très mal aussi. On touche moins de la moitié de ce qu'on touchait auparavant. C'est-à-dire qu'il ne suffit même pas pour les frais individuels. Dans mon cas, l'entreprise va très mal. Ça peut être demain, ça peut être dans un mois, je ne suis pas tranquille, ça peut se terminer dans n'importe quel moment »<sup>203</sup>.*

*« À présent, mes amis sont quasiment tous partis et s'ils ne sont pas partis c'est parce qu'ils ont encore droit au chômage. Les gens essaient de trouver quelque chose pendant qu'il y a le chômage, mais comme des nouveaux emplois ne se créent jamais, après ils partent. Les gens préfèrent ficher le camp. Il y en a qui partent au champ ; beaucoup sont partis en France, en Belgique ou bien ils ont tenté leur chance en Allemagne »<sup>204</sup>.*

---

201 En Espagne les Maliens ont bénéficié principalement de deux types d'allocations : l'allocation chômage proprement dite, recevable pour une période s'étendant entre six mois et deux ans, proportionnellement à la balance salariale des six derniers mois de travail, et l'aide complémentaire à la réinsertion, limitée à six mois et fixée à 423 euros mensuels.

202 Entretien avec Momo (n°16, liste des informateurs) réalisé le 12/3/2014 à Madrid.

203 Entretien avec Boubacar (n°11, liste des informateurs) réalisé le 01/02/2014 à Madrid.

204 Entretien avec Karim (n°3, liste des informateurs) réalisé le 29/01/14 à Madrid.

Aux dires des interviewés, donc, les alternatives face au défi d'un chômage qui se présente comme un cul-de-sac irréversible entraînaient nécessairement une démarche circulatoire faite de déplacements géographiques variablement orientés (un reflux vers les campagnes espagnoles, une ré-émigration dans un autre pays européen, un retour plus ou moins temporaire au Mali, etc.). L'action de « *ficher le camp* » représente pour les interviewés une réponse suffisamment évidente pour justifier le choix de la mobilité. Elle correspond à la redécouverte de l'essence primordiale du fait migratoire, une sorte de retour en arrière à la brute matérialité qui impulse le départ ; pour le dire avec les mots d'un informateur, « *nous on est des émigrants, on va là où on gagne. Si on ne gagne pas, on part encore* »<sup>205</sup>.

À bien y regarder, derrière ce genre de constat basé sur l'évidence, il est possible de mettre en avant une appréhension de la réalité singulière qui montre le positionnement identitaire des acteurs. Nous approfondirons ces questions dans le dernier chapitre. Pour le moment, il est nécessaire d'identifier sur le terrain les éléments déterminants qui caractérisent les circuits de mobilité des travailleurs précaires. Dans les paragraphes qui vont suivre, on creusera les deux principaux circuits de mobilité des Maliens sur le territoire européen : la circulation saisonnière dans les travaux agricoles et la circulation dans d'autres pays européens.

## 6.2 Le retour à l'agriculture

« *Si avant tout le monde avait un travail, maintenant le 70 % des Maliens n'a pas de boulot. À partir de 2003 jusqu'à 2008 on travaillait tous, la plupart dans le bâtiment. D'abord les gens travaillaient dans la campagne et après, quand il y a eu du travail plus abondant, tout le monde décrochait des travaux du bâtiment. Maintenant qu'il n'y a rien dans le bâtiment, les gens retournent à la campagne pour essayer de trouver quelque chose* »<sup>206</sup>

Dauda<sup>207</sup> n'a pas de doutes : depuis que les chantiers de construction ont fermé leurs portes, les travaux agricoles sont envisagés par les travailleurs maliens comme l'option la plus immédiate. Le repli sur l'agriculture s'avère être à la fois une mesure d'urgence et une expérience

---

205 Entretien avec Diabbi (n°35, liste des informateurs), réalisé le 3/5/2014 à Paris.

206 Entretien avec Dauda (n°7, liste des informateurs), réalisé le 28/1/2014 à Madrid.

207 Dauda est le président de l'ACME, le Haut conseil des Maliens en Espagne, une plateforme en liaison avec l'ambassade qui se revendique relais national pour les différentes associations locales réparties sur le territoire. Il a récemment réalisé une mission d'observation dans la zone agricole d'Úbeda et Villacarrillo afin d'appuyer les Maliens dans leurs négociations avec les institutions, suite aux émeutes des saisonniers occasionnées par le meurtre d'un jeune Malien dans des circonstances obscures.

Cf : [http://ccaa.elpais.com/ccaa/2014/01/11/andalucia/1389462516\\_660749.html](http://ccaa.elpais.com/ccaa/2014/01/11/andalucia/1389462516_660749.html)

avilissante qu'un choix en relative continuité avec le parcours réalisé. D'ailleurs, ils sont nombreux à ne pas abandonner leur domicile urbain, et à s'engager dans une routine de circulation sur base hebdomadaire. Ils partent en début de semaine en direction de localités agricoles dans les provinces de Jaén, Huelva, Albacete, Almería pour revenir après avoir effectué quelques jours, une semaine ou dix jours de travail selon les arrangements accordés sur place. De cette manière, ils n'ont pas à trouver de logements stables pendant la saison de la récolte, ce qui semble être, à présent, une entreprise spécialement ardue, notamment pour ceux qui sont employés occasionnellement, ou ne peuvent compter sur une embauche assurée pendant toute la période. Ainsi, ils s'accommodent comme ils peuvent dans des cabanes de fortune, en dormant dans les gares routières où à la belle étoile, sous les ponts et dans les parcs publics. Voilà le témoignage de Dauda :

*« J'étais à la gare des autobus d'Úbeda. Ils sont là avec leur sac à dos. C'est des Maliens, mais aussi des Mauritaniens, des Guinéens et des Sénégalais. Ils arrivent le lundi avec leurs affaires qu'ils laissent aux guichets de bagages de la gare. Après la journée de travail, ils récupèrent leurs affaires et ils se lavent comme ils peuvent dans les toilettes publiques et ils se préparent pour dormir à la belle étoile, parce que la gare est fermée pendant la nuit »<sup>208</sup>.*

Aujourd'hui dans les campagnes espagnoles, les travailleurs qu'on pourrait qualifier d'habitues (pour la régularité de l'intégration à ce secteur d'emploi ou pour la relation de longue date avec les producteurs qui continuent de les appeler à chaque récolte) côtoient couramment une constellation fluctuante de journaliers et de travailleurs à la tâche disposés à accepter toute sorte d'emploi à des conditions jadis inacceptables. À l'instar d'une tendance observée ailleurs en Europe<sup>209</sup>, on enregistre une convergence vers le secteur agricole espagnol de migrants aux statuts juridiques et sociaux hétérogènes, inégalement encadrés et en provenance des parcours les plus disparates (Hellio, 2013). Si on prend en considération le statut juridique, on y retrouve des sans-papiers, des demandeurs d'asile, des ressortissants de pays ayant récemment rejoint l'Union européenne, des travailleurs avec des permis de résidence de longue durée et aussi, dans certaines zones, des titulaires de titres de séjour temporaire, rattachés aux programmes européens de « *contractación en origen* »<sup>210</sup>.

---

208 Entretien avec Dauda (n°7 liste des informateurs), réalisé le 28/1/2014 à Madrid.

209 À propos du cas français voir aussi Swanie Potot (2010). En ce qui concerne la réalité italienne, se référer surtout à Perrotta et Sacchetto (2013) et à Ben Rogaly (2008) pour la Grande-Bretagne.

210 On se réfère aux dispositifs de migration temporaire gérant le recrutement de main d'oeuvre directement à partir des pays d'origine, avec lesquels existent des accords spécifiques. À présent, le Mali ne fait pas partie de ces pays. L'utilisation de la « *contractación en origen* » dans la fraisculture de la zone de Huelva a fait l'objet de plusieurs études (cf. Hellio 2009).

La disponibilité d'un stock extrêmement composite et flexible de main d'œuvre, qui se trouve plus que jamais en compétition pour le travail, est dans l'intérêt des propriétaires agricoles qui pratiquent la surenchère dans la recherche des travailleurs les moins couteux possible, et sans exigence contractuelle. S'il est indéniable que ces dynamiques d'exploitation du travail migrant, loin d'être des nouveautés, appartiennent à l'histoire consolidée de l'agriculture intensive européenne, en parfaite adhérence au « modèle californien » illustré par Jean-Pierre Berlan (1986)<sup>211</sup>, elles traversent aujourd'hui une phase de réorganisation et de durcissement.

Dans de nombreux cas par exemple, les producteurs se débarrassent facilement de leurs responsabilités vis-à-vis de l'offre de logements et de services aux employés temporairement enrôlés, ce qui représentait une pratique assez commune auparavant. De plus, ils ont souvent recours à des instruments de sous-traitance (officiels ou informels), afin de se défaire de la gestion directe des travaux. On voit se multiplier les intermédiaires tels que les agences de travail intérimaire, les figures ambiguës fonctionnant sur le modèle des « *caporali* » des campagnes italiennes (voir encart ethnographique proposé par la suite) et de manière générale, toute sorte de dispositifs d'intermédiation capable d'exploiter une position favorable pour tirer profit de la conjoncture aux dépens du salaire des travailleurs. Aux dires de l'ensemble des ouvriers agricoles contactés, les conditions d'emploi dans les campagnes espagnoles sont devenues, dans les dernières années, drastiquement plus difficiles, précaires et inhumaines. Voilà le témoignage de Lamine (n° 26, liste des informateurs) :

*« Ici à Albacete, les conditions de travail ont empiré beaucoup, beaucoup ! Maintenant, il y a plein de gens en recherche. Même des gens avec leurs papiers en cours. Mais il n'y a pas de travail pour tout le monde. Ceux qui ne sont pas en règle prennent les papiers de quelqu'un d'autre pour travailler. Normalement, on ne peut pas travailler sans papiers, normalement sans papiers on ne t'embauche pas. Il faut le permis de séjour pour te faire un contrat. Mais, en tout cas, il y a beaucoup de travail au noir aussi. Et en plus, il y a beaucoup d'intermédiaires ici à Albacete, c'est des migrants même. Ils parlent avec les propriétaires, parce que les entreprises agricoles, ce qu'elles font c'est de profiter de la situation. L'entreprise prend un de ces intermédiaires. Il est en règle et il a, en plus, le permis de conduire et une fourgonnette. Avant d'aller chercher du personnel à travers une agence de recrutement, ils s'accordent avec les intermédiaires pour avoir tous les travailleurs qu'ils nécessitent. Parce que les gens sont désespérés ! Maintenant ça marche comme ça ici à Albacete. Beaucoup de propriétaires*

---

211 D'après l'analyse de Berlan, l'agriculture californienne représente le premier cas historiquement enregistré, où le processus de modernisation de la production agricole passe par l'utilisation massive d'une main-d'œuvre étrangère. « Marché du travail surabondant, formalités de recrutement réduites à la plus simple expression, administration, gestion et discipline d'ouvriers confiés au chef d'équipe ou de groupe, licenciement immédiat, tarifs du travail à la tâche unilatéralement et informellement décidé par les employeurs avant la récolte, telles sont les caractéristiques de l'emploi saisonnier agricole en Californie » (Berlan 1986 : 13).



*fonctionnent comme ça, malgré qu'il ait eu beaucoup de dénonciations à la police. Mais la mairie consent à ce genre de choses et puis c'est réellement difficile de contrôler »<sup>212</sup>.*

Le discours de Lamine touche à une série de questions cruciales dans la précarisation du travail agricole : le déséquilibre entre une offre de travail stable et la très forte croissance de la demande, la présence simultanée d'emplois déclarés et d'emplois souterrains, les pratiques de contournement qui ouvrent le travail agricole aux sans-papiers, le recours fréquent aux intermédiaires. Pour ce qui concerne ce dernier point, Lamine mentionne la diffusion dans la zone d'Albacete d'un usage qui rappelle de près la pratique du « caporalato » utilisée dans l'Italie méridionale, avec son légat d'intimidation et d'abus (Brovia 2008 ; Curci 2008).

#### **Encart ethnographique n° 10**

##### **« Caporalato » en Italie et intermédiaires en Espagne : des variantes typologiques d'une même grammaire de l'exploitation.**

Les « *caporali* » des campagnes de l'Italie méridionale sont des migrants qui se posent en médiateurs entre les ouvriers et les employeurs. Ils se chargent de recruter les travailleurs, de négocier les salaires et de transporter les ouvriers sur leurs lieux de travail. Ils tirent leur pouvoir du fait que le processus de sélection des saisonniers est entièrement remis à leur arbitrage. Ces figures ont fait l'objet de plusieurs études (Brovia 2008, Curci 2008, Corrado 2011; Perrotta Sacchetto 2013) qui tendent à souligner, d'un côté le rôle des « caporali » dans l'organisation d'un système efficace de recrutement, basé sur l'imposition des conditions de travail fortement contraignantes, et de l'autre la continuité socioculturelle existant entre les intermédiaires avec les travailleurs encadrés.

À l'instar du « coyote » en Californie, du « gato » au Brésil ou du « gangmaster » en Grande-Bretagne (cf. Brovia 2008), le *caporale* affiche sa position « interne » (migrant parmi les migrants) pour jouer le médiateur social entre les travailleurs étrangers et les agriculteurs locaux. Tel que montré par Domenico Perrotta et Devi Sacchetto (2013 : 61), il n'a recours à la violence qu'exceptionnellement. Sa capacité de pression et de chantage auprès des travailleurs se fonde sur la capacité à utiliser des codes de langage évoquant la confiance, la proximité, et la commune appartenance : « Le caporalato est une forme particulière du clientélisme qui caractérise la politique, la société et l'économie du sud de l'Italie et qui a été défini en tant que capitalisme de médiation. Le *caporale* est en fait un “ami des amis”, qui offre de nombreux services rémunérés, dans une situation de monopole quant à ses offres ».

En Espagne, il s'agit d'un mode organisationnel présent depuis longtemps, quoique minoritaire, gagnant aujourd'hui rapidement du terrain face à d'autres formes d'embauche fondées sur la relation directe avec l'employeur. Dans un état d'appauvrissement et d'anxiété grandissant en ce qui concerne la recherche d'emploi, le contrôle des intermédiaires sur la négociation salariale ne fait qu'augmenter, tandis que les comportements frauduleux sont toujours plus fréquents et difficiles à éviter.

*« C'est très dangereux tout ça : avec le système des intermédiaires, il y a beaucoup de gens qui finalement ne touchent pas leur argent : c'est-à-dire qu'ils travaillent, et après ils ne sont pas payés où bien ils sont mal payés. Les intermédiaires retiennent leur argent. Et c'est des Arabes et même des*

212 Entretien avec Lamine (n°26, liste des informateurs) réalisé le 26/6/2014 à Albacete.

*Africains qui font ça, ils profitent de la situation. Car au moment du paiement, les propriétaires au lieu de payer à chaque personne ce qui lui correspond, ils prennent tout l'argent et ils le donnent aux intermédiaires. Ce qu'ils font ces gens-là, c'est ça : si on paye 6 euros l'heure, l'intermédiaire te donne 4 et garde pour lui 2 euros. Déjà l'entrepreneur, si le salaire minimum fixé par l'État est de 6 euros, il te donne 5 ou 4,50 euros, de façon que l'intermédiaire touche sa partie et le chef aussi. Comme ça on fait baisser le salaire et c'est mauvais pour les travailleurs »<sup>213</sup>.*

Les saisonniers se trouvent ainsi plongés au beau milieu de ce jeu d'intérêts ; d'autant plus que leur salaire se réduit davantage s'ils ont à payer le « droit d'usage » du titre de séjour d'un compatriote pour accéder au travail. Tel que me l'explique Lamine, les contentieux et les épisodes de dénonciation à la police sont fréquents, quoiqu'énormément en dessous de ce qu'il devrait se produire en raison de la nature routinière des traitements abusifs. Le non-paiement total ou partiel du salaire, la rupture des accords pris, les escroqueries du logement ou du prêt des papiers sont des pratiques tristement courantes. Pourtant l'impunité demeure la règle ; d'autant plus que l'irrégularité juridique ou la peur de se voir interdire à jamais l'accès à l'embauche en mode de représailles retiennent la plupart des actions revendicatives.

Être à la merci de relations de travail peu prévisibles constitue un facteur de stress psychologique permanent qui s'ajoute à la dureté physique de l'activité agricole. Ainsi en parle Djibril, un Malien en situation irrégulière, arrivé en Espagne depuis cinq ans, et engagé pendant toute l'année dans une circulation qui suit les cycles de saisons de récolte dans différentes régions productrices :

*« Pour le paiement, c'est compliqué, parce qu'il y a des gens où tu travailles et tu ne gagnes pas ton argent, il y a des gens où tu gagnes. Il y a des gens même qui te paient après deux mois. Il y a des gens comme ça ! Il y a des autres qui courent avec ton argent ! Il y a des gens qui te payent par semaine. Il y a beaucoup de manières déjà, ce n'est pas tous des gens qui sont bien. »*

Djibril dévoile le caractère aléatoire de cette variété capricieuse de situations de rémunération, qui échappe au contrôle des acteurs. En conséquence, même si une comparaison peut être faite avec le système d'exploitation du milieu italien, la pluralité des arrangements, l'instabilité des accords conclus, ainsi que la segmentation absolument impondérable pour les travailleurs de périodes d'activité et périodes d'attentes, sembleraient être des éléments révélateurs d'une phase relativement chaotique de transformation du travail agricole en Espagne. Il s'agirait donc plutôt d'une sorte de « far-west » transitoire<sup>214</sup>, produit tout autant de l'altération

---

213 Entretien avec Lamine (n°26, liste des informateurs) réalisé le 26/6/2014 à Albacete.

214 Cela ne veut pas dire que cette situation de dérégulation ne puisse pas déboucher bientôt sur l'agencement de modes d'encadrement de l'exploitation plus stables et plus rigides. Pour le moment, on observe une coexistence de systèmes d'« imbrication » de la main d'œuvre (Moulier-Boutang 1998) à géométrie très variable.

soudaine du marché de l'emploi, que d'une structure de mise à profit systématique de la misère. D'ailleurs, force est de constater qu'encore plus que les épisodes d'escroqueries, les préoccupations des travailleurs concernent plutôt l'éventualité angoissante que les journées d'inactivité se transforment en semaines, puis en mois d'arrêt forcé.

*« Ici à Albacete, il y a la cueillette de l'ail et de l'oignon, mais ce n'est pas toute l'année. Le mois passé, j'ai trouvé du travail, mais ce mois là ça fait déjà plus de 20 jours que je ne travaille pas. C'est toujours comme ça, je travaille 10 jours et après je reste 15 jours sans travail. Comme ça, c'est très difficile »<sup>215</sup>.*

*« Maintenant, même dans l'agriculture il n'y a plus de boulot. Les conditions de travail sont encore pires qu'avant. Il vient de décéder un jeune à Jaén<sup>216</sup>. Les choses vont mal partout. Personne n'espère plus rien de l'Espagne »<sup>217</sup>.*

*« J'ai plein d'amis qui sont partis à Jaén cette année, ils sont là depuis septembre et jusqu'à présent (janvier), ils n'ont trouvé presque rien. Maintenant la saison va bientôt se terminer et ils sont encore là dans l'espoir de toucher quelque chose. Les Maliens, nous sommes tous dans la galère »<sup>218</sup>.*

Plusieurs informateurs suggèrent qu'aujourd'hui la forte présence de Maliens pourvus de papiers de résidence dans les campagnes espagnoles marque une différence saillante par rapport à la composition du contingent de saisonniers habituelle il y a encore quelques années. Au cours de mes observations de terrain dans la zone d'Albacete, j'ai pu répertorier plusieurs cas de reconversion professionnelle dans l'emploi rural, survenant après des parcours d'installation parfois assez solides en milieu urbain.

Nous l'avons mentionné dans le chapitre 4.2, les travaux agricoles en Espagne constituaient une porte d'accès privilégiée à la régularisation juridique (cf Hellio 2013). La grande majorité des Maliens interviewée a par conséquent démarré son expérience espagnole avec un emploi dans le secteur agricole. À l'obtention du titre de séjour, les travailleurs se déplaçaient en ville, en quête d'emplois mieux rémunérés. Ainsi, la saison agricole était vécue comme « un sas permettant aux sans-papiers de survivre et de travailler pendant les trois années de présence exigées par la loi

---

215 Extrait d'un entretien collectif avec douze travailleurs agricoles réalisé à Albacete le 26/06/2014.

216 Karim se réfère à l'épisode controversé de la mort d'un jeune saisonnier malien dans la localité agricole de Villacarrillo (voir annexe 4) Le meurtre, attribué à une bande engagée par un patron pour régler un désaccord sur le paiement, a engendré une vague de protestations et de manifestations dans la zone.

217 Entretien avec Karim (n°3, liste des informateurs) réalisé le 15/03/14 à Madrid.

218 Entretien avec Boubacar (n°11, liste des informateurs) réalisé le 01/02/14 à Madrid.

migratoire pour pouvoir prétendre à une carte de séjour. On y cherchait un employeur acceptant de signer un contrat d'un an, afin d'être régularisé via la procédure d'*arraigo social*<sup>219</sup> » (Hellio, 2013 : 20).

Dans le cas de patrons agricoles moins complaisants, leur disponibilité à s'engager dans le processus de régularisation était souvent achetée et monnayée avec des prestations de travail étalées sur une période variable (voir l'exemple de Ibrahim et de Boubacar, n°14 et n° 11 de la liste des informateurs). La perspective de pouvoir obtenir facilement des papiers donnant accès à l'espace Schengen a attiré bon nombre de Maliens irréguliers provenant d'autres pays européens, et principalement de France (c'est les cas d'Aziz, Daouda et Drissa, respectivement les n° 33, 22 et 35 de la liste des informateurs).

Une partie des travailleurs qui ont transité par le milieu agricole, dans une époque d'embauche facile, y sont retournés aujourd'hui dans de toutes autres conditions. Tel est le cas de Momo, un jeune Malien qui, après cinq ans de travail sur les chantiers de la capitale, s'est transformé en un véritable habitué de la « route » des campagnes :

*« À la fin de 2008, déjà le travail en ville c'était difficile, c'était déjà la crise ; moi, depuis 2008 je n'ai pas travaillé ; entre temps je vais souvent aux champs à récolter les fruits. Je vais chercher ma chance là-bas. Je dois faire sortir quelque chose, parce que je ne peux pas m'asseoir comme ça. Alors je patrouille toute l'Espagne. Aller-retour, aller-retour ; mais toujours en Espagne : d'abord c'est Huelva, après Lérida, après c'est Jaén qui commence en décembre. Après les mois de janvier et février, les gens vont recommencer encore du début. Tout le monde fait la même chose, parce qu'on ne peut pas s'asseoir dans un endroit ; s'il n'y a rien, il faut aller chercher ! »<sup>220</sup>.*

Il faut souligner que dans son discours, Momo exclut l'idée que les travaux agricoles puissent constituer un emploi à part entière. Il assure que depuis 2008 il n'a plus « travaillé », et que sa routine de circulation saisonnière traduit plutôt l'urgence de « faire sortir quelque chose », peu importe si les résultats de ces activités sont dérisoires ou disproportionnés par rapport à l'effort déployé. Tel est le sentiment des saisonniers Maliens rencontrés. La perception d'avoir à engager une lutte est largement répandue, une lutte aussi nécessaire que pénible, afin de saisir les dernières gouttes d'un créneau épuisé il y a longtemps.

---

219 *L'arraigo social* est une situation prévue par la loi migratoire en Espagne qui accorde le droit de solliciter une carte de séjour renouvelable après trois ans de permanence en Espagne (voir ch. 3.4).

220 Entretien avec Momo (n° 16, liste des informateurs) réalisé le 12/3/14 à Madrid.

### **6.3 Relations aux employeurs et circulation du « capital-confiance » : les atouts qui font la différence.**

Les seuls qui parviennent à contourner (ou du moins à réduire) le barrage inexorable de la concurrence entre travailleurs sont les ouvriers qui ont su bâtir et conserver, au gré des années, de bonnes relations avec les propriétaires agricoles. Ces rapports interpersonnels constituent, aujourd'hui plus que jamais, un capital social extrêmement précieux qui permet d'avoir un accès privilégié à des niches réduites. En outre, il s'agit souvent d'un emploi dont la qualité est considérablement supérieure à l'offre disponible sur le marché (embauche assurée pendant toute la saison, salaires libres des soustractions intermédiaires, relation directe avec l'employeur). De nombreux patrons préfèrent en effet, accorder l'essentiel des activités de récolte à des travailleurs de confiance, tandis qu'ils utilisent les intermédiaires pour le recrutement de la main-d'œuvre complémentaire, afin de couvrir les pics de travail, subvenir aux besoins ponctuels ou augmenter, le cas échéant, le rythme de la production. Dans les entretiens réalisés, on trouve un nombre considérable d'histoires de ce type : cela nous amène à considérer que la construction d'une certaine proximité relationnelle entre employeurs et employés n'était pas une condition si exceptionnelle qu'elle semble l'être.

Tout comme dans d'autres situations similaires, la confiance bâtie à travers des relations personnelles jouit d'une sorte de propriété transitive : son pouvoir se transfère et circule tout au long d'une chaîne de personnes mutuellement responsables. En d'autres mots, si on ne peut pas compter sur un lien direct avec le patron, il suffit d'être en contact avec quelqu'un qui dispose de cette relation privilégiée. Voici quelques commentaires à ce propos :

*« Aux champs, si tu ne connais personne, il est difficile de trouver du boulot. Par exemple, si je connais Bakary et Bakary est là-bas dans la campagne, et il a du boulot et il connaît bien son chef, il peut lui dire : écoute, j'ai un ami qui ne travaille pas, tu peux lui donner un coup de main ? S'il y a du travail, alors il t'appelle. Sinon, ce n'est pas facile. Par exemple, cette année les gens sont partis à Huelva et ils n'ont pas trouvé du travail : il y a les Polonais et les Roumains qui viennent, il y a beaucoup de gens maintenant qui cherchent à travailler là-bas. C'est pour ça que, si t'as pas des relations, tu ne vas jamais trouver »<sup>221</sup>.*

---

221 Entretien avec Bagigui (n°24, liste des informateurs) réalisé le 23/06/14 à Madrid.

*« Aux champs on trouve du boulot, mais il y a plein de monde là-bas. Là-bas, ça fonctionne que si tu connais les chefs du champ, ils t'embauchent. Si tu ne connais personne, tu peux rester trois mois là-bas sans trouver rien »<sup>222</sup>.*

Sur la même ligne, le récit de Thierno évoque un lien personnel avec un agriculteur qui va au-delà de la connaissance et du respect réciproque, pour aboutir sur une véritable amitié. Cas certainement limité dans son genre, cet épisode est tout de même symptomatique des multiples déclinaisons possibles de la relation entre propriétaires et ouvrier.

*« En 2004 j'étais à Jaén. J'ai travaillé pour un monsieur, Miguel Rodriguez. Tellement il m'aimait que j'étais le dernier à partir de chez lui et quand il me déposait à la station, finalement, il pleurait. Donc cette année avec la crise, j'ai beaucoup d'amis qui sont au chômage, qui ont des familles à nourrir, qui n'ont rien ! Donc j'ai dit à eux : il faut que j'aille voir Miguel ; car, depuis 2005, je n'ai plus travaillé là-bas. Quand il m'a vu, il a sauté de joie, lui et sa femme. Je lui ai dit : Miguel, je viens te voir parce que j'ai des amis qui ne travaillent pas. Comme c'est le moment de la campagne de l'olive, il m'a dit : j'ai besoin de dix personnes, si tu peux me trouver des gens, je préfère, car je te connais et je te fais confiance. Comme ça, j'ai pu amener tous mes amis. Il faut rendre service quand tu peux »<sup>223</sup>.*

Jouant le rôle de courtier entre patron et travailleurs, l'intervention de Thierno pourrait être assimilée à la médiation des « caporali », qui recrutent souvent les ouvriers sur une base co-ethnique. Et pourtant, elle s'écarte sensiblement de ce mode d'action pour deux raisons. D'abord, pour le type d'implication de Thierno : installé dans la capitale, il ne sert qu'occasionnellement de relais et, seulement sur demande de ses compatriotes. Sa médiation ne prend donc pas la forme d'un service systématiquement rendu aux employeurs. D'autant plus qu'aux dires de Thierno, il ne perçoit pas de rémunération. Deuxièmement, il faut considérer le lien de proximité existant entre Thierno et les travailleurs qu'il propose à son ancien patron. Or, si dans le cas des « caporali », étudiés par Perrotta et Sacchetto (2013), l'affichage d'une appartenance ethnique commune, ou d'une continuité culturelle entre intermédiaire et saisonnier fait figure de couverture idéologique dissimulant un rapport d'exploitation, la médiation offerte par Thierno repose sur l'existence d'un lien de connaissance et de confiance mutuelle. Des informations collectées, il semblerait que les intermédiaires<sup>224</sup> en Espagne réalisent généralement des embauches aléatoires qui ne sont pas basées sur des relations personnelles avec les travailleurs, mais plutôt sur les

---

222 Entretien avec Hamid (n° 31, liste des informateurs) réalisé le 01/05/14 à Paris.

223 Entretien avec Thierno (n° 1, liste des informateurs) réalisé le 17/12/2011 à Madrid

224 Je me réfère aux intermédiaires qui font de la médiation une activité rémunérée : toujours installés sur les sites agricoles, ils disposent aussi de moyens de transport pour assurer le déplacement des travailleurs sur les champs.

exigences des patrons. Au contraire, Thierno assure un emploi, d'ailleurs relativement stable s'étendant sur toute la saison, aux « siens », c'est-à-dire à des personnes rattachées à son réseau d'alliés et de proches, avec qui il partage son « capital-confiance ». La confiance de l'employeur est, en somme, un « capital social » précieux et rare qui circule au sein d'un réseau suffisamment fiable et soudé d'individus interconnectés.

À ce stade, une réflexion de caractère général s'impose. La logique du capital social est fréquemment mobilisée par les migrants, afin d'atteindre leurs objectifs. Énoncé par Bourdieu (1980 : 2) comme « l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance ou d'inter reconnaissance », le capital social est une de ces notions sociologiques qui ont dépassé leur champ d'origine académique pour être empruntées par d'autres disciplines puis par le discours public (Portes 2000).

Aussi populaire que controversé, ce concept a engendré un certain nombre de développements théoriques (Bagnasco et al. 2000). Pour certains auteurs, théoriser le capital social signifie saisir la manière dont les individus profitent de leurs liens sociaux : en d'autres mots, on souligne que le fait d'être bien placé au sein d'un réseau de relations, et surtout la volonté de s'investir dans leur conservation, devient une plus-value primordiale pour la réussite économique et sociale des individus. Dans la pensée de Bourdieu, le capital social représente un facteur de multiplication des capitaux économique, culturel et symbolique possédés par chaque sujet. Cette lecture, axée sur l'individu et sur ses objectifs, s'inscrit dans une approche qui a été accusée d'instrumentaliser la dynamique relationnelle, puisqu'elle attribue une dimension implicitement ou explicitement utilitariste à l'entretien des liaisons sociales :

« Les profits que procure l'appartenance à un groupe sont au fondement de la solidarité qui les rend possibles [...]. L'existence d'un réseau de liaisons n'est pas un donné naturel, ni même un «donné social», constitué une fois pour toutes et pour toujours par un acte social d'institution (représenté, dans le cas du groupe familial, par la définition généalogique des relations de parenté qui est caractéristique d'une formation sociale), mais le produit du travail d'instauration et d'entretien qui est nécessaire pour produire et reproduire des liaisons durables et utiles, propres à procurer des profits matériels ou symboliques » (Bourdieu 1980 :2).

Dans cette optique, pour qu'ils maintiennent leur capital « fongible » (Portes 2000), les réseaux d'amitié, d'alliance ou d'entraide doivent faire l'objet d'un investissement incessant de la part des individus, car c'est grâce à l' « alchimie de l'échange » (Bourdieu 1980 : 2) qu'on transforme les liens sociaux en ressources. Les réunions d'amis à caractère quasi institutionnel décrites dans le chapitre 4.2 (voir notamment la note 104 à propos du « grin ») sont un exemple clair de cette intensité relationnelle constamment alimentée, puisque porteuse de nombreuses

opportunités, notamment dans la recherche d'emploi et dans le développement d'activités entrepreneuriales.

D'autres auteurs (Coleman 1988, Putnam 1995) abordent la notion de capital social d'un point de vue diamétralement opposé. Ils considèrent que l'analyse de l'engagement social des sujets doit s'effectuer moins sous le prisme de l'utilité individuelle que sous celui des bénéfices tirés par la collectivité. Évaluer le capital social d'une société équivaut, selon leur perspective, à estimer la somme des liaisons se répercutant sur le niveau de confiance réciproque soudant le tissu social d'une communauté (Coleman 1988) ou même d'une nation (Putnam 1995). Valorisées pour elles-mêmes, ces liaisons parviendraient à constituer le principe fondateur d'une société démocratique (Putnam 1995), à partir du moment où, dans une optique de bonne gouvernance, les pouvoirs politiques sauraient stimuler l'engagement des citoyens à travers la dynamique relationnelle.

Se rapprochant de l'interprétation bourdieusienne, le concept de capital social a été fréquemment mobilisé dans le cadre des études migratoires, notamment dans le monde anglophone : Massey et ses collègues ont été les premiers à l'appliquer à l'étude d'un système migratoire (Massey et al. 1987 : 170), démontrant que les migrants mexicains « may be poor in financial resources, but they are wealthy in social capital, which they can readily convert into jobs and earnings in the United States ». Au fur et à mesure des développements successifs de leurs recherches sur les circuits de migrants irréguliers entre le Mexique et les États-Unis, ces auteurs se sont intéressés au fonctionnement interne des réseaux, afin d'éclaircir le niveau d'importance du mode d'intégration au sein d'une collectivité transnationale, dans la prédisposition migratoire des sujets (Espinosa et Massey 1997) ou dans l'insertion professionnelle à l'étranger (Aguilera et Massey 2003). Plus que sur la construction collective d'un certain capital social, la réussite d'un projet migratoire repose sur la définition de la « qualité » et de la « quantité »<sup>225</sup> du capital social à disposition de chaque sujet. En d'autres mots, la position dans le réseau, le nombre et la solidité des liens tissés constituent des variables cruciales déterminant un accès différentiel aux ressources du groupe, qui engendre d'ailleurs une segmentation sociale importante.

Toujours dans le cadre de la sociologie américaine des migrations, la contribution de Waldinger (1997) touche clairement à la question du lien entre capital social et confiance. Afin d'expliquer pourquoi certains milieux professionnels se transforment en niches relativement fermées excluant les individus ne provenant pas d'un même réseau migratoire, le chercheur évoque l'aspect normatif de la construction du capital social. Pour qu'un réseau de personnes puisse tirer profit durablement de la confiance établie entre un employeur et un membre du réseau, il devient indispensable que tous les autres membres - embauchés grâce à cette liaison - se

---

225 Le texte cité de Espinosa et Massey (1997) est titré précisément « Undocumented migration and the quantity and quality of the social capital ».



conformément à une éthique de comportement commune, évitant de mettre en péril la circulation future du « capital confiance » accumulé.

De cette manière, un ancien recruté comme Thierno superpose à son rôle de médiateur, celui de garant de la conduite et de la productivité des travailleurs qu'il a permis d'employer, déresponsabilisant le patron de sa fonction de contrôle. Or, la nécessité collective de sauvegarder ce capital social exigerait que ce standard de comportement puisse s'imposer d'une manière contraignante. En ce sens, le fonctionnement du capital social montre ainsi « le côté obscur » des réseaux sociaux (Portes 2000), se configurant parfois comme des espaces de contrôle social, de subordination et d'enclavement communautaire (« social closure » dans l'expression de Waldinger, 1997). Comme le fait remarquer Alejandro Portes (2000), il s'agit d'aspects de l'organisation d'un réseau d'autant plus marqués que le contexte d'insertion se montre instable, ou ouvertement hostile aux membres du groupe. Il est d'ailleurs facile de constater, dans le cas des travailleurs migrants des campagnes espagnoles, que les réseaux migratoires revêtent une importance grandissante dès lors que le marché du travail se fait de plus en plus inaccessible, que l'exposition aux abus est davantage marquée et que la précarité juridique est plus répandue plus que jamais.

En conclusion, l'ensemble de ces travaux montre l'opportunité de mobiliser la notion de capital social : sans introduire une véritable nouveauté sur le plan heuristique, ces théories nous apportent des atouts intéressants pour reformuler l'analyse des opportunités circulatoires ouvertes par la mise en réseau des acteurs, analyse que nous avons cherché à structurer tout au long des chapitres précédents.

#### **6.4 Les routes de l'agriculture : d'une circulation nationale à une migration pendulaire internationale**

L'établissement d'une liaison solide avec les tenanciers agricoles ouvre, dans certains cas, la possibilité de passer d'une circulation nationale à une route transnationale, reliant le champ espagnol avec le milieu d'origine au Mali. Disposer de papiers en règle constitue, évidemment, une condition nécessaire pour l'agencement de ce genre de projets circulatoires. Tel est le cas d'Ali (n° 55 de la liste des informateurs), un Malien arrivé en Espagne en 2001 qui a travaillé longtemps dans le secteur agricole. Il a réussi à obtenir un permis de séjour en 2005 grâce à l'appui de son employeur. Ali est resté en contact avec ce tenancier agricole, malgré le fait qu'il n'ait travaillé que ponctuellement aux champs dans les cinq années qui ont suivi, puisqu'il avait trouvé un emploi stable dans un abattoir de la province de Lérida. Depuis quelques années, l'abattoir étant engagé dans un processus de réduction drastique du personnel, Ali a recommencé

à travailler pour son ancien employeur agricole à Lérída, pendant la saison de récoltes des arbres fruitiers. Le reste de l'année, il habite au Mali.

Je rencontre Ali dans l'avion pour Madrid, à mon retour de Bamako. Il me raconte qu'il est en train de revenir en Espagne après un séjour de sept mois au Mali chez sa famille. Son chef lui a téléphoné, lui assurant un poste de travail aux champs pendant les trois mois estivaux.

*« Je connais le monsieur, il m'appelle tous les ans. Et puis les conditions ne sont pas mauvaises : je gagne 8 ou 9 euros<sup>226</sup> de l'heure »<sup>227</sup>.*

Ali m'explique qu'il a pour projet de rester quelques mois de plus en Espagne, après la saison de Lérída. Cependant, s'il ne trouve pas rapidement un autre emploi, il se verra obligé de retourner bientôt au Mali pour ne pas gaspiller les économies épargnées lors de son travail aux champs.

*« Je ne veux pas manger vite tout l'argent ! En Espagne une chambre pour dormir déjà te coûte 150 euros par mois »<sup>228</sup>.*

Dans l'organisation de sa stratégie circulatoire, Bamako représente une base consacrée principalement à la vie familiale. Pendant son séjour malien, Ali me confie qu'il arrive à réaliser, de façon occasionnelle, des activités rémunérées comme superviseur de construction dans les chantiers (son ancien travail à Bamako avant de partir pour l'Espagne), mais que principalement, il se repose.

*« Réellement quand je suis au Mali c'est une période de vacances et c'est aussi pour gagner du temps »<sup>229</sup>.*

À l'inverse, l'étape espagnole, couvrant habituellement la moitié de l'année, demeure entièrement dépendante de l'activité professionnelle, étant donné que même le temps de recherche d'emploi se réduit au minimum, afin de ne pas déséquilibrer la balance gains-dépenses.

Habituellement, dans ce genre de parcours circulatoires, la famille du travailleur transnational est installée au Mali. Elle y est revenue, après une période à l'étranger, ou bien n'a jamais vécu ailleurs que dans le milieu d'origine. Dans un sens plus général, la solidarité de

---

226 Par rapport aux maigres salaires mentionnés par Lamine, le tarif horaire d'Ali atteint le double des 4,50 euros touchés habituellement par les journaliers.

227 Cet extrait fait partie de l'entretien avec Ali (n°55, liste des informateurs) réalisé le 25/07/2014 sur l'avion de la compagnie TAP, vol : Lisbonne-Madrid, liaison : Bamako-Madrid.

228 Ibidem.

229 Ibidem.

l'ancrage familial « *là-bas* » façonne la mobilité saisonnière, au même titre que la recherche du travail « *ici* ». En s'appuyant sur la complémentarité fonctionnelle entre ces deux espaces sociaux, les migrants parviennent à consolider des projets de vie installés en permanence dans une routine de déplacements périodiques et réguliers. Les femmes assument généralement une place centrale et une position charnière dans l'articulation de ce type de circuits transnationaux. Pour reprendre les observations de Swanie Potot (2013 : 82) à propos de la circulation des Tunisiens de Ghardimaou :

« S'il s'agissait d'une migration essentiellement masculine, les femmes y jouaient un rôle structurant en assurant le développement de familles transnationales ; elles étaient des relais stables entre le migrant et sa terre d'origine. [...] Ce sont ces femmes qui confirmaient la présence sociale du migrant sur place durant ses séjours à l'étranger. Mais cette co-présence n'était possible que parce qu'elle était accompagnée de la liberté de circuler<sup>230</sup>».

Il sera question, dans le chapitre 7, d'analyser davantage l'accommodation et l'organisation des unités familiales vis-à-vis des pratiques circulatoires ; pour l'instant, il suffit de rappeler l'importance de ces enjeux ainsi que leurs conséquences sur l'évolution des rôles de genre.

## **6.5 Les autres saisonniers : précarité et exclusion sociale dans les champs espagnols. L'exemple d'Albacete.**

Pour mieux saisir de manière concrète les conditions de travail et de vie des saisonniers Maliens en Espagne, j'ai choisi comme terrain d'observation la zone d'Albacete, une ville dont l'économie est fortement orientée vers les activités du secteur agricole (voir ch. 2.3). Il s'agit en effet d'une localité qui a été très souvent évoquée dans les récits de mes informateurs. Lieu de passage ou espace d'ancrage, la ville d'Albacete fait indéniablement partie de cette géographie réticulaire de repères locaux et de réseaux de connaissances guidant les Maliens dans la configuration de leurs itinéraires.

Durant la période d'activité intensive des champs (de mai à octobre), la présence des Maliens<sup>231</sup>, et en général d'Africains venus pour la récolte de l'oignon, de l'ail et de la pomme de terre, est très visible. Il n'est pas difficile d'identifier les emplacements (qu'on appelle « *las paradas* », littéralement « *les arrêts* », comme s'il s'agissait d'une ligne d'autobus) où les

---

230 En revenant sur l'exemple d'Ali, l'équilibre transnational conquis par ce migrant n'est effectivement possible que grâce à l'obtention d'une carte de séjour longue durée accordant un cadre de relative liberté de circulation.

231 Selon l'employé d'une ONG locale, les Maliens constituent plus de 60% des saisonniers précaires travaillant dans l'agriculture à Albacete.

intermédiaires se rendent aux premières heures du matin avec leurs fourgonnettes pour recruter les travailleurs et les conduire sur leur lieu de travail. Il est aussi de notoriété publique que les parcs, les ponts et les terrains vagues au bord du périmètre urbain abritent, de jour comme de nuit, des dizaines et des dizaines de personnes venues sur place en quête d'un emploi. Par ailleurs, ce type de visibilité n'amoindrit guère la mise à distance sociale de cette population par la société locale. Les interactions avec les résidents autochtones se réduisent au minimum. En règle générale, la présence massive d'étrangers pendant la saison agricole semble être tolérée dans la mesure où elle se fait discrète et est spatialement contenue. Celle-ci constitue d'ailleurs une présence évidemment cruciale pour l'économie locale.

Au fait de ce mélange ambivalent de pragmatisme utilitariste et d'exclusion sociale, les institutions locales développent à l'égard de cette population une certaine volonté d'intervention - plus affichée que réelle - associée paradoxalement à un grand « laisser-faire ». Les quelques initiatives d'appui et d'encadrement du logement sont limitées et de qualité douteuse (voir l'encart ethnographique proposé par la suite), alors que les actions de contrôle où directement répressives, dont par exemple l'expulsion des hangars abandonnés et entrepôts industriels occupés par les migrants, visent symboliquement à rappeler aux étrangers l'illégitimité de leur occupation des espaces urbains et périurbains.

Les entretiens et les observations recueillies sur le terrain dressent un tableau de situations hétérogènes. Dans la perspective générale d'une installation provisoire et clairement éphémère, les conditions de logement varient cependant au cas par cas. En d'autres mots, la précarité se décline en un éventail de variantes concernant le logement, la vie sociale, le lien avec les services locaux et l'usage des espaces urbains.

### **Encart ethnographique n° 11**

#### **Campements, cabanes, appartements partagés. Vivre et travailler comme saisonniers à Albacete.**

J'ai rendez-vous avec Lamine (n°26 de la liste des informateurs) à la gare d'Albacete. Pendant toute la durée de mon séjour en ville, Lamine m'accompagne, me consacre son temps, sa patience, sa formidable disposition au dialogue et à l'analyse. Il fait partie de ces informateurs privilégiés capables d'ouvrir la porte à des moments cruciaux d'observation ethnographique et, de simultanément fournir des clefs de lecture très pertinente de la réalité observée. En vertu des différentes étapes de son itinéraire migratoire (travail de saisonnier aux champs, expérience associative, formation comme médiateur culturel et, actuellement, opérateur social dans le cadre d'une ONG travaillant avec les migrants), il maintient une proximité personnelle ou professionnelle avec les différents milieux fréquentés par ses compatriotes, installés ou de passage dans la ville. C'est donc à l'aide de Lamine que je pars à la découverte du quotidien des saisonniers d'Albacete.

La première étape de notre voyage est un parc public. Une dizaine d'Africains y stationnent : plusieurs sont en train de se reposer à l'ombre des arbres, la tête appuyée sur leur sac à dos ; d'autres bavardent assis sur des bancs. Nous nous approchons d'eux et nous arrêtons pour converser. Il n'y a que des

hommes. La totalité de ceux avec lesquels nous avons l'opportunité d'échanger est venue pour la récolte. Ils dorment dans le parc ou dans des refuges en périphérie ; ils voyagent légers : leurs sacs à dos contiennent la totalité de leurs affaires. Chaque matin à cinq heures, ils se rendent aux « paradés » pour tenter d'être employé à la journée, mais certains n'ont pas travaillé depuis une semaine.

Lamine me raconte que les logements mis à disposition par l'administration locale sont largement insuffisants : il n'existe qu'un campement d'habitations préfabriquées à une demie heure à pied d'Albacete qui met à disposition 120 lits pour les travailleurs saisonniers. Les structures locales à destination des personnes sans domiciles fixes sont généralement occupées par des usagers espagnols et ne reçoivent en outre pas des personnes en situation irrégulière, et jamais pour une période supérieure à trois jours. C'est pour cela que la grande majorité des travailleurs agricoles s'organise de manière autonome.

Nous visitons un petit appartement en périphérie, hébergeant plusieurs Maliens. C'est aussi le siège de l'association des ressortissants des Guetala (un village de la zone de Kayes au Mali) et un lieu de loisir et de socialisation où les membres se retrouvent pour discuter, partager un repas, regarder la télé. Au moment de notre visite, je peux compter 12 personnes regroupées dans le salon de l'appartement, dont la moitié loge ailleurs. Ils travaillent tous comme saisonniers agricoles, ou pour être plus exact, cherchent un emploi aux champs, car ils sont actuellement en attente de nouvelles opportunités : « *Ici à Albacete il y a du travail, il y a l'ail et l'oignon et pourtant nous on travaille un jour oui et l'autre non* »<sup>232</sup>.

Nous parlons de l'association, de ses difficultés actuelles, des projets de codéveloppement qu'ils sont parvenus à réaliser en 2008, lorsque les cotisations des membres permettaient de rassembler des sommes consistantes. Aujourd'hui, ils orientent vers des actions d'entraide les petites sommes récoltées auprès de ceux qui peuvent encore compter sur un emploi stable. La transformation en dortoir du siège associatif (autrefois le domicile du président de l'association, installée durablement à Albacete) entre dans ce genre de stratégies de partage et de réorientation des ressources disponibles vers les nécessités quotidiennes. Par ailleurs, louer un appartement est aujourd'hui devenu très difficile pour les saisonniers, en raison de la méfiance des locaux.

À midi, une grande casserole de *riz au mafé* est déposée au milieu du salon et tout le monde s'en approche pour manger. C'est l'image d'une grande famille d'hommes seuls. Je cherche à savoir quelle est la présence des femmes dans ce milieu. C'est le président de l'association qui me répond : « *Tous ceux que tu vois ici (à Albacete), nous n'avons pas amené nos femmes. Mais à Madrid ou dans d'autres villes, elles sont là. Ici, on est que des mecs. Parce que, si les choses vont très mal, on ne peut pas amener la famille comme ça* »<sup>233</sup>.

Le jour d'après, Lamine me conduit dans une zone industrielle en dehors de l'espace urbanisé. Il m'explique qu'une partie de son travail en tant qu'opérateur social consiste en le pilotage de ce qu'il appelle « *los asentamientos* »<sup>234</sup>, des refuges construits avec des matériaux de récupération, sans eau ni électricité, dissimulés dans la campagne. Ils y vivent en groupes de deux, trois ou quatre personnes, dans des conditions de grande précarité. Selon les données de l'ONG de Lamine, il y a 68 « *asentamientos* » recensés, qui hébergent environ 260 personnes, dont 200 de nationalité malienne. Nous en visitons trois, éparpillés sur un large territoire à proximité d'un site industriel désaffecté. Lamine me montre d'abord le grand hangar d'une usine abandonnée qui servait de refuge à une centaine de saisonniers. En 2011, à la suite d'un incendie, la police a délogé ses occupants et clôturé son accès. Les saisonniers se sont ainsi répartis dans les alentours, où ils ont construit d'autres refuges.

232 Entretien collectif enregistré le 26/06/2014 à Albacete.

233 Ibidem

234 On pourrait traduire en français « *asentamiento* » en "site d'installation".

Dans la première cabane que nous visitons (image n°13), nous rencontrons trois garçons (deux maliens et un ivoirien). Ils travaillent occasionnellement dans les champs, ils sont tous arrivés en Espagne entre 2005 et 2007, mais aucun d'eux n'a réussi à régulariser sa situation juridique.

La deuxième baraque (image n°14) est installée dans la cour d'un vieil entrepôt abandonné. L'emplacement, au beau milieu d'un monticule de déchets, provoque une forte impression : la mauvaise odeur est difficile à supporter. Je suis en train de prendre divers clichés, lorsqu'un des occupants s'approche de nous. Visiblement énervé, il commence à discuter avec Lamine. Dans un espagnol approximatif, il m'explique qu'il ne veut pas que nous prenions des photos : à chaque fois que des journalistes ou chercheurs abordent sa cabane, il s'attend à voir arriver la police dans les jours suivants. Celle-ci a déjà démantelé le refuge maintes fois : « *moi je veux juste rester tranquille ici* »<sup>235</sup>.

La troisième baraque est la plus éloignée de la route, mais elle semble aussi la mieux organisée. Ses occupants sont en train de prendre le thé dans une sorte de terrasse en plein air avec quatre chaises et une petite table en bambou. « C'est comme être au camping », plaisante l'un d'eux, un Malien d'une quarantaine d'années, en Espagne depuis 2001. Il a vécu et travaillé longtemps à Madrid et actuellement, il s'est lancé dans un commerce de voiture d'occasion avec le Mali. De temps en temps, il arrondit ses fins de mois avec quelques journées de travail dans l'agriculture. Un Ivoirien d'origine malienne est assis à ses côtés ; Lamine l'appelle en rigolant « l'Alcalde de l'Albacete » (le Maire d'Albacete) en raison de sa présence en ville depuis longtemps.

En visitant « los asentamientos », il n'est pas possible d'éviter le caractère d'exclusion sociale et de marginalité géographique expérimenté dans ces espaces à l'écart. Éloignés spatialement, socialement et culturellement de la vie urbaine, les refuges de la campagne deviennent ainsi des lieux de développement d'une sociabilité « de l'entre soi » (cf. Sacchetto Perrotta, 2013 : 59) où l'on cherche à reconstruire momentanément des liens relationnels sur la base d'une même condition d'exposition à la précarité et à l'isolement (cf. Agier 2011, 2013a).

Lamine me montre au passage un quartier de la ville, situé près de la rue Rios Rosas, qui présente une haute concentration de téléphones publics et de cafés internet. Il s'agit selon lui du seul espace de la ville fréquenté le soir par les saisonniers Africains, qui viennent ici pour accéder au web et se retrouver. À l'exception de ce quartier, la population étrangère semble éviter soigneusement les lieux de loisir et de commerce de la ville.

Dernière étape de notre « voyage », Lamine roule jusqu'au campement de logements préfabriqués que l'administration communale a mis à disposition des travailleurs agricoles (images n°16 et 17) L'enceinte, dont l'entrée et la sortie sont gardées par des vigiles, entoure une vingtaine d'habitations carrées, comprenant six lits chacune, où les ouvriers dorment et entreposent leurs affaires. Le reste du temps se passe à l'extérieur des chambres (invivables en raison de la chaleur qui y règne pendant la journée) au-dessous d'une toile tendue où ils se retrouvent à la fin de la journée de travail. Les occupants sont tous des hommes, en majorité sans-papiers. 80 % d'entre eux viennent du Mali, selon les informations des opérateurs sociaux.

On m'explique que la Mairie a réduit de moitié les places disponibles et qu'il y a une liste d'attente d'une centaine de personnes. Malgré le fait qu'il s'agisse d'une solution d'installation relativement privilégiée, les travailleurs vivant ici montrent le même sentiment de fatigue et de découragement que celui ressenti ailleurs. Ils sont obligés de marcher tous les jours une vingtaine de kilomètres pour rejoindre les « paradises » en ville : ceux qui travaillent pendant toute la saison ne sont d'ailleurs pas

---

235 Source: cahier de note, entrée du 27/06/2014, Albacete.

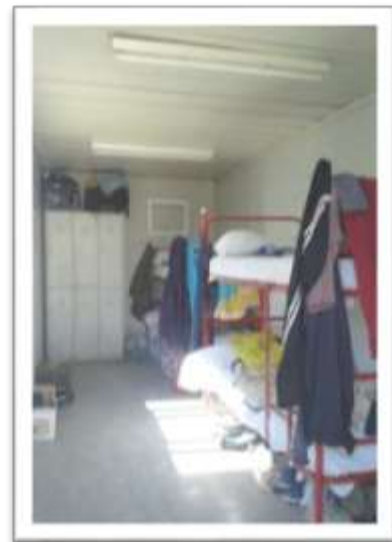
nombreux. « Ici c'est comme vivre dans une prison, les portes sont ouvertes, mais c'est toujours une prison »,<sup>236</sup> me confie l'air abattu, un des occupants du campement.



**Image 16.** Un « asentamiento », une baraque qui héberge des saisonniers maliens. Albacete, zone industrielle.



**Image 17. Deuxième « asentamiento » visité. Albacete, zone industrielle.**



**Image 18 et Image 19. « Campamento », champ de constructions préfabriquées hébergeant les saisonniers. Zone Dehesa. Albacete.**



En résumé, d'après les observations menées à Albacete ainsi que les expériences des interviewés dans d'autres localités agricoles, les campagnes deviennent aujourd'hui plus que jamais des lieux de mise à l'écart, de cantonnement et de précarité, exposant les travailleurs à des situations de subordination implacable. À ce propos, Emmanuelle HELLIO (2013) évoque justement la notion de « frontière » : le champ espagnol constitue, selon l'auteure, une frontière à l'intérieur du territoire Européen, un espace liminal dans lequel se consume le drame du confinement des étrangers, enfermés dans une situation à la fois de proximité et d'inaccessibilité aux droits, aux opportunités et aux richesses que l'Europe incarne aux yeux des populations des pays du Sud.

Pour aller plus loin dans l'analyse spatiale des emplacements que nous venons d'esquisser, on peut aisément citer les travaux de Michel Agier (2011, 2013a 2013b). Dans ces lieux de survie, mais aussi de ségrégation, de « refuge » et simultanément de « ghettoïsation », s'organise la vie quotidienne d'une population d'exilés, d'exclus, bref, d'« indésirables ». (Agier 2008, 2013a). Selon l'auteur, malgré leurs différences, les bidonvilles, les baraquements de migrants des périphéries, les camps de réfugiés, les favélas ou les campements de Roms partagent un même régime d'isolement et d'ostracisme. Produits par des logiques politiques et des dynamiques de marginalisation assez semblables, leur existence est la manifestation la plus évidente de la multiplication à l'échelle globale d'un ensemble de « *hors-lieux contemporains* », espaces « du bannissement et de la limite » (Agier 2013b :11).

Pour rendre intelligible la radicalité de cette mise à l'écart, l'auteur mobilise la catégorie foucaultienne d'*hétérotopie* renvoyant à « des sortes de lieux qui sont hors de tous les lieux, bien que pourtant ils soient effectivement localisables »<sup>237</sup>. Les espaces *hétérotopiques* articulent l'être « en-dehors » sous diverses facettes : d'abord, ils traduisent un confinement spatial mettant en scène une « fiction d'extraterritorialité » (comme s'il s'agissait d'îles dans le vide) ; deuxièmement, ils induisent l'idée d'une « exception » sur les plans juridique et politique, voire d'un régime de suspension de la citoyenneté et de l'attribution de droits. Finalement, ils évoquent une « exclusion », en ce qui concerne la structure sociale<sup>238</sup>.

Cette élaboration théorique, visant à développer des catégories d'interprétation générale, se trouve justifiée par le souci de rendre visible et analysable une tendance préoccupante, et d'ailleurs globalement diffusée, dans la gouvernance contemporaine des espaces :

“Ces espaces précaires pourraient bien être de nouvelles « aires culturelles », hybrides et complexes, articulant circulations et ancrages de manière incertaine, échanges et conflits dans des situations de frontières de plus en plus présentes. Ils ne se résument pas aux identités ethniques ou raciales auxquelles ils sont souvent assignés *a priori* ou dans les commentaires médiatiques et

---

237 Pour la définition d'« hétérotopie » Agier (2013 :11) cite Foucault (1994 : 755).

238 En d'autres mots, « extraterritorialité », « exception » et « exclusion » représentent selon Agier les aspects invariablement présents dans tout « hors lieu » contemporain (2013b)

politiques qui les confinent, idéologiquement, à l'écart. De manière générale, ils deviennent les lieux du « reste » et de la limite, et ils relèvent d'une histoire mondiale, chacun d'eux dans sa forme nationale ou régionale (américaine, brésilienne, française, africaine...) étant en quelque sorte redéfini et partout « rejoué » par le processus d'une mondialisation excluante ». (Agier 2013b :28)

## **6.6 Migration circulaire de travail : mystification d'un concept en vogue**

Lorsqu'on aborde la circulation des saisonniers agricoles, il est inévitable d'évoquer la notion, aujourd'hui très populaire, de *migration circulaire*, faisant l'objet d'une certaine « publicité » de la part des gouvernements européens. Dernier avatar de l'utopie dirigiste prônant une gestion vertueuse, ordonnée et fonctionnelle des flux migratoires, la « *migration circulaire de travail* » est devenue depuis une dizaine d'années un mot d'ordre de la politique migratoire de l'Union Européenne et de diverses organisations internationales (Vertovec 2007; Castles, Ozkul 2014). Avec un discours se mêlant de propagande, ces institutions ont su s'approprier le langage de la mobilité transnationale pour lancer un ensemble des programmes et d'accords bilatéraux, destinés principalement au secteur agricole, visant l'encadrement de la circulation des travailleurs étrangers. C'est le cas des programmes de « *contratación en origen* » réalisés en Espagne, mais aussi d'autres initiatives analogues de recrutement temporaire de main-d'œuvre mises en place en Italie, en France, en Allemagne, au Royaume-Uni, en Belgique, etc.

Selon Dolores Redondo Toronjo (2008 : 170), « cette pratique a été présentée non seulement comme le meilleur levier pour la survie de l'agriculture intensive, mais aussi comme le meilleur mécanisme de lutte contre l'immigration irrégulière ». D'un côté, tel que nous l'avons vu en effet, la mise en place d'un dispositif officiel de captation d'une force de travail malléable, non syndiquée, susceptible d'accepter des conditions extrêmement dures et des salaires tout aussi maigres, concorde avec les exigences des producteurs agricoles, qui peuvent à présent recruter légalement des travailleurs précaires qu'ils embauchaient autrefois illégalement. D'un autre côté, ces mesures sont conçues dans l'idée d'annoncer un changement politique dans le traitement du fait migratoire : il s'agit de signaler que l'Europe autorise une ouverture à la migration économique légale, à condition qu'elle reste attachée au principe « *import labor but not people* » (Castles et Kosack, 1973). Il existerait donc une voie alternative à l'immigration irrégulière. En réalité, si on considère les multiples restrictions apportées à ces programmes, la sélection de certains pays et surtout de certaines catégories de candidats (la préférence des femmes mariées portant des responsabilités familiales, pour citer l'exemple de la fraisculture à Huelva), ceux-ci s'apparentent plutôt à un jeu de dupe qu'à une réelle ouverture à la migration de travail.

Force est de constater qu'une opération de glissement sémantique accompagne la réception institutionnelle de la notion de *circulation*. Ce qui constitue, dans le monde académique, une approche de recherche sensible au point de vue des acteurs en mouvement et à leurs stratégies circulatoires en marge des frontières et des contraintes juridiques, devient une expression publicitaire servant à évoquer des bonnes pratiques de gestion de la migration régulière (Morice, Michalon 2008).

L'adaptation aux exigences du marché du travail plutôt qu'à celles des travailleurs concernés devient alors le prisme à travers lequel ces expériences sont observées, évaluées et qualifiées, comme autant d'exemples d'un paradigme migratoire « gagnant-gagnant » qui bénéficie autant aux sociétés de départ qu'à celles de destination (Potot 2013). Derrière l'optimisme utilitariste, le message sous-jacent semble marquer un pas en arrière par rapport aux politiques migratoires des vingt dernières années ayant vu triompher, pour le meilleur ou pour le pire, la rhétorique de l'intégration. Comme souligné par Alain Morice et Bénédicte Michalon (2008 : 16) : « L'idée de circulation fonctionne de plus en plus comme une injonction à la mobilité forcée : il est signifié à l'étranger qu'il doit rester un *oiseau de passage* (Piore 1979) et ne pas se fixer ».

Castles (2006) montre bien les enjeux de la réactualisation des anciennes politiques d'importation temporaire de main d'œuvre, pratiquées entre les années '50 et '70, dont un exemple est le modèle allemand du « *gastarbeiter* ». L'auteur souligne les différences et les similitudes de ces deux systèmes de planification migratoire : il indique à quel point la nouvelle génération de programmes de circulation diffère de la précédente tant sur le plan du contexte politique, de la situation économique et, surtout, du « support » idéologique utilisé. De nos jours, le recours au discours du codéveloppement traduit en réalité la nécessité de présenter positivement la réapparition de ce type de programmes. Pour contrebalancer le fait évident que ces projets sont destinés spécifiquement à satisfaire des priorités économiques européennes, on insiste de manière hypocrite sur les avantages escomptés pour les milieux de départ en termes de retombées sur les finances des familles et des communautés locales.

En définitive, pour Castles, s'il n'est pas opportun de parler d'une véritable « résurrection » des politiques de migration temporaire mises en œuvre avant 1974, il convient cependant d'attirer l'attention sur l'existence dissimulée d'un projet politique visant à produire une classe laborieuse hors droits et mobilisable selon le besoin. De ces travailleurs on voudrait, en somme, exploiter la force économique sans avoir à se charger des conditions de reproduction sociale.

En ce qui nous concerne directement, il est évident que ces quelques expériences de mobilité « contrôlée » demeurent pour le moment très limitées en nombre et en envergure, et sont difficilement mesurables en comparaison aux phénomènes « spontanés » de circulation migratoire. Cette forme contrôlée de mobilité, qui n'intéresse d'ailleurs pas les migrants maliens, semble être plus le produit d'une expérimentation gouvernementale — susceptible d'être

abandonnée à tout moment — qu'un nouveau créneau de circulation de personnes à grande échelle. Nous pouvons considérer ces formules de circulation comme les images d'un miroir déformant. Celles-ci nous délivrent une idée de ce que la mobilité signifie pour les décideurs politiques, révélatrice surtout de la distance séparant les acteurs institutionnels de l'expérience des migrants rencontrés.

## 6.7 La mobilité en Europe : un véritable espace de « libre » circulation ?

*« Il a beaucoup de gens, des Maliens qui sont ici en France aujourd'hui, mais qui sont venus d'Espagne à cause de la crise. Il a des gens qui se débrouillent, il y a d'autres gens qui ne savent pas comment faire. Pour l'Italie c'est pareil, il y a beaucoup de gens qui sont venus de là, il y en a qui travaillent, il y en a qui ne travaillent pas »<sup>239</sup>.*

Malgré ses barrières externes et ses rigidités internes sur le plan politique et juridique, l'espace Schengen se révèle être un territoire d'intense circulation, aussi bien pour les citoyens européens que pour les étrangers. Cependant, alors que la construction sociale, économique et identitaire de l'Union Européenne se veut indissolublement liée au principe de la « libre circulation », le mouvement des personnes d'un espace national à l'autre ne semble pour autant pas complètement *libre* de restriction. C'est ce que nous essayerons de montrer dans ce chapitre.

Alors que l'essoufflement de la croissance économique des pays de l'Europe méditerranéenne s'est transformé en crise de l'emploi, le chômage prolongé a intensifié la mobilité géographique d'importantes vagues de jeunes espagnols, italiens ou portugaises à destination des États du centre et du nord de l'Europe. Cette crise a, parallèlement, entraîné le déplacement de milliers de travailleurs migrants originaires de pays non membres, résidants en Espagne, en Italie et au Portugal. Un phénomène qui sans pour autant être aussi visible, n'en est pas moins saillant. Au-delà des difficultés d'appréciation statistique de ces mouvements internes ne se laissant pas tracer aisément (notamment du fait d'une carence de données harmonisées au niveau européen, cf. Herm, Poulain 2012), la crainte qu'une circulation incontrôlée des personnes migrantes puisse porter atteinte aux économies des pays destinataires a d'ores et déjà provoqué de notables conséquences politiques<sup>240</sup>.

C'est le cas par exemple, des polémiques soulevées par la décision de l'Autriche de construire une clôture au niveau de la frontière slovène en 2015, puis au niveau de la frontière

---

239 Entretien avec Hamid (n°31, liste des informateurs), réalisé le 03/05/2014 à Paris.

240 Comme on le sait, la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne a été marquée par une intense campagne prônant le contrôle migratoire.

italienne en 2016. C'est le cas également de la France qui en 2011, a approuvé des restrictions aux permis de séjour humanitaire délivrés par le gouvernement italien visant les citoyens nord-africains débarqués clandestinement en Italie, au lendemain des printemps arabes. Comme évoqué par Philippe Delivet (2014 : 3) « En avril 2011, la France et l'Italie ont demandé à la Commission Européenne plusieurs aménagements des règles applicables à l'espace Schengen (code frontières Schengen) incluant la possibilité, en cas de difficultés exceptionnelles dans la gestion des frontières extérieures communes, de rétablir temporairement les contrôles aux frontières intérieures ». La crise économique a certainement gonflé ces inquiétudes qui ont conduit, dans plusieurs états, à la mise en place — ou à la menace de mettre en place — de mesures restrictives susceptibles d'entraver considérablement la possibilité pour les titulaires d'un titre de résidence obtenu de manière régulière dans un pays, de s'établir librement dans un autre.

Ceci est le scénario dans lequel s'inscrivent les pratiques de mobilité des migrants rencontrés. Dans un souhait de sortir du chômage persistant, nombre de Maliens installés d'une manière plus ou moins stable en Espagne, ont choisi de partir vers un autre pays européen en quête d'emploi. Toutefois, leur projet se voit significativement entravé par l'impossibilité de faire valoir à part entière les documents qu'ils ont pu obtenir en Espagne. En France, par exemple (c'est le cas que j'ai observé de plus près), le permis de résidence espagnol confère uniquement le droit de circuler, mais ni celui de travailler ni de rester au-delà de trois mois sur le sol français. Les mêmes restrictions existent en Allemagne et en Belgique. Les Maliens arrivant dans ces pays cherchent ainsi à être embauchés au noir, et sont obligés de revenir en Espagne tous les trois mois. Voici à ces propos la réflexion de deux informateurs :

*« En Espagne pour nous la vie est plus facile. Ici, en France, ce n'est pas facile. Ici t'as la police qui te dérange tout le temps, la question des papiers n'est pas vraiment réglée. Chaque trois mois il faut retourner en Espagne. Si la police te prend, tu dois montrer ton billet d'entrée en Espagne ; si tu l'as pas, ils vont dire que t'es là depuis plus que trois mois et ils te refoulent vers l'Espagne. Ils ont expulsé beaucoup de Maliens qui avaient leurs permis de séjour espagnol depuis cinq ans. C'est-à-dire que nous on est là, mais on n'est pas tranquille. L'expulsion s'est passée à plein d'amis. À moi jamais, grâce à Dieu. Moi, je travaille avec les camions et la police m'a pris plusieurs fois pendant que j'étais en route. Moi je dis toujours que je suis en train de rentrer en Espagne »<sup>241</sup>.*

*« Si t'as la nationalité d'Espagne, quand t'arrives ici, ils te donnent un titre de dix ans et, avec ça, tu peux travailler tranquillement. Mais ceux qui, comme nous, n'ont pas la nationalité,*

---

241 Entretien avec Shukry (n°32, liste des informateurs), réalisé le 02/05/2014 à Paris.

*ils sont obligés de rester ici presque comme des sans-papiers. Tu peux rester, oui, mais tu n'as pas le droit de travailler »<sup>242</sup>.*

L'arrivée en France pour ces deux Maliens ayant résidé en Espagne respectivement 8 et 12 ans paraît s'apparenter à un recul vers une nouvelle phase de vulnérabilité juridique. Ils relatent des épisodes d'embarras face à la police, d'expulsions, d'impossibilité d'accéder légalement à l'emploi. Ils rendent également compte d'un sentiment général d'inquiétude face à une situation instable ; autant d'éléments attachés à la pénible routine truffée de dissimulations et d'insécurité qu'ils ont jadis expérimenté, au début de leurs parcours alors qu'ils étaient sans papiers. La redécouverte d'une condition de semi-clandestinité (ils doivent cacher non pas leur présence, mais la finalité de leur séjour en France) est vite interprétée comme la preuve tangible du déclassement. Encore une fois, ils se retrouvent en bas de l'échelle. Dépouillés d'une grande partie des droits juridiques et sociaux acquis grâce à la régularisation, ils doivent recommencer de zéro. Les papiers espagnols, tenus pour responsables de cette détérioration statutaire, sont alors traités avec mépris :

*« Ces papiers ne valent pas la peine. Ici, ça ne vaut presque rien, ils sont bons juste pour voyager »<sup>243</sup>.*

Ousmane (n° 33 de la liste des informateurs), après 9 ans passés en Espagne, employé de manière pratiquement ininterrompue comme ouvrier spécialisé, est aujourd'hui installé en France et se sert des papiers d'un ami pour se faire recruter à la journée sur des postes peu payés. Paradoxalement, c'était la facilité d'acquérir un permis de séjour qui avait détourné vers l'Espagne un parcours migratoire initialement commencé en France.

*« En Espagne ? Oui, j'étais là-bas, mais avec la crise... j'aime toujours là-bas. Je suis arrivé là-bas en 2003 et après 3 ans j'ai réussi à avoir mes papiers. Au début, j'avais fait un visa jusqu'à Paris, mais après je suis parti en Espagne »<sup>244</sup>.*

En revanche, l'obtention de la nationalité d'un pays Schengen représente la clé de voute d'une circulation illimitée et sans encombre, la solution définitive qui efface d'un revers les préoccupations, les contraintes administratives et tout autre obstacle à la possibilité de planifier

---

242 Entretien avec Hamid (n°31, liste des informateurs), réalisé le 03/05/2014 à Rosny-Sous-Bois (Paris).

243 Entretien avec Alassane (n°37 - table des informateurs), réalisé le 02/05/2014 à Rosny-Sous-Bois (Paris).

244 Entretien avec Ousmane (n°33, liste des informateurs), réalisé le 02/05/2014 à Paris.

librement ses mouvements en Europe. Cette approche à la citoyenneté se place dans une représentation du futur faisant dépendre l'épanouissement individuel de la mobilité géographique. L'accès à la naturalisation nationale est d'ailleurs, un grand thème de conversation. Celui-ci revient de manière presque obsessionnelle au cours des échanges avec mes informateurs : les démarches et les temps d'attente nécessaires pour avoir droit à la nationalité, les reproches adressés à la procédure espagnole qui accorde inégalement ce droit aux ressortissants d'Amérique Latine (après trois ou cinq ans de résidence selon les cas) et d'Afrique (après dix ans de résidence), les projets que l'on pourrait réaliser avec ces papiers, etc. Voici par exemple, un extrait de l'entretien avec Alassane :

*« Si j'avais la chance d'avoir la nationalité espagnole, il serait une toute autre vie ici. Avec un mois de travail ici, j'aurai mon appart particulier, je pourrais vivre bien. Ici, pour le moment il y a du boulot. Moi je suis coffreur et à Paris on peut travailler de coffreur même au centre-ville. [...] Si j'avais eu la nationalité espagnole, je pourrais rester ici juste un moment et puis rentrer en Espagne. Tout le monde gagne comme ça : nous on gagne notre salaire et la France gagne aussi : plus de gens pour travailler. Pour faire fonctionner le monde, il faut des gens qui travaillent ! »<sup>245</sup>.*

Il est curieux de percevoir dans le discours d'Alassane, son interprétation personnelle du paradigme « gagnant-gagnant » de la circulation migratoire. Avec une carte d'identité espagnole dans sa poche, il imagine pouvoir adopter une pratique de mobilité à plus court terme répondant à ses exigences individuelles aussi bien qu'aux besoins des pays intéressés. Ce raisonnement fait écho à la rhétorique de la migration circulaire abordée plus tôt, quoique dans un cadre d'application tout autre. Un même discours peut donc justifier deux notions de circulation plutôt distantes.

---

245 Entretien avec Alassane (n°37, liste des informateurs), réalisé le 02/05/2014 à Rosny-sous-Bois (Paris).

## 6.8 Nouveau pays, nouvelle vie : le cas des « *Maliens d'Espagne* » à Paris

Pour avoir un aperçu, quoique partiel et limité, des expériences de mobilité dans un autre pays européen, j'ai choisi de suivre les parcours d'un petit groupe de Maliens jadis résidents en Espagne, et réinstallés à Paris depuis un an ou deux au maximum. Malgré la petite taille de l'échantillon identifié (sept informateurs, de différents âges, provenances, situations sociales et juridiques), les rencontres, les observations et les entretiens réalisés à Paris se sont avérés spécialement intéressants. À l'exception d'un migrant en situation irrégulière venant d'un emploi agricole en Espagne, les autres informateurs rencontrés comptaient sur une carte de séjour et une expérience de plusieurs années de travail salarié dans une ville espagnole (nous avons déjà mentionné les cas d'Ousmane). « *Nous sommes des Espagnols noirs* », clame l'un d'eux, en riant. Sous la plaisanterie, on comprend la présence implicite d'une liaison identitaire avec le pays où ces migrants ont investi une part importante de leurs espoirs, de leur temps, de leurs efforts.

L'évocation d'un sentiment de nostalgie, moins de l'Espagne en soi que de la vie que les migrants menaient autrefois dans ce pays, jalonne les récits recueillis en France. Sans nier les difficultés rencontrées en Espagne (le début comme sans papiers, la barrière linguistique, le racisme et l'intégration sociale toujours malaisée), ils dressent un portrait satisfait de leur expérience dans ce pays. Constamment évoquée, la vie d'antan prend la forme d'un « âge d'or » auquel on voudrait retourner. Avec l'espoir d'un retour, il serait en effet plus simple d'accepter la condition présente :

*« Nous n'avons pas encore perdu l'espoir que l'Espagne se rétablisse pour pouvoir y revenir. Ça, c'est très difficile pour nous. On est là à cause de la crise, parce qu'on n'a pas le choix. Si les choses vont mal quelque part il faut chercher ailleurs »<sup>246</sup>.*

*« Le salaire ici c'est un peu mieux, mais pas vraiment. En tout cas, j'aimerais rentrer vivre en Espagne. Si je trouve un travail là-bas je repars : j'attends que la crise se termine pour rentrer. J'aime là-bas plus qu'ici, là-bas la vie est plus facile »<sup>247</sup>.*

D'ailleurs, outre à la tranquillité qu'offre une relative stabilité juridique, les Maliens résidents en Espagne et émigrés en France, ont souvent perdu d'autres acquis. Tout d'abord sur le plan professionnel, ils ont vécu le déclassement du statut professionnel éventuellement acquis au

---

246 Entretien avec Hamid (n°31, liste des informateurs), réalisé le 03/05/2014 à Rosny sous bois (Paris).

247 Entretien avec Shoukry (n°32, liste des informateurs) réalisé le 02/05/2014 à Paris.



gré des années, sans compter l'érosion des salaires et la discontinuité des emplois qu'ils expérimentent aujourd'hui. Sur le plan résidentiel, il est fréquent d'écouter le regret de la perte d'un logement commode, aisé et indépendant.

Diabby (n°35 de la liste des informateurs), pour citer le cas le plus évident, a travaillé dix ans pour une grande entreprise espagnole qui lui a permis de passer du statut de simple manoeuvre à celui de chef coffreur. L'amélioration de son niveau salarial l'avait convaincu d'investir son épargne dans l'achat à crédit d'un appartement dans un quartier populaire de Madrid. Après son licenciement, sa situation s'est effondrée. Incapable de faire face au paiement des échéances de remboursement du prêt, il a laissé son bien à la banque (cf chapitre 4.3). Diabby a également interrompu une relation sentimentale qu'il entretenait depuis longtemps avec une femme espagnole. En manque d'alternative, il a pris la décision de partir en France. Aujourd'hui, Diabby ne travaille qu'occasionnellement. Il partage avec d'autres une même chambre de foyer. L'incrédulité face à ce changement abrupt et la comparaison constante entre sa vie d'avant et celle d'aujourd'hui constituent le leitmotiv de son entretien.

*« Moi, je vivais en Espagne comme si cela c'était ma maison en Afrique. J'avais ma vie très bien organisée [...]. J'avais ma maison, deux pièces plus le salon, c'était 400 euros par mois. Les choses sont allées de travers et voilà. S'il n'y a pas de travail, il n'y a pas de vie. Celle-là en France, ce n'est pas une vie. Moi j'avais ma maison ; on ne vivait pas comme des riches, mais comme des gens qui vivaient bien, pas comme des chiens. La nuit j'y pense et je ris quand je pense que la vie c'est comme ça. Ils te passent plein de choses avant de mourir. Moi, je n'aurais jamais dit que j'allais vivre comme ça, je n'avais jamais vécu comme ça !»<sup>248</sup>*

Diabby, à l'instar d'autres, témoigne aussi d'une perte de repères sociaux. Il se perçoit détaché d'une vie relationnelle qu'il jugeait satisfaisante. D'une part, regagner une condition de « paria » sur le plan juridique et social ne facilite pas les rapports avec la nouvelle société d'accueil, invariablement perçue comme hostile ; de l'autre, il faut faire le constat que les travailleurs migrants déplacés en France, contrairement aux saisonniers agricoles, parviennent difficilement à garder une liaison solide avec le milieu urbain dans lequel ils vivaient auparavant en Espagne. Le coût des transports, le coût de la vie en France et l'impossibilité de mettre en place une circulation pendulaire sur base hebdomadaire rendent généralement impossible le fait de conserver un logement en Espagne : leur réseau relationnel s'affaiblit donc graduellement.

---

248 Entretien avec Diabby (n°35, liste des informateurs), réalisé le 3/05/2014 à Rosny-sous-Bois (Paris).

## 6.9. « Maliens de France » et « Maliens d'Espagne » : l'essor d'une nouvelle frontière identitaire

Si l'insertion dans la société française n'est pas aisée, les relations avec les compatriotes installés depuis longtemps en France n'en sont pas plus fluides. Les entretiens - notamment ceux réalisés dans un foyer de travailleurs migrants en banlieue parisienne (voir tableau ethnographique) - attestent d'un sentiment répandu de méfiance entre les uns et les autres. L'appartenance nationale commune, qui servait autrefois de base à la construction de liens de solidarité et de reconnaissance identitaire, est alors vécue comme une mise en compétition entre anciens résidents et nouveaux arrivants, sur le marché de l'emploi. On voit apparaître des dynamiques de différenciation semblables à celles observées par N. Elias et J. L. Scotson (1965) dans une communauté ouvrière de l'Angleterre des années soixante. Dans leur célèbre ouvrage, « *The Established and the Outsiders* »<sup>249</sup>, les auteurs explorent comment des recompositions identitaires attachées à la distinction entre les « anciens » et les « nouveaux » produisent une nouvelle stratification sociale et des logiques discriminatoires autrefois inconnues au sein d'une communauté apparemment très homogène sur le plan de la provenance sociale, culturelle et politique.

Sur le terrain, la forme la plus explicite de ces dynamiques de segmentation et d'antagonisme a été observée dans les cas des hébergements en « foyer ». Voici dans les entretiens, la description d'une relation fort compliquée qui se joue dans un espace où la densité résidentielle et la proximité forcée rendent la cohabitation difficile :

*« Les « Espagnols »<sup>250</sup> on est beaucoup ici au foyer. Regarde ce bâtiment, ici il y a sept étages et dans l'autre il y en a huit. Il y a plein de monde, mais ces gens ne nous aiment pas. Ceux qui vivent ici, les Maliens de France, se plaignent beaucoup de nous. Ils nous disent : retournez là-bas ! Ils croient que c'est à nous la faute de cette crise, que c'est nous les coupables ! Non, ce n'est pas nous les coupables. Dieu sait qui est le coupable !!! »<sup>251</sup>.*

---

249 N. Elias e J. L. Scotson « *The Established and the Outsiders* », première édition en anglais parue en 1965. L'édition française à laquelle on se réfère dans la bibliographie est de 1997 et porte le titre: « *Logiques de l'exclusion. Enquête sociologique au coeur des problèmes d'une communauté* »

250 Alassane utilise le terme « espagnol » et « français » pour se référer respectivement aux Maliens qui viennent d'un parcours migratoire en Espagne, et à ceux qui habitent depuis longtemps en France. La même formule est adoptée par les autres informateurs.

251 Entretien avec Alassane (n°37, liste des informateurs), réalisé le 03/05/2014 à Rosny-sous-Bois (Paris).

*« Ici, il y a plein de monde qui ne fait rien toute la journée et quand ils nous voient venir d'Espagne, ils croient qu'on est des bêtes. Un gars est arrivé à me dire qu'il est content qu'il y ait la crise en Espagne et qu'on est tous sortis de là. Nous sommes des êtres humains, comme eux ! Est ce qu'ils n'ont pas de cœur ? Tu vois comment nous on vit ici... on n'est pas content »<sup>252</sup>.*

*« Les Maliens d'ici, ils disent que si nous on vient travailler en France, ils n'auront plus des jobs. Tout le monde qui a été en Espagne, on a travaillé et on a étudié aussi. Les gens se sont formés, on a progressé, on a des diplômes de quelque chose. Eux, ils n'ont pas de temps pour ça. Et après ils se plaignent que les « Espagnols » leur volent le boulot »<sup>253</sup>.*

Si la concurrence sur le plan de l'emploi demeure la préoccupation principale, on observe aussi une certaine mésestime se basant souvent sur des motifs générationnels ou sur le fait que les habitudes et les parcours migratoires soient très différents. Hamid, par exemple, tient à souligner le dynamisme des « Espagnols » qui ont su se former et progresser lorsqu'ils travaillaient. En général, l'attitude proactive des uns est opposée à la lassitude et au blocage personnel et professionnel des autres. Les anciens résidents du foyer, souvent d'un âge avancé, sont ainsi perçus comme des personnes installées dans une situation stagnante d'accoutumance à une vie de misère de laquelle on n'arrive ou on ne veut pas sortir. De son côté, Alassane ne manque pas de pointer le dynamisme des « Maliens d'Espagne » au pays : la construction d'une maison au Mali, véritable symbole de la réussite migratoire, est alors comparée aux résultats bien plus faibles des autres :

*« Nous tout le temps qu'on a passé en Espagne, nous avons bâti des maisons en Afrique, nous avons envoyé des aides à nos familles. Eux, qu'ils sont ici depuis 30 ans, ils n'ont même pas réalisé la moitié ! »<sup>254</sup>.*

Certes, la lecture des faits proposée ici manque d'une considération symétrique du point de vue des deux parties. Vraisemblablement, ce genre de perceptions et de jugements est le produit d'une segmentation sociale, conduisant à une vision partielle de la réalité. Cependant, gardons à l'esprit qu'il nous intéresse moins ici de reconstruire la dynamique relationnelle entre les deux ensembles sociaux, que d'appréhender l'état d'âme des Maliens interrogés, à l'égard des

---

252 Entretien avec Diabby (n°35, liste des informateurs), réalisé le 03/05/2014 à Rosny-sous-Bois (Paris).

253 Entretien avec Hamid (n°31 – table des informateurs), réalisé le 03/05/2014 à Rosny-sous-Bois (Paris).

254 Entretien avec Alassane (n°37 - table des informateurs), réalisé le 03/05/2014 à Rosny-sous-Bois (Paris).

nouveaux points d'ancrage qu'ils ont trouvés en France. Sur ce plan, une tendance à se renfermer socialement avec ceux dont on partage le même parcours de vie, émerge clairement.

#### Encart ethnographique n° 12.

##### Vivre au foyer : lieu de passage ou espace d'ancrage ?

Hamid (n° 31 de la liste des informateurs) me propose de l'accompagner au Foyer d'Hébergement des Travailleurs Migrants de la Rue Jean Allemane à Rosny-sous-Bois, un endroit qu'il fréquente de temps en temps, car il y a vécu pendant les premiers mois après son arrivée à Paris. Ici Hamid conserve de bonnes relations d'amitié avec d'autres Maliens venus d'Espagne. Pendant le voyage en train, il me met en garde : je vais voir des situations difficiles et des conditions de vie que je n'imagine pas.

*« Dans le foyer c'est un autre genre de vie... quand je suis venu à Paris, je suis parti là-bas parce que le loyer est cher, la vie est chère... Il y a beaucoup de monde, tu le verras. Il y a des gens qui n'ont pas les mêmes qualités de vie. Je ne sais pas si tu me comprends. [...] Nous on était 5 personnes dans une chambre, je dormais au-dessous d'un lit. C'est fou ça ! Et puis, il y a des personnes de 50 ans, de 60 ans. Moi j'ai 29 ans, ce n'est pas la même vie. Ça ne me plaisait pas du tout. Donc, j'ai quitté là-bas quand j'ai pu »<sup>255</sup>.*

Vestiges d'une politique migratoire largement dépassée, les foyers de travailleurs migrants continuent d'héberger aujourd'hui des hommes seuls dans des conditions qui n'ont pas véritablement évolué au fil des années, en dépit des opérations politiques de réhabilitation et de conversion de ces espaces en « résidences sociales » (cf. Bernardot 2006, Desrumaux 2000, Quiminal et Timera 2002).

Le foyer que je visite a l'air de n'avoir été concerné par aucune démarche de réaménagement dans les dernières années. Il s'agit typiquement d'un ensemble de bâtiments gris dans une zone urbaine périphérique, organisé selon le modèle d'une ruche d'abeille : à chaque étage, une longue file de petites chambres de trois mètres carrés qui partagent les toilettes et la cuisine. L'apparence sévère et décrépite de la façade n'est qu'un indice de l'état profondément dégradé des locaux à l'intérieur. Les couloirs sombres, les taches d'humidité, les panneaux du plafond qui s'écroulent, les installations électriques apparentes et souvent endommagées ainsi qu'une saleté omniprésente, spécifiquement dans les cuisines et les salles de bains. Des sandales, des linges et d'autres affaires personnelles rangées dans des sacs en plastique ou étalées à sécher un peu partout, témoignent explicitement du surpeuplement de la structure.

Les résidents - seulement des hommes africains - vont et viennent discutant en Bambara ou en langue soninké. Hamid affirme que dans ce foyer vivent 1300 personnes, presque tous maliennes. Cette absence de mélange pourrait faire penser à une certaine homogénéité sociale. Les diverses histoires d'établissement et d'usage des espaces font cependant de cet endroit un lieu de stratification et de croisement de migrants aux parcours très variés (cf. Elias et J. L. Scotson, 1965). Pour les anciens résidents, ce lieu pensé comme résidence temporaire s'est transformé en résidence de longue durée. Pour d'autres, il reste un lieu de passage, quoique ce passage semble s'allonger indéfiniment.

À ce propos, l'analyse que propose Poiret (1996) à l'égard des différentes fonctions remplies par le foyer des travailleurs migrants semble pertinente. Il parle de « foyer-sésame » qui permet d'offrir une première solution de logement économiquement accessible et socialement réconfortant pour les Africains récemment arrivés ; de « foyer-village » lorsqu'il devient un espace de vie à long terme où

255 Entretien avec Hamid (n°31, liste des informateurs), réalisé le 01/05/2014 à Paris.

l'on essaye de reconstruire les habitudes d'une convivialité à l'africaine ; et, finalement de « foyer-annexe » lorsqu'il cesse d'être un logement pour le migrant ayant déménagé ailleurs avec sa famille après y avoir vécu longtemps, mais demeure un espace social de référence dans l'univers relationnel de celui-ci.

Pour ce qui concerne le cas observé, si ces trois fonctions peuvent aisément rendre compte de l'histoire de la population résidente, sa composition actuelle demande d'intégrer un autre facteur explicatif. Les derniers « nouveaux arrivants » ne sont pas si nouveaux dans le milieu migratoire : dans la mesure où ils proviennent d'une longue trajectoire préalable. Ils viennent d'Espagne ou d'Italie avec des aspirations et des motivations qui ne sont pas les mêmes que celles d'un « débutant » : leur ouverture à s'intégrer dans la vie du « foyer-village » n'est plus celle d'un migrant dépaycé traversant sa première expérience en Europe. Pour eux, le foyer est moins un espace d'accueil qu'un lieu de passage.

Hamid me conduit dans celle qui a autrefois été sa chambre. Actuellement ici, on y loge à quatre, sans compter le percepteur du loyer. Ce dernier sous-loue le lit à côté du sien, ainsi que trois « places-lits » à même le sol pour 50 euros mensuels. Il s'agit d'un monsieur de Kayes d'une cinquantaine d'années qui attire le mépris plutôt que la gratitude des ses colocataires :

*« Celui qui nous loue la chambre », on me confie par la suite, « il travaille et il touche 1000 euros par mois ; mais il habite ici parce qu'il est bête ! Oui ! Moi si je gagne de l'argent je veux d'abord vivre à l'aise. On ne sait pas ce qu'il fait avec l'argent parce qu'il n'a rien au Mali non plus ! »<sup>256</sup>*

C'est ici qu'on rencontre Diabby, Alassane et Youyou, ainsi qu'un jeune malien qui reste assoupi pendant tout le temps de ma visite. On me dit qu'il est récemment arrivé d'Espagne, sans papiers, sans l'appui d'amis ou proches ; il survit comme il peut en dormant dans la rue ou dans la salle télé du foyer. En outre, il paraît qu'il est mineur et qu'il aurait droit en France aux services de protection sociale destinés aux mineurs migrants non accompagnés. Il semble qu'il soit cependant très difficile de prouver son âge réel.

À midi, nous mangeons tous ensemble dans la cuisine de l'étage. À cet endroit aussi, je peux constater une ségrégation visible dans l'utilisation des espaces communs. Ceux qui se réunissent pour manger avec moi sont une dizaine de Maliens « espagnols ». Ils mélangent le bambara à l'espagnol pour que je puisse suivre la conversation. De retour dans la chambre, nous entamons une discussion collective sur les difficultés, mais aussi les opportunités offertes par la vie en France.

*« En France le début c'est difficile, mais au fur et à mesure que tu comprends comment ça marche, ça devient plus facile. Quand tu connais le système, il y a des possibilités. Il a des gens qui peuvent t'orienter : pour avoir ça, tu dois faire cela... mais si tu ne vas pas sur place tu ne peux pas le savoir »<sup>257</sup>.*

*« Nous ici on travaille au noir. Parfois, on trouve du travail parfois on ne trouve rien. En Espagne on avait plein d'avantages qu'ici on n'a pas. Bien sûr là-bas on travaillait 'como burros', c'est-à-dire comme des ânes. On a travaillé beaucoup et on a fait les pires travaux. Et puis ils ne nous donnent pas la nationalité et ils nous repayent comme ça pour tout ce qu'on a travaillé »<sup>258</sup>.*

---

256 Entretien avec Alassane (n°37, liste des informateurs), réalisé le 03/05/2014 à Rosny-sous-Bois (Paris).

257 Entretien avec Hamid (n°31, liste des informateurs), réalisé le 03/05/2014 à Rosny-sous-Bois (Paris).

258 Entretien avec Diabby (n°35, liste des informateurs), réalisé le 03/05/2014 à Rosny-sous-Bois (Paris).

En définitive, pour les Maliens venant d'Espagne, le foyer est seulement la dernière étape de cette parenthèse de marginalité et de déclassement statutaire. Pour eux, ce lieu peut difficilement s'ériger en espace de repli communautaire et soulagement identitaire, tel qu'il l'a été pour maintes générations de résidents avant eux.



**Image 20. Foyer de travailleurs migrants de la Rue Jean Allemane (Rosny-sous-Bois)**



**Image 21 et Image 22. À l'intérieur du foyer.**

Il faut préciser que le foyer n'est qu'un mode d'installation parmi d'autres pour les Maliens récemment arrivés en France après d'autres expériences migratoires. Or, cette solution d'habitat conditionne lourdement, pour les raisons décrites, l'approche à la nouvelle société, les relations sociales et la perception de sa propre condition. Hors des foyers cependant, on observe un panorama plus hétérogène et moins polarisé. Dans certains cas, les liaisons familiales ou les contacts établis au préalable offrent une solution provisoire de logement et un appui logistique aux nouveaux arrivants. De manière plus générale, il est évident que les réseaux transnationaux de proches et d'amis résidents depuis longtemps en France, sont autant de ponts relayant la circulation d'un espace à l'autre. Ceux-ci constituent d'ailleurs une des raisons principales dans le choix de la France parmi d'autres destinations (Quiminal, Timera 2002 ; Barou 2011).

C'est le cas par exemple de Moussa, un commerçant installé en Espagne, engagé dans de multiples activités entrepreneuriales (n° 2 de la liste des informateurs). Grâce à l'aide de son partenaire commercial en France, il s'assure un travail temporaire dans la capitale française dès que les affaires avancent plus lentement que prévu. La dernière fois, il a été embauché comme cuisinier pendant trois mois. Le cas de Toumani (n° 53 de la liste des informateurs) est similaire : il jongle entre ses activités commerciales et des petits boulots occasionnels en France. Il a vécu longtemps à Paris où il a sa famille, et une bonne partie de sa vie sociale :

*« Des fois, je pars à Paris et je travaille là bas un mois ou deux mois. Même la dernière fois je suis parti travailler à la Mairie, j'ai fait un mois, j'ai fait des plonges à la cantine : je lavais des assiettes et tout ça. Moi je m'en fous, je fais ce que je trouve, si je trouve du boulot je fais, si je ne trouve pas du boulot... rien. En Europe aujourd'hui il y a la crise, on ne trouve pas facilement ! »<sup>259</sup>.*

Comme on le verra dans le chapitre suivant, la présence d'une branche de la famille en France, semble être une condition quasiment indispensable pour s'engager dans un processus de déménagement d'une unité familiale. Les associations de développement peuvent également être des éléments de relais facilitant la socialisation dans le nouveau milieu migratoire. Shukry et Ousmane (n°32 et 33 de la liste des informateurs) ont fait partie en Espagne de la même association de ressortissants d'un village de la région de Kayes au Mali. Lorsque je vais à leur rencontre, ils sont en compagnie d'Adama, le président de l'association jumelle de ressortissants en France du même village. Ils me disent qu'ils considèrent Adama comme leur « grand frère »<sup>260</sup>, car il leur a considérablement facilité la vie en France. En effet, la liaison entre les deux groupements associatifs va bien au-delà de la collaboration sur des projets de codéveloppement dans le milieu d'origine. Ces espaces associatifs, que les acteurs se représentent comme des prolongements ou des reformulations à l'étranger de la communauté villageoise, fournissent des cadres de proximité qui réduisent le dépaysement du déplacement (cf. Daum 2005).

Cependant, en dépit du rôle d'entraide que les réseaux transnationaux s'auto attribuent souvent, ces liens sont en pratique parfois plus faibles, aléatoires et moins fiables que ne le laisse penser l'image qu'ils cherchent à projeter. Formidables vecteurs d'informations et d'introduction dans un circuit de contacts, les réseaux de Maliens à l'étranger apparaissent moins performants comme instruments de « protection sociale », lorsqu'il s'agit par exemple d'apporter une assistance matérielle ou de résoudre un problème de logement. Ainsi l'expose Hamid :

*« Il a des gens que si on les appelle : je vais venir là en France tu es là ? Ils vont te dire : oui je suis là, il n'y a pas de problèmes, il n'y a pas de problèmes de maison. Mais le jour que tu arrives, c'est la merde parce que tu l'appelles, il ne décroche pas et tu vas où alors ? C'est ton problème. Donc c'est toujours, toujours compliqué »<sup>261</sup>.*

---

259 Entretien avec Toumani (n°53, liste des informateurs), réalisé le 23/07/2014 à Bamako.

260 L'expression d'une relation d'amitié à travers le lexique de la consanguinité (ex : le petit frère, le grand frère) est une pratique courante au Mali qui pourrait être interprétée comme une manière de souligner symboliquement la force d'un lien social et, en même temps, de lui donner sinon un ordre hiérarchique, une orientation claire : étant donné que les relations familiales dans la société malienne sont généralement construites sur une base hiérarchique, qualifier quelqu'un de *grand frère* ou de *petit frère* équivaut à le placer - plus ou moins sérieusement - dans un système de protection et de dépendance interpersonnelle (cf. Viti 2007).

261 Entretien avec Hamid (n°31, liste des informateurs), réalisé le 01/05/2014 à Paris.



Le ressentiment d'Hamid, ou d'autres, vis-à-vis du caractère défaillant de ces liens sociaux censés être stables et fiables, traduit un double message. D'une part, on observe une certaine fragilisation des dispositifs de secours communautaire en raison d'une diminution générale des ressources matérielles disponibles. D'autre part, il est également important d'attirer l'attention sur les attentes : l'existence d'un discours portant sur les attentes déçues démontre la persistance d'une pensée pour laquelle le principe de solidarité entre individus de la même nationalité ou de la même ethnie demeure essentiel. Ces défaillances suscitent un malaise d'autant plus profond qu'elles bousculent l'image prégnante d'un réseau solidement soudé auquel recourir en cas de besoin.

On revient, alors, sur la fonction du capital social et sur le rôle des réseaux transnationaux. S'il est vrai qu'en temps de crise et de grande précarité les réseaux de migrants accentuent leur tendance « à créer une solidarité en vertu de l'incertitude généralisée » (Portes 1999 : 18), il semble également avéré que ce principe d'entraide se heurte manifestement à des limites importantes. Il est alors nécessaire de restituer la complexité, mais aussi l'ambivalence du système de liens nationaux, ethniques ou familiaux des migrants maliens en Europe. Au cours d'une époque de grands bouleversements, mais aussi de fragmentation des trajectoires, d'atomisation des parcours et d'individualisation grandissante, les mécanismes de secours ne fonctionnent souvent plus. D'ailleurs, nous l'avons observé dans le cas des Maliens hébergés en foyer, le principe même de la reconnaissance mutuelle en tant que membres d'une seule communauté parvient à être questionné.

De ce point de vue, en contredisant un discours idéologique qui valorise à priori la force des liens communautaires transnationaux, les réseaux de migrants maliens semblent être aujourd'hui pris dans un paradoxe : plus ils sont nécessaires, moins ils sont en mesure d'intervenir.

**D'une circulation à l'autre :**

**Familles en mouvement, visite en vacances et parentalité à distance.**

Jusqu'à présent, nous avons suivi l'itinéraire des commerçants, saisonniers agricoles et travailleurs en déplacement. Toutefois, il convient de rappeler que la circulation n'est pas qu'une activité économique ; elle doit être abordée avec un regard capable de saisir la dimension polysémique de ces pratiques, répondant à des logiques composites. Le maintien de liens sociaux, parentaux et amicaux, ainsi que l'intérêt porté à des questions telles que la scolarisation des enfants, la présence de services publics et de prestations sociales, voire aussi la quête d'arrangements familiaux satisfaisants sont autant de facteurs intervenant dans le façonnage des pratiques de mobilité au même niveau que la quête d'un emploi ou d'opportunités d'affaires (Baldassar et al. 2014). Avec Faret (2004 : 149) on peut remarquer qu' «au-delà de la logique migratoire de travail, dont les formes étaient relativement stables et bien connues jusque dans les années 1970, on a assisté au cours de la dernière décennie à une nouvelle dynamique: une forme d'adaptation de la vie sociale, familiale ou communautaire à un espace de vie élargi, à un champ d'interaction social devenu multipolaire ».

Dans le présent chapitre, je voudrais interroger la circulation s'attachant à ces aspects de la vie quotidienne des Maliens à l'étranger. Je m'occuperais, notamment, des enjeux liés à la configuration et reconfiguration des unités familiales dans un espace transnational dilaté. Encore une fois, nous allons voir le déploiement d'une palette très variée de mouvements allant des déménagements de long terme aux voyages occasionnels. Concernant ces derniers, je rejoins la réflexion portée par différents auteurs (De Bruijn, Van Dijk, Foeken 2001; Adelkhah, Bayart 2007) traitant de l'intérêt scientifique d'inclure dans l'effort de cartographie des mobilités les visites, les voyages ainsi que l'ensemble de ces déplacements à caractère occasionnel, motivés par les raisons les plus hétérogènes. Ils participent en effet à cette même culture de la mobilité, à ce

même processus de construction des liens sociaux, culturels, économiques, politiques ou religieux à distance.

### **7.1 La circulation des familles : les enjeux de la mobilité transnationale des ménages**

La stagnation économique en Europe a contribué à redynamiser - et parfois à réorienter - aussi bien la circulation d'individus atomisés que de leurs ménages : de nombreuses familles ont opté pour un départ vers un nouveau milieu de résidence, la perte de la maison achetée à crédit participant souvent de cette décision (voir ch. 4.3). Dans d'autres cas, la crise a tué dans l'œuf ou détourné les projets de regroupement familial de maints travailleurs maliens. Impactant des unités familiales entières ou des fractions de ménage, ces mobilités soudainement déclenchées, ou avortées ont eu d'importantes répercussions sur le quotidien des acteurs impliqués, ainsi que sur les perspectives et opportunités à moyen et long terme de la génération suivante. Force est de constater les couts émotionnels et psychologiques de ces processus de fractionnement et de réorganisation transnationale des équilibres familiaux.

Le cas de Toumani (n°8 de la liste des informateurs) est parmi les plus saillants : en Espagne depuis 1992, il me raconte que ses cinq enfants, dont l'ainée est aujourd'hui âgée de 16 ans, sont nés et ont grandi à Madrid. Commerçant et homme d'affaires avisé, Toumani a couvert au travers de ses voyages différents pays d'Afrique et d'Europe, s'aventurant également aux États-Unis pour ravitailler son magasin en vêtements hip-hop destinés aux jeunes du quartier ; tout cela, sans pour autant renoncer à une vie familiale en Espagne. Il passait en effet à Madrid la plus grande partie de l'année. Récemment, après une phase prolongée de crise dans les affaires Toumani a arrangé le déménagement de sa femme avec les enfants chez sa sœur en France. Toumani est resté à Madrid où il a son circuit d'affaires : « *Quand je pense à ma famille, j'ai les larmes aux yeux* »<sup>262</sup>, avoue-t-il en m'expliquant les réticences de ses fils, notamment les plus âgés, à la perspective de changer radicalement de milieu et de ne plus pouvoir vivre avec leur père. Il regrette de ne pas avoir choisi dès le départ la France comme résidence familiale, « *si j'étais parti en France, je ne serais pas dans cette situation, en France c'est plus facile pour les familles* » affirme-t-il en faisant référence aux prestations sociales, à l'aide au logement et à la scolarisation des fils. À présent, Toumani est partagé entre la France, le Mali et l'Espagne. Il

---

262 Cet extrait (comme les suivants) fait partie de l'entretien réalisé avec Toumani le 30/01/2014 à Madrid.

voudrait à tout prix récupérer la stabilité familiale qu'il a perdue, mais il sait que sa présence alternée dans les trois pays est aujourd'hui la meilleure option.

De son côté, Abdoulaye (n°10 de la liste des informateurs) envisage de repartir bientôt au Mali avec sa famille installée depuis 2000 en Espagne, puisque les espoirs de sortir enfin du tunnel du chômage s'amointrissent progressivement :

*« Les choses ici sont de plus en plus difficiles. Si je ne trouve rien, je pense rentrer, je vais me dédier à l'agriculture dans mon pays. Sans travail, ici, comment je vais maintenir ma famille ? J'ai trois enfants qui sont nés ici. Le plus grand a 11 ans et le petit 5 ans. Ma femme est arrivée en 2000. Heureusement là-bas j'ai ma maison que j'ai construite pendant que je travaillais ici. Avec ça on peut s'arranger au début »<sup>263</sup>.*

Pour Abdoulaye le retour n'est certainement pas une décision simple. Arranger le déplacement de la famille au Mali, signifie en effet de se rendre responsable d'une transition qui peut avoir de lourdes conséquences sur le futur des autres membres du ménage. Abdoulaye est surtout préoccupé par le parcours scolaire de ses enfants :

*« Les enfants, je ne les ai pas encore consultés, mais ils sont allés au Mali en vacances plusieurs fois. Ce qui se passe, c'est que je ne sais pas comment ça sera pour eux. La plus grande est en train de faire un grand effort pour étudier. Ça, c'est très bien, et je ne veux pas gâter ça. Je ne veux pas que ma fille soit comme moi, je veux qu'elle puisse étudier. Moi j'ai laissé l'école à 13 ans quand mon père est décédé, il fallait travailler. Mais maintenant si tu n'as pas des études, tu vas faire quoi ? Mes enfants peuvent aussi étudier au Mali, oui. Mais là-bas, même s'ils ont des bonnes notes, après le travail c'est quelqu'un d'autre qui l'obtient. Il y a trop de corruption là-bas. C'est ça que je veux éviter et c'est pour ça que je suis encore ici, sinon je serais déjà au Mali »<sup>264</sup>.*

Les logiques de la mobilité individuelle et celles de la mobilité familiale se situent fréquemment sur des lignes divergentes, qui peuvent difficilement être conciliées si on ne souhaite sacrifier les intérêts ni de l'un ni de l'autre. Cet informateur - à l'instar de plusieurs autres - suggère en outre que la présence d'une famille établie en Europe constitue un frein à l'exercice agile et insouciant de la circulation transnationale (« c'est pour ça que je suis ici, sinon je serai déjà au Mali »). Sur la même ligne, d'autres migrants rebondissent sur l'idée que les femmes et, par extension, les familles constituent un empêchement à la flexibilité des mobilités masculines :

---

263 Entretien avec Abdoulaye (n°10, liste des informateurs) réalisé le 31/01/2014 à Madrid.

264 Ibidem.

*« Les hommes peuvent bouger partout ; mais si t'as une femme, il va être beaucoup plus difficile de bouger »<sup>265</sup>.*

*« J'ai mes enfants ici en Espagne et ça, c'est un peu un handicap pour mes déplacements, car ils ont un âge qu'il faudrait rester avec eux plus de temps et leur prêter plus d'attention. Je voudrais me stabiliser ici, même si en réalité ce que j'aimerais plus encore est de laisser mes affaires à mes enfants. La fille aura plus de difficulté à se déplacer, mais le garçon, un jour devra prendre la relève de tout mon business »<sup>266</sup>.*

Le discours opposant la souplesse et le dynamisme des hommes seuls à l'ancrage et à la rigidité des femmes et des enfants ne doit pas pour autant induire en erreur : les exemples des femmes maliennes qui circulent de manière autonome contredisent ce schéma. Cependant, au delà des stéréotypes de genre renvoyant à un modèle migratoire traditionnellement masculin, il faut reconnaître que le déplacement des unités domestiques constitue un projet d'envergure majeure par rapport au va-et-vient des individus.

En effet, l'adoption d'une perspective familiale complexifie indéniablement les variables dans la considération du choix de partir, dans l'organisation du voyage ainsi que dans les dispositions nécessaires à la réinstallation. Les ménages qui se déplacent font face à de multiples obstacles sur le plan organisationnel et administratif (insertion scolaire, transfert d'un système de sécurité sociale à l'autre, indénombrable complication bureaucratique), s'ajoutant aux difficultés immatérielles du changement de milieu de vie (dépaysement culturel, éventuelles barrières linguistiques, disruption des liens affectifs, changement de l'éventail d'opportunités à la portée des acteurs, etc.). En d'autres mots, si les travailleurs migrants se déplaçant d'un pays à l'autre peuvent alimenter pendant des années l'illusion de la réversibilité de leurs mouvements, il s'agit pour les familles de faire l'expérience d'un changement de résidence à part entière, perçu comme tel et vécu avec toute l'intensité d'un passage de vie sinon définitif, de long terme.

---

265 Extrait issu de l'entretien collectif réalisé à Albacete le 26/06/2014 avec un group de travailleurs maliens arrivés dans la ville pour la cueillette de l'aille et de l'ognon (cf. Annexe 2)

266 Entretien avec Moussa (n°2, liste des informateurs) réalisé le 18/11/2012 à Madrid.

## 7.2 Contraintes et opportunités : la circulation non choisie des enfants

Il me semble pertinente, à ce stade, d'évoquer les travaux d'Elodie Razy sur la circulation des enfants et des adolescents soninké (Razy 2006, 2007). Le regard de l'auteure offre non seulement la possibilité d'explorer les aspects psychologiques et sociaux d'une mobilité souvent non choisie, mais il contribue également à nuancer la radicalité dichotomique de l'opposition entre *circulation* des travailleurs et *migration* des familles. Les jeunes maliens apparaissent dans l'analyse comme les protagonistes d'une typologie spécifique de circulation contrôlée entre la France et le Mali, se réalisant à différentes phases du cycle de vie. De cette manière, les familles maliennes (ces systèmes complexes de parenté et d'alliance) ne représentent pas toujours des structures de limitation des mouvements transnationaux ; elles sont aussi des véritables espaces de circulation, fonctionnant comme des plateformes d'accès à des lieux géographiques interconnectés. Les membres de ces groupes familiaux élargis<sup>267</sup> sont simultanément les sujets de l'action de définition d'un périmètre collectif de mobilité, et les objets d'un mouvement - volontaire ou contraint - profitant du réseau spatial ainsi mis en œuvre.

À l'appui de cette thèse, les échanges avec les acteurs sur le terrain confirment l'importance capitale des réseaux de proches dans l'agencement de la circulation des ménages. Les unités domestiques qui se déplacent sont généralement à la recherche du soutien d'une branche de leur famille installée durablement dans un autre pays. Sans cela, les risques matériels et les difficultés logistiques de l'entreprise augmentent de manière exponentielle et rendent le projet peu praticable, surtout en raison du fait qu'il s'agit généralement de situations présentant une forte précarité de départ, avec un chef de famille souvent au chômage depuis longtemps. Ci-dessous, une réflexion d'Abdoulaye à ce propos :

*« Dans d'autres pays ce n'est pas tellement plus facile qu'ici (en Espagne). Moi, je connais beaucoup de Maliens qui sont partis et qui n'ont pas de travail. Plein de gens comme ça. Les gens qui amènent leur famille en France normalement c'est des gens qui ont des proches là-bas installés de plus de vingt ans. C'est eux qui les appuient. Si tu n'as personne là-bas et tu dois commencer à zéro...bon, il faut bien réfléchir avant de partir, surtout si tu pars avec la famille. Si tu ne pars pas avec la famille, tu peux t'arranger d'une forme ou de l'autre. Mais avec la famille, sans argent ici, sans argent là-bas, comment tu fais ? C'est des choses qui font perdre la tête »<sup>268</sup>.*

---

267 L'auteure examine une unité d'analyse plus large que la famille nucléaire. Les filles et les garçons maliens, dont elle reporte les histoires, transitent d'un milieu à l'autre et d'une branche de la famille à l'autre selon des logiques de parenté et d'alliance assez complexes.

268 Entretien avec Abdoulaye (n°10, liste des informateurs) réalisé le 31/01/2014 à Madrid.

### Encart Ethnographique n° 13.

#### Les défis de partir en famille : extraits d'un débat entre femmes.

J'ai rendez-vous avec Mariam chez elle pour réaliser un entretien biographique et découvrir son parcours. Je suis donc assez surprise de constater à mon arrivée que Mariam a organisé dans son appartement une petite réunion de femmes invitées pour un échange collectif avec moi. Il s'agit d'ailleurs d'une situation qu'il m'arrivera d'expérimenter plusieurs fois, notamment dans mes interactions avec la composante féminine de mon échantillon d'informateurs<sup>269</sup>.

Le débat s'anime rapidement entre les femmes et prend une allure très intéressante : sont abordés de nombreux cas de familles se rendant dans d'autres pays européens notamment en France. Il y a, par exemple, le cas de la famille d'Aminata, ancienne présidente de l'association des femmes de Madrid, partie en Angleterre l'année précédente après avoir passé 15 ans en Espagne.

La totalité des femmes présentes reconnaît que ce choix est très risqué : « *En France peut-être il y a plus de travail, mais la vie coute cher. Et puis si tu n'as pas la famille là-bas c'est impossible* »<sup>270</sup> assure Oumou. « *En Allemagne et en Angleterre il y a la difficulté de la langue, si tu passes 5 ans à apprendre la langue et autres 5 ans à trouver du boulot...c'est fini !* » rigole Awa. « *L'Europe entière se balance. La crise est partout* » relance Oumou qui avoue que dans son cas, avec quatre enfants, un mari au chômage et sans aucun contact, le transfert vers un autre pays est une perspective tout simplement irréaliste.

La discussion s'oriente momentanément sur une comparaison des loyers entre la France, l'Angleterre et l'Espagne. Les femmes citent des chiffres précis, démontrant ainsi leur participation à des circuits d'échanges d'informations pratiques provenant de plusieurs pays.

Lorsque je leur demande de donner leur avis sur une perspective de retour au Mali, elles sont moins d'accord que sur d'autres questions : « *Moi, je voudrais rentrer, mais ce n'est pas si simple* » me raconte Oumou « *maintenant au Mali il y a l'argent pour ceux qui ont de l'argent, mais si tu n'as pas d'argent, il n'y a rien ! Si on avait des épargnes alors on pourrait rentrer, mais comme ça on ne peut pas retourner* ».

Le refus d'affronter un retour précaire fait parti d'un discours ambivalent qui mélange le désir de regagner un espace social connu et invoqué avec nostalgie, et la crainte d'une manifestation irréfutable de l'échec. Le Mali est vécu comme un lieu d'opportunité pour ceux disposant de ressources suffisantes pour investir, mais tient autrement la place d'une impasse de laquelle il est impossible de sortir (voir ch. 9).

Les obstacles et les aléas liés à la circulation des familles ne sont pas les mêmes dans le cas d'un déplacement vers un autre pays européen, que dans le cas où le ménage se prépare à un retour au Mali. Avant tout, il convient de rappeler qu'il est imprécis de parler de retour dans le cas d'un groupe familial incluant des enfants n'ayant jamais vécus dans le pays d'origine (Razy 2007). Seuls les parents effectuent réellement un « retour au pays ». Cependant, les fils nés en Europe participent eux-aussi à ce processus en convoquant une identité assignée (l'identité

269 Dans le deuxième chapitre, j'ai déjà abordé cette manière d'esquiver la confrontation directe sur le parcours migratoire par le recours à la conversation en groupe, un mode d'échange plus facile à intégrer dans une dynamique de sociabilité culturellement familière et moins engageante.

270 Extraits de l'entretien collectif avec Mariam (n°9 de la liste des informateurs, annexe n°1) Oumou (n°12), Awa (n°22) et d'autres femmes maliennes réalisé le 12 février 2014 à Madrid (voir annexe n°2).

maliennne ou l'identité ethnique), faisant valoir un lien d'appartenance qui n'était jusqu'alors qu'un lien abstrait.

Plus généralement, ces « retours » poursuivent l'effort des parents visant à tisser une continuité pédagogique entre les enfants en Europe et le milieu d'où ils proviennent. À titre d'exemple, Abdoulaye cite les vacances de ses fils au village pour se rassurer quant à la relative familiarité de ces derniers avec son lieu d'origine ; d'autres mentionnent l'apprentissage de la langue maternelle ou l'« empreinte » éducative du foyer.

Il n'est d'ailleurs un mystère pour personne que ces enfants élevés en Espagne ne sont pas toujours réceptifs au modelage culturel envisagé par leurs pères. Les plaintes fréquentes formulées par mes informateurs sur le caractère défaillant de leurs tentatives de transmission linguistique, sociale et culturelle en sont une preuve. C'est par exemple avec amertume que Fatim constate la prédisposition de ses fils pour l'espagnol :

*« Je ne voudrais pas que mes fils parlent seulement l'espagnol. S'ils ne parlent que l'espagnol, ça signifie qu'ils ont perdu leur « héritage ». Pour le moment, mes enfants comprennent parfaitement les deux langues, mais ils parlent beaucoup plus l'espagnol ; quand je leur demande de parler ma langue, ils restent bloqués »<sup>271</sup>.*

S'appuyant sur ces bases fragiles, le déménagement familial au Mali risque alors de se traduire par un passage traumatique, peu ou pas accepté par les adolescents et les enfants, surtout lorsqu'ils ont été maintenus en marge de la décision de partir. Aux yeux des parents, ces « retours » soulèvent également de nombreuses préoccupations et sentiments contradictoires : peur d'entacher le parcours scolaire des enfants, de leur barrer l'accès à une carrière future, contrariété liée à la perte des avantages sociaux et médicaux en Europe, incertitude économique, mais également volonté de rétablir un contexte de stabilité, avant tout résidentielle. La maison bâtie au pays accroît sa valeur symbolique au regard de la possibilité ou de l'imminence de la perte du logement familial en Espagne. Le dialogue observé par la suite entre deux informateurs - Karim et Adama, deux pères de famille établis depuis longtemps en Espagne - est révélateurs de ces positionnements contrastés :

*« Annalisa: -Vous avez parlé de retour, alors comment jugez-vous le retour pour vos familles?*

*Karim: - Le retour, quand t'as une famille ici, est difficile. Très difficile même ! Mais avec la solution de la coopérative,<sup>272</sup> il devient déjà plus facile parce que je sais que je peux bien*

---

271 Extrait d'un entretien collectif avec un groupe de femmes réalisé le 12/04/2014 à Madrid.

272 Karim et Adama se sont associés avec une dizaine d'autres compatriotes pour créer une coopérative agricole au Mali. Nous y reviendrons dans le dernier chapitre.



*maintenir ma famille là-bas. Moi je souhaite aller, ma femme souhaite aller, mes enfants...bon...ils peuvent aller à l'école là-bas.*

*Adama: - Les enfants peuvent étudier mieux ici en Espagne. Là-bas l'instruction est très mauvaise. L'enfant ici a un futur, car il peut étudier bien.*

*Karim: - Je ne sais pas...étudier au Mali ça dépend de l'argent.*

*Adama: -Les femmes aussi ont plein de droits ici. En Afrique il n'y a pas de droits. Ces deux choses sont très importantes pour les enfants et pour les femmes.*

*Karim : - Oui mais ce que je pense c'est qu'en Espagne maintenant c'est trop difficile, plein de monde a été touché. Plein de monde a perdu sa maison »<sup>273</sup>.*

La question du logement revient inlassablement dans les entretiens chaque fois que nous touchons à des sujets liés à la famille et aux perspectives futures du ménage. Les réflexions de Awa (n° 22, liste des informateurs) lors d'un échange collectif avec un groupe de 9 femmes dans lequel nous discutons abondamment de ce sujet abordent des sentiments très répandus parmi les familles maliennes en Espagne :

*« Ici il y a plus de crise qu'au Mali, car ici c'est difficile vivre dans une maison sans la payer, au Mali tu peux toujours partir chez un oncle ou rencontrer quelque chose de provisoire. En fait, ma crise à moi maintenant c'est le logement. Pas la nourriture ou autre chose, c'est avec le logement que j'ai mon plus grand problème. Pour la nourriture tu peux aller chez la soupe populaire ou tu peux aller chercher un litre de lait ou d'huile chez Caritas »<sup>274</sup>.*

Maintes autres variables peuvent être introduites dans la balance des avantages et désavantages d'un retour au Mali en famille, et mettent en lumière le rapport compliqué, ambigu et polysémique des migrants avec leur milieu d'origine (Maitilasso 2014, 2012 ; Gardner 1993 ; Quiminal 2002). Je reviendrais dans le chapitre 9 sur les enjeux, les défis et les représentations du retour. Portons pour l'instant notre attention sur la fragilité des équilibres familiaux et sur la spécificité des problématiques qui intéressent les différents membres d'une famille confrontée à un processus de dissémination transnationale.

---

273 Entretien collectif réalisé le 12/01/2014, Madrid (Annexe n°2).

274 Entretien collectif réalisé le 12/04/2014, Madrid (Annexe n°2).

### 7.3 Pères et maris à distance : quand la crise ébranle la raison d'être de la migration masculine

Apparemment, dans un cadre de forte instabilité économique, l'arrangement familial qui semble poser le moins de problèmes est celui du migrant en Europe ayant gardé son foyer en Afrique. Les envois d'argent peuvent se raréfier et les visites se réduire ou être repoussées indéfiniment, tandis que l'équilibre des positions et des engagements réciproques au sein du foyer n'est pas directement questionné. Les difficultés majeures des migrants à remplir le rôle escompté de soutien économique à leur famille sont en fait jugées temporaires. Les familles se préparent avec patience à traverser une mauvaise passe pouvant durer un moment. Le fait de ne pas avoir à gérer, parmi maintes difficultés, la charge d'une famille en Europe est vécu avec soulagement :

*« J'ai ma femme en Afrique et tout le monde dans cette chambre est dans la même situation, lui aussi, lui aussi. Tous. Personnellement, je n'ai pas eu l'opportunité de l'amener ici et maintenant je remercie Dieu pour cela. Si j'avais ma famille ici, je ne sais pas comment j'aurais fait »<sup>275</sup>.*

La conservation du foyer en Afrique correspond à une situation largement répandue parmi les personnes que j'ai interviewées, demeurant nombreuses à ne pas avoir sollicité le regroupement familial (voir la liste des informateurs). Et d'ailleurs, l'exercice à distance des relations de conjugalité et de parentalité n'est pas ressenti comme une exception au Mali. Alors que la migration malienne en Europe a traversé un cycle de féminisation et de stabilisation familiale (cf. chapitre 4), ces modalités d'installation ne se sont pas substituées à une expatriation de travailleurs seuls perpétuant le modèle migratoire antérieur. Nous l'avons mentionné à plusieurs reprises, cette présence simultanée de foyers installés en Europe et de foyers transnationaux déléguant (plus idéalement que concrètement) leur reproduction économique aux allers et retours du chef de famille, est le caractère constitutif de l'histoire des flux migratoires maliens.

La normalisation sociale des longues absences des hommes fonde une économie domestique où les maris et les pères sont considérés plus utiles ailleurs que chez eux, même lorsqu'ils ne sont plus capables d'apporter leur contribution monétaire. Souvent, leur participation effective à la reproduction économique du ménage semble moins importante que leur positionnement favorable dans des lieux étrangers riches d'opportunités ou considérés comme tels. À ce propos, les mots de Fousseni sont spécialement éclairants :

---

275 Entretien avec Diabby (n°35, liste des informateurs) réalisé le 3/05/2014 à Rosny-Sous-Bois (Paris).

*« Elles peuvent rester 5 ans, 6 ans, 10 ans, 20 ans ici, avec leur mari qui sont là-bas. Parce qu'ici au Mali les femmes sont contentes, parce que quand le mari part en Europe c'est bien pour elles. Même s'ils ne reviennent pas souvent. Surtout au début quand t'a pas de papiers tu ne peux pas revenir »<sup>276</sup>.*

Sur ce même sujet, Modibo (un informateur rencontré à Bamako avec lequel j'ai eu plusieurs échanges) me donne l'exemple d'une vendeuse de chaussures d'occasion :

*« Modibo : - Cette dame par exemple - celle-là assise en face de nous - son mari il est en Amérique, il vient de temps en temps. Il lui envoie des chaussures pour qu'elle puisse se dépanner. La dernière fois, il est venu au mois de décembre avec deux voitures qu'il a vendu et puis il est reparti.*

*Annalisa : - Ce n'est pas évident d'être loin de son mari...*

*Modibo : - Eux ils se voient chaque an, même chaque deux ans, mais cela ici ne pose pas de problèmes particuliers. Ici, ce n'est pas un problème. Le seul problème c'est financier. Une fois que le mari revient, il sera obligé d'abandonner son travail ; et puis, une fois qu'il est là au Mali, il ne fera que dépenser, donc tu n'auras plus de gains ; raison pour laquelle il ne se dépêche pas trop à venir. Sa famille est contente qu'il reste là-bas et quand il vient ils seront contents un peu de temps et puis... ce n'est pas vraiment qu'ils commencent à le chasser... mais, en tout cas, le mari aussi il verra que l'argent qu'il a amené commence à se terminer et il sera obligé de rentrer en Amérique. C'est ça, sinon on voudrait être toujours à côté de ses enfants et puis l'épouse sera très contente d'avoir son mari à son côté. Mais pour l'effort financier, tu es obligé de partir »<sup>277</sup>.*

Mobilité et responsabilité familiale se superposent souvent dans la narration des acteurs interpellés : les décisions d'émigrer à l'étranger, de retourner ou de repartir vers un autre pays sont souvent présentées comme des gestes de responsabilité envers les proches. Il est intéressant de remarquer qu'en réalité, ce principe d'interdépendance sert de justification à une grande variété d'expressions différentes, parfois divergentes, du rapport entre famille et circulation. Chacun donne en effet à cette corrélation la forme pratique qui l'arrange le plus, sans perdre la référence à un modèle qui place le fait d'émigrer moins dans une logique d'épanouissement individuel que dans celle d'un intérêt familial. Modibo invoque l'« effort financier » pour justifier une longue absence, alors que sa présence devient symptôme de gaspillage des ressources

---

276 Entretien avec Fousseni (n°47, liste des informateurs) réalisé le 21/07/2014 à Bamako.

277 Entretien collectif avec Modibo et ses amis, réalisé le 17/07/2014 à Bamako (voir Annexe 2)

gagnées à l'étranger et doit être réduite au minimum pour le bien-être du ménage. D'autres font prévaloir l'importance de la proximité et du rôle pédagogique de la parentalité pour justifier le retour ou la mise en place d'une circulation régionale en Afrique en substitution à une migration internationale. Parmi ces derniers, Moctar, un migrant rentré en 2008 à Kayes après trois ans en France :

*« D'abord chez moi c'est à côté de ma famille. Si tout le monde part ailleurs, tu ne retournes pas chez toi ? Tu n'as pas une famille alors !? Si dans la famille que j'ai, tout le monde sort, personne ne reste là, est-ce qu'il y a une famille ? Chez nous, si tu as la chance d'aller ailleurs à gagner un peu, il faut qu'on retourne pour montrer aux enfants qui sont derrière nous comment travailler, comment faire. L'expérience qu'on a eue ailleurs, il faut qu'on vienne l'exploiter chez nous. C'est surtout ça qui m'a poussé à retourner chez moi »<sup>278</sup>.*

En général, la précarité liée à la crise économique en Europe a comme conséquence une certaine distanciation entre les immigrés et leurs familles en Afrique. Cela n'est pas seulement dû au fait qu'il s'avère davantage difficile de venir en visite avec la périodicité du passé ou d'assurer le même flux d'argent que durant les années passées. Évidemment, il existe aussi une réticence à avouer une situation d'impasse et un sentiment de honte à l'égard d'une promesse non tenue. Car le postulat implicite de ces arrangements familiaux se fonde sur la possibilité de compenser le départ du chef de famille par les avantages économiques d'une absence productive. D'autre part, nous faisons le constat d'une conscience seulement partielle de la portée de la crise en Europe par les proches restés au Mali ; due à une communication intermittente imprégnée de fausses projections et de représentations fictives.

*« Les familles au Mali de ces migrants commencent maintenant à s'apercevoir de la crise, car souvent il se passe beaucoup de temps avant que la personne appelle. [...] Moi je parle avec beaucoup de gens ici et ils me disent que leur famille au Mali leur met de la pression. La famille ne sait pas comment ça marche ici (en Espagne) et déjà la première année on lui demande pourquoi il n'a pas réussi ses papiers alors qu'il faut minimum trois ans. Et pourquoi tu n'envoies pas de l'argent ? Et pourquoi ceci et pourquoi cela... ça veut dire qu'ils ne sont pas conscients de la gravité de la situation ici. Mais petit à petit ils commencent à comprendre. Au long terme ils vont comprendre. Mais il y a beaucoup de gens qui vivent dans le mensonge »<sup>279</sup>.*

Cette modalité d'organisation transnationale du ménage n'est donc pas exempte de tensions, incompréhensions et conflits latents ou explicites. Occasionnellement, les migrants

---

278 Entretien avec Moctar réalisé le 19/08/2009 à Kayes.

279 Entretien avec Lamine (n°26, liste des informateurs) réalisé le 26/06/2014 à Albacete.

préfèrent disparaître momentanément et interrompre la communication avec leur famille, se transformant en une pression insoutenable, exercée à distance. Durant une période, les femmes, les parents et les fils restés au Mali perdent donc non seulement le contact avec les migrants résidant à l'étranger, mais aussi la notion de leur localisation géographique. Ces derniers attendent de se rétablir, du moins partiellement, des secousses déstabilisantes de la crise avant de renouer les liens avec leurs proches. D'une part, une manière courante de concevoir le courage et la virilité impose d'assumer individuellement les risques de la carrière migratoire ; d'autre part, la famille est ressentie comme un espace d'obligations qu'il est préférable d'éviter si on ne peut pas satisfaire à ses requêtes.

En ce sens, l'assouplissement des liens familiaux traduit aujourd'hui une intensification des formes d'errance les plus extrêmes, liées à la recherche de travail. Cette communication temporairement suspendue renvoie l'idée d'une difficulté passagère, d'une pause à caractère exceptionnel dans l'engagement familiale de ces migrants. Ceux-ci caractérisent ces périodes comme des exceptions. Il s'agit d'une image que des hommes éloignés de leur famille cherchent à donner à une absence devenue désormais stérile. Ils tentent ainsi de dissiper toute suspicion pouvant laisser croire que leur présente précarité puisse se normaliser sur le long terme.

*Troisième partie*

**Le sens du mouvement :**

**Interprétations et représentations des pratiques circulatoires**

## **Introduction à la troisième partie**

Dans cette troisième partie, j'essaierai d'interroger la manière dont les acteurs investissent de sens les pratiques circulatoires. Dans leurs narrations, ceux-ci mobilisent un imaginaire complexe, construit au croisement de différentes figures de la circulation transnationale, telles que le commerçant, l'immigré ou le migrant de retour. Leurs interprétations des déplacements réalisés sont multiples. Pour le dire avec les mots de Adey (2006 : 83) "mobility means different things, to different people, in differing social circumstances".

En outre, en se plaçant du point de vue de ces migrants récemment engagés dans un circuit de mobilité nationale ou transnationale, on réalise un constat important : la perception de leur condition de « circulants » est largement influencée non seulement par l'expérience de l'immigration en Espagne, mais aussi par l'éventualité (réelle ou seulement imaginée) d'un retour futur au Mali. La relation entre mobilité et migration ainsi que le lien qui unit la mobilité au retour feront donc l'objet respectivement des chapitres 8 et 9.

De manière générale, il s'agira dans cette partie de saisir les composantes qui œuvrent au façonnement d'une pensée collective de la mobilité au sein du contexte observé, pensée renvoyant de toute évidence à l'interprétation et à la socialisation d'expériences individuelles. Quels discours les acteurs tiennent-ils sur les motivations de leurs déplacements et comment justifient-ils le choix des parcours qu'ils entreprennent ? À quels imaginaires et représentations ces narrations renvoient-elles ? Par quels mécanismes les migrants valorisent-ils (ou dévalorisent) l'exercice de la circulation ? Les réponses à ces questions attirent l'attention sur un enjeu crucial de mon travail, à savoir la relation entre mobilité géographique et mobilité sociale dans les trajectoires des migrants maliens.

### **La mobilité et sa mise en scène : Ambivalences d'un imaginaire en évolution.**

*« Mobility as an umbrella term encompasses all type of movement including travel, exploration, migration, tourism, refugeeism, pastoralism, nomadism, pilgrimage and trade. In these forms, mobility is essential to many, even a means of survival for some, whereas in most African societies it is often a reality that is taken for granted. (...) Mobility in its ubiquity is fundamental to any understanding of African social life »<sup>280</sup>.*

Dans l'introduction de l'ouvrage *« Mobile Africa: Changing Patterns of Movement in Africa and Beyond »* (2001), Mirjam De Bruijn et al. entament leur réflexion par la description d'un trajet en autobus dans un pays africain : le portrait coloré d'un microcosme social de personnes, animaux et objets en mouvement — chacun suivant sa route, ses projets et ses motivations — est présenté comme révélateur de la dimension d'« *ubiquité* » de la circulation en Afrique, voire de la banalité ordinaire d'une habitude vécue au quotidien, caractérisant un style de vie spécifique et une manière dynamique de concevoir le rapport avec l'espace environnant. Les recherches de Boesen et Marfaing (2007) sur la circulation de personnes dans « l'espace Sahara-Sahel » montrent que, lors qu'on adopte une approche émiq, la mobilité semble être souvent un état de normalité plus qu'une exception à la sédentarité.

Dans ce chapitre, je voudrais partir de cette idée pour explorer le sens que les acteurs accordent à l'exercice de la mobilité dans les circuits observés. Dans les argumentations de mes enquêtés, la mobilité devient synonyme d'une action nécessaire, entreprise en réaction aux difficultés qu'ils rencontrent, comme l'illustrent quelques extraits d'entretiens :

*« Il faut faire quelque chose. Il faut bouger ; quand on a la santé et on trouve quelque chose à faire, il faut le faire. Faire le va-et-vient c'est apprécié dans la famille ; nous on aime pas ça de s'asseoir et croiser les bras »<sup>281</sup>.*

---

280 Mirjam De Bruijn et al. (2001), p. 1.

281 Conversation avec Issa, entretien collectif enregistré à Bamako le 17/07/2014 (Annexe 2).



*« Aller-retour, aller-retour... toujours c'est ça (...). Tout-le-monde fait la même chose, parce qu'on ne peut pas s'asseoir dans un endroit ; s'il n'y a rien, il faut aller chercher ! »<sup>282</sup>*

*« Annalisa: - Comment t'es rentré dans ce business (navette commerciale d'électroménagers d'occasions) ?*

*Yacouba : - Si je n'ai pas d'autres choses à faire, je fais quoi ? En Espagne je ne pouvais pas rester sans travailler. Ici au Mali, si je rentre définitivement, alors que ça fait 14 ans que je suis dehors, je suis perdu. Il faut bien s'attacher à quelque chose. Ici avec les choses que j'achète là-bas je peux vendre un peu, je peux manger. Avec ça je suis content »<sup>283</sup>.*

Nous avons là trois exemples d'une même manière de justifier la mobilité comme répondant à une nécessité matérielle et n'ayant pas d'autres alternatives. Présentée en opposition à l'inactivité, la circulation fait figure de pis-aller collectif en temps de crise (*« tout-le-monde fait la même chose »*) ; en même temps, elle est vécue comme une question de responsabilité à l'égard des proches (*« c'est apprécié dans la famille »*) : en effet, des expressions récurrentes telles que *« on ne peut pas s'asseoir »*, *« il faut bouger »*, *« il faut aller chercher »* renvoient à un langage prescriptif, celui du *« devoir faire »*, plutôt qu'à un langage d'opportunités économiques et de promotion sociale. Dans les échanges avec les informateurs, en somme, on a souvent l'impression que le fait de circuler n'est pas seulement une bonne réponse à une mauvaise conjoncture, mais *l'unique* réponse, la seule manière — à la fois faisable et socialement légitime — d'avancer dans leurs parcours. Il s'agit d'un point de vue sur la mobilité qui neutralise le caractère choisi de ces pratiques.

Cette idée de l'exercice de la circulation s'appuie sur deux assertions sous-entendues : 1) la mobilité est désignée comme une activité en soi plutôt que comme un mouvement géographique subsidiaire à des opérations plus concrètes ; 2) par conséquent, elle prend un sens directement économique et un contenu monétaire. Dans le récit de Yacouba, on trouve un troisième aspect intéressant : le migrant suggère que son business transnational permettant l'instauration d'une routine pendulaire entre l'Europe et le Mali est pour lui la *seule* manière d'éviter le retour définitif et ses pièges (nous approfondirons dans le chapitre suivant la relation entre circulation et retour).

En définitive, au sein de la population de migrants maliens étudiée, il semblerait que la manière la plus fréquente et immédiate de présenter la mobilité soit de la proposer comme une pratique participant d'une économie de survie. Nous verrons par la suite qu'il convient de

---

282 Entretien avec Momo (n° 16, liste des informateurs) réalisé le 12/3/2014 à Madrid.

283 Entretien avec Yacouba (n° 39, liste des informateurs) réalisé le 17/7/2014 à Bamako.

complexifier et nuancer cette perspective. À cet effet, je commencerai par aborder le rapport qui articule mobilité et migration dans les discours des acteurs enquêtés.

### **8.1. Mobilité et migration : deux représentations confrontées**

Au cours des chapitres précédents, j'ai tenté d'attirer l'attention sur les pratiques de mobilité d'un groupe spécifique de « circulants » Maliens ayant expérimenté une histoire de migration en Espagne. Pour ces personnes, l'interprétation des pratiques de mobilité se forme inévitablement au miroir d'un vécu de la migration en tant qu'expérience aux contours reconnaissables<sup>284</sup>. Si les récits recueillis varient considérablement selon la condition de départ, le genre, les choix et les hasards du parcours, la majorité d'entre eux soulignent un mécanisme d'avancement par étapes (voir ch. 4) : l'arrivée sur le territoire espagnol (la plupart du temps par franchissement illégal de la frontière), les années de travail au noir, les démarches d'obtention des documents de résidence et, par la suite, la stabilisation du logement et l'insertion professionnelle sur le marché du travail salarié réglementé. Pour les femmes, généralement, le parcours migratoire commence par un mariage au Mali avec un migrant, puis se poursuit souvent par un regroupement familial et la naissance d'enfants en Espagne.

L'expérience d'une progression graduelle axée sur un ancrage territorial est au cœur de la représentation de la migration dressée par mes informateurs. Cette image renvoie les différents itinéraires biographiques recueillis dans mes enquêtes à une catégorie sociologique identifiable : celle de l'*immigré* dont la condition est marquée tant par les relations avec la société d'accueil et ses institutions que par le rapport avec la société de départ, ses attentes et ses paradigmes de réussite.

Dans cette perspective, la mobilité est perçue au regard de ce qu'elle ajoute ou soustrait par rapport à un parcours d'immigration. Parfois, elle amplifie et consolide le prestige et le poids économique d'une carrière migratoire ; plus souvent, elle évoque une perte de stabilité, de richesse et de position statutaire. En effet, comme nous avons pu l'apprécier dans les chapitres antérieurs, la mobilité géographique n'est pas immédiatement synonyme de mobilité sociale ascendante pour les migrants maliens. Il s'agit au contraire souvent de l'effet inverse.

En tout cas, qu'elle soit présentée sous l'angle de la promotion individuelle ou sous celui du détour de parcours, cette perception de la mobilité ne peut pas être dissociée d'un univers de

---

284 Avec Hage (2005), on relève que le déplacement démarquant un parcours de migration constitue un mouvement « *marquant* », c'est-à-dire un voyage dans l'espace porteur d'une condition « existentielle » (l'ambition d'une amélioration économique ou d'un épanouissement personnel). Selon l'auteur, cette condition identifie sociologiquement les migrants et les distingue des touristes ou des réfugiés.

symboles liés à l'immigration. Alors qu'il existe dans la littérature scientifique une tendance actuelle à prôner une réinterprétation du fait migratoire à la lumière de la notion plus large de mobilité (Tarrius 2000 ; Hannam, et al. 2006 ; Urry 2007 ; Cortès, Faret 2009), la plupart des Maliens rencontrés affiche une démarche d'assignation de sens empruntant la direction contraire : c'est à partir de la migration (voire de l'*immigration*<sup>285</sup>) que la mobilité est interprétée, valorisée ou dévalorisée.

En outre, l'idée d'immigration évoque une histoire collective où le sens de l'expérience personnelle est, en quelque sorte, lié à la réactualisation des parcours des migrants des générations antérieures. Pour ce qui concerne la mobilité, au contraire, les migrants sont confrontés à des représentations qui évoluent sur un terrain glissant : aujourd'hui, la mobilité est souvent vécue comme une aventure individuelle ou un produit des contingences ; son crédit social reste ambigu et changeant. On peut même affirmer que pour de nombreux Maliens, la mobilité est à maints égards la manifestation la plus saillante d'une époque de profondes transformations socio-économiques caractérisées par la disparition de certains repères (la disponibilité du travail, même précaire, l'accès au logement et aux services sociaux, la possibilité du regroupement familial, etc.) sur lesquels il était jadis possible de penser la migration comme un chemin de promotion individuelle. C'est d'ailleurs à partir du déclenchement de la crise en Europe que s'accroît de façon spectaculaire la fréquence des mouvements, l'éclatement des itinéraires, la dispersion des ménages, l'effervescence commerciale des navetteurs, ainsi que les formes les plus radicales d'errance, à la recherche d'une source de revenus.

En ce sens, l'expérience des aléas de la circulation accompagne l'élaboration d'une sémantique de l'instabilité, de l'insécurité, de la prise au piège dans l'engrenage des allers et retours (cf. Sinatti 2011). Voici à ce propos, un extrait d'entretien collectif où les interviewés formulent clairement le lien entre mobilité et exposition à la précarité :

*« Nous on est là (à Albacete), il y a d'autres qui sont en France et qui ne trouvent pas non plus du boulot, parce que maintenant pour trouver du boulot il faut connaître des gens.*

*Sekou : - Il y a d'autres qui achètent des véhicules d'occasion pour les amener là-bas (au Mali) et les vendre. S'ils réussissent, ils reviennent ici encore pour acheter un autre véhicule. Oui, les gens maintenant font ça ; ils arrivent plus ou moins à gagner leur vie comme ils peuvent, mais dans ça il n'y a rien de stable. Ça, c'est pas un futur, ça, c'est rien ! »<sup>286</sup>*

---

285 Dans le couple immigration-émigration (« deux phénomènes aussi indissociables que le recto et le verso d'une même feuille », Sayad, 1998), lorsqu'on parle d'immigration, on entend mettre l'accent sur le processus migratoire vu de la perspective de l'installation dans le pays d'accueil.

286 Entretien collectif réalisé à Albacete le 26/06/2014 (Annexe 2).

D'autre part, il faut aussi souligner que la mobilité faisait déjà partie du mode de vie d'une minorité d'acteurs, avant l'apparition de la crise économique. Je me réfère notamment aux migrants entrepreneurs qui avaient consolidé et intériorisé une pratique habituelle de la circulation (voir chapitre 5). Pour ces derniers, à la routine du « va-et-vient », venait se greffer un imaginaire de la vie marchande dans sa dimension la plus audacieuse, aventureuse et ouverte à l'exploration de nouvelles occasions d'accumulation (cf. Bredeloup 2008). On observe aujourd'hui un changement touchant les « circulants de la première heure » (du fait qu'ils soient exposés aux retombées de la crise, à l'instar des autres migrants), n'empêchant pour autant pas la résilience du discours émancipateur entourant la mobilité. Celle-ci est encore occasionnellement présentée comme un projet de vie à part entière, et adoptée comme voie de dépassement (et non plus de déclassement) de la « condition migratoire », au sens d'intégration « *fordiste* » (Peraldi 2007) dans la société d'accueil. Les mots de Thierno en sont un exemple :

*« Si tu te lèves ici très tôt avec le courage, et puis là-bas... tu peux bien réussir en Afrique, avec un peu de courage de créer des activités, d'être créatif... Il faut réfléchir, avoir des idées, essayer de les mettre en pratique, et tout de suite tu verras... C'est de cette façon qu'est née l'idée d'amener des véhicules au Mali »<sup>287</sup>.*

Traitée sous l'angle de l'ambition entrepreneuriale et de la « mise à son compte » (Morokvasic 1999), cette image de la circulation nous renvoie directement à la figure emblématique de l'« entrepreneur commercial transfrontalier » qui agit au sein d'un territoire circulatoire. Celui-ci identifié par Alain Tarrius (2001 : 49), ainsi que par les travaux ethnographiques sur le *trabendo*, le commerce à la valise et plus généralement, par les circuits marchands observés notamment dans le bassin méditerranéen (Missaoui 1995 ; Sempere 2000 ; Peraldi 2001 ; Battegay 2003 ; Schmoll 2005 ; Manry 2007). Et pourtant, en se concentrant sur le cas qui nous intéresse, les motifs souvent présents dans les études ethnographiques citées (l'exaltation de la ruse, la revendication de l'audace commerciale, la fierté professionnelle) n'apparaissent que de façon très sporadique dans les échanges avec mes informateurs. Lorsque de tels éléments font néanmoins surface, ils sont rapidement contredits, démentis, nuancés au fil de l'entretien ou au cours des entretiens suivants.

Effectivement, nous verrons à quel point les acteurs tiennent des discours ambivalents lorsqu'ils partagent leurs pratiques circulatoires. Ambivalences qui renvoient directement à la coprésence (plutôt qu'à la présence alternative) de deux références distinctes dans la manière dont le terme mobilité est chargé par les acteurs. Dans le façonnage d'un imaginaire social du mouvement, les récits biographiques puisent tout aussi bien dans le registre de l'opportunité

---

287 Entretien avec Thierno (n° 1, liste des informateurs) réalisé le 29/1/14 à Madrid.

marchande que dans celui de la survie, mettant en exergue un paysage fluide où les attributions de valeur et les marqueurs de sens restent incertains ou changent significativement dans le temps. Encore une fois, les bouleversements du contexte économique et social en Europe ont contribué à transformer et à reconfigurer les représentations de la mobilité jusque-là en vigueur.

## 8.2 Entrepreneurs transnationaux au tournant : des identités qui se balancent

Les histoires de Moussa et Karim proposent deux exemples particulièrement significatifs des oscillations sémantiques que l'on peut rencontrer dans la narration des activités de commerce transnational. J'ai eu l'occasion de les rencontrer plusieurs fois sur une période de quelques années<sup>288</sup>, ce qui m'a permis d'observer une évolution du discours entre les premiers et derniers entretiens. L'énergie volontariste et l'optimisme affichés lors des premiers échanges apparaissent retenus et rapidement remplacés par un regard sceptique et soucieux vers le futur. Les deux avouent avoir commencé à repenser leurs pratiques commerciales afin de les ramener vers des stratégies d'action plus prudentes et, ainsi, réduire au minimum les pertes économiques.

### Encart ethnographique n° 14.

#### Moussa : histoire d'un homme d'affaires entreprenant

Moussa est un entrepreneur audacieux qui a monté trois entreprises transnationales l'une après l'autre, la première en 1999. Il s'est d'alors lancé avec un partenaire malien, et a ouvert un magasin de vêtements pour adolescents qu'il se procurait aux États unis. Il a ensuite démarré une entreprise d'import-export, en se spécialisant dans la commercialisation au Mali, au Sénégal et au Gabon (pays d'émigration de son frère aîné) d'un insecticide produit par un laboratoire anglais. En parallèle, au fil des années il a mené en continu un commerce de voitures d'occasion entre l'Espagne et le Mali. En 2012, il pouvait encore affirmer que ses affaires n'avaient été que faiblement affectées par la crise en Espagne et par l'instabilité politique au Mali :

*« Mon produit (il se réfère à l'insecticide) dépend plutôt de l'époque de l'année, à la limite on vend un peu moins, parce que les gens ont un peu moins de disponibilité d'argent ; même comme ça, on vend bien. Notre produit c'est un bon produit. Les gens commencent à nous connaître et on vend bien ».*<sup>289</sup>

Dans un entretien réalisé plus d'un an après (le 20/01/2014), il se montre moins confiant et assez démoralisé. Il me raconte que les mauvaises affaires de la dernière année l'ont « *totalem*

288 Les rencontres avec ces informateurs se sont déroulées entre 2011 et 2014 dans le cas de Moussa et entre 2013 et 2014 dans le cas de Karim (voir ch.2).

289 Entretien avec Moussa (n° 2 – liste des informateurs) réalisé le 18/11/12 à Madrid.

*découragé* » ; il a dû abandonner momentanément la commercialisation de l'insecticide au Sénégal et au Mali, car son produit n'est plus rentable du fait de la hausse du 26 % du prix de fabrication, de la baisse du pouvoir d'achat au Sénégal et d'autant plus au Mali. En outre, il n'a pas réussi à récupérer l'investissement réalisé sur deux fourgonnettes achetées en Espagne, puis restées bloquées au Mali par manque d'offres d'achat. Finalement, il a été contraint de discuter avec ses frères, également engagés aussi dans ses affaires au Mali et au Gabon.

Il me confie alors qu'il est en train de prendre du recul sur l'ensemble de ses activités commerciales pour bien calculer les prochains mouvements afin d'éviter, dans la mesure du possible, d'autres défaites. Il insiste surtout sur la nécessité de choisir soigneusement ses partenaires commerciaux, car il a été déçu ou escroqué plusieurs fois. Par principe d'ailleurs, il attribue exclusivement ses revers à de mauvaises alliances, tandis qu'il reste attaché à une projection de sa personnalité reflétant l'image d'un entrepreneur performant (doté d'ambition, d'un esprit des affaires et de savoir-faire pratique) :

*« Moi, je suis très entreprenant et je suis ambitieux aussi. C'est pour ça que je suis sorti du Mali ; sinon je pouvais rester là-bas et travailler. Mais j'ai des capacités et je peux faire de bonnes choses. Mais parfois, on s'associe avec des gens qui ont de l'argent, mais pas des capacités. C'est-à-dire que tes partenaires ne sont pas des partenaires dans la gestion et finalement, tu te fais charge de 75 % de la gestion, et pourtant les gains on les reparti à 50 % »<sup>290</sup>.*

Au bout d'une année particulièrement difficile, au cours de laquelle il n'a pourtant pas ralenti le rythme de ses déplacements puisqu'il s'est rendu plusieurs fois au Sénégal et au Mali, sans compter un séjour de deux mois à Paris pour travailler dans la cuisine d'un restaurant (un pis-aller temporaire), il est amené à questionner la faisabilité de ses projets, de même que l'horizon plus général de son expérience. Tenant un discours au ton fataliste sur l'insondable allure du destin Moussa affirme :

*« Moi, je me dis que, si je ne suis pas parvenu à développer ce business, à la limite c'est que cela n'était pas mon futur. Si je n'ai pas réussi, ça veut dire que ce n'était pas une chose qui pouvait faire mon... bonheur. Oui, j'étais tellement confiant et j'avais si bien calculé tout que je pensais que cela pouvait être le commerce que j'allais laisser à mes enfants après. Mais non ! J'ai perdu beaucoup de temps et d'argent. Des fois, je pense que si cet argent je l'avais déposé sur le compte de mes fils ou sur le mien, il aurait été mieux. Mais après je me dis que je n'aurais pas eu cette expérience là. Il faut le voir comme ça, sinon on s'en sort pas ».*

La multiplication des formules de subjectivation dans le discours (« *je me dis* », « *des fois je pense* », « *après je me dis* ») révèle toute l'inquiétude d'un débat intérieur bien présent et d'une assignation de sens qui demeure plutôt hésitante et douteuse. On perçoit également une volonté de réhabilitation du passé. Pour Moussa en effet, l'acquisition d'expérience tient la place d'une réussite partielle. Dans cette optique, tout possible acquis positif sert de justification au chemin entrepris, car il parvient à contrebalancer la sensation d'une défaillance personnelle.

*« Moi je crois qu'il faut être optimiste, j'ai vu plein de choses et j'ai appris beaucoup et ça, c'est un progrès en soi. Si je pouvais retourner en arrière, je pense qu'il y a plein de choses que je ferais autrement, mais pas parce que quelqu'un te l'a dit, sinon parce que toi même tu l'as vécu. C'est l'avantage d'apprendre à travers de l'expérience [...] et puis j'ai trois enfants merveilleux et je trouve que pour beaucoup d'argent que je pouvais ramasser, l'argent ne te donne pas des enfants. Ça, c'est ma grande réussite ! L'argent va et vient. Regarde, avec tout l'argent qui m'est passé par les mains et maintenant... »*

290 Cet extrait, ainsi que les suivants, sont issus du dernier entretien réalisé avec Moussa le 20/01/14 à Madrid.

Enfin, c'est principalement par le fait d'admettre que l'intérêt de l'expérience migratoire puisse résider dans des acquis d'ordre immatériel (la construction d'une famille, la dimension formative de l'expérience de vie, l'orgueil de la performance autodidacte et de l'apprentissage par l'action) que Moussa parvient à reconsidérer sa migration et à l'envisager comme une réussite.

Pour bon nombre d'enquêtés, la redéfinition des critères d'évaluation de la circulation migratoire (induisant notamment la récupération de sa valeur existentielle et formatrice) constitue la stratégie principale de réaction au sentiment d'inadéquation ressentie vis-à-vis d'un succès inaccessible. Souvent, les interviewés continuent malgré tout de faire mention de leur impression de défaite, de leur difficulté à conserver leur confiance en eux, comme dans le cas Moussa qui se présente désormais comme un entrepreneur en « stand-by » :

*« Au Mali, mon entourage est un entourage d'intellectuels. Pour eux, je suis un homme d'affaires, un affairiste quoi ! Même si moi je ne me vois plus comme ça. Avant oui, je faisais bouger plein de choses, mais maintenant je suis... en stand-by ».*

Pareillement, Karim (n° 3, liste des informateurs), semble expérimenter le même mouvement de bascule identitaire. Karim est un entrepreneur éclectique, impliqué dans différents projets (dont une coopérative agricole, voir l'encart ethnographique n° 16, Ch. 9).

#### **Encart ethnographique n° 15.**

##### **Karim : un double regard sur le marché de l'occasion**

Arrivé en Espagne en 1997, Karim a travaillé dix ans dans la même entreprise de construction. Au chômage depuis 2010, il a décidé d'entreprendre une activité de commerce de produits d'occasion. Lors de nos premières rencontres, Karim se définissait comme un « *feerekelà* » (commerçant en bambara ; littéralement vendeur, dans un sens générique, voir Annexe 5) et me parlait avec satisfaction de l'achat récent d'une camionnette grâce à laquelle il espérait développer rapidement ses affaires et améliorer considérablement sa rente. L'acquisition d'un moyen de transport, ainsi que la location d'un petit dépôt de stockage destiné à la marchandise d'occasion (cf. l'encart ethnographique n° 4, ch. 5.3) sont présentées comme les preuves concrètes et visibles de son installation stable dans le business. À cette occasion, Karim montre une attitude compétente, professionnelle et clairement confiante au bon cours de ses affaires :

*« Annalisa : On arrive à gagner avec ce travail ?*

*Karim : Bien sûr ! Beaucoup même, surtout si t'as des clients. Je dis clients pour quelqu'un qui a un stock de choses dont il veut se débarrasser et cherche des gens qui veulent les prendre [...]. Moi j'ai un local que je paye 200 euros. Si tout va bien je peux en louer un plus grand encore. J'ai déjà fait l'aller-retour plusieurs fois.*

*Annalisa : Et tu penses qu'avec cette activité tu peux réussir mieux qu'avec ton ancien travail dans le bâtiment ?*

*Karim : - Je peux même gagner plus qu'avant ! Regarde, avant je touchais 900 euros par mois ; maintenant je peux même gagner 400 euros dans une seule journée ! Une semaine de travail comme*

*ça et tu peux bien gagner. Moi je suis encore nouveau, je n'ai pas encore gagné beaucoup, mais je sais que si j'arrive à avoir de bonnes relations, ça va aller vite. »*

Moins de 15 jours après, Karim aborde le même sujet avec une toute autre attitude. Sans avoir été touché par des évènements particulièrement négatifs, tels que de grosses pertes, des mésaventures ou escroqueries, le rythme de développement de ses affaires n'a pas été aussi rapide que prévu. De manière évidente, cela suffit pour faire basculer son discours d'une perception optimiste du commerce d'occasion et de ses opportunités d'enrichissement à une appréhension défaitiste non seulement de l'attrait économique de cette activité, mais surtout de la dignité statutaire qui lui est liée :

*« Moi, maintenant je compte seulement sur ce petit travail. Tu m'as vu chercher des choses dans la rue pour les envoyer au pays. Avec ça, on arrive juste à mettre de côté un peu d'argent. [...] Ce qu'on fait là, d'aller chercher des trucs dans les poubelles, ça, c'est notre dernier débouché. Regarde, celui qui vient de m'appeler est un ami qui veut sortir avec moi à la rue. Il était chauffeur, toute sa famille était ici, mais aujourd'hui ils sont au pays. Il est parti aux champs, il a cherché du boulot partout, mais il a peu travaillé et il est resté assis beaucoup. Il y en a plein comme ça qui m'appellent pour travailler. C'est des gens qui autrement vont mendier. Il y a beaucoup de sans-papiers aussi ».*

Dans le discours de Karim, le secteur du commerce d'occasion vient brusquement s'inscrire de manière dévalorisante dans le monde du marchandage des déchets : il n'est plus considéré comme un créneau nouveau présentant des opportunités nombreuses, mais est associé au besoin matériel, à l'absence d'autres ressources et à l'indigence. La dimension marchande, aventureuse et transnationale de l'activité se dissout au profit d'une image sinistre, celle du fouilleur de poubelles, dont la survie dépend de cette activité. De ce point de vue, le business des produits d'occasion n'a rien de noble, ni rien d'afférent à une « économie morale de la ruse » (Banégas, Warnier, 2001 : 12). Il constitue plutôt une activité conjoncturelle, produit de la précarité du moment. Effectivement d'ailleurs, dans un autre passage de l'entretien, Karim m'explique pourquoi il ne peut pas me mettre en contact avec d'autres Maliens engagés dans ce genre d'activités :

*« Karim : - maintenant il y a plein de monde qui travaille avec une charrette pour récolter la poubelle, mais ils ont honte d'en parler. Ils ne veulent pas se présenter. Moi je n'ai pas de problèmes avec toi. Je peux te parler de ça, mais il y a d'autres gens auxquels je ne veux pas demander parce qu'ils vont se fâcher. La crise a touché tout le monde. Les gens sont nerveux. On ne veut pas dire ce qu'on fait.*

*Annalisa : - Ils le disent à leur famille ?*

*Karim : - Jamais. C'est une nécessité pour eux, les gens pensent que récolter la poubelle n'importe où est leur dernière opportunité. Ils ne le disent pas, alors qu'ils sortent chaque nuit pour aller chercher dans la rue. Ils cherchent des téléphones, de la poubelle, des trucs à revendre ».*

Cachées aux familles et aux compatriotes, les rondes de patrouille des rues portent la marque du stigmate social. Ce mode de collecte fournissant la matière première qui alimente le commerce transnational des produits d'occasion ne constitue qu'un des segments de la filière (voir ch. 5), voire celui lié au travail des acteurs les plus précaires et démunis. Et pourtant, dans certains passages de son entretien, Karim parvient à assimiler l'entièreté de la filière à ce mode négativement connoté de production des stocks.



### 8.3 Regards croisés sur le commerce transnational : travailler à son propre compte ou travailler pour le compte d'autrui

Comme nous venons de le voir, le commerce de produit d'occasion fait l'objet d'un regard ambivalent. Davantage que d'autres activités de circulation transnationale, il est révélateur d'une représentation pluridimensionnelle de la mobilité se greffant sur un territoire mouvant de confluence sémantique entre différents ordres de significations. Ainsi, le va-et-vient des migrants-marchands devient à un moment donné le synonyme d'une démarche d'individualisation au sens proposé par A. Marie (1997), et par la suite, un choix de repli de la même façon que la figure du « navetteur », issue de l'image prestigieuse du commerçant malien, peut aussitôt prendre le visage du trafiquant de déchets, du petit brocanteur de fripes ou du maquignon improvisé. Analysons, à l'aide des entretiens, quelques une des principales références dont se nourrissent les discours des acteurs.

D'abord, en tant qu'activité entrepreneuriale, cette pratique évoque l'opposition entre emploi salarié et travail autonome. La perspective de la « mise à son compte » — premier pas d'un projet d'émancipation tant professionnelle que personnelle -, retrace une trajectoire classique de l'ascension sociale dans les sociétés africaines (Grégoire, Labazée, 1993). L'« affairiste »<sup>291</sup>, à savoir le commerçant enrichi et bien installé, habile convertisseur du capital social en capital économique et vice versa (Vuarin 1997), représente la figure phare de cette culture de la réussite (Banégas, Warnier, 2001). Il trace un paradigme d'ascension sociale d'autant plus séduisant que les autres voies de conquête de la notabilité ont vu leur valeur se dégrader avec la baisse des opportunités d'embauche dans la fonction publique depuis les années 1980 (Gérard 1997). Les mots de Boubacar semblent vouloir suggérer que l'aspiration au travail autonome revêt la forme d'une ambition collective :

*« Boubacar : - Moi je crois que tout le monde veut travailler à son propre compte. Moi, toi, tout le monde veut travailler pour soi même, s'il y a l'opportunité. Moi, si je trouve une bonne affaire et que je peux le faire, je le ferai. J'ai toujours pensé ça ! C'est mieux que travailler pour quelqu'un ; je travaille pour quelqu'un parce que je n'ai pas d'autres choses, mais mon espoir c'est de travailler dans mon propre business.*

*Annalisa : - Et pourquoi c'est mieux ?*

*Boubacar : - C'est mieux parce que, si tu travailles pour quelqu'un d'autre, toujours c'est quelqu'un qui gagne plus que toi. Et puis, toi, tu peux te mettre ta propre pression, personne ne te*

---

291 Entretien avec Moussa (n° 2, liste des informateurs) réalisé le 20/01/14 à Madrid.

*met de la pression. Ce que tu vas faire, tu le feras pour toi. Si t'as monté ton business, tu peux travailler depuis huit heures jusqu'à minuit, c'est ton propre travail ! »<sup>292</sup>*

À l'instar de Boubacar, maints enquêtés manifestent une forte inclination pour le montage d'un projet entrepreneurial, formulé généralement sous la forme du commerce transnational voire parfois d'une activité autonome dans le pays d'origine<sup>293</sup>. Certains migrants d'ailleurs affirment avoir organisé leur migration dans le but explicite de renforcer le capital économique de leur entreprise au Mali. L'emploi salarié en Europe peut être perçu comme une voie accélérée vers l'accumulation économique; mais en Afrique, l'horizon de mis à profit de l'expérience migratoire se situe invariablement dans le monde des affaires, étant donné les connotations négatives inhérentes au travail dépendant. Comme le montre Fabio Viti (2013; 2009) dans ses recherches sur les formes de travail subordonné dans les sociétés ouest-africaines, l'emploi pour compte de tiers (à l'exception, évidemment, du fonctionariat dans le secteur public) trahit une fragilité statutaire intrinsèque qui découle de sa participation aux dispositifs traditionnels de construction de la hiérarchie sociale. Le rapport entre le patron et l'employé est avant tout un rapport de subalternité et d'assujettissement personnel, qui va bien au-delà de la relation professionnelle et s'inscrit dans une grammaire complexe de liens de dépendance.

*« Ici au Mali, chacun veut sa propre fortune et puis il ne veut pas dépendre de quelqu'un d'autre. Il ne veut pas que quelqu'un soit au-dessus de lui, raison pour laquelle les gens ne prennent pas beaucoup de travaux, et puis normalement ce n'est pas des travaux bien payés. Par contre en Europe, d'après ce qu'on entend, ils disent que plein de fois tu es fortuné. Mais ici, tu vas travailler jusqu'à ta fin, tu vas pas trouver ce que tu espères avoir »<sup>294</sup>.*

Mal rémunéré et sans possibilités de promotion, le travail salarié au Mali incarne souvent la perspective d'un futur d'immobilité sociale voué à une condition de subordination permanente. En d'autres mots, dans la société malienne, l'idéal de réalisation de soi passe par l'accomplissement d'un projet entrepreneurial, puisque la représentation du travail pour le compte d'autrui demeure indissociablement liée à l'image de la servitude et aux mécanismes de positionnement hiérarchique. Indépendamment du type, de la solidité et des profits du

---

292 Entretien avec Boubacar (n° 11, liste des informateurs) réalisé le 01/02/2014 à Madrid.

293 On peut citer à titre d'exemple, les parcours de Thierno (n° 1), Moussa (n° 2), Toumani (n° 8), Ibrahim (n° 14), Massi (n° 15), Momo (n° 16), Hamid (n° 31), Aziz (n° 23 de la liste des informateurs). Ce dernier affirme : « *Moi j'ai toujours pensé à monter mon propre business, toujours. Pas seulement ici en Espagne, depuis le jour que j'ai pensé faire quelque chose pour moi même, jusqu'au jour où je suis arrivé à Paris, j'ai toujours pensé à monter mon business. C'est mon rêve* » (entretien réalisé le 22/06/2014 à Madrid).

294 Conversation avec Modibo, entretien collectif réalisé le 17/07/2014 à Bamako (Annexe 2).

« business » choisi, travailler à son compte représente un passage fondamental vers le succès ; il ne signifie pas seulement s'affranchir d'une structure de pression et de dépendance interpersonnelle, mais pouvoir en reformuler les termes à son avantage (Vuarin 1997).

Pour les « circulants » qui n'ont pas expérimenté de parcours d'immigration, ou n'ayant bénéficié que d'expériences fragmentaires et souvent interrompues de vie à l'étranger, le couple *travail salarié – activité indépendante* prend une signification encore différente. Celle-ci tient souvent le rôle d'un tournant de parcours entre l'aliénation causée par une vie d'emplois pénibles et dépersonnalisés en Europe, et l'exploration des possibilités offertes par une « demi-migration » — pour reprendre une expression de A. Colombo (1998) -, à savoir une mobilité rendant superflu un projet migratoire à long terme et protégeant ainsi de ses multiples désavantages.

Prenons le cas de deux interviewés, Foussemi et Broulaye, ayant choisi le commerce transnational après un premier séjour en France. Ils expliquent le passage à l'entrepreneuriat en utilisant une structure narrative dans laquelle migration et mobilités sont présentées comme des alternatives opposées. Dans leurs récits, l'épisode ayant produit un revirement de bord est précisément ce premier voyage en Europe qui aurait potentiellement pu se transformer en installation à long terme, mais qui s'est brusquement interrompu, en raison d'une modification de perception vis-à-vis de la vie de migrant :

*« Je suis parti en Europe, mais j'ai pas aimé ce que j'ai vu là bas. En ce moment j'avais deux frères et deux sœurs là-bas. Pendant mon séjour je ne les ai pas vus plus que deux ou trois fois parce qu'ils sortaient très tôt le matin et ils revenaient très tard le soir. J'ai dit ça ce n'est pas une vie de famille, même pour vos enfants : vous partez, vos enfants ils dorment, vous revenez, vos enfants ils dorment. Ça c'est quelle vie ! S'il faut venir s'asseoir en France et ne plus voir personne, moi je ne veux pas. Donc j'ai vu que ce n'était pas une vie qui me plaisait et puis je voyais, ils s'en sortaient très difficilement avec le salaire qu'ils touchaient. J'avais à disposition 23 jours sur mon visa, mais finalement j'en ai utilisé 17 et je suis parti »<sup>295</sup>.*

*« Je préfère faire le va-et-vient. Rester en France pour quoi faire ? Avec les transactions, je vais là-bas, j'ai des partenaires, je fais mes échanges là bas. Le va-et-vient me suffit ; me suffit largement ! Il faut que j'aie la possibilité d'aller et revenir. [...] En France pour avoir un appartement comme celui-là... regarde comment je suis... c'est impossible. J'ai été là-bas ! Je logeais au troisième étage dans un bloc ; tout l'espace que j'avais c'était le balcon seulement. C'est à dire, on ne peut pas vivre comme ça. Moi je veux faire le va-et-vient »<sup>296</sup>.*

---

295 Entretien avec Foussemi (n° 47 liste des informateurs) réalisé le 21/07/2014 à Bamako.

296 Entretien avec Broulaye (n° 45 liste des informateurs) réalisé le 20/07/2014 à Bamako.

#### 8.4 Le prestige historique et la mauvaise réputation : la matière composite d'un imaginaire ambivalent

Une autre composante intervenant dans le modelage d'un imaginaire de la mobilité marchande est sa connexion à un passé de circulations commerciales remontant à l'époque précoloniale (voire Manchuelle, 2004). Cette référence historique, incarnée par des figures emblématiques de l'histoire malienne comme Sundjiata Keita ou Kanga Moussa (voir l'extrait suivant), est très présente dans la conscience collective des Maliens, et spécifiquement dans celle de certains groupes ethniques, tels que les Soninkés (ou Sarakolés). C'est pourquoi on retrouve plus fréquemment cet élément de discours lorsque les enquêtés s'identifient à une tradition ethnique ou familiale de commerce de longue distance, comme c'est le cas de Moussa :

*« Du coup, nous (les Sarakolés) avons été les premiers à émigrer... à sortir quoi, depuis les premiers moments à la Mecque, alors que Kanga Moussa<sup>297</sup> amena beaucoup d'argent pour le donner là-bas. Ça fait plus de 600 années, à l'époque où les gens se rendaient à la Mecque à dos de chameau pour faire le pèlerinage et pour vendre des choses<sup>298</sup>. Les Sarakolés, on a toujours été des commerçants, on allait partout et puis on avait le Sénégal à côté. Nous on vient des familles des commerçants. Au Mali, les Bambaras étaient surtout des senekelà<sup>299</sup>, des cultivateurs, les Sarakolés on était des commerçantes, des djagukelà »<sup>300</sup>.*

Intégrée dans l'ensemble des éléments caractérisant l'appartenance ethnique, la propension à la circulation commerciale prend alors la forme d'un trait identitaire saillant apportant une légitimité sociale incontestable à des choix et à des dispositions individuelles. Sous cet hospice, le commerce des produits d'occasion, d'autant plus qu'il relève d'un itinéraire géographique renvoyant spontanément aux circuits marchands d'antan, pourrait être identifié au prestige d'une pratique très respectée dans la société malienne.

Et d'ailleurs, si les précédentes générations de commerçants d'occasion circulant entre l'Afrique et l'Europe jouissaient effectivement d'un crédit social relativement solide, cette figure

---

297 Moussa se réfère à un des épisodes les plus célèbres de la vie du roi de l'Empire du Mali, Kanga Moussa, alors qu'en 1324 il part à la Mecque, suivi d'une extraordinaire procession d'hommes, d'animaux et de richesses.

298 Intéressante association du pèlerinage à un moment saillant d'échange commercial, révélant à quel point ces préfigurations historiques de la circulation moderne étaient animées par la même dynamique de bricolage de visées, intentions et stratégies diverses.

299 Cf. Glossaire, Annexe 5.

300 Entretien avec Moussa (n° 2, liste des informateurs) réalisé le 20/01/14 à Madrid.

de la mobilité fait aujourd'hui l'objet d'une métamorphose importante. Nous avons exposé dans le chapitre 5.7 le mouvement parabolique de consolidation, puis de concentration, au cours des années 1980 et 1990, du marché d'occasion dans les mains d'un nombre limité de marchands. Celui-ci a été suivi d'une période de dispersion et d'émission des capitaux associés à l'entrée en scène d'un contingent nourri de petits opérateurs au pouvoir d'investissement très réduit<sup>301</sup>. À l'heure actuelle, on assiste à la culmination de cette tendance ainsi qu'à l'atomisation du marché ; tendance accélérée par le fait que la crise de l'emploi en Europe a largement encouragé l'essor spectaculaire d'une multitude de petites initiatives commerciales, plus ou moins structurées ou fortunées, portées par des migrants au chômage.

Il est alors nécessaire de remarquer que le statut qui caractérisait autrefois ces carrières est aujourd'hui perturbé. La considération de ces activités ne tient plus uniquement à leur inclusion prestigieuse dans le monde des affaires, mais également, et de manière croissante, à la crédibilité sociale que le marchand a su conquérir au gré de son parcours. Et d'ailleurs, l'apparition d'une population grandissante de migrants désœuvrés vivant leurs premières expériences commerciales, éclabousse l'image accréditée de l'homme d'affaires qui opère dans le secteur de l'usagé. Pour maints commerçants de produits d'occasion, il s'avère alors crucial de savoir se détacher de ce milieu de petites « fourmis » (Tarrus 1992) et de leur mauvaise créance. De là vient l'insistance de certains sur la discipline professionnelle, le caractère vocationnel, l'établissement ancien ou l'envergure des entreprises réalisées. De là vient également la fréquence des plaintes, notamment de la part des marchands bamakois les mieux établis, portant sur la « saturation » du marché de l'occasion et sur le manque d'expérience des derniers venus, qui cassent les prix en vendant souvent à perte (voir les témoignages présentés dans le chapitre 5.7).

Or, il est inévitable de constater que les commerçants transnationaux maliens ne sont plus aujourd'hui ces figures emblématiques d'une classe moyenne émergente en quête de promotion sociale par des parcours d'individualisation. Ils évoquent de plus en plus l'histoire d'une génération de migrants touchés par l'épuisement de toute opportunité de réalisation personnelle. Pour ces derniers, la circulation permet avant tout de faire face à des situations critiques ; elle n'est que dans une moindre mesure une voie de recherche d'affirmation, de pouvoir, d'autonomie.

Ainsi vécue, intériorisée et racontée, la mobilité se prête à un phénomène de dévaluation de son statut, du fait de son association à des mondes marginaux, à des acteurs marginalisés et surtout à des pratiques de la marginalité, objet d'une stigmatisation forte tant au Mali qu'en Europe : la manipulation et le recyclage de matériaux destinés au dépotoir, la récolte des déchets, la récupération du fer des vieux appareils. Ces activités sont partout représentatives d'un lien,

---

301 À ce propos, on renvoie à l'analyse de Bredeloup sur l'allure du marché des fripes au Sénégal et en Côte d'Ivoire.

plus ou moins assumé, avec l'indigence. À cet égard, voici les réflexions de Yacouba à propos de son activité de commerce transnational :

*« Yacouba : - Pourquoi tu t'intéresses aux gens qui vivent de la poubelle ? Faire ce truc là du recyclage c'est pas une chose qui me motive. Voilà, il faut bien vivre. Et nous on vit d'aller ramasser des matelas par si par là, des choses qui ne valent rien dans des autres pays pour les vendre ici au Mali.*

*Annalisa : - Tu te considères comme un commerçant ?*

*Yacouba : - Moi, je ne me considère rien. Je veux avoir la possibilité de changer, de passer à autre chose, je n'aime pas vivre de ça. Ça c'est de la merde. Tu ramènes de la merde ici au Mali et, en plus, tu te chauffes la tête. Ce n'est pas bien ! Ceux qui arrivent à avoir de l'argent achètent des choses neuves, des choses propres. Mais c'est difficile ; chaque jour en Europe les choses empirent »<sup>302</sup>.*

Fortement mécontent de son activité présente, Yacouba refuse l'appellation de commerçant, comme par crainte de voir associée sa réputation au commerce de l'usagé. Il affiche un véritable mépris vis-à-vis du caractère « avarié » des marchandises vendues, de même qu'une envie pressante de changer rapidement de créneau et de passer aux articles neufs. Yacouba insiste significativement sur la dimension de « *propreté* » des marchandises neuves : une propreté matérielle, mais aussi et surtout, une propreté symbolique qui distingue qualitativement ces produits (et par assimilation le traitement économique qui les concerne) des produits dont il est obligé de tirer profit actuellement.

Comme soulevé par Mary Douglass (1966) dans son célèbre travail anthropologique sur la pureté rituelle, « saleté » et « propreté » sont des catégories morales redevables du besoin de rendre ordonnée et acceptable la réalité sociale. La saleté peut être saisie comme un élément de désordre qui identifie un comportement rejeté par la société. Dans cette logique, la revente en Afrique de produits qui ont été traités comme déchet en Europe alimente une sensation de désordre et de contamination. Ce malaise influence négativement la considération qu'ont les acteurs d'eux-mêmes et de leur activité.

Les jugements tranchants de Yacouba ne représentent pas l'attitude de la majorité des enquêtés (qui rarement parviennent à dénigrer avec autant de vigueur leur travail). Je trouve néanmoins que son discours énonce d'une façon radicale un sentiment aussi tacite que largement partagé. Il apparaît ci-dessous de manière plus nuancée, mais évoque toujours le constat d'une mauvaise réputation, mesurée cette fois au regard de la société d'accueil :

---

302 Entretien avec Yacouba (n° 39, liste des informateurs) réalisé le 17/07/2014 à Bamako.

*« On fait ça parce qu'on ne peut pas rester avec les bras croisés. Mais il faut dire que ce qu'on fait ne fait pas partie des normes de la société espagnole. Je vais te dire la vérité : je vois beaucoup de choses que les gens font pour survivre et, même si cela va un peu à l'encontre des normes d'ici, on le fait pour éviter de faire d'autres choses qui sont pires : voler, mendier, escroquer... Donc, c'est pas bien vu dans la société espagnole, mais en fin de compte, c'est des choses même utiles que les gens refusent ».*<sup>303</sup>

Les mots d'Abdou parlent sans la nommer d'une activité discréditée qui se classe en dehors des « normes » de la société espagnole (où la notion de « norme » est à entendre plutôt en termes de code de comportement accepté, que de cadre légal). Il ne s'agit plus seulement d'une alternative à l'inactivité, mais également à la délinquance ou à la mendicité. Le travail de récupération du matériel usagé se situe dans un espace intermédiaire de légitimité incomplète, équidistante à la fois d'une réprobation morale irrévocable que d'une reconnaissance sociale acquise ; une pratique « utile » quoiqu'avilissante ; latérale et équivoque, bien que porteuse d'un espoir de revanche<sup>304</sup>.

En résumé, les acteurs nous restituent un imaginaire de la mobilité marchande et du commerce d'occasion fortement ambigu, fluctuant et fragmenté en une multitude de facettes qui, au mieux s'articulent, plus souvent se chevauchent, et parfois se contredisent.

En puisant dans cette matière composite, ces acteurs mobilisent des identités incertaines et contextuelles, liées à des rapports de négociation permanente, plutôt qu'à des identifications solides et des assignations stables.

---

303 Entretien avec Abdou (n° 20, liste des informateurs) réalisé le 17/06/2014 à Madrid

304 Voir à ce propos les travaux de Laurence Costes (1994) et de Virginie Milliot (2013) traitant respectivement des vendeurs à la sauvette dans le métro parisien et des biffins des marchés aux puces : les deux auteures réfléchissent sur la façon dont la pratique de ces activités marginales se répercutent sur l'identité de ceux qui les pratiquent, produisant un sentiment de honte et, à la fois, de dignification par le travail.

### Retourner ou s'installer dans l'entre-deux ?

*« Les immigrés on vient comme immigrés, lorsqu'on trouve quelque chose on peut retourner. Si on aime le pays, on peut même rester. En tout cas, pour retourner, il faut d'abord que t'aies trouvé quelque chose, sinon tu vas crever de faim là-bas comme un pauvre. Si t'as rien c'est difficile de rentrer. Il y a plein de monde ici qui ne peut pas rentrer et c'est précisément pour cela. Et maintenant, avec la crise, c'est encore pire »<sup>305</sup>.*

Dans ce dernier chapitre, j'entends surtout aborder la relation entre mobilité et retour. En effet, les pratiques circulatoires identifiées dans cette enquête, en vertu de leur lien avec l'expérience migratoire, révèlent un rapport privilégié avec la question du retour. Les manières desquelles cette relation peut s'articuler sont multiples : on transite d'un pays européen à l'autre en renvoyant un projet du retour ; on retourne provisoirement au Mali afin d'éviter la perspective de l'installation définitive ; ou, encore, on s'adonne à des déplacements pendulaires entre l'Afrique et l'Europe, tout en souhaitant retourner au pays et s'affranchir finalement du cycle incessant des mouvements.

Désiré, planifié, fantasmé, reporté le retour relève parfois de l'obsession. Son abord dans les entretiens dévoile une dimension existentielle de l'expérience migratoire, celle-ci étant reformulée en rapport à des objectifs de vie. Le retour attire également l'attention sur un maillage de relations complexes entre les migrants et le milieu d'origine. En lui-même, il traduit un passage particulièrement délicat et critique<sup>306</sup>.

---

305 Entretien avec Sidibé (n°6, liste des informateurs) réalisé le 24/01/2014 à Madrid.

306 Il existe une littérature très vaste sur le retour des migrants vers leur pays d'origine abordant, entre autres, les difficultés de la réinsertion (Baldassar 2001, Quiminal 2002), la relation entre retour et développement local (Black et King 2004, Anarfi et Jagare 2008), la mobilité sociale des retournés (Carling 2004, Ammassari 2004). Pour une synthèse des principaux travaux en la matière, voir Carling et al. (2011) ainsi que Maitilasso (2014).



## 9.1 Le retour : les enjeux d'une transition difficile

Au dire des enquêtés (les réflexions issues de l'entretien de Sidibé en sont un bon exemple), l'éventualité d'un retour reste subordonnée à la capacité de capitaliser la migration par la production de résultats concrets et visibles. Comme mis en évidence par Ousmane Kane (2012) dans son ouvrage « *The Homeland is the Arena* », le pays d'origine fait figure de plateau privilégié où l'on expose ses progrès, ses projets, ses gains, où l'on revient pour montrer les preuves matérielles de la réussite à l'étranger. L'image populaire de l'émigration au Mali retrace effectivement l'idée d'une mission à l'extérieur du périmètre villageois, en quête de ressources pour le groupe (Dougnon 2007). Le retour devient alors inconcevable sans le parachèvement de cette recherche (« *pour retourner, il faut d'abord que t'aies trouvé quelque chose* »). Ce qui est en jeu est le crédit social du migrant, la possibilité de « garder la face », pour paraphraser Goffman (1967), et de se construire une position respectée dans les interactions avec les membres de son entourage au pays<sup>307</sup>.

Sur cette même ligne, des notions telles que celle de « contrat social » (Daum 2005) ou de « dette migratoire » (Razy 2007<sup>308</sup>) ont été mobilisées pour rendre compte des liens forts engageant ceux qui partent et ceux qui restent, dans un mécanisme contraignant d'obligations des uns envers les autres (Quiminal 1991). La communauté d'origine serait en effet en mesure de consentir et d'appuyer les départs à l'étranger des migrants (départs qui risqueraient autrement d'être vécus comme des actes d'accumulation particulière et de désengagement vis-à-vis de la reproduction économique du groupe familial), sous condition d'une redistribution locale (aussi bien matérielle que symbolique) des bénéfices issus de l'émigration. Les envois d'argent à la famille, la construction d'une maison au village, la contribution financière à des initiatives de développement ou, encore, la mise en œuvre d'une activité entrepreneuriale au bénéfice des proches restés au pays (voir les exemples proposés dans le chapitre 5) ; toutes ces initiatives participent de cette logique d'investissement local à cheval entre promotion individuelle et respect des engagements communautaires et familiaux (cf. aussi Marie 1997).

---

307 Dans mes recherches sur les enjeux du retour dans la société malienne (Maitilasso 2012a, 2012b), j'ai eu l'occasion d'observer de près les différentes manifestations publiques concourant à la présentation de soi des migrants de retour : la mise en œuvre d'un retour demande en effet une série d'actions ostentatoires allant souvent jusqu'à revêtir un caractère ritualisé. Par exemple, dans certains cas, les migrants de retour sont censés rendre tour à tour visite aux parents, aux voisins proches, aux anciens notables locaux, tout en prodiguant des donations financières. Ce type de pratiques réactualise le paradigme de la promotion sociale réalisée grâce à la redistribution des richesses accumulées, où le rang social de la personne est associé à la capacité de donner, offrir, repartir. Ces donations servent également à s'acquitter du soupçon de l'« échec », voire d'un parcours migratoire interrompu prématurément ou considéré insatisfaisant.

308 Razy, à son tour, reprend l'idée de « dette communautaire » développée par Alain Marie dans le chapitre « Avatars de la dette communautaire. Crise des solidarités, sorcellerie et procès d'individualisation (Itinéraires abidjanais) » dans l'ouvrage "L'Afrique des individus » (1997).

Parfois, la promesse de rembourser une dette est à comprendre dans un sens moins métaphorique, notamment lorsque le capital nécessaire au départ a été prêté à crédit ou collecté laborieusement par la famille, comme c'est le cas de Oumar:

*« Pour le moment le retour ce n'est pas une option valide : je ne peux pas rentrer les mains vides<sup>309</sup>. Rentrer les mains vides est une insulte pour tes gens là-bas, ce qu'ils t'ont donné c'est de l'argent prêté<sup>310</sup> ».*

Oumar, un malien de 27 ans, en Espagne depuis 2009 toujours en attente de régularisation, se trouve aujourd'hui dans une situation de blocage psychologique très éprouvante. Sans permis de séjour ni espoir de trouver un emploi stable, il perçoit avec une anxiété croissante le temps qui passe, alors que son statut juridique et économique stagne. En me racontant son périple vers l'Espagne et les nombreuses péripéties d'un voyage qui a duré presque deux ans, il admet que *« tout est pensé pour venir ici, rien n'est pensé pour retourner en arrière »<sup>311</sup>*. Pour le dire autrement, alors qu'il existe un dispositif largement organisé qui permet, structure et légitime la migration de l'Afrique à l'Europe, pour ce qui concerne la direction opposée (le retour de l'Europe à l'Afrique) nous nous trouvons dans une dynamique de justification de l'action largement plus problématique et hasardeuse.

En effet, la complexité de ce passage a trait à des obstacles d'ordre économique, mais également à l'influence d'un regard obstinément positif sur les opportunités offertes par la migration, un regard devenu de plus en plus réfractaire à la prise en compte des transformations économiques en cours en Europe<sup>312</sup>. Nous l'avons fait remarquer dans le chapitre 7, les familles des migrants au Mali préfèrent souvent que leurs ressortissants restent en Europe, même au chômage. Un retour définitif impliquerait en effet la perte du droit d'accès à l'espace Schengen, un espace qui continue largement à être perçu comme très prometteur.

Comme suggéré par différents travaux ethnographiques consacrés à l'imaginaire des « ailleurs » dans l'émigration (cf. Gardner 1993; Riccio 2005 ; Fouquet 2007; Degli Uberti 2010), le fait que les pays de destination conservent dans la conscience de ceux restés au pays

---

309 L'expression récurrente « rentrer les mains vide » apparaît maintes fois dans les entretiens. Comme le relève I. Dougnon (2007 :12) : « Ceux qui reviennent les mains vides sont taxés de voyous par la communauté. Face à ce mépris de la communauté les migrants qui ont échoués rentrent au village la nuit, loin des regards indiscrets des villageois. Leurs échecs sont cachés par les parents qui leur donnent leurs propres argents pour qu'ils puissent en donner aux cousins et cousines en guise de cadeaux mais en signe de leur propre succès ».

310 Entretien avec Oumar (n°28, liste des informateurs) réalisé le 27/05/2014 à Madrid.

311 Ibidem.

312 Cf. les réflexions de Lamine (n° 26, liste des informateurs) qui figurent au tout début du chapitre 3 : *« les gens vivent dans un mensonge. Les gens vivent une réalité qui sur le long terme, ne ressemblera pas à ce qu'ils voient à la télé et à ce qu'ils racontent aux familles. Les familles aussi vivent dans le mensonge [...] »* (entretien réalisé le 26/06/2014 à Albacete).

l'apparence de lieux prospères et offrant de multiples opportunités, doit être vu sous l'angle d'une recomposition locale de symboles venant de loin. Autrement dit, pour les sociétés d'origine, les images, les objets, les attitudes, les expressions verbales et vestimentaires provenant des pays d'émigration font office d'outils symboliques servant à interpréter (et parfois à instrumentaliser) certaines tensions cruciales se déroulant au sein de la société locale.

Dans le cas analysé, ces tensions sont souvent en rapport avec l'importance de la rente migratoire dans l'économie des familles au Mali. Comme observé par Quiminal (1991, 2002), l'endurance d'une certaine représentation des expatriés, évoquant l'image de l'immigré riche menant une vie aisée, semble être nécessaire au maintien d'un cadre idéologique justifiant le drainage de ressources monétaires depuis l'étranger. Ainsi, lorsque ces migrants souhaitent retourner, ils sont censés exhiber leur argent et leurs acquis, reproduisant une image extérieure de richesse toujours plus détachée de la réalité.

*« Quand tu reviens, personne ne peut croire que tu n'as pas amené d'argent. Tout le monde pense que t'es riche, que t'as amené beaucoup d'argent et que tu n'es plus dans le besoin. Donc, si je vais voir quelqu'un pour demander de l'aide, la personne pense qu'avec tout le temps que j'ai fait en France, j'ai amené beaucoup d'argent et je me cache (je dissimule), alors qu'en réalité c'est pas le cas »<sup>313</sup>.*

Comme je l'ai relevé ailleurs (cf. Maitilasso 2012a, 2012b), dans certains cas, les migrants de retour au Mali se trouvent confrontés à des processus d'exclusion et d'isolement assez poussés. En raison de leur enrichissement attendu, ils seraient tenus de redistribuer une portion des ressources accumulées à l'étranger, endossant donc un rôle qui ne peut être entretenu sur le long terme (notamment pour ceux qui ne sont rentrés qu'avec très peu d'argent). Ainsi, ils se retrouvent finalement écartés de ce circuit communautaire d'entraide permettant de faire face aux difficultés quotidiennes, qui est aussi et surtout un système d'inclusion sociale. On peut imaginer à quel point ces dynamiques empêchent d'innombrables projets de retour, et augmentent davantage la nécessité d'un investissement préalable consistant :

*« Quand tu commences à sortir, après pour retourner c'est très difficile ; quand on arrive là-bas au Mali l'argent part vite. Voilà : un mois, deux mois, six mois, jusqu'à un an, tout ce que tu amènes, quand c'est fini tu dois reprendre à zéro. C'est pour ça que les gens investissent beaucoup avant d'arriver. Ils envoient l'argent pour acheter un terrain, pour construire ; quand tu pars avec ton argent comme ça et tu ne sais pas ce que tu vas faire avec, tout ton argent va être gâté. Parce qu'il y a beaucoup de famille, les amis et tout ça, les escrocs : prête-moi ça, je dois*

---

313 Entretien avec Alassane réalisé le 22/08/2009 à Bamako.

*faire ça, j'ai besoin de ça. Tu vois ?! Les gens sont un peu malins au Mali. Avant de retourner, il faut se garantir quelque chose »<sup>314</sup>.*

Plusieurs enquêtés signalent comment le retour peut amener à l'altération des équilibres relationnels avec le milieu d'origine, voire à une véritable rupture, assortie d'incompréhensions, de fâcheries et de suspicions portées à l'honnêteté ou à la valeur personnelle du migrant qui n'a pas su profiter convenablement de l'émigration. Et d'ailleurs, quand il n'est pas possible pour le migrant de confirmer la réussite économique attendue de son aventure à l'étranger, ce qui est mis en doute est d'abord une compétence subjective, plutôt qu'une situation contextuelle. Il revient à dire que le succès n'est pas aléatoire, il est le résultat d'efforts et d'engagements volontaires.

*« J'aimerais bien rentrer au Mali, mais le problème c'est que j'aimerais rentrer quand j'ai l'argent suffisant pour monter une entreprise. Sinon on va penser de toi que t'es un zéro, que tu ne vaux rien »<sup>315</sup>.*

*« La personne qui sort de chez lui pour la première fois en venant ici ne peut pas savoir ces choses-là (les difficultés en Europe). De cette manière tu es pris dans le piège et tu vas avoir très peu des choix. Penser à revenir serait la meilleure option, mais après c'est quoi que les gens de là-bas vont penser ? Eux ils vont penser que tu n'es pas une personne qui vaut beaucoup, ou bien que tu es en train de mentir puisqu'il y en a mille qui sont partis et qui ont amélioré leur position. La famille là-bas ne comprend pas bien ces choses. Ils te disent : sois patient ! Mais comme ça tu vois les années qui passent et maintenant, en plus, on est dans la crise et tout c'est fini »<sup>316</sup>.*

Bakari (39 ans, au chômage depuis longtemps, logé dans le siège d'une association en échange du nettoyage des locaux) dit avoir essayé de retourner trois fois au Mali, sans jamais concrétiser son projet. Il a changé d'avis à plusieurs reprises. Pour motiver ces renoncements, il évoque souvent le poids d'une pression sociale qui s'exerce simultanément sur plusieurs fronts : parents, proches, amis, voisins, tant au Mali qu'en Europe, semblent s'accorder pour déconseiller un retour qui n'impliquerait que des situations malaisées d'embarras, de méfiance et de mépris. Alors qu'il a mis en œuvre des plans concrets de retour (il a pensé récupérer son ancien travail de topographe à Bamako, postuler pour un poste dans la fonction publique au Mali, reprendre les études), la crainte de ne pas réussir a retenu sa détermination :

---

314 Entretien avec Toumani (n°8 –liste des informateurs) réalisé le 30/01/2014 à Madrid.

315 Entretien avec Bakary (n°17 –liste des informateurs) réalisé le 20/05/2014 à Madrid.

316 Ibidem.

317 Ibidem.

*« Parfois on a peur. Car si tu rentres et ça ne marche pas...après les gens...tu vois ! On pense plus aux gens qu'à nous même. Ça, c'est le problème. Si je n'arrive pas à faire quelque chose là-bas, je serais plus malheureux que les gens qui ne sont jamais partis. Parce que j'ai une famille et si je n'arrive pas à maintenir ma famille personne va m'aider pour faire face à mes difficultés. Les gens vont me dire : toi, tu es parti en Europe, t'as déjà ce dont tu as besoin, il faut pas t'aider. C'est ça la vision des gens. Moi, j'aimerais bien que les gens puissent comprendre mon cas : je pourrais rentrer au Mali sans argent, sans avoir rien obtenu. Oui, je serais heureux, je reprendrais mon ancien boulot. Là-bas, j'ai un enfant que je n'ai jamais vu. Il est né en 2005 ! »<sup>317</sup>*

On se trouve ainsi en présence de l'un des effets paradoxaux de la crise : en même temps qu'elle augmente le désir de retour (lorsque le cadre de vie se détériore à une vitesse intolérable), elle rend celui-ci pratiquement irréalisable. Sur le plan économique, le principal obstacle auquel se heurtent aujourd'hui les candidats au retour semble être la difficulté à réunir les moyens monétaires minimaux pour démarrer un projet quelconque de réinstallation dans le milieu d'origine. On ne parle que rarement de réussite au sens strict ; la précarisation des conditions de vie en Europe implique que les migrants revoient leurs aspirations à la baisse. Il faut tout de même pouvoir ancrer la pensée d'un retour dans un projet constructif : une prospection commerciale, une activité transnationale, une coopérative agricole de développement local (voire l'encart qui suit) par exemple. Ces initiatives diverses, que les enquêtés me présentent souvent avec espoir et enthousiasme alors qu'on aborde la question, semblent vouloir garantir une sorte de *blindage moral*, encore plus qu'économique, qui vient soutenir une décision fortement problématique : nous l'avons abordé plus haut, abandonner le territoire européen n'est guère un fait anodin.

#### **Encart ethnographique n° 16.**

##### **La coopérative : le développement au service du retour.**

Crée en 2011 grâce à la détermination d'un petit groupe de Maliens très actif dans le milieu associatif, la « Coopérative Agricole des Maliens de Madrid » compte aujourd'hui une quinzaine de membres qui ont tous contribué monétairement (d'entre 50 à 800 euros, 3000 euros en total). L'initiative a vu le jour dans un climat de grands espoirs : elle a su attirer l'attention d'un nombre considérable de Maliens (plus de 60 personnes) qui se sont montrés très intéressés et disposés à adhérer dans un futur proche, si jamais les choses fonctionnaient. Pour comprendre cet engouement, on ne peut pas faire abstraction du fait qu'il est largement alimenté par le désir de retour des Maliens d'Espagne. Karim, (n°3 - liste des enquêtés) un des principaux promoteurs de la coopérative, n'hésite pas à affirmer :

*«Voilà notre retour, nous voulons un retour bien préparé et la coopérative c'est notre chance : là-bas il y a notre pays. Mais on ne peut pas revenir comme ça [...]. Nous avons vu plein de monde qui a essayé de retourner et, pourtant, ils ont tous échoué. Maintenant les gens doivent faire sortir des idées. Il y en a qui ont eu l'idée de partir dans un autre pays. Quand même, beaucoup de gens ont aimé cette initiative (l'idée de la coopérative), surtout ceux qui ont fait des années en Europe. Ils veulent rentrer, ils sont fatigués de leur vie ici. Voilà pourquoi la coopérative c'est une forme qui intéresse les gens »<sup>318</sup>.*

Pour Karim la coopérative devrait procurer une structure organisationnelle, par le biais de laquelle surmonter les difficultés rencontrées habituellement par les Maliens de retour. L'idée est qu'un projet collectif est plus solide et moins risqué qu'un ensemble d'actions individuelles, est moins vulnérable face aux pressions exercées par les familles sur les individus. De plus, il s'agit d'un projet assorti du prestige associé aux opérations de mise en valeur du territoire.

Depuis sa constitution, les membres de la coopérative ont maintenu une relation privilégiée avec les autorités administratives et communautaires du village de Bougouni (qui est d'ailleurs le lieu d'origine de Karim) desquelles ils ont obtenu la concession de quelques hectares de terrain près du fleuve. Leur intention est d'exploiter ces parcelles grâce au travail direct des personnes de retour. Pour le moment les cultures rapportent des revenus très faibles qui ne couvrent pas les investissements réalisés, mais dans les années à venir, avec l'implantation des cultures maraîchères, la coopérative devrait commencer à engranger des profits.

Il ne s'agit donc pas d'une initiative de développement pour une communauté locale ; mais plutôt d'une entreprise agricole collective, une forme hybride d'investissement local qui utilise le langage de la coopération internationale, tout en se constituant en mode d'accumulation particulariste. C'est pour cela d'ailleurs, que les promoteurs ne disposent pas tous d'un lien fort, d'appartenance ou de proximité, avec la zone géographique sélectionnée pour l'implantation agricole. Et d'ailleurs, le choix de Bougouni est lié à une disponibilité contingente ainsi qu'aux contacts de Karim, alors que la coopérative est clairement ouverte à l'idée d'investir ailleurs au gré des opportunités et des initiatives de ses membres.

Sans que les thèmes du développement local et du progrès du pays soient complètement absents, on se trouve dans un autre contexte que celui des démarches associatives décrites par C. Daum (2005) et C. Quiminal (2002) où les itinéraires de retour et de consolidation de la réputation sociale (et, éventuellement, d'accès à la notabilité) se traduisent par des projets d'amélioration de l'infrastructure au bénéfice de la communauté d'origine.

Le principe qui guide la démarche coopérative est l'ambition de construire une stratégie personnalisée de retour. Il est même préférable qu'il ne s'agisse pas d'un retour définitif :

*« Rester en Espagne, tout en retournant. C'est ça la coopérative. Parce que si tu veux rentrer, mais tu n'as pas d'espoir, comment tu vas rentrer. Il faut avoir une expérience volontaire qui te permet de vivre là-bas »<sup>319</sup>.*

---

318 Entretien avec Karim (n°3 liste des informateurs) réalisé le 12/01/2014 à Madrid.

319 Ibidem

## 9.2 « *Rester tout en retournant* » : le retour à l'âge de la circulation transnationale

Pour sortir de l'impasse du « retour manqué » (Mekki 1998), ou du « mythe du retour » (Sayad 1998 ; Schaeffer 2001) — à savoir d'un projet de réinstallation dont la concrétisation est constamment reportée en raison d'une situation présente jugée peu propice — il est alors nécessaire de recalibrer l'idée de retour en l'adaptant à des formules plus souples, plus élastiques, brèves, dépourvues d'un caractère définitif (cf. Guarnizo 1997). À l'instar de Karim qui voudrait, par le biais de la coopérative, « *rester en Espagne, tout en retournant* », d'autres migrants manifestent cette même volonté et envisagent leur avenir en dehors d'une alternative binaire, située entre le séjour de manière permanente en Europe et le départ définitif au Mali<sup>320</sup>.

Souvent, le désir de *l'entre-deux* est vécu comme une passerelle de transition avant de gagner une condition stable, autrement dit de sédentarité chez soi. Formes transitionnelles de retour, ces positionnements traduisent un besoin de gradualité dans l'approche de la réinstallation et de ses défis. Ces stratégies permettent de faire face aux pressions et aux contraintes du milieu d'origine par une présence intermittente qui ne perd pas le lien avec le contexte d'émigration<sup>321</sup>. Dans d'autres cas, l'agencement d'un régime de circulation permanente semble être un objectif en soi. Il devient d'emblée la meilleure solution pour s'imaginer une vie ni tout à fait *ici*, ni entièrement *là-bas*, résultat non seulement de la somme des avantages des deux espaces, mais également de la reconnaissance des appartenances multiples et des liens identitaires avec des espaces non contigus :

« *Annalisa : T'as l'idée de retourner un jour au Mali ?*

*Drissa : Non, mon idée c'est de vivre des deux côtés. En fait, j'ai fait plus de temps ici que là-bas.*

*Annalisa : Qu'est ce qu'il signifie pour toi vivre des deux côtés ?*

---

320 Cette façon de penser la circulation comme une solution permettant de « *partir tout en restant* » est très similaire à celle qui a été relevée par Mirjana Morokvasic (1999) et Swanie Potot (2007) dans leurs travaux sur la circulation des travailleurs de l'Europe de l'est.

321 C'est le cas, par exemple, de Yacouba (n° 39 de la liste des enquêtés) cité en début du chapitre 8 : pour cet entrepreneur récemment réinstallé au Mali la circulation dans le domaine du commerce d'occasion revêt la fonction d'une attache provisoire qui exploite le savoir-faire accumulé en migration : « *Ici au Mali, si je rentre définitivement, alors que ça fait 14 ans que je suis dehors, je suis perdu. Il faut bien s'attacher à quelque chose* ». Entretien réalisé le 17/7/14 à Bamako.

Drissa : Bon, par exemple si t'as un peu d'argent et tu sais qu'ici la telle chose si tu l'achètes et après tu la revends là-bas ça peut te rapporter de l'argent... Donc c'est ça qui signifie vivre des deux côtés »<sup>322</sup>.

Il faut dire que l'équilibre de la relation entre *ici* et *là-bas* relève plutôt d'une condition rêvée que d'une réalité expérimentée par les enquêtés, puisque dans la majorité des cas, la concrétisation de cette équidistance se révèle impraticable. Généralement, l'un des deux contextes géographiques prime sur l'autre. Ces vies à cheval ne parviennent pas à s'inscrire dans la durée, car le circuit des mouvements est souvent interrompu par des circonstances les plus diverses (nécessités familiales, maladie, perte d'un statut légal en Europe, etc.). L'accès à la circulation reste, en effet, un droit révocable et provisoire, même pour ceux qui jouissent d'une position relativement stable et aisée sur les plans économique, social et juridique (cf. Glick Schiller et Salazar 2013).

À ce stade, il convient de s'attarder un moment sur le couple *retour définitif/retour provisoire* : alors qu'une littérature importante existe sur la question du retour et de la réinsertion dans le milieu d'origine (Black, King 2004 ; Carling, Mortensen, Wu 2011), on note actuellement un courant qui se propose de déconstruire le concept de retour en tant que moment de conclusion de l'expérience migratoire, à l'aide d'une nouvelle sensibilité vis-à-vis des enjeux de la mobilité transnationale (Guarnizo 1997 ; Jeffery, Murison 2011 ; Ley, Kobayashi 2005 ; Sinatti 2011). Ainsi que le pointe Véronique Petit (2007 : 12) :

« La nécessité d'abandonner l'idée d'un retour définitif semble faire l'objet d'un constat unanime. Jean-Louis Rallu insiste en effet sur la nécessité de s'affranchir de l'idée d'un retour définitif, notamment au moment de la retraite. Emmanuel Ma Mung insiste sur le fait que le retour n'a de sens que par rapport à l'entreprise migratoire des individus, c'est-à-dire que le projet évolue au fil du temps, des contraintes familiales et extérieures, qu'elles soient politiques ou économiques ».

Dans le monde anglo-saxon, le développement de la notion de « *homecoming* » (Markowitz 2004, Stefansson 2004) traduit une attention particulière vers le modelage dynamique d'une pensée des racines constamment réactualisée et réinventée par les acteurs ; la révision du concept de retour s'inscrit dans cet horizon de brassage des références identitaires et des ancrages spatiaux. Dans une enquête traitant de ressortissants de Hong Kong immigrés au Canada, Ley et Kobayashi (2005 : 6) attirent le regard sur les déplacements intermittents des sujets tout au long

---

322 Entretien avec Drissa (n° 25 liste des informateurs) réalisé le 24/06/2014 à Madrid.



de leurs vies, afin de révéler une manière très flexible, mais pas déterritorialisée, d'entendre et de gérer l'habitat, la vie familiale ainsi que les liens d'appartenance et l'identité nationale :

« Transnationalism invokes a travel plan that is continuous not finite. Immigrants never quite arrive at their destination because they never quite leave home. Indeed the whole problematic of 'home' can become extraordinarily complex in an age with increasing levels of dual citizenship, short-term contracts and visas, family members located on opposite sides of national boundaries, and fast and ever cheaper lines of contact between nations. The life-world of the transnational migrant is stretched across space; as one of our informants told us, the Hong Kong migrant would like to work in Hong Kong and sleep in Canada ».

Dans un sens plus large, mettre l'accent sur les parcours de « *homecoming* » signifie également questionner certaines lectures de la mobilité théorisant la fluidité indifférenciée des mouvements multipolaires, et annonçant la fin (ou l'affaiblissement) de l'influence des territoires nationaux en tant que catégories pertinentes pour l'analyse des pratiques de circulation (cf. Tarrus 2001). Force est de constater que l'idée du retour n'est pas une notion abstraite dans la conscience des migrants rencontrés, sinon une option de mouvement concret vers un « chez-soi » localisable sous la forme d'une maison familiale, d'un quartier, d'un village, d'une ville, d'un état national. Au gré des observations de terrain réalisées, il apparaît même que plus on se déplace, plus ces lieux imprègnent les consciences des migrants comme source d'identité et d'appartenance, mais aussi comme structures de liens sociaux, d'obligations et d'engagements. Cela s'observe même dans les parcours d'errance les plus poussés.

L'importance du retour *chez soi* est un élément qui jalonne un grand nombre des récits de circulation transnationale. Voilà, à titre d'exemple, les réflexions de Souleymane :

« Pour moi c'est bien de voyager ; dans le djula (le commerce), il y a un côté que c'est bien, il y a un côté que ce n'est pas bien. Parce que, une fois que tu voyages, si tu gagnes quelque chose, après tu dois retourner à ton pays, rester avec ta famille, faire quelque chose là-bas. Pas rester toujours en migration ! Moi, j'ai toujours envie de retourner chez moi, d'aller rester avec ma famille. La situation maintenant c'est que je n'ai pas d'argent, mais sinon j'ai toujours envie de retourner »<sup>323</sup>.

Il est intéressant de noter que le discours de Souleymane fait également émerger, en parallèle des avantages, le malaise associé au fait de vivre « physiquement » la condition de l'entre-deux ; une condition qui demeure d'ailleurs sous-jacente à tout vécu migratoire, mais qui

---

323 Entretien avec Souleyman (n° 5, liste des informateurs) réalisé le 24/01/2014 à Madrid.

est cette fois matérialisée dans des configurations s'avérant plus éprouvantes que libératoires. Cela nous renvoie à l'analyse de G. Sinatti (2011) à propos des parcours d'errance forcés des circulants Sénégalais. Dans le cas signalé par l'auteure, la possibilité d'une installation durable après le retour s'éloigne progressivement de la portée des individus, sans pourtant n'être jamais abandonnée comme horizon à l'activité circulatoire des acteurs. Sinatti observe le décalage entre une référence culturelle toujours en vigueur (celle célébrant le retour définitif) et les pratiques effectives des migrants qui ne peuvent plus renoncer à leur routine pendulaire.

### **9.3 Mise en perspective des pratiques circulatoires : quel statut pour quelle mobilité ?**

À ce stade, je voudrais orienter la réflexion sur une piste thématique essentielle dans ma recherche. Comme j'ai essayé de le démontrer, la pratique du retour intermittent et provisoire n'est pour les migrants maliens, pas toujours vécue de la même manière. Ce type de retour parvient parfois à être conçu comme une façon de trouver l'équilibre optimal entre présence et absence, entre *ici* et *là-bas*. Plus souvent, il prend la forme d'une situation de tension entre différentes exigences antagonistes.

Plus généralement, la diffusion actuelle des pratiques de circulation transnationale affiche des coûts sociaux élevés et ne peut pour autant pas faire l'objet d'une célébration hâtive. À ce propos, je voudrais rappeler la pertinence des analyses de Glick Schiller et Salazar (2013) sur les « régimes de mobilités »<sup>324</sup>. Les auteurs considèrent que l'accès dans différentes conditions à la circulation est un facteur de segmentation de la société et de production d'inégalité sociale et économique. Ils soulignent également que la mobilité ne représente pas pour tous un élément de promotion et de réalisation personnelle : la situation socio-économique, les contraintes personnelles, les cadres juridiques et politiques affectent lourdement les opportunités offertes par la mobilité à chaque sujet, produisant différentes manières d'expérimenter le mouvement.

Les observations issues du terrain m'amènent à partager la critique que ces anthropologues formulent à l'égard d'une des tendances actuelles des sciences sociales. À partir de la fin des années 1990, plusieurs auteurs ont observé avec grand intérêt (et, dans certains cas, ont ouvertement célébré) toute manifestation de mobilité transnationale : celle-ci a été invariablement saisie comme un phénomène social assorti de connotations positives et associé à des pratiques

---

324 L'expression « régime de mobilité » traduit une attention particulière portée sur les structures de stratification sociale qui identifient différentes façons de circuler : "we deploy the term 'regimes of mobility' rather than mobility studies to explore the relationships between the privileged movements of some and the co-dependent but stigmatised and forbidden movement, migration and interconnection of the poor, powerless and exploited" (Glick Schiller et Salazar 2013 : 188).

d'émancipation et d'individualisation sur les plans social, économique et politique (cf. Urry 2007 ; Hannam et al. 2006). Pour certains, la mobilité est d'emblée devenue le seul moyen à la portée des populations marginalisées par la mondialisation des grands capitaux de se réappropriier l'espace économique international et de construire, au travers de leurs initiatives, une mondialisation par le bas (Tarrow ouvrages cités ; Portes 1999). Dès lors, l'action créative de ces petits investisseurs mobiles a fait l'objet d'une production abondante de recherches empiriques<sup>325</sup>.

En se concentrant fortement sur les stratégies circulatoires des acteurs ainsi que sur leurs trajectoires multipolaires, ces travaux ont assurément représenté un avancement très important dans l'étude des mobilités contemporaines. Ces études ont contribué au questionnement des catégories analytiques jusque là en vigueur qui séparaient le migrant de l'homme d'affaires et du circulant cosmopolite. Ces auteurs ont également mis l'accent sur l'importance d'aborder la mobilité en tant que ressource économique à disposition des acteurs (Morokvasic 1999), et ont adopté une posture critique allant à l'encontre d'une vision misérabiliste des migrations internationales (voir ch. 1).

Il ne s'agit pas ici de discuter le caractère novateur ni l'impact de ces recherches ; je voudrais cependant tenter de repenser, sur la base des exemples présentés plus tôt, la valeur libératoire et anti-hégémonique alors attribuée à la mobilité transnationale. Parmi les migrants enquêtés, le nombre de ceux ayant une perception très négative de leur expérience de circulation n'est pas négligeable : loin de se soustraire aux politiques d'endiguement des flux en Europe ou de se libérer des obligations qui les relient au milieu d'origine, les migrants augmentent le rythme des déplacements, tandis que leur marge d'action et leur pouvoir décisionnel semblent se réduire. À ce propos, je trouve pertinentes les observations réalisées par L. Schuster (2005 : 3), dans son enquête sur les migrants illégaux en Italie, traitant de la relation liant mobilité géographique et mobilité au sein des différentes catégories d'encadrement juridique. Selon l'auteur, les mouvements entre un espace et l'autre sont aussi bien des mouvements d'un type de circulation à l'autre que des oscillations d'un statut à l'autre (ouvrier, saisonnier, commerçant, travailleur au noir, sans-papiers), revêtant souvent un sens de déclassement et marginalisation sociale :

« This geographic mobility is paralleled by mobility between different migration statuses : undocumented, asylum seeker, refugee, guest-worker, denizen etc. [...] One of the most striking features to emerge from the fieldwork carried out in Italy was that many of the people we spoken had experienced two, three or more of these different statuses – and on occasion slipped backwards and forwards between them» .

---

325 Voir, entre autres, les ouvrages collectifs sous la direction de Peraldi (2001 ; 2002), de Adelhah et Bayart (2007), à l'instar des travaux de Sempere (2000) ; Battegay (2003) ; Schmoll (2003) ; Lesourd (2009).

Enfin, nous pouvons dire que dans une certaine mesure, il existe une forme de fascination pour le côté émancipateur ou transgressif de la mobilité, pourtant le produit d'une lecture tenant peu compte de la précarité à laquelle les « circulants » sont exposés et des éléments structuraux qui encadrent leurs déplacements. Être mobile, dans le cas étudié, ne renvoie que rarement à une forme revendiquée de transgression de l'ordre social, politique ou économique des couches sédentaires de la société ; être mobile n'est pas non plus une manière de défier le paradigme traditionnel de la réussite par l'exercice d'une activité porteuse d'enrichissement rapide. La mobilité est moins une porte ouverte au succès et une voie d'affranchissement de la subalternité sociale qu'une solution conjoncturelle permettant de réagir à des situations jugées temporaires. D'autant plus qu'à l'exception d'une minorité de commerçants itinérants qui circulaient entre l'Europe et l'Afrique bien avant le début de la crise, l'exercice de la mobilité ne revêt pour le reste d'entre eux pas de contenu identitaire : les enquêtés continuent de se considérer des migrants plutôt que des circulants.

Pour conclure cette partie, la mise en perspective des pratiques circulatoires m'a amené à adopter une vision de la mobilité sensible à la fragilité des acteurs et attentive tant aux contraintes économiques et juridiques du contexte qu'à l'influence d'imaginaires changeants. En ce sens, il s'agit de reconnaître l'importance d'une analyse diachronique capable de dévoiler la dimension évolutive des représentations de la circulation dans un territoire concret. J'ai en fait suggéré que c'est à partir d'un imaginaire ambivalent et en transformation permanente qu'on façonne, en Europe comme en Afrique, les figures du migrant, de l'entrepreneur transnational, du circulant cosmopolite, du travailleur saisonnier et du migrant de retour ; ces images conditionnent les stratégies des acteurs, ainsi que leur positionnement dans la société d'origine et dans celle/s de destination, de la même façon que le font les visas et les titres de résidence ou de nationalité.

## CONCLUSIONS GENERALES

Ce parcours d'enquête traitant de la mobilité transnationale des migrants maliens a simultanément représenté aussi bien un chemin d'apprentissage personnel qu'un parcours d'expérimentation de la recherche, m'amenant à me mesurer aux défis du terrain avec une confiance grandissante et à utiliser les instruments du métier d'une manière toujours plus consciente, réfléchie et moins improvisée. Mes recherches ont également été un chemin de rencontres, d'échanges et de complicité aidant à contrebalancer les moments plus solitaires, dont les longs mois consacrés à la rédaction.

L'analyse que j'ai cherché à dresser tout au long des chapitres précédents est le résultat de ce voyage d'une durée de cinq ans, aboutissant à un résultat certes non exhaustif, ni nécessairement représentatif de la grande quantité de matériel ethnographique accumulé au gré des années. D'autre part, la thèse doctorale représente probablement pour tous, ce produit non fini qu'on voudrait toujours compléter, réviser, reprendre et qu'on ressent souvent comme une tâche non accomplie. Il n'est pas facile d'ailleurs de se débarrasser de manière soudaine d'un objet qui nous a engagés au quotidien en occupant un espace toujours plus important, tant sur le plan matériel de la routine de travail, que sur le plan immatériel de la réflexion et de la participation personnelle.

En somme, la première conclusion sur laquelle je souhaite attirer l'attention concerne cette dimension d'*expérience* de la recherche ethnographique. Il s'agit, en d'autres mots, d'assumer (avec toutes ses implications) le caractère empirique, voire « artisanal » du travail ethnographique, c'est-à-dire de ce mode de construction d'une analyse à partir d'éléments limités et fragiles : des contacts permettant l'accès au terrain, des relations interpersonnelles, des situations intéressantes auxquelles on participe, parfois accidentellement. L'analyse qui découle de ces matériaux demeure donc influencée par des variables individuelles et conjoncturelles ; elle n'est pas pour autant arbitraire ou dépourvue d'intérêt scientifique, sa pertinence s'appuyant sur

une opération systématique et méthodologiquement rigoureuse d'assemblage des données issues du terrain.

Dans l'écriture, j'ai intentionnellement mis en avant les histoires comme instruments de compréhension de la réalité (cf. le ch. 2). Je suis convaincue que la richesse et la dimension polyphonique de ces outils ethnographiques peuvent être convenablement exploitées, afin de produire une analyse intégrant le plan microsocial des vicissitudes personnelles au plan plus large des transformations sociales en cours. J'ai ainsi donné une place incontestablement centrale aux narrations des acteurs : à leurs récits de voyage, à leurs aventures commerciales et, en général, aux histoires de vies confrontées aux bouleversements économiques en Europe et à l'évolution du cadre politique au Mali. Parmi ces histoires, la mienne : l'histoire d'une rencontre sur le terrain que je n'ai pas voulu reléguer derrière les coulisses du travail de recherche. Comme j'ai essayé de le décrire dans le deuxième chapitre, les difficultés diverses rencontrées sur le terrain m'ont conduite à revoir mon positionnement, en me rendant davantage consciente des questions éthiques et pragmatiques investissant la relation aux informateurs.

### **Mobilité, migration et crise**

Dans la pluralité des expériences retracées, des régularités importantes se manifestent : pour les migrants maliens arrivés en Espagne au cours des années 2000, la crise économique constitue un élément de perturbation des cadres de vie bâtis au cours des années d'émigration. Son impact déstabilisant touche aux équilibres familiaux et résidentiels construits au préalable dans le milieu d'accueil, en interrompant des carrières professionnelles et des parcours de promotion sociale, déstructurant la vie associative et les actions de solidarité envers le pays d'origine (cf. chapitre 4). À bien regarder, la crise de l'emploi en Espagne radicalise une précarité ordinaire et largement répandue bien avant 2008, due à la situation de vulnérabilité juridique, sociale et économique des immigrés du pays (et plus généralement d'Europe)<sup>326</sup>.

Néanmoins, dans le cadre d'une instabilité bien connue, voire maîtrisée et parfois stratégiquement exploitée par les acteurs<sup>327</sup>, une nouvelle précarité encore plus déstabilisante survient, et met à jour toute la fragilité des ancrages établis au préalable. On voit des migrants maliens confrontés non seulement à la perte d'emploi, mais également au chômage structurel, des familles expulsées de logements achetés à crédit et endettées envers les banques. On constate également des cas de migrants installés depuis longtemps en milieu urbain, qui ont recours à leurs

---

326 Cf. Fassin et al. 1997, Morice 1997, Potot 2010.

327 C'est le cas des migrants se servant de la discontinuité de l'embauche et de la fragmentation des contrats de travail pour réaliser des voyages fréquents au Mali (voir ch. 6)

contacts parmi les employeurs agricoles afin de partir travailler aux champs dans les pires conditions qui soient.

Parmi les trajectoires retracées, l'érosion graduelle, quoiqu'accéléérée, des repères sociaux et des bases économiques de la vie des migrants en Espagne déclenche un nouveau cycle de déplacements redynamisant tant la circulation nationale (les informateurs décrivent une sorte de contre-exode rural) que la circulation transnationale (vers d'autres pays européens ou vers le Mali). Comme observé, le lien entre crise et mobilité est la clé de lecture dominante proposée par les informateurs pour rendre compte de leurs mouvements et de leurs nouvelles routines. Ces migrants, dont les carrières professionnelles et les parcours de promotion sociale ont été bousculés par le chômage, sont aujourd'hui « prêts à partir » (Morokvasic 1999 : 5), voir à repartir : des hommes et des femmes se rendant disponibles aux mouvements et s'exposant, faute de mieux, aux aléas de voyages d'affaires risqués ou aux écueils de déménagements pénibles et d'emplois dégradants.

Les « circulants » que nous avons suivis dévoilent un monde d'individus désœuvrés qui essayent d'échapper au manque d'emploi, à l'endettement et à l'amoindrissement des opportunités. Leurs pratiques relèvent de la débrouillardise, du recyclage professionnel, du mélange des compétences voire parfois de l'improvisation et de la précipitation. Pour ces Maliens la mobilité est aujourd'hui un créneau porteur d'activités diverses qu'on choisit selon les contacts et les ressources dont chacun dispose ; un créneau vers lequel la majorité s'oriente à l'inverse d'un groupe minoritaire et cosmopolite. Dans une moindre mesure, la mobilité incarne une voie de réussite ou un engouement pour l'aventure et la liberté du voyage.

Contrairement à maintes ethnographies sur les milieux des commerçants à la valise et des navetteurs transnationaux (voir le chapitre 1), la dimension de la ruse comme mode d'affirmation sociale, ou l'idée d'une revanche des « fourmis » (Tarrus 1992) occupent ici une place absolument marginale. Dès lors, il convient de nuancer l'optimisme d'une vision émancipatrice et transgressive de la mobilité : ces trajectoires individuelles montrent en fait à quel point les pratiques circulatoires peuvent correspondre aussi bien à des mouvements ascendants de promotion sociale qu'à des processus de perte statutaire et de recul vers des conditions de grande vulnérabilité sur les plans juridiques, sociaux et économiques. Il faut donc tenir compte de cette ambivalence pour comprendre le sens donné par mes informateurs à leurs mouvements.

Si j'avais mené cette enquête il y a quelques années, à l'époque du pic d'expansion économique en Espagne et de la bulle du secteur du ciment, mon analyse aurait probablement été toute autre. J'aurais alors concentré mon intérêt sur une élite d'entrepreneurs transnationaux dont la vie quotidienne s'inscrivait autour de la mobilité bien avant l'irruption de la crise économique. En revanche aujourd'hui, dans un contexte en pleine métamorphose, c'est plutôt la transversalité des pratiques de circulation qui a davantage capté mon attention en occupant au fur et à mesure du terrain une importance croissante. Force est de constater l'hétérogénéité des profils des acteurs

en mouvement (homme d'affaires, ex-ouvriers, mères de famille, sans-papiers, etc.) n'appartenant généralement pas à un milieu social spécifique, assorti d'un contenu identitaire, comme pourrait être celui des « businessmen » transnationaux.

En outre, quasiment la totalité des circulants rencontrés, businessmen inclus, ont transité à travers différents circuits de mobilité tout au long de leurs carrières migratoires (du commerce des produits d'occasion à la circulation agricole, d'un travail saisonnier à une embauche au noir dans une ville européenne). Cette mixité brouillant actuellement les distinctions entre trajectoires migratoires et trajectoires marchandes est une de raisons qui m'a progressivement poussée à approcher selon la même démarche diverses formes de mobilité. Morokvasic (1999) considère que les mouvements pendulaires liés à la recherche d'un emploi peuvent être lus sous le prisme de la « mise à son compte », faisant des migrants des entrepreneurs d'eux-mêmes. Cela permettrait de penser qu'il existe une continuité entre l'essor d'activités de commerce d'occasion entre le Mali et l'Europe et les flux de migrants qui abandonnent les milieux urbains en Espagne à destination des sites agricoles ou d'autres pays européens au marché de l'emploi plus dynamique.

### **Les circuits de la mobilité :**

#### **Nouvelles tensions, transformations en cours**

Dans la deuxième partie de la thèse, j'ai cherché à approfondir les parcours de mobilité afin de composer une vision élargie des espaces investis par la circulation des Maliens et des différentes formes que celle-ci peut prendre. Du point de vue des activités directement liées à l'économie de la circulation, j'ai identifié trois circuits principaux attachés à des secteurs d'activités spécifiques : le commerce des produits d'occasion entre l'Europe et le Mali, le travail saisonnier dans l'agriculture en Espagne et, finalement, le travail au noir en milieu urbain en France (pays choisi en priorité par les Maliens pour des raisons de facilité linguistique, mais aussi du fait de leurs liens avec la communauté malienne installée depuis longtemps, voir le chapitre 3). Le caractère multisitué de ma démarche, menée entre Madrid, Bamako, Albacete et Paris m'a ouvert d'importants horizons de compréhension concernant en premier lieu le fonctionnement des circuits évoqués, puis les modes d'insertion et d'habitat dans les différents lieux, et finalement les conséquences de l'afflux important de nouveaux acteurs dans ces activités.

En lien avec ce dernier aspect, une donnée particulièrement intéressante s'est dégagée du terrain concernant la découverte de fortes tensions opposant cette population d'« outsiders » de la mobilité (des migrants autrefois plus sédentaires récemment débarqués dans les différentes filières de l'économie de la circulation) et leurs concitoyens « établis » dans le secteur depuis longtemps (cf. Elias et Scotson 1997). Les relations conflictuelles entre les uns et les autres, en



raison évidemment d'une situation de concurrence acharnée, sont un indice des reconfigurations qui ont touché les pratiques circulatoires dans les dernières années, en Europe comme en Afrique.

En effet, le dispositif commercial d'importation de marchandises d'occasion, jadis plutôt concentré entre les mains d'un nombre assez réduit de grossistes, se voit actuellement confronté à la prolifération de petits commerçants issus de l'immigration, se lançant dans ce commerce de manière improvisée avec des investissements limités, et entraînant une pression sur la baisse des prix de vente, amoindrissant ainsi la rentabilité d'un négoce autrefois florissant (cf. ch. 5.7). En outre, la grande visibilité sur les places Bamakoises du commerce des « casses » (les marchandises de seconde main) et l'exubérance marchande d'un grand nombre de points de vente montés là où les camions s'arrêtent, contrastent avec la discrétion de ces activités en Europe où elles occupent des espaces périphériques et peu visibles (cf. ch. 5.3).

Dans les campagnes espagnoles, on observe également une grande affluence de travailleurs migrants désœuvrés en provenance des milieux urbains; là aussi, la saturation de la demande d'emploi affecte les conditions de travail et d'installation des saisonniers, qui empirent progressivement. Dès lors, ceux qui ne disposent pas d'un contact direct avec les tenanciers agricoles (lien qui peut assurer une embauche relativement stable et mieux rémunérée durant toute la saison) s'exposent à l'exploitation des intermédiaires, à la baisse des salaires et à l'incertitude d'engagements ponctuels de quelques semaines voire de quelques jours (cf. ch. 6.5).

Un phénomène semblable de compétition pour le travail et pour le logement caractérise le contexte d'insertion des « Maliens d'Espagne » en France. Des conflits latents parviennent à diviser la communauté malienne en opposant ceux qui résident dans le pays depuis longtemps et les derniers arrivés d'Espagne. Très évidente dans le cas des logements en foyer, cette dynamique de segmentation sociale (qui atteint une forme de redécoupage identitaire) se produit de manière significative au sein d'une communauté migrante traditionnellement considérée comme soudée et solidaire (cf. ch. 6.9).

## Réseaux transnationaux, dispositifs d'informations et solidarités défaillantes

Ces tensions posent la question de la place des réseaux transnationaux et des solidarités communautaires dans le fonctionnement des circuits de mobilité ciblés : à ce propos, quelques réflexions peuvent être tirées du terrain. Tout d'abord, il apparaît nécessaire d'établir une distinction entre les différents plans d'action de ces dispositifs relationnels. Les réseaux de proches, d'amis, de compatriotes ou de ressortissants d'un même village opèrent à plusieurs niveaux, mais avec une efficacité différente : formidables vecteurs d'informations et de contacts, ces structures réticulaires semblent être moins performantes en tant qu'outils d'entraide ou de coopération économique.

J'ai tenté de montrer le volume important de données que les migrants collectent et font circuler grâce à leurs réseaux pour définir leurs itinéraires et organiser des activités rémunératrices notamment dans le secteur commercial: les produits les plus rentables, les prix d'achat et de vente des marchandises, les procédures de dédouanement et de croisement des frontières, mais aussi les porosités du système européen de contrôle de la circulation migratoire, ou les démarches à suivre une fois débarqué dans un autre pays européen. Voici autant d'informations essentielles mises en circulation par le truchement de ces structures de liaison transnationales: celles-ci aident non seulement les migrants tout au long de leurs parcours, mais contribuent également à façonner ces parcours, puisqu'elles créent des opportunités d'affaires ou d'emploi dans des espaces lointains et constituent simultanément des voies de transmission de capital social (cf. ch. 6.3).

En revanche, il est nécessaire de souligner les limites de ces dispositifs. Nous avons vu dans le chapitre 5.6 que les proches ne sont pas toujours les meilleurs partenaires commerciaux, alors que dans une logique de mise à profit collective des entreprises individuelles, la famille devrait s'imposer comme le cadre idéal au sein duquel choisir ses alliés commerciaux. Toutefois dans la pratique, l'engagement de proches nuit souvent aux affaires, générant bon nombre d'incompréhensions, jalousies et conflits. De nouvelles alliances stratégiques sont alors nouées en dehors du groupe familial, tandis que des processus d'éloignement et d'évitement des proches sont souvent mis en œuvre par les migrants, notamment lorsque la famille est perçue moins comme un support que comme une source de contraintes, de pressions et de requêtes (cf. aussi chapitre 7). Nous sommes alors confrontés à des logiques d'« individualisation » du type observé par Marie et al. (1997). Dans le sixième chapitre, on revient sur le rôle des réseaux lorsqu'on observe que la relation de confiance avec les employeurs constitue un capital social qui est mis en circulation entre les ouvriers agricoles maliens. Par ailleurs, on montre aussi plusieurs exemples de liens d'entraide qui s'avèrent moins solides et fiables comparés aux attentes des acteurs.

En définitive, le terrain dévoile un tournant des réseaux migratoires : confrontés à la crise et à l'amointrissement des ressources disponibles, les mécanismes d'appui mutuel et de cohésion sociale qui se sont démontrés historiquement très pertinents pour l'installation des Maliens en France à partir des années 1960, semblent traverser aujourd'hui une phase de déclin, qui se traduit en un processus d'atomisation des migrants et de fragmentation des trajectoires.

### **Saisir la mobilité du point de vue des acteurs**

Les trajectoires de mobilité que j'ai suivies posent la question de l'interprétation de cette réalité. Un des principaux résultats de ma recherche découle de la mise en perspective du sens attribué par mes informateurs à leurs mouvements : ces déplacements sont investis de connotations qui évoluent dans le temps et font appel à un imaginaire qui se trouve aujourd'hui confronté à un phénomène de métamorphose et de profonde reconfiguration.

D'une part, les pratiques de mobilité marchande demeurent attachées à une image largement valorisée, à savoir la figure du commerçant transnational expérimenté et capable de multiplier ses capitaux et ses relations. D'autre part, cette référence prestigieuse, ancrée dans la mémoire historique des Maliens, est aujourd'hui associée à d'autres figures de la circulation très négativement connotées : le fouilleur des poubelles, l'immigré au chômage, le saisonnier, le travailleur précaire. L'ambivalence de cette double connotation traduit un certain déclasserment statutaire des circulants et, en général, un phénomène de glissement vers le bas de la considération collective des pratiques circulatoires (cf. ch 8.4). Autrement dit, les Maliens engagés dans des activités de circulation transnationale incarnent de moins en moins ces figures emblématiques d'une classe moyenne en quête de promotion sociale, qui a souvent utilisé la mobilité pour dépasser la condition de migrant salarié, mais évoquent aussi bien des images de pauvreté, de marginalité. Pour ces personnes touchées par la crise en Europe et par l'épuisement des opportunités de réalisation personnelle, la circulation est, avant tout, une manière de se confronter à une conjoncture critique et ne représente une voie d'affirmation individuelle que dans une moindre mesure.

Comme je l'ai souligné dans le dernier chapitre, la mobilité est également une manière discrète et graduelle d'approcher le retour. En effet, alors que la réinstallation « définitive » au Mali peut représenter pour les migrants un choix hautement controversé et même risqué d'un point de vue des équilibres économiques et sociaux dans le milieu d'origine, un retour basé sur des va-et-vient fréquents peut indiquer une solution ayant valeur de compromis envers les proches. Or, souvent, le retour suscite maintes attentes, dues à une certaine participation collective (qui masque souvent un investissement important sur le plan tant symbolique que

matériel) des familles ou des communautés d'origine dans le parcours d'émigration de leurs membres.

Aujourd'hui en définitive, le retour devient un passage plus critique, alors que paradoxalement, la nécessité de regagner le contexte d'origine se fait de plus en plus pressante au fur et à mesure de la dégradation du cadre de vie des migrants en Europe. Dès lors, on peut constater que de nombreux informateurs envisagent différents projets entrepreneuriaux ou associatifs les amenant à « *rester tout en retournant* », selon l'expression significativement utilisée par un de mes informateurs. Il ne s'agit plus de préparer un retour définitif suffisamment solide pour faire face aux pressions du milieu d'origine, mais plutôt de considérer l'option d'une approximation progressive dont l'évolution fera nécessairement l'objet de plusieurs négociations et révisions dans le temps.

Pour conclure, la contribution de cette recherche au débat sur les mobilités transnationales dans les scénarios migratoires de ces dernières années consiste, entre autres, à rappeler le statut ambivalent de ces pratiques et leur évolution récente sous l'impulsion d'une crise économique, qui a marqué et reconfiguré le parcours d'une génération entière de migrants. Au sein d'une Europe confrontée à un nouveau cycle d'arrivées de migrants et de réfugiés, alors que les titres des journaux et les discours politiques jouent encore une fois la carte de l'émergence ou de l'état d'exception, il semble pertinent d'évoquer d'autres mobilités (ordinaires, multipolaires, pendulaires) moins médiatisées, mais pas moins importantes. Ces mobilités font partie la vie quotidienne d'un grand nombre d'acteurs en brisant les catégories obsolètes sur lesquelles se fonde encore largement la gouvernance des phénomènes migratoires en Europe.

## Références bibliographiques

- Adams A., 1977, *Le long voyage des gens du fleuve*, Paris, Maspero.
- Adelkhah F., Bayart J.F. (eds.), 2007, *Voyages du développement: émigration, commerce, exil*, Paris, Karthala.
- Adey P., 2006, « If mobility is everything then it is nothing: Towards a relational politics of (im)mobilities », *Mobilities*, 1, pp. 75–94.
- Agnew J., 2014, « Le piège territorial. Les présupposés géographiques de la théorie des relations internationales », *Raisons Politiques*, 54, pp. 23-51.
- Agier M., 1997. « Ni trop près ni trop loin. De l'implication ethnographique à l'engagement intellectuel », *Gradhiva*, 21, pp. 69-7.
- 2008, *Gérer les indésirables. Des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*, Paris, Flammarion.
- 2011, *Le couloir des exilés. Être étranger dans un monde commun*, Bellecombe-en-Bauge, Éditions du Croquant.
- 2013a, *Campement urbain. Du refuge naît le ghetto*, Paris, Éditions Payot.
- 2013b, « Le campement urbain comme hétérotopie et comme refuge. Vers un paysage mondial des espaces précaires », *Brésil(s)*, 3/2013, pp. 11-28.
- Aguilera M.B., Massey D.S., 2003, « Social Capital and the Wages of Mexican Migrants: New Hypotheses and Tests », *Social Forces*, 82/2, pp. 671-701.
- Alesina A., La Ferrara E., 2002, « Who trusts others? », *Journal of Public Economics*, 85, pp. 207–234.
- Ammassari S., 2004, « From nation-building to entrepreneurship: the impact of élite return migrants in Côte d'ivoire and Ghana », *Population, Space and Place*, 10, pp. 133-154.
- Amit-Talai V., 1997, « In Precarious Motion: From Territorial to Transnational Cultures », *Canadian Review of Sociology & Anthropology*, 34/ 3, pp. 319-332.
- Amselle J. L. (ed.), 1976, *Les Migrations Africaines. Dossiers Africains*. Paris.
- 2001, *Branchements. Anthropologie de l'universalité des cultures*, Paris, Flammarion.
- Anarfi J. K, Jagare S., 2008, « Towards the sustainable return of west african transnational migrants: what are the options? » in Moser C., Dani A. A. (eds.), *Assets, Livelihoods, and Social Policy*, Washington, The World Bank.
- Appadurai A., 1996 *Modernity at Large. Cultural Dimensions of Globalization*, Minneapolis, University of Minnesota Press.

- Arab C., 2008, « La circulation migratoire. Une notion pour penser les migrations internationales », *E-migrinter*, 1/2008, pp. 20-25.
- Bagnasco A., Piselli F., Pizzorno A., Triglia C., 2001, *Il capitale sociale. Istruzioni per l'uso*, Bologna, il Mulino.
- Baldassar L., 2001, *Visits home: migration experiences between Italy and Australia*, Melbourne, Melbourne University Press.
- Baldassar L., Merla L. (eds.), 2014, *Transnational Families, Migration and the Circulation of Care: Understanding mobility and absence in family life*, New York, Routledge.
- Bangasser P., 2000, *The ILO and the informal sector: an institutional history*, Geneva, Publications of the International Labour Office.
- Barou J., 2001, « La famille à distance. Nouvelles stratégies familiales chez les immigrés d'Afrique sahélienne », *Hommes et migrations*, 1232, pp. 16-25.  
— 2011 (ed.), *De l'Afrique à la France, d'une génération à l'autre*, Paris, Armand Colin.
- Basch L., Glick Schiller N., Szanton-Blanc C., 1994, *Nations Unbound. Transnational Projects, Postcolonial Predicaments, and Deterritorialized Nation-states*, New York, Gordon and Breach.
- Bakewell O., 2008, « Keeping them in their place: the ambivalent relationship between development and migration in Africa », *Third World Quarterly*, 29/7, pp. 1341-1358.
- Battegay A., 2003, « Les recompositions d'une centralité commerçante immigrée : la Place du Pont à Lyon », *Revue européenne des migrations internationales*, 19/2, pp. 9-22.
- Battegay A., Joseph I.*, 1987, *Commerce et entrepreneurs ethniques*, Lyon, Ariese.
- Banégas R., Warnier J-P., (ed.), 2001, « Figures de la réussite et imaginaires politiques ». *Politique Africaine*, 82, pp. 5-23.
- Bauman Z., 2007, *Le présent liquide*, Seuil.
- Bava S., 2003, « De la baraka aux affaires : ethos économique-religieux et transnationalité chez les migrants sénégalais mourides », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 19/2, pp. 69-84.  
— 2005, « Variations autour de trois sites mourides dans la migration », *Autrepart*, 36, pp. 105-122.
- Beck U., 2007, « La condition cosmopolite et le piège du nationalisme méthodologique », in Wieviorka M. (ed.) *Les Sciences sociales en mutation*, Editions Sciences Humaines, Paris, Éditions Sciences humaines, pp. 223-236
- Belbahri A., 1989, « Réseaux sociaux et stratégies d'implantation commerciales des Marocains autour de la place du Pont à Lyon », *Revue de géographie de Lyon*, 64/2, pp. 74-78.

- Beltrán J., Sáiz A., 2007, « Nouvelles circulations, activités économiques et présence asiatique dans les villes espagnoles » in Berry-Chikhaoui I., Deboulet A. et Roulleau-Berger L. (eds.), *Villes internationales Entre tensions et réactions des habitants*, Paris, La Découverte, pp. 263-278.
- Bennafla K., 1999, « La fin des territoires nationaux ? État et commerce frontalier en Afrique centrale », *Politique africaine*, 73, pp. 25-49.
- Bennafla K., Peraldi M., 2008, « Introduction. Frontières et logiques de passage : l'ordinaire des transgressions », *Cultures & Conflits*, 72, pp. 7-12.
- Berlan J.P., 1986, "Agriculture et migrations", in *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 2/3, pp. 9-31.
- 2002, « La longue histoire du modèle californien », in AA.VV., *Le Goût amer de nos fruits et légumes*, Limans, Forum civique européen, 2002, pp. 15-22
- Bernardot, M., 2006, « Les foyers de travailleurs migrants à Paris : voyage dans la chambre noire », *Hommes et Migrations*, 1264, pp. 57-67.
- Berry-Chikhaoui I., Deboulet A. et Roulleau-Berger L. (eds.), 2007, *Villes internationales Entre tensions et réactions des habitants*, Paris, La Découverte.
- Bertoncello B., Bredeloup S., 1999, Le Marseille des marins africains, *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 15/3, pp. 177-197
- 2000, Commerce africain, réseaux transnationaux et société locale, *Hommes et Migrations*, 1224, pp.5-21.
- 2004, *Colporteurs africains à Marseille : un siècle d'aventures*, Paris, Autrement.
- Bhabha H. K., 1990, « DissemiNation: Time, Narrative and the Margins of the Modern Nation », in Bhabha H. K. (ed.), *Nation and Narration*, New York, Routledge, pp. 291-322.
- 1994 *The Location of Culture*, London-New York, Routledge
- Black R., King R., 2004, « Transnational migration, return and development in West Africa », *Population, Space and Place*, 10/2, pp. 75-83.
- Blum A., 2007, « De l'ambition de totalité à la recherche en dispersion (les sciences sociales confrontées au bouleversement des approches et à l'abandon des concepts - exemple de l'histoire russe et soviétique) » in Wieviorka M. (ed.), *Les sciences sociales en mutation*, Paris, Éditions Sciences Humaines, pp.
- Boesen E., Marfaing L. (eds.), 2007, *Les nouveaux urbains dans l'espace Sahara-Sahel. Un cosmopolitisme par le bas*, Paris, Karthala.
- Bonacich E., Modell J., 1980, *The Economic Basis of Ethnic Solidarity, Small Business in the Japanese American Community*, Berkeley, L.A., University of California Press.

- Bordreuil S., 2002, « Intégration, lien ethnique, lien marchand », in Peraldi M. (Ed.), *La fin des Norias ? Réseaux migrants dans les économies marchandes en Méditerranée*, Paris, Maisonneuve & Larose, pp. 453-458.
- Bouillon F., Fresia M., Tallio V., (eds.), 2006, *Terrains sensibles. Expériences actuelles de l'anthropologie*. Paris, CEA/EHESS, Dossiers africains.
- Bouillon F., 2006, « Pourquoi accepte-t-on d'être enquêté? Le contre don au cœur de la relation ethnographique », in Bouillon F., Frésia M., Tallio V., (éd.), 2006, *Terrains sensibles. Expériences actuelles de l'anthropologie*. Paris, CEA/EHESS, Dossiers africains, pp. 75-95.
- Bourdieu P., 1980, « Le capital social », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 31, pp. 2-3.  
— 1986, « L'illusion biographique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 62/63, pp. 69-72.
- Bredeloup S., 2007, *La diams'pora du fleuve Sénégal. Sociologie des migrations africaines*. Toulouse, Presses universitaires du Mirail.  
— 2008, « L'aventurier, une figure de la migration africaine », *Cahiers internationaux de sociologie*, 125/2, pp. 281-306.
- Bredeloup S., Lombard J., 2008, « Mort de la fripe en Afrique ou fin d'un cycle? », *Revue Tiers Monde*, 194/2, pp. 391-412.
- Brettell B. C., 2006, « Introduction: global spaces/local places: transnationalism, diaspora and the meaning of Home », *Identities*, 13/3, pp. 327-334.
- Broqua C., 2009, « L'ethnographie comme engagement: enquêter en terrain militant », *Genèses*, 75, pp. 109-124.
- Brovia C., « Sous la férule des caporali », *Etudes rurales*, 182, pp. 153-168.
- Bruneau M., 2004, *Diasporas et Espaces transnationaux*, Paris, Economica (Anthropos Ville).
- Burawoy M., 2003. « L'étude de cas élargie. Une approche réflexive, historique et comparée de l'enquête de terrain », in Daniel Cefaï (ed.), *L'enquête de terrain*, Paris, La Découverte, pp. 425-464.
- Buscatto M., 2010, *La fabrique de l'ethnologue. Dans les rouages du travail organisé*. Toulouse, Octarès Editions
- Caglar A., 1997, « Hyphenated identities and the limits of "culture": some methodological queries », in Modood T., Werbner P. (eds.), *Politics of Multiculturalism in the New Europe: Racism, Identity, Community*. London, Zed.
- Carling J., 2002, « Migration in the age of involuntary immobility: theoretical reflections and Cape Verdean experiences », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 28/1, pp. 5-42.



- 2004, "Emigration, Return and Development in Cape Verde: The Impact of Closing Borders", *Population, Space and Place*, 10, pp. 113–132.
- Carling J., Mortensen E.B., Wu J., 2011, *A systematic bibliography on return migration*, Oslo, PRIO Paper.
- Carter D. M., 1997, *States of Grace. Senegalese in Italy and the New European Immigration*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- Cassarino J-P., Guarnieri A., 2007, "Quando la decisione individuale di tornare nel proprio paese fa la differenza", *NeoDemos: Popolazione, società e politiche*, on line : <http://www.neodemos.info/quando-la-decisione-individuale-di-tornare-nel-proprio-paese-fa-la-differenza/>
- Castagnone E., 2011, « Transit migration : a piece of the complex mobility puzzle. The case of Senegalese migration », *Cahiers de l'Urmis*, 13, en ligne <http://urmis.revues.org/927>.
- Castles, S., 2006, « Back to the future ? Can Europe meet its labour needs through temporary migration ? », International Migration Institute (IMI), Working Paper n°1/2006.
- Castles S., Ozkul D., 2014, « Circular Migration: Triple Win, or a New Label for Temporary Migration? », in Battistella G. (ed.), *Global and Asian Perspectives on International Migration*, Global Migration Issues, Vol. 4, New York, Springer Ed., pp. 27-49.
- Castles, S., Kosack G., 1973 *Immigrant workers ans Class Structure in West Europe*, London, Oxford University Press.
- Catanzaro R., Nelken D., Belotti V., 1996, « Un posto per vendere. I commercianti ambulanti irregolari sulla riviera emiliano-romagnola », *Sociologia del lavoro*, 64, pp. 85-119.
- Cefaï D. (éd.), 2010. *L'engagement ethnographique*. Paris, Editions de l'EHESS.
- Cesari J., (éd.), 2002, *La Méditerranée des réseaux. Marchands, entrepreneurs et migrants entre l'Europe et le Maghreb*, Paris, Maisonneuve et Larose.
- Charmes J., Adair P., 2014, « L'inconstant caméléon, ou comment appréhender l'informel? » *Mondes en Développement*, 166, pp. 17-30.
- Chambers I., 1994, *Migrancy, Culture, Identity*, London, Routledge.
- Chavel S., 2014, « De la migration à la mobilité : comment aller au-delà du nationalisme méthodologique ? » *Raisons politiques*, 254, pp. 53-66.
- Cheikh M., Péraldi M. (éd.), 2009, *Des femmes sur les routes, Voyages au féminin entre Afrique et Méditerranée*, Casablanca, Paris, Khartala.
- Choplin A., Lombard J., 2010, « Suivre la route. Mobilités et échanges entre Mali, Mauritanie et Sénégal », *EchoGéo*, 14/2010, en ligne : <http://echogeo.revues.org/12127>

- Clifford J., 1992, « Travelling Cultures », in Grossberg L., Nelson C., Treichler P. (eds.), *Cultural Studies*, New York, Routledge.
- 1994, « Diasporas », *Cultural Anthropology*, 9/3, pp. 302-338.
- Clot Y., 1989, « L'autre illusion biographique », *Enquête*, 5/1989, en ligne URL : <http://enquete.revues.org/99>
- Coenen-Huter J., 2001, *A l'écoute des humbles. Entretiens en milieu populaire*, Paris, L'Harmattan.
- Coleman J. 1988, « Social capital in the creation of human capital », *American Journal of Sociology*, 94, pp. 95-121.
- Colombo A., 1998, *Etnografia di un economia clandestina, Immigrati algerini a Milano*, Milan, Il Mulino.
- de Coninck F., Godard F., 1990, « L'approche biographique à l'épreuve de l'interprétation. Les formes temporelles de la causalité », *Revue française de sociologie*, 31/1, pp. 23-53.
- Corrado A., 2011, « Clandestini in the orange towns: migrations and Racisms in Calabria's agriculture », *Race/Ethnicity*, 4/2, pp. 191-201
- Costes L., 1994, *L'étranger sous terre. Commerçants et vendeurs à la sauvette du métro parisien*, Paris, L'Harmattan.
- Cortès G., Faret L. (eds.), 2009, *Les circulations transnationales : Lire les turbulences migratoires contemporaines*, Paris, Armand Colin Ed., Sciences humaines & sociales.
- Cresswell, T., 2006. *On the Move: Mobility in the Modern Western World*, New York, Routledge.
- Curci S, 2008, *Nero, invisibile, normale: lavoro migrante e caporalato in Capitanata*, Foggia, Edizioni del Rosone.
- Daum C., 1993, « Quand les immigrés construisent leur pays », *Hommes et Migrations*, 1165, pp. 13-17.
- 1998, *Les associations des Maliens en France : migrations développement et citoyenneté*, Paris, Karthala.
- David P., 1980, *Les navétanes: histoire des migrants saisonniers de l'arachide en Sénégal des origines à nos jours*, Paris, Nouvelles Editions Africaines.
- De Bruijn M., Van Dijk R. A., Foeken D. (ed.), 2001, *Mobile Africa: Changing Patterns of Movement in Africa and Beyond*, Leiden, Brill Academic Pub.
- De Bruijn, M., Nyamnjoh F. B., Brinkman I., (eds.). 2009, *Mobile Phones: The New Talking Drums of Everyday Africa*, Leiden, Langaa and African Studies Centre.

- De Haas H., 2007a, « Morocco's Migration Experience: A Transitional Perspective », *International Migration*, 45/4, pp. 39-70.
- 2007b, « The Myth of Invasion : Irregular migration from West Africa to the Maghreb and the European Union », IMI Research Report, oct/2007.
- De Haas H., Fokkema T., 2010, « Intra-Household Conflicts in Migration Decisionmaking: Return and Pendulum Migration in Morocco », *Population and Development Review*, 36/3, pp. 541-561.
- 2011, « The effects of integration and transnational ties on international return migration intentions », *Demographic Research*, 25, pp. 755-782.
- De Sardan J-P. O., 1998, « Émique », *L'Homme*, 38/147, pp. 151-166.
- De Tapia S., 1996, « Echanges, transports et communications : circulation et champs migratoires turcs », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 12/2, pp. 45-71.
- Degli Uberti S., 2010, « Da Modou modou a Européen: rappresentazioni e auto-rappresentazioni. Il caso delle 'migrazioni clandestine in piroga' dal Senegal », *Mondi Migranti*, 3, pp. 99-116.
- Delivet P., 2014, « La libre circulation des personnes au sein de l'Union européenne: principe, enjeux et défis », *Fondation Robert Schuman Policy Paper*, Question d'Europe, 312, en ligne : <http://www.robert-schuman.eu/fr/doc/questions-d-europe/qe-312-fr.pdf>
- Desrumaux G., 2001, « Des foyers de travailleurs migrants aux résidences sociales : quelles mutations ? », *Écarts d'identité*, 94, pp. 4-12.
- Dewitte P., 1999, « Des tirailleurs aux sans-papiers : la République oubliée », *Hommes et migrations*, 1221, pp. 6-11.
- Douglas M., 1966, *Purity and danger: an analysis of the concepts of pollution and taboo*, New York, Routledge and Keegan Paul. Edition française, 1981, *De la souillure : essais sur les notions de pollution et de taboo*, Paris, F. Maspero.
- Dougnon I., 2013, « Migration as coping with Risk and State Barriers: Malian Migrants' Conception of Being far from Home », in Kane A., Leedy T.H. (eds.), *African Migrations: Patterns and Perspectives*, Bloomington, Indiana University Press, pp. 35-58.
- Dumitru S., 2014, « Qu'est-ce que le nationalisme méthodologique ? Essai de typologie », *Raisons politiques* 2014/2 (N° 54), pp. 9-22.
- Ebin V., 1992, « À la recherche de nouveaux poissons. Stratégies commerciales mourides par temps de crise », *Politique africaine*, n° 45.
- 1993 « Les commerçants mourides à Marseille et à New York : regards sur les stratégies d'implantation », in Grégoire E., Labazée P., *Grands commerçants d'Afrique de l'Ouest. Logiques et pratiques d'un groupe d'hommes d'affaires contemporains*, Paris, Karthala, pp. 101-123.

- Eisenstadt S. N., Roniger L., 1984, *Patrons, Clients and Friends: Interpersonal Relations and the Structure of Trust in Society*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Elias N., Scotson J. L., 1994 [1965], *The Established and the Outsiders*, London, Sage Publications. Édition française : 1997, *Logiques de l'exclusion. Enquête sociologique au coeur des problèmes d'une communauté*, Paris, Fayard.
- Espinosa K., Massey D. S., 1997, « Undocumented migration and the quantity and quality of the social capital » *Sozial Welt. Sonderband, Baden-Baden, Nomos*, 12/1997, pp.141-162.
- Fall M., 1986, *Les Africains noirs en France. Des tirailleurs sénégalais aux Blacks*, Paris, L'Harmattan.
- Faist T., Kivisto P., 2010, *Beyond a Border: The Causes and Consequences of Contemporary Immigration*, Thousand Oaks (CA), SAGE/Pine Forge Press.
- Fassin D., Morice A., Quiminal C., 1997, *Les lois de l'inhospitalité. Les politiques de l'immigration à l'épreuve des sans-papiers*, Paris, Éditions la Découverte et Syros.
- Foucault M., 1993 [1975], *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard.
- Fouquet T., 2007 « Imaginaires migratoires et expériences multiples de l'altérité: une dialectique actuelle du proche e du lointain », *Autrepart*, 41, pp. 83-97.
- Friedman J., 2000, « Globalization, class and culture in global systems », *Journal of World-Systems Research*, 6/3, pp. 636-656.
- 2002, « From roots to routes: Tropes for trippers », *Anthropological Theory*, 2/1, pp. 21–36.
- Gambetta D. (ed.), 1988, *Trust: Making and Breaking Cooperative Relations*, Oxford, Basil Blackwell
- Gardner K., 1993, « Desh-Bidesh: Sylheti images of home and away », *Man, new series*, 28/1, pp. 1-15.
- 2002, *Narrative, Age and Migration: Life History and the Life Course amongst Bengali Elders in London*, London, Berg.
- Garneau S., 2010, « Theoretical and Methodological Contributions of a Multi-Situated Approach and the Analysis of Migration Routes: The Example of Migration between Morocco and Canada », *Frontera Norte*, 22/43, pp. 35-54.
- Guarnizo L.E., Portes A., Haller W., 2003, « Assimilation and Transnationalism: Determinants of Transnational Political Action among Contemporary Migrants » *American Journal of Sociology*, 108/6, pp. 1211-1248.
- Geertz C, 1973, *The Interpretation of Cultures: Selected Essays*. New York. Basic Books. 915010600 referencia: 061000938148

- Gérard E., 1997, « La lettre et l'individu. Marginalisation et recherche d'intégration des "Jeunes Diplômés" bamakoïses au chômage », in Maire A. (ed.), *L'Afrique des individus. Itinéraires citadins dans l'Afrique contemporaine (Abidjan, Bamako, Dakar, Niamey)*, Paris, Karthala, pp.249-328.
- Gertel J., Sippel S. R. (ed.), 2014, *Seasonal Workers in Mediterranean Agriculture: The Social Costs of Eating Fresh*, New York, Routledge.
- Gilroy P., 1993, *The Black Atlantic: Modernity and Double Consciousness*, London, Verso.
- Gmelch G., 1992 *Double passage: the lives of Caribbean migrants abroad and back home*, Ann Arbor University, Michigan Press.
- Glick Schiller, N., 1999, « Transmigrants and Nation-State: something old and something new in the U.S. Immigration experience », In C. Hirshman, P. Kasinitz, and J. De Wind (eds.), *The Handbook of International Migration: the American Experience*. New York, Russell Sage Foundation, pp. 94-119.
- Glick Schiller N., Basch L., Szanton Blanc C, 1992, « Transnationalism: a new analytic framework for understanding migration », in N. Glick Schiller, L. Basch & C. Szanton Blanc (eds), *Toward a Transnational Perspective on Migration*, New York, New York Academy of Sciences, pp. 1-24.
- Glick Schiller, N., N. A. Caglar, T. Guldenbrandsen, 2006, « Beyond the ethnic lens: locality, globality and born-again incorporation », *American Ethnologist*, 33/4, pp. 612–633.
- Glick Schiller N., Salazar N. B., 2013, « Regimes of Mobility Across the Globe », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 39/2, pp. 183-200.
- Granovetter M., 1971, « The strength of weak ties », *American Journal of Sociology*, 78/6, pp. 1360–1380.
- Grégoire E., Labazée P., 1993, *Grands commerçants d'Afrique de l'Ouest. Logiques et pratiques d'un groupe d'hommes d'affaires contemporains*, Paris, Karthala.
- Grégoire E., 1993, « La trilogie des réseaux marchands haoussas : un clientélisme social, religieux et étatique », in Grégoire E., Labazée P., *Grands commerçants d'Afrique de l'Ouest. Logiques et pratiques d'un groupe d'hommes d'affaires contemporains*, Paris, Karthala, pp. 71-100
- Grillo R., 1998, « Transnational (see also Postnational) ? », *papier délivré au Social Anthropology Faculty Seminar*, University of Sussex.
- Grillo R., Riccio B., 2004, « Translocal Development: Italy–Senegal », *Population, Space and Place*, 10, pp. 99- 111.
- Grillo R., Riccio B., Salih R., 2000, *Here or There ? Contrasting Experiences of Transnationalism : Moroccans and Senegalese in Italy*, Falmer, CDE Working Paper.

- Guarnizo L. E., 1997, « The Emergence of a Transnational Social Formation and The Mirage of Return Migration Among Dominican Transmigrants », *Identities*, 4/2, pp. 281-322.
- Gupta K., Ferguson J., 1992, « Beyond culture: Space, Identity, and the Politics of Difference », *Cultural Anthropology*, 7/1, pp. 6-23.
- Hage G., 2005, « A not so multi-sited ethnography of a not so imagined community », *Anthropological Theory*, 5/4, pp. 463-475.
- Hahn H. P., Klute G. (eds.), 2007, *Cultures of Migration. African Perspectives*, Münster, Lit Verlag.
- Hall S., 1990, « Cultural Identity and Diaspora », in Rutherford, J., (ed.), *Identity: community, culture, difference*, London, Lawrence & Wishart, pp. 222-237
- Hannam K., Sheller M., Urry J., 2006, Editorial: « Mobilities, Immobilities and Moorings », *Mobilities*, 1/1, pp. 1-22.
- Hart K., 1995, *L'entreprise africaine et l'économie informelle. Réflexions autobiographiques*, in Ellis S., Fauré Y. A. (eds.), *Entreprise et entrepreneurs africains*, Paris, Karthala, pp. 115-124 .
- Havard-Duclos B., 2007, « Les coûts subjectifs de l'enquête ethnographique. Enquêter comme militante dans l'association Droit Au Logement (DAL) à la fin des années 1990 », *Sociologies*, en ligne, URL : <http://sociologies.revues.org/182>.
- Hazard B., 2004, « Entre le pays et l'outre-pays ». *Journal des africanistes*, 74/1-2 , pp. 249-274.
- Heinich N., 2010, « Pour en finir avec l'«illusion biographique» », *L'Homme*, 195-196, pp. 421-430.
- Hellio E., 2009, « Importer des femmes pour exporter des fraises », *Études rurales*, 182, pp. 185-199.
- Herm A., Poulain M., « Economic Crisis and International Migration. What the EU Data Reveal? », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 28/4, pp. 145-169
- Hess S., 2010, « De-naturalising transit migration. Theory and methods of an ethnographic regime analysis », *Population, Space and Place*, 18, pp. 428-440.
- Hibou B, 1997, Le « capital social » de l'Etat falsificateur où les ruses de l'intelligence économique. In J.F. Bayart, S.D.K. Ellis, and B. Hibou, *La criminalisation de l'État en Afrique*, Bruxelles, Éditions complexes, pp. 105-158.
- Hily M., Ma Mung E., 2003, « Catégories et lieux des circulations migratoires ». *Cahiers de Recherches de la Mire*, 16, pp 33-39.

- Jeffery L., Murison J., 2011, « The temporal, social, spatial, and legal dimensions of return and onward migration », *Population, Space and Place*, 17/2, pp. 131-139.
- Kane A., Leedy T.H., 2013, *African Migrations: Patterns and Perspectives*, Bloomington, Indiana University Press.
- Kane O., 2012, *The Homeland is the Arena. Religion, Transnationalism and the Integration of Senegalese Immigrants in America*, New York, Oxford University Press.
- Kearney M., 1991, « Borders and Boundaries of State and Self at the End of Empire », *Journal of Historical Sociology*, 4/1, pp. 52-74.
- 1996 *Reconceptualizing the Peasantry. Anthropology in Global Perspective*, Boulder, Westview Press.
- King R., Ribas-Mateos N., 2002, « Towards a diversity of migratory types and contexts in southern Europe », *Studi Emigrazione*, 145, pp. 5-23.
- King, R., Skeldon, R., 2010, « Mind the gap! Integrating approaches to internal and international migration », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 36/10, pp. 1619-1646.
- Kivisto P., 2001, « Theorizing Transnational Immigration: A Critical Review of Current Efforts », *Ethnic and Racial Studies*, 24/4, pp. 549-577.
- Lambert A., 1993, « Les commerçantes maliennes du chemin de fer Dakar-Bamako », in Grégoire E., Labazée P. (eds.), *Grands commerçants d'Afrique de l'Ouest : logiques et pratiques d'un groupe d'hommes d'affaires contemporains*, Paris, Karthala, pp. 37-70.
- Latouche S., 2003, « Pour une société de décroissance », *Le Monde diplomatique*, novembre/2003.  
en ligne <http://www.monde-diplomatique.fr/2003/11/LATOUCHE/10651>
- Lautier B., de Miras C., Morice A., 1991, *L'Etat et l'informel*, Paris, L'Harmattan.
- Lesourd C., 2009, Routes commerçantes. Itinéraires de femmes. De quelques businesswomen mauritaniennes d'hier et aujourd'hui. In Cheikh M., Péraldi M. (eds.), *Des femmes sur les routes. Voyages au féminin entre Afrique et Méditerranée*. Paris, Éd. Au fait.
- 2015, « Faire fortune au Sahara (Mauritanie, 1940-1970), *Clio* », 41(1), pp. 265-284
- Levitt P., Glick Schiller N., 2004, « Conceptualizing Simultaneity: A Transnational Social Field Perspective on Society », *International Migration Review*, 38/3, pp. 1002-1039.
- Ley D., Kobayashi A., 2005, « Back to Hong Kong: Return migration or transnational sojourn? », *Global Networks*, 5/2, pp. 111-127.
- Lipiansky E. M., 1990, « Identité subjective et interaction ». In Camilleri C., Kastersztein J., Lipiansky E. M., Malewska-Peyre H., Taboada-Leonetti I., Vasquez A. (éds) *Stratégies identitaires*, Paris, Presses Universitaires de France, pp. 173-211.

- Ma Mung E., Doraï M. K., Hily M-A., Loyer F., 1998, « La circulation migratoire, bilan des travaux. Synthèse », *Migrations études, Revue de synthèse sur l'immigration et la présence étrangère en France*, 84, pp. 1-12.
- MacGaffey J., 1988, « Economic Disengagement and Class Formation in Zaire. » In Rothchild D., Chazan N. (eds.), *The Precarious Balance: State and Society in Africa*, Boulder, West view Press, pp. 171- 88.
- Maire A. (ed.), 1997, *L'Afrique des individus. Itinéraires citadins dans l'Afrique contemporaine (Abidjan, Bamako, Dakar, Niamey)*, Paris, Karthala.
- Maitilasso A., 2012a, « Migrants che tornano: traiettorie d'inclusione, percorsi di esclusione e soggettività emergenti », *Afriche e Orientali*, 1-2/2012, pp. 217-232.
- 2012b, « Il ritorno costruito: storie di reinserimento dei migranti in Mali tra vecchi modelli e nuove rappresentazioni », *Archivio Antropologico del Mediterraneo*, 14/2, pp. 55-64.
- 2014a, « Migrazioni e Ritorno », in Riccio B. (ed.), *Antropologia e Migrazioni*, Rome, CISU, pp. 233-244.
- 2014b, « Raconte-moi ta migration. L'entretien biographique entre construction ethnographique et autonomie d'un nouveau genre littéraire », *Cahiers d'études africaines*, 213-214, pp. 241-265.
- Malkki, 1995, « Refugees and exile: from 'refugee studies' to the national order of things », *Annual Review of Anthropology*, 24, pp. 495-523.
- Manchuelle F., 2004, *Les diasporas des travailleurs soninké (1848-1960): migrants Volontaires*. Paris, Karthala.
- Manry V. (2007), « Trabendo au féminin: les femmes algérienne dans le commerce à la valise », in Adelhah F., Bayart F., *Les voyages du développement. émigration, commerce, exile*, Paris, Karthala, pp.219-268.
- Marabello S., Lazzarino E., 2014, « Diaspora », in Riccio B., (ed.), *Antropologia e Migrazioni*, Roma, Cisu, pp. 81-90.
- Marchal R. (ed.), 2001, *Dubaï, cité globale*, Paris, CNRS Editions.
- Marcus G., 1995, « Ethnography In/Of the World System: the Emergence of Multi-Sited Ethnography », *Annual Review of Anthropology*, 24, pp. 95-117.
- Marfaing L., 2007. « Constructions spatiales et relationnelles dans un espace urbain : commerçantes sénégalaises à Casablanca », in Marfaing L., Boesen E., *Les nouveaux urbains dans l'espace Sahara- Sahel*. Paris, Karthala, pp. 159-186.
- 2008, "Migration saisonnière, va-et-vient, migration internationale ? L'exemple des Sénégalais à Nouakchott ", *REVUE Asylon(s)*, 3, en ligne: <http://www.reseau-terra.eu/article718.html>
- 2015, « Importations de marchandises chinoises et mobilité sous-régionale en Afrique de l'Ouest », *Cahiers d'études africaines*, 218, pp.359-380



- L. Marfaing, E. Boesen, 2007, *Les nouveaux urbains dans l'espace Sahara- Sahel*. Paris, Karthala.
- Marie C.-V., 1999, « Emploi des étrangers sans titre, travail illégal, régularisation des débats en trompe l'œil », in Dewitte P. (ed.), *Immigration et intégration*, Paris, La Découverte, 1997, p. 352-365.
- Markowitz, F., 2004, « The Home(s) of Homecomings », in Stefansson A.H., Markowitz F. (eds.), *Homecomings. Unsettling Paths of Return*, Lanham, Lexington, pp. 21-33.
- Martiniello M., 2013, *Penser l'ethnicité. Identité, culture et relations sociales*, Liège, Presses Universitaires de Liège.
- Massey D. S., Arango J., Hugo G., Kouaouci A., Taylor E.J., 1993, « Theories of International Migration: A Review and Appraisal », *Population and Development*, 19/3, pp. 431-466.
- Massey D. S., Alarcón R., Durand J., González H., 1987. *Return to Aztlan: The Social Process of International Migration from Western Mexico*, London, University of California Press.
- Mekki A., 1998, « Les banlieues d'Ithaque. Les vieux immigrés et le retour », *Ecarts d'identité*, 87, pp. 25-27.
- Michalon B., Morice A. (eds.), 2008, « Travailleurs saisonniers dans l'agriculture européenne. Introduction », *Études rurales*, n° 182, pp. 9-28.
- Milliot V., 2013, « Indignations et mobilisations autour des marchés de la pauvreté à Paris », *Les Annales de la recherche urbaine*, 108, pp. 116-127.
- Miranda A., 1997, *Pendolari di ieri e pendolari di oggi. Storia di un paese di migranti*, Torino, L'Harmattan-Italia.
- 2007, « Naples. Ethnicisation et circulations migratoires dans un contexte urbain méditerranéen » in Berry-Chikhaoui I., Deboulet A. et Roulleau-Berger L. (eds.), *Villes internationales Entre tensions et réactions des habitants*, Paris, La Découverte, pp. 279-298.
- Miranda A., Ouali N., Kergoat D., 2011, « Les mobilisations des migrantes : un processus d'émancipation invisible ? Introduction », *Cahiers du Genre*, 51, pp. 5-24.
- Missaoui L., 1995, « Généralisation du commerce transfrontalier : petit ici, notable là-bas », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 11/1, pp. 53-75.
- Morice A., 1997, « Les travailleurs étrangers aux avant-postes de la précarité », *Le Monde Diplomatique*, Janvier 1997, pp. 18-19.
- Morice A., Michalon B., 2008, « Les migrants dans l'agriculture : vers une crise de main-d'oeuvre ? », *Études rurales*, 182, pp. 9-28.

- Morice A., Potot S. (dir.), 2010, *De l'ouvrier immigré au travailleur sans papiers. Les étrangers dans la modernisation du salariat*, Paris, Karthala, pp. 201-224.
- Morokvasic M., 1992, « Une migration pendulaire : les polonais en Allemagne » *Hommes et Migrations*, 1155, pp. 31-37.
- 1999, « La mobilité transnationale comme ressource : le cas des migrants de l'Europe de l'Est », *Cultures et Conflits*, 42-43, pp. 105-122.
- 2004, « 'Settled in Mobility': Engendering Post-Wall Migration in Europe, » *Feminist Review*, 77, pp. 7-25.
- Morokvasic M., Erel U., Shinozaki K. (eds.), 2003, *Crossing Borders and Shifting Boundaries*, Wiesbaden, Springer Fachmedien.
- Morokvasic M., Rudolph H. (eds.), 1996, *Migrants, Les nouvelles mobilités en Europe*, Paris, L'Harmattan.
- Moulier-Boutang Y., 1998, *De l'esclavage au salariat: économie historique du salariat bridé*, Paris, PUF.
- Ndione B., Lombard J., 2004, « Diagnostic des projets de réinsertion économique des migrants de retour : étude de cas au Mali (Bamako, Kayes) », *Revue européenne des migrations internationales*, 20/1, pp. 169-195.
- Okolski M., « La nouvelle donne migratoire en Europe de l'Est » *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 8/1, pp. 7-38.
- Ong A. 1993, "On the Edge of Empires: Flexible Citizenship among Chinese in Diaspora", *Positions*, 1/3, pp. 745-778.
- 1999, *Flexible Citizenship. The Cultural Logics of Transnationality*, Durham, Duke University Press.
- Oso L., Ribas Mateos N., 2012, « De la sorpresa a la incertidumbre : abriendo etapas en el estudio de la temática sobre género y migración en el contexto español », in *Papers. Revista de Sociologia*, 97/3, pp. 511-520.
- Palidda S., 1999, « La criminalisation des migrants », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 129, pp. 39-49.
- 2002, « Milan Global : entre affairisme et politique sécuritaire » in Peraldi M. (ed.), *La fin des Norias ? Réseaux migrants dans les économies marchandes en Méditerranée*, Paris, Maisonneuve & Larose, pp. 91-124.
- Passeron J-C., 1990, « Biographies, flux, itinéraires, trajectoires », *Revue française de sociologie*, 31, pp. 3-22.
- Peraldi M., 1999, « Marseille : réseaux migrants transfrontaliers, place marchande et économie de bazar », *Cultures & Conflits*, 33-34, pp. 51-67
- 2001, (ed.) *Cabas et containers. Activités marchandes informelles et réseaux migrants transfrontaliers*, Paris, Maisonneuve & Larose.

- 2002 (ed.), *La fin des Norias ? Réseaux migrants dans les économies marchandes en Méditerranée*, Paris, Maisonneuve & Larose
  - 2007, « Aventuriers du nouveau capitalisme marchand. Essai d'anthropologie de l'éthique mercantile », in Adelkah F., Bayart F., *les voyages du développement. émigration, commerce, exil*, Paris, Karthala, pp. 73 -113.
  - 2011, « Introduction. D'une Afrique à l'autre », in Peraldi M. (ed.), *D'une Afrique à l'autre. Migrations subsahariennes au Maroc*, Paris, CJB-CISS, Karthala.
- Peraldi M., Rahmi A., 2007, « Des pateras au transnationalisme; formes sociales et image politique des mouvements migratoires dans le Maroc contemporain », *Hommes et Migrations*, 1266, pp. 66-80.
- Pérouse J-F., 2002, « Laleli, giga-bazar d'Istanbul. Appréhender les caractéristiques et les mutations d'une placecommerciale internationale », in Peraldi M. (ed.), *La fin des Norias ? Réseaux migrants dans les économies marchandes en Méditerranée*, Paris, Maisonneuve et Larose, pp. 307-333.
- Petit A., 2002, « L'ultime retour des gens du fleuve Sénégal », *Hommes et Migrations*, 1236, pp. 44-52.
- Petit V. (ed.), 2007, *Migrations internationales de retour et pays d'origine*, Paris, Éditions CEPED.
- Pike K. L., 1954, *Language in Relation to a Unified Theory of Human Behaviour*, The Hague, Mouton.
- Pliez O., 2003, *Villes du Sahara. Urbanisation et urbanité dans le Fezzan libyen*, Paris, CNRS éditions.
- Poiret C., 1996, *Familles africaines en France*, Paris, L'Harmattan.
- Portes A., 1999, « La mondialisation par le bas, l'émergence des communautés transnationales », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 129/1, pp.15-25.
- 2000, « The Two Meanings of Social Capital », *Sociological Forum*, 15/1, pp. 1-12.
- Portes A., Guarnizo L. E., Landolt P., 1999, « The Study of Transnationalism: pitfalls and promise of an emergent research field », *Ethnic and Racial Studies*, 22/2, pp. 217-237.
- Portes A., Haller W., Guarnizo L. E., 2002, « Les entrepreneurs transnationaux : une forme alternative d'adaptation économique des immigrants », in Peraldi M. (ed.), *La fin des Norias ? Réseaux migrants dans les économies marchandes en Méditerranée*, Paris, Maisonneuve et Larose, pp. 51-89.
- Portes A., Dewind J., 2007, *Rethinking Migration: New Theoretical and Empirical Perspectives*, Oxford, Berghahn Books.

- Potot S., 2003, *Circulation et réseaux de migrants roumains : une contribution à l'étude des nouvelles mobilités en Europe*, Thèse de Doctorat, Université de Nice-Sophia Antipolis, UFR Lettres, Arts et Sciences Humaines.
- 2007, *Vivre à l'est, travailler à l'ouest, les routes roumaines de l'Europe*, Paris, L'Harmattan.
- 2010 « La précarité sous toutes ses formes: concurrence entre travailleurs étrangers dans l'agriculture française », in Morice A., Potot S. (eds.), *De l'ouvrier immigré au travailleur sans papiers. Les étrangers dans la modernisation du salariat*, Paris, Karthala, pp. 201-224.
- Pugliese E. 2010, « le modèle méditerranéen de l'immigration. Contexte, espace, périodisation, caractéristique, stabilité », *Italies*, 14/2010, pp. 15-32.
- 2011, « The mediterranean model of immigration », in Academicus, *International Scientific Journal*, 3/2011, pp.96-107
- Putnam R., 1995, « Bowling Alone: America's Declining Social Capital », *Journal of Democracy*, 6/1, pp. 65-78.
- Quiminal C., 1991, *Gens d'ici, gens d'ailleurs*, Paris, Christian Bourgeois Éditeur.
- 1997, « Familles immigrées, entre deux espaces », In Fassin D., Morice A., Quiminal C., *Les lois de l'inhospitalité. Les politiques de l'immigration à l'épreuve des sans-papiers*. Paris, Éditions la Découverte et Syros.
- 2002, « Retours contraints, retours construits des émigrés maliens. Hommes et Migrations », *Hommes et Migrations*, 1236, pp. 35-43.
- Quiminal C., Timera M., 2002, « 1974-2002, les mutations de l'immigration ouest-africaine », *Hommes et Migrations*, 1239, pp. 19-32.
- Raulin A., 2000, *L'Ethnique est quotidien. Diasporas, marchés et cultures métropolitaines*. Paris, L'Harmattan.
- Razy E., 2006, « De quelques "retours soninké" aux différents âges de la vie. Circulation entre la France et le Mali », *Journal des anthropologues*, 106-107, pp. 337-354.
- 2007, « Les sens contraires de la migration. La circulation des jeunes filles d'origine soninké entre la France et le Mali », *Journal des africanistes*, 77, pp. 19-43.
- Rea A., 2003, « Politiques d'immigration : criminalisation ou tolérance ? », *La pensée de midi*, 2/10, pp. 111– 125.
- 2013, « Les nouvelles figures du travailleur immigré : fragmentation des statuts d'emploi et européanisation des migrations », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 29/2, pp.15-35.
- Rea A., Tripiier M., 2008, *Sociologie de l'immigration*, Paris, La Découverte.
- Redondo Torrojo D., 2008, « Les contrats en origine dans la production intensive de fraises à Huelva » *Erudes Rurales*, n°182, pp. 169-184.

- Ribas-Mateos N., Manry V. (eds.), 2013, *Mobilités au féminin : La place des femmes dans le nouvel État du monde*, Paris, Karthala.
- Riccio B., 2002, « Senegal is our Home: The Anchored Nature of Senegalese Transnational Networks », in Al-ali N., Koser K. (eds.), *New Approaches to Migration? Transnational Communities and the Meaning of Home*, London, Routledge, pp. 68-83.
- 2005, « Talkin' about migration - some ethnographic notes on the ambivalent representation of migrants in contemporary Senegal », *Stichproben. Wiener Zeitschrift für kritische Afrikastudien*, 8/2005, pp.99- 118.
- 2006, « “Transmigrants” mais pas “nomads”. Transnationalisme mouride en Italie », *Cahiers d'études africaines*, 181, pp. 95-114.
- 2007a, "Toubab" e "vu Cumprà". *Transnazionalità e rappresentazioni nelle migrazioni senegalesi in Italia*, Padova, CLEUP.
- 2007b, « *Transnational Migrations: the Decline of the Nation State? Anthropological Reflections* », in Callari Galli M. (ed.), *Contemporary Nomadisms. Relationships between Local Communities, Nation-states and Global Cultural Flows*, Munster, Lit Verlag, pp. 75 – 92
- 2008, « Les migrants sénégalais en Italie. Réseaux, insertion et potentiel de codéveloppement », *Asylon(s)*, 3/2008, en ligne: <http://www.reseau-terra.eu/article714.html>
- 2011, « Exploring Senegalese Translocal Spaces. Reflections on Multi-sited Research », in Coleman S., Hellermann P., *Multi-Sited Ethnography Problems and Possibilities in the Translocation of Research Methods*, London, Routledge.
- 2014, (ed.) *Antropologia e migrazioni*, Roma, CISU - Centro d'Informazione e Stampa Universitari.
- Riccio B., Lagomarsino F., 2010, « *L'altra sponda delle migrazioni: i contesti d'origine* », *Mondi Migranti*, 3/2010, pp. 25-31.
- Riccio B., degli Uberti S., 2013, « Senegalese Migrants In Italy: Beyond The Assimilation/Transnationalism Divide », *Urban Anthropology*, 42/3-4, pp. 207- 254.
- Ricoeur P., 1991, « Narrative Identity », In Wood D., *Narrative and Interpretation*. London, Routledge, pp. 188- 199.
- Rogaly B., 2008, « Intensification of workplace regimes in british horticulture : the role of migrant workers », *Population, Space and Place*, 14/2008, pp. 497-510.
- Rosenfeld M., 2009, « Le commerce d'exportation de voitures d'occasion entre Bruxelles et Cotonou », *Cahiers de l'Urmis*, n°12, en ligne, <https://urmis.revues.org/838#text>.
- 2013a, « Entrepreneurs transnationaux et commerce d'exportation de véhicules d'occasion: la filière Bruxelles – Cotonou. », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 29/2, pp. 5 -76.
- 2013b, « Bruxelles - Cotonou. Une anthropologie économique de la filière euro-africaine d'exportation de véhicules d'occasion. », thèse sous la direction de A. Rea et M. Peraldi soutenue le 17 décembre 2013 à l'Université Libre de Bruxelles.
- Rouse R., 1991, « Mexican Migration and the Social Space of Postmodernism », *Diaspora*, 1/1, pp. 8-23.

- Rubbers B., 2007, « Retour sur le « secteur informel ». L'économie du Katanga (Congo-Zaïre) face à la falsification de la loi », *Sociologie du Travail*, 49/3, pp. 326-329.
- Salam Fall A., 1995, « Enjeux et défis de la migration internationale de travail ouest-africaine », *Cahiers de migrations internationales*, 62F/ILO, pp.1-48.
- Salazar N., Smart A., 2011, « Anthropological Takes on (Im)mobility: Special issue », *Identities: Global Studies in Culture and Power*, 18/6, pp. 1-8.
- Sayad A., 1998, « Le retour, élément constitutif de la condition de l'immigré », *Migrations société*, 10/57, pp. 9-45
- 1999a *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Le Seuil.
- 1999b, « Immigration et Pensée d'Etat », *Actes de la recherche en sciences sociales, Délits d'immigration*, 129. pp. 5-14.
- Sempere Souvannavong J.D., 2000, « El transito de argelinos por el puerto de Alicante », *Investigaciones Geograficas*, 24, pp. 110–132
- Schaeffer F., 2001, « Mythe du retour et réalité de l'entre-deux. La retraite en France, ou au Maroc ? », *Revue européenne de migrations internationales*, 17/1, pp. 165-176.
- Schapendonk J., 2012, « Mobilities and Sediments: Spatial Dynamics in the Context of Contemporary Sub-Saharan African Migration to Europe », *African Diaspora*, 5/2012, pp. 117-142.
- Schapendonk J., Steel G., 2014, « Following Migrant Trajectories: The Im/Mobility of Sub-Saharan Africans en Route to the European Union », *Annals of the Association of American Geographers*, 104/2, pp. 262–270.
- Schmidt di Friedberg O., 1994a, *Islam, solidarietà e lavoro. I Muridi senegalesi in Italia*. Torino, Edizioni della Fondazione Agnelli.
- 1994b, « Le réseau sénégalais mouride en Italie », in Gilles Kepel (ed.), *Exils et royaumes. Les appartenances au monde arabo-musulman aujourd'hui*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.
- Schmoll C., 2002, « Ni sédentaires, ni oiseaux de passage : les Algériens à Naples ». *Villes Ecole Intégration Enjeux*, 131, pp.64-78.
- 2003, « Cosmopolitisme au quotidien et circulations commerciales à Naples », *Cahiers de la Méditerranée*, 67, pp. 345-360.
- 2005, « Pratiques spatiales transnationales et stratégies de mobilité des commerçantes tunisiennes », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 21/1, pp. 131-154.
- 2006, « Nouvelles migrations et districts productifs en Italie », *Méditerranée*, 106, pp. 73-78.
- Schuster L., 2005, « The Continuing Mobility of Migrants in Italy: Shifting between Statuses and Places », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 31/4, pp. 757-774.

- Scidà G., 1994, « Fra carisma e clientelismo : una confraternita musulmana in migrazione », *Studi Emigrazione/Études migrations*, 31/113, pp.133-157.
- Sheller M., Urry J., 2006, « The new mobilities paradigm », *Environment and Planning A*, 38/2, pp. 207-226.
- Sinatti G., 2011, « ‘Mobile transmigrants’ or ‘unsettled returnees’? Myth of return and permanent resettlement among Senegalese migrants », *Population, Space and Place*, 17/2, pp. 153–166.
- 2000, « I senegalesi a Milano », in Palidda S. (ed.), *Socialità e inserimento degli immigrati a Milano*, Milano, Franco Angeli, pp. 80-109.
- Smith M.P., Guarnizo L.E. (ed.), 1998, *Transnationalism From Below*, New Brunswick (US), London (UK), Transaction Publishers.
- Soja E., 1996, *Thirdspace: Journeys to Los Angeles and Other Real-and-Imagined Places*, Oxford, Basil Blackwell.
- Stefansson A.H., 2004, « Homecomings to the Future: From Diasporic Mythographies to Social Projects of Return », in Stefansson A.H., Markowitz F. (eds.), *Homecomings. Unsettling Paths of Return*, Lanham, MD, Lexington.
- Streiff-Fénart J., Poutignat Ph., 2008, *Théories de l’ethnicité*, Paris, PUF.
- 2006, « De l’aventurier au commerçant transnational, trajectoires croisées et lieux intermédiaires à Nouadhibou (Mauritanie) », *Cahiers de la Méditerranée*, 73, pp. 129-149.
- 2014, « Vivre sur, vivre de la frontière : l’après transit en Mauritanie et au Mali », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 30/ 2, pp. 91-111.
- 2008, « Nouadhibou “ville de transit” ? », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 24/2, pp. 193-217.
- Streiff-Fénart J., 2002, « Transnationalité et ethnicité », in Peraldi M. (ed.), *La fin des norias ? Réseaux migrants dans les économies marchandes en Méditerranée*, Marseille, Maisonneuve et Larose, pp. 489-495.
- Tarrus A., 2012, « Des transmigrants en France. Un cosmopolitisme migratoire original », *Multitudes*, 49, pp. 42-52.
- 2002, *La mondialisation par le bas : les nouveaux nomades de l’économie souterraine*, Paris, Balland.
- 2001, « Au-delà des États-nations : des sociétés de migrants », *Revue européenne des migrations internationales*, 17/2, pp. 37-6.
- 2000, *Les nouveaux cosmopolitismes. Mobilités, identités, territoires*, Paris, Editions de l’Aube.
- 1995, « Naissance d’une colonie : un comptoir commercial à Marseille », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 11/1, pp. 21-52.
- 1993, « Territoires Circulatoires et Espaces Urbains: Différenciation des groupes migrants », *Annales de la Recherche Urbaine*, 59 – 60, pp. 51 - 60

- 1992, *Les fourmis d'Europe - Migrants riches, migrants pauvres et nouvelles villes internationales*, Paris, L'Harmattan.
- Tarrius A., Missaoui L., 1995, *Arabes de France dans l'économie mondiale souterraine*, La Tour d'Aigues, Edition de l'Aube.
- Terray E., 1999, « Le travail des étrangers en situation irrégulière ou la délocalisation sur place » in Balibar E., Chemillier-Gendreau M., Costa-Lascoux J., Terray E., (eds.), *Sans-papiers : l'archaïsme fatal*, Paris, La Découverte, pp. 9-34.
- Thélot C., De La Gorce G., Blum A., 1985, « Mobilité sociale et migration géographique », *Population*, 40/3, pp. 397-434.
- Tinguy A., Wihtol de Wenden C. (eds.), 1995, *L'Europe et toutes ses migrations*, Paris, l'Harmattan.
- Timera M., 1996, *Les Soninké en France: d'une histoire à l'autre*, Paris, Karthala.
- 1997, « L'immigration africaine en France : regard des autres et repli sur soi », *Politique africaine*, n° 67 pp.41-47.
- 2014, « Mots et maux de la migration. De l'anathème aux éloges », *Cahiers d'études africaines* 2014/1 (N° 213-214), pp. 27-47.
- Urry, J., 2000, *Sociology Beyond Societies: Mobilities for the Twenty-First Century*. London, Routledge.
- 2007, *Mobilities*. Cambridge: Polity Press.
- Vertovec S. 1999, « Conceiving and Researching Transnationalism », *Ethnic and Racial Studies*, 2 (2) : pp. 447-462.
- 2007, « Circular migration : the way forward in global policy ? ». Oxford, International Migration Institute. Working Paper no 4-2007.
- S., 2009) « Cosmopolitanism in Attitude, Practice and Competence. » [www.mmg.mpg.de/workingpapers](http://www.mmg.mpg.de/workingpapers).
- Vertovec S., Cohen, R. ,2002, 'Introduction', in Vertovec, S. and Cohen, R. (eds) *Conceiving Cosmopolitanism: Theory, Context and Practice*. Oxford, Oxford University Press, pp. 1 :23.
- Vilar Rosales M., 2010, « The domestic work of consumption: materiality, migration and home-making », *Etnográfica*, vol. 14 (3) | 2010, 507-525.
- Viti F., 2007, *Schiavi, servi e dipendenti. Antropologia delle forme di dipendenza personale in Africa*. Milano, Ed. Raffaello Cortina.
- 2013, - *Travail et apprentissage en Afrique de l'Ouest (Sénégal, Cote d'Ivoire, Togo)*, Paris, Karthala.
- Vuarin R., 1994, « L'argent et l'entregent ». *Cahier de Sciences Humaines*. Volume 30 (1- 2). pp. 255-273.



- 1997, *Les entreprises de l'individu au Mali. Des' chefs d'entreprises innovateurs dans le procès d'individualisation*, in in Maire A. (éd.), *L'Afrique des individus. Itinéraires citadins dans l'Afrique contemporaine (Abidjan, Bamako, Dakar, Niamey)*, Paris, Karthala, pp. 171 :202.
- Waldinger R., 2010, "Rethinking Transnationalism", in *Empiria*, n°19, pp.21-38
- 1997, *Social capital or social closure?: Immigrant networks in the labor market*, Los Angeles, Working Paper Series.
- Waldinger R., Aldrich H., Ward R., 1990, *Ethnic Entrepreneurs. Immigrants business in Industrial Society*, London, Sage.
- Waldinger R., Fitzgerald D., 2004, « Transnationalism in Question » in *American Journal Sociology*, Volume 109, N. 5/ March 2004. pp. 1177–1195
- Wieviorka M., (ed.), 2007, *Les Sciences sociales en mutation*, Paris, Éditions Sciences humaines.
- Wimmer A., Glick Schiller N., 2002, « Methodological nationalism and beyond: nation-state building, migration and the social sciences », in *Global Networks*, n°2,4 (2002), pp. 301–334
- Zolberg A., 1999, « Préface », in Morokvasic, M., Rudolph H. (Dir.), *Migrants, Les nouvelles mobilités en Europe*, Paris, L'Harmattan.

### **Rapport, enquêtes, dossiers :**

- AA.VV., 2007, *Paroles d'exils, Récits et témoignages de migrants entre l'Afrique et l'Europe*, Bruxelles, Éditions Le chant des rues.
- Colectivo IOE, 2013, « La población inmigrada ante la crisis: ¿mirando hacia otro lado? », Boletín ECOS n°24/sept–nov, FUHEM ECOSOCIAL.
- Fundación CeiMigra, 2010, « Nuevos Ciudadanos de Mali en España », Miradas desde la migraciones, Observatorio Valenciano de la Inmigración, en ligne : [http://www.ceimigra.net/observatorio/images/stories/mirada\\_mali\\_vfb.pdf](http://www.ceimigra.net/observatorio/images/stories/mirada_mali_vfb.pdf)
- Migreurop, 2006, « Le livre noir de Ceuta et Melilla », disponible sur le site [www.migreurop.org/rubrique177.html](http://www.migreurop.org/rubrique177.html).

## **ANNEXES :**

**Annexe 1 :**  
**Liste des informateurs**

Informations, profils et itinéraires des 55 informateurs interviewés individuellement.  
Tous les noms ont été changés pour garantir l'anonymat.

INFORMATEURS RENCONTRÉS EN ESPAGNE				
	Nom fictif	Date et lieu des entretiens	Informations biographiques	Parcours de circulation transnationale
1	Thierno	17/12/2011 à Madrid	<p><b>Âge</b> : 37 ans</p> <p><b>Situation familiale</b> : Marié. Sa femme et ses enfants résident au Mali.</p> <p><b>Arrivée en Europe</b> : 2003, par voie maritime (Iles Canaries).</p>	<p>Après ses études au Mali, Thierno a trouvé un emploi de comptable pour une ONG dans le cadre d'un projet de microcrédit. Mécontent de son travail, il a décidé de partir en Europe ; en 2003 il arrive à croiser la frontière et à rentrer par les îles Canaries.</p> <p>Au début, il a commencé par travailler dans l'agriculture, puis dans une entreprise de construction et de réaménagement. Trompé plusieurs fois, il a changé fréquemment d'employeur. Finalement, après avoir réussi à obtenir ses papiers en 2005, il a décidé de se lancer dans « son propre business », un commerce de véhicule d'occasion entre l'Europe et le Mali. Il achète une voiture en France ou en Allemagne, puis il la conduit à Bamako chargée de marchandise de seconde main (télévisions, téléphones portables, radios, etc.).</p> <p>Il est resté en contact avec un tenancier agricole. Les deux sont unis par une relation de confiance. Souvent, Thierno lui envoie des amis maliens que son ancien patron embauche pendant la saison agricole.</p>
2	Moussa	10/05/2012 18/11/2012 20/01/2014 à Madrid	<p><b>Âge</b> : 47 ans</p> <p><b>Situation familiale</b> : marié avec une femme espagnole. Sa famille est installée en Espagne.</p> <p><b>Arrivée en Europe</b> : en 1994, en Espagne, en croisant la frontière terrestre.</p>	<p>Une fois arrivé en Espagne, Moussa commence en travaillant dans un garage, en profitant de son expérience comme mécanicien au Mali, puis il est employé comme ouvrier mécanicien à l'aéroport.</p> <p>Bientôt, il quitte son travail pour se mettre en affaires avec un partenaire malien qui importe des vêtements des États Unis ; puis il ouvre un taxiphone qui fonctionne jusqu'en 2010.</p> <p>En 2000, il se lance avec ses frères dans une activité d'importation au Mali et au Gabon d'un insecticide de marque anglaise. Puis il démarre un commerce de voitures d'occasion.</p>
3	Karim	12/01/2014 29/01/2014 15/03/2014 à Madrid	<p><b>Âge</b> : 55 ans</p> <p><b>Situation familiale</b> : Marié avec 4 enfants. Sa famille est installée à Madrid.</p> <p><b>Arrivée en</b></p>	<p>Au début, Karim a travaillé dans l'agriculture à Lérida, puis il a été employé comme ouvrier pendant 10 ans dans une grande entreprise de matériaux de construction. Au chômage depuis 2010, il a essayé d'entrer dans le commerce de produits d'occasions, avec de faibles résultats pour le moment.</p> <p>Avec d'autres compatriotes, il a créé une coopérative de travail agricole au Mali. Selon les intentions de ses promoteurs, la coopérative devrait constituer une voie d'issue</p>

			<p><b>Europe</b> : en 1997, en Espagne, en croisant la frontière de Ceuta.</p>	<p>au chômage ainsi qu'une manière de retourner au pays d'origine dans le cadre d'un projet collectif. Karim est également le président de l'association des Maliens de Madrid et, plus généralement, une personnalité du monde associatif malien en Espagne.</p>
4	Salif	15/01/2013 à Villaverde (Madrid)	<p><b>Âge</b> : 35 ans <b>Situation familiale</b> : Marié avec deux enfants. Sa famille est installée en Espagne. <b>Arrivée en Europe</b> : en 2003, par Ceuta.</p>	<p>Avant de partir, Salif était diplômé au chômage à Bamako. Il décide de « tenter l'aventure » et en 2003, après deux mois de parcours routier et de multiples difficultés, il arrive à atteindre la frontière terrestre et à entrer dans l'enclave de Ceuta. Une fois transféré dans la péninsule espagnole, il travaille d'abord dans l'agriculture puis dans une entreprise de construction jusqu'en 2008. En 2009, il perd son travail ainsi que sa maison achetée à crédit. Son parcours de circulation se limite au territoire espagnol.</p>
5	Souleyman	24/01/2014 à Madrid	<p><b>Âge</b> : 40 ans <b>Situation familiale</b> : célibataire <b>Arrivée en Europe</b> : 2005, arrivé par avion avec un visa de tourisme.</p>	<p>Avant de partir pour l'Europe, Souleymane menait des activités de commerce : il partait fréquemment en Guinée équatoriale, au Gabon, au Nigeria. Une fois en Espagne il a travaillé de manière stable dans la construction de 2005 à 2009. Après son licenciement, il ne réalisait que des travaux ponctuels. Actuellement au chômage depuis plusieurs mois, il voudrait rentrer au Mali, mais pense avant cela chercher du travail. Si en Espagne il ne trouve rien, il est décidé à partir vers la France, l'Italie ou l'Allemagne.</p>
6	Cheick	24/01/2014 à Madrid	<p><b>Âge</b> : 41 ans <b>Situation familiale</b> : marié. Sa femme et ses enfants sont au Mali. <b>Arrivée en Europe</b> : en 2004 par les îles Canaries</p>	<p>Il a commencé à travailler dans l'agriculture puis, une fois qu'il a obtenu son permis de résidence, s'est déplacé à Madrid où il a été employé dans plusieurs entreprises, en particulier dans le secteur du nettoyage industriel. En 2010, il a eu un accident de travail sérieux, dont il souffre des conséquences encore aujourd'hui. Il est désormais un des rares Maliens à conserver son emploi. Actuellement, il prépare les papiers pour le regroupement familial, qui lui permettrait d'amener son fils. Cheick voudrait lui faire poursuivre les études en Espagne.</p>
7	Daouda	28/01/2014 22/05/2014 à Madrid	<p><b>Âge</b> : 48 ans <b>Situation familiale</b> : Marié sans enfant. <b>Arrivée en Europe</b> : en 1997, en Espagne, par la frontière de Melilla.</p>	<p>Avant de partir pour l'Europe, Daouda a travaillé quelques années en Libye et en Algérie. En 2003, il arrive en Espagne à bord d'une « patera » et est transféré à Albacete où il commence à travailler dans l'agriculture en 2001. En 2005, il est embauché par Zara où il travaille dans différents magasins en Italie, en France et au Portugal. Finalement, il travaille dans la construction. Actuellement, il perçoit l'allocation chômage. Parallèlement, Daouda est pleinement engagé dans la vie associative des Maliens en Espagne. D'abord vice-président puis actuellement président de l'ACME (le Haut Conseil des Maliens d'Espagne), une plateforme associative qui assure le relais avec les associations locales, l'ambassade malienne, et les institutions espagnoles.</p>

8	Toumani	30/01/14 à Madrid	<p><b>Âge</b> : 53 ans</p> <p><b>Situation familiale</b> : Marié avec 5 enfants. Sa femme et ses enfants sont partis vivre en France en juin 2013, alors qu'ils étaient installés à Madrid depuis plus de 15 ans.</p> <p><b>Arrivée en Europe</b> : en 1992 par voie maritime depuis le détroit de Gibraltar, à bord d'une « patera ».</p>	<p>Originaire de Bamako, Toumani était commerçant de tissus au Grand Marché. Grâce à sa profession, il a beaucoup voyagé dans les pays limitrophes dans le cadre de ses activités commerciales (en Libye, Algérie, Maroc).</p> <p>Depuis le Maroc il a décidé de poursuivre son voyage en Espagne afin d'améliorer davantage sa situation économique. En Espagne, il a vécu d'abord à Barcelone puis à Madrid où il a fait venir sa femme du Mali et s'est installé avec sa famille. Il a travaillé pendant plus de 10 ans dans la construction et a parallèlement ouvert un magasin dans son quartier de Madrid combinant la vente de vêtements pour enfants importés des États unis et un service de Taxi-phone. Depuis 2005, il était associé avec Moussa (n°2 de cette table). Afin de s'approvisionner, ils se rendaient régulièrement aux États Unis.</p> <p>En 2010, ils ont fermé la boutique due à une baisse des ventes et la généralisation de l'utilisation des téléphones mobiles rendant le service de taxiphone moins rentable. Moussa a démarré un commerce de véhicules et marchandises d'occasion avec le Mali, mais juge que ses revenus ont considérablement baissé. Par conséquent en 2013, sa femme et ses enfants se sont déplacés en France où ils vivent grâce à l'appui des beaux-parents. Actuellement, Toumani oscille entre la France, le Mali et l'Espagne. Il voudrait à tout prix récupérer une stabilité familiale, mais il sait qu'à présent sa présence intermittente dans les trois pays est la meilleure option.</p>
9	Mariam	31/01/14 12/02/14 20/03/14 À Madrid	<p><b>Âge</b> : 34 ans</p> <p><b>Situation familiale</b> : Mariée sans enfants</p> <p><b>Arrivée en Europe</b> : en 2009, en Espagne, par regroupement familial avec son mari (Ibrahim, n°14 de cette table).</p>	<p>Elle était coiffeuse à Bamako, travail qu'elle effectue ponctuellement à Madrid également (service de coiffure à domicile). Depuis son arrivée en Espagne, elle a maintenu avec plus ou moins d'intensité selon les périodes, une activité d'échanges commerciaux avec sa mère au Mali. Cette dernière est propriétaire d'une boutique qui vend tissus, vêtements, produits de beauté et cosmétiques. Mariam ravitaille sa mère en produits d'entretien et produits de beauté, tandis que sa mère lui envoie des bijoux et des habits traditionnels qu'elle vend chez ses amies et voisines maliennes. Elle est aussi la présidente de l'association des femmes maliennes de Madrid.</p> <p>Son mari, qui travaillait dans la construction, est au chômage depuis deux ans. Il fait des voyages fréquents au Mali avec une voiture chargée de marchandise d'occasion. Mariam profite des voyages pour envoyer des colis à sa mère.</p>
10	Abdoulaye	31/01/14 à Madrid	<p><b>Âge</b> : 49 ans</p> <p><b>Situation familiale</b> : marié avec 3 enfants, sa famille est installée à Madrid depuis 2001 depuis qu'il a fait venir sa femme du Mali par</p>	<p>Avant de partir pour l'Espagne, il travaillait dans la filière du commerce des fruits et des noix de cola entre le Mali et le Sénégal.</p> <p>Il décide de partir pour l'Europe afin d'augmenter son capital commercial. Au début, il pensait rester seulement quelques années, mais ses projets sont modifiés « la migration est un piège, elle t'attrape » affirme-t-il.</p> <p>En 1998, il obtient son permis de séjour et commence à travailler dans une entreprise de construction. Pendant plus de 15 ans, il suit la même entreprise comme ouvrier spécialisé, avec un contrat à temps déterminé au début, puis il obtient un</p>

			regroupement familial. <b>Arrivée en Europe</b> : en 1997, en Espagne, en traversant la frontière de Melilla.	poste fixe. Pendant ces années, il essaye d'apporter des fourgonnettes au Mali afin de faire travailler ses frères dans le transport collectif à Bamako, mais cela ne marche pas bien. Au chômage depuis 2012, il réussit à travailler au noir dans l'agriculture, mais seulement de manière ponctuelle. Aujourd'hui, il envisage de rentrer au Mali avec sa famille et se remettre en activité dans le commerce des noix de cola et de mangues entre le Mali et le Sénégal.
11	Boubacar	01/02/2014 À Madrid	<b>Âge</b> : 29 ans <b>Situation familiale</b> : célibataire <b>Arrivée en Europe</b> : en 2002, en Espagne (Iles Canaries) à bord d'une « patera »	Diplômé chômeur au Mali, Boubacar décide de partir à l' « aventure », alors qu'il est très jeune. Une fois en Espagne, dans les premières années il a travaillé en suivant les campagnes agricoles (Lérida, puis Jaén et Huelva). Une fois régularisé en 2005, il a commencé à travailler dans une entreprise de ciment pour les installations hydroélectriques. À présent, il craint de perdre son emploi d'un moment à l'autre, car la compagnie pour laquelle il travaille traverse à présent un processus drastique de réduction du personnel. Il a l'espoir de mettre un petit capital de côté pour se lancer dans une activité de commerce transnationale de prêt-à-porter de marques espagnoles. Parallèlement, il complémente ses revenus en servant de chauffeur à ses compatriotes qui souhaitent conduire leurs camions à la frontière. En prévision de cela, il avait passé le permis de conduire pour poids lourds il y a deux ans.
12	Oumou	05/02/2014 à Madrid	<b>Âge</b> : 32 ans <b>Situation familiale</b> : Mariée avec 4 enfants. <b>Arrivée en Europe</b> : en 2005, en Espagne, par regroupement familial à travers son mari.	Oumou habite en Espagne depuis longtemps. Au début, elle ne travaillait pas, mais s'est mise à chercher un emploi quand son mari a commencé à travailler moins régulièrement. Pendant 4 ans, elle a été auxiliaire de cuisine pour un restaurant, mais avec la naissance de sa dernière fille elle est restée en congé 9 mois, dû à des complications de santé. À la rentrée, elle a découvert qu'elle avait perdu son travail. Son mari est au chômage depuis 2011. La famille vit grâce aux aides sociales et aux travaux occasionnels du mari.
13	Latifa	15/02/2014 à Madrid	<b>Âge</b> : 27 ans <b>Situation familiale</b> : Mariée avec 2 enfants. <b>Arrivée en Europe</b> : en 2010, en Espagne, par regroupement familial à travers son mari.	Une fois diplômée au Mali, Latifa ne trouve pas de travail. Elle se marie avec un émigré et part en 2010 pour l'Espagne grâce à un visa de regroupement familial. Elle est à la recherche d'un travail depuis plus d'un an. Actuellement, elle ne travaille que ponctuellement comme coiffeuse à domicile dans la communauté africaine. Depuis février 2014, elle travaille aussi deux heures par jours en allant chercher les enfants d'une dame africaine à l'école.
14	Ibrahim	12/03/2014 à Madrid	<b>Âge</b> : 43 ans <b>Situation</b>	Originaire de Bamako, Ibrahim est parti à 20 ans pour la Mauritanie où il a travaillé pendant 10 ans dans le secteur du

			<p><b>familiale</b> : Marié avec Mariam (n°9 de cette table), sans enfants.</p> <p><b>Arrivée en Europe</b> : En 2001, en France. Il arrive à Paris en avion avec un visa de tourisme.</p>	<p>poisson séché. À 29 ans, il décide de partir pour l'Europe et arrive à obtenir un visa de tourisme pour la France. Une fois en France il décide de passer en Espagne, d'où il pense pouvoir accéder plus facilement aux papiers de résidence grâce à la procédure de l'« arraigo social ».</p> <p>En effet, il obtient ses papiers en 2005 (mais seulement après avoir payé 1500 € à l'employeur). En Espagne, il travaille dans l'agriculture d'abord à Almeria, puis à Albacete. Entre 2007 et 2009, il travaille à Madrid dans le secteur du bâtiment dans différentes entreprises. Il travaille 7 voire 8 mois par an, et passe le reste du temps au Mali, où il commence à s'organiser pour démarrer une activité de commerce de véhicule et matériel d'occasion.</p> <p>À partir de 2009, alors qu'il perd définitivement son travail, il augmente la fréquence de ses voyages. Le commerce de véhicules devient son activité principale (1 ou 2 voyages par mois).</p> <p>Parallèlement, au moment de la saison de l'olive à Jaén et des arbres fruitiers à Lérída, il se déplace pour chercher du travail.</p>
15	Massi	12/03/2014 à Madrid	<p><b>Âge</b> : 41 ans</p> <p><b>Situation familiale</b> : Marié. Sa femme et ses enfants sont au Mali.</p> <p><b>Arrivée en Europe</b> : En 2003, en Espagne par la frontière de Ceuta.</p>	<p>Massi a beaucoup voyagé dans la sous-région avant de se rendre en Espagne. Une fois en Europe, il a travaillé dans l'agriculture d'abord à Huelva (où il s'est rendu sur les conseils d'un ami qui connaissait un « bon chef », disposé à régulariser les immigrées).</p> <p>En 2007, avec ses papiers en règle, il commence à travailler dans une des petites entreprises de sous-traitance engagée dans la construction d'un grand hôpital à Madrid, mais perd son travail l'année suivante.</p> <p>En 2010, il commence à travailler comme magasinier au grand marché de gros de Madrid (Mercamadrid). Entretemps, il se dédie sporadiquement à l'achat de voiture et de matériel d'occasion en Europe, qu'il revend au Mali.</p>
16	Momo	12/03/2014 à Madrid	<p><b>Âge</b> : 32 ans</p> <p><b>Situation familiale</b> : célibataire</p> <p><b>Arrivée en Europe</b> : En 2002, en Espagne par la frontière de Ceuta.</p>	<p>Abdoulaye travaillait comme commerçant de vêtement à Bamako avant de partir pour l'Europe.</p> <p>Une fois en Espagne, il travaille longtemps dans l'agriculture en faisant le tour des zones de récolte en Espagne (Jaén, Huelva, Lérída). De 2002 à 2006, il travaille 3 ans à Almeria, puis 5 ans dans le secteur de la construction comme ouvrier non spécialisé dans différentes entreprises. Finalement, en 2011, alors qu'il est au chômage, il effectue des travaux ponctuels. Il bascule entre Madrid et les sites de récolte. Son objectif est d'accumuler un petit capital en vue de démarrer un commerce d'habits, de chaussures, de tissus, mais aussi de produits alimentaires entre l'Italie (où il a le contact d'un ami qui réalise déjà ce genre d'activités), et le Mali.</p>
17	Bakary	20/5/2014 Madrid	<p><b>Âge</b> : 39 ans</p> <p><b>Situation familiale</b> : Marié avec deux enfants. Sa famille réside au Mali.</p>	<p>Après avoir réussi son diplôme, il commence à travailler comme topographe pour une ONG. Son salaire n'est pas « grand-chose », mais il aime son travail.</p> <p>Il part en Espagne, selon la requête de sa grande sœur installée depuis 2001 à Madrid. Elle lui promet qu'il pourra étudier la topographie et l'informatique. Sa sœur n'arrive pas à lui faire obtenir de visa, mais lui paye le voyage par les îles</p>

			<p><b>Arrivée en Europe</b> : arrivé en Espagne en 2001 (sans visa) par les îles Canaries.</p>	<p>Canaries. Une fois en Espagne, il abandonne son projet de formation et commence à travailler dans l'agriculture, puis dans une entreprise de cartographie et de production de matériel topographique.</p> <p>Actuellement, il est au chômage depuis deux ans. Il habite dans le siège d'une association : il s'occupe de l'entretien des locaux et de la surveillance de nuit en échange d'un endroit où vivre gratuitement.</p> <p>Il se sent dans une situation très précaire et souhaite retourner au Mali où il avait un travail qui lui plaisait, ainsi qu'une vie tranquille.</p>
18	Hamidou	27/5/2014 Madrid	<p><b>Âge</b> : 30 ans <b>Situation familiale</b> : célibataire <b>Arrivée en Europe</b> : arrivé en Espagne en 2011 (sans visa) par Ceuta.</p>	<p>Originaire de Ségou, Hamidou a décidé partir en Espagne en 2010 « <i>comme tout le monde</i> » (c'est ce qu'il répond quand je lui demande pourquoi il est parti). Durant le voyage, il s'est arrêté au Maroc puis en Algérie pour travailler quelque mois avant de se remettre en route. Finalement en 2011, il arrive à passer la frontière de l'Espagne en sautant un barrage barbelé. Il se blesse dans l'opération et après quelque mois dans un campement de la croix rouge de CEUTA, il se dirige vers Tarifa, dans la péninsule.</p> <p>Actuellement, Hamidou ne travaille pas. Depuis qu'il est arrivé, il a été embauché ponctuellement dans l'agriculture (pour la campagne de l'olive à Granada, puis dans la cueillette de tomates à Motril et à Santa Fe). Sans papiers, sa situation économique est très précaire : il n'a pas de logement stable et survit grâce aux aides d'associations caritatives. Il se déplace fréquemment en quête de travail (Séville, Madrid, Granada). Il se dit que si sa situation ne s'améliore pas avant de la fin de l'année (2014), il rentrera en Afrique, mais pas au Mali, car il ne peut pas retourner sans avoir rien décroché : <i>"Il y a plein de pays à côté où tu peux réussir quelque chose, gagner un peu d'argent, c'est toujours mieux qu'ici"</i>.</p>
19	Oumar	27/5/2014 Madrid	<p><b>Âge</b> : 27 ans <b>Situation familiale</b> : célibataire <b>Arrivée en Europe</b> : arrivé en Espagne en 2009 (sans visa) par « patera ». Îles Canaries.</p>	<p>Oumar est arrivé en Espagne, en « patera » en passant par les îles Canaries. Après avoir passé 30 jours dans un centre de premier accueil, il arrive à Madrid où il habite pendant un moment chez un ami malien.</p> <p>Sans papiers et sans un poste fixe, il gagne de quoi vivre comme ferrailleur. Il patrouille dans les rues, en particulier pendant la nuit, en quête de tout matériel de rebut pouvant être revendu : pièces en fer, carton, vêtements, chaussures, etc.</p> <p>Pour lui, le retour n'est pas une option valide : « rentrer les mains vides est une insulte à tes gens, car l'argent qu'ils t'ont donné c'est de l'argent prêté ».</p> <p>Il a sollicité le permis de résidence, mais pour le moment sa demande a été rejetée.</p>
20	Abdou	17/6/2014 Recas	<p><b>Âge</b> : 39 ans <b>Situation familiale</b> : Marié avec deux enfants. Son unité familiale</p>	<p>Chômeur au Mali, Abdou décide de partir en Europe. La solution la plus accessible semble être à ce moment-là d'entrer en Espagne par la frontière terrestre. À son arrivée, il travaille quelques années à Almeria dans l'agriculture et par la suite à Recas (une petite ville proche de Tolède), toujours dans le secteur agricole.</p>



			est installée à Recas (Toledo) depuis 2001. <b>Arrivée en Europe</b> : arrivé en Espagne en 1998 (sans visa) par la frontière de Ceuta.	En 2001, il trouve un emploi comme ouvrier dans les abattoirs de Recas, ville dans laquelle il décide finalement de s'établir à long terme. Il fait venir sa femme du Mali. En 2007, il reprend un magasin d'alimentation. Maintenant, il ne travaille plus aux abattoirs, mais a commencé à réaliser des voyages occasionnels au Mali afin de vendre des produits d'occasion.
21	Alamami	18/06/2014 Madrid	<b>Âge</b> : 25 ans <b>Situation familiale</b> : marié ; sa femme et sa petite fille résident au Mali. <b>Arrivée en Europe</b> : rentré en Espagne en 2006, par les Iles Canaries (Las Palmas de Gran Canaria), à bord d'une « patera ».	Il arrive en Espagne en 2006 après un pénible voyage en bateau qu'il évoque comme un cauchemar. Il n'avait que 16 ans à l'époque. À son arrivée, la Croix Rouge lui fait passer un test pour vérifier son âge et le confie à un centre dédié aux mineurs migrants non accompagnés. Deux ans plus tard, désormais âgé de 18 ans, il doit quitter le centre. Heureusement, il a pu convertir son permis humanitaire en carte de résidence ; il rejoint donc à Madrid, où il a des contacts, et commence à travailler pour payer la dette contractée auprès du passeur pour son voyage. En 2010, il est employé comme jardinier pendant un an et demi. En 2013 il rentre au Mali, mais perd son travail à son retour et traverse une période difficile de mendicité. Finalement, il est accueilli par une structure d'hébergement religieuse où il réside encore à présent. Actuellement, il a trouvé un travail de plongeur dans une brasserie. Il souhaite mettre de côté suffisamment d'argent pour amener une fourgonnette au Mali et travailler comme transporteur entre son village et les principales villes maliennes.
22	Awa	21/06/2014 à Madrid	<b>Âge</b> : 27 ans <b>Situation familiale</b> : Mariée avec deux enfants nés en Espagne. <b>Arrivée en Europe</b> : Arrivé en 2008, par avion par regroupement familial.	Awa est arrivée en Espagne à la suite de son mari qui, à l'époque, travaillait dans le bâtiment. En Espagne, Awa s'est consacrée complètement à sa famille (elle a deux filles de 5 et 2 ans). Depuis que son mari est au chômage, elle s'est cependant mise à chercher du travail, sans succès pour le moment. Actuellement, le mari d'Awa entreprend un commerce de voitures et produits d'occasion entre l'Espagne et le Mali, mais les ressources de ce commerce ne sont pas suffisantes pour en rembourser les frais. En septembre 2014, Awa a été obligé d'abandonner sa maison. Son mari, qui l'avait achetée à crédit avant l'arrivée d'Awa en Espagne, n'est plus en mesure de payer les quotas mensuels de l'hypothèque. Toute la famille a dû déménager dans une maison prêtée par des amis. Cette situation de grande précarité économique et résidentielle préoccupe Awa qui envisage sérieusement de repartir au Mali avec ses enfants.
23	Aziz	22/06/2014 à Madrid	<b>Âge</b> : 36 ans <b>Situation familiale</b> : Marié au Mali. Sa femme a un enfant. Il a une copine en	Originaire d'un village dans la région de Kayes, Aziz a vécu et travaillé à Bamako dans le commerce, avant de partir pour la France avec un visa touristique. À Paris, Aziz travaillait comme tapissier ; il vivait d'abord dans la famille de son oncle, installé depuis les années 1980 en France, puis avec des amis. Malheureusement, il n'est pas parvenu à être régularisé et a été expulsé en 2004.

			<p>Espagne.  <b>Arrivée en Europe :</b>  Première arrivée en France en 2000 par avion avec un visa de tourisme. Après l'expulsion en 2004, il prend la route vers l'Espagne où il rentre par « patera » en 2006.</p>	<p>Il entre en France grâce aux documents d'une autre personne, mais subit une deuxième expulsion l'année suivante.  En 2006, il décide de partir en direction de l'Espagne et arrive assez agilement à passer la frontière.  En Espagne, il travaille d'abord dans la construction puis est employé comme jardinier. Il se lance parallèlement dans différentes activités : un commerce de friperie (surtout sac à main et chaussures), un commerce de voiture, une activité de traiteur. En 2010, il ouvre un magasin de fruits avec un ami, mais doit sortir de l'affaire, car les revenus ne sont pas suffisants pour deux personnes. Son rêve est d'ouvrir un restaurant malien à Madrid.</p>
24	Bagigui	23/06/2014 à Madrid	<p><b>Âge :</b> 27 ans  <b>Situation familiale :</b>  Célibataire  <b>Arrivée en Europe :</b> Il rentre en Espagne en 2007 par les îles Canaries, en « patera ».</p>	<p>Depuis son arrivée en Espagne, Bagigui n'a trouvé que des emplois précaires : il me raconte qu'actuellement, faute de mieux, il part tous les matins aux marchés généraux de Madrid dans l'espoir de trouver un grossiste qui le fasse travailler dans aux chargements et déchargements pour quelque sous. Il parle de son expérience migratoire avec une profonde désillusion. Sans papier et sans travail, il considère que toutes les portes lui sont fermées.</p>
25	Drissa	24/6/2014 à Madrid	<p><b>Âge :</b> 36 ans  <b>Situation familiale :</b>  Célibataire  <b>Arrivée en Europe :</b> Il arrive en France en 2003 avec un visa de tourisme puis part en Espagne en 2004, car il considère qu'il est plus facile d'obtenir les papiers en Espagne qu'en France.</p>	<p>Drissa est le frère cadet d'une importante famille de Ségou. En 2000, à l'aide de son frère, il avait ouvert à Bamako un magasin de produits de beauté qu'il achetait au Sénégal. Le business marchait bien, mais Drissa avait envie de partir, car il supportait mal une situation familiale désagréable de jalousie entre coépouses de son père décédé.  Il décide alors de partir en Europe. Il arrive en France avec un visa de tourisme, mais son objectif est de repartir rapidement en Espagne, où il est relativement plus facile d'obtenir un permis de séjour.  En Espagne, il s'installe temporairement chez la famille de sa sœur qui vit à Madrid, puis déménage dans un petit appartement indépendant.  Il travaille d'abord comme ouvrier dans une entreprise d'emballage de revues, puis dans une grande entreprise de perforation qui s'occupe de l'entretien des digues. Il aimait son emploi, mais était fatigué par les horaires, les voyages fréquents et les conditions insalubres du travail.  Actuellement, il est au chômage, mais ne pense pas au retour: son projet est de vivre entre les deux pays grâce à une activité autonome. Il est en train de chercher les capitaux pour démarrer une activité commerciale.</p>
26	Lamine	26/6/2014 à Albacete	<p><b>Âge :</b> 34 ans  <b>Situation familiale :</b>  Marié. Sa femme et son enfant résident</p>	<p>En Espagne, Lamine commence à travailler dans l'agriculture puis comme plombier. En 2005, il obtient ses papiers et commence un parcours de formation. Il s'inscrit dans un master de médiation culturelle. En 2007, il est employé par la mairie d'Albacete pour gérer un programme de premier accueil. Parallèlement, il collabore avec la police municipale</p>

			au Mali. <b>Arrivée en Europe</b> : Il est entré en Espagne en 2002 par frontière terrestre.	comme interprète. Il a aussi un rôle associatif de premier plan dans la communauté de Maliens d'Albacete.
27	Dramane	26/6/2014 à Albacete	<b>Âge</b> : 37 ans <b>Situation familiale</b> : Marié. Sa femme et ses trois enfants résident de manière permanente au Mali. <b>Arrivée en Europe</b> : Il est rentré en Espagne en 1999 par frontière terrestre	Avant de partir, Dramane gérait une boulangerie à Bamako - dans laquelle travaillaient 7 personnes - et un magasin de vêtements. Il part en Espagne, convaincu que les opportunités se trouvent en Europe, alors qu'à Bamako il vivait aisément grâce à ses activités. De 2000 à 2007, il travaille à Madrid dans une entreprise de construction. Il devient ouvrier spécialisé. Il affirme avec orgueil qu'ils ont construit les gratte-ciels de Madrid. Au cours de ces années, il parvient à gagner jusqu'à 3000 euros par mois et décide alors d'acheter une maison ainsi que des terrains à Bamako. Il m'explique cependant que c'est du capital improductif puisqu'il n'a plus l'argent pour construire. En 2008, il perd son travail puis sa maison. Il décide de partir à Albacete pour travailler dans la construction. Il voudrait accumuler de l'argent pour acheter un tracteur et rentrer définitivement au Mali, mais est pour le moment au chômage.
28	Djibril	26/6/2014 à Albacete	<b>Âge</b> : 31 ans <b>Situation familiale</b> : Célibataire <b>Arrivée en Europe</b> : Il est arrivé en 2009 en Espagne par avion avec un visa de travail.	Avant de partir pour l'Europe, Djibril travaillait dans l'agriculture au Mali, activité qu'il a poursuivie en Espagne. Djibril est un « habitué » de la route des saisonniers agricoles. Il a travaillé un peu partout en Espagne (Huleva, Jaen, Albacete, Lerida). Il dit qu'actuellement il travaille moins qu'avant. Les travaux deviennent de plus en plus occasionnels, pénibles et mal payés. Il est sans papiers en Espagne.
<b>INFORMATEURS RENCONTRÉS EN ITALIE</b>				
N°	Nom fictif	Date et lieu de l'entretien	Informations biographiques	Parcours de circulation transnationale
29	Youssuf	29/03/2014 à Rome	<b>Âge</b> : 29 ans <b>Situation familiale</b> : célibataire <b>Arrivée en Europe</b> : En 2005, en Italie, il arrive à Lampedusa à bord d'une «patera ».	Diplômé au chômage au Mali, Youssuf part pour l'Europe en 2005, son voyage dure plusieurs mois. Finalement, il arrive en Italie où il commence à travailler dans l'agriculture dans le sud de l'Italie ; il a vécu l'expérience traumatique des événements de Rosarno. Il est ensuite parti à Rome et se partage actuellement entre un emploi dans un abattoir et l'engagement au sein d'une coopérative de production et de distribution de yogourt (Barikama). Il a obtenu un permis de séjour en 2009.

30	Malik	29/03/2014 à Rome	<b>Âge</b> : 32 ans <b>Situation familiale</b> : célibataire (fiancé à une filles italienne) <b>Arrivée en Europe</b> : En 2004, en Italie, il arrive à Lampedusa avec une «patera ».	Malik a commencé à travailler en Italie dans l'agriculture. Il participe aux événements de Rosarno, ainsi qu'aux mobilisations qui ont suivi. Il a travaillé à différents postes temporaires et se dédie maintenant totalement aux activités de la coopérative Barikama de production de yogourt (voir aussi Alassane n°17).
----	-------	----------------------	---	---

### INFORMATEURS RENCONTRÉS EN FRANCE

N°	Nom fictif	Date et lieu de l'entretien	Informations biographiques	Parcours de circulation transnationale
31	Hamid	01/05/2014 03/05/2014 à Paris	<b>Âge</b> : 31 ans <b>Situation familiale</b> : célibataire <b>Arrivée en Europe</b> : en 2005, en Espagne. Il arrive par avion grâce à l'obtention d'un pré contrat de travail (et du visa correspondant) réalisé à l'aide de son frère, résident en Espagne depuis 1999.	Avant de partir pour l'Europe, Hamid avait mis en place une activité de commerce de vêtements et de produits électroniques d'occasions. Il voyageait souvent au Bénin et au Nigeria pour s'approvisionner. Il avait ouvert un magasin à Bamako. À son départ, il a légué toutes ses activités et son magasin à la gestion de sa grande sœur. Une fois en Espagne, Hamid a travaillé dans différentes entreprises du secteur de la construction. Son frère, déjà installé à Madrid depuis 1999, lui a beaucoup facilité l'installation. Alors qu'il était au chômage, il a décidé de partir en France sans le dire à son frère. Les débuts à Paris ont été très compliqués. Il n'avait pas où loger et a partagé pendant un mois une chambre d'un foyer de banlieue avec 5 autres personnes. Il était obligé de dormir sous le lit. Puis il a contacté un oncle qui l'a aidé à trouver un travail et une solution de logement moins précaire. À présent, il travaille au noir comme magasinier dans une entreprise de distribution liée à Carrefour. Il fait aussi d'autres travaux occasionnels. De temps en temps, il voyage au Mali en voiture afin de vendre des habits qu'il achète en Espagne à <i>Cobo Callejas</i> , un quartier situé dans la périphérie industrielle de Madrid, dénommé le Chinatown d'Espagne en raison de ses grands entrepôts de ventes en gros de gestion chinoise. Ces voyages, toujours plus fréquents, lui ont permis d'ouvrir une boutique à Bamako gérée actuellement par un cousin étudiant.
32	Shukry	02/05/2014 à Paris	<b>Âge</b> : 33 ans <b>Situation familiale</b> : Marié. Sa femme et son fils	Après avoir terminé ses études de technicien agricole à Bamako, Shukry ne parvient pas à trouver de travail. Son frère finance son départ pour l'Espagne et lui facilite l'entrée par le biais d'un pré contrat de travail. Une fois en Espagne, il commence par un travail de jardinage à Albacete, où il reste

			<p>résident au Mali.</p> <p><b>Arrivée en Europe</b> : arrivé en 2001 par avion en Espagne, grâce à un pré contrat obtenu à l'aide de son frère installé à Barcelone.</p>	<p>un an et demi.</p> <p>Il déménage ensuite à Tarragone où il travaille pendant 6 ans dans une entreprise de bâtiment. Entretemps, il obtient le permis poids lourds. Quand son entreprise ferme, Shukry part travailler à Barcelone pour une petite entreprise de distribution de fruits localisée dans les marchés généraux de la ville.</p> <p>En 2012, il décide de partir à Paris après avoir perdu son dernier travail à Barcelone. Il travaille à présent dans une petite entreprise de construction lui permettant de se payer un petit logement qu'il partage avec d'autres Maliens.</p> <p>Grâce à son permis de conduire, il réalise occasionnellement des voyages au Mali en conduisant le camion d'un compatriote qui lui paye le service. Il a déjà réalisé trois voyages; il cherche l'occasion pour créer sa propre entreprise.</p>
33	Ousmane	02/05/2014 à Paris	<p><b>Âge</b> : 29 ans</p> <p><b>Situation familiale</b> : Marié avec un enfant. Sa femme et son fils sont au Mali.</p> <p><b>Arrivée en Europe</b> : en 2003 en France par avion (visa de tourisme). Il arrive quelques mois plus tard en Espagne.</p>	<p>Chômeur au Mali, Ousmane obtient un visa de tourisme pour l'Europe grâce à l'aide de proches installés en France. Une fois arrivé en France, il n'y reste que le temps nécessaire pour s'organiser et repartir en Espagne où il espère obtenir des papiers. Il commence à travailler dans une entreprise de bâtiment et obtient trois ans plus tard ses papiers. Il reste 5 ans de plus en Espagne, pendant lesquels il travaille dans différentes entreprises, toujours dans le secteur du bâtiment.</p> <p>En 2012, il part en France après six mois de chômage.</p> <p>Actuellement, il effectue des travaux occasionnels à Paris à travers lesquels il arrive tout juste à survivre.</p>
34	Hakim	02/05/2014 à Paris	<p><b>Âge</b> : 29 ans</p> <p><b>Situation familiale</b> : Marié sans enfants. Sa femme habite au Mali.</p> <p><b>Arrivée en Europe</b> : arrivé en 2007 en Espagne, sans visa, à travers les îles Canaries.</p>	<p>Originaire de la région de Kayes, il était boutiquier dans le magasin d'un proche, avant de partir pour l'Europe. À son arrivée en Espagne, il a vécu 6 ans à Murcia. Il a d'abord été jardinier, puis réalisé différents travaux dans plusieurs secteurs : magasinier, ouvrier de bâtiment, etc.</p> <p>Licencié de son dernier emploi en Espagne en 2013, il est arrivé en France. Au début, il a trouvé des petits travaux journaliers, payés à la tâche, puis a essayé de trouver un travail « qui est bien ». Il affirme qu'il est compliqué de travailler sur un poste bien encadré quand on ne peut pas être recruté légalement.</p> <p>Actuellement, il se débrouille grâce à des travaux temporaires de menuisier ou magasinier.</p>
35	Diabby	03/05/2014 à Rosny-sous-Bois (Paris)	<p><b>Âge</b> : 37 ans</p> <p><b>Situation familiale</b> : Marié au Mali avec deux enfants. En Espagne il avait une copine, mais ils ont coupé avant son départ en France.</p>	<p>En Afrique, il était commerçant. Il circulait entre le Sénégal, le Mali et la Mauritanie. À un moment de sa carrière, il décide de tenter « sa chance en Europe » pour améliorer sa situation.</p> <p>Il vit 10 ans en Espagne où il travaille principalement à Madrid. Il affirme avoir pu toucher des salaires assez élevés en travaillant dans le secteur du bâtiment pour une grande entreprise (Cofrade). Au gré des années, il est passé de simple manœuvre à chef coffreur ; raison pour laquelle il a décidé de demander un crédit bancaire afin d'acheter un petit appartement dans le quartier de Moratalaz.</p> <p>Depuis son licenciement, sa situation s'est effondrée. Il a</p>

			<b>Arrivée en Europe</b> : arrivé en 2003 en Espagne, sans visa, à travers les îles Canaries.	perdu sa maison qu'il partageait avec sa copine espagnole, et a décidé de partir en France. Actuellement, il se montre déçu par son choix. En France, il n'arrive à travailler que quelques jours par mois et se voit obligé de partager une petite chambre de foyer avec 5 autres personnes. Il affirme qu'il se sent espagnol et reproche pourtant à l'Espagne, dont il a les papiers, de ne pas se préoccuper de ses immigrants alors qu'ils ont énormément contribué à sa croissance.
36	Youyou	03/05/2014 à Rosny-sous-Bois (Paris)	<b>Âge</b> : 25 ans <b>Situation familiale</b> : célibataire. <b>Arrivée en Europe</b> : arrivé en 2008 en Espagne, sans visa, par les îles Canaries.	Il était chômeur au Mali. Une fois arrivé en Espagne, il n'a travaillé que dans l'agriculture au noir, car il n'est pas réussi à régulariser sa situation. En 2011, il a souffert d'un accident de travail plutôt grave, qui lui a occasionné des problèmes permanents de santé. Fin 2013, il est parti en France, à Paris, où il survit actuellement sans travail, sans papiers et sans famille, grâce aux aides d'une association et à son réseau de compatriotes.
37	Alassane	03/05/2014 à Rosny-sous-Bois (Paris)	<b>Âge</b> : 37 ans <b>Situation familiale</b> : Marié avec deux enfants <b>Arrivée en Europe</b> : Arrivé en Espagne en 2003 (sans visa) par les îles Canaries.	Il a vécu presque 11 ans en Espagne avant de partir, en 2013, pour Paris. En 2005, il a réussi ses papiers grâce à la campagne de régularisation massive du gouvernement Zapatero. Il a travaillé presque sans arrêt dans une petite entreprise de restructuration et de réaménagement. Depuis son arrivée en France il a très peu travaillé: il n'arrive à s'occuper qu'un ou deux jours par mois. Il a essayé d'acheter un véhicule pour démarrer une activité de commerce de voitures d'occasion avec le Mali, mais il affirme qu'il n'a réalisé qu'un voyage à travers lequel il n'est pas parvenu à récupérer son investissement.
<b>INFORMATEURS RENCONTRÉS AU MALI</b>				
N°	Nom fictif	Date et lieu de l'entretien	Informations biographiques	Parcours de vie
38	Aissata	17/07/2014 à Bamako	<b>Âge</b> : 26 ans <b>Situation familiale</b> : Célibataire <b>Voyages et circulation transnationale</b> : Aissata a voyagé en Europe pour de courtes périodes pendant ses études.	Étudiante à la faculté, elle obtient un diplôme de tourisme et d'hôtellerie. Une fois diplômée, Aissata ne trouve pas de travail la satisfaisant. Il y a trois ans, elle a entrepris une activité commerciale de transporteuse entre la France (qu'elle connaît grâce à ses visites et à l'appui d'une tante qui y est installée), l'Espagne et le Mali. Sa routine commerciale inclut des voyages périodiques à Paris afin d'acheter le véhicule et les produits d'occasion à revendre au Mali. Elle arrive en avion et repart par la route, après avoir contracté un chauffeur qui la conduit jusqu'à Bamako. Souvent, elle se tourne vers l'Espagne pour acheter un camion à des conditions plus avantageuses. Elle transporte également des colis et des produits que les

			Actuellement, elle fait périodiquement la navette entre Bamako et Paris.	immigrées installées en France lui confient. Elle me parle des difficultés à gérer une telle activité en tant que femme (difficulté à s'affirmer dans un milieu masculin), mais aussi des avantages de son travail (indépendance économique, construction d'un réseau de relations, fierté de la réussite économique).
39	Yacouba	17/07/2014 à Bamako	<p><b>Âge</b> : 48 ans</p> <p><b>Situation familiale</b> : Marié avec 3 enfants (qui ne sont jamais partis en Europe)</p> <p><b>Voyages et circulation transnationale</b> : Récemment réinstallé à Bamako après 13 ans d'emigration en Europe, il voyage une fois tous les deux mois en Espagne pour ravitailler son magasin.</p>	<p>Avant de partir pour l'Europe, Yacouba était commerçant. Il gérait un magasin d'alimentation qui lui rapportait des bénéfices satisfaisants. Il justifie son départ par « un problème », une dette qui avait entraîné un conflit personnel avec une personne dont il ne spécifie pas l'identité. Il affirme qu'il a été obligé de partir puisqu'il « vivait très bien » chez lui. Une fois arrivé en France en 2000 grâce à un visa touristique, il décide de repartir en Espagne où il trouve un travail dans la construction qui lui permet un salaire stable pendant 10 ans. Il décide tout de même de ne pas faire venir sa famille en Espagne. En 2012 et 2013, après avoir perdu son emploi, il commence à réaliser des voyages entre le Mali et l'Espagne avec le camion pour vendre des produits d'occasion. Il a récemment ouvert un magasin/dépôt qu'il utilise pour vendre ses produits, mais il n'est pas du tout satisfait de sa situation.</p> <p>Ce qu'il considère comme du commerce de poubelle est pour lui juste un pis-aller, quelque chose de temporaire dans une phase de transition difficile : en effet, il est rentré au Mali sans savoir si cette décision serait définitive ou non. Après 14 ans à l'étranger, il a la sensation d'avoir perdu tous ses repères à Bamako, raison pour laquelle le commerce de produits d'occasions semble être selon lui la seule activité à sa portée, lui permettant de profiter de ses contacts en Europe.</p>
40	Baba	18/7/2014 à Bamako	<p><b>Âge</b> : 29 ans</p> <p><b>Situation familiale</b> : Célibataire</p> <p><b>Voyages et circulation transnationale</b> : installé à Bamako, il voyage fréquemment dans les pays limitrophes. Il n'a jamais été en Europe.</p>	<p>Diplômé actuellement au chômage, Baba réalise des petits commerces (d'oiseaux ornementaux) et des travaux occasionnels avec les touristes, comme chauffeur ou guide. Baba planifie de démarrer un commerce au détail entre le Mali et la France afin d'importer toute sorte de produits de première nécessité (vêtements, produits alimentaires et produits ménagers, mais aussi appareils électroménagers, portables d'occasions, etc.) dont il considère la demande élevée au Mali. Une grande partie de sa famille vie en France (deux sœurs et un frère), qui pourra l'héberger et l'aider à monter son réseau de contacts. Son souhait serait ensuite d'évoluer en investissant dans d'autres domaines : premièrement dans le commerce d'objets d'art africain en France puis dans l'importation depuis l'Europe, et la gestion d'une société de location de machines agricoles.</p>
41	Hussein	18/7/2014	<p><b>Âge</b> : 32 ans</p> <p><b>Situation familiale</b> : Célibataire</p> <p><b>Voyages et circulation transnationale</b> :</p>	<p>Licencié en 2005, Hussein est informaticien et développeur. Il a commencé à travailler à Bamako juste après ses études. Au début, il faisait des réparations d'ordinateurs en panne, puis a par la suite ouvert une boutique à Niama Koro où il s'occupe de la vente (mais aussi du dépannage) de matériel électronique d'occasion. Son principal fournisseur est un partenaire franPAGE \* ARABIC279PAGE \*</p>





			<p><b>circulation transnationale :</b> Il a vécu et travaillé en Europe pendant 6 ans La première fois, il est parti en visite à Toulouse pendant un mois en 2003. Lors de son deuxième voyage à Paris, il décide de rester en France au-delà de l'expiration de son visa.</p>	<p>en Europe pour augmenter son capital monétaire, et entreprendre dans d'autres secteurs. Homme d'affaires infatigable, Alpha, considère la parenthèse en Europe (6 ans) comme une étape de son parcours de formation (je suis allé pour me spécialiser davantage, puis transférer mes compétences) qui lui donne à la fois l'opportunité d'accumuler un petit capital de départ, pour se remettre aux affaires à son retour. Pendant son séjour en Europe il travaille comme magasinier, puis dans une entreprise de nettoyage. Il entre en contact avec le monde des ONG et, pendant une certaine période, participe à différentes formations, surtout en matière de codéveloppement, gestion de projets, management entrepreneurial. En 2008, Alpha rentre au Mali avec le programme de retour assisté financé par L'OFII (l'Office Français de l'immigration et l'intégration) visant à supporter les microentreprises des migrants de retour volontaire. Grâce au financement de l'OFII, Alpha ouvre une boutique de revente de cartes téléphonique et d'approvisionnement en bouteilles de gaz. Mais il investit également dans d'autres projets. Actuellement, il est engagé sur plusieurs fronts : collaborations audiovisuelles avec le CIGEM pour des documentaires à diffuser parmi les candidats à la migration, projets de développement rural, incursions dans la politique (il est en train d'organiser dans son quartier la campagne du parti majoritaire en vue des prochaines élections). Il planifie aussi de se lancer dans un commerce de produits d'occasion avec l'Europe.</p>
44	Elimane	19/07/2014 à Bamako	<p><b>Âge :</b> 34 ans <b>Situation familiale :</b> marié avec un enfant <b>Voyages et circulation transnationale :</b> Il n'a jamais été en Europe, mais il a voyagé entre le Mali et la Guinée Conackry.</p>	<p>Elimane habite à Kalaban Koura (Bamako) dans la maison familiale de ses parents avec sa femme et les femmes de ses frères émigrés en Europe. Il ne semble pas très content de cette situation, mais avec les faibles revenus de son activité, il ne peut pas aspirer à autre chose. Il admet qu'il serait prêt à partir lui aussi en Europe, mais que pour le moment, il n'a pas eu la chance de décrocher un visa. Elimane gère la vente de marchandises envoyées par son frère Aziz (n°32), surtout des vêtements et des chaussures. Il connaît assez bien le secteur puisqu'avant, il était vendeur dans une échoppe de chaussures. La collaboration entre les deux frères n'est pas fluide : il y a souvent des tensions et des malentendus, car Aziz reproche à Elimane de ne pas savoir vendre les produits qu'il envoie, et Elimane se plaint en retour que le commerce de friperies est saturé, et qu'Aziz devrait le consulter avant de choisir le type de marchandise.</p>
45	Broulaye	20/07/2014 à Bamako	<p><b>Âge :</b> 50 ans <b>Situation familiale :</b> marié avec 4 enfants <b>Voyages et circulation transnationale :</b> Il est resté en France 6 mois,</p>	<p>Broulaye est le patron d'une imprimerie. Les affaires vont très bien et son commerce est en pleine expansion. Électromécanicien de métier, il a commencé par le dépannage de machines d'imprimerie. Il est parti en France en 1985 dans le cadre d'une formation professionnelle dans ce secteur. Il aurait pu rester en Europe, car l'entreprise chez qui il se formait voulait l'embaucher, mais a finalement préféré rentrer au Mali où il s'est marié et a monté une activité à son compte. Il est parti en Europe à deux reprises toujours dans le cadre</p>

			est rentré en 1985. Il a ensuite voyagé en Europe à deux reprises pour ses affaires.	de ses affaires. À présent, Broulaye souhaite réaliser des allers-retours fréquents entre le Mali et l'Europe afin d'élargir son activité et de se dédier professionnellement à l'importation de machines d'imprimerie, mais se plaint des grandes difficultés à obtenir un visa.
46	Idrissa	21/07/2014 à Bamako	<p><b>Âge</b> : 45 ans</p> <p><b>Situation familiale</b> : marié avec enfants</p> <p><b>Voyages et circulation transnationale</b> : Il voyage fréquemment, surtout en Allemagne dans le cadre de son commerce.</p>	<p>Idrissa est un commerçant de voiture. Il a choisi ce secteur, car depuis l'âge de 17 ans, il était chauffeur de camion. Il a démarré sa propre affaire il y a plus que vingt ans après avoir accumulé un petit capital grâce au fait d'avoir été enrôlé comme soldat dans la Guerre du Golfe. « Je me suis débrouillé pour avoir jusqu'à 5 camions », me raconte-t-il en m'expliquant qu'au départ, ses véhicules reliaient Bamako à Abidjan en transportant tout genre de marchandises. Il a ensuite commencé à voyager en Europe pour acheter des voitures d'occasion à importer au Mali. Aujourd'hui, il voyage moins qu'avant, mais se rend relativement souvent en Allemagne. À chaque voyage, il importe une dizaine de voitures qu'il embarque par le port d'Anvers. Il se considère comme un commerçant ayant réussi et dit ne jamais avoir eu de problèmes à obtenir un visa.</p> <p>Actuellement, il est en train de se spécialiser dans une niche de marché. Afin d'échapper à la grande concurrence entre les importateurs de voitures, il s'est concentré sur les voitures de petite taille pour une clientèle de fonctionnaires en milieu urbain.</p>
47	Fousseni	21/07/2014 à Bamako	<p><b>Âge</b> : 38 ans</p> <p><b>Situation familiale</b> : Marié avec un enfant.</p> <p><b>Voyages et circulation transnationale</b> : Il part en Europe tous les mois pour s'approvisionner en marchandises.</p>	<p>Diplômé en tourisme et hôtellerie, Fousseni a commencé par travailler dans un hôtel dans le quartier bamakois d'ACE 2000. Le salaire étant très bas, il a décidé de se dédier à autre chose après un temps. Il a ainsi essayé de partir en Chine ou à Dubaï, mais sans succès. En 2002, il décide de partir en Europe. Il décroche un visa touristique grâce à l'invitation d'un de ses 4 frères et sœurs installés en France et en Espagne depuis longtemps. Si dans un premier moment il part avec l'idée de rester et dénicher un travail à Paris, il change d'avis après quelques semaines en constatant le style de vie de son frère en France, totalement consacré au travail, sans temps pour la famille ou les loisirs. Il décide alors d'acheter une voiture, de la remplir de marchandises et de l'amener au Mali. Ce premier voyage sera un véritable succès, puisqu'il arrive à vendre toutes ses marchandises en l'espace de quelques jours. Depuis lors, il réalise des allers-retours fréquents (un voyage par mois) en marchandant un grand nombre de produits différents : produits de beauté, électroménagers, vitamines et articles de parapharmacie, pièces détachées de véhicules, etc. Quand je lui demande s'il est satisfait de son entreprise, il me répond : « Oui, parce que dans cette activité il n'y a pas de stress. En Europe; il y a trop de stress, moi je n'aime pas être stressé. En Europe, même quand je dois voyager le lendemain pour aller acheter, le jour avant je commence à me stresser, là-bas c'est autre chose par rapport à ici ».</p>

48	Harouna	21/07/2014 à Bamako	<b>Âge</b> : 40-50 ans <b>Situation familiale</b> : Marié avec enfants. <b>Voyages et circulation transnationale</b> : Il n'a jamais été en Europe. Il voyageais régulièrement en Afrique dans le cadre de son activité, mais actuellement il ne se déplace que très rarement.	Harouna est un technicien électronique. Il a commencé à travailler dans le dépannage et la revente de téléviseurs usagés. Ses frères en Europe, sont eux aussi dans le commerce des produits d'occasion. Ils appellent souvent Harouna pour se renseigner alors qu'ils ne travaillent cependant pas ensemble. Harouna préfère mener son propre commerce. Il s'occupe surtout d'acheter à prix réduit les marchandises que d'autres commerçants plus inexpérimentés n'arrivent pas à dédouaner, du fait d'un mauvais calcul des coûts ou pour d'autres raisons. Auparavant, il se rendait souvent au poste de frontière de Niore où il connaît tous les fonctionnaires. À présent, Harouna voyage de moins en moins. Cependant, il tire profit de la circulation d'autrui et ses affaires vont très bien.
49	Wagané	21/07/2014 à Bamako	<b>Âge</b> : 30-35 ans <b>Situation familiale</b> : marié <b>Voyages et circulation transnationale</b> : Il n'a jamais voyagé en Europe. Il se rend fréquemment au Sénégal.	Je rencontre Wagané lorsque je visite une boutique de marchandises d'occasion. Il se présente comme le « gestionnaire » de l'échoppe. Son patron est un migrant qui habite à Paris. Wagané n'est pas juste vendeur, il établit aussi le prix de vente des produits et s'occupe d'aller chercher les marchandises qui arrivent par bateau au port de Dakar. Généralement, il réalise un voyage par mois au Sénégal. Wagané me dit que son patron lui fait confiance et qu'il lui demande son avis sur les produits à acheter: ils sont parents. Wagané est le beau frère du migrant. Il avoue finalement que le marché des produits d'occasion est aujourd'hui saturé ; les prix oscillent et parfois s'effondrent, ce qui rend ses conseils essentiels concernant la marchandise à acheter.
50	Issa	22/07/2014 à Bamako	<b>Âge</b> : 20-25 ans <b>Situation familiale</b> : célibataire <b>Voyages et circulation transnationale</b> : Il n'a jamais voyagé en Europe ni en Afrique.	Issa est un jeune étudiant inscrit à l'université. Il travaille pendant l'été dans un magasin de produits électronique dans le quartier de Djeli Bougou. Son patron a un frère en France qui le ravitaille en marchandises: portables d'occasion et autres dispositifs électroniques. Ce migrant effectue des allers-retours fréquents depuis la France d'où il apporte également des électroménagers et des matelas de seconde main, alors que son frère, le patron d'Issa, réside de manière permanente au Mali. Issa me dit qu'il n'est pas bien payé, car le business " <i>c'est pour leur famille. On ne partage pas vraiment, car c'est pour eux</i> ".
51	Lucien	22/07/2014 à Bamako	<b>Âge</b> : 37 ans <b>Situation familiale</b> : marié avec deux enfants <b>Voyages et circulation transnationale</b> : Il voyage en	Lucien est un Camerounais, arrivé au Mali en 2008. Il était en voyage vers l'Europe, mais après avoir été plusieurs fois refoulé il a décidé de s'établir à Bamako où il a fondé avec d'autres Camerounaises et Congolaises une association qui offre son aide aux migrants centrafricains qui transitent par le Mali. Au cours de ces dernières années, il s'est marié et a créé un club de footballeurs semi-professionnels, dont il est le président. Actuellement, il est entré dans le commerce de produits

			Europe plusieurs fois dans le cadre de son engagement associatif.	d'occasion. Il profite de voyages en Europe dans le cadre de son engagement associatif pour acheter des marchandises qu'il envoie au Mali, où il a ouvert une petite échoppe dans le quartier de Niama Koro. Il se dit encore dans une phase d'expérimentation, il est en train de chercher une niche de marché rentable pour se spécialiser dans la vente d'un ou deux produits spécifiques au lieu de « tout amener ».
52	Abubakar	23/07/2014 à Bamako	<p><b>Âge</b> : 39 ans</p> <p><b>Situation familiale</b> : marié avec des enfants</p> <p><b>Voyages et circulation transnationale</b> : Il voyage souvent en Europe (deux ou trois fois par an).</p>	<p>Commerçant de produits d'occasion depuis longtemps, Boubakar gère un point de vente dans le quartier de l'hippodrome de Bamako. Son cousin, un migrant installé à Paris, lui apporte les produits. Souvent, Boubakar se rend en France afin d'acheter directement ses marchandises. À chaque voyage, il achète un camion de 10 ou de 40 tonnes qu'il charge de produits, avant de rouler jusqu'à Bamako. En transitant par Madrid, il acquiert de nombreuses marchandises, aux prix les moins chers d'Espagne.</p> <p>Il affirme qu'il n'a jamais voulu s'installer en Europe, puisqu'avec son commerce, il arrive à vivre à l'aise, alors qu'en Europe « il y a beaucoup de gens en Europe qui survivent qui n'ont même pas les moyens pour prendre un billet et rentrer chez eux ».</p> <p>En outre, il confie que dans sa famille, il existe une tradition commerciale : « notre famille déjà depuis mon grand-père on est tous des commerçants ». Entre ses frères et cousins, ils gèrent différents magasins à Bamako dont deux au Grand Marché.</p>
53	Toumani	23/07/2014 à Bamako	<p><b>Âge</b> : 40 ans</p> <p><b>Situation familiale</b> : marié avec une femme française d'origine malienne. Son ménage est installé en France.</p> <p><b>Voyages et circulation transnationale</b> : Il voyage fréquemment entre le Mali et la France (une fois ou deux par mois).</p>	<p>Toumani est parti en France en 1999, il a travaillé comme ouvrier pendant 8 ans à différents postes, souvent dans des conditions pénibles et précaires. L'emploi où il est resté le plus longtemps était une fabrique de pièces pour des groupes électrogènes.</p> <p>Dès lors, il a décidé de créer une entreprise à son compte. Il achète des marchandises, principalement des pièces détachées de véhicules, qu'il revend à Bamako. Parfois, alors qu'il est à Paris, il en profite pour trouver un emploi ponctuel afin d'arrondir ses fins de mois et entretenir sa famille (il s'est marié avec une femme Française d'origine malienne avec laquelle il a deux enfants). La dernière fois, il me raconte qu'il a réussi à trouver un emploi comme plongeur dans une cantine pendant un mois.</p> <p>En France il y a ses amis et sa famille, et pourtant quand je lui demande s'il passe plus de temps en France qu'au Mali il me répond avec décision : « Non je suis fréquent sur tous les deux, il le faut ! »</p>
54	Sekou	23/07/2014 à Bamako	<p><b>Âge</b> : 27 ans</p> <p><b>Situation familiale</b> : célibataire</p> <p><b>Voyages et circulation transnationale</b> : Il n'a jamais</p>	<p>Je rencontre Sekou dans un grand magasin dans le quartier de Lafiabougou, encombré de marchandises d'occasion les plus diverses. Il en est le vendeur. Le frère de Sekou, émigré en France il y a plus de dix ans, envoie au Mali les produits à vendre et établit les prix de vente. Sekou ne sait pas de quelle manière son frère s'approvisionne (achat ou récolte dans la rue).</p> <p>Il avoue que ce commerce ne génère pas beaucoup de profit,</p>

			<p>voyagé en Europe, mais s'est déplacé en Guinée Équatoriale pour travailler.</p>	<p>en dépit des apparences (un entrepôt rempli de produits et des clientes qui flânent en quête des meilleures aubaines). Les revenus de la vente vont aux parents de Sekou. Il est donc obligé de réaliser d'autres travaux pour vivre, tout comme son frère en France, qui est ouvrier dans une usine en région parisienne. Sekou voudrait partir pour travailler à l'étranger. Il a déjà travaillé en Guinée Équatoriale auparavant</p>
55	Ali	<p>24/07/2014 Dans l'avion entre Bamako et Madrid (escale à Lisbonne)</p>	<p><b>Âge</b> : 37 ans <b>Situation familiale</b> : marié avec des enfants <b>Voyages et circulation transnationale</b> : Récemment réinstallé à Bamako, après 13 ans d'emigration en Europe, il passe chaque année au moins trois mois en Espagne pour travailler comme saisonnier dans l'agriculture.</p>	<p>Je rencontre Ali dans l'avion de retour de Bamako, à destination de Madrid. Ali est arrivé en Espagne en 2001: dans un premier temps, il a travaillé dans l'agriculture, puis a trouvé un emploi stable dans un abattoir dans la province de Lérida, où il a vécu durant 5 ans. Au chômage depuis quelques années, il est rentré au Mali, pour rejoindre sa femme et ses enfants. Et pourtant, il continue à tirer profit de son permis de séjour (renouvelable tous les 5 ans) pour aller tous les six mois en Espagne travailler dans l'agriculture. Il a en effet gardé contact avec son ancien employeur à Lérida, qui lui a assuré un emploi pendant les trois mois de la saison des arbres fruitiers. L'année passée, il a est resté 7 mois au Mali et 5 mois en Espagne. Il souhaite faire de même cette année, mais s'il ne trouve pas de travail après la récolte de Lérida, il se verra obligé de rentrer vite au Mali : « Je ne veux pas dépenser en Espagne tout l'argent gagné ».</p>

## Annexe 2 :

### Les entretiens collectifs

#### Liste des entretiens collectifs réalisés

Date et lieu de l'entretien	Participants	Déroulement de l'entretien
12/01/2014 à Madrid	<u>10 participants</u>  Hommes, de nationalité malienne, membres de l'association de Maliens de Madrid	<p>Cette rencontre a été organisée à l'occasion d'une réunion de l'Association de Maliens de Madrid. Elle a été l'occasion de connaître le fonctionnement de la vie associative, l'histoire de cette association et les problèmes qu'elle rencontre aujourd'hui, comme la baisse de participation et le manque de fonds liés à la réduction drastique du niveau de cotisation de ses membres.</p> <p>La réunion se déroule initialement en Bambara. À plusieurs reprises, les esprits s'échauffent. En général, on observe la difficulté à faire avancer un projet associatif dans un contexte radicalement modifié.</p> <p>Suite à la réunion, j'ai l'occasion d'échanger avec les participants à propos de différentes questions :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Faiblesses de la vie associative aujourd'hui</li><li>• La crise économique et l'impact sur les Maliens de Madrid</li><li>• Les initiatives à l'ordre du jour, entre autres la création d'une coopérative agricole au Mali.</li></ul>
09/03/2014 à Madrid	<u>4 participants</u>  3 hommes et 1 femme, de nationalité malienne	<p>Échange avec un groupe de commerçants de produits d'occasion, au domicile de deux d'entre eux (Mariam et Ibrahim, n°9 et 14 de la liste des informateurs). Nous discutons des stratégies commerciales, des difficultés du voyage, des tarifs de douane et des accords conclus avec des partenaires au Mali. Chacun expose son expérience de commerçant.</p> <p>On parle également de la crise économique : la discussion s'anime à propos des responsabilités de la classe politique espagnole dans l'appauvrissement des travailleurs en Espagne.</p>
12/03/2014 à Madrid	<u>5 participantes</u>  Femmes maliennes mariées, âgées entre 27 et 39 ans, arrivées en Espagne par regroupement familial	<p>Entretien collectif avec un groupe de femme malienne au domicile de l'une d'elles. Nous échangeons à propos de la perception de la crise économique et de son impact sur le quotidien des familles maliennes en Espagne.</p> <p>Le débat s'anime notamment lorsque nous mentionnons leurs maris, leur situation difficile (la totalité est au chômage depuis quelques années) et leur attitude face à la crise. Les femmes jugent qu'ils ne s'activent pas suffisamment et qu'ils ne tiennent plus leur rôle de chef de famille.</p>
12/04/2014 à Madrid	<u>9 participantes</u>  Femmes, âgées entre 21 et 39 ans	<p>Cette rencontre a lieu grâce à un atelier d'apprentissage de l'espagnol organisé par une association bénévole locale. L'atelier est adressé aux femmes migrantes en général; un groupe de femmes maliennes du quartier y participe habituellement.</p> <p>J'ai l'occasion d'animer une séance en proposant différentes dynamiques d'activité visant à stimuler le débat, l'échange et la réflexion autour de différentes thématiques :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• aspects positifs et négatifs de leur parcours migratoire ;</li></ul>

		<ul style="list-style-type: none"> <li>• vie familiale en Espagne : modèles éducatifs, système scolaire espagnol, santé, bilinguisme des enfants ;</li> <li>• l'impact de la crise économique et la réaction de la population malienne (chômage, procès de lancement de la maison, dettes) ;</li> <li>• les activités génératrices de revenu des femmes maliennes.</li> </ul>
03/05/2014 à Paris	5 participants Hommes, de nationalité malienne entre 17 et 43 ans	<p>Échange avec les 5 Maliens qui occupent une chambre d'un foyer de travailleurs migrants à Rosny-sous-Bois. Tous vivaient autrefois en Espagne et sont arrivés en France depuis au maximum 2 ans.</p> <p>4 parmi eux sous-louent des « places-lits » à même le sol dans une chambre de 9 mètres carrés, le cinquième est un jeune meneur qui dort provisoirement dans la salle télé du foyer. Le titulaire de la chambre arrive au cours de l'entretien et s'en va par la suite : il s'agit d'un homme âgé, de nationalité malienne, qui habite depuis longtemps au foyer.</p> <p>Nous discutons de différents sujets :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La vie en France, difficultés et opportunités ;</li> <li>• Leur parcours et les raisons du départ de l'Espagne ;</li> <li>• La crise économique ;</li> <li>• Les politiques migratoires en Espagne, en France et en Europe en général ;</li> <li>• La vie au foyer ;</li> <li>• L'instabilité politique au Mali</li> </ul>
26/06/2014 à Albacete	12 participants Hommes de nationalité malienne, la plupart sont arrivés à Albacete à l'occasion de la saison agricole	<p>Rencontre avec un groupe de saisonniers Maliens qui font également partie de la même association de ressortissants du village de Guetala au Mali.</p> <p>Ils se réunissent dans l'appartement du président de l'association pour passer ensemble les jours pendant lesquels ils ne travaillent pas. Je leur rends visite en compagnie de Lamine (n° 26 de la liste des informateurs) et nous discutons de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'association des ressortissants de Guetala : vie associative, projets de codéveloppement, défis et difficultés</li> <li>• Le travail dans les champs</li> <li>• La vie à Albacete et la routine des saisonniers</li> <li>• Les familles restées au Mali (dans la majorité des cas, ces migrants sont mariés, leurs femmes et leurs enfants sont pratiquement tous au Mali).</li> </ul>
17/07/2014 à Bamako	5 participants	<p>Conversation avec un groupe de jeunes bamakoises auprès du <i>grain</i> (voir Glossaire Bambara, Annexe 4). Il s'agit des amis du frère de l'un de mes informateurs en Espagne. J'échange avec eux à plusieurs reprises à propos de leur vie à Bamako, de leur perception des migrants en Europe et de leurs opinions sur le commerce des « casses au Mali »</p>

### Annexe 3

## Exemple d'entretien retranscrit

L'entretien avec Mamadou Dourimbia (nom fictif) a été réalisé le 19/12/2011 à Madrid. Sa retranscription est présentée à titre d'exemple à l'aide de la grille d'analyse utilisée pour permettre une première classification des thèmes abordés dans les entretiens.

Note 1: Les marqueurs numériques indiquent la référence chronologique dans de document enregistré.

Note 2 : Les entretiens ont été retranscrits dans la langue dans laquelle ils ont été réalisés (français, espagnol ou italien). Dans ce cas concret, on passe de l'espagnol au français au cours de l'échange.

Nom :	<b>Mamadou Dourimbia</b> ( <i>nom fictif</i> )
Âge :	39
Originaire de :	Originaire de Mamambà/ région de Kayes.
Situation familiale :	Marié avec une femme restée au Mali
Arrivé en Europe :	Il arrive en 2003 en Espagne à bord d'une « patera » (Iles Canaries).
Entretien réalisé le 19/12/2011. Durée, 1:10:05 h. Lieu de l'entretien : Un bar du quartier Lucero (Madrid).	
<u>Raisons du départ.</u> Réflexion sur l'imaginaire collectif de l'Europe-Eldorado.	00:00 – 02 :20 Mamadou: - Yo he salido de mi país...ya sabes, allí en África la gente piensa que aquí es el Eldorado. Entonces, la mayoría tiene en la cabeza que viniendo aquí, se mejora su vida. Yo cuando he terminado mis estudios tenia un trabajo allí, ganaba 300 000 FCFA, trabajaba en una ONG, era un proyecto de microcrédito.
Perception subjective de la possibilité d'amélioration économique	Pensaba que lo que ganaba no era suficiente, así que tenia la idea de venir en Europa para ganar más dinero y como el visado se consigue allí de manera fácil, no es muy difícil conseguir el visado.
Trajectoire par voie terrestre : voyage rapide en 14 jours.	02:21 <i>Annalisa</i> : - pero lo conseguiste hace mucho? ahora ya no es tan fácil... M: -Yo no he venido en avión, he venido en el agua, es una historia muy larga, si quieres que te cuente...era lo más difícil de todo. Yo he venido de Bamako a Kayes, luego Senegal, Mauritania. Yo buscaba allí el visado y no lo encontraba entonces estaba allí...y cuando he llegado allí he tenido suerte.
<b>Arrivée: 2003.</b> Premiers travaux dans <b>l'agriculture</b> : expériences négatives d'escroquerie et exploitation au travail	Llegué aquí en 2003. Salí en junio, julio y he llegado aquí en 14 días, estaba aquí; he tenido suerte aquí por que no me ha costado tener mis papeles aquí, luego he empezado. Primero he trabajado en Jaén, en la campaña de la aceituna, para tres meses era mi primer trabajo y el primer jefe que me encontré allí no era bueno, sabes, pasábamos la noche fuera en la lluvia, dormíamos en un sitio muy...de muchísima gente...luego durante le día trabajábamos todo el día y en estas condiciones nuestras, sabes.



<p><b>De l'agriculture au bâtiment :</b></p>	<p>04:00 M: -Trabajaba en la campana, primero, luego he conocido un chico aquí que trabajaba en la construcción, era de Guinea Bissau, era un encargado y nos estafaba.</p> <p>4:50 <i>(le serveur interrompt Mamadou, nous parlons du café, Mamadou s'aperçoit que je parle français, et souhaite donc poursuivre en français)</i></p>
<p>Passage par différents travaux. Il obtient ses papiers après la récolte de l'olive.</p>	<p>06:10 M : -Bon comme je t'ai dit lui c'est quelqu'un qui nous escroquait en effet, lui était au-dessous du chef. Il avait un peu de pouvoir et il faisait ce qu'il voulait. Avec lui on travaillait et à la fin du mois c'était quelque chose comme 800, 900 euros, je faisais souvent 15 heures de temps, 16 heures de temps. J'ai dit, bon, écoute, je vais chercher ailleurs. <b>Après la campagne de l'olive à Jaén j'ai eu mes papiers</b>, et j'ai commencé dans la construction. Après il y avait une entreprise qui faisait des raquettes, j'ai travaillé là-bas pendant une année, de là-bas, comme je jouais un peu au football, j'ai connu un espagnol qui avait une entreprise de "tarimas flotantes", on faisait la répartition en fourgonnette, c'est un bon souvenir.</p>
<p>Volonté de se mettre à son compte et monter « un business là-bas ».</p>	<p>10 :30 M : -Le salaire variait de 1000, 1100, 1200, j'ai dit bon écoute, tous les efforts que j'ai déployés ici...on se lève très tôt pour aller travailler puis là-bas il faut vraiment travailler pour qu'on se maintienne... donc j'ai dit : au lieu de faire cela ici, moi aussi je veux essayer d'ouvrir un négoce, un business là-bas. Si tu te lèves ici très tôt avec le courage, et puis là bas...tu peux bien réussir en Afrique, avec un peu de courage de créer des activités, d'être créatif... Il faut réfléchir, avoir des idées, essayer de les mettre en pratique, et tout de suite tu verras...</p>
<p><b>2007 : le commerce de véhicules d'occasion.</b></p> <p><u>Premier pas</u> : choisir des véhicules adaptés aux goûts de la clientèle au Mali.</p> <p><u>Deuxième pas</u> : S'informer sur les prix du marché.</p>	<p>C'est de cette façon qu'est née l'idée d'amener des véhicules au Mali. C'était en 2007. J'ai commencé.</p> <p>14:15 M : -En ce moment j'avais acheté deux véhicules : une 406 et puis une Mercedes. <i>Annalisa : - tu les avais achetés ici?</i> M : - La Mercedes je l'avais achetée en Allemagne, j'étais parti là-bas pour visiter ma petite soeur qui est mariée là-bas depuis 1990. Je l'avais amenée ici, je l'avais immatriculée ici, donc après j'ai acheté une 406, parce que c'est deux véhicules que les gens aiment beaucoup au Mali. <i>Annalisa : -le Mercedes je savais, mais la 406 je ne savais pas.</i> M : -La 406 ça plaît beaucoup aussi... avec cette idée, sachant que ces deux véhicules plaisent aux Maliens, donc si je les amène, je vais gagner. Donc je l'ai acheté, puis j'ai téléphoné à un ami malien pour savoir un peu les prix auxquels on pouvait vendre ça.</p>
	<p>15:07 M : -Pour le premier voyage j'ai trouvé quelqu'un ici, je l'ai payé pour</p>

Premier voyage	qu'il conduise un véhicule et puis moi je conduisais l'autre et on est parti ensemble au Mali... franchement ça marchait.
Calculer les bénéfices	<p>15:37</p> <p><i>A : - Et il y a une bonne marge? Parce qu'il faut aussi amortir le voyage et les frais de l'autre personne qui se déplace ?</i></p> <p>M : - Oui, effectivement. Tout à fait...après tous les calculs, oui. Parce qu'à l'époque il n'y avait pas ce système de la douane. Maintenant en rentrant avec le véhicule au Mali il faut payer les frais de la douane, mais en ce moment il n'y avait pas ça. On payait juste quelque chose à la frontière.</p> <p>Donc <b>j'ai fait mes calculs</b> et tout et vraiment ça sortait quelque chose, bon si tu fais quelque chose une fois et si tu vois que tu peux le faire une deuxième fois...voilà. Bon c'était un peu ça.</p>
Évolution du business : « la voiture container »	<p>16:15</p> <p>M : -Finalement, <b>j'ai un peu évolué</b> en achetant des téléviseurs d'occasion ici, des radios, des téléphones de seconde main, parce que les Maliens commençaient à m'acheter des choses pour amener au Mali, jusqu'à que beaucoup des gens me connaissent.</p>
<u>Troisième pas</u> : construction d'un capital de confiance	<p><i>A : - Ils achetaient rapidement?</i></p> <p>M : - Au début j'avais des difficultés parce que les gens ne me connaissaient pas, mais quand j'ai commencé à avoir mes clients, jusqu'à ce que <b>maintenant les gens m'appellent pour me faire leurs commandes</b>. Donc on m'appelle à l'avance et je leur achète le véhicule.</p>
Garantir la vente : il travaille sur commande avec une avance sur le prix à payer.	<p><i>A : - Et comment tu sais que, après, la personne est encore partante pour t'acheter le véhicule ? On peut te dire: l'argent est parti, j'avais mon père malade.</i></p> <p>M : - Effectivement. C'est pour ça que je demande toujours une avance..."<b>una fianza</b>", c'est un peu moins de la moitié du prix. Avec ça la personne s'engage parce qu'elle a son argent là-dedans. Bon avec tout ça, si j'arrive là-bas et la personne n'est pas prête à payer, donc l'argent qu'elle a donné elle ne peut pas te réclamer ça. Donc tu as tout le temps pour revendre le véhicule et après tu lui donnes son argent; normalement les gens qui ne sont pas prêts à payer le véhicule ne vont pas te donner l'avance, donc c'est cette idée que j'ai et finalement ça marche.</p>
Il se présente comme un pionnier dans le secteur: il bénéficie d'une expérience au Mali dans la revente de motos d'occasion.	<p>18:30</p> <p><i>A : - Il y avait d'autres copains qui faisaient cela?</i></p> <p>M: Oui, quelques-uns le faisaient, mais je ne le savais pas, je ne me suis pas basé sur quelqu'un pour le faire. J'ai eu l'idée parce que moi les machines m'ont toujours plués, les véhicules; depuis le Mali je faisais d'abord l'achat et la revente de motos de seconde main. Je les achetais, je les réparais et puis je le revendais. Donc j'étais un peu déjà habitué au système.</p>
D'autres routes : le Bénin	<p>(19:00) Quand j'ai commencé, il y avait déjà les gens qui le faisaient, mais ce n'était pas trop commun cela. Moi j'ai commencé avant les autres.</p> <p><i>A : - Ils m'ont dit que beaucoup de véhicules d'occasion passent par le Bénin, les Maliens souvent achètent par là, c'est vrai?</i></p> <p>M : - Effectivement il y a le port de Cotonou au Bénin, donc les</p>

<p>Possible évolution du business dans le futur : possibilité d'exporter plusieurs véhicules par bateau. Pour le moment, ce plan ne peut être réalisé.</p>	<p>véhicules débarquent là bas ; souvent ce sont des véhicules qui sont un peu moins chers. Donc les gens préfèrent se rendre là-bas et puis ils font le chemin de Cotonou jusqu'à Bamako pour revendre le véhicule. Ça aussi ça marche.</p> <p>20 :00 A : - <i>Toi, tu n'as jamais chargé le véhicule sur un bateau pour l'amener à Dakar ou à Cotonou?</i> M : - Non, mais c'est dans mon projet. Pour le moment je n'ai pas acheté de véhicules ailleurs. 12 en France et 12 en Allemagne aussi. Bon, j'avais un ami là-bas (en Allemagne) qui m'avait promis de travailler avec moi, il avait beaucoup de véhicules là-bas qui peut me vendre à un prix raisonnable et puis moi je les embarque à Dakar. Finalement lui il a eu des problèmes après. Et puis on m'a dit que pour faire le bateau ça demande quand même un peu de moyens, car si tu passes par le port tu dois payer les taxes du port, beaucoup de choses... donc pour le moment, je n'étais pas en mesure de le faire. Mais je suis en train de prendre un peu de recul sur tout ça pour pouvoir me préparer.</p>
<p>Nécessité de trouver un partenaire et de réaliser un investissement financier consistant.</p>	<p>9:36 M : - Mais je sais que quelqu'un de proche pourrait le faire, je suis en train de chercher un partenaire qui pourra me faciliter ça. Il faut quelqu'un qui est là-bas, qui me facilite, on s'aide aussi, on s'entraide financièrement pour pouvoir acheminer les véhicules sur Bamako. Voilà, sinon c'est quelque chose qui marche vraiment, mais ça demande un peu de préparation.</p>
<p>Description du voyage et des difficultés : - corruption des fonctionnaires</p>	<p>21:57 M : - Tout ça demande un peu d'esprit d'initiative et de courage. De courage surtout, parce que c'est vrai que le voyage c'est très fatigant. C'est très intéressant, mais c'est très fatigant aussi. Tu te fatigues surtout à partir du Maroc. Tu sais comment c'est la démarche en Afrique, tu peux avoir tous tes papiers en règle, mais ils trouvent toujours quelque chose qui ne marche pas, pour que tu lui donnes quelque chose; voilà les difficultés de la route ; il faut les connaître aussi. Bon un peu de banditisme aussi ; A : - <i>Il t'est jamais arrivé des cas de vols ?</i> M : - Non... Bon une fois on m'a volé un téléphone, mais là, ils ne m'ont pas agressé... Comme je m'arrêtais dans les stations d'essence pour me reposer, j'en profitais aussi pour vendre un peu de choses en partant du Maroc. Une fois ils sont venus, ils étaient là en train de regarder les portables que j'avais; bon quelqu'un a profité de cette situation pour me piquer un téléphone. Mais c'est des choses qui arrivent...</p>
<p>- Banditisme, vols.</p> <p>Organisation et durée du voyage</p>	<p>23 :30 A : - <i>Ça dure beaucoup la route?</i> M : - ça dépend, moi par exemple, si je quitte ici, le cinquième jour je suis déjà au Mali. Je peux être au Mali aussi en quatre jours, mais là il faut courir. A : - <i>Et tu restes combien de temps au Mali pour revendre la marchandise?</i> M : - Généralement au bout d'une semaine je repars... Mais tu sais, ça dépend. Si quelqu'un te fait une commande et après la personne te dis attends la fin du mois... tu peux trouver que la personne te dit qu'elle a déjà l'argent comme tu peux trouver que la personne n'est pas encore</p>

<p>Commerce concentré sur Bamako</p> <p>L'expérience :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- contacts,</li> <li>- connaissance du marché,</li> <li>- partenaires</li> </ul>	<p>prête ! Mais comme j'ai aussi la famille là-bas, les frères et les soeurs, même s'ils ne me donnent pas vite mon argent je reste là-bas même un mois avec ma famille. C'est un côté très positif du voyage. Je vais souvent au Mali. Il m'arrive même de faire deux voyages dans le même mois.</p> <p>25:50</p> <p><i>A : -Et ton business est tout à Bamako?</i></p> <p>M : - Pour le moment oui. Pour le moment toutes les commandes sont sur Bamako et ça marche. C'est des particuliers, ce n'est pas des magasins, comme je t'ai dit, pour le moment j'amène deux ou trois véhicules....</p> <p>Mais je suis en train d'avoir de l'expérience et avec cela je suis sûr que je vais trouver un partenaire qui pourra me soutenir financièrement et cela pourra vraiment marcher.</p> <p><i>A : - Quand tu dis de l'expérience?</i></p> <p>M : -Je veux dire des contacts, les marques des véhicules qui marchent au Mali, le Mali c'est un pays chaud, c'est pas tous les véhicules qui supportent la température là-bas et en plus l'état des routes. Il y a des voitures qui sont bien adaptées à nos routes; tu dois prendre un véhicule qui peut plaire aux gens.</p> <p style="text-align: center;">29 :00 – 33 :00 (deuxième interruption du serveur et passage à l'espagnol puis encore au français)</p>
<p>Situation familiale, réseau parental</p>	<p>33:56</p> <p><i>A :- Tienes familia por aquí?</i></p> <p>M : -tengo una hermana en Alemania que ha venido antes de mi y un hermano ha venido, somos cuatro y los otros están allí. Tenin la intencion de venir por aqui.</p> <p>M : - C'est pour ça que moi aussi j'ai l'intention de multiplier mes voyages au Mali.</p> <p><i>A : - Si tu devais choisir, tu dirais que tu es basé en Espagne ou bien au Mali ?</i></p>
<p>Équilibre entre présence au Mali et en Espagne : « je suis plus fréquent » en Espagne.</p>	<p>M : - Pour le moment <b>je suis plus fréquent ici</b>, parce qu'au Mali vraiment je vais juste le temps d'amener le véhicule. Je peux passer un mois, vingt jours, parfois deux mois et après je reviens ici donc... Mais franchement <b>je suis venu avec l'idée de monter un négoce là-bas.</b></p> <p><i>A : -Tu le vois comme le pas suivant dans ton parcours?</i></p> <p>M : -Voilà ! c'est ça.</p>
<p>La crise :</p>	<p>35 :42</p> <p><i>A : - Et la crise? Tout le monde parle de la crise... elle t'a touchée?</i></p> <p><b>M : -Tout Malien a été touché un peu par la crise</b> : il n'y a pas de travail, beaucoup de chômage, beaucoup de gens sur la route; mais la mienne est une activité qui me permet de revenir au Mali sans pour autant sentir beaucoup la crise. C'est quand même un dommage car les personnes qui achètent ton véhicule n'ont pas assez d'argent et ça peut affecter ton business, mais...on a toujours une porte de sortie avec ça.</p> <p>M : Tous les Maliens ont à se battre avec la crise; au pays les compatriotes croient qu'ici on travaille bien. S'il y a la crise ici, ça se</p>

<p>Les retombées de la crise au Mali sont ambivalentes :</p> <p>- baisse du pouvoir d'achat - augmentation de la prise d'initiatives au Mali</p> <p>Changement dans la société malienne.</p> <p>Vision volontariste du développement : des initiatives sont nécessaires pour progresser</p> <p>Perception de l'Afrique comme « un grand chantier » : beaucoup d'opportunités peuvent être saisies si on est disposé à se réinventer.</p> <p>Importance des études dans le parcours de Mamadou</p>	<p>note aussi là-bas, donc c'est une chose qui touche les affaires. Il y a un pouvoir d'achat qui baisse aussi là-bas, mais en même temps <b>je crois que ça facilite l'initiative des gens qui commencent à faire quelque chose au Mali</b>. Avant il y avait beaucoup de familles qui vivaient dans la dépendance.</p> <p>38 :50 A : Et maintenant c'est différent ? M : Oui les gens au Mali commencent à prendre conscience maintenant qu'un pays ne peut pas se développer sans avoir d'initiatives; Il faut prendre exemple sur l'Europe : la France, l'Espagne et l'Italie sont toutes passées par cela, par le courage, la prise de conscience de tout un chacun. C'est-à-dire que c'est nous même qui pouvons développer le pays en acceptant de travailler, en ayant beaucoup de courage ! C'est un peu le cas au Mali, les gens commencent à prendre conscience, ils créent des petites entreprises, ils sont créatifs, commencent quelque chose et puis ça marche donc.</p> <p>(39:36) A : <i>Tu es optimiste ?</i> M : - Oui, l'Afrique c'est un peu un grand chantier. J'ai plein d'amis qui ont tous quelque chose à faire maintenant ! Avant ce n'était pas ça. Maintenant tous les amis avec qui j'étais... même au moment où je venais en Espagne il y avait beaucoup de chômeurs là-bas, mais maintenant... par exemple tu es professeur, et tu t'en sors comme enseignant, donc avec ton niveau d'études si tu peux faire quelque chose tu le fais, non? Avant les gens refusaient un peu ça; maintenant ils comprennent que ça ne veut pas forcément dire que tu dois faire le travail dont tu as le diplôme, non ? Les études tu les fais pour avoir une spécialité que tu peux utiliser pour beaucoup d'autres choses.</p> <p>41:25 A : - <i>Tu parles des études. Comment tes études t'ont aidé dans ton parcours ?</i> M : - Les études m'ont aidé beaucoup ici. Je vais te raconter un peu, je peux dire que c'est même mes études qui m'ont aidé à avoir les papiers ici parce que quand je suis arrivé j'ai fait de la traduction, je faisais l'interprète, donc ma chance n'est pas venue toute seule, la personne pour qui je faisais la traduction c'était une grande personnalité ici donc voilà, ma manière de travailler lui a beaucoup plu. Il m'a dit : « je vois en toi une personne ouverte, tu veux vraiment progresser, donc je vais te donner la chance, donc je vais t'aider avec les papiers". J'ai un bon souvenir des premiers temps en Espagne, j'ai eu des moments de difficultés, mais je dois reconnaître qu'il y a de très bonnes personnes ici. Donc avec ces souvenirs j'ai rencontré des gens qui m'ont aidé et qui m'ont donné beaucoup d'idée ou qui continuent à m'aider jusqu'à maintenant. J'ai eu de la chance.</p> <p>43:50 A :- <i>Quand tu retournes au Mali, quelle est ta sensation ?</i> M : Bon.... A : - <i>Comment te reçoivent les gens ? On t'appelle l'espagnol ?</i> M : - Oui, c'est un peu ça, t'as toujours des gens comme ça ! Surtout ceux qui ne sont jamais sortis du Mali, ceux qui n'ont jamais été ici en Europe. Ils ont beaucoup d'envie, ils ont envie de venir ici, donc ils ont</p>
---	--

<p>Sensation du retour et influence d'une représentation trompeuse des migrants au Mali</p> <p>Volonté de modifier l'idée répandue de la richesse facile en Europe</p> <p>Selon M., le fait d'avoir à se confronter à des situations difficiles en Europe pousse à l'initiative, et contraignent à « se battre ».</p> <p>Migration=acquisition d'expérience, de compétences/sortie d'une culture de la dépendance</p> <p>Pour expliquer la nécessité de faire face à des situations extrêmes : récit de son arrivée à Madrid</p>	<p>besoin d'être à notre place. Ils pensent qu'il y a tout ici, que nous on a tout juste parce qu'on vient d'Europe.</p> <p>44:23 M : - J'ai eu à causer avec les gens, parfois je leur enseigne beaucoup de choses: l'Europe c'est bien, c'est vrai qu'il y a de l'argent, mais c'est en travaillant aussi, sinon ce n'est pas le fait seulement d'aller en Europe, donc il faut être courageux et créatif pour pouvoir faire quelque chose. Comme je t'ai dit au début, le courage qu'on a ici, la détermination qu'on a ici... on est obligé d'être courageux ici pour pouvoir s'en sortir, donc si on applique notre courage au Mali ça va donner la même chose comme ici.</p> <p>Venir en Europe ici c'est très très bien, ça donne de l'expérience. Tu apprends beaucoup de choses : tu apprends qu'il faut se battre dans la vie, parce qu'ici personne t'aide, tu t'aides à toi même. Si tu restes avec les bras croisés, tu peux te trouver écarté, mis à côté et les gens ont raison parce que tout le monde se cherche ici, quoi.</p> <p>Jusqu'aux femmes, le matin quand je vois les femmes courir comme les hommes dans le métro, l'autobus, pour aller au boulot, tu vois, je vois tout de suite une différence entre les femmes ici et les femmes africaines.</p> <p>46:17 Parce que bon, tu te vois tout de suite dans un autre monde ! Je me rappelle, quand je suis rentré en Espagne, j'ai passé un moment aux Canaries et puis on est partis pour Madrid.</p> <p>Je me rappelle, c'était un samedi, c'était en 2003. Ils sont partis nous laisser à la gare de Atocha. Là j'ai su que vraiment maintenant il faut se débrouiller. Je ne connaissais personne, j'ai dormi 3 ou 4 jours à la gare d'Atocha, car j'avais un numéro, mais je ne voulais déranger personne ; j'ai passé ce moment, il faisait un peu froid, j'ai dormi avec un sénégalais... Les autres avaient leurs parents ici, chacun venait chercher son jeune frère ou sa connaissance : « Souleymane ou Mamadou vient, amène tes bagages » jusqu'à ce que nous on est restés les deux. Le sénégalais et moi, finalement lui aussi il a eu la chance avant moi et quelqu'un est venu le chercher. Je suis resté là-bas, quand j'avais froid je rentrais dans la gare et avant deux heures la police venait me chasser, me faire sortir.</p> <p>Vraiment j'ai souffert, pendant ces quatre jours, oui, j'ai souffert beaucoup. Finalement, j'ai appelé au Mali pour qu'on me donne le numéro de cette personne. Dieu merci, j'ai eu de la chance, je l'ai appelé, il est venu me chercher. En fait, j'avais un tonton au Mali qui travaillait avec moi, donc c'est lui qui m'a donné le numéro de son jeune frère qui travaillait à Lérída.</p> <p>52 : 00 Lui aussi il a été un peu imbécile parce qu'il m'a d'abord dit d'aller chez lui : c'était le mois de novembre déjà, quand je suis arrivé là-bas ils m'ont amené dans un champ, mais il n'y avait pas de travail. J'ai fait deux jours chez lui, puis il m'a mis à la porte, il m'a mis dehors. Lui, il était très imbécile, il m'a mis dehors sans motifs et il ne me l'a même pas dit, il a envoyé quelqu'un me le dire : « voilà, dit à Mamadou de ma part qu'il se cherche une autre place, je dois partir au Mali et je ne veux pas qu'il reste chez moi ». Et cette personne lui a répondu : « mais s'il ne connaît personne qu'est ce que tu veux qu'il fasse ? » « Non, dis lui qu'il doit sortir, c'est un homme il va s'en sortir ».</p>
--	--

<p>Exemple de défaillance dans le mécanisme de solidarité communautaire: Le contact de Mamadou provenant de son réseau familial le « met à la porte ».</p> <p>Construction d'autres relations de solidarité.</p>	<p>57 : 30</p> <p>C'était de nuit et il m'avait dit que je pouvais sortir le lendemain, mais je n'ai pas voulu rester là-bas. J'ai fait ma valise et je suis sorti comme ça et, à coup de hasard, j'ai vu un ami de longue date qui avait disparu ; j'étais en train de penser où aller tout seul avec ma valise, je suis parti vers une place là-bas où se réunissent les Africains, je pensais je vais partir là-bas peut être je vais rencontrer quelqu'un qui m'indiquera où je peux rester cette nuit. Je venais dans la rue comme ça, je suis arrivé à l'angle de la rue. Il venait de l'autre côté, au début on ne s'est pas vus, on s'est croisés et puis on s'est arrêtés face à face et on s'est retrouvés. J'ai dit « écoute, je ne savais même pas que tu étais là » et l'autre « non, je travaille ici... viens avec moi... donne-moi ta valise, tu viens chez moi » ; il faisait tellement froid. Je suis parti avec lui, il m'a dit : tu peux rester jusqu'à que tu trouves tes papiers et ta situation se stabilise. Je ferai tout ce que je peux pour toi et voilà.</p> <p>Il est encore ici en Espagne, même aujourd'hui j'ai parlé avec lui, pour passer chez lui le Noël.</p> <p><i>A : - Tu es marié ?</i></p> <p>M : - Oui, je suis marié, ma femme est au Mali, maintenant c'est un peu difficile...</p>
<p>Situation familiale</p>	<p>1:05:52</p> <p>M : - En 2004 j'étais à Jaén, je travaillais pour un monsieur Miguel Fernandez. Tellement il m'aimait que j'étais le dernier à partir de chez lui et quand il me déposait à la station finalement il pleurait.</p> <p>Il m'a beaucoup aimé, donc cette année avec la crise, j'ai beaucoup d'amis qui sont au chômage, qui ont des familles à nourrir qui n'ont rien, donc je leur ai dit, il faut aller voir Miguel, car depuis le 2005 je ne travaillais plus là-bas ; quand il m'a vu il a sauté de joie, lui et sa femme, je lui ai dit, Miguel je viens te voir parce qu'il y a des gens qui ne travaillent pas comme c'est le moment de la campagne de l'olive, il m'a dit : « necesito 10 personas, así que si puedes conseguirlas, les trabajadoras que tengo aqui les voy a decir que no vengan por que te conesco y tengo confianza en ti »</p>
<p>Relation avec son patron espagnol à Jaén : exemple d'un lien d'amitié et confiance</p>	<p>Comme ça j'ai pu amener tous mes amis, celui qui vient de sortir tout de suite il m'avait dit, mais j'avais déjà pris les 10 personnes.</p> <p>Il faut rendre service quand tu peux. C'est un peu ça, j'aime toujours aider, si tu peux faire quelque chose...</p>

Annexe 4

Articles de presse écrite et online

Articles sur le commerce article d'occasion au Mali

**Mali**

# Commerce d'articles de casse : ATTENTION DANGER !

En apparence, ils constituent une providence pour les petites bourses. En réalité, ils peuvent représenter un danger pour la santé, l'environnement et l'économie

**E**liminer le contenu des poubelles sans préjudice pour l'environnement constitue dans les années 1950 et 1990 était un véritable casse-tête chinois pour les Européens et les Américains. Mais de nos jours, ce souci s'est largement atténué. Le commerce des matériels récupérés dans les décharges des pays industrialisés est devenue une activité très lucrative pour certains de nos compatriotes qui y ont d'ailleurs fait leur fortune. Actuellement, Bamako est littéralement submergée par les matériels électroménagers de récupération, les tapis, les jouets usagés, les vieux matelas, les anciens téléviseurs. Cas extrême, on peut même trouver sur certains marchés du matériel sanitaire mis au rebut. A ce propos, l'ancien directeur général des Douanes, Modibo Maiga, se rappelle que la direction régionale de la Douane de Kayes a saisi une fois un lot de matériels tous couverts de laches de sang récentes. De quoi donner le vertige. Et aussi la nausée.

Avec l'importation affrénée des articles de casse, le Mali est devenu aujourd'hui un pays récepteur ? La question peut sembler provocatrice, mais elle vaut d'être posée. Selon nos informations, certains de nos parents ins-

taillés en Europe et aux Etats-Unis se sont spécialisés dans la collecte des objets dans les décharges et dans leur expédition au pays. Sans bénéficier du soutien officiel des autorités des pays de départ, l'opération serait encouragée, voire dans certains cas encouragée par celles-ci. Qui ont intérêt à voir s'éloigner en direction d'autres lieux des matériels balancés au rebut, et parfois nocifs. Sans oublier que l'activité de récupération, qui est devenue de plus en plus lucrative, fait travailler aussi bien les autochtones que les étrangers.

Certains pourraient croire que le déversement de ces articles usagés arrangerait aussi les consommateurs maliens au portefeuille assez modeste. Les choses ne sont pas aussi simples. Au cours de notre enquête, nous avons appris que certains matériels de casse importés comme les appareils électroménagers, les téléviseurs, les équipements électroniques contiennent des composants dangereux pour la santé et prohibés dans les pays d'origine. Par exemple, les réfrigérateurs contiennent des gaz qui sont aujourd'hui interdits en Europe, en Asie et presque dans tous les pays développés. Idem pour les téléviseurs qui comportent des éléments cancérogènes. En outre, la plupart de ces postes fonctionnent avec un système analogique. Alors que les pays exportateurs sont déjà passés au numérique. Notre pays se prépare lui aussi au transfert vers le tout numérique avant la fin de 2015. Ce qui veut dire que dans quelques mois le téléviseur analogique, considéré comme une bonne affaire aujourd'hui, sera tout juste bon à jeter à la poubelle.

**LA COURBE REPARTIE A LA HAUSSE.** Au rythme auquel les « cassés » arrivent dans notre pays, ces équipements constitueront un problème de santé publique et environnemental pour les populations ? Notre interrogation n'a pas reçu véritablement une réponse catégorique. Ce qui est sûr, c'est que les articles usagés arrivent sur notre marché en quantités de plus en plus importantes. Les statistiques fournies par la division Documentation et information de la Direction nationale du commerce et de la concurrence sont à la fois éloquentes et inquiétantes. Selon les chiffres qui nous ont été communiqués, durant les cinq dernières années, la courbe de l'importation des articles de récupération est en nette progression. En 2006, environ 8354,239 tonnes d'intention d'importation ont été levées pour une valeur marchande estimée à plus de 3,155 milliards de Fcfa. En 2009, environ 11 110,153 tonnes d'intention d'importation ont été exprimées pour une valeur d'environ 4,823 milliards de Fcfa. En 2010, le volume d'importation a légèrement baissé pour se retrouver à 10 466,374 tonnes pour environ 4,763 milliards Fcfa. Mais la décléation a été de courte durée. En 2011, la courbe est repartie à la hausse. Les intentions d'importation levées se sont chiffrées à 12 026,285 tonnes pour environ 5,015 milliards de Fcfa. En 2012, malgré la grave crise, les articles de récupération ont été les seuls marchandises à n'avoir pas enregistré de repli. Les intentions d'importations ont grimé de 12 026,285 tonnes à 12 818,083 tonnes, soit une progression de 792,798 tonnes. La valeur marchande s'est également élevée à environ 5,221 milliards de Fcfa. Selon nos sources, les fonds engagés dans l'activité de récupération n'ont aucun effet d'enrichissement sur notre économie, bien au contraire.

Passons sur les devises débloquées. L'importation des articles récupérés et vendus à un prix défilant toute concurrence a un effet négatif sur la création ou même la préservation des emplois dans les secteurs de l'artisanat, de l'industrie et du commerce. La création de richesses nationales est également impactée et à long terme les services de recettes de l'Etat tant de l'intérieur qu'à la porte (Impôts, Douanes et Trésor) sont très en difficulté par l'élimination d'un nombre croissant d'entreprises. Ce tableau alarmant est compliqué par les risques nouveaux apparus dans les domaines de la santé publique et de l'environnement.

C'est pourquoi, suite au combat acharné des chefs de l'Etat et de gouvernement, deux conventions ont été prises pour réglementer la circulation des déchets dans le monde. Il s'agit des conventions de Bamako (1989 et 1992) et celle de Bâle en Suisse en 5 mai 1992. Cette dernière convention réglemente le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination prévoyant la conclusion d'accords régionaux en la matière. Quant aux conventions de Bamako de 1989 et 1992, elles sont complémentaires et s'adosant à la Déclaration de la Conférence des Nations unies sur l'environnement, tenue en 1972, aux Lignes directrices et principes du Cadre concernant la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et adoptés par le Conseil d'administration du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNEU) par sa décision 1430 du 17 juin 1987.

**ENDIGUER L'ENTRÉE DE PRODUITS INDESIRABLES.** Elles s'appuient également sur les recommandations du Comité d'experts des Nations unies en matière de transport des marchandises dangereuses (formé en 1957 et mis à jour tous les deux ans), de la Charte des Nations unies, des dispositions de l'article 39 de la Convention de Lugano IV relatives aux mouvements internationaux de déchets dangereux et radioactifs, des recommandations, déclarations, instruments et règlements pertinents adoptés dans le cadre du système des Nations Unies, des organisations intergouvernementales africaines ainsi que des travaux et études effectués par d'autres organisations internationales et régionales.

Malgré cette batterie de conventions internationales, notre pays peine à limiter son commerce des déchets dangereux. Au niveau tant de la Direction nationale de la santé (DNS), que de celle de l'Assainissement et du contrôle de la pollution et de la nuisance (DNACPN), on sent une impuissance face à la situation. Certes, il y a eu quelques initiatives méritoires pour endiguer l'entrée de produits indésirables mais la bonne volonté ne suffit pas. Il faut instaurer un véritable combat organisé contre le phénomène, a expliqué le chargé de communication du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique Markabé Dazo. Selon lui, le chef du Département Quaraine Koré a refusé une fois de récupérer le vieux matériel hospitalier destiné à certains structures sanitaires du Nord du pays. Et ce parce que le donateur qui est en graine de la région, mais installée en Europe, avait refusé d'ouvrir le conteneur pour vérification.

Même appel à la vigilance à l'ONACPN. Nos interlocuteurs pensent que sans les tests réglementaires nationaux, les services techniques ont très peu de marge de manœuvre possible. Le Mali doit adapter la législation internationale à la situation locale. Pour cela, il faut une loi et ses textes d'application ainsi que les techniciens qualifiés pour la mise en œuvre de ces textes.

## Incendie au marché « Woro cour » : LA SÉRIE NOIRE CONTINUE



bedants. Les policiers et les gardes déployés tout autour du marché devaient protéger ce qui restait du marché contre de faux compatriotes mais de vrais voleurs.

Sur place, le désespoir, la déception et l'émotion se basent sur les visages de certains commerçants assis autour du marché. Le ministre de la Sécurité, le tout nouveau gouverneur du District de Bamako, Hady Traoré, et les responsables de la direction générale et de la direction régionale de la Protection civile sont venus mesurer l'ampleur des dégâts et transmettre la solidarité des autorités aux victimes du drame. Hazard du calendrier, cet incendie s'est produit deux jours après le déclenchement de l'opé-



## Mali: Friperie ou casse-boutique: Un mal nécessaire pour nos populations !

21 novembre 2014

[Société](#)

<http://maliactu.net/mali-friperie-ou-casse-boutique-un-mal-necessaire-pour-nos-populations/>

Autant, la friperie et les objets de secondes mains profitent au plus grand nombre, autant elle ne doit pas nuire ni à la santé, ni à l'environnement et encore moins au développement du secteur de l'industrie textile. L'équation est bien difficile à résoudre, faute de moyens pour des gens ayant une foule très nombreuse à leur charge.

Quel est l'impact de l'importation anarchique de la friperie sur notre population et le commerce? Que faire? Ce sont là une série de questions que s'est posée M. Maïga. «La question mérite d'être posée», précise-t-il. Le constat est réel, puisque que même les autorités reconnaissent l'impasse qui existe aujourd'hui autour de l'importation incontrôlée et anarchique de la friperie au Mali. Autrefois, la notion de friperie ou «yougou yougou» en bambara, pour le commun des Maliens, renvoyait systématiquement à l'habillement moins cher ou à l'achat de vêtements usés. Aujourd'hui, cette notion, à bien des égards, a évolué face au phénomène de prolifération et d'envahissement de la ville de Bamako, des centres urbains de l'intérieur et même des villages les plus reculés, par les innombrables boutiques de casse et points de vente de friperie. Aussi, dans les marchés, les quartiers périphériques, les coins de rue, au bord des routes, partout, sont exposés des produits de friperie de tous genres.

**PROLIFÉRATION.** À Bacodjicoroni ACI ce commerce fleurit. Un propriétaire de magasin qui n'a pas voulu décliner son identité, nous a confié ce qui suit : «Je suis Malien d'origine, mais je suis né et j'ai grandi au Congo. Je suis arrivé pour la première fois au Mali en 2005, à cause de la guerre au Congo. Après mon arrivée, la boutique de friperie de ma famille était la seule à Lafiabougou Hamdallaye ACI. En 2008, j'ai ouvert une annexe dans la zone de Bacodjicoroni Golf. Aujourd'hui, on compte au minimum une cinquantaine de boutiques de friperie dans cette zone. Je suis issu d'une famille très pauvre. Tout jeune, je n'ai porté que la friperie. Au Congo, la friperie est un gros business. Et cela nous a inspiré. Nous faisons ce travail, parce qu'on n'a pas autre chose. L'écoulement est très lent. Mais, ça nous fait vivre».

Par ailleurs, il a attiré l'attention sur le fait qu'actuellement, ce commerce est en pleine expansion à Bamako. «Aujourd'hui, nous possédons une entreprise familiale dans le domaine de la friperie regroupant au total cinq boutiques de vente de casse américaine. Mon souhait est qu'un jour, je puisse ouvrir un grand magasin commercial digne du nom», espère-t-il.

Devant l'ampleur du phénomène de prolifération de la friperie, plus d'un s'interroge sur le bien-fondé de la chose. Les opinions divergent. Beaucoup estiment que la friperie est une chance pour le plus grand nombre. D'autres estiment qu'il faut s'en méfier. Pour notre interlocuteur, la friperie nourrit beaucoup de personnes parce qu'elle fournit des emplois. Les lieux de provenance de la friperie varient et on peut trouver des produits normalement consommables. Autre constat : cet immense marché attire aujourd'hui la majorité de la population. Mais, il convient de souligner que si autrefois la friperie était destinée aux «pauvres», aujourd'hui, face à la diversité de l'offre, tout le monde (nantis et moins nantis) y trouve son compte. La gamme de marchandises est très variée, allant d'objets flambants neufs aux vieilleries.

Il y a la friperie dans tous les domaines maintenant. M. Maïga en dit plus : «La friperie a une clientèle variée. Les prix sont accessibles à toutes les bourses. Les offres varient des traditionnels vêtements usés aux véhicules, en passant par les objets ménagers : marmites, couverts poêles, louches, torchons, verres et assiettes de tous genres en porcelaine et en plastic. L'éventail couvre tout ce dont la ménagère peut rêver : vélos, matelas, téléviseurs, frigos, draps et couvre lits, oreillers, berceaux et jouets pour bébé, matériels pour équiper les jardins d'enfants, pour ne citer que ceux-ci. Notre interlocuteur ajoute: «Ma boutique a évolué et ressemble aujourd'hui à un super marché. Elle est fréquentée par des personnes très respectables, par des nantis et des moins nantis. Chacun y trouve son compte. Les futures mamans et les propriétaires de jardins d'enfants figurent parmi mes plus gros clients. Ils viennent s'équiper en berceaux, jouets pour enfants, linge pour bébé, balançoires, toboggans, petits vélos, voitures électroniques etc. Je revends même des livres. Avant le coup d'Etat de 2012, je pouvais faire venir 2 à 3 conteneurs par mois des USA. Maintenant, je peine à faire venir un conteneur en deux mois».

Un autre propriétaire de magasin explique qu'au lieu de payer un téléviseur neuf au marché (écran plat) à 250 000 Fcfa, les gens préfèrent payer à la casse à 80 000 ou 150 000 Fcfa. Tout ce qu'on vend à la «fripe», est moins cher. Au-delà du prix, les gens payent pour la qualité. Par exemple, à la veille de la rentrée scolaire, de nombreux parents d'élèves préfèrent acheter les sacs à la «fripe» parce qu'ils sont solides par comparaison aux sacs moins chers en vente sur le marché. La vente de matelas à ressort est florissante sur le marché de la «fripe». Un

revendeur a expliqué qu'il peut écouler une cinquantaine de matelas. Les commandes continuent. Dans ce milieu, un matelas à ressort de 3 places se vend entre 100 000 et 120 000 Fcfa. Une femme indignée devant un tapis sale et déchiqueté, a fustigé le laxisme de l'Etat face au problème.

Cette femme laisse entendre ses déboires en ces termes : «Je pense, et je ne suis pas seule à croire, que les Blancs ont trouvé en nos pays un dépotoir pour leurs ordures. Même les objets ayant appartenus à leurs chiens, sont déversés ici et achetés par nos pauvres populations qui n'ont aucune idée du danger qu'elles encourent».

**DANGER POUR LA SANTÉ.** Le Directeur de la Direction nationale du commerce et de la concurrence (Dncc), Modibo Keïta, explique que la libéralisation est une bonne chose, mais qu'il faut une politique commerciale nationale cohérente. Il a mis l'accent sur le fait que la libéralisation n'est pas contraire à la préservation de la vie des personnes et à la protection de l'environnement. Ce n'est pas une entrave au commerce. Il estime que, si la friperie profite au plus grand nombre, elle ne doit pas nuire à la santé, à l'environnement et au développement du secteur industriel. Par ailleurs, elle tue le commerce. Et le Directeur de la Dncc de conclure : «Le commerce de la friperie ne doit pas créer des problèmes de santé. Mais, il n'est pas évident que ce soit le cas au Mali, puisque la seule unité de traitement (avant mise vente) existante, ne fonctionne plus. Les vieux réfrigérateurs, ordinateurs...peuvent contenir des produits dangereux pour la santé et créer des problèmes environnementaux. Les pneus d'occasion payés et jetés au bout de trois mois dans la nature, deviennent des nids de prolifération des moustiques parce qu'en hivernage, ils se remplissent d'eau».

M.Maïga ne s'est pas arrêté en de si bon chemin, il apporte des preuves concrètes « Selon les données de la Direction nationale du commerce et de la concurrence (DNCC), les intentions d'importation de friperie en 2010 sont estimées à 3. 261 453 427 FCFA, en 2011 à 3. 460 118 474 et en 2012, à 3. 404 769 803 FCFA soit plus de 10 milliards de FCFA. Les pays de provenance de la friperie sont : les USA, l'Allemagne, la Pologne, la Hollande, la France, le Canada, la Chine, la Belgique, l'Italie, l'Espagne, la Bulgarie, l'Arabie Saoudite, le Sénégal, la Tunisie, le Maroc, le Togo, le Pakistan, la Corée du Nord, l'Afrique du Sud, le Liban, la Guinée, le Ghana. Il faut aussi noter que les gens profitent de toutes les situations pour amener la friperie. Par exemple, les importateurs de voitures ou autres articles profitent de l'occasion pour bourrer les véhicules de toutes sortes de friperies sans déclaration. Evoquant la question, le Directeur commercial de

Fofy industrie, Lassine Koné, souligne que les importateurs de friperie livrent une concurrence déloyale à l'industrie du matelas. Cela se ressent au niveau des clients et des revendeurs qui ne parviennent plus à écouler leurs marchandises « made in Mali ». « Pour la plupart des cas les vendeurs de « fripe » cèdent des matelas usés à bas prix, douteux pour la santé. Mais la population ne comprend pas. Ils vendent des matelas à 50 000 – 70 000FCFA alors que nous vendons les matelas orthopédiques à 180 000FCFA (2 places). La casse tue le commerce et le marché. Elle concurrence illégalement les entreprises nationales ».

M.Maïga a aussi touché du doigt les effets négatifs du commerce de la friperie qui reste l'apanage exclusif des privés. « Il faut y mettre fin», a-t-il insisté. «L'Etat doit prendre des mesures réglementaires pour protéger la population. Et il revient au Secteur privé de s'organiser concrètement, pour réduire l'importation de friperie», M. Keïta propose de sensibiliser la population sur les dangers pour la santé. Personne ne sait d'où viennent ces nombreux matelas et draps ayant peut-être appartenu à des personnes malades. Il s'agit aussi pour l'Etat de prendre des mesures pour décourager l'importation de la friperie en demandant, à l'importateur d'apporter la preuve que les produits ont fait l'objet d'un prétraitement.

**B.C**

*Source : L'œil du Mali*

## Commerce d'articles de casse : ATTENTION DANGER !

Publié le 07/03/2014 02:41 dans les catégories [Société](#) /

<http://maliactu.info/societe/commerce-darticles-de-casse-attention-danger>

**En apparence, ils constituent une providence pour les petites bourses. En réalité, ils peuvent représenter un danger pour la santé, l'environnement et l'économie**

Éliminer le contenu des poubelles sans préjudices pour l'environnement constituait dans les années 1980 et 1990 était un véritable casse-tête chinois pour les Européens et les Américains. Mais de nos jours, ce souci s'est largement atténué. Le commerce des matériels récupérés dans les décharges des pays industrialisés est devenue une activité très lucrative pour certains de nos compatriotes qui y ont d'ailleurs fait fortune. Actuellement, Bamako est littéralement submergée par les matériels électroménagers de récupération, les fripes, les jouets usagés, les vieux matelas, les anciens téléviseurs. Cas extrême, on peut même trouver sur certains marchés du matériel sanitaire mis au rebut. A ce propos, l'ancien directeur général des Douanes, Modibo Maïga, se rappelle que la direction régionale de la Douane de Kayes a saisi une fois un lot de matelas tous couverts de taches de sang récentes. De quoi donner le vertige. Et aussi la nausée.

Avec l'importation effrénée des articles de casse, le Mali est-il devenu aujourd'hui un pays dépotoir ? La question peut sembler provocante, mais elle vaut d'être posée. Selon nos informations, certains de nos parents installés en Europe et aux Etats-Unis se sont spécialisés dans la collecte des objets dans les décharges et dans leur expédition au pays. Sans bénéficier du soutien officiel des autorités des pays de départ, l'opération serait encouragée, voire dans certains cas encadrée par celles-ci. Qui ont intérêt à voir s'éloigner en direction d'autres lieux ces matériels balancés au rebut, et parfois nocifs. Sans oublier que l'activité de récupération, qui est devenue de plus en plus lucrative, fait travailler aussi bien les autochtones que les étrangers.

Certains pourraient croire que le déversement de ces articles usagés arrangerait aussi les consommateurs maliens au portefeuille assez modeste. Les choses ne sont pas aussi simples. Au cours de notre enquête, nous avons appris que certains matériels de casse importés comme les appareils électroménagers, les téléviseurs, les équipements électroniques contiennent des composants dangereux pour la santé et prohibés dans les pays d'origine. Par exemple, les réfrigérateurs contiendraient des gaz qui sont aujourd'hui interdits en Europe, en Amérique et presque dans tous les pays développés. Idem pour les téléviseurs qui comporteraient des éléments cancérigènes. En outre, la plupart de ces postes fonctionnent avec un système analogique. Alors que les pays exportateurs sont déjà passés au numérique. Notre pays se prépare lui aussi au transfert vers le tout numérique avant la fin de 2015. Ce qui veut dire que dans quelques mois le téléviseur analogique, considéré comme une bonne affaire aujourd'hui, sera tout juste bon à jeter à la poubelle.

**LA COURBE REPARTIE À LA HAUSSE.** Au rythme auquel les « casses » arrivent dans notre pays, ces équipements constituent-ils un problème de santé publique et environnemental pour les populations ? Notre interrogation n'a pas reçu véritablement une réponse catégorique. Ce qui est sûr, c'est que les articles usagés arrivent sur notre marché en quantités de plus en plus importantes. Les statistiques fournies par la division Documentation et information de la Direction nationale du commerce et de la concurrence sont à la fois éloquentes et inquiétantes. Selon les chiffres qui nous ont été communiqués, durant les cinq dernières années, la courbe de l'importation des articles de friperie est en nette progression. En 2008, environ 8384,239 tonnes d'intention d'importation ont été levées pour une valeur marchande estimée à plus de 3,155 milliards de Fcfa. En 2009, environ 11 110,153 tonnes d'intention d'importation ont été exprimées pour une valeur d'environ 4,823 milliards de Fcfa. En 2010, le volume d'importation a légèrement baissé pour se retrouver à 10 486,374 tonnes pour environ 4,763 milliards Fcfa. Mais la décélération a été de courte durée. En 2011, la courbe est repartie à la hausse. Les intentions d'importation levées se sont chiffrées à 12 025,285 tonnes pour environ 5,015 milliards de Fcfa. En 2012, malgré la grave crise, les articles de friperie ont été les seules marchandises à n'avoir pas enregistré de repli. Les intentions d'importations ont grimpé de 12 025,285 tonnes à 12 818,083 tonnes, soit une progression de 792,798 tonnes. La valeur marchande s'est également élevée à environ 5,221 milliards de Fcfa.

Selon nos sources, les fonds engagés dans l'activité de récupération n'ont aucun effet d'entraînement sur notre économie, bien au contraire. Passons sur les devises débloquées. L'importation des articles récupérés et vendus à

un prix défiant toute concurrence a un effet négatif sur la création ou même la préservation des emplois dans les secteurs de l'artisanat, de l'industrie et du commerce. La création de richesses nationales est négativement impactée et à long terme les services de recettes de l'Etat tant de l'intérieur qu'à la porte (Impôts, Douanes et Trésor) sont mis en difficulté par l'élimination d'un nombre croissant d'entreprises. Ce tableau alarmant est compliqué par les risques nouveaux apparus dans les domaines de la santé publique et de l'environnement.

C'est pourquoi, suite au combat acharné des chefs de l'Etat et de gouvernement, deux conventions ont été prises pour réglementer la circulation des déchets dans le monde. Il s'agit des conventions de Bamako (1989 et 1992) et celle de Bâle en Suisse en 5 mai 1992. Cette dernière convention règle le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination prévoyant la conclusion d'accords régionaux en la matière. Quant aux conventions de Bamako de 1989 et 1992, elles sont complémentaires et s'adossant à la Déclaration de la Conférence des nations unies sur l'environnement, tenue en 1972, aux Lignes directrices et principes du Caire concernant la gestion écologiquement rationnelle de déchets dangereux et adoptés par le Conseil d'administration du Programme des nations unies pour l'environnement (PNEU) par sa décision 14/30 du 17 juin 1987.

**ENDIGUER L'ENTRÉE DE PRODUITS INDÉSIRABLES** Elles s'appuient également sur les recommandations du Comité d'experts des Nations unies en matière de transport des marchandises dangereuses (formulées en 1957 et mises à jour tous les deux ans), de la Charte des nations unies, des dispositions de l'article 39 de la Convention de Lomé IV relatives aux mouvements internationaux de déchets dangereux et radioactifs, des recommandations, déclarations, instruments et règlements pertinents adoptés dans le cadre du système des Nations Unies, des organisations intergouvernementales africaines ainsi que des travaux et études effectués par d'autres organisations internationales et régionales.

Malgré cette batterie de conventions internationales, notre pays peine à légiférer sur le commerce des déchets dangereux. Au niveau tant de la Direction nationale de la santé (DNS), que de celle de l'Assainissement du contrôle de la pollution et de la nuisance (DNACPN), on semble impuissant face à la situation. Certes, il y a eu quelques initiatives méritoires pour endiguer l'entrée de produits indésirables, mais la bonne volonté ne suffit pas. Il faut instaurer un véritable combat organisé contre le phénomène, a expliqué le chargé de communication du ministre de la Santé et de l'hygiène publique, Markatié Daou. Selon lui, le chef du Département Ousmane Koné a refusé une fois de réceptionner du vieux matériel hospitalier destiné à certaines structures sanitaires du Nord du pays. Et cela parce que la donatrice qui est originaire de la région, mais installée en Europe, avait refusé d'ouvrir le conteneur pour vérification.

Même appel à la vigilance à la DNACPN. Nos interlocuteurs pensent que sans les textes réglementaires nationaux, les services techniques ont très peu de marge de manœuvre pour sévir. Le Mali doit adapter les conventions internationales à la situation locale. Pour cela, il faut une loi et ses textes d'application, sinon les techniciens assisteront impuissant à la détérioration de notre environnement sans pourtant agir, tel est l'avis du technicien Balla Sissoko. Le vrai combat est donc encore à venir.

**O. DIALLO**

## Importation de marchandises d'occasion : Bamako, une poubelle à ciel ouvert !

Publié Par [Tjikan](#) - 28 Fév 2014

*Au Mali en général et à Bamako en particulier, l'importation des marchandises d'occasion a pris ces dernières années des proportions inquiétantes. Et si ces "vieilleries" sont prisées par les populations à cause de leurs prix assez abordables, elles constituent aujourd'hui un véritable danger pour la santé publique et l'environnement. Enquête!*



Téléviseurs d'occasion, ordinateurs, réfrigérateurs, matelas, jouets d'enfants, vêtements, bref la liste n'est pas exhaustive. Toutes les vieilleries des pays développés sont bonnes à importer au Mali, sans contrôle ni restriction de la part des autorités publiques. Pour preuve, en 2008 les matériels de friperie importés au Mali sont estimés à plus de 8 384 tonnes, de 11 110 tonnes en 2009 et de plus de 12 025 tonnes en 2012. Soit une augmentation de plus 3 mille tonnes en seulement quatre ans. Faut-il le préciser ces chiffres ne prennent pas en compte l'année 2013. Or, aujourd'hui les spécialistes de la santé tout comme les environnementalistes sont tous unanimes que l'usage de ces objets de seconde main comporte des risques énormes non seulement sur la santé publique que sur le cadre de vie.

A en croire M. Baba Sissoko, point focal de la convention de Stockholm au Mali, les déchets électriques, électroniques et électroménagers tels que : les téléviseurs, les ordinateurs, les radios, les réfrigérateurs, les climatiseurs pour ne citer que ceux-ci, contiennent des composants très nocifs pour la santé de l'Homme et de son environnement. Il s'agit du cadmium, du plomb, du mercure, des fluides frigorigènes de l'amiante entre autres. Cependant, malgré l'abondance de ces déchets et le grand danger qu'ils représentent pour la population malienne, l'indifférence des autorités publiques est abasourdissante. Car jusqu'à la date d'aujourd'hui il n'existe pas de réelles dispositions favorisant le traitement de ces déchets de manière efficiente, exceptées quelques sommaires activités de récupérations de certains métaux comme, le plomb, le cuivre et le fer dans les épaves de certains appareils.

**Manque de vision ou de volonté politique de la part des autorités publiques ?** La question mérite bien d'être posée. Car un dicton populaire affirme que « prévenir vaut mieux que guérir » mais entre le ministre de l'environnement et de l'Assainissement Oumarou Ag Rhissa et son collègue de l'urbanisme et de la politique de la ville Moussa Mara personne n'a pour le moment eu l'idée géniale de proposer un projet de loi en conseil des ministres afin de limiter l'importation des objets d'occasion. Surtout qu'il existe déjà deux conventions internationales en la matière. Il s'agit de la convention de Bale sur le contrôle des mouvements transfrontaliers de déchets dangereux et de leur élimination, adoptée en 1989 et de la convention de Bamako adoptée en janvier 1991. Or, le recyclage de ces déchets est trop cher surtout pour un pays des maigres ressources comme le Mali.

**Le danger pour l'économie locale ?** Outre que les problèmes environnementaux et sanitaires, la ruée vers les "casses" constitue un véritable danger pour l'économie locale. Pour cause, de plus en plus les importateurs de marchandises électriques, électroniques et électroménagers neufs ; assistent impuissamment à une baisse de leur clientèle au profit de ceux qui importent les marchandises de "seconde main". Alors que les premiers contrairement aux seconds payent en plus des taxes douanières, des impôts et autres redevances à la mairie. Toute chose qui n'est pas le cas pour les importateurs de marchandises de seconde main qui sont pour en majorité des vendeurs à la sauvette n'ayant pas de place fixe.

**L'origine du mal.** A en croire certains observateurs, c'est la récession économique en Europe, qui a contraint beaucoup d'expatriés maliens à se convertir en "videurs" de poubelle en Europe. D'aucuns diront peut être qu'il est exagéré d'utiliser l'expression « videur de poubelle » mais selon la définition des environnementalistes français « tout objet ayant été abandonné volontairement par son propriétaire est un déchet ». Et du coup cette situation permet aux pays Européens de se débarrasser de leurs déchets sans avoir à dépenser 1 centime pour le recyclage. Alors qu'au bout de quelques années la plupart de ces objets seront inutilisables, surtout les vieux téléviseurs avec la transition de la radiodiffusion télévisuelle analogique vers la radiodiffusion télévisuelle numérique de Terre, dont la date butoir a été fixée au 17 juin 2015 par l'UIT. Pourquoi les autorités peinent encore à mettre en vigueur le texte interdisant l'utilisation des sachets plastiques au Mali ? A suivre!

Lassina NIANGALY

## Artículo sur les évènements de Villacarrillo.

### Un oscuro misterio entre los olivos

#### Tensión entre inmigrantes y vecinos de Villacarrillo tras la extraña desaparición de un joven de Mali

Ginés Donaire. Jaén 11/01/2014

[http://ccaa.elpais.com/ccaa/2014/01/11/andalucia/1389462516\\_660749.html](http://ccaa.elpais.com/ccaa/2014/01/11/andalucia/1389462516_660749.html)



“Claro que tenemos miedo. La gente ahora nos mira de otra forma”. Gauso Traoré, un joven inmigrante de

Mali, admite que las relaciones con los vecinos de Villacarrillo (Jaén, 11.442 habitantes) se han deteriorado desde la manifestación del pasado 6 de enero. Ese día, más de un millar de malienses llegados desde todos los rincones de España exigieron que se aclare la desaparición de un compatriota suyo, Tidiany Coulibaly, del que no se sabe nada desde el 17 de diciembre pasado. La protesta se descontroló desde el inicio y acabó con importantes destrozos en el mobiliario urbano y en vehículos y la quema de contenedores en medio de una espiral de odio y de rabia contenida.

Gauso y su colega Muasu fueron de los pocos malienses que, la noche del pasado miércoles, se atrevieron a merodear por las inmediaciones de la plaza del Ayuntamiento de Villacarrillo, donde cerca de un millar de vecinos, desafiando la prohibición de la Subdelegación del Gobierno, se concentraron para rechazar la alborotada manifestación de “los negros”, como ellos les llaman. La protesta fue pacífica, pero eso no impidió que muchos villacarrillenses increpasen y abuchearan a inmigrantes que, como Gauso y Muasu, llegan todos los años a Jaén en busca de trabajo en la recolección de la aceituna. Muchos años de convivencia pacífica que ahora puede perturbarse por culpa de una desaparición, tan extraña como llena de mutismo.

Junto a otro hermano menor y otros colegas suyos, Tidiany Coulibaly, de 22 años, trabajaba como temporero en el olivar. Por tercer año consecutivo lo hacía con el mismo empresario de Villacarrillo, Ginés Vicente, cuyos familiares estuvieron en la concentración vecinal para reprochar los disturbios de los malienses. El 17 de diciembre, Coulibaly y el resto de temporeros tuvieron una discusión con el patrón, a quien le recriminaron que les pagara 20 euros el jornal, cuando el convenio del campo de este año lo estipula en 50,37 euros. “Tidiany le dijo que así no podían seguir, y el jefe les contestó que eso es lo que había y que se fueran”, señala Abdoulaye Sissoko, secretario general del Alto Consejo de Malienses en España (ACME), la asociación que fletó 13 autobuses para la manifestación del día 6 en Villacarrillo.

**“La lucha va a seguir”.** Mor, David y Moussa son tres jóvenes senegaleses que llevan varias semanas acampados en los exteriores de la estación de autobuses de Villacarrillo, sin más cobijo que la leña y los alimentos que reciben de los vecinos del pueblo. Pero, al mismo tiempo que valoran esa solidaridad, no escatiman críticas hacia la situación de los inmigrantes en la campaña de la aceituna. “Muchos empresarios explotan a los inmigrantes y otros ya solo prefieren españoles, olvidándose de que hace unos años solo nos tenían a nosotros”, señala Mor, mostrando la pintada garabateada en el muro exterior de la estación: “Africanos, no somos animales”. Entre los miles de inmigrantes que han llegado a la campaña olivarera de Jaén hay magrebíes, de Costa de Marfil, Burkina Faso, Senegal y Mali. Aunque la mayoría sigue trabajando con normalidad con sus patrones, la confianza con los españoles se ha resquebrajado tras la enigmática desaparición de Tidiany Coulibaly. “La lucha va a seguir. Nosotros no vamos a parar”, proclama Abdoulaye Sissoko, secretario del Alto Consejo de Malienses en España, un colectivo que representa a los 14.000 ciudadanos de este país asentados en España. Las próximas manifestaciones para aclarar la desaparición de Coulibaly podrían celebrarse en Jaén o en Madrid.

Poco después de aquella bronca con el empresario, la mayoría de malienses se fue a llevar a un colega a la estación de autobuses de Villacarrillo. Coulibaly se quedó, pero de él ya no se supo nada más desde entonces y ya no contestó a ninguna llamada telefónica. Se sabe que también falta un bolso con sus pertenencias que tenía en la casa que compartía con otros temporeros. Tampoco el empresario que le tenía contratado estaba en su casa cuando los colegas del joven maliense fueron a pedir información. Su familia les dijo que a Vicente lo habían llevado al hospital de Úbeda. “¿Qué ocurrió para que este empresario estuviera en el hospital?”, se pregunta el responsable del Alto Consejo de Malienses, que no oculta que la opinión generalizada entre todos sus colegas es que “a Coulibaly podrían haberlo matado y haberlo hecho desaparecer”.

“No sabemos nada de mi hermano, y ya han pasado muchos días”, se lamenta Nama Coulibaly, el hermano pequeño de Tidiany, que fue el que denunció su desaparición ante la Guardia Civil. A los malienses les desespera

la falta de celeridad en la investigación del caso y que el juzgado de instrucción 1 de Villacarrillo mantenga el secreto del sumario. El subdelegado del Gobierno en Jaén, Juan Lillo, niega la mayor: “Algunos días se movilizan hasta 30 agentes, con helicópteros y unidades subacuáticas y caninas”. La Guardia Civil, que en los últimos días ha intensificado la búsqueda, está rastreando las últimas llamadas realizadas en su teléfono móvil.

Pero en Villacarrillo, uno de los principales focos olivareros del mundo, lo que más ha dolido fueron los gritos de “asesinos” y “racistas” que entonaron algunos malienses en la manifestación. “La verdad es que me han decepcionado, no esperábamos este comportamiento después de todo lo que hacemos por ellos”, explicaba Pilar, una voluntaria de Cáritas que se unió a la concentración. “Yo no soy racista, pero después de lo ocurrido...”, agregó María, otra vecina. “Es un pueblo que se ha portado muy bien con los inmigrantes y por eso duele lo poco agradecidos que han sido”, señala el alcalde de Villacarrillo, Julián Gilabert, del PP. Y su concejal de Seguridad, Ángel Castillo, iba más lejos horas después de la manifestación: “Es una ofensa para nuestro pueblo que no la vamos a permitir más”, declaraba en Radio Villacarrillo. La Embajada de Malí se ha desmarcado de la protesta violenta y, en una carta enviada al alcalde, “lamenta la conducta de una minoría alborotadora”.

## *Annexe 5*

### **Glossaire Bambara**

***Bálimaya***: frairie, groupe des frères et des sœurs. Au sens large parenté, grande famille.

***Bazin*** : tissu en coton damassé brillant utilisé pour la confection des « boubous » en Afrique de l'Ouest.

***Boubou*** : habille traditionnel en Afrique de l'Ouest semblable à une large tunique, confectionné en différents modelés pour les hommes, pour les femmes et aussi bien pour les enfants.

***Dénbaya*** : famille nucléaire, généralement limité à l'unité géniteurs et enfants

***Djagukelà*** : commerçant

***Djoula*** : commerçant

***Fandenya*** : littéralement signifie « les enfants du père ». Ce mot désigne la rivalité entre les membres d'une même frairie, considérée un moyen positif de stimuler l'audace et l'initiative individuelle.

***Feere*** : la vente.

***Feerekelà*** : le vendeur et par dérivation le commerçant.

***Grin***: réunion d'amis généralement du même âge. Le grin est le nom que l'on donne au Mali à l'habitude de se retrouver régulièrement avec le même groupe d'amis, au même endroit pour échanger, rigoler, prendre du thé ensable.

***Navétane*** : migration saisonnière vers les champs d'arachide au Sénégal que les jeunes soninkés réalisaient pendant la période de l'hivernage. Le navétane était une pratique courante à l'époque coloniale.

***Mafé*** : sauce épaisse typique de la gastronomie ouest-africaine réalisée à partir de grain d'arachide.

***Senekelà*** : le cultivateur, l'agriculteur



**Somògòw** : la famille dans le sens anglais de « household », la maisonnée.

**Sotrama** : nom par lequel on appelle communément les fourgonnettes vertes qui garantissent le transport commun dans la capitale malienne et ailleurs au Mali. Le terme est une abréviation de « Société de Transport du Mali ».

**Toubab** : terme dérivé de l'arabe *tabib* (le médecin) utilisé en Afrique de l'Ouest pour désigner l'Occidental à peau blanche. Il fait concrètement référence aux Européens.

**Yougou-yougou**: jargon importé de la Côte d'Ivoire pour indiquer la friperie. L'expression signifiant littéralement "tirez-tirez" se réfère aux fripes qui arrivent en Afrique mélangés et emballés en grandes balles pour démêler lesquelles il faut bien « tirer ».

**Woyasi** : le voyage.

**Woyasikelà** : le voyageur (voyage de loisir mais surtout voyage d'affaires).

## **Résumé de la thèse en Italien**

### **« Pronti a partire ». Storie di mobilità transnazionale in tempo di crisi : il caso maliano**

La ricerca svolta si basa su un'indagine etnografica multi-situata realizzata su un perimetro geografico comprendente Spagna, Francia e Mali. Ho inteso analizzare le strategie di circolazione transnazionale di un gruppo di migranti maliani provenienti da un'esperienza d'immigrazione in Spagna (contesto a cui è stata data una particolare rilevanza nella costruzione dell'oggetto di ricerca). L'intreccio di circuiti di mobilità tra loro eterogenei eppure vincolati da logiche affini (dal pendolarismo internazionale dei commercianti di prodotti d'occasione, alla circolazione stagionale dei lavoratori dell'agricoltura, al trasferimento d'interi nuclei familiari da un paese all'altro) è stato analizzato alla luce di uno scenario di crisi economica europea responsabile dell'erosione progressiva delle opportunità d'inserimento lavorativo e territoriale della popolazione migrante. Il ricorso alla mobilità diventa dunque una strategia di ricomposizione di percorsi di vita esposti alla precarietà sociale, familiare e abitativa e riflette un fenomeno più ampio di transizione verso forme inedite di rapporto con il territorio e con la società circostante.

Le storie di vita, i racconti di migrazione, le traiettorie personali sono i materiali etnografici grazie ai quali ho costruito una ricerca qualitativa che ha inteso privilegiare il punto di vista degli attori sul campo, nella convinzione metodologica che un inventario di storie personali contribuisca significativamente alla comprensione delle tendenze evolutive di un settore ampio della società.

La ricerca sul campo ha messo in luce un processo di trasformazione in corso che riguarda la recente diffusione tra i migranti maliani in Spagna di uno stile di vita basato sull'alta frequenza degli spostamenti : tale abitudine al movimento non è più una prerogativa di un'élite cosmopolita, ma una pratica socialmente trasversale che consente di affrontare le conseguenze della crisi economica. Dal punto di vista dei migranti maliani, la mobilità è oggi uno strumento di reazione alla crisi più che una strategia di promozione sociale. Traiettorie improntate al radicamento territoriale e alla stabilizzazione familiare (i cui principali elementi sono il ricongiungimento familiare, una carriera professionale come operaio specializzato, un percorso associativo e, in certi casi, l'acquisto di una casa di proprietà grazie al credito bancario ecc.) cambiano improvvisamente direzione a causa di una situazione generalizzata di grande instabilità (capitolo 4). Disoccupazione, sfratto, perdita del permesso di soggiorno, paralisi dei processi amministrativi di regolarizzazione o di ricongiungimento familiare sono alcune delle calamità che hanno colpito a cascata molti dei soggetti intervistati. Questi migranti si trovano così proiettati,

senza una vera “vocazione” alla circolazione, in un circuito di mobilità nazionale o transnazionale.

Dopo una prima parte d’inquadramento teorico (capitolo 1), di definizione dell’approccio metodologico (capitolo 2) e di contestualizzazione storica della migrazione maliana in Europa (capitoli 3 e 4), la seconda parte della tesi è dedicata all’analisi del materiale etnografico raccolto. Nei capitoli 5, 6, 7 ho cercato di comprendere quali siano e come funzionino i diversi circuiti legati a “un’economia della circolazione”. Sono emersi tre settori principali: il commercio di prodotti di seconda mano tra l’Europa e il Mali, la circolazione degli stagionali nelle campagne spagnole e il pendolarismo internazionale dei lavoratori che cercano un impiego occasionale in altri paesi europei.

Per indagare questi circuiti ho individuato tre siti d’osservazione privilegiati che completano una ricerca sul campo prevalentemente realizzata a Madrid. La realizzazione di una missione di ricerca a Bamako, in Mali, mi ha permesso di osservare da vicino l’organizzazione sociale e spaziale della filiera del commercio dell’usato, gli attori che vi partecipano e la grande visibilità di cui godono queste attività commerciali nello spazio urbano (capitolo 5). Ad Albacete, una città spagnola legata all’agricoltura, ho analizzato le condizioni lavorative e abitative dei maliani impiegati come stagionali (capitolo 6); infine a Parigi, ho seguito i percorsi di alcuni migranti maliani arrivati dalla Spagna per cercare lavoro, prevalentemente in nero, nella capitale francese (capitolo 6). In questi spazi, ho cercato di tracciare non solo gli itinerari d’individui che si spostano autonomamente, ma anche le storie d’interi nuclei familiari in movimento (capitolo 7).

Un dato interessante emerso dal lavoro di campo riguarda le conseguenze dell’enorme espansione delle attività legate alla circolazione e le tensioni interne tra gli attori impegnati nei circuiti appena menzionati. Il commercio dell’usato risente, infatti, della comparsa di un gran numero di migranti (il cui stile di vita era piuttosto sedentario fino qualche anno fa) che si lanciano nell’importazione di automobili, elettrodomestici e altre merci di seconda mano in un modo spesso avventuristico e improvvisato. Le campagne spagnole, che hanno assorbito una parte importante dei lavoratori disoccupati provenienti dalla piccola industria e dal settore edile urbano, percepiscono gli effetti dell’accresciuta concorrenza tra gli stagionali arrivati in loco. L’esubero di lavoratori provoca un peggioramento delle condizioni contrattuali e, più in generale, delle condizioni di vita degli stagionali, sempre più vulnerabili e meno protetti dallo sfruttamento d’imprenditori agricoli e intermediari. Anche a Parigi, la forte competizione tra lavoratori precari genera tensioni latenti tra i nuovi arrivati (i maliani venuti dalla Spagna) e la comunità maliana installata in Francia da diverse generazioni, sfociando in una situazione paradossale di divisione interna e di scarsa solidarietà (situazione inedita all’interno di un collettivo migrante tradizionalmente considerato come una comunità piuttosto coesa e strutturata).

In definitiva, questo tipo di tensioni interne riflette un processo di atomizzazione dei migranti, di frammentazione dei percorsi e di declino dei meccanismi di solidarietà e di coesione comunitaria storicamente importanti per la diaspora maliana. In una situazione di grande fragilità economica e sociale, le reti transazionali rimangono degli importanti dispositivi di circolazione d'informazioni e di contatti, mentre perdono in parte la funzione di strumenti di solidarietà e di supporto reciproco.

Nell'ultima parte (capitoli 8 e 9) rifletto sulla costruzione sociale della mobilità. Il senso che gli attori attribuiscono ai loro movimenti è fortemente influenzato dalla relazione tra la loro attuale condizione di "circolanti" e, da un lato, l'esperienza passata di emigrazione in Spagna, mentre dall'altro, la prospettiva futura di un ritorno in Mali (una prospettiva che può essere, a seconda dei casi, ideale e indefinita o reale e concretamente progettata). Per comprendere la stratificazione di significati che compongono l'immaginario della mobilità, ho inoltre analizzato le rappresentazioni che trapelano dalle interviste con i migranti.

Nell'immaginario maliano, la mobilità rimane legata a una rappresentazione socialmente valorizzata e vincolata alla figura prestigiosa del commerciante transazionale. Tuttavia, oggi questa figura positiva è accostata a nuove figure di "circolanti" con connotazioni estremamente negative (gli stagionali, i lavoratori precari, i migranti poveri che setacciano le discariche in Europa a caccia di merci da rivendere in Africa). Le ambivalenze e le oscillazioni di quest'immaginario in piena evoluzione raccontano oggi un fenomeno di deterioramento della considerazione sociale delle attività di circolazione.